

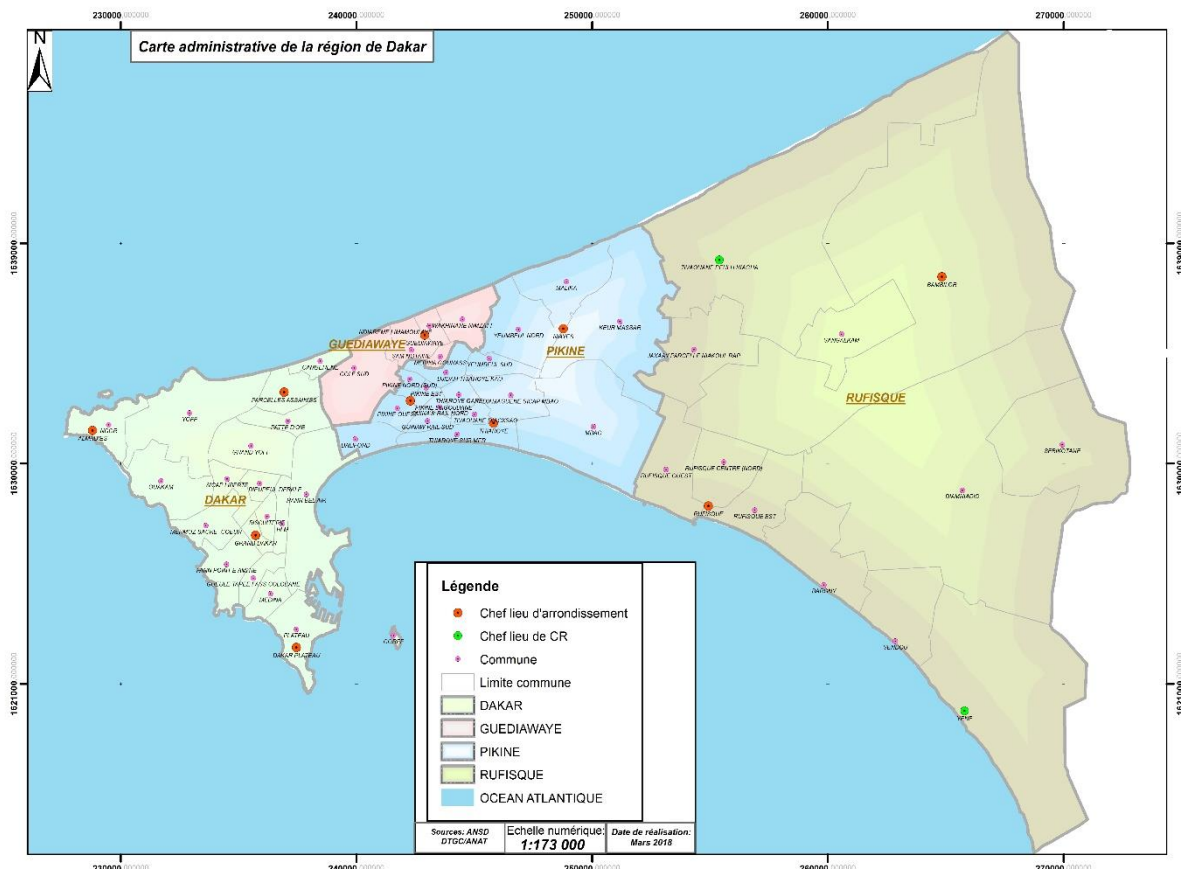


REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA
COOPERATION

**AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE
ET DE LA DEMOGRAPHIE**

Service Régional de la Statistique et de la Démographie de Dakar



**SITUATION ECONOMIQUE ET
SOCIALE REGIONALE
2019**

Mai 2021

COMITE DE DIRECTION

Directeur Général	Allé Nar DIOP
Directeur Général Adjoint	Abdou DIOUF
Conseiller à l'Action Régionale	Jean Rodrigue MALOU
Président du Comité de Lecture et de Validation (CLV)	Assane THIOUNE

COMITE DE REDACTION

Cheffe du Service Régional	Khoudia WADE
Adjointe	Arame LAYE NGOM
Agents d'appui	Ndèye Awa MARONNE
	Marie Séga NDIAYE

COMITE DE LECTURE ET DE VALIDATION DES SES

Assane THIOUNE	Direction Générale
Saliou MBENGUE	
Momath Cisse	Cellule de Gestion des Partenariats (CGP)
El Hadji Malick GUEYE	Direction du Management de l'Information Statistique (DMIS)
Alain François DIATTA	
Awa CISSOKHO	
Samba NDIAYE	
Macoumba DIOUF	Direction des Statistiques Démographiques et Sociales (DSDS)
Jean P. D. BAKHOUM	
Djiby DIOP	
Nalar K. Serge MANEL	
Ramlatou DIALLO	
Mamadou DAFPE	
Insa SADIO	
Oumy DIOP	Direction des Statistiques Economiques et de la Comptabilité Nationale (DSECN)
Jean Paul DIAGNE	
Woudou Dème KEITA	
Omar SENE	
Mamadou BALDE	Ecole Nationale de la Statistiques et de l'Analyse Economique (ENSAE)

AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE

Rocade Fann – Bel-air – Cerf-volant – Dakar Sénégal. B.P. 116 Dakar R.P. - Sénégal

Téléphone (221) 33 869 21 39 - Fax (221) 33 824 36 15

Site web : www.ansd.sn ; Email: statsenegal@ansd.sn

Distribution : Division de la Documentation, de la Diffusion et des Relations avec les Usagers

Service Régional de la Statistique et de la Démographie de Dakar

Adresse : Ouest Foire, Cité SAGEF villa n°54-Dakar

Tél : 33 820 53 21

BP : 116

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	iii
LISTE DES TABLEAUX	xxiii
LISTE DES GRAPHIQUES	xxii
LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES	xxii
AVANT-PROPOS	xxii
RESUME EXECUTIF	xxiv
INTRODUCTION GENERALE	28
CHAPITRE I: PRESENTATION DE LA REGION	30
Introduction	30
I.1. Histoire de la région de Dakar.....	30
I.2. Découpage administratif.....	32
I.3. Géographie physique de la region	33
I.3.1. Le climat.....	33
I.3.1.1. Température.....	33
I.3.1.2. Vents et humidité	33
I.3.1.3. Pluviométrie.....	34
I.3.1.4. Ensoleillement.....	34
I.3.1.5. Pollution	35
I.3.2. Relief, types de sol, végétation, faune et hydrographie	36
I.3.2.1. Relief et types de sol	36
I.3.2.2. Végétation et faune	37
I.3.2.3. Hydrographie	37
I.4. Principaux projets infrastructures de la region	38
I.5. Situation économique de la region	38
CONCLUSION	40
CHAPITRE II: DEMOGRAPHIE	41
Introduction	41
II.1. Etat et structure de la population.....	42
II.1.1. Niveau et évolution de la population	42
II.1.2. Structure par âge et par sexe	42
II.1.2.1. Analyse de la pyramide des âges	42
II.1.2.2. Rapport de masculinité par groupe d'âge.....	44
II.2. Répartition spatiale de la population et densité	45
II.2.1. Répartition spatiale.....	45
II.2.2. Densité	46
II.3. Déterminants de la dynamique des populations de la region.....	46
II.3.1. La fécondité.....	47
II.3.2. La mortalité	48
Conclusion	49

CHAPITRE III: URBANISATION, CONSTRUCTION ET HABITAT	50
Introduction	50
III.1. Urbanisation	51
III.1.1. Taux d'urbanisation.....	51
III.1.2. Lotissements et distributions de parcelles.....	52
III.2. Construction et Habitat.....	53
III.2.1. Autorisations de construire.....	53
III.2.2. Réalisations de l'Etat en matière d'habitat social	55
Conclusion	55
CHAPITRE IV: EDUCATION	56
Introduction	56
IV.1. La petite enfance.....	57
IV.1.1. Les infrastructures.....	57
IV.1.2. Le personnel	59
IV.1.3. les effectifs	64
IV.1.4. Intensité de la préscolarisation	66
IV.2. L'élémentaire	67
IV.2.1. Les infrastructures.....	67
IV.2.2. Le personnel	70
IV.2.3. Les effectifs	73
IV.2.4. L'intensité de la fréquentation et performances dans l'élémentaire	75
IV.3. Le moyen secondaire général	80
IV.3.1. La transition.....	81
IV.3.2. Les infrastructures.....	82
IV.3.3. Le personnel	84
IV.3.4. Les effectifs	89
5. L'intensité de la fréquentation et performances du moyen et du secondaire.....	93
IV.4. L'Enseignement Technique et la Formation Professionnelle.....	96
IV.4.1. Les infrastructures.....	97
IV.4.2. Le personnel	98
IV.4.3. Les effectifs	99
IV.5. L'enseignement supérieur.....	100
IV.5.1. Les infrastructures.....	100
IV.5.2. Le personnel enseignant	101
IV.5.3. les effectifs des étudiants.....	102
Conclusion	103
CHAPITRE V: SANTE ET HYGIENE PUBLIQUE.....	105
Introduction	105
V.1. Santé publique	106
V.1.1. Les infrastructures	106
V.1.2. Le personnel de santé	109
V.1.3. Bilan des programmes de santé	112
V.1.3.1. Santé de la reproduction	112

V.1.3.2. Programme Elargi de Vaccination (PEV)	116
V.1.3.3. Programme National de Lutte contre le Paludisme	118
V.1.3.4. Programme de Lutte contre la Tuberculose	120
V.1.3.5. Programme de Lutte contre le VIH/SIDA.....	121
V.1.3.6. Surveillance des maladies à potentiel épidémique	123
V.1.3.7. Activités de nutrition	125
V.2. Hygiène publique	127
V.2.1. Les visites domiciliaires	128
V.2.2. Les inspections des Etablissements Recevant du Public (ERP)	130
Conclusion	132
CHAPITRE VI: ASSISTANCE SOCIALE.....	134
Introduction	134
VI.1. Actions sociale.....	135
VI.1.1. Appui, conseil et orientation	135
VI.1.2. La promotion sociale des personnes en situation de handicap et des personnes âgées.....	136
VI.2. Les Sapeurs-Pompiers.....	137
VI.2.1. Les interventions	138
VI.2.2. Les secours aux victimes	139
VI.2.3. L'assistance aux personnes.....	140
VI.2.4. Les sorties pour opérations diverses	140
VI.2.5. La lutte contre les incendies	141
Conclusion	141
CHAPITRE VII: JUSTICE.....	142
Introduction	142
VII.1. Situation carcerale.....	142
VII.1.1. La population carcérale.....	143
VII.1.1.1. Les écroués	143
VII.1.1.2. Les détenus provisoires.....	145
VII.1.2. Les conditions de détention	147
VII.2. Education surveillée.....	148
VII.2.1. Infrastructures et personnels.....	148
VII.2.2. Enfants en conflit avec la loi et enfants en danger	151
VII.2.3. L'effectif scolaire	153
Conclusion	154
CHAPITRE VIII: EAU ET ASSAINISSEMENT	155
Introduction	155
VIII.1. L'eau.....	156
VIII.1.1. Les services techniques, autres intervenants et infrastructures	156
VIII.1.1.1. Les services techniques	156
VIII.1.1.2. Les autres intervenants	156
VIII.1.2. Les ressources en eau	157
VIII.1.2.1. Les eaux de surface	157

VIII.1.2.2. Les eaux souterraines.....	157
VIII.1.3. L'accès à l'eau	157
VIII.1.4. La qualité de l'eau	160
VIII.2. L'assainissement	160
VIII.2.1. Les services techniques, autres intervenants et infrastructures	160
VIII.1.1.1. Les services techniques	160
VIII.1.1.2. Les autres intervenants	161
VIII.2.2. L'accès.....	161
Conclusion	163
CHAPITRE IX: AGRICULTURE	164
Introduction.....	164
IX.1. Les services techniques et les autres intervenants	165
IX.1.1. Les services techniques.....	165
IX.1.2. les autres intervenants.....	166
IX.2. La preparation de la campagne agricole.....	166
IX.2.1. La mise en place des semences	166
IX.2.2. La mise en place des engrais et autres fertilisants	167
IX.2.3. La mise en place de matériels agricoles	168
IX.3. Bilan de la campagne agricole.....	169
IX.3.1. Les cultures vivrières	169
IX.3.2. Les cultures industrielles	170
IX.3.3. Les cultures maraichères.....	171
IX.4. Les importations et les exportations	173
IX.4.1. Les exportations	173
IX.4.2. Les importations.....	174
Conclusion	174
CHAPITRE X: ELEVAGE.....	175
Introduction.....	175
X.1. Les services techniques, autres intervenants et infrastructures.....	176
X.1.1. Les services techniques	176
X.1.2. Les autres intervenants	177
X.1.3. Les infrastructures et équipements.....	177
X.2. le cheptel et la volaille.....	178
X.3. Les productions	179
X.3.1. La production de viande et d'œufs.....	179
X.3.2. La production contrôlée de lait	180
X.3.3. La production contrôlée de miel	181
X.3.4. La production contrôlée des cuirs et peaux.....	181
X.4. Les importations et exportations.....	181
X.4.1. Les importations et exportation de bétail et volaille sur pied	181
X.4.2. Les importations et exportations de viande	182
X.4.3. Les importations et exportations de lait.....	182
X.5. Les mouvements du bétail : les entrées et les sorties	182

X.6. La situation zoo sanitaire	183
X.6.1. Les foyers déclarés	183
X.6.2. Les résultats des campagnes de vaccination.....	184
Conclusion	185
CHAPITRE XI: PECHE	187
Introduction	187
XI.1. Les services techniques, les autres intervenants et les infrastructures.....	188
XI.1.1. Les services techniques.....	188
XI.1.2. Les autres intervenants.....	189
XI.1.3. Les infrastructures.....	190
XI.2. La pêche artisanale.....	192
XI.2.1. Les sites et l'armement de la pêche.....	192
XI.2.2. La production.....	195
XI.2.3. La ventilation de la production	200
XI.2.4. La transformation des produits de la pêche artisanale.....	204
XI.3. La pêche industrielle	206
X.3.1. La flotte.....	206
X.3.2. La production	207
XI.4. L'aquaculture : Les infrastructures et producteurs ou promoteurs aquacoles.....	208
XI.5. Diagnostic du secteur.....	210
XI.5.1. Atouts	210
XI.5.2. Contraintes	211
Conclusion	211
CHAPITRE XII: RESSOURCES NATURELLES	212
Introduction	212
XII.1. Les services techniques et les autres intervenants	213
XII.1.1. Les services techniques.....	213
XII.1.2. Les autres intervenants.....	214
XII.2. Gestion du domaine forestier.....	215
XII.2.1. Présentation du domaine forestier régional.....	215
XII.2.2. La lutte contre les feux de brousse.....	216
XII.2.2.1. La lutte préventive	216
XII.2.2.2. La lutte active	217
XII.2.3. Reboisement et conservation des sols	218
XII 2.4. Production de plants.....	218
XII 2.5. Plantation réalisées.....	220
XII.3. Exploitation forestière	221
XII.4. Gestion de la faune et chasse	222
XII.4.1. Potentiel faunique	222
XII.4.2. Résultats des campagnes de chasse.....	222
XII.5. Diagnostic du secteur	222
XII.5.1. Atouts	222
XII.5.2. Contraintes.....	222

XII.5.3. Perspectives.....	223
Conclusion	223
CHAPITRE XIII: ENVIRONNEMENT	224
Introduction	224
XIII.1. Préservation et amélioration du cadre de vie.....	224
XIII.1.1. La collecte et l'évacuation des déchets	224
XIII.1.2. La gestion de déchets.....	225
XIII.2. Gestion et recensement des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)	226
XIII.2.1. Gestion des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)	226
XIII.2.2. Recensement des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).....	227
XIII.3. Etudes d'impact environnemental (EIE)	228
XIII.4. Gestion de l'environnement fluvial/maritime et de la dégradation des sols	229
XIII.5. Gestion des Installation Classées pour la protection de l'environnement (ICPE).....	229
Conclusion	231
CHAPITRE XIV: EMPLOI ET TRAVAIL	232
Introduction	232
XIV.1. La force de travail.....	233
XIV.2. L'activité économique.....	233
XIV.3. Les contrats de travail	237
XIV.4. Les conflits de travail	239
Conclusion	241
CHAPITRE XV: TRANSPORT	242
Introduction	242
XV.1. Les transports terrestres.....	243
XV.1.1. Le transport routier	243
XV.1.1.1. Le réseau routier	243
XV.1.1.2. Le parc automobile	244
XV.1.1.3. Les nouvelles immatriculations et autres opérations sur les véhicules	246
XV.1.1.4. Les permis de conduire	248
XV.1.1.5. Les types de transport routiers.....	249
XV.1.2. Le réseau ferroviaire	250
XV.2. Le transport fluvial et/ou maritime.....	250
XV.2.1. Les infrastructures portuaires.....	250
XV.2.2. Les mouvements de navires et/ ou d'autres embarcations	251
XV.2.3. Le transport des marchandises.....	252
XV.2.3.1. Structure du trafic global par type de conditionnement.....	252
XV.2.3.2. Structure du trafic global par sens	253
Conclusion	255
CHAPITRE XVI: MINES ET ENERGIE	257
INTRODUCTION	257
XVI.1. MINES	257
XVI.1.1. Situation des carrières et des mines	257

XVI.1.2. Production des mines et carrières.....	259
XVI.2. ENERGIE.....	259
XVI.2.1. Energie électrique.....	259
XVI.2.2. Les abonnés.....	259
XVI.2.3. La consommation	260
Conclusion	261
CHAPITRE XVII: COMMERCE ET ARTISANAT	262
Introduction	262
XVII.1. Le commerce	263
XVII.1.1. Les marchés	263
XVII.1.2. Les commerçants	264
XVII.1.3. Le commerce des principales denrées consommées.....	265
XVII.1.3.1. Les stocks.....	265
XVII.1.3.2. Les prix	265
XVII.1.4. La vérification des instruments de mesure et de la qualité des produits	267
XVII.2. Artisanat.....	268
XVII.2.1. Les infrastructures.....	268
XVII.2.2. Les artisans inscrits à la chambre de métier	269
Conclusion	270
CHAPITRE XVIII: JEUNESSE ET SPORT	271
Introduction	271
XVIII.1. Jeunesse	272
XVIII.1.1. Les infrastructures de jeunesse	272
XVIII.1.2. Les associations de jeunes	273
XVIII.1.3. Service régional de la jeunesse de Dakar.....	275
XVIII.2. Sport.....	275
XVIII.2.1. Les disciplines sportives pratiquées.....	275
XVIII.2.2. Les infrastructures sportives.....	277
XVIII.2.3. Les associations et centres de formation sportives	277
XVIII.2.4. Les pratiquants	279
Conclusion	280
CHAPITRE XIX: TOURISME, CULTURE ET LOISIRS.....	281
Introduction	281
XIX.1. Tourisme	281
XIX.1.1. Situation des réceptifs.....	281
XIX.1.2. Les entrées de touristes	282
XIX.1.3. L'occupation des réceptifs.....	283
XIX.1.4. Circuits Touristique	283
XIX.1.5. Les types de tourisme	284
XIX.1.5.1. Le balnéaire	284
XIX.1.5.2. Le tourisme d'affaires.....	284
XIX.1.5.3. Le tourisme de découverte	285
XIX.1.5.4 La pêche sportive	285

XIX.1.5.5 Le tourisme culturel	285
XIX.2. Culture et loisirs	285
XIX.2.1 Infrastructures culturelles.....	285
XIX.2.2 Patrimoine culturel.....	286
XIX.2.2.1. Patrimoine matériel.....	286
XIX.2.2.2. Patrimoine immatériel	288
XIX.2.3. Activités culturelles	289
Conclusion	290
CHAPITRE XX: POSTE, SYSTEME FINANCIER DECENTRALISE, banques	291
Introduction	291
XX.1. Postes Et Autres Sociétés de Transfert d'argent	291
XX.1.1. Couverture.....	291
XX.1.2. Mandats émis	293
XX.1.3. Mandats payés	293
XX.1.4. Origine et destination des mandats.....	296
XX.1.5. Trafic postal	296
XX.2. Systèmes Financiers Décentralisés (SFD).....	298
XX.2.1. Couverture de la région en SFD.....	298
XX.2.2. Epargnes et crédits	299
XX.2.3. Objet et secteurs d'activité bénéficiaires des crédits accordés	302
XX.3. Les banques	303
Conclusion	303
CHAPITRE XXI: TELECOMMUNICATIONS ET MEDIAS.....	304
Introduction	304
XXI.1. Télécommunications	305
XXI.1.1. L'accès aux réseaux des télécommunications.....	305
XXI.1.2. La clientèle	306
XXI.2. MEDIAS	309
XXI.2.1. La télévision.....	309
XXI.2.2. L'accès aux chaînes de télévision nationales et locales	309
XXI.2.3. L'accès aux chaînes radios nationales et locales	310
XXI.2.4. Accès aux journaux nationaux et locaux	311
Conclusion	312
CHAPITRE XXII: INDICE HARMONISE DES PRIX À LA CONSOMMATION	313
Introduction	313
XXII.1. Construction de l'indice des prix à la consommation (IPC)	313
XXII.1.1. Changement de base	313
XXII.1.2. Méthode de calcul de l'indice	314
XXII.2. Evolution annuelle de l'indice des prix à la consommation	316
XXII.3. Dynamisme de l'indice des prix à la consommation depuis 2015	316
XXII.4. Analyse de l'évolution des douze fonctions de consommation	317
XXII.4.1. Une hausse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées	317
XXII.4.2. Une accélération des prix des boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants.....	318

XXII.4.3. Une baisse des prix des articles d’habillement et de chaussures	319
XXII.4.4. Un renchérissement des services de « logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles »	320
XXII.4.5. Un relèvement des prix des meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	321
XXII.4.6. Une augmentation des prix des services de santé.....	322
XXII.4.7. Une hausse des prix des services de transports.....	322
XXII.4.8. Une augmentation des prix des services de communication.....	323
XXII.4.9. Une accélération des prix des services de loisirs et de la culture	324
XXII.4.10. Une progression des prix des services de l’enseignement	325
XXII.4.11. Une hausse des prix des services de restaurants et d’hôtels	326
XXII.4.12. Un accroissement des prix des biens et services divers.....	327
Conclusion	328
CONCLUSION GENERALE	329
ANNEXES	331
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES	344

LISTE DES TABLEAUX

Tableau I. 1: Liste des communes de la région de Dakar par département.....	33
Tableau I. 2: Evolution de la pluviométrie de 2008 à 2018 durant la période hivernale (en millimètre).....	34
Tableau II. 1 : Répartition de la population de la région selon le département et le sexe en 2019	45
Tableau II. 2 : Densité des populations par circonscription administrative	46
Tableau II. 3: Quotient de mortalité des enfants de moins de 5 ans pour la période des 10 années ayant précédé l'EDS-continue de 2017	49
Tableau III. 1: Situation des lotissements et des attributions de parcelles en 2018 et 2019 par circonscription administrative.....	53
Tableau III. 2 : Evolution du traitement des demandes d'autorisation de construire	54
Tableau IV. 1 : Répartition des établissements d'accueil de la petite enfance selon le type, par circonscription administrative en 2019	58
Tableau IV. 2 : Evolution des établissements d'accueil de la petite enfance selon le type et la circonscription administrative.....	59
Tableau IV. 3 : Répartition du personnel des établissements d'accueil de la petite enfance selon le type d'établissement, le sexe et la circonscription administrative	60
Tableau IV. 4 : Evolution du personnel des établissements d'accueil de la petite enfance selon le type d'établissement et la circonscription administrative	61
Tableau IV. 5 : Répartition du personnel des établissements d'accueil de la petite enfance selon la fonction, le diplôme académique, par circonscription administrative.....	62
Tableau IV. 6 : Répartition du personnel enseignant des établissements d'accueil de la petite enfance selon le diplôme professionnel et le statut, par circonscription administrative en 2019.....	63
Tableau IV. 7 : Répartition des effectifs des établissements d'accueil de la petite enfance selon le type d'établissement, le sexe et la circonscription administrative	64
Tableau IV. 8 : Evolution des effectifs des établissements d'accueil de la petite enfance selon le type d'établissement et la circonscription administrative.....	65
Tableau IV. 9 : Evolution du Taux Brut de Préscolarisation (TBPS) selon le sexe, par circonscription administrative	66
Tableau IV. 10 : Evolution du nombre d'établissements d'enseignement élémentaire selon le statut et la circonscription administrative	68
Tableau IV. 11 : Répartition du nombre de classes selon le type de groupe pédagogique et le statut des établissements, par circonscription administrative	69
Tableau IV. 12 : Structure et évolution des effectifs du personnel des établissements d'enseignement élémentaire selon le sexe et le statut de l'établissement	70
Tableau IV. 13 : Evolution des effectifs du personnel enseignant des établissements d'enseignement élémentaires publics selon le statut, par circonscription administrative	71
Tableau IV. 14 : Répartition du personnel enseignant de l'élémentaire selon le diplôme académique en 2019	72
Tableau IV. 15 : Structure et évolution des effectifs d'élèves de l'enseignement élémentaire dans la région de Dakar selon le statut de l'établissement et le sexe par circonscription administrative	73
Tableau IV. 16 : Evolution du nombre d'élèves de l'enseignement élémentaire par classe et celui des élèves par enseignant selon le sexe, par circonscription administrative	74
Tableau IV. 17 : Evolution du Taux Brut d'Accès (TBA) selon le sexe, par circonscription administrative.....	75
Tableau IV. 18 : Evolution du Taux Brut de Scolarisation (TBS) selon le sexe, par circonscription administrative.....	77
Tableau IV. 19 : Répartition des flux selon le niveau d'étude par circonscription administrative	78
Tableau IV. 20 : Evolution du Taux d'Achèvement du Primaire (TAP) selon le sexe, par circonscription administrative	80
Tableau IV. 21: Évolution du taux de transition selon le cycle et le sexe au cours des années scolaires 2017-2018 et 2018-2019 par circonscription administrative	81
Tableau IV. 22 : Répartition et évolution du nombre d'établissements et de Groupes Pédagogiques (GP) dans les cycles moyen et secondaire selon le statut et la circonscription administrative	83
Tableau IV. 23 : Répartition du personnel enseignant du cycle moyen selon le corps, le statut des établissements et le sexe, par circonscription administrative.....	85
Tableau IV. 24 : Répartition du personnel enseignant du cycle secondaire selon le corps, le statut des établissements et le sexe, par circonscription administrative.....	86

Tableau IV. 25 : Répartition du personnel enseignant du cycle moyen-secondaire selon le corps, le statut des établissements et le sexe dans le département de Dakar	87
Tableau IV. 26 : Evolution des effectifs du corps enseignant du moyen secondaire général selon le statut de l'établissement et la circonscription administrative	88
Tableau IV. 27 : Répartition du corps enseignant du moyen secondaire général par sexe et selon le diplôme académique.....	89
Tableau IV. 28 : Répartition et évolution des effectifs d'élèves de l'enseignement du moyen secondaire général selon le Statut de l'établissement, le cycle et le sexe, par circonscription administrative.....	90
Tableau IV. 29 : Répartition des élèves de l'enseignement secondaire selon le Statut de l'établissement, le sexe, la série et le niveau, par circonscription administrative en 2019	92
Tableau IV. 30 : Evolution des TBS et de l'Indice de parité du moyen et du secondaire selon le sexe, par circonscription administrative	94
Tableau IV. 31 : Répartition des flux selon le niveau d'étude par circonscription administrative (%)	95
Tableau IV. 32 : Évolution de la proportion des admis au BFEM et au BAC selon le sexe et par circonscription administrative.....	96
Tableau IV. 33 : Répartition des établissements de formation professionnelle et technique selon le type et le statut	97
Tableau IV. 34 : Répartition des établissements de FPT selon le statut et la circonscription administrative	98
Tableau IV. 35 : Répartition des enseignants des établissements de FPT selon le sexe et le statut de l'établissement	98
Tableau IV. 36 : Répartition du personnel des établissements publics selon le sexe et leur statut	99
Tableau IV. 37 : Répartition des apprenants inscrits dans les établissements de FPT de la région de Dakar en 2019 selon le sexe et l'inspection académique	99
Tableau IV. 38 : Répartition et évolution du nombre d'établissements d'enseignement supérieur selon le type et le statut.....	101
Tableau IV. 39 : Répartition et évolution du nombre d'enseignants dans les établissements d'enseignement supérieur selon le type et le statut.....	101
Tableau IV. 40 : Répartition et évolution du nombre d'étudiants dans les établissements d'enseignement supérieur selon le type et le statut	102
Tableau IV. 41 : Répartition et évolution des effectifs d'étudiants de l'UCAD selon le sexe	102
Tableau IV. 42 : Répartition des effectifs d'étudiants de l'UCAD selon le niveau d'étude en 2019.....	103
Tableau V. 1 : Répartition et évolution du nombre d'infrastructures sanitaires publiques et parapubliques selon le type, par circonscription administrative	107
Tableau V. 2 : Répartition des structures sanitaires privées selon le type, par département	108
Tableau V. 3 : Indicateurs de couverture sanitaire des populations.....	109
Tableau V. 4 : Répartition du personnel des structures de santé publiques selon la qualification professionnel et la circonscription administrative en 2019	110
Tableau V. 5 : Répartition et évolution des effectifs personnel clé des structures de santé selon la qualification professionnelle et le niveau de couverture.....	111
Tableau V. 6 : Evolution des principaux indicateurs de santé de la reproduction de la région selon les districts.	113
Tableau V. 7 : Evolution des Taux de couverture vaccinale et d'abandon selon l'antigène le district sanitaire et les objectifs fixés en années 2018 et 2019	117
Tableau V. 8 : Evolution de la situation des Malades vus en Consultation Externe selon la catégorie de malades, par district	119
Tableau V. 9 : Récapitulatif et évolution des efforts de lutte contre le paludisme	120
Tableau V. 10 : Evolution du Taux de détection de la tuberculose selon le district.....	121
Tableau V. 11 : Evolution des indicateurs VIH/sida.....	122
Tableau V. 12 : Evolution des résultats de la surveillance des maladies à potentiel épidémique, des maladies à éradiquer et des MAPI dans la région de Dakar selon le département et le district	125
Tableau V. 13 : Evolution des résultats des campagnes de supplémentation en vitamine A et de déparasitage menées dans la région de Dakar	126
Tableau V. 14 : Niveau de couverture, d'adéquation des systèmes d'assainissement et les infractions relevées en 2018.....	129
Tableau V. 15: Distribution des amendes forfaitaires selon le département.....	130
Tableau VI. 1 : Répartition et évolution du nombre de consultations sociales effectuées par le SRAS dans la région de Dakar selon le type de demande.....	136
Tableau VI. 2 : Programmes d'appui aux personnes âgées	137
Tableau VI. 3 : Répartition des interventions de la BNSP selon la nature de l'accident dans la région de Dakar en 2019.....	140

Tableau VI. 4 : Répartition du nombre de sorties pour la lutte contre les incendies selon la nature des interventions	141
Tableau VII. 1 : Effectif des établissements pénitentiaires au 31 décembre 2019 selon le sexe	144
Tableau VII. 2 : Répartition des détenus selon le sexe et le département en 2018 et en 2019	145
Tableau VII. 3 : Répartition des détenus dans les différentes prisons de la région en 2019	146
Tableau VII. 4 : Répartition en pourcentage des détenus écroués du Sénégal selon la nature des infractions en 2019	147
Tableau VII. 5 : Répartition des structures de prise en charge de l'éducation surveillée dans la région de Dakar en 2018	149
Tableau VII. 6 : Evolution des effectifs du personnel de l'éducation surveillée dans la région de Dakar selon la formation et le sexe, par circonscription administrative	150
Tableau VII. 7 : Evolution des effectifs du personnel de l'éducation surveillée selon la structure, par circonscription administrative	151
Tableau VII. 8 : Evolution des effectifs pris en charge dans les structures d'éducation surveillée selon la catégorie et le sexe, par circonscription administrative	152
Tableau VII. 9 : Répartition et évolution des effectifs scolaires de l'éducation surveillée selon la structure et le sexe, par circonscription administrative	153
Tableau VIII. 1 : Evolution de la situation de l'hydraulique urbaine selon divers indicateurs, par circonscription administrative	158
Tableau VIII. 2 : Répartition et évolution du nombre d'abonnés et de la consommation d'eau potable en milieu urbain selon le type d'abonnés, par circonscription administrative	159
Tableau VIII. 3 : Evolution des principaux indicateurs d'assainissement selon la circonscription administrative	162
Tableau VIII. 4 : Situation des projets d'assainissement de la région de Dakar en Décembre 2019	163
Tableau IX. 1 : Situation et évolution des quantités de semences distribuées dans la région de Dakar	166
Tableau IX. 2 : Situation et évolution des quantités d'engrais et autres fertilisants distribués dans la région de Dakar	167
Tableau IX. 3 : Répartition et évolution des matériels et équipements agricoles mis en place dans la région	168
Tableau IX. 4 : Répartition et évolution des cultures vivrières selon les superficies, les rendements et les productions par circonscription administrative	170
Tableau IX. 5 : Répartition et évolution des cultures industrielles selon les superficies, rendements et productions, par circonscription administrative	171
Tableau IX. 6 : Répartition et évolution de la production des cultures maraîchères (Tonnes)	172
Tableau IX. 7 : Répartition et évolution des cultures maraîchères destinées à l'exportation	173
Tableau IX. 8 : Répartition et évolution des cultures maraîchères destinées à l'importation	174
Tableau X.1 : Répartition et évolution des effectifs du personnel des Services Vétérinaires selon le diplôme, par Service	176
Tableau X.2 : Services Vétérinaires selon le diplôme, par Inspection	177
Tableau X.3 : Répartition et évolution du nombre d'infrastructures pastorales et avicoles par circonscription administrative	178
Tableau X.4 : Evolution des effectifs du cheptel et de la volaille selon l'espèce par circonscription administrative	179
Tableau X.5 : Evolution des statistiques des abattages contrôlés de viande dans les abattoirs de la région de Dakar selon les espèces, par circonscription administrative	180
Tableau X.6 : Evolution de la production de lait par circonscription administrative	181
Tableau X.7 : Répartition et évolution des mouvements du bétail selon l'espèce dans la région	183
Tableau X.8 : Evolution des résultats des campagnes de vaccination et de déparasitage du bétail par circonscription administrative	184
Tableau X.9 : Répartition et évolution des résultats des campagnes de vaccination selon l'affection, par circonscription administrative	185
Tableau XI. 1 : Répartition et évolution des effectifs du personnel des services de pêche selon le diplôme, par service	189
Tableau XI. 2 : Autres intervenants selon le statut, les domaines et zones d'intervention dans la région en 2019	190
Tableau XI. 3 : Répartition et évolution du nombre d'infrastructures de pêche par circonscription administrative	190

Tableau XI. 4 : Evolution des sites, des pêcheurs et de l'armement selon le type de pêche, par circonscription administrative.....	192
Tableau XI. 5 : Evolution de l'armement de la pêche artisanale selon le type, par circonscription administrative.....	194
Tableau XI. 6 : Evolution de la production de la pêche artisanale selon le type de pêche, par circonscription administrative.....	196
Tableau XI. 7 : Evolution des quantités produites par la pêche artisanale selon l'espèce, par circonscription administrative.....	198
Tableau XI. 8 : Ventilation de la production artisanale(Tonnes) selon la destination et l'année, par circonscription administrative.....	201
Tableau XI. 9 : Ventilation de la production (tonnes) de la pêche artisanale selon l'espèce, l'année et la destination.....	203
Tableau XI. 10 : Répartition et évolution des quantités (tonne) et valeurs des produits transformés selon le type.....	205
Tableau XI. 11 : Répartition et évolution des produits de la pêche artisanale selon la destination finale, par circonscription administrative.....	206
Tableau XI. 12 : Répartition et évolution du nombre de bateaux de pêche industrielle selon le type.....	207
Tableau XI. 13 : Répartition et évolution des débarquements de la pêche industrielle selon le type de bateau de pêche.....	207
Tableau XI. 14 : Répartition et évolution des débarquements de la pêche industrielle selon l'espèce.....	208
Tableau XI. 15 : Evolution de la situation de la production aquacole dans la région de Dakar.....	210
Tableau XII. 1 : Evolution des effectifs du personnel des services des Eaux et Forêts selon le diplôme, par service.....	214
Tableau XII. 2 : Autres intervenants selon le statut, les domaines et zones d'intervention dans la région.....	215
Tableau XII. 3 : Situation du domaine classé, par circonscription administrative.....	216
Tableau XII. 4 : Evolution du nombre de séances d'animation et de personnes touchées par celles-ci par circonscription administrative.....	217
Tableau XII. 5 : Evolution de la situation des feux de brousse par circonscription administrative.....	218
Tableau XII. 6 : Répartition et évolution du nombre de pépinières et de plants produits par circonscription administrative.....	219
Tableau XII. 7 : Répartition du nombre de plants produits selon l'espèce, par type de pépinières.....	220
Tableau XII. 8 : Situation et évolution des plantations réalisées par circonscription administrative.....	221
Tableau XIII.1 : Evolution des ICPE selon la nature et la classe.....	227
Tableau XIII.2 : Recensement des ICPE selon la nature et le département en 2019.....	228
Tableau XIII.3 : Evolution du nombre d'études d'impact environnemental réalisées par circonscription administrative.....	229
Tableau XIII.4 : Situation des installations classées de deuxième classe en 2019.....	230
Tableau XIV. 1 : Répartition de la population en âge de travailler selon le sexe en 2018 et 2019.....	233
Tableau XIV. 2 : Répartition des déclarations d'établissement par ITSS selon l'objet en 2019.....	234
Tableau XIV. 3 : Répartition des établissements ouverts et les emplois générés et ceux fermés et les emplois perdus.....	234
Tableau XIV. 4 : Répartition des établissements ouverts et fermés ainsi que des emplois créés et perdus par statut juridique.....	235
Tableau XIV. 5 : Répartition des emplois créés par ouvertures d'établissements au niveau de l'IRTSS de Dakar selon la branche d'activité (activité principale) en 2019.....	236
Tableau XIV. 6 : Récapitulatif des variations sur le marché du travail en 2018 et en 2019.....	237
Tableau XIV. 7 : Evolution du nombre de contrats de travail enregistrés dans les ITSS selon le type de contrat et le sexe.....	238
Tableau XIV. 8 : Répartition par sexe des travailleurs concernés par les conflits individuels par ITSS.....	239
Tableau XIV. 9 : Répartition des conflits individuels de travail par ITSS selon la suite.....	240
Tableau XIV. 10 : Transactions financières résultant des conflits individuels de travail réglés en 2019 par ITSS.....	240
Tableau XIV. 11 : Répartition des conflits individuels de travail transmis au tribunal par ITSS, selon le motif....	241
Tableau XV. 1 : Situation et évolution du réseau routier par circonscription administrative.....	243
Tableau XV. 2 : Projets en cours dans la région.....	244
Tableau XV. 3 : Evolution du parc automobile selon le type de voiture, par circonscription administrative.....	245
Tableau XV. 4 : Evolution du parc automobile selon le type de voiture et l'âge des véhicules.....	246
Tableau XV. 5 : structure du trafic global par sens en 2018 et en 2019.....	254
Tableau XV. 6 : Répartition du transit selon la destination.....	255

Tableau XVI. 1 : Situation des carrières	258
Tableau XVI. 2 : Evolution de la production des carrières selon le volume et la valeur	259
Tableau XVI. 3 : Evolution du nombre d'abonnés selon le type d'abonnement, par circonscription administrative	260
Tableau XVI. 4 : Evolution de la consommation d'énergie électrique selon le type d'abonnement, par circonscription administrative.....	261
Tableau XVII. 1 : Evolution du nombre de marchés selon le type, par circonscription administrative.....	264
Tableau XVII. 2 : Evolution du nombre de commerçants selon le type, par circonscription administrative.....	264
Tableau XVII. 3 : Evolution des stocks des principales denrées consommées selon le produit, par circonscription administrative.....	265
Tableau XVII. 4 : Evolution des prix des principales denrées consommées selon le produit, par circonscription administrative.....	266
Tableau XVII. 5 : Evolution des résultats de la vérification des instruments de mesure	267
Tableau XVII. 6 : Evolution des résultats du contrôle de la qualité des produits	268
Tableau XVII. 7 : Evolution du nombre de villages artisanaux par circonscription administrative.....	269
Tableau XVII. 8 : Evolution du nombre d'artisans inscrits à la chambre de métiers selon la section et la forme juridique, par circonscription administrative.....	270
Tableau XVIII. 1 : Evolution du nombre d'infrastructures de jeunes selon le type, par circonscription administrative	272
Tableau XVIII. 2 : Evolution du nombre d'associations de jeunes selon le type, par circonscription administrative	274
Tableau XVIII. 3 : Situation des disciplines sportives pratiquées dans la région.....	276
Tableau XVIII. 4 : Evolution du nombre de stades selon le statut, par circonscription administrative.....	277
Tableau XVIII. 5 : Evolution du nombre d'associations et centres de formation sportive selon le type, par circonscription administrative	278
Tableau XVIII. 6 : Evolution du nombre de licenciés selon la discipline et le sexe.....	279
Tableau XIX. 1 : Evolution du nombre de réceptifs par circonscription administrative	282
Tableau XIX. 2 : Evolution des arrivées de touristes	283
Tableau XIX. 3 : Evolution de l'occupation des réceptifs	283
Tableau XIX. 4 : Evolution du nombre d'infrastructures culturelles par circonscription administrative	286
Tableau XIX. 5 : Liste des sites historiques de la région, par département.....	286
Tableau XX. 1 : Evolution du nombre de bureaux de poste et de boites postales par circonscription administrative	292
Tableau XX. 2 : Evolution du nombre de bureaux de transferts d'argent autres que la poste selon la structure, par circonscription administrative	292
Tableau XX. 3 : Evolution du montant des mandats émis par la poste selon la structure de transfert d'argent, par circonscription administrative	293
Tableau XX. 4 : Evolution du montant des mandats payés par les structures de transfert d'argent autres que la Poste selon la structure, par circonscription administrative.....	295
Tableau XX. 5 Evolution du montant des mandats émis et payés par la Poste selon la provenance et la destination, par circonscription administrative (en millions de FCFA).....	296
Tableau XX. 6 : Evolution du trafic postal selon la nature, par circonscription administrative	297
Tableau XX. 7 : Evolution du nombre de SFD inscrits selon la nature	299
Tableau XX. 8 : Evolution du nombre de sociétaires des SFD	299
Tableau XX. 9 : Evolution du nombre d'épargnants, de crédits en cours et de crédits accordés selon le sexe et la nature du sociétaire	300
Tableau XX. 10 : Evolution des montants de l'épargne collectée, de l'encours de crédit et des crédits accordés selon le sexe/nature du sociétaire et le milieu de résidence	301
Tableau XX. 11: Evolution de la valeur des encours de crédit, d'épargne et des emprunts selon leur type	301
Tableau XX. 12 : Evolution de la production de crédits selon l'objet et le secteur d'activités	302
Tableau XXI. 1 : Evolution du nombre de localités (communes) desservies par les trois opérateurs de téléphonie selon le type de service, par circonscription administrative.....	305
Tableau XXI. 2 : Evolution du nombre d'antennes implantés par l'opérateur Free ex TIGO selon le type de service, par circonscription administrative	306

Tableau XXI. 3 : Evolution du nombre de localités (commune) couvertes par les chaines de télévision nationales et locales	310
Tableau XXI. 4 : Evolution du nombre de localités (commune) couvertes par les chaines de radio nationales et locales	311
Tableau XXI. 5 : Evolution du nombre de localités (commune) servies en journaux nationaux et locaux.....	312
Tableau XXII. 1 : Répartition et évolution des statistiques des points de vente, des relevés et des séries entre IHPC-08 et INHPC-14	314
Tableau XXIII. 1 : Répartition de la population de la région de Dakar selon le département de résidence en 2017 et 2018	331
Tableau XXIII. 2 : Répartition de la population du Département de Guédiawaye selon la localité de résidence en 2018 et 2019	331
Tableau XXIII. 3 : Répartition de la population du département de Dakar selon la localité de résidence en 2018 et 2019	332
Tableau XXIII. 4 : Répartition de la population du département de Pikine selon la localité de résidence en 2018 et 2019	333
Tableau XXIII. 5 : Répartition de la population du département de Rufisque selon la localité de résidence en 2018 et 2019	334
Tableau XXIII. 6 : Evolution des principaux indicateurs de santé de la reproduction de la région selon les districts.	335
Tableau XXIII. 7 : Répartition des sorties effectuées par le Groupement National des Sapeurs-Pompiers dans la région de Dakar selon la nature.....	336
Tableau XXIII. 8 : Répartition des interventions de la BNSP selon la nature de l'accident au Sénégal en 2019 ..	336
Tableau XXIII. 9 : Répartition des détenus écroués du Sénégal selon la nature des infractions et le sexe de l'année 2019	337
Tableau XXIII. 10 : Répartition et évolution de la production de viande de volaille et d'œufs selon l'espèce, par circonscription administrative	338
Tableau XXIII. 11 : Epidémiologie des différentes affections	338
Tableau XXIII. 12 : Evolution du nombre d'infrastructures de production de poissons selon le type	339
Tableau XXIII. 13 : Evolution du nombre de producteurs ou promoteurs aquacoles selon le type	339
Tableau XXIII. 14 : Répartition et évolution du nombre de plants produits selon l'espèce, par circonscription administrative.....	340
Tableau XXIII. 15 : arrivées des non-résidents selon la nationalité	341
Tableau XXIII. 16 : évolution des indices des 12 fonctions de consommation au cours de l'année 2019 dans la région de Dakar	342
Tableau XXIII. 17 : évolution des indices des 12 fonctions de consommation au cours des 5 dernières années dans la région de Dakar	343

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique I. 1 : Evolution du nombre d'heures d'ensoleillement à Dakar en 2019 selon les mois.....	35
Graphique II. 1: Evolution de la population de la région de Dakar entre 1976 et 2019.....	42
Graphique II. 2 : Pyramide des âges de la population dakaroise en 2019	43
Graphique II. 3 : Rapport de masculinité par groupe d'âge en 2019 (%).....	44
Graphique II. 4 : Niveau de fécondité par région d'après l'EDS-Continue de 2017	47
Graphique II. 5 : Mortalité infanto-juvénile par région pour les 10 années ayant précédé l'EDS-Continue de 2017	48
Graphique III. 1 : Evolution du taux d'urbanisation de la région de Dakar selon la circonscription administrative	51
Graphique V. 1 : répartition du nombre de concessions visitées par département en 2018 et en 2019	129
Graphique V. 2 : Répartition des ERP visités selon les départements.....	131
Graphique V. 3 : Répartition des infractions commises lors des visites de contrôle de la salubrité des ERP selon le type 2017	132
Graphique VI. 1 : Répartition des sorties effectuées par le Groupement national des Sapeurs-Pompiers selon la nature en 2018.....	138
Graphique VI. 2 : comparaison des sorties effectuées selon la nature de l'intervention au cours des deux dernières années.....	139
Graphique XI. 1 : Répartition des infrastructures de pêche selon le type dans la région en 2019	191
Graphique XI. 2 : Répartition des sites et de l'armement de pêche selon la circonscription administrative dans la région en 2019	193
Graphique XI. 3: Evolution de l'armement de pêche selon la circonscription administrative dans la région en 2019	195
Graphique XI. 4: Evolution de la production de la pêche artisanale et du chiffre d'affaire selon la circonscription administrative dans la région	197
Graphique XI. 5 : Evolution des quantités produites par la pêche artisanale selon l'espèce, par circonscription administrative.....	200
Graphique XI. 6 : Ventilation de la production artisanale(Tonnes) selon la destination et l'année, par circonscription administrative.....	201
Graphique XI. 7 : Ventilation de la production artisanale(Tonnes) selon la destination et l'année, par circonscription administrative (suite graphique XI.6).....	202
Graphique XI. 8 : Ventilation de la production (tonnes) de la pêche artisanale selon l'espèce, l'année et la destination	204
Graphique XI. 9 : Evolution du nombre d'infrastructures de production de poissons selon le type	209
Graphique XI. 10 : Evolution du nombre de producteurs ou promoteurs aquacoles selon le type	209
Graphique XII. 1 : Répartition et évolution du nombre de plants produits selon l'espèce dans la région de Dakar.	220
Graphique XV. 1 : Répartition du nombre d'escales par type de navire en 2019	252
Graphique XV. 2 : Structure du trafic global de marchandises du port de Dakar par type de conditionnement en 2019.....	253
Graphique XV. 3 : Structure du trafic global par sens en 2019.....	253
Graphique XVIII. 1 : Répartition du nombre d'infrastructures de jeunes par circonscription administrative en 2019.	273
Graphique XVIII. 2 : Répartition du nombre d'associations de jeunes selon le type par circonscription administrative en 2019	275
Graphique XIX. 1 : répartition du nombre de réceptifs par catégorie.....	282
Graphique XXI. 1 : Evolution des parts de marché de la téléphonie mobile en volume	307

Graphique XXI. 2 : Evolution des parts de marché de l'internet en volume par trimestre (de décembre 2018 à décembre 2019)	308
Graphique XXI. 3 : Evolution des parts de marché de la téléphonie fixe en volume par trimestre (de décembre 2018 à décembre 2019).....	309
Graphique XXII. 1 : Evolution de l'indice des prix à la consommation dans la région de Dakar en 2019.....	316
Graphique XXII. 2 : Tendances de l'évolution de l'indice des prix à la consommation dans la région de Dakar de 2015 à 2019	317
Graphique XXII. 3 : Evolution de l'indice de la fonction alimentaire et de ses composantes dans la région en 2019	318
Graphique XXII. 4 : Evolution de l'indice de la fonction « boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants » et de ses composantes dans la région de Dakar en 2019	318
Graphique XXII. 5 : Evolution de l'indice des prix à la consommation de la fonction « articles d'habillement et chaussures » et de ses composantes dans la région de Dakar en 2019	320
Graphique XXII. 6 : Evolution de l'indice des prix à la consommation de la fonction « logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » et de ses composantes dans la région de Dakar en 2019.....	321
Graphique XXII. 7 : Variation des prix de la fonction « meubles, articles de ménages et entretien courant de foyer » et de ses principales composantes dans la région de Dakar en 2019	321
Graphique XXII. 8 : Evolution de l'indice des prix à la consommation de la fonction « santé » et de ses composantes dans la région de Dakar en 2019	322
Graphique XXII. 9 : Evolution de l'indice des prix à la consommation de la fonction « transport » et de ses composantes dans la région de Dakar en 2019	322
Graphique XXII. 10 : Evolution de l'indice des prix à la consommation de la fonction communication et de ses composantes dans la région de Dakar 2019.....	323
Graphique XXII. 11 : Evolution de l'indice des prix à la consommation de la fonction « loisirs et cultures » et de ses composantes dans la région de Dakar en 2019	324
Graphique XXII. 12 : Evolution de l'indice des prix à la consommation de l'enseignement et de ses composantes dans la région de Dakar en 2019	325
Graphique XXII. 13 : Evolution de l'indice des prix à la consommation de la fonction « restaurants et hôtels » et de ses composantes dans la région de Dakar en 2019	326
Graphique XXII. 14: Evolution de l'indice des prix à la consommation de la fonction « biens et services divers » et de ses composantes dans la région de Dakar en 2019.....	327

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

Sigle ou acronyme	Signification
AEMO	Action Educative en Milieu Ouvert
AEP	Adduction à l'Eau Potable
AFD	Agence française de Développement
ANA	Agence Nationale de l'Aquaculture
ANACIM	Agence Nationale de l'Aviation Civile et de la Météorologie
ANCAR	l'Agence nationale de Conseil Agricole et Rural
ANSD	Agence Nationale de Statistique et de la Démographie
ARM	Agence de Régulation des Marchés
ARTP	Autorité de Régulation des Télécommunications et des Postes
ARV	Antirétroviral
ASC	Association Socio-Culturelle
BAD	Banque Africaine de Développement
BADA	Banque Arabe pour le Développement en Afrique
BADEA	Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
BAO	Bank Of Africa
BEI	Banque Européenne d'investissement
BFEM	Brevet de Fin d'Etudes Moyennes
BID	Banque Islamique de Développement
BM	Banque Mondiale
BOAD	Banque ouest-africaine de développement
BREIPS	Bureau Régional de l'Education et de l'Information pour la Santé
BRH	Brigade Régionale d'Hygiène
BRTT	Bureau Régional du Transport Terrestre
CAP	Centre Anti Poison
CAP	Certificat d'Aptitude Pédagogique
CAS	Centre d'Adaptation sociale
CCA	Centre Conseil Adolescents
CDD	Contrat à Durée Déterminée
CDEPS	Centre Départemental d'Education Populaire et Sportive
CDFP	Centre Départemental de Formation Professionnelle
CDI	Contrat à Durée Indéterminée
CDMA	Code Division Multiples Access
CEAP	Certificat Elémentaire d'Aptitude Pédagogique
CERER	Centre d'Etudes et de Recherches sur les Energies Renouvelables
CESTI	Centre d'Etude des Sciences et Techniques de l'Information
CETF	Centre d'Enseignement Technique Féminin
CF	Code de la Famille
CFA	Centre de Formation Artisanale
CFEE	Certificat de Fin d'Etudes Elémentaires
CFP	Centre de Formation Professionnelle
CGP	Cellule de Gestion des Partenariat
CGQA	Centre de gestion de la qualité de l'air
CICES	Centre International du Commerce Extérieur du Sénégal
CLAD	Centre de Linguistique Appliquée de Dakar
CMG	Classe Multigrade

CNAO	Centre National d'Appareillage orthopédique
CNLS	Conseil National de Lutte contre le SIDA
CNTS	Centre National de Transfusion Sanguine
CP	Camp Pénal
CP	Centre Polyvalent
CPA	Centre de Premier Accueil
CPAR	Centre de Perfectionnement des Artisans Ruraux
CPN	Consultations Prénatales
CPON	Consultations Post Natales
CPP	Code de Procédure Pénale
CPRS	Centres de Promotion et de Réinsertion Sociale
CRD	Comité Régional de Développement
CRFP	Centre Régional de Formation Professionnelle
CS	Centre de Sauvegarde
CSE	Centre Socio-Educatif
CTA	Combinaisons Thérapeutiques à base d'Artémisinine
CTD	Centre Talibou Dabo
DA	Direction de l'Assainissement
DESPS	Direction de l'Education Surveillée et de la Protection Sociale
DIPE	Développement Intégré de la Petite Enfance
DMIS	Direction du Management de l'Information Statistique
DPRE	Direction de Planification et de Réforme de l'Education
DREEC	Division Régionale de l'Environnement et des Etablissements Classés
DRS-SFD	Direction de la Règlementation et de la Supervision des Systèmes financiers décentralisés
DRUD	Division Régionale de l'Urbanisme de Dakar
DSDS	Direction des Statistiques Démographiques et Sociales
DSECN	Direction des Statistiques Economiques et de la Comptabilité Nationale
DSTE	Direction des Statistiques du Travail et des Etudes
EBAD	Ecole des Bibliothécaires, Archivistes et Documentalistes
ECL	Enfant en Conflit avec la Loi
EES	Etablissement d'Enseignement Supérieur
EJ	Espace Jeunes
ENSEPT	Ecole Normale Supérieure d'Enseignement Technique et Professionnel
EPSNH	Etablissement Public de Santé Non Hospitalier
ERP	Etablissements Recevant du Public
ESP	Ecole Supérieure Polytechnique
ETFP	Enseignement Technique et Formation Professionnelle
FDN	Fonds de Développement Nordique
FEMP	Foyers d'Enseignement Moyen Pratique
FJ	Foyer de Jeunes
GAR	Gestion Axée sur les Résultats
GATPA	Gestion Active de la Troisième Période d'Accouchement
GIE	Groupement d'Intérêt Economique
GP	Groupe Pédagogique
IA	Inspection d'Académie
ICPE	Gestion des installations classées pour la protection de l'environnement
IDSV	Inspection Départementale des Services Vétérinaires
IEC	Information Education Communication
IEF	Inspection de l'Education et de la Formation

Liste des sigles et acronymes

IFAN	Institut Fondamental d'Afrique Noire
IFEE	Institut de Français pour les Etudiants Etrangers
IHPC	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INP	Institut national de Pédologie
INPC	Indice National des Prix à la Consommation
INSEPS	Institut National Supérieur de l'Education Populaire et du Sport
IPC	Indice des Prix à la Consommation
IPDSR	Institut de formation et de recherche en Population Développement et Santé de la reproduction
IPS	Institut de Pédiatrie Sociale
IREF	Inspection Régionale des Eaux et Forêts
IREMPT	Institut de Recherches sur l'Enseignement de la Mathématique, de la Physique et de la Technologie
IRSV	Inspection Régionale des Services Vétérinaires
IRTSS	Inspection Régionale du Travail et de la Sécurité Sociale
ISE	Institut des Sciences de l'Environnement
ISED	Institut de Santé et Développement
IST	Centre de traitement des Infections Sexuellement Transmissibles
ITEF	Ingénieur des Travaux des Eaux et Forêts
ITPN	Ingénieur des Travaux de la Protection de la Nature
ITSS	Inspection du Travail et de la Sécurité Sociale
IUPA	Institut Universitaire de Pêche et d'Aquaculture
MAC	Maison d'Arrêt et de Correction
MAF	Maison d'Arrêt pour Femmes
MAPI	Manifestations Post vaccinales Indésirables
MAR	Maison d'Arrêt
MC	Maison de Correction
MTN	Maladies Tropicales Négligées
MVNO	Opérateurs de réseau mobile virtuel
NFD	Fonds de développement nordique
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
ODD	Objectifs de Développement Durable
OFID	OPEC Fund for International Development (Fonds de l'OPEP pour le développement international)
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONAS	Office National de l'Assainissement du Sénégal
ONG	Organisation Non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
OP	Organisation des Producteurs
PAD	Port Autonome de Dakar
PADDUS	Projet d'Appui à la Décentralisation et au Développement Urbain au Sénégal
PAPA	Projet d'Appui à la Promotion des Aînés
PAQUET-EF	Programme d'Amélioration de la qualité, de l'Equité et de la Transparence du secteur de l'Education et de la Formation
PDNVD	Projet Dépollution Nord Ville de Dakar
PEPAM	Programme Eau Potable et Assainissement pour le Millénaire
PEV	Programme Elargi de Vaccination
PFA	Paralysies flasques aiguës
PLHA	Plan Local d'Hydraulique et d'Assainissement
PNADT	Plan national d'Aménagement et de Développement Territorial

Liste des sigles et acronymes

PNLP	Programme National de Lutte contre le Paludisme
PRA	Pharmacie Régionale d'Approvisionnement
PRN	Programme de Renforcement de la Nutrition
PROMOVILLE	Programme de Modernisation des Villes
PSAOP	Programme des Services Agricoles et des Organisations de Producteurs
PUMA	Programme d'Urgence de Modernisation des axes et territoires frontaliers
PUP	Programme d'Urgence de Propreté
RGE	Recensement Général des Entreprises
RGPHAE	Recensement Général de Population de l'Habitat, de l'Agriculture et de l'Elevage
SA	Société Anonyme
SAHL	Saga Africa Holdings Limited
SAMU	Service d'Assistance Médicale d'Urgence
SARL	Société à Responsabilité Limitée
SAS	Société par Action Simplifiée
SAU	Sociétés Anonymes Unipersonnelles
SCI	Sociétés Civiles Immobilières
SDE	Sénégalaise Des Eaux
SES	Situation Economique et Sociale
SFD	Système Financier Décentralisé
SICAP	Société Immobilière du Cap-Vert
SNH	Service National d'Hygiène
SNHLM	Société Nationale des Habitations à Loyer Modéré
SNPS	Stratégie Nationale de Protection Sociale
SONES	Société Nationale des Eaux du Sénégal
SRAS	Service Régional de l'Action Sociale
SREL	Service Régional de l'Elevage
SRP	Service Régional de la Pêche
SRPS	Service Régional de la Pêche et de la Surveillance
SRSD	Service Régional de la Statistique et de la Démographie
SUARL	Société Unipersonnelle à Responsabilité Limitée
TAP	Taux d'Achèvement du Primaire
TBA	Taux Brut de d'Accès
TBPS	Taux Brut de Préscolarisation
TBS	Taux Brut de scolarisation
TDR	Test de Diagnostic Rapide
TPM	Tuberculose Pulmonaire à la Microscopie
UCAD	Université Cheikh Anta Diop de Dakar
UCG	l'Unité de Coordination de la Gestion des déchets
UE	Union Européenne
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture
UNICEF	Fond des Nations Unies pour l'Enfance
VD	Valeur Déclarée
ZAC	Zone d'aménagement Concertée

AVANT-PROPOS

Le Service régional de la Statistique et de la Démographie (SRSD) est une antenne régionale de l'Agence nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) qui est sous la tutelle du Ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération. Sa mission s'inscrit dans le cadre global de celle dévolue à l'ANSD, à savoir :

- i. collecter, centraliser, traiter, analyser et diffuser les informations statistiques nécessaires à l'élaboration de la politique économique et sociale ainsi qu'à l'appréciation des résultats de cette politique;
- ii. assurer la coordination technique de l'appareil statistique national ;
- iii. mener des études et recherches sectorielles, macro-économiques et sociodémographiques utiles à la conduite de la politique économique, financière et sociale ;
- iv. assurer la coordination des travaux conduisant aux choix de politique économique et financière à court terme, en relation avec d'autres services de l'administration ;
- v. préparer et suivre des programmes économiques et financiers de court terme en relation avec d'autres services et organisations sous régionales.

Les SRSD dressent chaque année un panorama de la situation économique et sociale des régions du Sénégal, en mettant en exergue les atouts, les contraintes et les perspectives.

Cet exercice d'analyse de la conjoncture n'a évidemment pas pour ambition l'exhaustivité, mais se veut une présentation synthétique des caractéristiques et des modes de fonctionnement essentiels de l'économie régionale. Il met en relief l'information quantitative et tente, par des analyses sommaires, de décrire la situation de chaque secteur d'activité au niveau régional.

La présente édition essaie d'embrasser la quasi-totalité des secteurs de l'activité économique et sociale de la région. Cependant, contrairement à celles qui l'ont précédée, elle traite des performances enregistrées au cours de 2019 et analyse leurs évolutions au regard de la situation de l'année 2018. Que les responsables des services techniques et des partenaires de la région trouvent ici l'expression de nos vifs remerciements pour leur précieuse collaboration et la qualité de leurs informations. Tout le mérite de ce document leur revient et les imperfections sont à inscrire au passif des rédacteurs. Les remarques et suggestions en vue d'améliorer le document sont les bienvenues.

Allé Nar DIOP

Directeur Général de l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie

RESUME EXECUTIF

Chaque année, la concentration à la fois démographique, économique et administrative de la région de Dakar est de plus en plus dense malgré sa faible superficie qui ne représente que 0,28% au niveau national. En effet, la concentration de l'essentiel du tissu économique, industriel et des affaires administratives du pays fait de la capitale sénégalaise une exception face aux autres régions. Cependant, cette forte concentration constitue une entrave au fonctionnement correct de certains secteurs d'activités tels que le transport, l'assainissement, la santé, l'hydraulique, etc. car, l'augmentation constante de la population de la région peut impacter négativement sur la qualité des services fournis dans ces secteurs.

Sur le plan démographique, de 2018 à 2019, la population de la région est passée de 3 630 324 à 3 732 282 habitants¹. Cette population est majoritairement composée de personne en âge de travailler (61% âgés entre 15 et 64 ans) et de femmes (50,43%). De plus, elle est inégalement répartie au niveau des départements et la densité continue à augmenter chaque année. Malgré cet accroissement annuel de la population, il est constaté à travers les indicateurs de dynamique de la population notamment les taux de fécondité et de mortalité (infanto-juvénile) que la région de Dakar présente généralement de faible taux par rapport aux autres régions.

Par rapport à l'urbanisation, l'acte III de la décentralisation l'a rendu intégrale et les lotissements et attribution de parcelles restent plus concentrés au niveau du département de Rufisque où il reste encore de l'espace. Néanmoins, des autorisations de constructions continuent à être délivrées dans tous les départements surtout dans celui de Dakar.

Du côté de l'éducation, le système scolaire est marqué par son dynamisme avec une évolution sur l'ensemble des indicateurs étudiés à savoir les infrastructures, du personnel, des effectifs et de la performance éventuellement au niveau des cycles scolaires. Cependant, les indicateurs sur l'accès ont baissé en 2019 au niveau des cycles préscolaire, élémentaire et moyen-secondaire particulièrement chez les garçons. Ainsi, beaucoup d'effort doivent être encore fournir afin de permettre un meilleur accès et une amélioration de la qualité de l'enseignement. Egalement, une baisse du taux de

¹ Projections démographiques issues du dernier Recensement Général de la Population, de l'Habitat, de l'Agriculture et de l'Élevage (RGPHAE) de 2013

réussite au Brevet de Fin d'Etude Moyenne a été notée de 2018 à 2019 et globalement, les taux de réussite au BFEM et au BAC atteignent rarement 50%. Par ailleurs, dans le cycle supérieur, il y a une nette prédominance des établissements privés bien qu'il existe une pluralité de domaine d'études.

En ce qui concerne le système sanitaire de la région, l'analyse effectuée dans ce rapport a porté sur les infrastructures, le personnel et le bilan des programmes de santé. Tout comme pour l'année 2018, les indicateurs de couverture obtenus par rapport à ces volets sont en deçà des normes de l'OMS (sauf pour le personnel de santé notamment les médecins et les sages-femmes). Pour le bilan des programmes, des évolutions positives au niveau régional ont été enregistrées dans beaucoup de programmes mais ceci n'a pas été le cas dans tous les districts de santé. Par ailleurs, par rapport à l'hygiène publique, il y a une augmentation du nombre de concessions visitées avec le taux de couverture des visites qui est passé de 21% en 2018 à 23% en 2019 et un recul du nombre d'Etablissement Recevant du Public (ERP).

S'agissant de l'assistance sociale, environ 3 083 demandes de consultation sociale ont été reçues au niveau du service régional de l'action sociale de Dakar en 2019 soit 20% de plus qu'en 2018 et le taux de consultation de ces demandes est passé de 52% à 60%. Aussi, la plupart de ces demandes ont concerné l'acquisition de secours et de prise en charge médicale. Pour la Brigade Nationale des Sapeurs-Pompiers, l'année 2019 a été caractérisée par un accroissement de 24% des interventions par rapport à 2018.

Dans le sous-secteur de la justice, les nombreuses grâces présidentielles enregistrées au cours de l'année 2019 ont fait que l'effectif de la population carcérale n'a pratiquement pas évolué à la fin de cette année (4 108 au 31 décembre 2019 contre 4 102 au 31 décembre 2018). Malgré ceci, leur identité marquée par le surpeuplement et la promiscuité demeure et le nombre d'écroués en détention provisoire a augmenté de 7% en 2019.

Concernant l'hydraulique et l'assainissement, le défi demeure surtout dans l'accessibilité en matière d'une eau de qualité et des systèmes d'évacuation d'assainissement adéquats. De ce fait, la production d'eau² est passée de 114 799 595

² Etant donné que les données de l'année 2019 sur l'hydraulique ne sont pas disponibles, les analyses effectuées dans la SES 2017-2018 ont été reprises.

m³ en 2017 à 82 789 094 m³ en 2018 expliquant ainsi les nombreuses pénuries d'eau. Quant à l'assainissement, les taux d'accès, de traitement des eaux usées ont évolué positivement en passant respectivement de 31% à 32% et de 54% à 60% entre 2018 et 2019. Par contre, le taux de dépollution de l'eau a baissé de 2 points avec 39% en 2018 et 37% en 2019.

Par rapport à l'agriculture au sens large notamment l'agriculture, l'élevage et la pêche, les activités menées dans la région n'ont pas été trop rentables. Pour l'agriculture en particulier, les rendements obtenus durant la campagne 2018-2019 ont diminué de même que les provisions d'accompagnement fournis par l'Etat. Parallèlement, l'analyse des performances du secteur de l'élevage laisse apparaître un potentiel insuffisamment exploité. Pour la pêche, le secteur a enregistré une légère augmentation de la production en 2019 accompagné d'une baisse du chiffre d'affaire par rapport à l'année 2018 pour la pêche artisanale mais pour la pêche industrielle, la production a carrément baissé en 2019.

Quant à la gestion des ressources naturelles et de l'environnement au niveau de la région de Dakar, il ressort des analyses que la campagne de 2019 a été caractérisée par une amélioration des résultats.

Pour le secteur de l'emploi, les déclarations de créations d'emploi reçues au niveau des Inspections du Travail et de la Sécurité sociale (ITSS) de la région ont connu une hausse. Cependant, le nombre d'emplois créé en 2019 n'a pas été plus important que ceux générés en 2018.

En ce qui concerne le transport, il est un moteur crucial du développement économique et social d'un pays. Au niveau de la région, celui routier prédomine et le parc automobile augmente d'année en année et est majoritairement constitué de voitures particulières âgées de plus de 10 ans et ont été achetées en tant que véhicule d'occasion.

Pour le secteur minier et énergétique à Dakar, bien que le secteur soit en expansion, le volume de la production des carrières a diminué de 9% en 2019 mais la consommation d'énergie électrique a largement augmenté dans la région avec une hausse de 35% de 2018 à 2019.

Au sujet du commerce et de l'artisanat, ils occupent une place importante dans le tissu économique dakarais. En 2019, le secteur du commerce a été marqué par une flambée des prix de la plupart des produits de base. Quant à l'artisanat³, second secteur pourvoyeur d'emplois après l'agriculture, est confrontée au problème de la formation.

S'agissant de la jeunesse et du sport⁴, ils constituent les atouts de charme de la région, car l'une est porteuse de développement et l'autre est vecteur de développement. Néanmoins, les infrastructures dédiées ne sont pas augmentées malgré l'accroissement du nombre d'associations de jeune.

Concernant le tourisme, la culture et les loisirs, ils occupent une place centrale dans les activités socio-économiques et culturelles de la région. Cependant, c'est un secteur qui ne s'est pas beaucoup développé dernièrement. Pour le tourisme, le nombre de réceptifs n'a pas évolué depuis 2018 mais les lits et chambres ont été renforcés entre temps. Quant au domaine de la culture et des loisirs, l'indisponibilité de données depuis 2017 empêche l'appréciation de l'évolution du secteur.

Pour le secteur postal, il est devenu incontournable dans le développement économique de la région. D'ailleurs, il a connu en 2019 une augmentation des bureaux de poste. Néanmoins, le volume des mandats émis et payés ont baissé. Et pour les Systèmes Financiers Décentralisés (SFD), l'intérêt qui leurs sont portés au niveau de la région ne cesse de croître et les secteurs du « commerce, restaurant, hôtels », « service » et « agriculture, sylviculture et pêche » ont détenu les taux d'investissements en crédit les plus importants en 2019.

Au sujet des télécommunications, c'est un secteur de plus en plus marqué par son caractère concurrentiel et ceci a tendance à faciliter l'accessibilité des services associés. A Dakar, le réseau Orange occupe une très grande part dans le marché des télécommunications notamment celui des téléphonies mobile et fixe et celui de l'internet. Et pour les médias de masse, la prolifération de radios à travers la région, a octroyé à celle-ci le monopole du canal d'information le plus fréquent dans la capitale.

³ Etant donné que les données de l'année 2019 sur l'artisanat ne sont pas disponibles, les analyses effectuées dans la SES 2017-2018 ont été reprises.

⁴ Etant donné que les données de l'année 2019 sur le sport ne sont pas disponibles, les analyses effectuées dans la SES 2017-2018 ont été reprises.

Concernant l'Indice Harmonisé des prix à la Consommation dans la région de Dakar, nouveau chapitre intégré dans cette édition, une progression des prix à la consommation est enregistrée en 2019.

INTRODUCTION GENERALE

La Situation Economique et Sociale Régionale (SESR) est l'une des publications annuelles phares réalisées par l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD). D'ailleurs, dans le cadre de sa mission de coordination du Système Statistique National (SSN), l'ANSD est également chargée de produire et de diffuser des données statistiques de qualité sur le territoire régional, afin d'aider à la prise de décisions des acteurs socioéconomiques et de répondre aux besoins du grand public.

De plus, à l'heure actuelle, où le Plan Sénégal Emergent, cadre de référence des politiques publiques du pays, a pour ambition l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD), disposer des statistiques sur l'ensemble des secteurs socioéconomiques devient indispensable surtout pour le suivi des politiques et programmes de développement au niveau de la région. Ainsi, la SES, document élaboré à l'échelle régionale par les Services Régionaux de la Statistiques et de la Démographie (SRSD) de l'ANSD, essaie de répondre à ce besoin en fournissant une large gamme d'indicateurs socioéconomiques de la région.

Le document de la SES de la région de Dakar est le résultat de la compilation d'un ensemble de chapitres traitant chacun d'un thème des différents sous-secteurs de l'activité économique et sociale de la région. Plus précisément, il représente l'aboutissement d'un travail qui a nécessité la collaboration de l'ensemble des services déconcentrés et décentralisés de Dakar. Ainsi, ce document constitue un rapport descriptif rédigé sur la base des informations collectées au niveau des structures sectorielles de la région et donc ne fait aucune analyse approfondie. Cette collecte se fait par l'envoi d'un courrier du Directeur Général de l'ANSD accompagné éventuellement d'une circulaire du Gouverneur de la région pour les services régionaux qui sont sous sa tutelle.

A cette édition de l'année 2019, les résultats de la collecte ont été meilleurs que ceux obtenus lors de l'élaboration de la SES 2017-2018. En effet, beaucoup de structures ont fourni les informations demandées et ceci suite à de nombreuses relances.

Aussi, une innovation a été faite dans ce document avec l'intégration d'un chapitre qui analyse les statistiques de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation de la région de Dakar qui sont produites en permanence et publiées mensuellement par l'ANSD.

Ainsi, le présent document compte 22 chapitres à savoir :

- ❖ Présentation de la région ;
- ❖ Démographie ;
- ❖ Urbanisation, construction et habitat ;
- ❖ Education ;
- ❖ Santé et hygiène publique ;
- ❖ Assistance ;
- ❖ Justice ;
- ❖ Eau et assainissement ;
- ❖ Agriculture ;
- ❖ Elevage ;
- ❖ Pêche ;
- ❖ Ressources naturelles ;
- ❖ Environnement ;
- ❖ Emploi et travail ;
- ❖ Transport ;
- ❖ Industrie, mines et énergie ;
- ❖ Commerce et artisanat ;
- ❖ Jeunesse et sports ;
- ❖ Tourisme, culture et loisirs ;
- ❖ Poste, banques et Systèmes Financiers Décentralisés (SDF) ;
- ❖ Télécommunications et media ;
- ❖ Indice Harmonisé des Prix à la Consommation.

Et pour chaque secteur, sa situation sur la période étudiée sera analysée ainsi que les principales activités menées.

CHAPITRE I: PRESENTATION DE LA REGION

INTRODUCTION

La région de Dakar est l'une des 14 régions administratives du Sénégal. Elle représente la capitale du pays sur tous les plans notamment économique, politique et culturelle. Comparativement aux autres régions, elle constitue celle qui a la plus petite en terme de superficie (550 km² soit 0,28% de la superficie du territoire national) mais qui abrite la plus grande part de la population sénégalaise avec une densité de peuplement de 6 786 hbts/km² en 2019.

Aussi, cette région a une position géographique très stratégique car se situant à l'extrême ouest de la presqu'île du Cap-Vert, tout au bord de l'océan atlantique. Elle est comprise entre les 17° 10 et 17° 32 de longitude Ouest et les 14° 53 et 14° 35 de latitude Nord. Elle est limitée à l'Est par la région de Thiès et par l'Océan Atlantique dans ses parties Nord, Ouest et Sud. Ainsi, sa position géographique, son statut administratif et la diversité de ses activités économiques lui confèrent plus d'atouts par rapport au reste du pays.

Cette présentation abordera l'histoire de la région, l'organisation administrative, la géographie physique (climat, végétation, faune, relief, hydrographie), les principaux projets d'infrastructures et enfin la situation économique de la région.

I.1. HISTOIRE DE LA REGION DE DAKAR

La presqu'île du Cap Vert abritant la région de Dakar a été habitée dans les zones occidentales, dès les temps paléolithiques (soit près de 100 000 ans avant Jésus-Christ) avant d'être occupée dans son entier, aux temps néolithiques.

Chronologiquement, l'histoire de la région de Dakar se présente comme suit :

- En 1444, le navigateur portugais Denis DIAS découvre le Cap Vert, d'une étendue de 100 km². A cette époque, la presqu'île était peuplée de Mandingues.
- Entre 1580 et 1617, s'est déroulée l'installation des Lébous originaires du royaume du Tekkrour, au Nord Est du fleuve Sénégal.

- En 1750, le naturaliste français Michel Adanson établit le premier croquis du Cap Vert où est mentionné le nom de Dakar.
- Entre 1765 et 1766, le Gouverneur Poncet de la Rivière s'était fait céder les pointes de Dakar et Bin et même toute la Presqu'île jusqu'au ruisseau de Mbao et au village de Yoff exclus.
- En 1845, Gorée devient le chef-lieu de la division navale des côtes occidentales d'Afrique.
- Le 25 mai 1857, est officiellement fondée la Ville de Dakar par Pinet LAPRADE et le pavillon français est hissé.
- En juin 1858, on assiste à l'Élaboration du 1er plan cadastral de Dakar.
- En 1859, ce fut le début de construction d'un phare sur le mont le plus élevé des mamelles (cônes volcaniques du nord-ouest). Les travaux ont duré quatre ans.
- En Juin 1862, on élaborera un nouveau plan d'alignement de la ville car Dakar était " un véritable labyrinthe de rues et d'impasses, de tours et de détours " dont l'initiateur de ce cadastre est Pinet LAPRADE.
- En 1872, la commune de Gorée fut créée.
- En 1875, Dakar devient centre d'arrondissement à la place de Gorée.
- En 1876, intervient le nouveau plan cadastral de Dakar.
- En 1878, Dakar compte environ 1600 habitants.
- Le 17 Juin 1887, Dakar devient une commune distincte et moins dépendante de Gorée.
- Le 9 Décembre 1887, Jean Alexandre est le premier Maire de Dakar.
- En 1891, Gorée compte 2100 habitants, Dakar 8737 habitants.
- En 1902, Dakar devient la capitale de l'Afrique Occidentale Française.
- De 1903 à 1908, le gouverneur Général ROUME transforme Dakar par un très gros effort d'urbanisation.
- En 1904, Dakar compte 18 500 habitants environ.
- En 1910, Dakar est déjà le premier port du Sénégal.
- En 1920, Blaise DIAGNE est élu Maire de Dakar, il le restera jusqu'en 1934, date de sa mort. C'est cette même année, que le cours secondaire est ouvert. Il est devenu en 1936 le lycée Van Vollenhoven (Gouverneur qui s'oppose au recrutement d'indigènes pour la Première Guerre mondiale).
- En 1921, Dakar compte 32 440 habitants dont 1 661 Européens. C'est cette même année que les premiers Libanais sont arrivés.

- En 1926, Dakar compte 33 679 habitants dont 2 939 Européens, tandis que Gorée ne compte plus que 700 habitants.
- En 1929, Gorée est rattachée à Dakar.
- Le 2 Avril 1946, SENGHOR, député du Sénégal, réclame l'égalité des droits pour tous (populations colonisées comme métropolitaines).
- En 1947, Dakar compte 135 000 habitants environ.
- En 1950, Inauguration de l'Institut des Hautes Études (I.H.E) qui deviendra en 1957, l'université de Dakar.
- Le 26 Août 1958, Le Général DE GAULLE, est accueilli par des manifestations réclamant l'indépendance du Sénégal.
- Le 11 Juin 1958, le transfert de la capitale de Saint Louis vers Dakar est réalisé.
- En 1958, Dakar fut choisie comme capitale de la nouvelle république du Sénégal (alors état-membre de la Communauté Française).
- En 1964, la Grande Mosquée a été construite.
- En 1996, la région de Dakar est découpée en 19 communes d'arrondissement est compte environ 2 500 000 habitants.

I.2. DECOUPAGE ADMINISTRATIF

L'organisation administrative de la région de Dakar a connu de nombreuses mutations depuis l'époque coloniale. Notamment avec le décret n° 2002-166 du 21 février 2002 fixant le ressort territorial et le chef de lieu des régions et des départements et le décret n° 2011-427 du 29 mars 2011, abrogé au profit du décret n° 2011- 706 qui a organisé et créé de nouvelles communes et communautés rurales dans le département de Rufisque.

Aujourd'hui, c'est l'aboutissement d'un long processus de décentralisation (1972) qui s'est traduit par l'entrée en vigueur de l'Acte-III de la décentralisation en 2014. Ceci est marqué par la communalisation universelle et l'érection des départements en collectivité locale.

De façon classique, la région de Dakar compte :

- quatre (4) départements : Dakar, Pikine, Guédiawaye et Rufisque ;
- dix (10) arrondissements : Almadies, Dakar-Plateau, Grand-Dakar, Parcelles-Assainies (département de Dakar), Guédiawaye (département de Guédiawaye), Dagoudane, Niayes, Thiaroye (département de Pikine), Rufisque-Est, Bambilor

(département de Rufisque).

Néanmoins, avec l'acte III de la décentralisation, Dakar compte maintenant 57 collectivités territoriales ainsi réparties :

- 1 conseil départemental (Rufisque) ;
- 4 villes (Dakar, Pikine, Guédiawaye, Rufisque) ;
- 52 communes réparties comme suit (voir tableau I.1).

Tableau I. 1: Liste des communes de la région de Dakar par département

Départements	Communes
Dakar (19 communes)	Mermoz/Sacré Cœur, Ngor, Ouakam, Yoff, Biscuiterie, Dieuppeul/Derklé, Grand-Dakar, Hann Bel air, HLM, Sicap Liberté, Cambérène, Grand-Yoff, Parcelles-Assainies, Patte d'Oie, Fann/Point E/Amitié, Gueule Tapée/Fass/Colobane, Médina, Dakar-Plateau, Gorée
Pikine (16 communes)	KeurMassar, Malika, Yeumbeul-Nord, Yeumbeul-Sud, Dalifort, DjiddahThiaroye Kao, Guinaw-Rail-Nord, Guinaw-Rail-Sud, Pikine-Est, Pikine-Nord, Pikine-Ouest, Diamaguène/Sicap-Mbao, Mbao, Thiaroye-Gare, Thiaroye-sur-Mer, Tivaouane/Diacksao
Guédiawaye (5 communes)	Golf-Sud, Médina-Gounass, Ndiarème/Limamoulaye, Sam-Notaire, Wakhinane/Nimzatt
Rufisque (12 communes)	Bargny, Diamniadio, Sébikotane, Jaxaay/Niakoulrab/Parcelles-Assainies, Sendou, Sangalkam, Rufisque-Est, Rufisque-Ouest, Rufisque-Nord, Yenne, Bambilor, Tivaouane-Peulh/Niagha.

Source : ANSD

I.3. GEOGRAPHIE PHYSIQUE DE LA REGION

I.3.1. LE CLIMAT

I.3.1.1. TEMPERATURE

A Dakar, la température varie entre 17 et 25° C (degrés Celsius) de décembre à avril et de 27 à 30 ° C de mai à novembre.

I.3.1.2. VENTS ET HUMIDITE

La capitale sénégalaise est caractérisée, pendant une bonne période de l'année, par un microclimat marqué par l'influence de l'alizé maritime issu de l'anticyclone des Açores, d'où l'existence d'une fraîcheur et d'une humidité quasi permanente et relativement forte de l'ordre de 25%. Sa direction principale varie du Nord-Nord-Ouest au Nord-Nord-Est.

Toutefois, l'harmattan, qui est un alizé continental saharien, se fait sentir faiblement en saison sèche et au fur et à mesure que l'on s'éloigne des côtes.

1.3.1.3. PLUVIOMETRIE

La pluviométrie est caractérisée par une durée relativement courte de l'hivernage, variant entre trois et quatre mois : de juin à octobre. Elle est marquée, d'une part, par une inégale répartition dans le temps et dans l'espace et, d'autre part, par une faiblesse des quantités d'eau enregistrées. Il est important de souligner que la région de Dakar se situe entre les isohyètes 300 et 600 mm et les normes saisonnières (1930 – 1960 et 1951 – 1980) sont respectivement de 552 et 473mm.

En 2019, la région de Dakar s'est inscrite dans une bonne dynamique pluvieuse. En effet, malgré un retard de l'arrivée des premières pluies (au mois d'août), la pluviométrie enregistrée a été satisfaisante puisque les cumuls obtenus ont dépassé les valeurs normales attendues par mois. Aussi, par rapport à l'année 2018, l'abondance de la pluviométrie a augmenté de 107% en passant de 232 mm à 481 mm (voir tableau I.2).

Tableau I. 2: Evolution de la pluviométrie de 2008 à 2018 durant la période hivernale (en millimètre)

Mois/ Années	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Variation 2019- 2018 (en %)
Juin	3,00	24,00	2,50			-		-	-	0,00	0,00	-
Juillet	78,00	57,00	20,00	53,00	49,00	-	73,30	88,40	50,00	0,00	0,00	-
Août	251,5 0	148,5 0	142,5 0	314,0 0	293,0 0	98,00	193,2 0	123,3 0	193,3 0	73,40	206,3 0	181,06
Septembre	99,00	187,0 0	73,50	105,5 0	249,5 0	89,00	173,2 0	104,3 0	97,30	137,0 0	209,5 0	52,92
Octobre	50,00	30,00	4,50	-	18,50	-	12,50	0,00	15,70	21,60	65,10	201,39
Total	481,5 0	446,5 0	243,0 0	472,5 0	610,0 0	187,0 0	452,2 0	316,0 0	356,3 0	232,0 0	480,9 0	107,28

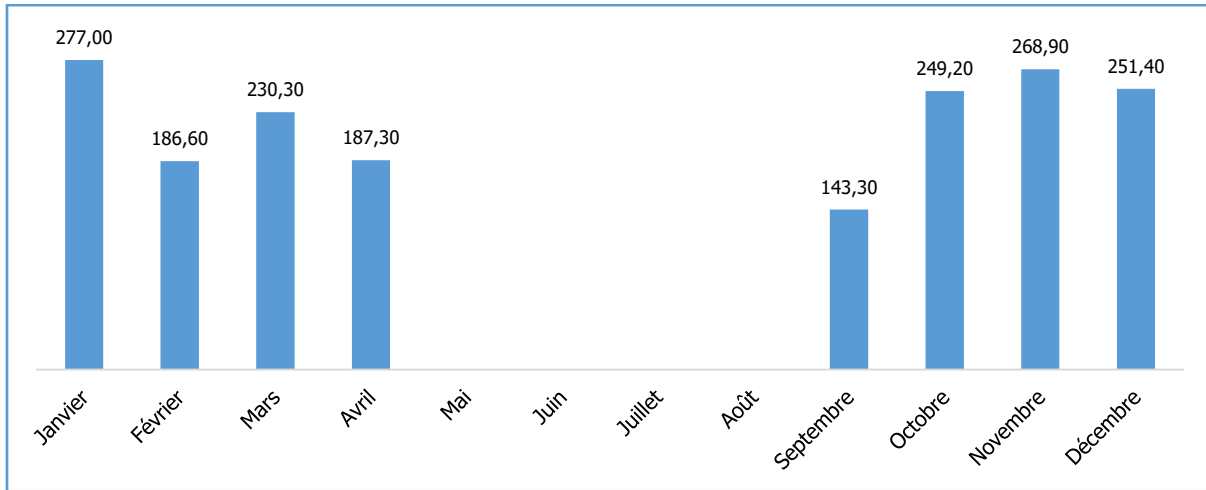
Source : Bulletins agro météorologique décadaire de l'ANACIM (disponible sur <http://www.anacim.sn/produits-du-gtp/>)

1.3.1.4. ENSOLEILLEMENT

En 2019, la durée moyenne d'ensoleillement dans la région de Dakar a été de sept heures par jour. Le nombre d'heures de soleil à Dakar a été estimé à plus de 2 500 heures par an.

Par ailleurs, bien que les données sur les heures d'ensoleillement de l'année 2019 ne soient pas disponibles pour les mois de mai, juin, juillet et août, il faut noter que les pics d'ensoleillement sont souvent observés durant les mois d'avril et de mai.

Graphique I. 1 : Evolution du nombre d'heures d'ensoleillement à Dakar en 2019 selon les mois



Source : <https://www.infoclimat.fr/climatologie/annee/2019/dakar-yoff/valeurs/61641.html> (visité le 08/07/2020)

1.3.1.5. POLLUTION

Classée comme la deuxième ville la plus polluée au monde en 2018 par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), la région de Dakar ne cesse de recevoir des alertes rouges par rapport à la pollution de l'air. D'ailleurs, en réalité, la capitale sénégalaise arrive en deuxième position parmi une sélection de 20 grandes villes. Mais, dans le classement complet publié par l'OMS en 2016 et mesurant le taux de concentration moyen en particules fines par mètre cube dans plusieurs milliers de villes du monde, Dakar figure à la 91^{ème} place. Tout ceci donne une idée sur l'intensité de pollution de la région de Dakar.

L'OMS a listé les principales causes de la pollution et la région de Dakar les regroupe quasiment toutes. Il s'agit de la vétusté d'une partie du parc automobile, de la concentration des industries, de l'existence de centrale à charbon, de l'incinération des déchets et de la déforestation. A cela s'ajoute une pollution naturelle engendrée par la nappe de poussière provenant du désert du Sahara.

Cette pollution a naturellement des conséquences sanitaires néfastes puisqu'elle favorise des maladies telles que l'asthme, la bronchite chronique, l'emphysème et d'autres maladies respiratoires. Selon le professeur Nafissatou Touré, chef du service de pneumologie du CHNU de Fann, les facteurs de pollution sont aussi des vecteurs de maladies cardiovasculaires en plus des maladies pulmonaires chroniques

obstructives qui constituent la première cause de mortalité infantile. Ainsi, elle a proposé, en guise de prévention, la création au Sénégal d'un « programme » dédié à la prévention des maladies respiratoires et « intégré » au « système d'alerte » sur la qualité de l'air mis en place par le gouvernement : d'où la création depuis 2009 du Centre de Gestion de la Qualité de l'Air (CGQA).

I.3.2. RELIEF, TYPES DE SOL, VEGETATION, FAUNE ET HYDROGRAPHIE

I.3.2.1. RELIEF ET TYPES DE SOL

Sur le plan géomorphologique, la région de Dakar peut être divisée en trois (3) grandes parties d'Ouest en Est :

- **L'extrémité occidentale qui se divise elle-même en trois zones :**

- La zone Sud-est, d'altitude comprise entre 15 m et 40 m, est formée de coulées volcaniques et d'affleurements du substratum (limons, marnes et calcaires) recouvert au centre d'une cuirasse latéritique. Cette zone correspond aux quartiers du Plateau dans le département de Dakar ;
- La zone centrale qui présente une altitude inférieure à 10m. Elle est constituée de sables reposant sur un substratum argilo calcaire avec quelques affleurements. Cette zone abrite les quartiers de la Médina et les quartiers de Fann Résidence, Fenêtre Mermoz, Point E et la zone industrielle ;
- La partie Nord-Ouest qui correspond au second massif d'origine volcanique dont l'altitude moyenne est la plus élevée de la région (plus de 60m). Cette zone abrite les villages traditionnels de Ouakam, Ngor et Yoff ainsi que l'ancien l'aéroport international de Dakar.

- **La deuxième grande partie de la presqu'île du Cap Vert :**

Elle comprend un ensemble de cordons dunaires reposant sur un substratum marneux et sur lesquels sont bâties les villes de Pikine et de Guédiawaye. Entre ces dunes, s'est établie une série de lacs asséchés et de bas-fonds très fertiles appelés « Niayes ». C'est le domaine de la culture maraîchère et de la floriculture. Les sables aquifères qui sont sous les sables superficiels abritent la nappe infra basaltique et la nappe de Thiaroye.

- **La partie orientale de la région**

Elle comprend un ensemble de collines et de plateaux d'altitudes inférieures à 50 m. Elle abrite le territoire du département de Rufisque. Sa couverture géologique comprend une alternance de marnes et de calcaires dont les plus perméables, les

calcaires paléocènes de Sébikotane, les sables et les grès du Mæstrichien, renferment des nappes aquifères importantes. On y observe le prolongement des bas-fonds fertiles et des sols aptes au maraîchage et à l'arboriculture particulièrement dans la zone rurale.

1.3.2.2. VEGETATION ET FAUNE

Le couvert végétal de la région de Dakar a connu un grand changement au profit du bâti. Ce phénomène est plus marqué à l'extrême nord-ouest de la région, sur le littoral dans le département de Guédiawaye. La zone des Niayes de Pikine, qui était une zone de maraîchage par excellence, a évolué dans une très large mesure vers le bâti. Dans toute la partie périurbaine et rurale, les formations naturelles sont converties en zones de culture. Par contre au niveau des massifs classés (forêts classées et périmètres de reboisement), bien qu'étant agressés, on peut noter les formations végétales. Les périmètres de reboisement sont des plantations mono- spécifiques de filao. Les essences exotiques ont pris la relève grâce aux plantations effectuées, qui concernent essentiellement *Anacardium occidentale* (Darcassou), *Eucalyptus sp* et *Casuarina equisetifolia* (Filao).

Les ressources fauniques sont quasi-inexistantes du fait de la dégradation du couvert végétal suite à l'accroissement considérable de la population et de l'urbanisation. Les quelques spécimens que l'on rencontre sont localisés dans la zone rurale du Département de Rufisque et dans la forêt de Mbao où ils sont confinés dans les reliques de végétation et autour des points d'eau existants. La faune répertoriée, se résume à de rares espèces constituées essentiellement de lézards, de gibier à poils : les singes, les chacals communs, de gibier à plumes : les canards à plumes et de gibier d'eau, les pigeons maillés et verts et les francolins.

1.3.2.3. HYDROGRAPHIE

La région de Dakar dispose de ressources en eau. En plus du marigot qui longe le village de Kamb (Commune de Mbao) en passant par Keur Mbaye Fall, puis sous la RN1, pour se jeter dans la mer, il existe des mares et des zones dépressionnaires à inondation temporaire. Dans la forêt classée de Mbao, l'on note l'existence d'un réseau de puits hérité du système de captage des eaux de pluies mis en place avant l'indépendance. Ce réseau n'est plus opérationnel, du fait de la diminution de la pluviométrie mais, aussi de l'absence de suivi et d'entretien.

On note aussi l'existence de certains lacs dont ceux de Ourouway et Thiourour dans le département de Guédiawaye, de Mbeubeuss dans le département de Pikine et du lac Retba, communément appelé lac rose dans le département de Rufisque.

I.4. PRINCIPAUX PROJETS INFRASTRUCTURES DE LA REGION

Le développement d'infrastructures performantes constitue un facteur clé pour le développement économique d'un pays. En effet, ils participent au fonctionnement de la société et à la prospérité de l'économie et sont au cœur des Objectifs de Développement Durables. L'atteinte de ces objectifs nécessitent des améliorations des infrastructures sanitaires, éducatifs, d'accès à l'énergie, à l'eau potable et à l'hygiène.

La région de Dakar étant le cœur du Sénégal et abritant près du quart (23%) de la population sénégalaise sur une superficie de 0,28% du territoire, constitue le réceptif de la plupart des nouvelles infrastructures s'inscrivant dans les ODD ou dans le Plan Sénégal Emergent (PSE).

Actuellement, les principaux projets d'infrastructures qui sont en cours sont : le TER, BRT, etc.

I.5. SITUATION ECONOMIQUE DE LA REGION

La région de Dakar représente le cœur du territoire sénégalais. Elle dépasse de loin l'ensemble des régions sur tous les plans et concentre en son sein près du quart de la population sénégalaise (3 732 282 habitants soit 23% en 2019).

Sur le plan économique, la capitale sénégalaise engorge plus du tiers des entités économiques dénombrées lors du Recensement Général des Entreprises (40% ; RGE 2016). Aussi, toujours d'après le RGE, la région de Dakar réalise 92% du chiffre d'affaires des entreprises du secteur formel et 50% de celles du secteur informel. Outre ceci, Dakar concentre 52% des travailleurs du pays dont 87% dans le formel et 36% dans l'informel tandis que le niveau de l'emploi est inférieur à 10% partout ailleurs dans les autres régions du Sénégal (moins de 6% dans le formel et moins de 12% dans l'informel).

Par ailleurs, depuis juin 1958, la région est devenue le siège du Gouvernement en devenant la capitale du pays, elle concentre de ce fait l'essentiel du tissu industriel, des établissements commerciaux ainsi que financiers.

Malgré la mise en œuvre de la politique nationale d'aménagement du territoire, ainsi que celle de développement régional et de décentralisation, la région de Dakar regroupe la plupart des emplois permanents du pays. Sa capacité polarisatrice a été et reste encore favorisée par la faiblesse de la densité du réseau routier du pays. En outre, celui-ci favorise les liaisons verticales nécessaires à l'économie d'exportation. Ainsi, 75% des trajets intérieurs de marchandises ont pour origine ou pour destination Dakar ; ceci résulte du poids économique de la région. Cette situation est fortement renforcée par le tracé des réseaux routiers et des voies ferrées.

Aire d'influence de la région

Elle se définit comme étant la zone où les échanges de produits agricoles et halieutiques, en particulier, se déroulent sous le contrôle direct de la capitale.

Rufisque, dont une grande partie des habitants travaille quotidiennement à Dakar et dont la petite zone industrielle est en fait un prolongement de la grande zone industrielle dakaroise, peut être considérée comme un satellite de la capitale. Dans les environs de l'agglomération dakaroise, les activités des producteurs sont tournées vers la satisfaction des besoins des populations de la région (cas des maraîchers de Sangalkam, Sébikotane, des pêcheurs de la Petite Côte jusqu'à Yenne).

La région de Thiès, et plus particulièrement les départements de Thiès et Mbour entretiennent avec la région de Dakar des relations quotidiennes, mais de natures différentes. Thiès est une région qui approvisionne Dakar en fruits et légumes mais aussi en produits halieutiques. Quant au département de Mbour, il approvisionne Dakar en produits halieutiques et reste une zone d'attraction pour le tourisme local, les séminaires nationaux et internationaux.

Les régions de Diourbel, Saint-Louis, Kaolack, Fatick et Louga approvisionnent la capitale en céréales et en bétail. Il faudrait aussi signaler que, malgré les longues distances qui les séparent de la capitale, les régions de Kolda, Tambacounda et Ziguinchor ont tissé avec Dakar des relations privilégiées. Elles ravitaillent la capitale en charbon de bois, en bois et autres produits forestiers.

Ainsi, la région de Dakar voit son influence s'étendre sur l'ensemble du pays, voire au-delà de ses frontières.

CONCLUSION

Au-delà de sa position géographique très stratégique, Dakar a une histoire très riche. Le cadre géophysique et administratif ont tellement valorisé cette région au point qu'elle concentre l'essentiel du tissu industriel, des administrations de la république et c'est aussi la région la plus peuplée malgré sa faible superficie.

Cependant, chaque année, il est noté que les déséquilibres démographiques et économiques entre la région de Dakar et les autres régions du Sénégal s'accroissent et persistent. Cette forte concentration n'est pas sans conséquence sur les différents secteurs d'activité. En effet, le transport, l'assainissement, la santé, l'éducation, l'hydraulique, etc. sont autant de secteurs qui souffrent de la pression démographique et par conséquent offrent difficilement des services de qualité. Pour exemple, la promiscuité dans certaines zones de la région est à l'origine de l'insuffisance de la desserte en eau potable.

Ainsi, il urge de faire un réaménagement au niveau de la région afin que les efforts fournis pour le développement des secteurs précités puissent profiter pleinement à tous.

CHAPITRE II: DEMOGRAPHIE

INTRODUCTION

Selon l'Organisation des Nations Unies (ONU), « la démographie est une science ayant pour objet l'étude des populations humaines, et traitant de leur dimension, de leur évolution et de leurs caractéristiques généraux, envisagés principalement d'un point de vue quantitatif ». Ainsi, elle constitue une science qui se focalise sur trois aspects à savoir la dimension de la population, son évolution et sa composition notamment la structure par âge, par sexe, etc. Les facteurs qui contribuent à l'accroissement de la population tels que la nuptialité, la natalité, la migration et la mortalité sont aussi considérés comme des phénomènes démographiques mesurés à partir de différents indicateurs.

Sachant que les dynamiques démographiques ont des répercussions importantes sur les efforts mondiaux visant à promouvoir le développement durable, les questions démographiques sont prises en compte dans les politiques de développement nationales et mondiales. Ceci contribue ainsi à atteindre les ODD et d'autres politiques dont la population est l'unique bénéficiaire.

Dans ce contexte, l'étude de l'évolution de la population prend tout son sens. La Situation Economique et Sociale régionale (SESR), dans son objectif de servir d'un outil de planification au développement économique et social et de prise de décision au niveau décentralisé, aborde chaque année les questions démographiques au niveau de la région de Dakar et dans les autres régions également. Pour ce faire, les données utilisées sont issues des projections de la population de la région de Dakar réalisées pour l'année 2019, à partir des données du dernier Recensement Général de la Population, de l'Habitat, de l'Agriculture et de l'Elevage (RGPHAE) de 2013. Les données se rapportent à la population résidente, c'est-à-dire les résidents présents et les résidents absents.

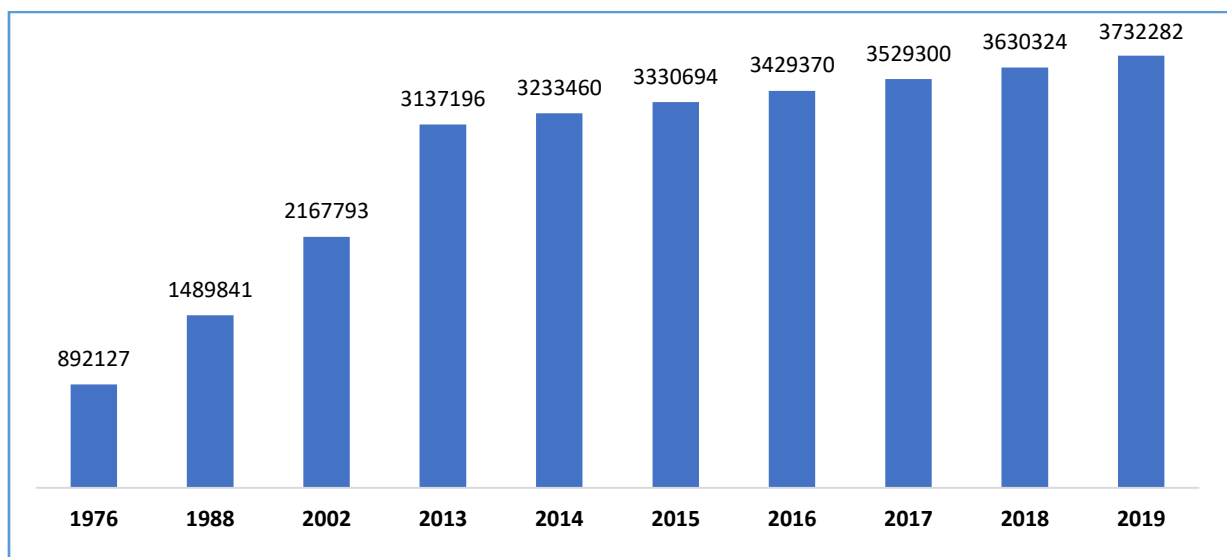
Ce chapitre est présenté en trois parties : la première, porte sur l'état et la structure de la population de la région de Dakar, la deuxième partie sur sa répartition spatiale et la troisième sur quelques déterminants de la dynamique des populations de la région de Dakar notamment la fécondité et la mortalité infanto-juvénile.

II.1. ETAT ET STRUCTURE DE LA POPULATION

II.1.1. NIVEAU ET EVOLUTION DE LA POPULATION

Le poids démographique de la région de Dakar ne cesse d'augmenter d'année en année. Et comme connu de tous, Dakar demeure la région la plus peuplée du Sénégal en englobant en moyenne 23% de la population sénégalaise depuis 2013. Entre le premier recensement de 1976 et le dernier de 2013 réalisé au Sénégal, la population dakaroise est passée de 892 127 à 3 137 196. Ensuite, après cette année, le niveau de la population évoluait selon un rythme d'évolution quasi constant mais dont les taux de croissance diminuent d'année en année (3,07% en 2013/2014 ; 3,01% en 2014/2015 ; 2,96% en 2015/2016 ; 2,91% en 2016/2017 ; 2,86% en 2017/2018 et 2,81% en 2018/2019). En 2019, les projections ont permis d'estimer le nombre d'habitants de la région de Dakar à 3 732 282 habitants.

Graphique II. 1: Evolution de la population de la région de Dakar entre 1976 et 2019



Source : SRSD de Dakar à partir des données des Recensements de la population de 1976, 1988, 2002 et 2013 ; rapport de projection de la population du Sénégal 2016

II.1.2. STRUCTURE PAR AGE ET PAR SEXE

II.1.2.1. ANALYSE DE LA PYRAMIDE DES AGES

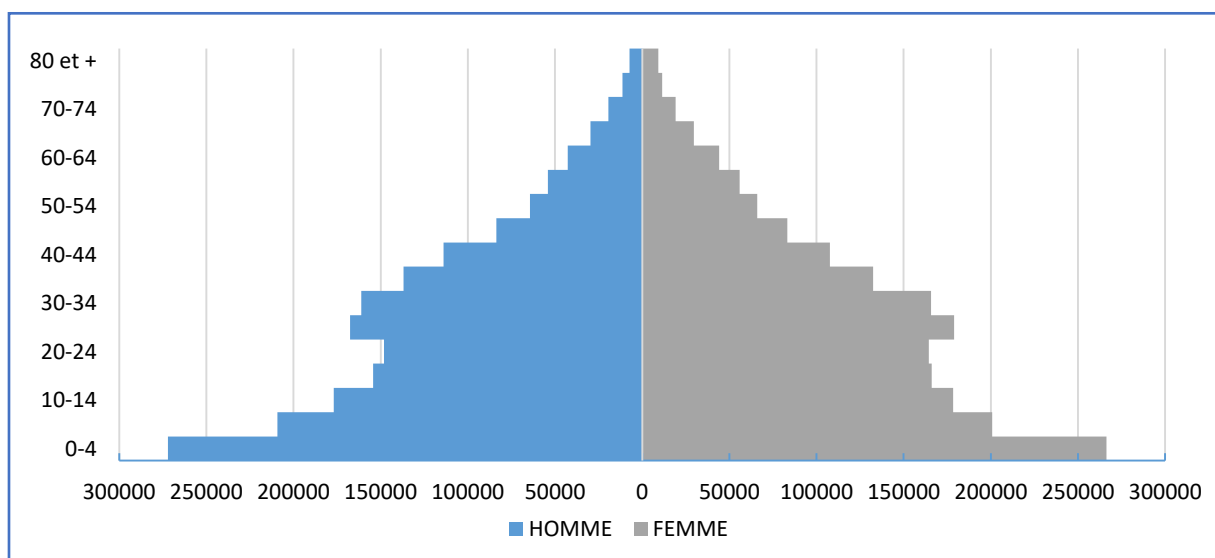
A l'image de la forme des pyramides des âges des pays en voie de développement, la pyramide des âges de la population dakaroise est caractérisée par une base très large et un rétrécissement avec l'âge. Cette apparence fait allusion à une population très jeune et un niveau de mortalité qui augmente avec l'âge (une espérance de vie faible).

En 2019, la structure par âge de la population de la région de Dakar a été pratiquement la même que celles des années précédentes. En effet, la répartition par groupe d'âge (jeunes (0-14 ans), adultes (15-64 ans) et personnes âgées (65 ans et plus)) montre que les jeunes ont représenté 35% de la population dakaroise en 2019, les adultes 61% et les personnes âgées ne font que 4% du nombre global d'habitants à Dakar. Ainsi remarque-t-on une forte proportion de la population active qui peut s'expliquer par le fait que la région de Dakar est le cœur du Sénégal ; étant donné qu'elle a la même structure que le Sénégal qui est un pays en développement.

Par ailleurs, l'on note que 42% de la population Dakaroise sont âgées entre 15 et 39 ans ce qui implique que près de 70% de la population active ont eu moins de 40 ans en 2019 ; la population en âge de travailler fait 62% de la population de la région. Ce fort effectif des jeunes pourrait être aussi expliqué par le phénomène de l'exode rural. Aussi, les femmes en âge de procréer sont également importantes dans la région de Dakar. Elles ont fait 52% de l'effectif total des femmes soit 26% de la population de la région en 2019.

Outre ceci, le sommet rétréci de la pyramide indique que les individus d'âges avancés représentent une faible proportion. Enfin, il est important de signaler un déplacement des anciens immigrés qui, lorsqu'ils atteignent un âge avancé, ont tendance à retourner dans leurs régions d'origine.

Graphique II. 2 : Pyramide des âges de la population dakaroise en 2019



Source : SRSD de Dakar à partir des données projections démographiques, ANSD

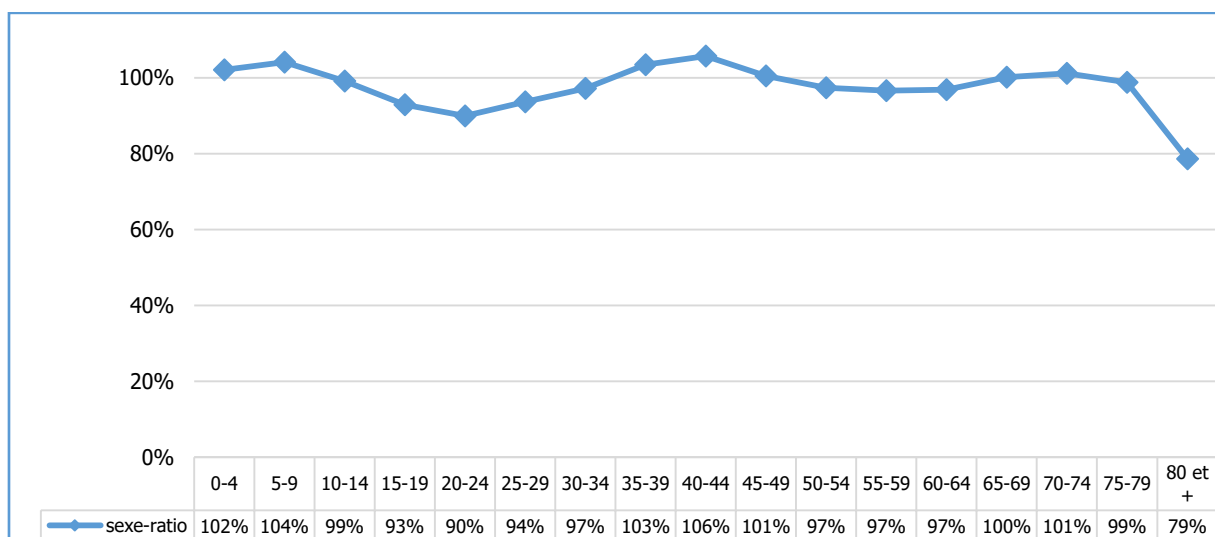
II.1.2.2. RAPPORT DE MASCULINITE PAR GROUPE D'AGE

Le rapport de masculinité ou encore sex-ratio permet d'évaluer le poids numérique des hommes par rapport aux femmes. Il donne une indication sur le nombre d'hommes pour 100 femmes.

De façon globale, dans la région de Dakar, les femmes sont un peu plus nombreuses que les hommes avec un sex-ratio de 98,55% en 2019 (soit une population composée de 50,43% de femmes). Cependant, l'analyse de cet indicateur selon les groupes d'âges permet de voir que les femmes ne sont pas toujours plus nombreuses que les hommes. En effet, sur 7 des 17 groupes d'âges, les hommes ont prédominé sur les femmes (rapport de masculinité supérieur à 100). De la naissance à l'âge de 9 ans révolus, il est noté une supériorité numérique des garçons sur les filles avec des sex-ratio de 102% de 0 à 4 ans et 104% de 5 à 9 ans. Ce constat indique une surmortalité masculine observée chez les enfants de moins de 10 ans conduisant à une égalisation voire une prédominance des filles sur les garçons à partir de l'âge de 10 ans.

En revanche, à partir de 10 ans, les femmes deviennent plus nombreuses sur toutes les tranches d'âges sauf celles de 35-49 ans et celles de 65-74 ans. A partir de 75 ans et plus il y a eu une faible présence des hommes et ceci s'explique par le fait que les femmes ont une espérance de vie plus élevée que les hommes, ce qui fait que la population dakaroise n'échappe pas à la loi naturelle de la prédominance féminine dans la tranche d'âge des personnes âgées.

Graphique II. 3 : Rapport de masculinité par groupe d'âge en 2019 (%)



Source : SRSD de Dakar à partir des données projections démographiques, ANSD

II.2. REPARTITION SPATIALE DE LA POPULATION ET DENSITE

II.2.1. REPARTITION SPATIALE

La région de Dakar a un statut particulier par rapport aux autres régions du Sénégal. Elle demeure la région la plus peuplée du pays abritant depuis 2013, 23% de la population sénégalaise sur une superficie correspondant à 0,28% de la superficie du territoire national. En 2019, sa population est estimée à 3 732 282 habitants et la population du Sénégal à 16 209 125 habitants.

La répartition spatiale des habitants de la région de Dakar est caractérisée par une disparité dans le peuplement des circonscriptions administratives. Au niveau départemental, le département de Pikine reste le plus peuplé et a été constitué en 2019 de 1 392 875 habitants dont les 49,45% sont des femmes. Il est suivi de près du département de Dakar qui a abrité en 2019, 1 363 444 habitants composés de 50,55% d'hommes. Après, viennent les départements de Rufisque et de Guédiawaye dont leurs nombres d'habitants sont estimés respectivement à 583 773 et 392 190.

En termes de proportion, en 2019, la population de la région s'est répartie ainsi au sein des départements : Pikine (37,32%), Dakar (36,63%), Rufisque (15,64%) et Guédiawaye (10,51%). Ces chiffres n'ont quasiment pas changé par rapport aux données des années précédentes notamment celles de 2017 et 2018. Outre ceci, en regardant la répartition suivant le sexe, il est constaté que les femmes ne sont pas toujours plus nombreuses que les hommes comme ce qui est constaté de façon global dans la région (sex-ratio régional 98,55%). En effet, l'effectif des hommes a prédominé au niveau du département de Guédiawaye avec un sex-ratio de 102%. Le tableau ci-après fait état de la répartition de la population selon le sexe et le département. A travers ce tableau, l'on voit nettement une disparité dans la répartition de la population de la région. Ainsi, il s'agira d'étudier la densité dans la partie qui suit afin de voir la concentration de la population à l'échelle départementale.

Tableau II. 1 : Répartition de la population de la région selon le département et le sexe en 2019

Circonscription administrative	Hommes	Femmes	Total	Proportion par circonscription (%)
Département de Dakar	675 808	687 636	1 363 444	36,53
Département de Guédiawaye	197 795	194 395	392 190	10,51
Département de Pikine	688 786	704 089	1 392 875	37,32
Département de Rufisque	291 353	292 420	583 773	15,64
Région de Dakar	1 853 742	1 878 540	3 732 282	100,00

Source : SRSD de Dakar à partir des données projections démographiques, ANSD

II.2.2. DENSITE

La forte densité de la population de la région de Dakar ne cesse d'augmenter d'année en année. Alors qu'en 2018, la densité de la région a été estimée de 6 601 hbts/km², elle est passée à 6 786 hbts/km² en 2019 soit une hausse de près de 3%. Egalement, dans les départements, les densités ont augmenté de niveau. Le département de Guédiawaye, représentant le département le plus petit de la région avec une superficie de 13 km², a encore la plus grande densité comme pour les années précédentes (30 168 hbts/km² en 2019). Ce département est presque deux fois plus denses que les départements de Pikine et de Dakar et aussi 20 fois plus dense que le département de Rufisque. En 2019, le département de Dakar a eu une densité de 17 707 hbts/km² et Pikine 16 010 hbts/km². Le département de Rufisque, constituant le département le plus grand en termes de superficie (372 km² soit 68% de la superficie de la région), détient la plus faible densité avec 1 569 hbts/km².

Tableau II. 2 : Densité des populations par circonscription administrative

Circonscription administrative	Superficie (km ²)	Population 2018	Densité 2018 (hbts/km ²)	Population 2019	Densité 2019 (hbts/km ²)
Département de Dakar	77	1 326 197	17 223	1 363 444	17 707
Département de Pikine	87	1 354 825	15 573	1 392 875	16 010
Département de Guédiawaye	13	381 476	29 344	392 190	30 168
Département de Rufisque	372	567 826	1 526	583 773	1 569
Région	550	3 630 324	6 601	3 732 282	6 786

Source : ANSD

II.3. DETERMINANTS DE LA DYNAMIQUE DES POPULATIONS DE LA REGION

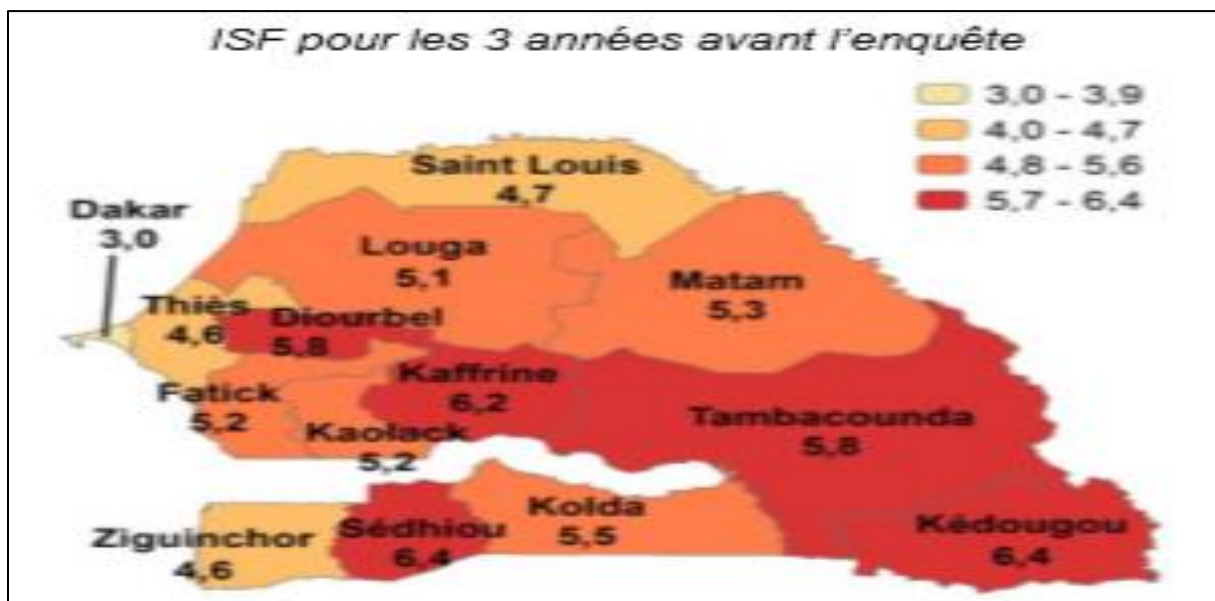
L'étude des variations du nombre d'individus d'une population est appelée la dynamique des populations. Celle-ci est évaluée à partir des indicateurs mesurant les facteurs qui contribuent à l'accroissement de la population tels que la fécondité, la mortalité, la nuptialité et la migration. Ces indicateurs sont généralement obtenus suite à la réalisation d'enquêtes démographiques ou de recensements. Etant donné que les données issues du RGPHAE de 2013 sont obsolètes, dans cette partie, les indicateurs de dynamique démographique de la région de Dakar seront puisés dans le rapport de l'Enquête Démographique et de Santé Continue (EDS-continue) de l'année 2017 qui représente l'étude la plus récente à ce sujet.

II.3.1. LA FECONDITE

La fécondité constitue l'un des phénomènes démographiques les plus déterminants de la dynamique des populations. Elle peut être évaluée à partir de plusieurs indicateurs. L'indicateur de mesure de la fécondité le plus simple est le taux de natalité qui est le rapport entre le nombre de nouveaux nés d'une année donnée et la population à cette même année. Mais cet indicateur présente des limites puisqu'il ne prend pas en compte la répartition par âge. De ce fait, l'outil le plus utilisé l'Indice Synthétique de Fécondité (ISF) qui représente le nombre moyen d'enfants qu'aurait une femme en fin de vie féconde si elle avait des enfants aux taux de fécondité par âge actuels. Pour l'EDS-continue de l'année 2017, les taux de fécondité par âge sont calculés pour la période des trois années qui précèdent l'enquête, basés sur l'historique détaillé des naissances fourni par les femmes.

Ainsi, d'après le rapport de cette enquête, le niveau de fécondité dans la région de Dakar est estimé à 3 enfants par femmes en 2017. D'ailleurs, Dakar est la région qui présente le plus faible niveau de fécondité comparativement aux autres régions du Sénégal. Les niveaux de fécondité les plus élevés sont enregistrés dans les régions de Kédougou (6,4 enfants par femme), Sédhiou (6,4 enfants par femme) et Kaffrine (6,2 enfants par femme). De plus, l'âge médian à la première naissance est plus élevé à Dakar que dans les autres régions et a été à 24,7 ans.

Graphique II. 4 : Niveau de fécondité par région d'après l'EDS-Continue de 2017



Source : ANSD, rapport EDS-continue 2017, Chapitre fécondité, page 77

Concernant l'évolution de l'ISF au fil des années, une baisse progressive est notée d'année en année. En effet, l'ISF de la région de Dakar a été estimé à 3,7 enfants par femmes en 2013 (d'après le rapport régional de Dakar du RGPHE).

II.3.2. LA MORTALITE

A défaut d'avoir des statistiques récentes au niveau régional sur la mortalité de la population, la mortalité infantile sera analysée dans cette partie. Cette dernière constitue un indicateur important du développement socio-économique et de la qualité de vie d'un pays. Elle inhibe l'effet d'un taux de fécondité considérable. Au Sénégal, le niveau de mortalité des enfants varie d'une région à une autre. La région de Dakar est la région la moins touchée en 2017 d'après le rapport de l'EDS-Continue avec un taux de mortalité infanto-juvénile⁵ de 34‰. Les données de cette étude ont concerné une période de 10 années ayant précédé l'enquête.

Graphique II. 5 : Mortalité infanto-juvénile par région pour les 10 années ayant précédé l'EDS-Continue de 2017



Source : ANSD, rapport EDS-continue 2017, Chapitre Mortalité des enfants, page 136

Le niveau de mortalité infanto-juvénile est tiré en grande partie par la mortalité infantile⁶ qui a été de 27‰ dans la région de Dakar alors que la mortalité juvénile n'a été que de 7‰.

⁵ La mortalité infanto-juvénile désigne la mortalité des enfants de moins de 5 ans.

⁶ La mortalité infantile désigne la mortalité des enfants de moins d'un an.

Tableau II. 3: Quotient de mortalité des enfants de moins de 5 ans pour la période des 10 années ayant précédé l'EDS-continue de 2017

Mortalité Néonatale	Mortalité Post néonatale	Mortalité infantile	Mortalité juvénile	Mortalité infanto-juvénile
22	6	27	7	34

Source : ANSD, rapport EDS-continue 2017, Chapitre Mortalité des enfants, page 141

CONCLUSION

Les projections démographiques réalisées à partir des données du RGPHAE de 2013 ont indiqué que la population de la région de Dakar est estimée à 3 732 282 habitants en 2019. Elle est âgée de 26 ans en moyenne et la moitié de la population ont moins de 23 ans (âge médian). Suivant le sexe, les femmes ont prédominé comme dans les années précédentes. En effet, elles ont constitué 50,43% de la population de la région de Dakar en 2019 soit un rapport de masculinité de 98,55%.

La répartition spatiale reste caractérisée par une disparité dans le peuplement des circonscriptions administratives. Les départements de Dakar et Pikine regroupent près de $\frac{3}{4}$ de la population de la région alors qu'en termes de superficie, ils ne représentent que 30% de la superficie de la région.

Concernant les déterminants de la dynamique de la population de la région de Dakar notamment la fécondité et la mortalité infantile, il apparaît que la région de Dakar a toujours les plus faibles taux par rapport aux autres régions. C'est le cas pour la fécondité et la mortalité infantile d'après le rapport de l'EDS-Continue 2017.

Globalement, par rapport à l'année précédente, la structure de la population a été la même.

CHAPITRE III: URBANISATION, CONSTRUCTION ET HABITAT

INTRODUCTION

L'urbanisation désigne le processus de croissance de la population urbaine et d'extension des villes. Aujourd'hui, l'acte III de la décentralisation accentue cette notion d'urbanisation puisque le statut communal se renforce avec la communalisation intégrale, et donc la « communauté rurale » disparaît dans l'architecture de notre décentralisation.

Ainsi, la région de Dakar se caractérise par une urbanisation croissante marquée par une croissance démographique élevée. De ce fait, l'effet combiné de cette croissance démographique et de l'exode rural a favorisé une forte concentration dans les zones urbaines et a accru les besoins d'habitat, avec comme résultat immédiat, un déficit de l'offre en terrains aménagés pour la population et une recrudescence de quartiers spontanés et irréguliers.

Mais, pour pallier à ces difficultés, l'État du Sénégal a entrepris une politique de promotions immobilières et foncières avec la collaboration des sociétés comme la Société Nationale des Habitations à Loyer Modéré (SNHLM) et la Société Immobilière du Cap-Vert (SICAP), pour favoriser la restructuration urbaine avec la mise en place d'un système de financement qui permet aux ménages les plus modestes notamment, d'accéder à une maison par l'épargne.

Cette politique de promotion immobilière rentre dans le cadre du PSE et du 11^{ème} ODD qui s'intitule comme suit : « *faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables* ». En effet, cet objectif vise à réhabiliter et à planifier les villes et autres établissements humains de manière à favoriser la cohésion communautaire et la sécurité personnelle, tout en stimulant l'innovation et l'emploi. C'est d'ailleurs dans ce sens que le gouvernement du Sénégal a pris d'importantes initiatives telles que l'acte III de la décentralisation et l'élaboration du Plan national d'Aménagement et de Développement Territorial (PNADT). Parallèlement, d'autres programmes comme le Programme de Modernisation des Villes

(PROMOVILLE) et le Programme d'Urgence de Modernisation des axes et territoires frontaliers (PUMA) ont été lancés par l'Etat.

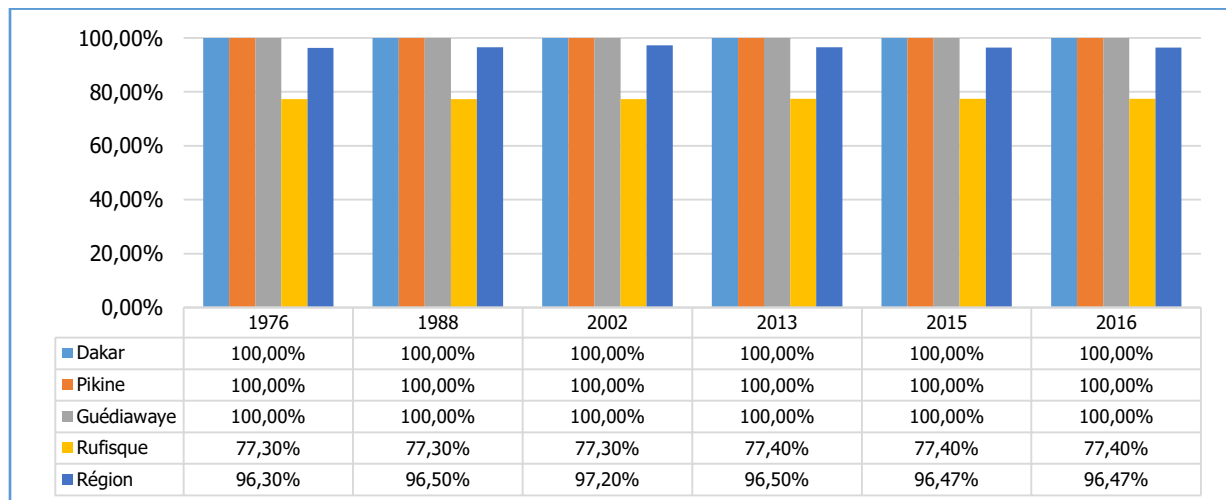
C'est dans ce contexte que s'inscrit la rédaction de ce présent chapitre qui aborde en premier lieu la situation de l'urbanisation, les lotissements et les distributions de terrain. Et, dans un second temps, il s'agira d'évoquer la situation sur les constructions notamment les autorisations de construire et les réalisations de l'Etat en matière de construction d'habitations sociales.

III.1. URBANISATION

III.1.1. TAUX D'URBANISATION

L'arrivée de l'acte III de la décentralisation marque la disparition totale de l'entité administrative « communauté rurale », ce qui implique alors une urbanisation intégrale de la région de Dakar depuis l'année 2013 suite à l'adoption de la loi 2013-10 portant sur l'acte III de la décentralisation. Avant, cette réforme, il a été constaté une forte croissance urbaine depuis le premier recensement de la population et de l'habitat (1976) et ceci a été dû au rayonnement économique et à la position géographique de la région de Dakar. Pratiquement, seul le département de Rufisque a présenté des espaces ruraux et cette situation n'a pas trop évolué puisque le taux d'urbanisation de ce département est passé seulement de 77,30% à 77,40% de 1976 à 2013. Les autres départements de la région de Dakar ont toujours été intégralement urbanisés depuis 1976.

Graphique III. 1 : Evolution du taux d'urbanisation de la région de Dakar selon la circonscription administrative



Source : ANSD, rapport RGPHAE 2013

III.1.2. LOTISSEMENTS ET DISTRIBUTIONS DE PARCELLES

D'après la loi n°2008-43 du 20 août 2008 portant code de l'urbanisme (article 41), constitue un lotissement, au sens du présent code, l'opération ayant pour effet l'aménagement, l'équipement et la division en lots d'une ou plusieurs propriétés foncières pour la vente ou la mutation à titre gratuit ou la location. Aussi, d'après l'article 42 qui suit, les lotissements peuvent être entrepris :

- soit en vue de la réalisation de logements, avec ou sans équipements commerciaux et administratifs ;
- soit en vue de l'implantation d'établissements industriels, artisanaux, commerciaux ou touristiques ;
- soit en vue de la création de jardins, de zones de cultures maraîchères et pépinières ;
- soit en vue de la création d'équipements.

Dans ce dernier cas, ne pourra être autorisée que la construction de locaux nécessaires à l'exploitation.

D'après la Division régionale de l'Urbanisme de Dakar (DRUD), toutes les parcelles attribuées entre 2018 et 2019 ont été loties (voir tableau III.1). De 2018 à 2019, le nombre de parcelles loties dans toute la région de Dakar est passé de 6 577 à 6 849 soit une variation de 4%. Néanmoins, il faut noter que la quasi-totalité des parcelles se situent dans le département de Rufisque qui représente le département le plus vaste et le moins dense de la région (372 km² soit 68% de la superficie de la région avec 1 569 hbts/km² en 2019). Ainsi, le nombre de parcelles loties dans ce département a été évalué à 6 577 en 2018 contre 6 000 en 2019. D'ailleurs, toutes les parcelles loties et attribuées au cours de l'année 2018 se trouvent dans le département de Rufisque. Cette affluence au niveau des sites de Rufisque pourrait être expliquée par la création du pôle urbain de Diamniadio, une création effectuée dans un contexte de désengorgement du centre Plateau de Dakar qui concentre l'essentiel des activités économiques, infrastructurelles et institutionnelles du pays. Malheureusement, l'information sur le nombre de localités concernées par ces lotissements n'est pas disponible.

Concernant les autres départements notamment Dakar, Guédiawaye et Pikine, le nombre de parcelles qui y sont loties et attribuées en 2019 a été respectivement de 540, 109 et 200 parcelles. Et d'après les résultats consignés dans le tableau III.1, au

cours de l'année 2018, aucun lotissement de parcelle n'a été enregistré dans ces circonscriptions. Dans le département de Dakar, les lotissements ont concerné trois localités tandis que pour Guédiawaye, tous les lotissements ont eu lieu dans la localité de Sam Notaire.

Tableau III. 1: Situation des lotissements et des attributions de parcelles en 2018 et 2019 par circonscription administrative

Circonscription administrative	Année	Nb de parcelles loties	Nb de parcelles attribuées	Nombre de localités concernées
Dép. de Dakar	2018	0	0	ND
	2019	540	540	3
Dép. de Guédiawaye	2018	0	0	ND
	2019	109	109	1
Dép. de Pikine	2018	0	0	ND
	2019	200	200	ND
Dép. de Rufisque	2018	6577	6577	ND
	2019	6000	6000	ND
Région	2018	6577	6577	ND
	2019	6849	6849	ND

Source : Données 2019, Division régionale de l'Urbanisme de Dakar (DRUD)

III.2. CONSTRUCTION ET HABITAT

III.2.1. AUTORISATIONS DE CONSTRUIRE

L'autorisation de construire ou permis de construire a pour objectif de garantir les normes urbanistiques et architecturales. Au Sénégal, il est exigé pour les travaux neufs de construction, la réalisation de clôture d'une hauteur dépassant deux (2) mètres, les modifications extérieures apportées aux constructions existantes, les reprises de gros œuvres, les surélévations et les travaux entraînant une modification intérieure des bâtiments existants. Il concerne tous ces travaux quel que soit l'usage du bâtiment et doit être renouvelé au bout de 3 ans si les travaux ne sont pas terminés⁷.

Dans la région de Dakar, les demandes d'autorisation de construire sont traitées par la Division régionale de l'Urbanisme de Dakar (DRUD) et concernent à la fois les bâtiments privés et publics. En 2019, cette entité a enregistré 3 682 demandes de permis de construire soit 33 dossiers de plus par rapport à l'année 2018. Aussi, plus de la moitié de ces demandes sont pour le département de Dakar (54% en 2018 et 52% en 2019). Le département de Guédiawaye détient la plus faible part des demandes d'autorisation de construire avec seulement 166 demandes en 2018 et 164 en 2019 (moins de 5% des demandes enregistrées au niveau régional). Quant aux

⁷ Source : www.servicepublic.gouv.sn

départements de Pikine et Rufisque, ils ont enregistré respectivement 780 et 820 demandes en 2019. Outre ceci, les demandes enregistrées ont baissé dans tous les départements à l'exception de Pikine où elles ont augmenté de 4%.

Par ailleurs, l'intégralité des demandes d'autorisation de construire reçues n'ont pas eu de suite favorable. En effet, sur les 3 682 demandes reçues en 2019, 2 088 autorisations ont été délivrées soit un pourcentage de 57% contre 58% en 2018. A l'échelle départementale, les pourcentages des autorisations délivrées sont plus élevés dans le département de Dakar où ils ont dépassé 70% alors qu'au niveau de Rufisque, ils n'ont pas atteint 25%. Dans le département de Pikine, les pourcentages ont été de 58 et 59% en 2018 et en 2019. Enfin, à Guédiawaye, 59% des demandes enregistrées ont eu une autorisation en 2018 et 45% en 2019.

Tableau III. 2 : Evolution du traitement des demandes d'autorisation de construire

Circonscription administrative	Année	Demandes enregistrées	Autorisations délivrées	Pourcentage des autorisations délivrées
Dép. de Dakar	2018	1956	1450	74,13
	2019	1918	1350	70,39
	Variation en %	-1,94	-6,90	
Dép. de Guédiawaye	2018	166	98	59,04
	2019	164	74	45,12
	Variation en %	-1,20	-24,49	
Dép. de Pikine	2018	748	432	57,75
	2019	780	463	59,36
	Variation en %	4,28	7,18	
Dép. de Rufisque	2018	879	153	17,41
	2019	820	201	24,51
	Variation en %	-6,71	31,37	
Dép. de Région	2018	3649	2133	58,45
	2019	3682	2088	56,71
	Variation en %	0,90	-2,11	

Source : Données 2019, Division régionale de l'Urbanisme de Dakar (DRUD)

Quant aux informations sur la destination du bâtiment à construire, c'est-à-dire si la future construction concerne un lieu d'habitation, un établissement commercial, un lieu de culte, un établissement touristique, etc., elles sont pour le moment indisponibles d'après la DRUD⁸.

⁸ Malheureusement, leur système d'archivage ne permet pas de sortir les statistiques concernant ce point.

III.2.2. REALISATIONS DE L'ÉTAT EN MATIERE D'HABITAT SOCIAL

Pourtant, pour prévenir l'occupation irrégulière et anticiper sur les taudis, les services de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire ont eu recours depuis l'époque coloniale, à des aménageurs parapublics et privés (SNHLM, SICAP, SCAT-URBAM, etc.) puis à l'option d'aménagement concerté, cette première option excluant totalement les populations les plus démunies.

Après une phase pilote de 10 ans dans le cadre du « Projet Appui à la Décentralisation et au Développement Urbain au Sénégal » (PADDUS), financé par la coopération française, la procédure « Zone d'Aménagement Concertée » (ZAC) est entrée dans sa phase opératoire avec une première expérience à Mbao/Gare, dans la région de Dakar. Aujourd'hui, un grand programme de ZAC est en cours sur l'initiative du Ministère de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire à Diamniadio.

En ce qui concerne les réalisations de l'année 2019, les données ne sont pas disponibles, mais il faut noter que des constructions sont en cours d'exécution dans la commune de Diamniadio, celle de Bambilor et environs.

CONCLUSION

L'urbanisation est un enjeu capital de développement. Aujourd'hui, avec le Plan Directeur d'Urbanisme de Dakar et ses Environs horizon 2035, beaucoup de travaux de construction sont en train d'être effectués. Mais, de plus en plus, le peuple fait face à une cherté exorbitante des terrains et de tous les services immobiliers d'ailleurs. Malgré ceci, il y a une forte affluence au niveau du département de Rufisque qui abrite la quasi-totalité des parcelles loties au cours de ces deux dernières années.

CHAPITRE IV: EDUCATION

INTRODUCTION

L'éducation constitue un droit humain vital jouant un rôle clé dans le développement humain, social et économique. Ce développement est tributaire d'un système éducatif égalitaire et efficace. Ainsi, l'éducation est devenue un des enjeux du développement durable. D'ailleurs, elle joue un rôle central dans l'agenda 2030 des Objectifs de Développement Durables (ODD) dont elle représente un objectif spécifique (le quatrième objectif : ODD 4) en plus d'être des cibles dans 7 des 17 ODD. L'éducation est alors essentielle au succès de chacun des ODD.

L'ODD 4 vise à « assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie » d'ici 2030. L'objectif comporte dix cibles. Au Sénégal, le principal référentiel des politiques publiques étant le Plan Sénégal Emergent (PSE), les ODD ont été carrément intégrés dans ce plan. De ce fait, l'ODD 4 se retrouve dans l'axe 2 des orientations pour un développement inclusif décliné par le PSE : « capital humain, protection sociale et Développement Durable ».

Depuis l'année 2013, le système éducatif sénégalais est orienté par le Programme d'Amélioration de la Qualité, de l'Équité et de la Transparence du secteur de l'Éducation et de la Formation (PAQUET-EF) et ceci jusqu'en 2025. C'est ce même plan stratégique qui figure dans le PSE. Le but de ce programme se résume à la vision de l'État en matière d'éducation et de formation à savoir : « *Un système d'Éducation et de Formation équitable, efficace, efficient, conforme aux exigences du développement économique et social, plus engagé dans la prise en charge des exclus, et fondé sur une gouvernance inclusive, une responsabilisation plus accrue des Collectivités locales et des acteurs à la base* ». Le PAQUET repose sur une Gestion Axée sur les Résultats (GAR) dans laquelle les Inspections d'Académie (IA) et les Inspections de l'Éducation et de la Formation (IEF) réalisent des contrats de performances sur la base de la politique éducative de la région, avec des indicateurs clairs à atteindre. Ainsi, il est important de disposer de statistiques détaillées sur le secteur de l'éducation et de la formation.

A cet effet, ce présent chapitre fait une analyse globale de l'ensemble des niveaux d'enseignement notamment le préscolaire, le primaire, le moyen secondaire général, l'Enseignement Technique et la Formation Professionnelle (ETFP) et enfin l'enseignement supérieur. A chaque niveau, il abordera précisément les infrastructures, le personnel, les effectifs et l'intensité de fréquentation et/ou les performances.

IV.1. LA PETITE ENFANCE

L'enseignement préscolaire joue un rôle crucial dans le cursus scolaire des apprenants. En effet, la formation préscolaire améliore significativement le niveau des élèves dans les premières années scolaires.

Au Sénégal, les programmes menés pour la promotion de la petite enfance sont régis par une politique nationale de Développement Intégré de la Petite Enfance (DIPE). Cette politique vise tout d'abord la reconnaissance et la promotion des droits de l'enfant et de ses besoins. Elle a été lancée par l'UNESCO et l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) afin d'aider les Etats à développer et à améliorer les services de la petite enfance.

Par ailleurs, elle est sous-tendue d'une approche holistique concernant les enfants de la naissance à l'âge de 6 ans. Cependant, dans la réalité, la demande potentielle préscolaire est constituée généralement des enfants âgés de 3 à 5 ans. Aussi, il n'existe pas encore de système d'évaluation des apprentissages et du bien-être social. Toutefois, des efforts importants sont en train d'être menés pour la réalisation du développement harmonieux de la petite enfance et donc de la préscolarisation des enfants.

IV.1.1. LES INFRASTRUCTURES

Les différents types d'infrastructures accueillant la petite enfance sont : les cases communautaires, les cases des tout-petits, les écoles maternelles et les garderies d'enfants. En 2019, le nombre total d'infrastructures d'accueil de la petite enfance a été de 1017 dont 32 cases des tout-petits, 884 écoles maternelles et 101 garderies d'enfants. A cette année, aucune case communautaire n'a été dénombrée dans la région.

Par rapport à leur statut, la majorité des infrastructures de la petite enfance sont privées et ceci quel que soit le type en dehors des cases des tout-petits qui appartiennent exclusivement à l'Etat. Dans la région, 960 sur 1017 des établissements dénombrés en 2019 sont privés soit une proportion de 94%. Ces structures privées ont représenté 97% des écoles maternelles qui ont constitué le type d'établissement d'accueil de la petite enfance le plus fréquent (87%). Néanmoins, il faut noter que les garderies d'enfants sont totalement privées.

Tableau IV. 1 : Répartition des établissements d'accueil de la petite enfance selon le type, par circonscription administrative en 2019

Type d'établissement	Statut	Département de Dakar	Département de Guédiawaye	Département de Pikine	Département de Rufisque	Région de Dakar
Case communautaire	Public	0	0	0	0	0
	Privé	0	0	0	0	0
	Total	0	0	0	0	0
Case des Tout-Petits	Public	9	4	7	12	32
	Privé	0	0	0	0	0
	Total	9	4	7	12	32
École Maternelle	Public	14	3	2	6	25
	Privé	358	52	285	164	859
	Total	372	55	287	170	884
Garderie d'enfants	Public	0	0	0	0	0
	Privé	15	26	52	8	101
	Total	15	26	52	8	101
TOTAL	Public	23	7	9	18	57
	Privé	373	78	337	172	960
	Total	396	85	346	190	1017

Source : Données 2019, DPRE, inspections d'académie de Dakar, de Rufisque et de Pikine/Guédiawaye

A l'échelle départementale, le tableau IV.1 permet de voir que le département de Dakar concentre toujours la majeure partie des établissements préscolaires (396 soit 39%) bien qu'il soit ne soit pas le département le plus peuplé de la région. Il est suivi de près du département de Pikine qui a englobé 34% des établissements préscolaires de la région en 2019. Les départements de Rufisque et Guédiawaye ont compté respectivement 190 et 85 établissements. Par rapport à la structure de la répartition des types d'établissement dans les départements, elle reste identique à celle au niveau régional.

Concernant l'évolution des établissements d'accueil de la petite enfance, il est noté globalement une augmentation de leur effectif qui est passé de 967 à 1 017 soit une hausse de 5% entre les deux années scolaires 2017-2018 et 2018-2019. Cependant, à l'intérieur des départements, l'évolution n'a pas été partout positive. Le nombre d'établissements préscolaires a connu une baisse de 10% et 5% dans les départements

de Guédiawaye et de Rufisque respectivement. Dans le département de Guédiawaye, la diminution de l'effectif provient de la baisse du nombre d'écoles maternelles (-5%) et de garderies d'enfants (-18%). Quant au département de Rufisque, une forte diminution du nombre de garderies d'enfants (-73%) y a été notée et le nombre de cases des tout-petits y est passé de 13 à 12. Par rapport à l'accroissement du nombre d'établissements préscolaires, il est observé dans les départements de Pikine et de Dakar. Le département de Pikine ayant enregistré le taux le plus élevé entre les deux années scolaires étudiées, a eu une forte hausse de ses garderies d'enfants qui sont passées de 9 à 52 soit un taux de variation de 478%.

Tableau IV. 2 : Evolution des établissements d'accueil de la petite enfance selon le type et la circonscription administrative

Type d'établissement	Année	Dép. Dakar	Dép. Guédiawaye	Dép. Pikine	Dép. Rufisque	Région de Dakar
Case communautaire	2017 / 2018	4	0	0	2	6
	2018 / 2019	0	0	0	0	0
	Variation en %	-100,00	-	-	-100,00	-100,00
Case des Tout Petits	2017 / 2018	11	4	6	13	34
	2018 / 2019	9	4	7	12	32
	Variation en %	-18,18	0,00	16,67	-7,69	-5,88
Ecole maternelle	2017 / 2018	360	58	288	154	860
	2018 / 2019	372	55	287	170	884
	Variation en %	3,33	-5,17	-0,35	10,39	2,79
Garderie d'enfants	2017 / 2018	17	32	9	30	88
	2018 / 2019	15	26	52	8	101
	Variation en %	-11,76	-18,75	477,78	-73,33	14,77
Total	2017 / 2018	371	94	303	199	967
	2018 / 2019	396	85	346	190	1017
	Variation en %	6,74	-9,57	14,19	-4,52	5,17

Source : Données 2019, DPRE, inspections d'académie de Dakar, de Rufisque et de Pikine/Guédiawaye

Selon le type d'infrastructures, une diminution de leurs effectifs a été notée dans les cases communautaires et les cases des tout-petits à l'échelle régionale. Les cases communautaires qui ne se retrouvaient que dans les départements de Dakar et de Rufisque ont carrément disparu à la fin de l'année scolaire 2017-2018. Le nombre de cases des tout-petits a diminué particulièrement dans les départements de Dakar et de Rufisque en passant respectivement de 11 à 9 et de 13 à 12. Quant aux écoles maternelles et garderies d'enfants, des évolutions positives ont été relevées au niveau de la région bien qu'il y ait eu des baisses au niveau de plusieurs départements.

IV.1.2. LE PERSONNEL

La répartition du personnel dans les établissements d'accueil de la petite enfance de la région de Dakar en 2019, révèle que 4 633 agents y officient dont 3 849 de sexe

féminin et 784 de sexe masculin. Les femmes dominent largement dans tous les types d'établissements préscolaires. La majorité du personnel est concentrée dans les écoles maternelles représentant le type d'établissement d'accueil de la petite enfance le plus fréquent (4 050 agents soit 87% du personnel global de la petite enfance).

Tableau IV. 3 : Répartition du personnel des établissements d'accueil de la petite enfance selon le type d'établissement, le sexe et la circonscription administrative

Type d'établissement	Sexe	Dép. Dakar	Dép. Guédiawaye	Dép. Pikine	Dép. Rufisque	Région de Dakar
Case communautaire	Masculin	0	0	0	0	0
	Féminin	0	0	0	0	0
	Ensemble	0	0	0	0	0
Case des Tout Petits	Masculin	14	3	4	1	22
	Féminin	40	18	30	37	125
	Ensemble	54	21	34	38	147
Ecole maternelle	Masculin	277	42	240	109	668
	Féminin	1757	215	901	509	3382
	Ensemble	2034	257	1141	618	4050
Garderie d'enfants	Masculin	17	16	55	6	94
	Féminin	81	88	153	20	342
	Ensemble	98	104	208	26	436
Total	Masculin	308	61	299	116	784
	Féminin	1878	321	1084	566	3849
	Ensemble	2186	382	1383	682	4633

Source : Données 2019, DPPE, inspections d'académie de Dakar, de Rufisque et de Pikine/Guédiawaye

Au niveau départemental, il est constaté une forte inégalité de répartition proportionnellement au nombre d'infrastructures y existant. En 2019, le département de Dakar a concentré à lui seul 2 136 agents soit 47% du personnel. Il est suivi du département de Pikine avec 1 383 agents (30%), de Rufisque (682 agents ou 15% du personnel) puis de Guédiawaye (382 agents ou 8% du personnel). Dans tous ces départements, le nombre de femmes travaillant dans les établissements préscolaires fait plus ou moins 80% de l'effectif total du personnel.

Par ailleurs, entre les deux années scolaires 2017-2018 et 2018-2019, la situation de la répartition du personnel des infrastructures préscolaires a connu des changements. De façon globale, dans la région, il y a eu une augmentation de 16% de l'effectif du personnel. Cette hausse est observée dans tous les départements à l'exception de Guédiawaye où l'effectif du personnel a baissé de 14%. De plus, il faut noter que ce taux d'évolution au niveau régional est surtout tiré par le fort taux obtenu dans le département de Rufisque où l'effectif du personnel est passé de 231 à 682 soit une hausse de 195%. En effet, cette forte croissance à Rufisque résulte plutôt de l'insertion

d'un grand nombre d'agents dans les écoles maternelles suite à la création de nouvelles écoles maternelles. Par contre, dans ce même département, les effectifs du personnel dans les autres types d'infrastructures ont fortement diminué à l'instar de la baisse du nombre d'établissements. Outre ceci, à l'analyse du tableau IV.4, le département de Pikine apparaît comme l'unique circonscription administrative dans laquelle l'effectif du personnel a augmenté dans tous les types d'infrastructures mais plus considérablement dans les garderies d'enfants (278%). Dans le département de Dakar, la seule augmentation obtenue a été notée dans les écoles maternelles (5%). Cependant, dans le département de Guédiawaye, l'augmentation de l'effectif du personnel des établissements préscolaires a été relevée uniquement dans les cases des tout-petits.

Pour récapituler, les variations obtenues entre les années scolaires 2017-2018 et 2018-2019 selon les types d'infrastructures se présentent comme suit : cases communautaires (-100%), cases des tout-petits (-6%), écoles maternelles (17%) et les garderies d'enfants (25%).

Tableau IV. 4 : Evolution du personnel des établissements d'accueil de la petite enfance selon le type d'établissement et la circonscription administrative

Type d'établissement	Année	Dakar	Guédiawaye	Pikine	Rufisque	Région de Dakar
Case communautaire	2017 / 2018	18	0	0	0	18
	2018 / 2019	0	0	0	0	0
	Variation en %	-100,00				-100,00
Case des Tout Petits	2017 / 2018	62	17	27	51	157
	2018 / 2019	54	21	34	38	147
	Variation en %	-12,90	23,53	25,93	-25,49	-6,37
Ecole maternelle	2017 / 2018	1942	278	1121	135	3476
	2018 / 2019	2034	257	1141	618	4050
	Variation en %	4,74	-7,55	1,78	357,78	16,51
Garderie d'enfants	2017 / 2018	110	138	55	45	348
	2018 / 2019	98	104	208	26	436
	Variation en %	-10,91	-24,64	278,18	-42,22	25,29
Total	2017 / 2018	2132	433	1203	231	3999
	2018 / 2019	2186	382	1383	682	4633
	Variation en %	2,53	-11,78	14,96	195,24	15,85

Source : Données 2019, DPRE, inspections d'académie de Dakar, de Rufisque et de Pikine/Guédiawaye

Globalement, l'évolution de l'effectif du personnel reste corrélée à celle des infrastructures d'accueil de la petite enfance. Ce personnel exerce des fonctions diverses dans les établissements d'accueil de la petite enfance. Ces fonctions sont soit Directeur, Educateur craie en main, assistant ou autre personnel administratif.

Egalement, les agents viennent avec différents niveaux (de sans diplôme à la Maîtrise et plus). Etant donné que l'inspection d'académie de Pikine-Guédiawaye n'a pas fourni les statistiques sur la répartition du personnel selon le diplôme et les fonctions « assistant » et « autres personnels administratifs », les effectifs totaux à l'échelle régionale ne sont pas disponibles pour ces modalités. Ainsi, l'analyse ne pourra se faire qu'au niveau de chaque département pour les modalités concernées.

Tableau IV. 5 : Répartition du personnel des établissements d'accueil de la petite enfance selon la fonction, le diplôme académique, par circonscription administrative

Circonscription administrative / Fonction	Maîtrise et +	Licence	DEUG	BAC	BFEM	CFE E	Sans diplôme	Total
Département de Dakar								
Directeur	25	23	11	128	85	5	9	286
Educateur " craie en main"	21	30	25	424	1059	84	103	1746
Assistant	2		1	8	32	6	4	53
Autre personnel administratif	6	8	2	24	36	7	18	101
Total	54	61	39	584	1212	102	134	2186
Département de Guédiawaye								
Directeur	3	5	2	29	21	0	1	61
Educateur " craie en main"	0	0	1	87	247	47	18	400
Assistant	-	-	-	-	-	-	-	-
Autre personnel administratif	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	-	-	-	-	-	-	-	-
Département de Pikine								
Directeur	13	11	7	132	106	1	1	271
Educateur " craie en main"	4	11	4	247	715	63	18	1062
Assistant	-	-	-	-	-	-	-	-
Autre personnel administratif	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	-	-	-	-	-	-	-	-
Département de Rufisque								
Directeur	3	3	4	51	44	4	6	116
Educateur " craie en main"	0	3	7	86	380	21	50	547
Assistant	0	0	0	0	2	1	0	3
Autre personnel administratif	0	0	0	7	11	0	20	38
Total	3	6	11	144	437	26	76	704
Région de Dakar								
Directeur	44	42	24	340	256	10	17	734
Educateur " craie en main"	25	44	37	844	2401	215	189	3755
Assistant	-	-	-	-	-	-	-	-
Autre personnel administratif	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	-	-	-	-	-	-	-	-

Source : Données 2019, DPPE, inspections d'académie de Dakar, de Rufisque et de Pikine/Guédiawaye

Suivant la fonction du personnel, le tableau IV.5 permet de voir que la majorité du personnel sont des « éducateurs craie en main ». En 2019, ils ont fait 3 755 sur 4 633 soit 81% du personnel des établissements d'accueil de la petite enfance. Aussi, la majeure partie d'entre eux n'ont eu que le Brevet de Fin d'Etudes Moyennes (BFEM). Quant aux Directeurs, ils ont constitué 16% de l'effectif total du personnel des

établissements préscolaires soit 734 agents. Ainsi, le personnel occupant les fonctions d'assistants ou d'autres personnels administratifs ne font que 3%.

Dans les départements, les mêmes tendances régionales sont retrouvées par rapport à la fonction du personnel. Par rapport au diplôme, les titulaires de BFEM demeurent majoritaires dans tous les départements. Après viennent les titulaires du baccalauréat. Par ailleurs, il est constaté que la quasi-totalité des agents ayant au moins la licence se retrouve dans le département de Dakar et sont généralement soit des Directeurs soit des éducateurs craie en main. Le département de Dakar a compté 48 directeurs dont les 25 ont au moins la Maîtrise. Dans le département de Guédiawaye, seul 8 directeurs ont eu au moins la Licence. Parallèlement, seul 6 Directeurs ayant au moins la Licence ont été dénombré dans le département de Rufisque.

Mis à part ces diplômes suscités, il existe des agents qui n'ont eu que CFEE voire sans aucun diplôme et occupent tout type de fonction. Cependant, quel que soit le type de diplôme de l'agent, il est demandé au personnel enseignant des établissements d'accueil de la petite enfance d'avoir un diplôme professionnel notamment un Certificat d'Aptitude Professionnel (CAP) ou un Certificat Elémentaire d'Aptitude Professionnel (CEAP). A ce propos, il ressort du tableau IV.6 que le pourcentage du personnel enseignant ayant une certification n'a été que de 20% en 2019 soit un total de 905 agents sont les 592 sont titulaires de CAP.

Tableau IV. 6 : Répartition du personnel enseignant des établissements d'accueil de la petite enfance selon le diplôme professionnel et le statut, par circonscription administrative en 2019

Circonscription administrative	Statut établissement	CAP	CEAP	Sans diplôme	Total
Département de Dakar	Public	91	36	21	148
	Privé	262	146	1 630	2 038
	Total	353	182	1 651	2 186
Département de Guédiawaye	Public	28	7	22	57
	Privé	36	13	376	425
	Total	64	20	398	482
Département de Pikine	Public	30	17	12	59
	Privé	62	53	1 146	1 261
	Total	92	70	1 158	1 320
Département de Rufisque	Public	55	16	2	73
	Privé	28	25	545	598
	Total	83	41	547	671
Région de Dakar	Public	204	76	57	337
	Privé	388	237	3 697	4 322
	Total	592	313	3 754	4 659

Source : Données 2019, DPRE, inspections d'académie de Dakar, de Rufisque et de Pikine/Guédiawaye

Suivant le statut de l'établissement, le personnel des établissements privés est plus nombreux que celui des établissements publics : 337 agents publics contre 4322 agents privés en 2019. A cette année, 83% du personnel enseignant du public ont une certification avec les 60% titulaires du CAP. Par contre, dans le privé, le pourcentage du personnel certifié est très faible (13%). Ceci implique un manque de rigueur des établissements privés sur la certification professionnelle de ses enseignants. Au niveau départemental, la certification du personnel enseignant dans les établissements privés est mieux respectée dans le département de Dakar (20%) que dans les autres départements. Dans ce sens, le département de Rufisque s'affiche derrière tous les autres départements avec un taux de certification du personnel enseignant privé de 8%.

IV.1.3. LES EFFECTIFS

En 2019, le nombre d'enfants fréquentant les établissements d'accueil de la petite enfance a été de 71 269 dont 36 747 filles soit 52% de filles. Naturellement, ces enfants sont plus nombreux dans le département de Dakar (46%) puisqu'il compte le plus grand nombre d'établissements. Ils s'en suivent les départements de Pikine (29%), Rufisque (17%) et Guédiawaye (8%) respectivement. Dans tous les départements, les filles y prédominent.

Tableau IV. 7 : Répartition des effectifs des établissements d'accueil de la petite enfance selon le type d'établissement, le sexe et la circonscription administrative

Type d'établissement	Sexe	Dakar	Guédiawaye	Pikine	Rufisque	Région de Dakar
Case communautaire	Garçons	0	0	0	0	0
	Filles	0	0	0	0	0
	Ensemble	0	0	0	0	0
Case des Tout Petits	Garçons	387	118	264	490	1 259
	Filles	424	165	303	498	1 390
	Ensemble	811	283	567	988	2 649
Ecole maternelle	Garçons	14 772	1 795	8 330	5434	30 331
	Filles	15 807	2 014	8 964	5482	32 267
	Ensemble	30 579	3 809	17294	10916	62 598
Garderie d'enfants	Garçons	690	734	1 306	202	2932
	Filles	723	724	1 430	213	3090
	Ensemble	1 413	1 458	2 736	415	6022
Total	Garçons	15 849	2 647	9 900	6 126	34 522
	Filles	16 954	2 903	10 697	6 193	36 747
	Ensemble	32 803	5 550	20 597	12 319	71 269

Source : Données 2019, DPRE, inspections d'académie de Dakar, de Rufisque et de Pikine/Guédiawaye

Selon le type d'établissement, il ressort du tableau ci-dessus que les écoles maternelles sont les plus fréquentées. En effet, en 2019, les écoles maternelles ont compté 62 598

enfants soit 88% de l'effectif des enfants fréquentant les établissements préscolaires. Comme dans l'ordre de fréquence des établissements préscolaires, après les écoles maternelles viennent les garderies d'enfants qui ont accueilli 8% des enfants des infrastructures de la petite enfance en 2019. Les cases des tout-petits accueillent moins d'enfants que les autres types d'établissements (4% en 2019).

L'effectif des enfants fréquentant les établissements de la petite enfance a connu des évolutions diverses selon la circonscription administrative et le type d'établissement entre les années scolaires 2017-2018 et 2018-2019. Au niveau région, une évolution de 5% a été notée. Cette hausse a été plus accentuée dans le département de Rufisque où l'effectif des enfants du préscolaire a augmenté de 21%. Aussi, à Pikine, un taux d'évolution de 10% y a été relevé. Par contre, dans les départements de Dakar et de Pikine, une diminution des effectifs y a été constatée (-1% et 2% respectivement).

Tableau IV. 8 : Evolution des effectifs des établissements d'accueil de la petite enfance selon le type d'établissement et la circonscription administrative

Type d'établissement	Année	Dakar	Guédiawaye	Pikine	Rufisque	Région de Dakar
Case communautaire	2017 / 2018	254	0	0	0	254
	2018 / 2019	0	0	0	0	0
	Variation en %	-100,00				-100,00
Case des Tout Petits	2017 / 2018	1014	284	428	989	2 715
	2018 / 2019	811	283	567	988	2 649
	Variation en %	-20,02	-0,35	32,48	-0,10	-2,43
Ecole maternelle	2017 / 2018	30 192	3 715	17 457	7 603	58 967
	2018 / 2019	30 579	3 809	17 294	10 916	62 598
	Variation en %	1,28	2,53	-0,93	43,57	6,16
Garderie d'enfants	2017 / 2018	1 779	1 646	925	114	4 464
	2018 / 2019	1 413	1 458	2 736	415	6 022
	Variation en %	-20,57	-11,42	195,78	264,04	34,90
Total	2017 / 2018	33 239	5 645	18 810	10 206	67 900
	2018 / 2019	32 803	5 550	20 597	12 319	71 269
	Variation en %	-1,31	-1,68	9,50	20,70	4,96

Source : Données 2019, DPPE, inspections d'académie de Dakar, de Rufisque et de Pikine/Guédiawaye

Par rapport au type d'établissement, l'on remarque une forte affluence des enfants vers les garderies d'enfants dans les départements de Pikine et de Rufisque particulièrement avec des taux de croissance respectifs de 196% et de 264%. Cependant, dans les autres départements, les effectifs y ont diminué. Globalement, dans la région, le nombre d'enfants fréquentant les garderies d'enfants a augmenté de 35%. Egalement, dans les écoles maternelles, il y a eu une augmentation de 6% des effectifs. Néanmoins, dans les cases des tout-petits, l'effectif des enfants y a

diminué comme d'ailleurs celui des infrastructures. Aussi, l'effectif des enfants dans les cases communautaires est passé de 254 à 0 à cause de la disparition de ce type d'infrastructures.

IV.1.4. INTENSITE DE LA PRESCOLARISATION

L'intensité de la préscolarisation est mesurée par le Taux Brut de Préscolarisation (TBPS). Ce dernier représente le rapport entre les effectifs des inscrits au niveau des établissements préscolaires et la population en âge de les fréquenter. Cet indicateur mesure la capacité du système éducatif à accueillir les enfants scolarisables au niveau du préscolaire.

Durant les années scolaires 2017-2018 et 2018-2019, le Taux Brut de Préscolarisation a connu un recul de 3 points de pourcentage dans la région de Dakar en passant de 28% à 24%. Aussi, comme pour les années précédentes, il est noté que les filles fréquentent plus les établissements d'accueil de la petite enfance que les garçons. Les TBPS des filles sont supérieurs au TBPS des garçons. D'ailleurs, ceci se confirme avec les indices de parité filles/garçons qui sont tous supérieurs à 1 (voir tableau IV.9).

Tableau IV. 9 : Evolution du Taux Brut de Préscolarisation (TBPS) selon le sexe, par circonscription administrative

	Année	TBPS Garçons	TBPS Filles	TBPS Global	Indice de parité F/G
Département de Dakar	2017 / 2018	38,10	40,40	39,20	1,06
	2018 / 2019	33,75	36,59	35,16	1,08
	Variation en point de %	-4,35	-3,81	-4,04	1,89
Département de Guédiawaye	2017 / 2018	27,65	34,65	30,99	1,3
	2018 / 2019	22,39	25,19	23,77	1,1
	Variation en point de %	-5,26	-9,46	-7,22	-15,38
Département de Pikine	2017 / 2018	19,01	22,26	20,57	1,2
	2018 / 2019	15,88	17,32	16,59	1,1
	Variation en point de %	-3,13	-4,94	-3,98	-8,33
Département de Rufisque	2017 / 2018	18,53	20,85	19,66	1,13
	2018 / 2019	21,84	22,76	22,29	1,04
	Variation en point de %	3,31	1,91	2,63	-7,96
Région de Dakar	2017 / 2018	25,82	29,54	27,61	1,14
	2018 / 2019	23,47	25,47	24,45	1,09
	Variation en point de %	-2,36	-4,08	-3,15	-5,13

Source : Données 2019, DPRE, inspections d'académie de Dakar, de Rufisque et de Pikine/Guédiawaye

A l'échelle départementale, l'analyse comparative révèle que le niveau de préscolarisation des enfants est meilleur dans le département de Dakar qu'au niveau des autres départements. Durant l'année scolaire 2017-2018, les établissements

préscolaires de ce département ont accueilli 39% des enfants en âge de fréquenter les structures de la petite enfance. Cependant, à l'année suivante, ce taux a baissé de 4 points de pourcentage. Cette baisse a été relevée dans tous les départements mis à part celui de Rufisque. Néanmoins, elle a été plus significative dans le département de Guédiawaye où le TBPS global a diminué de 7 points de pourcentage en passant de 30% à 23%. Dans le département de Pikine, le TBPS y a diminué de 4 point de pourcentage entre ces deux années scolaires. Le département de Rufisque, étant l'unique circonscription dans laquelle le TBPS global a évolué positivement, a vu son TBPS global passer de 20% à 22%. En somme, les TBPS ont évolué dans le même sens quel que soit le sexe.

IV.2. L'ÉLEMENTAIRE

L'enseignement élémentaire est destiné à faire acquérir aux enfants à partir de 6 ans les connaissances de base relatives à la lecture, l'écriture, le calcul, la connaissance du milieu, les savoirs utiles et compétences indispensables pour mieux vivre en communauté et préparer l'accès aux niveaux moyens. D'une durée de 6 ans, il est sanctionné par le Certificat de Fin d'Etudes Élémentaires (CFEE) et l'examen d'entrée en sixième.

IV.2.1. LES INFRASTRUCTURES

Les établissements d'enseignement élémentaire sont de deux types : privés et publics. Globalement, le nombre d'infrastructures dédiées à l'enseignement élémentaire est passé de 1469 à 1525 entre les années scolaires 2017-2018 et 2018-2019. Dans ce cycle, les établissements privés restent prédominants et représentent en moyenne 70% des établissements d'enseignement élémentaires. De 2018 à 2019, le nombre d'écoles primaires publiques a augmenté de 3 en passant de 433 à 436. Cette hausse a été observée particulièrement dans le département de Rufisque qui a eu 4 nouvelles écoles au début de l'année scolaire 2018-2019. Au niveau de Guédiawaye, une école publique a été fermée alors que le nombre d'infrastructures d'enseignement primaire est resté inchangé dans les autres départements. Néanmoins, le rythme d'évolution des écoles d'enseignement primaire est plus dynamique dans le privé que dans le public. En effet, entre les années scolaires 2017-2018 et 2018-2019, 53 nouvelles écoles privées ont été dénombrées dans la région dont plus de la moitié ont été enregistrées dans le département de Pikine (31 écoles primaires). Comme pour les

écoles publiques, le nombre d'écoles privées du département a également diminué de 4 précisément.

Tableau IV. 10 : Evolution du nombre d'établissements d'enseignement élémentaire selon le statut et la circonscription administrative

Circonscription administrative	2017 / 2018			2018 / 2019			Variation en %		
	Public	Privé	Total	Public	Privé	Total	Public	Privé	Total
Département de Dakar	149	317	466	149	326	475	0,00	2,84	1,93
Département de Guédiawaye	42	134	176	41	130	171	-2,38	-2,99	-2,84
Département de Pikine	111	428	539	111	459	570	0,00	7,24	5,75
Département de Rufisque	131	157	288	135	174	309	3,05	10,83	7,29
Région de Dakar	433	1036	1469	436	1089	1525	0,69	5,12	3,81

Source : Données 2019, DPPE, inspections d'académie de Dakar, de Rufisque et de Pikine/Guédiawaye

Concernant la répartition des établissements d'enseignement élémentaires au niveau des départements, il est constaté qu'elle a la même structure que la population dans la région. En effet, le département de Pikine a détenu en 2018-2019, 37% des établissements de la région. Il est suivi du département de Dakar (31%), de Rufisque (23%) puis de Guédiawaye (9%).

Au Sénégal, pour faire face à la demande d'éducation, le gouvernement a adopté trois modes d'organisation pédagogique à savoir : les classes simples ou de type mono flux, les classes à double flux et les classes de type multigrade.

- La classe simple est l'organisation majoritaire présente dans les écoles. Elle associe un enseignant à un groupe d'élèves appartenant à l'un des six niveaux de l'élémentaire.
- Une classe à double flux désigne un local dans lequel un seul maître dispense en alternance des cours à deux cohortes d'élèves A et B. Les classes à double flux sont fortement présentes dans les zones à forte population. Elles ont été introduites au Sénégal depuis 1986 pour répondre à une expérimentation de la Banque Mondiale (BM), relayée par l'Etat du Sénégal dans le but de réduire les coûts unitaires et d'augmenter rapidement les taux de scolarisation.
- La Classe Multigrade (CMG) est un regroupement d'élèves d'au moins deux niveaux dans le même local avec un seul enseignant.

Dans la région de Dakar, comme évoqué dans les définitions, les classes simples restent majoritaires et ont été au nombre de 10 165 en soit 85% des groupes pédagogiques. Ensuite, viennent les classes multigrades qui ont représenté en 2019 près de 10% des groupes pédagogiques. Quant aux classes à double flux, elles

apparaissent comme le groupe le moins fréquent (5%) et sont d'ailleurs carrément inexistantes dans le département de Guédiawaye. Aussi, la quasi-totalité des classes à double flux recensé dans la région de Dakar sont retrouvées dans le département de Pikine. Pour les autres types de groupes pédagogiques, leur répartition à l'échelle départementale a la même structure que celui des infrastructures d'enseignement primaire. Le niveau de fréquence des groupes semble être proportionnel à l'effectif des établissements d'enseignement élémentaire.

Tableau IV. 11 : Répartition du nombre de classes selon le type de groupe pédagogique et le statut des établissements, par circonscription administrative

Circonscription administrative	Statut des établissements	Type de Groupe pédagogique			Total
		Simple	double flux	Multigrade	général
Département de Dakar	Public	1 433	1	0	1 434
	Privé	2 208	20	156	2 384
	Total	3 641	21	156	3 818
Département de Guédiawaye	Public	497	0	0	497
	Privé	748	0	101	849
	Total	1 245	0	101	1 346
Département de Pikine	Public	856	500	6	1 362
	Privé	2 355	11	617	2 983
	Total	3 211	511	623	4 345
Département de Rufisque	Public	1 096	73	67	1 236
	Privé	987	2	186	1 175
	Total	2 068	75	253	2 411
Région de Dakar	Public	3 882	574	73	4 529
	Privé	6 298	33	1 060	7 391
	Total	10 165	607	1 133	11 920

Source : Données 2019, DPRE, inspections d'académie de Dakar, de Rufisque et de Pikine/Guédiawaye

Par ailleurs, en analysant ce tableau selon le statut des établissements, l'on observe qu'en 2019, il y a eu 7 391 groupes pédagogiques privés et 4 529 publics. Les classes à double flux constituent l'unique groupe où les établissements publics ont prédominé (95% des classes à double flux sont du public). A l'opposé, pour les classes multigrades, la quasi-totalité sont dans les établissements privés. De plus, parallèlement, pour les classes simples, plus de la moitié sont dans les établissements privés.

A l'intérieur des départements, les tendances au niveau régional restent les mêmes que dans le groupe des classes simples. Cependant, dans les autres groupes, la structure est particulière. Dans le département de Dakar, la quasi-totalité des classes à double flux sont dans le privé tandis qu'au niveau des départements de Pikine et de

Rufisque, la situation inverse est observée (500 sur 511 classes à double flux sont dans le public à Pikine et 73 sur 75 à Rufisque).

Concernant les classes multigrades, elles sont inexistantes dans les établissements publics des départements de Dakar et de Guédiawaye mais peu présentes dans les écoles publiques de Pikine et de Rufisque.

IV.2.2. LE PERSONNEL

De l'année scolaire 2017-2018 à celle de 2018-2019, l'effectif du personnel enseignant des établissements élémentaires a eu une diminution de 8% en passant de 16 160 à 14 852. Cette baisse a eu particulièrement lieu dans les établissements privés où l'effectif du personnel enseignant a reculé de 16%. Par contre, dans les établissements publics élémentaires, il a été noté une insertion de 239 nouveaux enseignants amenant ainsi leur effectif à 6 371 en 2018-2019.

Par ailleurs, comme pour les infrastructures, les enseignants des écoles élémentaires sont plus nombreux dans les écoles privées que dans le public. En 2017-2018, les écoles publiques ont employé 38% des enseignants des écoles élémentaires alors qu'en 2018-2019, elles en ont employé 43%. Ceci montre les efforts fournis par l'Etat dans la politique de l'éducation pour tous.

Tableau IV. 12 : Structure et évolution des effectifs du personnel des établissements d'enseignement élémentaire selon le sexe et le statut de l'établissement

Circonscription administrative	Sexe	2017 / 2018			2018 / 2019			Variation en %		
		Public	Privé	Total	Public	Privé	Total	Public	Privé	Total
Département de Dakar	Masculin	1005	2150	3155	861	1009	1870	-14,33	-53,07	-40,73
	Féminin	1338	1601	2939	1882	1373	3255	40,66	-14,24	10,75
	Ensemble	2343	3751	6094	2743	2382	5125	17,07	-36,50	-15,90
Département de Guédiawaye	Masculin	304	670	974	265	629	894	-12,83	-6,12	-8,21
	Féminin	365	585	950	347	512	859	-4,93	-12,48	-9,58
	Ensemble	669	1255	1924	612	1141	1753	-8,52	-9,08	-8,89
Département de Pikine	Masculin	764	2294	3058	728	2258	2986	-4,71	-1,57	-2,35
	Féminin	877	1504	2381	801	1340	2141	-8,67	-10,90	-10,08
	Ensemble	1641	3798	5439	1529	3598	5127	-6,83	-5,27	-5,74
Département de Rufisque	Masculin	747	659	1406	754	726	1480	0,94	10,17	5,26
	Féminin	732	565	1297	733	614	1347	0,14	8,67	3,86
	Ensemble	1479	1224	2703	1487	1340	2847	0,54	9,48	5,33
Région de Dakar	Masculin	2 820	5 773	8 593	2 608	4 622	7 230	-7,52	-19,94	-15,86
	Féminin	3 312	4 255	7 567	3 763	3 839	7 602	13,62	-9,78	0,46
	Ensemble	6 132	10 028	16 160	6 371	8 461	14 852	3,90	-15,63	-8,09

Source : Données 2019, DPRE, inspections d'académie de Dakar, de Rufisque et de Pikine/Guédiawaye

Par rapport au sexe, il est constaté que les femmes occupent de plus en plus une place importante dans le corps des enseignants de l'élémentaire. En 2017-2018, elles ont représenté 47% des enseignants des écoles élémentaires de la région tandis qu'en 2018-2019, leur effectif a dépassé celui des hommes en constituant 51% du personnel enseignant.

Selon les départements, bien que plus d'établissements d'enseignement élémentaires soient dénombrés dans le département de Pikine, il ressort du tableau IV.12 que l'effectif du personnel enseignant est plus important dans le département de Dakar que dans les autres départements en 2017-2018. Néanmoins, à l'année suivante, l'effectif du personnel du département de Dakar a baissé de 16% faisant ainsi que celui-ci soit quasi équivalent à la taille du personnel enseignant de Pikine. Ainsi, après les départements de Dakar et de Pikine qui ont détenu chacun 34% des enseignants des écoles élémentaires de la région en 2018-2019, viennent les départements de Rufisque et de Guédiawaye avec des proportions respectives de 19% et 11%. De plus, la diminution de l'effectif des enseignants a été notée dans tous les départements sauf Rufisque où leur effectif a haussé de 5%.

Tableau IV. 13 : Evolution des effectifs du personnel enseignant des établissements d'enseignement élémentaires publics selon le statut, par circonscription administrative

Circonscription administrative	Statut du personnel	2017 / 2018	2018 / 2019	Variation en %
Département de Dakar	Permanents	1 676	1 727	3,04
	contractuels	164	143	-12,80
	volontaires	1	0	-100,00
	Ensemble	1 841	1 870	1,58
Département de Guédiawaye	Permanents	563	575	2,13
	contractuels	53	33	-37,74
	volontaires	2	0	-100,00
	Ensemble	618	608	-1,62
Département de Pikine	Permanents	1323	1424	7,63
	contractuels	147	82	-44,22
	volontaires	0	0	
	Ensemble	1 470	1 506	2,45
Département de Rufisque	Permanents	1212	1271	4,87
	contractuels	267	87	-67,42
	volontaires	0	0	
	Ensemble	1 479	1 358	-8,18
Région de Dakar	Permanents	4 774	4997	4,67
	contractuels	631	345	-45,32
	volontaires	3	0	-100,00
	Ensemble	5 408	5 342	-1,22

Source : Données 2019, DPPE, inspections d'académie de Dakar, de Rufisque et de Pikine/Guédiawaye

Le personnel des établissements élémentaires publics a différents types de statut : permanents, contractuels et volontaires. La majeure partie d'entre eux sont des permanents soit 88% en 2017-2018 et 94% en 2018-2019 au niveau de la région de Dakar. Les contractuels ont représenté 12% et 6% dans les années scolaires étudiées respectivement. En revanche, les volontaires ont carrément disparu en 2018-2019 malgré qu'ils n'étaient qu'au nombre de 3 en 2017-2018 dont 1 seul dans le département de Dakar et les 2 autres dans le département de Guédiawaye. Dans tous les départements, le pourcentage du personnel permanent est de 90% au moins sauf à Rufisque où en 2017-2018, ce pourcentage y a été de 82%. Par ailleurs, dans tous les départements, l'effectif des contractuels y a diminué. Cette baisse a été plus conséquente dans le département de Rufisque avec un taux de variation de -67%.

Par rapport au diplôme académique, le tableau IV.14 permet de voir que la majorité du personnel enseignant des établissements d'enseignement élémentaires ont au plus le baccalauréat. En effet, dans la région de Dakar, en 2019, les enseignants ayant eu le baccalauréat comme diplôme le plus élevé ont constitué 45% (6 832) et ceux qui ont eu le Brevet de Fin d'Etudes Moyennes (BFEM) 46% (6 896). Après viennent les titulaires de licence (3%) puis ceux ayant le DEUG et ceux ayant au moins la maîtrise (à peu près 2% chacun). En outre, il y a des enseignants qui n'ont que le Certificat de Fin d'Etudes Élémentaires (CFEE) (106 enseignants). Enfin, à côté de ceux-ci, il y a dans le personnel enseignant, des gens qui n'ont aucun diplôme faisant au total 192 personnes.

Selon les départements, la structure de la répartition est la même qu'au niveau régional.

Tableau IV. 14 : Répartition du personnel enseignant de l'élémentaire selon le diplôme académique en 2019

Diplôme académique	Dakar	Guédiawaye-Pikine	Rufisque	Région	%
Maîtrise et +	121	102	27	250	1,66
Licence	178	229	52	459	3,05
DEUG	112	109	67	288	1,91
BAC	2 345	3 219	1 268	6 832	45,42
BFEM	2 223	3 348	1 325	6 896	45,84
CFEE	47	46	13	106	0,70
Autre	0	0	0	0	0,00
Sans diplôme	99	38	55	192	1,28
Total	5 125	7 091	2 827	15 043	100,00

Source : Données 2019, DPRE, inspections d'académie de Dakar, de Rufisque et de Pikine/Guédiawaye

IV.2.3. LES EFFECTIFS

Au même titre que l'accroissement de la population, les établissements d'enseignement élémentaire de la région de Dakar ont vu leur effectif passer de 460 192 à 469 053 soit une hausse de 2%. Cette augmentation a été notée autant que chez les filles que chez les garçons mais uniquement dans les écoles privées. Dans les établissements publics, une baisse des effectifs y a été constatée entre ces deux années allant de 250 038 à 244 346. Quel que soit le statut de l'établissement et le département, les filles demeurent plus nombreuses que les garçons. Aussi, l'accroissement des effectifs noté en 2018-2019 dans le privé a été plus important chez les filles que les garçons.

Tableau IV. 15 : Structure et évolution des effectifs d'élèves de l'enseignement élémentaire dans la région de Dakar selon le statut de l'établissement et le sexe par circonscription administrative

Circonscription administrative	Statut	2017 / 2018			2018 / 2019			Variation en %		
		Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total
Département de Dakar	Public	33 520	36 229	69 749	31 894	35 013	66 907	-4,85	-3,36	-4,07
	Privé	38 912	40 095	79 007	39 434	41 648	81 082	1,34	3,87	2,63
	Total	72 432	76 324	148 756	71 328	76 661	147 989	-1,52	0,44	-0,52
Département de Guédiawaye	Public	12 301	13 724	26 025	12 074	13 563	25 637	-1,85	-1,17	-1,49
	Privé	11 275	12 202	23 477	12 190	13 017	25 207	8,12	6,68	7,37
	Total	23 576	25 926	49 502	24 264	26 580	50 844	2,92	2,52	2,71
Département de Pikine	Public	41 149	45 645	86 794	39 847	44 590	84 437	-3,16	-2,31	-2,72
	Privé	38 702	40 915	79 617	41 253	43 279	84 532	6,59	5,78	6,17
	Total	79 851	86 560	166 411	81 100	87 869	168 969	1,56	1,51	1,54
Département de Rufisque	Public	32 806	34 664	67 470	32 344	35 021	67 365	-1,41	1,03	-0,16
	Privé	14 014	14 039	28 053	16 669	17 217	33 886	18,95	22,64	20,79
	Total	46 820	48 703	95 523	49 013	52 238	101 251	4,68	7,26	6,00
Région de Dakar	Public	119 776	130 262	250 038	116 159	128 187	244 346	-3,02	-1,59	-2,28
	Privé	102 903	107 251	210 154	109 546	115 161	224 707	6,46	7,38	6,92
	Total	222 679	237 513	460 192	225 705	243 348	469 053	1,36	2,46	1,93

Source : Données 2019, DPRE, inspections d'académie de Dakar, de Rufisque et de Pikine/Guédiawaye

Concernant la répartition des élèves selon le statut des établissements, il ressort du tableau ci-dessus que de façon globale, les écoles publiques sont plus fréquentées mais ce fait n'est pas constaté dans tous les départements. Dans le département de Dakar, en particulier, ce sont les écoles privées qui sont plus fréquentées (79 007 élèves en 2017-2018 et 81 082 élèves en 2018-2019 soit en moyenne 54% des élèves du département). Egalement, les départements de Guédiawaye et de Pikine tendent aussi vers cette optique avec une diminution de la fréquentation des écoles publiques et une affluence des élèves vers les écoles privées en 2018-2019. D'ailleurs, cette diminution de l'effectif des élèves dans le public a été relevée dans toutes

circonscriptions administratives. A l'opposé, les écoles privées ne cessent de voir leurs effectifs augmenter d'année en année.

Ces effectifs ne permettent d'appréhender que le niveau de peuplement des écoles d'enseignement élémentaire de façon globale. Ainsi, il faudrait analyser en termes d'effectif par classe ou par enseignant afin d'évaluer le peuplement à l'intérieur des classes. Dans la région de Dakar, le nombre moyen d'élèves par classe ou le ratio élèves/classe a été de 39 durant chacune des deux dernières années scolaires. Ce ratio a été plus important dans les départements de Pikine et de Rufisque où il a été estimé partout à 41 élèves par classe. A Guédiawaye, le ratio a été estimé à 35 dans les deux années alors qu'il est un peu plus élevé dans le département de Dakar en s'évaluant à 37 en 2017-2018 et 39 en 2018-2019.

Quant au nombre d'élèves par enseignant, il a des valeurs plus faibles que le ratio élèves/classe et a connu plus de variations dans ces deux dernières années. Comme pour le ratio élèves/classe, le département de Rufisque continue à présenter les plus grandes valeurs (36). En 2017-2018, le nombre d'élèves par enseignant a été plus faible dans le département de Dakar. Il est suivi respectivement des départements de Guédiawaye, Pikine et Rufisque. Pour la quasi-totalité des ratios présentés dans le tableau IV.16, le ratio des filles dépasse d'une unité celui des garçons et ceci se justifie par la prédominance des filles sur les garçons en milieu scolaire.

Tableau IV. 16 : Evolution du nombre d'élèves de l'enseignement élémentaire par classe et celui des élèves par enseignant selon le sexe, par circonscription administrative

Circonscription administrative	Sexe	2017 / 2018		2018 / 2019		Variation en %	
		Nb élèves/classe	Nb élèves/enseignant	Nb élèves/classe	Nb élèves/enseignant	Nb élèves/classe	Nb élèves/enseignant
Département de Dakar	Garçons	18	12	19	-	5,56	
	Filles	19	12	20	-	5,26	
	Ensemble	37	24	39	-	5,41	
Département de Guédiawaye	Garçons	17	12	17	14	0,00	16,67
	Filles	18	13	18	15	0,00	15,38
	Ensemble	35	25	35	29	0,00	16,00
Département de Pikine	Garçons	20	14	20	16	0,00	14,29
	Filles	21	15	21	17	0,00	13,33
	Ensemble	41	29	41	33	0,00	13,79
Département de Rufisque	Garçons	-	-	-	-	-	-
	Filles	-	-	-	-	-	-
	Ensemble	41	36	42	36	2,44	0,00
Région de Dakar	Garçons	-	-	-	-	-	-
	Filles	-	-	-	-	-	-
	Ensemble	39	29	39	-	1,95	-100,00

Source : Données 2019, DPRE, inspections d'académie de Dakar, de Rufisque et de Pikine/Guédiawaye

IV.2.4. L'INTENSITE DE LA FREQUENTATION ET PERFORMANCES DANS L'ELEMENTAIRE

L'accès à l'école primaire est mesuré par le Taux Brut d'Accès (TBA) en première année d'enseignement primaire et l'intensité de la fréquentation par le Taux Brut de Scolarisation (TBS).

Le TBA en première année d'enseignement primaire est défini comme le nombre total des nouveaux élèves en première année de l'enseignement primaire, sans considération d'âge, exprimé en pourcentage de la population ayant l'âge officiel d'entrée à l'école primaire. Ainsi, il indique le niveau général d'accès au primaire de même que la capacité du système éducatif à assurer l'accès en première année à la population ayant l'âge officiel d'entrer à l'école.

Tableau IV. 17 : Evolution du Taux Brut d'Accès (TBA) selon le sexe, par circonscription administrative

Indicateurs	Années	TBA Garçons	TBA Filles	TBA Global	Indice de parité F/G
Département de Dakar	2017 / 2018	103,05	110,73	106,86	1,07
	2018 / 2019	102,01	113,89	107,72	1,12
	Variation en point de %	-1,04	3,16	0,86	3,90
Département de Guédiawaye	2017 / 2018	107,00	120,00	113,00	1,12
	2018 / 2019	104,00	119,00	111,00	1,14
	Variation en point de %	-3,00	-1,00	-2,00	2,03
Département de Pikine	2017 / 2018	105,00	116,00	110,00	1,10
	2018 / 2019	95,00	105,00	100,00	1,11
	Variation en point de %	-10,00	-11,00	-10,00	0,05
Département de Rufisque	2017 / 2018	130,26	136,34	133,23	1,05
	2018 / 2019	129,22	137,41	133,17	1,06
	Variation en point de %	-1,04	1,07	-0,06	1,60
Région de Dakar	2017 / 2018	111,33	120,77	115,77	1,09
	2018 / 2019	107,56	118,83	112,97	1,11
	Variation en point de %	-3,77	-1,94	-2,80	1,88

Source : Données 2019, DPPE, inspections d'académie de Dakar, de Rufisque et de Pikine/Guédiawaye

Dans la région de Dakar comme au niveau de ses circonscriptions administratives, l'ensemble des TBA globaux des deux années scolaires étudiées ont dépassé 100%. Cependant, cet indicateur peut être biaisé par l'intégration des élèves n'ayant pas exactement l'âge requis pour faire la première année du cycle primaire. Il s'agit notamment des enfants trop âgés ou très jeunes qui font souvent que ce taux dépasse 100%. En dépit de ces considérations, il faut noter que les TBA des filles apparaissent toujours plus élevés que ceux des garçons (118% contre 108% en 2018-2019). Le gap

minimal de pourcentage entre les TBA des filles et des garçons dans ces deux dernières années est de 8%. D'ailleurs, tous les indices de parité filles/garçons sont supérieurs à 1. Ce qui implique qu'en première année d'enseignement primaire, les filles sont plus nombreuses que les garçons.

Au niveau régional, le TBA global a été estimé à 116% en 2017-2018 et à 113% en 2018-2019. Ces taux sont plus élevés dans le département de Rufisque où ils ont été en moyenne de 133%.

Par rapport aux variations, il ressort du tableau IV.17 que le TBA global a reculé dans toutes les circonscriptions administratives sauf au niveau du département de Dakar où il a haussé de 0,86 point de pourcentage. En outre, la variation a été plus importante dans le département de Pikine avec une baisse de 10 points de pourcentage en 2018-2019 faisant passer le TBA de ce département de 110% à 100%. Cette baisse a été simultanément notée chez les filles et chez les garçons amenant ainsi le TBA de ces derniers en deçà de 100% (95%, le seul TBA inférieur à 100% enregistré dans la région). Dans les départements de Guédiawaye et de Pikine, les TBA ont varié respectivement de -2,00 et de 0,06 points de pourcentage. Aussi, le sens de la variation des TBA n'a pas été identique chez les filles et les garçons. Pour exemple, il a été négatif chez les garçons dans toutes les circonscriptions administratives. Par contre chez les filles, les TBA ont été positifs uniquement dans les départements de Dakar et de Rufisque.

Par rapport à la scolarisation dans le cycle primaire, elle est mesurée à partir du Taux Brut de Scolarisation (TBS). Celui-ci correspond au rapport entre les effectifs des inscrits au cycle primaire tout âge confondu et la population ayant l'âge officiel de fréquenter ce cycle.

En 2018-2019, le TBS global de la région de Dakar a été estimé à 107,38% soit une hausse de 0,62 point de pourcentage par rapport à l'année scolaire 2017-2018. Comme pour les TBA, les TBS les plus élevés ont été enregistrés dans le département de Rufisque avec 116% en 2017-2018 et 121% en 2018-2019. Le département de Pikine apparaît comme l'unique circonscription ayant des TBS inférieurs à 100% (94% en moyenne). Quant au département de Dakar, il a vu son TBS baisser de 2 points de pourcentage en allant de 110% à 108%. Enfin, les taux enregistrés dans le département de Guédiawaye avoisinent ceux de Dakar.

Tableau IV. 18 : Evolution du Taux Brut de Scolarisation (TBS) selon le sexe, par circonscription administrative

Indicateurs	Années	TBS Garçons	TBS Filles	TBS Global	Indice de parité F/G
Département de Dakar	2017 / 2018	106,60	114,00	110,30	1,07
	2018 / 2019	102,58	112,84	107,65	1,10
	Variation en point de %	-4,02	-1,16	-2,65	2,86
Département de Guédiawaye	2017 / 2018	100,14	112,27	106,14	1,12
	2018 / 2019	100,78	113,56	107,08	1,13
	Variation en point de %	0,64	1,29	0,94	0,51
Département de Pikine	2017 / 2018	89,43	99,37	94,34	1,11
	2018 / 2019	88,65	99,39	93,93	1,12
	Variation en point de %	-0,78	0,02	-0,41	0,90
Département de Rufisque	2017 / 2018	111,24	121,39	116,19	1,09
	2018 / 2019	113,79	128,36	120,87	1,13
	Variation en point de %	2,55	6,97	4,68	3,37
Région de Dakar	2017 / 2018	101,85	111,76	106,74	1,10
	2018 / 2019	101,45	113,54	107,38	1,12
	Variation en point de %	-0,40	1,78	0,64	1,89

Source : Données 2019, DPRE, inspections d'académie de Dakar, de Rufisque et de Pikine/Guédiawaye

Selon le sexe, les taux des filles restent supérieurs à ceux des garçons. La différence de pourcentage la plus faible est de 7% et celle la plus élevée est de 15%. Les indices de parité, tous supérieurs à 1, montrent que dans tout le cycle primaire, les filles prédominent sur les garçons et ceci dans toutes les circonscriptions administratives de la région de Dakar. Au niveau des départements, la même structure de répartition qu'au niveau régional est observée aussi bien chez les garçons que chez les filles.

De façon générale, le TBS ne renseigne que sur l'intensité de la scolarisation dans l'ensemble du cycle primaire mais n'informe en rien sur les différentes phases de ce cycle. Ainsi, il est important d'étudier d'autres indicateurs informant sur les différentes situations que peuvent rencontrer les élèves dans leur cursus. Il s'agit notamment du passage d'une classe à une autre ; du redoublement c'est-à-dire le fait de recommencer une même classe ou de faire une autre classe considérée comme de même niveau ; et de l'abandon qui correspond au fait de quitter le système scolaire. Ces différents flux sont évalués pour chaque classe du cycle primaire et sont appréhendés à partir des indicateurs suivants : taux de promotion, taux de redoublement et taux d'abandon.

Le taux de promotion : c'est le rapport entre le nombre de nouveaux inscrits dans une année d'études au début de l'année scolaire n par le nombre d'inscrits de la même cohorte dans l'année d'études inférieure au début de l'année scolaire n-1.

Le taux de redoublement : c'est le rapport entre le nombre d'élèves qui redoublent une classe au cours d'une année scolaire et le nombre total d'élèves au cours de l'année scolaire précédente.

Le taux d'abandon : c'est le rapport entre le nombre d'élèves inscrits au cours d'une année scolaire et qui quittent le système scolaire durant l'année scolaire pour une raison quelconque et le nombre total d'élèves inscrits au cours de cette année scolaire. La somme de ces taux devrait donner 100%.

Tableau IV. 19 : Répartition des flux selon le niveau d'étude par circonscription administrative

Circonscription administrative	Indicateur de flux	CI	CP	CE 1	CE 2	CM 1	CM 2
Département de Dakar	taux de promotion	98,35	92,16	90,11	94,18	83,88	90,66
	taux de redoublement	1,65	3,62	2,43	3,60	2,42	3,25
	taux d'abandon	0,00	4,22	7,46	2,22	13,70	6,09
Département de Guédiawaye	taux de promotion		97,52	96,41	96,78	93,32	82,76
	taux de redoublement	1,06	4,19	2,39	5,05	3,15	4,85
	taux d'abandon		-1,71	1,20	-1,83	3,53	12,39
Département de Pikine	taux de promotion		91,22	92,43	90,41	95,12	84,21
	taux de redoublement	0,79	3,98	2,02	4,76	2,62	6,27
	taux d'abandon		4,80	5,55	4,83	2,26	9,52
Département de Rufisque	taux de promotion		100,29	101,51	92,50	103,25	87,95
	taux de redoublement	0,72	5,30	2,33	6,32	3,07	6,78
	taux d'abandon		-5,59	-3,84	1,18	-6,32	5,27
Région de Dakar	taux de promotion	98,35	95,30	95,12	93,47	93,89	86,40
	taux de redoublement	1,06	4,27	2,29	4,93	2,82	5,29
	taux d'abandon	0,59	0,43	2,59	1,60	3,29	8,32

Source : Données 2019, DPRE, inspections d'académie de Dakar, de Rufisque et de Pikine/Guédiawaye

L'analyse de la répartition des flux selon le niveau d'étude à travers la région de Dakar indique que les taux de promotion les plus faibles sont généralement relevés dans la dernière classe du cycle primaire (CM2). Ainsi, dans la région de Dakar, le taux de promotion en CM2 a été estimé à 86% alors que dans les autres classes, il est au moins égal à 93%. Egalement, le redoublement et l'abandon sont plus fréquents en classe de CM2 où ils ont été en 2019 de 5% et de 8% respectivement dans la région de Dakar. L'évolution de ces indicateurs selon la classe varie un rythme diversifié. En effet, il est constaté que les taux de promotion au niveau de la région ont diminué de la classe de CI à la classe de CE2 puis ont haussé légèrement en CM1 avant repartir à la baisse en CM2. Pour les redoublements, mis à part la classe de CM2, les plus forts taux ont été enregistrés dans les classes de CP (4,27%) et de CE2 (4,93%) et pour les

autres classes, ils font moins de 3%. Concernant les abandons, ils ont été plus fréquents dans les classes de CE1 (2,59%) et de CM1 (3,29%).

A l'échelle départementale, le département de Dakar a enregistré le taux de promotion le plus élevé 91% en classe de CM2 et parallèlement, Guédiawaye a eu le taux le plus faible à ce niveau (83%). Les départements de Rufisque et de Pikine ont eu 88% et 84% respectivement comme taux de promotion en classe de CM2. Le département de Rufisque qui a l'habitude d'avoir des TBA et TBS les plus élevés a présenté dans plusieurs classes des taux de promotion supérieurs à 100% ; ce qui fait l'exception par rapport à l'ensemble des autres circonscriptions administratives. Après Rufisque, c'est le département de Guédiawaye qui a affiché les taux de promotion les plus élevés comparativement aux autres départements (sauf au niveau de la classe de CM2). Par rapport à l'abandon des élèves des écoles primaires au niveau des départements, la valeur record a été observée dans le département de Dakar particulièrement en classe de CM1 (14%) tandis que les plus faibles valeurs ont été repérées à Rufisque. Aussi, à l'analyse du tableau IV.19, il a été constaté que les redoublements ont été plus fréquents dans ce département. Dans les classes de CM2, le taux d'abandon le plus élevé a été enregistré à Guédiawaye (12%).

En somme, il apparaît que chaque circonscription administrative a ses indicateurs de flux qui lui sont spécifiques selon les classes et les taux de promotion les plus faibles sont généralement observés en classe de CM2. De plus, les abandons sont observés dans toutes classes au primaire. Ainsi est-il important de connaître la proportion des élèves ayant carrément achevé le cycle primaire. Ceci est évalué à travers le Taux d'Achèvement au Primaire (TAP) qui est aussi une mesure d'efficacité du système. Il exprime la proportion des élèves nouvellement admis en dernière année d'un cycle par rapport à l'effectif de la population d'âge théorique au niveau concerné (11ans).

Dans la région de Dakar, les TAP des années scolaires 2017-2018 et 2018-2019 ont été respectivement de 81% et de 85%. Le département de Pikine continue à enregistrer les TAP les plus faibles comme dans les années précédentes malgré qu'il y ait eu une évolution de 5 points de pourcentage faisant passer son TAP de 69% à 74% entre 2017-2018 et 2018-2019. Le département de Rufisque qui venait après Pikine en 2017-2018, a fait beaucoup de progrès par rapport l'achèvement du cycle primaire avec son TAP qui a augmenté de 11 points de pourcentage lui conférant alors en 2018-2019, le titre du département ayant le meilleur TAP (93%). Le département de

Guédiawaye quant à lui a vu son TAP reculer de 3 points de pourcentage et a constitué d'ailleurs le seul département où le TAP a baissé. Enfin, le département de Dakar qui occupait la première place en 2017-2018, se positionne après Rufisque avec un TAP de 89%.

Tableau IV. 20 : Evolution du Taux d'Achèvement du Primaire (TAP) selon le sexe, par circonscription administrative

Indicateurs	Années	Dakar	Guédiawaye	Pikine	Rufisque	Région de Dakar
TAP Garçons	2017 / 2018	80,73	81,06	64,79	76,74	75,83
	2018 / 2019	83,32	77,37	68,17	82,62	77,87
	Variation en point de %	2,59	-3,69	3,38	5,88	2,04
TAP Filles	2017 / 2018	92,49	90,55	72,96	88,04	86,01
	2018 / 2019	95,32	88,67	79,35	104,03	91,84
	Variation en point de %	2,83	-1,88	6,39	15,99	5,83
TAP Global	2017 / 2018	86,62	85,92	68,90	82,29	80,93
	2018 / 2019	89,33	83,14	73,78	93,11	84,84
	Variation en point de %	2,71	-2,78	4,88	10,82	3,91

Source : Données 2019, DPRE, inspections d'académie de Dakar, de Rufisque et de Pikine/Guédiawaye

Par rapport au sexe, il ressort du tableau ci-dessus que les TAP des filles sont partout plus élevés que ceux des garçons. De plus, leur variation a été plus importante avec une hausse du TAP des filles de 6 points de pourcentage contre 2 points de pourcentage pour les garçons. Au niveau départemental, comme noté plus haut, la plus forte variation a été obtenue à Rufisque où le TAP des filles a augmenté de 16 points de pourcentage et celui des garçons de 6 points de pourcentage. De façon globale, les TAP ont évolué positivement dans tous les départements sauf au niveau de Guédiawaye.

IV.3. LE MOYEN SECONDAIRE GENERAL

Le cycle du moyen secondaire général est composé du cycle d'enseignement moyen général et celui de l'enseignement secondaire. L'enseignement moyen général doit recevoir les élèves âgés de 12 à 15 ans pour un cycle de 4 ans au bout duquel ils passent le Brevet de Fin d'Etudes Moyennes (BFEM). Il est suivi du cycle de l'enseignement secondaire qui doit recevoir la population des enfants âgés de 16 à 18 ans pour 3 ans d'études de la seconde à la terminale dans les séries littéraires et scientifiques avec leurs options, sanctionnées par le baccalauréat.

IV.3.1. LA TRANSITION

La transition fait allusion au passage du cycle primaire au cycle moyen ou du cycle moyen au cycle secondaire. Pour l'apprécier, l'indicateur le plus couramment utilisé est le taux de transition. D'une part, il permet de déterminer la proportion des élèves de la classe de CM2 de l'année précédente qui passe en classe de 6^{ème} des collèges à l'année suivante et d'autre part, celle des élèves de la classe de 3^{ème} qui passent en classe de 2^{nde} des lycées de l'année suivante.

Tableau IV. 21: Évolution du taux de transition selon le cycle et le sexe au cours des années scolaires 2017-2018 et 2018-2019 par circonscription administrative

Cycle	scolaire	Sexe	Dép. Dakar	Dép. Guédiawaye	Dép. Pikine	Dép. Rufisque	Région de Dakar	Sénégal
Moyen	2017/2018	Masc.	87,71	84,98	74,68	80,95	82,08	69,90
		Fem.	89,58	85,83	75,78	77,09	82,07	66,70
		Ens.	88,68	85,44	75,27	78,60	82,00	68,20
	2018/2019	Masc.	91,63	91,51	79,96	84,08	86,80	75,80
		Fem.	89,82	89,63	80,86	85,47	86,45	72,30
		Ens.	90,66	90,50	80,44	84,81	86,60	73,90
	Variation en point de %	Masc.	3,92	6,53	5,28	3,13	4,72	5,90
		Fem.	0,24	3,80	5,08	8,38	4,38	5,60
		Ens.	1,98	5,06	5,17	6,21	4,60	5,70
Secondaire	2017/2018	Masc.	70,01	87,55	54,16	49,58	65,33	61,00
		Fem.	70,65	89,52	55,98	51,48	66,91	57,80
		Ens.	70,36	88,64	55,17	50,64	66,20	59,30
	2018/2019	Masc.	67,79	90,81	60,64	61,92	70,29	61,68
		Fem.	71,77	87,10	54,37	60,93	68,54	58,99
		Ens.	70,00	88,72	57,09	61,37	69,30	60,25
	Variation en point de %	Masc.	-2,22	3,26	6,48	12,34	4,97	0,68
		Fem.	1,12	-2,42	-1,61	9,45	1,63	1,19
		Ens.	-0,36	0,08	1,92	10,73	3,09	0,95

Source : Données 2019, DPRE, inspections d'académie de Dakar, de Rufisque et de Pikine/Guédiawaye

A l'analyse du tableau présentant les taux de transition selon le sexe et la circonscription administrative, il est constaté que l'ensemble des taux de transition de la région ont connu une évolution positive. En 2018-2019, le taux de transition global de la région de Dakar a été évalué à 87% dans le cycle moyen et à 69% dans le cycle secondaire avec des variations respectifs de 5 et 3 points de pourcentage.

Pour ces taux de transition, ceux des filles ne sont toujours supérieurs à ceux des garçons comme à l'accoutumée. En effet, dans le cycle moyen, les taux de transition des filles et des garçons étaient équivalents en 2017-2018 mais en 2018-2019, le nombre de garçons ayant dépassé le cycle primaire était légèrement plus élevé (87%

contre 86%). Parallèlement dans le cycle secondaire, le taux de transition de filles était plus grand que celui des garçons en 2017-2018 (67% contre 65%) mais à l'année suivante, la situation s'inverse (69% contre 70%). Par ailleurs, il est noté que de façon générale, les taux de transition du cycle secondaire sont plus petits que ceux du cycle moyen.

Au niveau des départements, les taux de transition les plus élevés du cycle moyen ont été retrouvés dans le département de Dakar alors que dans le cycle secondaire, c'est Guédiawaye qui a affiché les meilleurs taux. Ces départements se succèdent dans les deux cycles. Après viennent les départements de Pikine et de Rufisque avec Rufisque qui a les meilleurs taux de transition que Pikine dans le cycle moyen mais de cycle secondaire, le département de Rufisque arrive en dernière position. Ces situations concernent conjointement les deux années scolaires étudiées.

Par ailleurs, en comparant les valeurs obtenues dans la région avec les données à l'échelle nationale, il est constaté que les taux de transition de la région de Dakar sont de loin meilleurs que ceux du Sénégal. Ainsi, ceci reflète la qualité de l'éducation de Dakar face aux autres régions du pays.

IV.3.2. LES INFRASTRUCTURES

La répartition et l'évolution du nombre d'établissements et de groupes pédagogiques dans les cycles moyen et secondaire général est faite selon le cycle, le statut de l'établissement et la circonscription administrative. En 2017-2018, il a été dénombré 284 établissements dont 111 publics et 173 privés. A l'année scolaire suivante, une évolution de 8% du nombre d'établissements global a été notée l'amenant ainsi au nombre de 308 dont 112 publics et 196 privés. Il apparaît alors que la quasi-totalité des nouveaux établissements d'enseignement moyen de l'année 2018-2019 sont privés. Quant aux groupes pédagogiques du cycle moyen, leur nombre est passé de 2 693 à 2 857. En 2017-2018, les départements de Dakar et de Pikine avaient presque le nombre de groupes pédagogiques (816 et 814 respectivement). Ils étaient suivis de Rufisque (690) puis de Guédiawaye (313). Cependant, en 2018-2019, ces nombres ont connu diverses variations. Le département de Guédiawaye qui avait le plus faible nombre de groupes pédagogiques a perdu 20 de ses groupes soit une diminution de 5%. Tous les autres départements ont eu une hausse mais plus considérablement dans le département de Rufisque où le nombre de groupes pédagogiques est passé de 690 à 784 soit une augmentation de 14%. Après vient celui de Pikine qui a eu une hausse

de 10%. Dans le département de Dakar, il n'y a eu que 5 nouveaux groupes pédagogiques.

Tableau IV. 22 : Répartition et évolution du nombre d'établissements et de Groupes Pédagogiques (GP) dans les cycles moyen et secondaire selon le statut et la circonscription administrative

Cycle	année scolaire	Statut	Dakar	Guédiawaye	Pikine	Rufisque	Région de Dakar
Moyen	2017/ 2018	Public	37	12	30	32	111
		Privé	54	32	61	26	173
		Total	91	44	91	58	284
		Nb. GP	816	373	814	690	2 693
	2018 / 2019	Public	37	11	31	33	112
		Privé	59	27	77	33	196
		Total	96	38	108	66	308
		Nb. GP	821	353	899	784	2 857
	Variation en %	Public	0,00	-8,33	3,33	3,13	0,90
		Privé	9,26	-15,63	26,23	26,92	13,29
		Total	5,49	-13,64	18,68	13,79	8,45
		Nb. GP	0,61	-5,36	10,44	13,62	6,09
Secondaire	2017/ 2018	Public	4	5	7	12	28
		Privé	3	33	96	25	157
		Total	7	38	103	37	185
		Nb. GP	194	614	1337	312	2457
	2018 / 2019	Public	4	5	7	12	28
		Privé	3	34	96	33	166
		Total	7	39	103	45	194
		Nb. GP	164	628	1359	358	2509
	Variation en %	Public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		Privé	0,00	3,03	0,00	32,00	5,73
		Total	0,00	2,63	0,00	21,62	4,86
		Nb. GP	-15,46	2,28	1,65	14,74	2,12

Source : Données 2019, DPRE, inspections d'académie de Dakar, de Rufisque et de Pikine/Guédiawaye

Concernant la répartition des établissements d'enseignement primaire dans les départements, il ressort du tableau IV.22 qu'en 2017-2018, les départements de Dakar et Pikine ont eu le plus grand nombre d'établissements d'enseignement moyen tandis qu'en 2018-2019, le département de Pikine a dépassé celui de Dakar avec une hausse de 19%. Ils sont suivis de Rufisque et de Guédiawaye avec respectivement 66 et 38 établissements.

Par rapport au statut des établissements, les écoles privées sont plus nombreuses que celles publiques dans tous les départements mis à part celui de Rufisque. Dans ce département, les écoles publiques ont été plus nombreuses que les écoles privées en 2017-2018 mais à l'année suivante, leur nombre a été équivalent (33).

Dans le cycle secondaire, le nombre d'établissement qui y est dénombré est moins nombreux (185 en 2017-2018 et 194 en 2018-2019). Quant aux groupes pédagogiques, ils ont été respectivement de 2 457 et 2 509 avec plus de la moitié abrités par le département de Pikine (54% en moyenne). Viennent ensuite, les départements de Guédiawaye, Rufisque puis Dakar.

Suivant les statuts des établissements secondaires, ceux du public ont été du nombre de 28 durant chacune des deux années. Egalement, au niveau des départements, aucune évolution n'a été notée sur leur nombre. Quant aux écoles privées, elles restent plus nombreuses dans le cycle secondaire sauf au niveau du département de Dakar.

En dehors des établissements dont le cycle d'enseignement est moyen ou secondaire exclusivement, il existe des écoles de caractère mixte présentant conjointement les deux cycles. Durant l'année scolaire 2018-2019, le département de Dakar en a compté 95 contre 87 à l'année scolaire précédente. Ainsi, une hausse de 9% a été constatée et a concerné uniquement les écoles privées qui sont passés de 77 à 85 établissements. Pour les autres départements, l'information est indisponible.

IV.3.3. LE PERSONNEL

En 2019, le personnel enseignant des établissements de cycle moyen de la région de Dakar était dénombré à 5 936 dont 4 568 hommes soit 77% du personnel enseignant. Ce personnel était constitué de 3 012 permanents, de 1 038 contractuels et de 1 886 vacataires représentant respectivement 51%, 17% et 32% du personnel enseignant du cycle moyen. Aussi, quel que soit le sexe, les permanents restent plus nombreux et sont suivis des vacataires puis des contractuels.

Suivant le statut des établissements, le tableau IV.23 permet de voir que le personnel enseignant est plus présent dans les écoles privées (3 063 enseignants soit 52%) que dans celles publiques (2 873 enseignants soit 48%). La présence des hommes enseignants dans les écoles du cycle moyen a été plus remarquable dans les écoles privées où ils ont représenté 87% des enseignants alors que dans le public, ils ont été de 67% en 2019. En outre, la répartition du personnel selon leur corps diffère le type d'établissements. En effet, à l'analyse du tableau ci-après, il est constaté que dans les écoles privées, ce sont les vacataires qui sont plus nombreux alors que dans le public, ce sont les permanents qui prédominent.

Tableau IV. 23 : Répartition du personnel enseignant du cycle moyen selon le corps, le statut des établissements et le sexe, par circonscription administrative

Circonscription administrative	Corps	Public			Privé			Total		
		H	F	Ens.	H	F	Ens.	H	F	Ens.
Département de Dakar	Permanents	489	389	878	111	35	146	600	424	1 024
	Contractuels	31	29	60	348	57	405	379	86	465
	Vacataires	5	5	10	604	111	715	609	116	725
	Total	525	423	948	1 063	203	1 266	1 588	626	2 214
Département de Guédiawaye	Permanents	190	102	292	36	3	39	226	105	331
	Contractuels	36	11	47	80	3	83	116	14	130
	Vacataires	1	1	2	156	12	168	157	13	170
	Total	227	114	341	272	18	290	499	132	631
Département de Pikine	Permanents	558	202	760	105	7	112	663	209	872
	Contractuels	67	26	93	168	25	193	235	51	286
	Vacataires	9	4	13	867	103	970	876	107	983
	Total	634	232	866	1 140	135	1 275	1 774	367	2141
Département de Rufisque	Permanents	454	196	650	114	21	135	568	217	785
	Contractuels	50	14	64	85	8	93	135	22	157
	Vacataires	1	3	4	3	1	4	4	4	8
	Total	505	213	718	202	30	232	707	243	950
Région de Dakar	Permanents	1 691	889	2 580	366	66	432	2 057	955	3 012
	Contractuels	184	80	264	681	93	774	865	173	1 038
	Vacataires	16	13	29	1 630	227	1 857	1 646	240	1 886
	Total	1 891	982	2 873	2 677	386	3 063	4 568	1 368	5 936

Source : Données 2019, DPPE, inspections d'académie de Dakar, de Rufisque et de Pikine/Guédiawaye

Au niveau des départements, la majeure partie du personnel enseignant des écoles primaires sont à Dakar (37%) et Pikine (36%). Quant aux départements de Rufisque et de Guédiawaye, ils ont regroupé respectivement 16% et 11% du personnel enseignant. Comme au niveau régional, les hommes prédominent dans tous les départements et quel que soit le statut de l'établissement. Outre ceci, les permanents restent plus nombreux dans les établissements publics alors que dans les écoles privées, la plupart des enseignants sont des vacataires. Seul le département fait l'exception en présentant plus de permanents dans ses écoles privées. D'ailleurs, dans ce département 4 vacataires uniquement y ont été dénombrés en 2019. Ainsi, à Rufisque, la répartition des enseignants selon leur corps a la même structure dans les deux types d'établissements à l'opposé des autres départements.

Dans le cycle secondaire, le nombre d'enseignants en service au cours de l'année 2019 a été de 3 646 dont seulement 497 femmes (14%). Comme dans le cycle moyen, les permanents sont plus nombreux dans les établissements d'enseignement secondaires en représentant 47% du personnel. Ils sont suivis des vacataires qui ont constitué

39% du personnel puis des contractuels (14%). Ces tendances sont aussi les mêmes en considérant la répartition selon le sexe.

Tableau IV. 24 : Répartition du personnel enseignant du cycle secondaire selon le corps, le statut des établissements et le sexe, par circonscription administrative

Circonscription administrative	Corps	Public			Privé			Total		
		H	F	Ens.	H	F	Ens.	H	F	Ens.
Département de Dakar	Permanents	265	121	386	29	5	34	294	126	420
	Contractuels	18	5	23	135	16	151	153	21	174
	Vacataires	4	2	6	364	26	390	368	28	396
	Total	287	128	415	528	47	575	815	175	990
Département de Guédiawaye	Permanents	321	87	408	58	5	63	379	92	471
	Contractuels	52	6	58	20	1	21	72	7	79
	Vacataires	0	0	0	185	10	195	185	10	195
	Total	373	93	466	263	16	279	636	109	745
Département de Pikine	Permanents	313	67	380	100	5	105	413	72	485
	Contractuels	36	5	41	156	8	164	192	13	205
	Vacataires	13	4	17	732	47	779	745	51	796
	Total	362	76	438	988	60	1 048	1 350	136	1 486
Département de Rufisque	Permanents	263	67	330	19	1	20	282	68	350
	Contractuels	20	4	25	10	2	12	30	6	37
	Vacataires	3	1	4	32	2	34	35	3	38
	Total	286	72	359	61	5	66	347	77	425
Région de Dakar	Permanents	1 162	342	1 504	206	16	222	1 368	358	1 726
	Contractuels	126	20	147	321	27	348	447	47	495
	Vacataires	20	7	27	1 313	85	1 398	1 333	92	1 425
	Total	1 308	369	1 678	1 840	128	1 968	3 148	497	3 646

Source : Données 2019, DPRE, inspections d'académie de Dakar, de Rufisque et de Pikine/Guédiawaye

Concernant la répartition des enseignants du secondaire selon le statut de l'établissement, ils sont plus fréquents dans le privé (1 698 enseignants soit 54%). La structure de la répartition des enseignants selon leur corps et le statut de leur établissement reste le même que dans le cycle moyen. Les permanents sont plus fréquents dans les écoles publiques et les vacataires plus dominants dans les écoles privées. De plus, les contractuels ont représenté le deuxième corps dans les écoles publiques mais dans les écoles privées, ce sont les permanents qui viennent après les vacataires.

Par rapport à la répartition par sexe selon le type d'établissement, il ressort du tableau que la proportion des hommes a représenté 93% dans les écoles privées tandis que dans les écoles publiques, ils ont constitué 78% du personnel enseignant.

Suivant les départements, cette fois ci, les enseignants ont été plus nombreux dans le département de Pikine en regroupant 41% des enseignants des établissements secondaires de la région en 2019. Ensuite, viennent respectivement les départements de Dakar (27%), de Guédiawaye (20%) et de Rufisque (12%). Ces enseignants ne sont pas toujours plus nombreux dans les écoles privées comme au niveau régional. En effet, dans les départements de Guédiawaye et de Rufisque, il y a été dénombré plus d'enseignants dans le public que dans le privé. En revanche, suivant le corps des enseignants, la structure observée au niveau départemental est la même qu'au niveau régionale. Le corps des permanents restent le premier corps dans les établissements publics et dans ceux privés, les vacataires occupent la première place et ceci dans tous les départements.

Dans les établissements mixtes c'est-à-dire ceux du cycle moyen-secondaire, les données ne sont disponibles que pour le département de Dakar. En 2019, il a été dénombré 1 433 enseignants dans les établissements mixtes dont 1 211 hommes. D'ailleurs, les hommes prédominent quel que soit le type d'établissement.

Tableau IV. 25 : Répartition du personnel enseignant du cycle moyen-secondaire selon le corps, le statut des établissements et le sexe dans le département de Dakar

Circonscription administrative	Corps	Public			Privé			Total		
		H	F	Ens.	H	F	Ens.	H	F	Ens.
Département de Dakar	Permanents	301	105	406	146	25	171	447	130	577
	Contractuels	11	5	16	350	45	395	361	50	411
	Vacataires	3	2	5	400	40	440	403	42	445
	Total	315	112	427	896	110	1006	1211	222	1433

Source : Données 2019, DPRE, inspections d'académie de Dakar, de Rufisque et de Pikine/Guédiawaye

L'ensemble des statistiques susmentionnées ont présenté des variations diverses entre 2017-2018 et 2018-2019. Dans le cycle moyen, l'effectif du personnel enseignant de la région de Dakar a connu une hausse de 5% tiré particulièrement par l'augmentation du nombre d'enseignants dans le privé (10%). Le nombre d'enseignants du public a diminué dans la région notamment dans les départements de Dakar (6%) et de Pikine (4%). Le département de Dakar est la seule circonscription où le personnel enseignant a diminué (3%).

Par contre, dans le cycle secondaire, l'effectif du personnel enseignant de la région a plutôt connu une baisse dans le privé que dans le public. Cette baisse a été aperçue dans tous les départements sauf à Guédiawaye et a été plus intense à Rufisque (-

57%). Néanmoins dans le public, le personnel enseignant a été renforcé dans tous les départements. Ce qui fait que le personnel enseignant de la région a augmenté de 5%.

Quant aux écoles mixtes, le nombre d'enseignants a augmenté de 3% avec une diminution de 5% dans le public et 7% dans le privé.

Tableau IV. 26 : Evolution des effectifs du corps enseignant du moyen secondaire général selon le statut de l'établissement et la circonscription administrative

Cycle	Circonscription administrative	2017 / 2018			2018 / 2019			Variation		
		Public	Privé	Total	Public	Privé	Total	Public	Privé	Total
Moyen	Département de Dakar	1006	1309	2315	948	1266	2214	-5,77	-3,28	-4,36
	Département de Guédiawaye	287	423	710	341	535	876	18,82	26,48	23,38
	Département de Pikine	899	1405	2304	866	1579	2445	-3,67	12,38	6,12
	Département de Rufisque	590	345	935	601	450	1051	1,86	30,43	12,41
	Région de Dakar	2 782	3 482	6 264	2 756	3 830	6 586	-0,93	9,99	5,14
Secondaire	Département de Dakar	375	606	981	415	575	990	10,67	-5,12	0,92
	Département de Guédiawaye	462	358	820	466	453	919	0,87	26,54	12,07
	Département de Pikine	378	1305	1683	444	1280	1724	17,46	-1,92	2,44
	Département de Rufisque	476	237	713	662	103	765	39,08	-	56,54
	Région de Dakar	1 691	2 506	4 197	1 987	2 411	4 398	17,50	-3,79	4,79
Moyen-Secondaire	Département de Dakar	449	939	1388	427	1006	1433	-4,90	7,14	3,24
	Département de Guédiawaye	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Département de Pikine	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Département de Rufisque	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Région de Dakar	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Source : Données 2019, DPRE, inspections d'académie de Dakar, de Rufisque et de Pikine/Guédiawaye

Concernant leur répartition selon le diplôme académique, il ressort du tableau IV.27, que quel que soit le cycle, les enseignants des établissements moyen-secondaires ont au moins le Brevet de Fin d'Etudes Moyennes (BFEM). Les titulaires de ce diplôme ont représenté respectivement 3% et 2% dans le cycle moyen et dans le cycle secondaire. Dans le cycle moyen, ce sont les titulaires de baccalauréat qui prédominent (43%) alors que dans le cycle secondaire, la majorité des enseignants ont au moins la maîtrise (50%). Après ceux-ci, viennent les enseignants ayant eu juste la licence qui ont constitué 28% des enseignants dans le cycle moyen et 35% dans le cycle secondaire. Pour le cycle moyen, il s'en suit les enseignants ayant au moins la maîtrise (16%), le DEUG (10%) puis le BFEM (3%). Dans le cycle secondaire, la maîtrise et la Licence

étant les principaux diplômes, la proportion des autres types de diplôme ne fait que 14% avec les titulaires de baccalauréat qui viennent juste après ceux qui ont eu la Licence.

Tableau IV. 27 : Répartition du corps enseignant du moyen secondaire général par sexe et selon le diplôme académique

Diplôme académique	Moyen			Secondaire			Moyen-Secondaire (pour département de Dakar uniquement)		
	Hom.	Fem.	Ens.	Hom.	Fem.	Ens.	Hom.	Fem.	Ens.
Maîtrise et +	865	171	1036	1927	293	2220	539	101	640
Licence	1465	385	1850	1344	226	1570	391	75	466
DEUG	530	117	647	154	12	166	93	15	108
BAC	2130	707	2837	361	34	395	154	27	181
BFEM	193	33	226	70	2	72	34	4	38
CFEE	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autre	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sans diplôme	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	5 183	1 413	6 596	3 856	567	4 423	1 211	222	1 433

Source : Données 2019, DPRE, inspections d'académie de Dakar, de Rufisque et de Pikine/Guédiawaye

IV.3.4. LES EFFECTIFS

En 2017-2018, les élèves fréquentant les établissements du cycle moyen ont été dénombrés à 163 077 au niveau de la région de Dakar. Ce nombre a eu une évolution de 5% durant l'année scolaire suivante en passant à 202 356 élèves. La majorité de ces élèves sont dans les écoles publiques. En 2017-2018, 69% des élèves inscrits au cycle moyen sont dans le public. Cependant, en 2018-2019, la forte affluence des élèves vers les écoles privées a diminué cette proportion des élèves dans les établissements publics qui est estimée à 59% en 2018-2019. En effet, à cette année, l'effectif des élèves fréquentant les écoles privées du cycle moyen a augmenté de 65%. Quel que soit le statut de l'établissement, les effectifs des élèves ont connu un accroissement. Seulement, il est constaté une diminution d'effectif chez les filles fréquentant les écoles publiques de 2%.

Suivant le sexe, le pourcentage des filles dépasse toujours celui des garçons et a été plus élevé en 2017-2018 (55%) qu'à l'année qui a suivi (51%).

A l'échelle départementale, les établissements du cycle moyen du département de Dakar ont accueilli la plupart des élèves (42% en 2017-2018 et 35% en 2018-2019). Ce département a été suivi de Pikine (26% et 33%) puis de Rufisque (22% et 19%). Les écoles du cycle moyen du département de Guédiawaye ont le plus petit nombre d'élèves à instruire et ceci proportionnellement au nombre d'établissements qu'il compte.

Suivant le statut des établissements, il est noté que dans tous les départements, les écoles publiques sont plus fréquentées. Aussi, les filles restent majoritaires dans tous les départements et à chacune des deux années dans les deux types d'établissements sauf dans le département de Dakar en 2018-2019.

Par rapport au cycle secondaire, il accueille généralement moins d'élèves que le cycle moyen. En 2018-2019, il a été dénombré dans les établissements secondaires, 92 654 élèves dont 47 065 filles et 45 589 garçons. Ces chiffres ont fortement baissé par rapport à l'année scolaire qui a précédé. En effet, l'effectif total des élèves a diminué de 22% en moyenne avec un recul des effectifs de 27% chez les filles et 16% chez les garçons. Par ailleurs, paradoxalement, les établissements privés secondaires ont accueilli moins d'élèves que les écoles publiques en 2017-2018. Cependant, cette tendance s'est renversée en 2018-2019 avec une diminution importante des effectifs des élèves du privé. Aussi, comme pour les cycles antérieurs, les filles ont été plus nombreuses que les garçons.

Au niveau des départements, il ressort du tableau IV.28 que les tendances ont changé suivant les années. En 2017-2018, il y a eu plus d'élèves dans le département de Pikine (41%) alors qu'en 2018-2019, ce sont les établissements du département de Dakar qui ont accueilli plus d'élèves (35% à Dakar contre 30% à Pikine).

Concernant les différentes filières, il faut noter que dès l'entrée au cycle secondaire, les élèves sont orientés soit dans les séries littéraires, soit dans les séries scientifiques et ceci dépend conjointement du choix de l'élève et de ses résultats obtenus à l'examen du BFEM. Ainsi, il est constaté que la majorité des élèves sont dans les filières littéraires. Les filières scientifiques sont moins suivies. Globalement, les séries littéraires des établissements publics et privés ont compté 59 760 élèves en 2019 et pour les séries scientifiques, 32 080 élèves y ont été dénombrés. Néanmoins, les écoles publiques accueillent plus d'élèves des deux filières.

Tableau IV. 29 : Répartition des élèves de l'enseignement secondaire selon le Statut de l'établissement, le sexe, la série et le niveau, par circonscription administrative en 2019

Circonscription administrative	Niveau	Public			Privé			Total		
		Filles	Garçons	Total	Filles	Garçons	Total	Filles	Garçons	Total
Département de Dakar										
Séries littéraires	Seconde	1068	1874	2942	1614	1988	3602	2682	3862	6544
	Première	1022	1849	2871	1464	1727	3191	2486	3576	6062
	Terminale	1139	1983	3122	1843	2524	4367	2982	4507	7489
Séries scientifiques	Seconde	964	1235	2199	1142	1268	2410	2106	2503	4609
	Première	687	862	1549	1063	1157	2220	1750	2019	3769
	Terminale	750	761	1511	1033	1070	2103	1783	1831	3614
Département de Guédiawaye										
Séries littéraires	Seconde	1231	800	2031	717	590	1307	1948	1390	3338
	Première	1134	764	1898	747	598	1345	1881	1362	3243
	Terminale	1389	788	2177	1278	1010	2288	2667	1798	4465
Séries scientifiques	Seconde	1094	979	2073	165	183	348	1259	1162	2421
	Première	893	837	1730	156	175	331	1049	1012	2061
	Terminale	808	909	1717	286	326	612	1094	1235	2329
Département de Pikine										
Séries littéraires	Seconde	1693	1375	3068	1666	1262	2928	3359	2637	5996
	Première	1698	1350	3048	1659	1245	2904	3357	2595	5952
	Terminale	1419	980	2399	2552	1868	4420	3971	2848	6819
Séries scientifiques	Seconde	1071	1027	2098	796	730	1526	1867	1757	3624
	Première	606	667	1273	526	523	1049	1132	1190	2322
	Terminale	608	733	1341	704	756	1460	1312	1489	2801
Département de Rufisque										
Séries littéraires	Seconde	1367	835	2202	579	464	1043	1946	1299	3245
	Première	1268	886	2154	546	430	976	1814	1316	3130
	Terminale	1320	908	2228	696	553	1249	2016	1461	3477
Séries scientifiques	Seconde	793	772	1565	133	158	291	926	930	1856
	Première	542	564	1106	74	114	188	616	678	1294
	Terminale	445	493	938	242	200	442	687	693	1380
Région de Dakar										
Séries littéraires	Seconde	5359	4884	10243	4576	4304	8880	9935	9188	19123
	Première	5122	4849	9971	4416	4000	8416	9538	8849	18387
	Terminale	5267	4659	9926	6369	5955	12324	11636	10614	22250
Séries scientifiques	Seconde	3922	4013	7935	2236	2339	4575	6158	6352	12510
	Première	2728	2930	5658	1819	1969	3788	4547	4899	9446
	Terminale	2611	2896	5507	2265	2352	4617	4876	5248	10124

Source : Données 2019, DPRE, inspections d'académie de Dakar, de Rufisque et de Pikine/Guédiawaye

Quelle que soit la filière suivie, il est généralement constaté une diminution de l'effectif des élèves en classe de première. Suivant le sexe, la supériorité des filles sur les garçons n'a été notée que dans les filières littéraires. Dans les séries scientifiques, les garçons apparaissent particulièrement plus nombreux.

De même, au niveau départemental, une situation similaire y a été observée. Dans tous les départements, la majorité des élèves sont dans les écoles publiques et suivent les filières littéraires. Le département de Dakar ressort comme la seule circonscription où les filles sont partout moins nombreuses que les garçons. Les autres départements ont la même structure que la région. Par ailleurs, concernant la répartition interdépartementale, le département de Dakar reste en première position ayant accueilli 35% des élèves du cycle secondaire de la région. Il est respectivement suivi des départements de Pikine (30%), Guédiawaye (19%) puis Rufisque (16%).

5. L'INTENSITE DE LA FREQUENTATION ET PERFORMANCES DU MOYEN ET DU SECONDAIRE

Suivant que le cycle évolue, il est noté une diminution des Taux Brut de Scolarisation (TBS). En 2018, le TBS global de la région de Dakar a été de 75% dans le cycle moyen et 55% dans le cycle secondaire. A l'année suivante, ces TBS ont connu tous des évolutions positives. En effet, dans le cycle moyen, la variation a atteint 2,22 points de pourcentage alors que dans le cycle secondaire, elle a très faible (0,25 point de pourcentage). Pour les deux cycles, la variation a été plus considérable chez les filles que chez les garçons et d'ailleurs, le TBS des garçons du cycle secondaire a diminué de 1,18 point de pourcentage. Par ailleurs, les indices de parité filles/garçons reflètent tous une supériorité des garçons sur les filles puisqu'ils dépassent tous la valeur 1.

A l'échelle départementale, des disparités sont notées. Les TBS observés à Guédiawaye apparaissent comme les meilleurs et ceci dans les deux cycles. Néanmoins, ces TBS ont beaucoup chuté en 2019 dans le cycle secondaire particulièrement. En effet, dans les établissements d'enseignement secondaire du département de Guédiawaye, le TBS global a reculé de 7 points de pourcentage dont 6 points chez les filles et 9 points chez les garçons de 2018 à 2019. En revanche, ces variations étaient minimales dans le cycle moyen où le TBS global a baissé de moins d'un point de pourcentage en passant de 84,23% à 83,85%. Par ailleurs, les TBS les plus faibles ont été relevés dans le département de Pikine. Il est respectivement suivi des départements de Rufisque et de Dakar.

Tableau IV. 30 : Evolution des TBS et de l'Indice de parité du moyen et du secondaire selon le sexe, par circonscription administrative

Circonscription administrative	Cycle	Années	TBS Garçons	TBS Filles	TBS Global	Indice de parité F/G
Département de Dakar	Moyen	2018	77,08	84,26	80,80	1,09
		2019	78,15	86,47	82,45	1,11
		Variation en point de %	1,07	2,21	1,65	2,07
	Secondaire	2018	46,35	50,97	48,83	1,10
		2019	45,49	52,00	48,99	1,14
		Variation en point de %	-0,86	1,03	0,16	-1,20
Département de Guédiawaye	Moyen	2018	77,56	90,73	84,23	1,17
		2019	76,36	91,20	83,85	1,19
		Variation en point de %	-1,20	0,47	-0,38	-0,39
	Secondaire	2018	90,39	98,31	94,53	1,09
		2019	81,32	92,94	87,39	1,14
		Variation en point de %	-9,07	-5,37	-7,14	0,59
Département de Pikine	Moyen	2018	55,21	65,46	60,39	1,19
		2019	56,57	66,74	61,69	1,18
		Variation en point de %	1,36	1,28	1,30	0,94
	Secondaire	2018	35,13	37,89	36,54	1,08
		2019	35,07	39,90	37,53	1,14
		Variation en point de %	-0,06	2,01	0,99	-33,50
Département de Rufisque	Moyen	2018	67,51	81,29	72,91	1,20
		2019	71,66	87,04	79,23	1,21
		Variation en point de %	4,15	5,75	6,32	1,39
	Secondaire	2018	36,51	43,70	40,11	1,20
		2019	41,77	52,47	47,12	1,26
		Variation en point de %	5,26	8,77	7,01	1,67
Région de Dakar	Moyen	2018	69,34	80,44	74,58	1,16
		2019	70,69	82,86	76,81	1,17
		Variation en point de %	1,35	2,43	2,22	1,80
	Secondaire	2018	52,10	57,72	55,00	1,11
		2019	50,91	59,33	55,26	1,17
		Variation en point de %	-1,18	1,61	0,25	-1,36

Source : Données 2019, DPRE, inspections d'académie de Dakar, de Rufisque et de Pikine/Guédiawaye

Etant donné que le TBS ne renseigne que sur l'intensité de la scolarisation, il est important d'analyser les taux de flux comme effectué dans le cycle élémentaire. Ainsi, il s'agira de voir l'évolution des taux de promotion, de redoublement et d'abandon de la classe de 6^{ème} à la classe de terminale au cours de l'année 2019.

Durant tout le cycle moyen secondaire, les taux de promotion ont varié entre 81% et 88% au niveau de la région de Dakar dont les taux les plus faibles ont été relevés entre les classes de 3^{ème} et de 2^{nde} : 81,97% et 81,05% respectivement. Paradoxalement, le taux de promotion le plus élevé a été enregistré lors du passage

en classe de Terminale. Parallèlement, les redoublements ont été aussi plus intenses dans ces classes d'examen et plus encore en Terminale.

Au niveau des départements, tout comme pour la scolarisation, Guédiawaye a enregistré les meilleurs taux de promotion. Le niveau le plus faible a été répertorié en classe de 1^{ère} (86%). Ces forts taux de promotion ont induit une négativité des taux de redoublement de l'ensemble des classes du cycle moyen secondaire sauf celle de la 1^{ère}. Globalement, le plus faible taux de promotion a été noté dans le département de Pikine notamment en classe de 2^{nde} (57%) et dans tous les départements, les plus forts taux de redoublements sont obtenus en classe de Terminale. De façon générale, pour l'ensemble des départements, les niveaux des taux de promotion varient d'une classe à une autre et selon un rythme d'évolution irrégulier.

Tableau IV. 31 : Répartition des flux selon le niveau d'étude par circonscription administrative (%)

Circonscription administrative	Indicateurs de flux	6 ^{ème}	5 ^{ème}	4 ^{ème}	3 ^{ème}	2 ^{nde}	1 ^{ère}	Tle
Département de Dakar	taux de promotion	88,99	88,59	79,40	70,00	82,55	101,63	
	taux de redoublement	8,86	8,88	12,56	13,84	8,48	9,01	14,90
	taux d'abandon	2,15	2,52	8,04	16,15	8,97	-10,64	
Département de Guédiawaye	taux de promotion	103,74	90,40	101,74	99,09	97,77	86,49	126,21
	taux de redoublement	13,81	10,99	12,60	14,56	8,65	6,61	17,96
	taux d'abandon	-17,55	-1,39	-14,34	-13,65	-6,42	6,90	-44,17
Département de Pikine	taux de promotion	80,44	85,34	86,76	78,37	57,09	80,15	95,44
	taux de redoublement	10,96	12,72	14,87	18,28	15,61	11,64	24,21
	taux d'abandon	8,60	1,94	-1,63	3,35	27,30	8,21	-19,65
Département de Rufisque	taux de promotion		87,95	84,33	80,43	86,79	84,97	75,25
	taux de redoublement	5,93	11,70	12,05	15,67	19,57	13,21	15,03
	taux d'abandon		0,35	3,62	3,89	-6,35	1,82	9,72
Région de Dakar	taux de promotion		88,07	88,06	81,97	81,05	88,31	
	taux de redoublement	9,89	11,07	13,02	15,59	13,08	10,12	18,03
	taux d'abandon		0,86	-1,08	2,44	5,88	1,57	

Source : Données 2019, DPRE, inspections d'académie de Dakar, de Rufisque et de Pikine/Guédiawaye

En somme, il ressort de l'analyse de ce tableau (tableau IV.31) que les situations particulières sont observées dans les deux classes d'examen à savoir la 3^{ème} et la Terminale. A cet effet, il est important de voir les principaux résultats obtenus à l'issue des examens du BFEM et du BAC.

Au niveau régional, les taux de réussite moyens sont très faibles et n'ont même pas atteint 50%. Pour l'examen du BFEM, le taux de réussite a été évalué à 46% en 2018

et à 40% en 2019 soit une diminution de 6 points de pourcentage. Ces taux sont encore plus faibles à l'examen du baccalauréat où ils ont été estimés à 37% en 2018 et 41% en 2019. Au BFEM comme au baccalauréat, les taux de réussite des garçons restent meilleurs que ceux des filles bien qu'en terme de scolarisation, les filles prédominent dans les établissements des cycles moyen et secondaire.

Dans les départements, le département de Dakar a affiché les meilleurs taux de réussite. Ensuite, viennent respectivement les départements de Pikine et de Guédiawaye. Ainsi, les plus faibles taux de réussite aux examens des cycles moyen et secondaire ont été observés dans le département de Rufisque.

Tableau IV. 32 : Évolution de la proportion des admis au BFEM et au BAC selon le sexe et par circonscription administrative

Circonscription administrative	Sexe	BFEM			BAC		
		2017 / 2018	2018 / 2019	Variation (en point de %)	2017 / 2018	2018 / 2019	Variation (en point de %)
Département de Dakar	Garçons	54,06	47,40	-6,66	40,40	44,40	4,00
	Filles	50,95	46,90	-4,05	41,00	43,20	2,20
	Ensemble	52,24	47,10	-5,14	40,80	42,80	2,00
Département de Guédiawaye	Garçons	42,73	37,24	-5,49	38,10	45,20	7,10
	Filles	40,88	33,42	-7,46	36,76	39,90	3,14
	Ensemble	41,66	34,97	-6,69	37,40	42,30	4,90
Département de Pikine	Garçons	47,18	43,52	-3,66	38,90	45,50	6,60
	Filles	43,92	40,42	-3,50	36,20	40,00	3,80
	Ensemble	45,28	41,69	-3,59	37,40	42,50	5,10
Département de Rufisque	Garçons	49,20	37,80	-11,40	35,34	38,90	3,56
	Filles	42,04	36,20	-5,84	33,34	35,00	1,16
	Ensemble	45,06	36,80	-8,26	34,25	36,50	2,25
Région de Dakar	Garçons	48,29	41,49	-6,80	38,19	43,50	5,32
	Filles	44,45	39,24	-5,21	36,83	39,40	2,58
	Ensemble	46,06	40,14	-5,92	37,46	41,03	3,56

Source : Données 2019, DPRE, inspections d'académie de Dakar, de Rufisque et de Pikine/Guédiawaye

IV.4. L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE

L'Enseignement Technique et la Formation Professionnelle est l'un des sous-secteurs les plus complexes du secteur de l'éducation et de la formation. Les structures de formation professionnelle et technique prises en compte dans ce sous point sont celles qui sont sous la tutelle du Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle, celles qui sont reconnues ou ayant un arrêté d'ouverture et de fonctionnement délivré par le ministère de tutelle.

IV.4.1. LES INFRASTRUCTURES

Les structures de la Formation Professionnelle et Technique (FPT) sont composées de lycées d'enseignement technique et de Centres de Formation Professionnelle (CFP). Ces centres regroupent les Centres d'Enseignement Technique Féminin (CETF), les Foyers d'Enseignement Moyen Pratique (FEMP), les Centres Régionaux de Formation Professionnelle (CRFP), les Centres Départementaux de Formation Professionnelle (CDFP), le Centre de Formation Artisanale (CFA), les Centres de Perfectionnement des Artisans Ruraux (CPAR), les Centres Sectoriels de Formation (CSF), les instituts, les écoles et les complexes de formation. Aussi, ils peuvent être de différents niveaux : centres de niveau V (qui délivrent jusqu'au CAP et BEP), centres de niveau IV (qui délivrent jusqu'à BT) et centres de niveau III (qui délivrent jusqu'au BTS).

En 2019, il a été dénombré au total 120 établissements de FPT dans la région de Dakar. Ces établissements sont constitués de deux (02) lycées techniques qui sont toutes publiques et de 118 CFP dont les 104 sont privés. Ainsi, la région est composée de 16 établissements de FPT publics et de 104 établissements privés qui sont exclusivement des CFP. Ceci fait que 97% des CFP appartiennent à des privés.

Tableau IV. 33 : Répartition des établissements de formation professionnelle et technique selon le type et le statut

Année	Type d'établissement	Public	Privé	Total
2019	Lycée technique	2	0	2
	Centre de Formation Professionnelle (CFP)	14	104	118
	Total	16	104	120

Source : Rapport national sur l'emploi la formation professionnelle technique et l'artisanat, page 9

Concernant la répartition de ces établissements selon la circonscription administrative, il ressort du tableau IV.34 que la majorité est concentrée au niveau de Pikine-Guédiawaye (69 établissements sur les 120 existants dans la région). Ensuite, vient le département de Dakar qui a compté 35 établissements de FTP en 2019. Enfin, il y a le département de Rufisque qui ne regroupe que 16 des établissements de FTP. Par ailleurs, il faut noter que plus de la moitié des établissements publics se situent dans le département de Dakar (9 sur 16). Les départements de Pikine-Guédiawaye et Rufisque ont compté respectivement 3 et 4 établissements publics.

Tableau IV. 34 : Répartition des établissements de FPT selon le statut et la circonscription administrative

Inspection académique	public	privé	Total
Dakar	9	26	35
Pikine-Guédiawaye	3	66	69
Rufisque	4	12	16
Région	16	104	120

Source : Rapport national sur l'emploi la formation professionnelle technique et l'artisanat, page 10

IV.4.2. LE PERSONNEL

En 2019, le personnel enseignant des établissements de FPT a été dénombré à 2 122 dont 1 690 hommes et 432 femmes. La majeure partie d'entre eux sont dans des établissements privés (1 383 sur 2 122 soit 65%). Aussi, la prédominance des hommes sur les femmes reste quel que soit le type d'établissement.

Selon l'inspection académique ou la circonscription administrative, le tableau ci-après permet de voir que près de la moitié des enseignants servent dans le département de Dakar (1 043 sur 2 122 soit 49%). Les départements de Pikine et Guédiawaye ont regroupé en 2019, 842 enseignants dans les établissements de FPT (40%). De plus, à l'exception du département de Rufisque qui a plus d'enseignants dans ses établissements publics que privés, les enseignants du privé prédominent dans tous les autres départements.

Tableau IV. 35 : Répartition des enseignants des établissements de FPT selon le sexe et le statut de l'établissement

Inspection académique	Public			Privé			Total		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Dakar	159	38	197	806	40	846	965	78	1043
Pikine-Guédiawaye	261	126	387	332	123	455	593	249	842
Rufisque	70	85	155	62	20	82	132	105	237
Région	490	249	739	1200	183	1383	1690	432	2122

Source : Rapport national sur l'emploi la formation professionnelle technique et l'artisanat, page 41

Par ailleurs, il faut noter que comme dans les autres cycles, les enseignants des établissements publics de FPT ont également différents statuts : contractuels, fonctionnaires et vacataires. Dans toute la région, les vacataires apparaissent comme le groupe minoritaire (9 sur 739). Plus de la moitié des enseignants recensés en 2019 ont le titre de fonctionnaire (73%) et les contractuels n'ont représenté que 25%. Egalement, au niveau des départements, la même structure de la répartition des enseignants des établissements de FPT est obtenue quel que soit le sexe (cf. tableau IV.36).

Tableau IV. 36 : Répartition du personnel des établissements publics selon le sexe et leur statut

Inspection académique	Hommes				Femmes				Total			
	contractuels	Fonct.	vacataires	Total	contractuels	Fonct.	vacataires	Total	contractuels	Fonct.	vacataires	Total
Dakar	41	115	3	159	0	36	3	39	41	151	6	198
Pikine-Guédiawaye	53	206	2	261	29	97	0	126	82	303	2	387
Rufisque	29	41	0	70	37	47	1	85	66	88	1	155
Région	123	362	5	490	65	180	4	249	188	542	9	739

Source : Rapport national sur l'emploi la formation professionnelle technique et l'artisanat, page 41

IV.4.3. LES EFFECTIFS

En 2019, les apprenants des établissements de FPT de la région de Dakar ont été au nombre de 52 006. Les lycées techniques ont accueilli au total 4 398 apprenants et les CFP 47 608 apprenants. Il faut noter que la plupart des apprenants fréquentent les établissements privés de FPT qui sont exclusivement des CFP (39 944 apprenants soit un pourcentage de 76%). Les CFP publics de la région ont inscrits en 2019, 7 664 apprenants dont 4 692 garçons et 2 972 filles. Pour les CFP, la majorité des inscrits sont dans le département de Dakar tandis que pour les lycées techniques, plus de la moitié des apprenants sont au niveau de Pikine-Guédiawaye.

Par rapport à la répartition des apprenants suivant le sexe, il ressort du tableau ci-après que quel que soit le statut de l'établissement et le type, les garçons prédominent. Dans les lycées techniques, ces derniers ont fait 79% de l'effectif total des apprenants et 67% dans les CFP. Ainsi, les filles sont beaucoup plus présentes dans les CFP. D'ailleurs, dans certaines académies comme celles de Dakar et de Pikine-Guédiawaye, les filles ont prédominé sur les garçons notamment dans les CFP privés (voir tableau IV.37).

Tableau IV. 37 : Répartition des apprenants inscrits dans les établissements de FPT de la région de Dakar en 2019 selon le sexe et l'inspection académique

Inspection académique	Public							Privé			Total général
	Lycée technique			CFP			Total	CFP			
	Filles	Garçons	Total	Filles	Garçons	Total		Filles	Garçons	Total	
Dakar	283	1259	1542	2015	4352	6367	7909	13371	13227	26598	34507
Pikine-Guédiawaye	651	2205	2856	381	7	388	3244	4637	1481	6118	9362
Rufisque	0	0	0	576	333	909	909	1073	1280	2353	3262
Région	934	3464	4398	2972	4692	7664	12062	20218	27096	39944	52006

Source : Rapport national sur l'emploi la formation professionnelle technique et l'artisanat, page 19

IV.5. L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

L'enseignement supérieur est sous la tutelle du Ministère de la l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI) notamment la Direction Générale de l'Enseignement Supérieur. L'enseignement supérieur est très développé dans la région de Dakar. Il est composé d'une université qui comporte 6 facultés, des instituts et écoles. Les facultés de l'Université Cheikh Anta Diop (UCAD) sont les suivantes :

- la faculté des Sciences Economiques et de Gestion ;
- la faculté des Sciences et Technologies de l'Education et de la Formation (ex-Ecole Normale Supérieure) ;
- la faculté des Lettres et Sciences Humaines ;
- la faculté de Médecine Pharmacie d'Odontostomatologie ;
- la faculté des Sciences Juridiques et Politiques ;
- la faculté des Sciences et Techniques.

Quant aux Instituts et écoles supérieurs publics, ce sont : le Centre d'Etude des Sciences et Techniques de l'Information (CESTI), l'Ecole des Bibliothécaires, Archivistes et Documentalistes (EBAD), l'Ecole Normale Supérieure d'Enseignement Technique et Professionnel (ENSEPT), l'Ecole Supérieure Polytechnique (ESP), l'Institut National Supérieur de l'Education Populaire et du Sport (INSEPS), l'Institut Fondamental d'Afrique Noire (IFAN), l'Institut de Français pour les Etudiants Etrangers (IFEE), l'Institut de Recherches sur l'Enseignement de la Mathématique, de la Physique et de la Technologie (IREMPT), l'Institut de Pédiatrie Sociale (IPS), l'Institut des Sciences de l'Environnement (ISE), l'Institut de formation et de recherche en Population Développement et Santé de la reproduction (IPDSR), le Centre de Linguistique Appliquée de Dakar (CLAD), l'Institut Universitaire de Pêche et d'Aquaculture (IUPA), l'Institut de Santé et Développement (ISED), le Centre d'Etudes et de Recherches sur les Energies Renouvelables (CERER).

IV.5.1. LES INFRASTRUCTURES

Les différents types d'établissements d'enseignement supérieur retrouvés dans la région de Dakar sont les universités (incluant également les établissements d'enseignement supérieurs dont leur appellation renferme le terme « université ») et les autres types d'établissements d'enseignement supérieur. Durant l'année scolaire 2018-2019, la région a compté 147 établissements d'enseignement supérieur dont 9

publics et 138 privés. Parmi ces établissements, les universités n'ont représenté que 21 avec 7 seulement qui appartiennent à l'Etat. Aussi, la quasi-totalité des autres établissements d'enseignement supérieur sont privés (124 sur 126). Enfin, de 2018 à 2019, il n'y a eu qu'un seul nouvel établissement amenant ainsi le nombre d'universités publiques de 6 à 7. De plus, que le nombre d'établissements privés a diminué de 2017 à 2019 en passant de 149 à 138.

Tableau IV. 38 : Répartition et évolution du nombre d'établissements d'enseignement supérieur selon le type et le statut

Type établissement	Statut	2017/2018	2018/2019	Variation en %
Universités	Public	6	7	16,67
	Privé ⁹	14	14	0,00
	Total	20	21	5,00
Autres établissements d'enseignement supérieur	Public	2	2	0,00
	Privé	124	124	0,00
	Total	126	126	0,00
Total	Public	8	9	12,50
	Privé	138	138	0,00
	Total	146	147	0,68

Source : Données 2019, Direction générale de l'Enseignement Supérieur

IV.5.2. LE PERSONNEL ENSEIGNANT

Durant ces deux dernières années scolaires à savoir 2017-2018 et 2018-2019, le nombre total d'enseignants permanents des Etablissements d'Enseignement Supérieur (EES) publics est passé de 2 218 à 2 131. Ce corps reste toujours dominé par les hommes qui ont représenté en 2018-2019, 85% de l'effectif des enseignants permanents des EES publics.

Concernant les EES privés, les statistiques sur le personnel enseignant sont toujours difficiles à avoir à cause de la non maîtrise des flux de ce personnel.

Tableau IV. 39 : Répartition et évolution du nombre d'enseignants dans les établissements d'enseignement supérieur selon le type et le statut

Type établissement	Statut	2017/2018	2018/2019
EES¹⁰ publics (enseignants permanents)	Masculin	ND	1803
	Féminin	ND	328
	Total	2 218	2 131
EES privés	Masculin	ND	ND
	Féminin	ND	ND
	Total	ND	ND
Total	Masculin	ND	ND
	Féminin	ND	ND
	Total	ND	ND

Source : Données 2019, Direction générale de l'Enseignement Supérieur

⁹ Il s'agit d'établissements privés d'enseignement supérieur qui porte le terme « université » dans leur appellation

¹⁰ Établissements d'enseignement supérieur

IV.5.3. LES EFFECTIFS DES ETUDIANTS

Les étudiants des EES publics et privés de la région de Dakar ont été estimés à 195 207 en 2018-2019 et à 190 145 soit une évolution de 3%. Ils sont majoritairement constitués d'hommes : 60% en 2017-2018 et 57% en 2018-2019. Ainsi, il est constaté une diminution de l'effectif des hommes et parallèlement une hausse de 10% de l'effectif des femmes. Aussi, la plupart des étudiants fréquentent les établissements publics. En effet, de 2017 à 2019, leur effectif est passé de 123 281 à 128 179 soit une hausse de 4%. Cette hausse a plus touché l'effectif des étudiantes qui a augmenté de presque 10%.

Tableau IV. 40 : Répartition et évolution du nombre d'étudiants dans les établissements d'enseignement supérieur selon le type et le statut

Type établissement	Statut	2017/2018	2018/2019	Variation en %
EES publics	Masculin	75 990	76 349	0,47
	Féminin	47 291	51 830	9,60
	Total	123 281	128 179	3,97
EES privés	Masculin	38 020	35 160	-7,52
	Féminin	28 844	32 048	11,11
	Total	66 864	67 061	0,29
Total	Masculin	114 010	111 424	-2,27
	Féminin	76 135	83 783	10,05
	Total	190 145	195 207	2,66

Source : Données 2019, Direction générale de l'Enseignement Supérieur

Concernant les EES privés, il y a été recensé un nombre de 67 061 étudiants. Dans ces types d'établissements, l'écart entre l'effectif des hommes et celui des femmes est moins important par rapport aux EES publics. En effet, l'effectif des femmes a été de 32 048 contre 35 160 pour les hommes.

Parlant des étudiants qui sont exclusivement au niveau de l'université Cheikh Anta Diop de Dakar, ils ont été au nombre de 79 141 durant l'année scolaire 2018-2019 et de 79 090 en 2017-2018.

Tableau IV. 41 : Répartition et évolution des effectifs d'étudiants de l'UCAD selon le sexe

UCAD	Statut	2017/2018	2018/2019	Variation en %
EES public	masculin	49 615	48 561	-2,12
	Féminin	29 475	30 580	3,75
	Total	79 090	79 141	0,06

Source : Données 2019, Direction générale de l'Enseignement Supérieur

Ces étudiants peuvent être répartis selon les différents niveaux d'étude existant à l'UCAD. Jusqu'au niveau de Master 1, il est constaté que l'effectif des étudiants diminue

progressivement. Cependant, à partir de la Master 2, l'effectif des étudiants a augmenté avant de repartir à la baisse dans le cycle de doctorat.

Tableau IV. 42 : Répartition des effectifs d'étudiants de l'UCAD selon le niveau d'étude en 2019

UCAD		Nombre d'Etudiants /niveau						
Niveau		L1+ DUT1	L2+ DUT2	L3	M1	M2	Doctorat	TOTAL
Effectif	2017	24 872	16 827	14 064	8 104	8 209	5 029	77 105
	2018	24 007	16 129	15 233	7 963	9 647	6 111	79 090
	2019	26 001	14 420	14 876	8 067	9 122	6 655	79 141

Source : Données 2019, Direction générale de l'Enseignement Supérieur

CONCLUSION

Le système éducatif de la région de Dakar est très dynamique. En effet, d'une année à une autre, divers changements apparaissent au niveau des statistiques des différents indicateurs étudiés. Il s'agit notamment des infrastructures, du personnel, des effectifs et de la performance éventuellement au niveau des cycles scolaires.

D'après les résultats analysés, des efforts remarquables sont en train d'être menés par rapport aux infrastructures scolaires avec celles de la petite enfance, de l'élémentaire et moyen-secondaire général qui ont vu leur nombre augmenter de 6%, 4% et 7% respectivement entre les années scolaires 2017-2018 et 2018-2019. Cette évolution est également observée au niveau des Centres de Formations Professionnelles et un peu dans les établissements d'enseignement supérieur. Cependant, le nombre d'enseignants en fonction n'a pas été renforcé dans tous les cycles. En effet, une diminution de l'effectif du personnel enseignant a été notée dans le cycle de l'élémentaire plus particulièrement dans le privé.

Quant aux effectifs des élèves, ils ont naturellement évolué positivement sauf au niveau du cycle secondaire où le nombre d'élèves inscrits a baissé de 22% en 2018-2019.

Concernant les établissements de FPT et ceux d'enseignement supérieur, l'indisponibilité des données de l'année 2018 empêche l'appréciation de l'évolution qui a eu lieu.

Enfin, il faut noter que l'intensité de la scolarisation et la performance du système scolaire sont de tout autre. En effet, les taux de réussite au BFEM et au BAC atteignent rarement 50%. Pour le BAC en particulier, le taux de réussite le plus élevé enregistré en 2019 a été 45% bien que la situation s'est améliorée par rapport à l'année 2018.

CHAPITRE V: SANTE ET HYGIENE PUBLIQUE

INTRODUCTION

Selon la constitution de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), la santé publique est définie comme la science et l'art de prévenir les maladies, de prolonger la vie et d'améliorer la santé physique et mentale à un niveau individuel et collectif. Dans ce sens, la bonne santé et le bien-être ont été définies comme le troisième Objectif de Développement Durable (ODD). Ce troisième objectif vise à améliorer la santé procréative, maternelle et infantile et à réduire les principales maladies transmissibles, non transmissibles, environnementales et mentales. Parallèlement, dans le Plan Sénégal Emergent (PSE), les questions de la santé rentrent dans le deuxième axe à savoir : capital humain, protection sociale et développement durable.

Aujourd'hui, le Sénégal s'investit dans une politique de santé qui vise à travers la constitution disposant en son article 17 que « ...l'Etat et les Collectivités territoriales ont le devoir de veiller à la santé physique et morale de la famille et, en particulier, des personnes handicapées et des personnes âgées. L'Etat garantit aux familles en général, et à celles vivant en milieu rural en particulier, l'accès aux services de santé et au bien-être... ». Ainsi, son champ d'action inclut tous les systèmes de promotion de la santé, de prévention des maladies, de lutte contre des maladies (médecine et soins) et de réadaptation.

Quant à l'hygiène publique, elle constitue un préalable à la santé publique. Elle concourt fortement à l'amélioration de la santé de la population à travers la prévention des maladies. C'est pourquoi, dans l'architecture du gouvernement, elle est souvent sous la tutelle du ministère chargé de la santé. L'hygiène publique est définie comme l'ensemble des moyens mis en œuvre par l'Etat pour sauver la santé publique. Au Sénégal, le Service National d'Hygiène a, entre autres, pour mission de mettre en œuvre la politique de santé en matière d'hygiène.

L'analyse de la situation sanitaire dans la région de Dakar en 2019 se fera en référence aux volets suivants : les infrastructures, le personnel et le bilan des programmes de santé. Quant à pour l'hygiène publique, il sera abordé les visites domiciliaires et les activités d'inspections des Etablissements Recevant du Public (ERP).

V.1. SANTE PUBLIQUE

Le système de santé du Sénégal est administré par le Ministère en charge de la santé et de l'action sociale, lequel est structuré en trois niveaux hiérarchiques : central, intermédiaire constitué par les Régions Médicales et un niveau périphérique appelé district sanitaire. Le niveau central regroupe le Cabinet du Ministre, le Secrétariat Général, les Directions et les Services rattachés. Le niveau intermédiaire quant à lui, est constitué par la Région médicale qui assure la coordination, la supervision, l'inspection et le contrôle des structures sanitaires publiques et privées de la région. Enfin, le niveau périphérique, constitué par les dix districts sanitaires de la région composés d'un ou de plusieurs centres de santé, englobe un réseau de postes de santé. Les données présentées dans cette partie sont issues de la Région médicale. Celle-ci représente la structure de coordination du niveau régional. Chaque Région médicale correspond à une région administrative et est dirigée par un médecin de santé publique qui est le principal animateur de l'équipe cadre composée de l'ensemble des chefs de services rattachés de la Région médicale.

V.1.1. LES INFRASTRUCTURES

Le nombre d'infrastructures sanitaires publiques constitue un indicateur structurel. Ceci fait qu'il change très rarement, ou peut rester intact pendant plusieurs années. Cependant, les années 2018 et 2019 ont été une exception. En effet, durant cette période, l'on a assisté à une suppression de plusieurs postes de santé sans maternité et à une création parallèle de postes de santé complets. Les effectifs des autres types de structures de santé notamment ceux des hôpitaux, des centres de santé, des maternités isolées et des cases de santé sont restés inchangés.

Au total, 10 postes de santé sans maternité ont été éliminés dans la région de Dakar dont 7 dans le département de Dakar, 1 dans le département de Pikine et 2 dans le département de Rufisque. Ainsi, la région s'est retrouvée avec 49 postes de santé sans maternité avec 24 dans le département de Dakar, 6 à Guédiawaye, 8 à Pikine et 11 à Rufisque.

Quant à la création des postes de santé complets, elle a plus concerné les départements de Pikine et de Rufisque qui en ont eu respectivement 6 et 5 nouveaux faisant ainsi passer le nombre de postes de santé complets de la région de 63 à 75.

Par ailleurs, il ressort de l'analyse du tableau V.1, une répartition inégale des infrastructures au sein des circonscriptions administratives. En effet, près de 60% des hôpitaux sont concentrés dans le département de Dakar (8 sur 14 des hôpitaux) pendant que chacun des autres départements n'en ont que 2. Egalement, la majorité des centres de santé et des postes de santé sans maternité sont concentrés dans le département de Dakar. En 2019, le département de Dakar a compté 17 centres de santé et 24 postes de santé sans maternité. Néanmoins, les postes de santé complets sont de loin plus fréquents dans les départements de Pikine et de Rufisque où leur nombre y a connu une hausse moyenne de 21% dans chacun des départements. Outre ceci, il est constaté que les maternités isolées et les cases de santé n'existent que dans les départements de Pikine et de Rufisque.

Tableau V. 1 : Répartition et évolution du nombre d'infrastructures sanitaires publiques et parapubliques selon le type, par circonscription administrative

Type de Structure de santé	Année	Dakar	Guédiawaye	Pikine	Rufisque	Région de Dakar
Hôpital	2018	8	2	2	2	14
	2019	8	2	2	2	14
	Variation en %	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Centre de santé	2018	17	1	4	2	24
	2019	17	1	4	2	24
	Variation en %	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Poste de santé complet	2018	3	6	29	25	63
	2019	4	6	35	30	75
	Variation en %	33,33	0,00	20,69	20,00	19,05
Poste de santé sans maternité	2018	31	6	9	13	59
	2019	24	6	8	11	49
	Variation en %	-22,58	0,00	-11,11	-15,38	-16,95
Maternité isolée	2018	0	0	4	4	8
	2019	0	0	4	4	8
	Variation en %	-	-	0,00	0,00	0,00
Case de santé	2018	0	0	22	19	41
	2019	0	0	22	19	41
	Variation en %	-	-	0,00	0,00	0,00
Total	2018	59	15	70	65	209
	2019	53	15	75	68	211
	Variation en %	-10,17	0,00	7,14	4,62	0,96

Source : Données 2019, Région médicale de Dakar

Globalement, dans la région de Dakar, les infrastructures sont plus nombreuses dans les départements de Pikine et de Rufisque avec surtout les postes de santé complets et les cases de santé. Ces derniers ne sont en général que des petits établissements de santé. En revanche, la quasi-totalité des grandes structures sanitaires sont retrouvées dans le département de Dakar.

Par rapport aux structures de santé privées, elles ne sont pas toutes connues et d'après le tableau V.2, l'effectif de celles qui sont connues est resté le même de 2018 à 2019. Les différents types de structures de santé privées répertoriés sont : les hôpitaux, les cliniques, les postes de santé, les cabinets de spécialistes, les cabinets généralistes, les postes de santé d'entreprise et les officines de pharmacie.

Dans la région de Dakar, il a été dénombré 793 structures de santé privées dont plus de la moitié sont concentrées dans le département de Dakar (489 soit 62%). Les départements de Pikine, Guédiawaye et Rufisque en ont détenu respectivement : 183 (23%), 62 (8%) et 59 (7%). Parmi les différents types de structures sanitaires privées existants, les officines de pharmacie dominent largement (55%). Ils s'en suivent les cabinets généralistes (27%) puis les postes de santé d'entreprise (7%). Les autres types de structures représentent au plus 5%. Cette structures de répartition est quasiment le même dans tous les départements.

Tableau V. 2 : Répartition des structures sanitaires privées selon le type, par département

Structures sanitaires privées	Année	Dakar	Guédiawaye	Pikine	Rufisque	Région de Dakar
Hôpital	2018	1	0	0	0	1
	2019	1	0	0	0	1
	Variation en %	0,00	-	-	-	0,00
Clinique	2018	18	3	4	1	26
	2019	18	3	4	1	26
	Variation en %	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Poste de santé connu	2018	9	7	19	5	40
	2019	9	7	19	5	40
	Variation en %	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Cabinet de spécialiste Connu	2018	13	0	4	0	17
	2019	13	0	4	0	17
	Variation en %	0,00	-	0,00	-	0,00
Cabinet de généraliste connu	2018	182	4	26	6	218
	2019	182	4	26	6	218
	Variation en %	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Poste de santé d'entreprise	2018	33	1	10	8	52
	2019	33	1	10	8	52
	Variation en %	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Officine de Pharmacie	2018	233	47	120	39	439
	2019	233	47	120	39	439
	Variation en %	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	2018	489	62	183	59	793
	2019	489	62	183	59	793
	Variation en %	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Source : Données 2019, Région médicale de Dakar

Le Sénégal est connu par son grand retard par rapport à l'atteinte des normes préconisées par l'OMS en termes de couverture en infrastructures sanitaires. Ainsi, la carte sanitaire de la région de Dakar, rapportée à la population régionale estimée à

3 732 282 en 2019, donne des indicateurs de couverture qui sont en deçà des normes de l'OMS. En effet, conformément aux normes de l'OMS, un poste de santé est destiné à une population de 10 000 hbts, un centre de santé pour 50 000 hbts et un hôpital pour 150 000 hbts. Ainsi, la région de Dakar accuse un grand retard en matière d'infrastructures sanitaires expliquant alors le surpeuplement continu constaté dans les structures de santé publiques. En 2019, le nombre d'habitants par poste de santé, par centre de santé et par hôpital a été respectivement de 30 099 hbts, 155 512 hbts et 266 592 hbts dans la région de Dakar. Par conséquent, il convient à l'Etat du Sénégal de fournir davantage des efforts afin de combler ce gap pour une meilleure prise en charge de la santé de population.

Tableau V. 3 : Indicateurs de couverture sanitaire des populations

Indicateurs	2018	2019	Normes OMS
Nombre d'habitants par poste de santé	27 926	30 099	1/10 000 hbts
Nombre d'habitants par centre de santé	165 014	155 512	1/50 000 hbts
Nombre d'habitants par hôpital	242 022	266 592	1/150 000 hbts
Nombre d'habitants par cabinet médical privé	16 885	NA	
Nombre d'habitants par clinique privée	58 553	NA	

Source : Données 2019, Région médicale de Dakar

V.1.2. LE PERSONNEL DE SANTE

Le personnel de santé étudié est constitué de l'ensemble des agents qui exercent dans la Région médicale de Dakar et dans les hôpitaux. En 2019, ce personnel a été dénombré à 7 305 agents alors qu'en 2018, leur effectif a été 7 053. Ces agents ont des qualifications diverses et ils sont soit des administrateurs, des médecins généralistes, des médecins spécialistes, des pharmaciens biologistes, des chirurgiens-dentistes, des assistants sociaux, des aides sociaux, des intendants, des commissaires administratifs, des techniciens supérieurs de la santé, des sages-femmes, des infirmiers, des agents matrones, des cuisiniers, des secrétaires, des chauffeurs, etc. Dans tous les EPS, les aides infirmiers sont la catégorie professionnelle la plus nombreuse et ont représenté en 2019, 22% des agents des structures de santé de la région (1 623 agents). Ils ont été suivis des infirmiers (938 soit 13%) puis des techniciens supérieurs de la santé (856 soit 12%). Après ceux-ci, viennent les sages-femmes (548 soit 8%). Les médecins spécialistes et généralistes ont représenté respectivement 7% et 1% des agents soit 486 et 93 agents au total. Quant aux chirurgiens-dentistes, leur effectif a été de 64 en 2019 et pour les pharmaciens-biologistes, ils ont été au nombre de 23. En dehors de ce personnel intervenant dans

les soins médicaux, il y a les secrétaires qui ont été de 292 agents, les chauffeurs (139) et les cuisiniers (22).

Tableau V. 4 : Répartition du personnel des structures de santé publiques selon la qualification professionnelle et la circonscription administrative en 2019

Personnel	Région Médicale	Hôpitaux	EPS Dakar	EPS Guédiawaye	EPS Pikine	EPS Rufisque	Ensemble	Proportion (%)
Administrateur	0	11	8	1	1	1	11	0,15
Médecin généraliste	24	69	78	11	2	2	93	1,27
Médecin spécialiste	43	443	376	49	36	25	486	6,65
Pharmacien-Biologiste	1	22	21	0	1	1	23	0,31
Chirurgien-Dentiste	27	37	43	9	7	5	64	0,88
Assistant social	18	47	43	5	12	5	65	0,89
Aide social	10	13	16	1	3	3	23	0,31
Intendant	0	2	2	0	0	0	2	0,03
Commis. Adm.	12	80	63	7	15	7	92	1,26
Tech. Sup. de santé	99	397	355	403	53	45	856	11,72
Sage-femme	337	211	300	45	135	68	548	7,50
Infirmier	305	633	654	58	133	93	938	12,84
Aide infirmier	519	1 104	1 208	72	204	139	1623	22,22
Agent Hygiène	71	7	22	9	30	17	78	1,07
Agent sanitaire	1	1	2	0	0	0	2	0,03
ASC-Matrone	3	0	0	0	2	1	3	0,04
Cuisinier	0	22	22	0	0	0	22	0,30
Secrétaire	21	271	240	16	29	7	292	4,00
Chauffeur	62	77	74	11	30	24	139	1,90
Autres	319	1 626	1 368	202	210	165	1945	26,63
Total	1 872	5 073	4 895	899	903	608	7305	100,00

Source : Données 2019, Région médicale de Dakar

En regardant le tableau ci-dessus, il apparaît que la majorité du personnel des Etablissements Publics de Santé exerce dans les hôpitaux. En 2019, les hôpitaux de la région de Dakar ont employé 69% du personnel de santé. D'ailleurs, cette prédominance est notée dans toutes les catégories professionnelles du personnel sauf dans le corps des sages-femmes. Ces dernières sont plus nombreuses dans les structures qui sont sous la tutelle de la Région Médicale.

Concernant la répartition du personnel dans les départements, elle est à l'image de la répartition des structures de santé. Aussi, étant donné que plus de la moitié des hôpitaux sont concentrés dans le département de Dakar, il ressort du tableau V.4 que ce département a concentré 67% du personnel de santé de la région en 2019. Egalement, pour toutes les qualifications professionnelles, la majorité voire la quasi-

totalité (pour certaines) est dans le département de Dakar sauf pour les Techniciens Supérieurs de la Santé et les agents d'hygiène qui ont prédominé respectivement à Guédiawaye et à Pikine. Par ailleurs, il ressort du tableau que le département de Guédiawaye n'a eu aucun pharmacien biologiste en 2019 et les départements de Pikine et de Rufisque n'en ont eu qu'un pendant que le département de Dakar en détient 21 agents.

Globalement, le personnel est très inégalement réparti entre les départements. Le département de Dakar dépasse de loin l'ensemble des autres départements en termes d'infrastructures sanitaires et de personnel qualifié. Néanmoins, l'essentiel est que les normes prédéfinies par l'OMS soient respectées dans tous les circonscriptions administratives. Ces normes se focalisent particulièrement sur le personnel clé des structures de santé c'est-à-dire le personnel intervenant dans les soins médicaux.

Tableau V. 5 : Répartition et évolution des effectifs personnel clé des structures de santé selon la qualification professionnelle et le niveau de couverture

Type de personnel clé	Année	Structures de santé	Couverture	Normes OMS
Médecins	2018	650	5742	1 méd. pour 10 000 hbts
	2019	579	6446	
	variation en %	-10,92	12,26	
Sages-femmes	2018	537	3326	1 SF pour 6 000 FAR
	2019	548	3260	
	variation en %	2,05	-2,01	
Infirmiers ou agents sanitaires	2018	931	4009	1 INF/AS pour 3 000 hbts
	2019	940	3971	
	variation en %	0,97	-0,96	
Tech. Sup. de Santé.	2018	509		
	2019	496		
	variation en %	-2,55		
Agents d'hygiène et assimilés	2018	128		
	2019	78		
	variation en %	-39,06		
Assistants et aides sociaux	2018	94		
	2019	88		
	variation en %	-6,38		
Total	2018	2849		
	2019	2729		
	variation en %	-4,21		

Source : Données 2019, Région médicale de Dakar

En 2019, l'effectif du personnel clé travaillant dans les structures de santé a été évalué à 2 729 tandis qu'en 2018, leur nombre a été de 2 849. Cette baisse de l'effectif du personnel clé est imputable à la diminution du nombre d'agents d'hygiène et assimilés

(qui est passé de 128 à 78 soit une variation de -39%), du nombre de médecins (de 650 à 579 soit -11%), du nombre d'assistants et d'aides sociaux (de 94 à 88 soit -6%) et du nombre de Techniciens de la Santé (de 509 à 496 soit -3%).

En rapportant les effectifs de la population clé des structures de santé à la population de la région de Dakar (et à l'effectif des femmes en âge de reproduction pour les sages-femmes), il apparaît que les normes de l'OMS sont largement couvertes pour les médecins et les sages-femmes. Cependant, pour les infirmiers ou agents sanitaires, beaucoup d'efforts restent à fournir.

V.1.3. BILAN DES PROGRAMMES DE SANTE

V.1.3.1. SANTE DE LA REPRODUCTION

Pour l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), la santé reproductive est la condition de bien-être physique, mental et social liée au système reproducteur. Initialement, la santé de la reproduction était juste assimilée à la planification familiale et à la prise en compte de la santé de la mère et de l'enfant. Par la suite, elle a été étendue à la défense des droits des Femmes. C'est dans ce contexte que la notion de santé reproductive s'est imposée en intégrant la santé sexuelle et la régulation de la fécondité : la contraception, les grossesses non désirées, les complications de la grossesse, de l'accouchement et de l'avortement, l'infécondité, les infections génitales, les maladies sexuellement transmissibles et le SIDA, les cancers de sein et de l'appareil génital, les morbidités et les mortalités maternelles et infantiles ainsi que les mutilations et les violences sexuelles sont désormais du domaine de la Santé de la Reproduction. Cette extension de sa définition lui donne un caractère pluridisciplinaire. Ainsi, plusieurs indicateurs permettent d'appréhender l'état d'avancement en matière de santé de la reproduction.

Dans cette partie, il s'agira spécifiquement d'en analyser les principaux à savoir : les indicateurs de suivi de la grossesse, ceux liés à l'accouchement et des suites de couches et les indicateurs liés à la planification familiale.

Afin de prévenir toute complication éventuelle, les Consultations Périnatales (CPN) restent fondamentales pour le suivi de la grossesse et de la santé maternelle. Elles sont au nombre de 4 obligatoires à savoir : CPN1, CPN2, CPN3, CPN4.

Durant les deux années sous-revues (2018 et 2019), les taux de premières Consultations Périnatales enregistrés ont été respectivement de 80 et 82% dans la région de Dakar. Ces taux sont en deçà de l'objectif national fixé à au moins 95%. Ainsi, il reste encore à sensibiliser davantage les femmes à faire recours aux services des CPN dès les premiers moments de grossesses. En outre, pour diverses raisons, beaucoup de femmes ne font pas la totalité des quatre CPN obligatoires. Ainsi, les taux d'achèvement en CPN4 ont été évalués à 58% en 2018 et à 55% en 2019. Ainsi, la région de Dakar a dépassé l'objectif national fixé à 45%.

Dans le département de Dakar, le district Sud a eu les meilleurs taux de CPN1 avec 100% dans les deux années étudiées et le district nord a enregistré les taux les plus faibles (66% en 2018 et 63% en 2019). Quant aux districts centre et ouest, ils ont eu respectivement des taux de 76% et de 81% en 2018 ayant baissé de 5% et de 16% en 2019. Pour le département de Guédiawaye qui ne compte qu'un seul district, il a eu des taux de CPN1 supérieur à la moyenne régionale (83% et 85%). Au niveau du département de Pikine, les taux les plus faibles ont été relevés dans les districts de Yeumbeul (64%) et de Pikine (70%). Par ailleurs, les taux de ses autres districts sont supérieurs à ceux de la région et c'est aussi le même cas pour le département de Rufisque. Dans l'ensemble, il y a uniquement 3 districts qui ont atteint l'objectif national (au moins 95%) et il s'agit des districts sud, Keur Massar et Rufisque (en 2019 particulièrement).

Concernant les taux d'achèvement en CPN4 des différents districts de santé de la région, ils sont supérieurs à 50% dans la plupart des districts. Ces résultats sont satisfaisants puisque l'objectif national (45%) est dépassé dans la plupart des districts et dans la région globalement. Cependant, des taux d'achèvement très faibles ont été eus dans le département de Rufisque (26% en 2019).

Pour les accouchements, ils n'ont pas toujours eu lieu dans les structures de santé. Dans la région de Dakar, les taux d'accouchement ayant eu lieu dans des structures sanitaires ont été respectivement de 73% et de 78% durant les deux années étudiées. Ainsi, les taux d'accouchement dans les structures de santé n'ont pas atteint l'objectif national (81%). Au total, il y a eu 97 638 accouchements dans la région de Dakar en 2018 et 104 382 en 2019 incluant respectivement 2 354 et 2 614 accouchements à domicile vus. Au niveau des districts, les taux d'accouchement enregistrés entre 2018 et 2019 ont varié entre 30% et 160%. Les faibles taux peuvent impliquer un

déplacement des femmes qui devaient accoucher dans un district vers un autre district. De même, les taux élevés dans un district donné peuvent être liés à l'accouchement de femmes provenant d'autres districts. De façon générale, les plus faibles taux ont été relevés dans les districts de Pikine (30% en 2018 et 31% en 2019) et de Yeumbeul (33% en 2018 et 38% en 2019). Dans les autres districts du département de Pikine, les taux d'accouchement ont varié entre 70% et 82%. Les meilleurs taux d'accouchement de la région ont été obtenus dans le département de Dakar notamment dans ses districts ouest (109% en 2018 et 106% en 2019) et sud (153% en 2018 et 160% en 2019). Quant aux districts centre et nord dudit département, ils ont eu des taux d'accouchement respectifs de 76% et de 66% en 2018 puis ont diminué de 4% et 3% chacun en 2019.

Aussi, la totalité des accouchements à la maternité n'ont pas été assistés par un personnel qualifié. En effet, d'après les résultats consignés dans le tableau V.6, sur les 101 768 accouchements ayant eu lieu à la maternité en 2019, les 1 246 n'ont pas été assistés par un personnel qualifié.

Aujourd'hui, dans le cadre de la lutte contre la mortalité maternelle, l'OMS a préconisé un accouchement en milieu médicalisé et une surveillance du travail permettant de réduire jusqu'à 60% la mortalité maternelle. Dans ce contexte, le partogramme a été recommandé par l'OMS à la fin des années 80. Il désigne un enregistrement graphique de l'évolution du travail, de l'accouchement et des données de surveillance maternelle et fœtale qui s'y rapportent. Parallèlement, le GAPTA (Gestion Active de la Troisième Période de l'Accouchement) a été aussi recommandé. Celui-ci est une pratique effectuée dans le cadre de la prévention de l'hémorragie post-partum qui est la principale cause de la mortalité maternelle.

Dans la région de Dakar, le recours à ces pratiques n'est pas encore effectif. En effet, sur l'ensemble des accouchements ayant eu lieu à la maternité, 75% ont été réalisés avec partogramme en 2018 et 71% en 2019. Cependant, les taux d'utilisation du GAPTA sont meilleurs (82% en moyenne). Au niveau des districts, les plus faibles taux d'utilisation de partogramme et de GAPTA ont été enregistrés dans le district sud du département de Dakar (31% pour le partogramme et 58% pour le GAPTA). Par contre, les meilleurs taux d'utilisation de ces méthodes ont été relevés dans le département de Pikine notamment dans le district de Yeumbeul pour le partogramme et le district de Pikine pour le GAPTA.

Pour ce qui est du taux de césarienne évalué à 15% en moyenne (14,75%), il est en phase avec l'objectif national qui se situe entre 5 et 15% des accouchements attendus et le district sud s'affiche encore devant avec un taux de césarienne de 49% en 2019.

Quant à l'utilisation de méthodes contraceptives, le taux global enregistré au niveau régional a été en moyenne de 24%. Le plus grand taux enregistré dans les districts a été de 31% (district de Pikine) et le plus faible taux a été obtenu dans le district sud du département de Dakar (13%).

S'agissant des consultations postnatales, sur l'ensemble des femmes ayant accouché en 2019, 90% d'entre elles ont effectué leur première consultation post-natale tandis que pour la deuxième consultation, 59% femmes ont eu à le faire. La troisième consultation postnatale est la moins respectée avec seulement 32% des accouchées l'ayant fait.

En plus de ceci, il y a le taux de couverture à la première Consultation post natale (CPON1) pour lequel, le niveau est satisfaisant dans la région de Dakar en 2017 avec une proportion de 85%, ce qui est supérieur à l'objectif national de 76%. Enfin, voyant les indicateurs consignés dans le tableau V.6, l'on remarque que l'utilisation des moyens de contraception n'est pas très avancée dans la région (22%).

V.1.3.2. PROGRAMME ELARGI DE VACCINATION (PEV)

La vaccination est un acte qui vise à conférer à un organisme, la capacité de lutter efficacement contre les agents d'une maladie donnée. Ainsi, l'OMS a mis en œuvre le Programme Elargi de Vaccination (PEV) pour assurer l'immunisation totale des enfants de moins de deux ans dans tous les pays. Ce programme est lié aux maladies suivantes: La tuberculose, l'hépatite B, la poliomyélite, la diphtérie, la coqueluche, les infections à haemophilus influenzae, infections à pneumocoque, Diarrhées à rota virus, rougeole, rubéole et fièvre jaune.

Le PEV a enregistré des succès notoires avec le contrôle de la rougeole, la libération du pays de la poliomyélite, l'élimination de la diphtérie et l'élimination du tétanos néonatal. Il a aussi contribué à la baisse de la mortalité infanto-juvénile (0-5 ans). De façon globale, bien que la quasi-totalité des chiffres obtenus en 2019 soient meilleurs que ceux de l'année 2018, les taux de couverture obtenus pour la quasi-

totalité des vaccins n'ont pas été satisfaisants au niveau régional. En effet, l'objectif de 90% n'a été atteint que pour le BCG en 2019. Néanmoins, en dehors des vaccins antitétaniques (VAT), pour chaque vaccin, il y a des districts sanitaires qui ont eu à dépasser la cible (voir tableau V.7 chiffre en gras). Par ailleurs, il y a également des districts dans lesquels le taux de couverture n'a été atteint pour aucune vaccination. Il s'agit notamment du district centre (département de Dakar) et du district de Yeumbeul. Dans le district de Guédiawaye et le district sud de Dakar, l'objectif n'est atteint que pour le BCG.

Par rapport aux abandons des vaccins du BCG et du Penta 1 à 3, le seuil de 10% a été dépassé dans les districts suivants : Nord, Ouest et Sud du département de Dakar, Mbao et Guédiawaye.

Tableau V. 7 : Evolution des Taux de couverture vaccinale et d'abandon selon l'antigène le district sanitaire et les objectifs fixés en années 2018 et 2019

Antigène	Année	Ce ntre	Nord	Ouest	Sud	Mbao	Pikine	Ke ur Ma ssa r	Guéd iawa ye	Rufis que	Diamn iadio	Yeu mbe ul	Région de Dakar	Objectifs
Taux de couverture vaccinale														
BCG	2018	81	82	95	92	69	65	73	87	83	71	-	79	90
	2019	76	124	94	107	107	70	107	107	105	88	60	93	90
PENTA 1	2018	75	70	76	73	93	83	72	69	77	77	-	74	90
	2019	80	95	82	71	90	84	104	84	102	96	68	87	90
PENTA 2	2018	72	67	73	73	84	68	69	68	76	75	-	72	90
	2019	76	78	76	72	89	77	106	79	103	96	70	84	90
PENTA 3	2018	74	75	77	71	71	72	69	73	77	79	-	74	90
	2019	79	96	55	72	74	66	81	78	81	95	53	76	90
Rougeole	2018	74	80	68	76	62	76	62	66	69	73	-	70	90
	2019	80	95	82	73	90	84	104	84	102	96	68	87	90
ECV	2018	76	110	86	78	66	72	58	64	67	77	-	74	90
	2019	77	107	82	73	87	80	103	57	98	95	50	86	90
VAR	2018	74	80	68	76	62	76	62	66	69	73	-	70	90
	2019	80	95	82	73	90	84	104	84	102	96	68	87	90
Fièvre Jaune	2018	78	85	74	73	67	80	70	73	80	82	-	76	90
	2019	76	93	82	71	82	79	103	69	96	94	65	83	90
VPO 1	2018	75	70	76	73	93	83	72	69	77	77	-	74	90
	2019	80	95	82	71	90	84	104	84	102	96	68	87	90
VPO 2	2018	72	67	73	73	84	68	69	68	76	75	-	72	90
	2019	76	78	76	72	89	77	106	79	103	96	70	84	90
VPO 3	2018	74	76	77	87	71	69	69	72	78	79	-	73	90
	2019	79	96	55	72	74	66	81	78	81	95	53	76	90
VAT1	2018	48	43	39	86	34	29	20	40	33	27	-	38	90
	2019	43	42	41	74	34	30	19	40	37	32	28	37	90
VAT2	2018	79	69	76	93	73	74	48	69	76	64	-	70	90
	2019	77	70	70	81	69	79	44	74	82	73	48	70	90
VAT3	2018	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
	2019	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Taux d'abandon														
BCG/RR 1	2018	5	-3	23	16	4	-22	5	17	5	-13	-	4	0-10
	2019	-3	25	14	33	4	-17	5	24	5	-6	-11	8	0-10
P1/P3	2018	2	-6	-1	0	16	1	5	-4	-1	-2	-	2	0-10
	2019	3	-6	-5	-2	13	-2	3	0	5	3	9	12	0-10

Source : Données 2019, Région médicale de Dakar

Ces résultats impliquent que des efforts restent encore à consentir pour inciter les gens à respecter les rendez-vous de vaccination de leurs enfants. Toutefois, ces manquements pourraient être dus à la non maîtrise de la population cible dans les différentes localités, à la présence de communautés étrangères parfois réticentes à la vaccination et au recours des structures privées par une certaine partie de la population.

V.1.3.3. PROGRAMME NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE PALUDISME

La mission du Programme national de Lutte contre le Paludisme est de mettre en œuvre la politique de lutte contre le paludisme au Sénégal où il existe de manière endémique avec une recrudescence saisonnière. Ainsi, dans sa vision, le PNLP travaille en synergie avec l'ensemble des secteurs afin que le paludisme ne soit pas un frein au développement socio-économique.

Ces dernières années, la lutte contre le paludisme a montré des avancées significatives. Le nombre de cas est en diminution grâce aux combinaisons de stratégies en cours pour accélérer le pas vers le contrôle de cette maladie. Il s'agit notamment de celles en rapport avec l'accès universel aux interventions majeures que sont le diagnostic par les Tests de Diagnostic Rapide (TDR) et le traitement par les Combinaisons Thérapeutiques à base d'Artémisinine (CTA) jusqu'au niveau communautaire.

L'observation du tableau V.8 donnant l'évolution de la situation des malades vus en consultation montre qu'en 2018, 14 500 cas de paludisme ont été confirmés par TDR sur 2 627 217 patients diagnostiqués. Ces patients sont divisés en trois catégories : les enfants de moins de 5 ans, les patients âgés de 5 ans et plus et les femmes enceintes malades. En 2019, le nombre de cas confirmés a connu une hausse de 18%, soit 17 165 nouveaux cas recensés sur 2 845 313 patients diagnostiqués.

Chez les enfants de moins de 5 ans, le nombre de patients diagnostiqués en 2019 a été estimé à 724 564 enfants (contre 686 102 en 2018). Parmi eux, 1 015 enfants ont été testés positifs au paludisme (contre 1 219 en 2018). Quant aux patients âgés de 5 ans et plus, ils sont à l'évidence les plus nombreux avec 1 959 392 patients diagnostiqués dont 16 034 qui ont eu le paludisme en 2019. D'ailleurs, le taux de prévalence du paludisme est plus important dans ce groupe. Par contre chez les femmes enceintes, malgré un nombre important diagnostiqué (154 818 en 2018 et

161 357 en 2019), très peu d'entre elles ont présenté le paludisme (174 en 2018 et 116 en 2019).

Tableau V. 8 : Evolution de la situation des Malades vus en Consultation Externe selon la catégorie de malades, par district

Districts	Année	Enfants de moins de 5 ans		Patients âgés de 5 ans et +		Femmes enceintes malades		Ensemble	
		Nb. total de cas vus (toutes affections confondues)	Nb. de cas de paludisme confirmé (par TDR)	Nb. total de cas vus (toutes affections confondues)	Nb. de cas de paludisme confirmé (par TDR)	Nb. total de cas vus (toutes affections confondues)	Nb. de cas de paludisme confirmé (par TDR)	Nb. total de cas vus (toutes affections confondues)	Nb. de cas de paludisme confirmé (par TDR)
Sud	2018	44038	226	165806	3561	5454	43	215298	3830
	2019	49018	131	237133	2613	2464	12	288615	2756
	Variation en %	11,31	-42,04	43,02	-26,62	-54,82	-72,09	34,05	-28,04
Centre	2018	134589	299	300753	1997	29552	15	464894	2311
	2019	125326	205	326170	2875	29745	24	481241	3104
	Variation en %	-6,88	-31,44	8,45	43,97	0,65	60,00	3,52	34,31
Nord	2018	69078	110	335697	1062	7732	10	412507	1182
	2019	71513	98	369427	1255	12798	13	453738	1366
	Variation en %	3,53	-10,91	10,05	18,17	65,52	30,00	10,00	15,57
Ouest	2018	52640	57	164308	953	19057	34	236005	1044
	2019	49622	96	168143	1560	24352	13	242117	1669
	Variation en %	-5,73	68,42	2,33	63,69	27,79	-61,76	2,59	59,87
Guédiawa ye	2018	58003	38	132919	431	10425	9	201347	478
	2019	63127	39	159330	637	12175	4	234632	680
	Variation en %	8,83	2,63	19,87	47,80	16,79	-55,56	16,53	42,26
Pikine	2018	85135	74	126611	770	12910	6	224656	850
	2019	70974	130	128839	1202	13406	7	213219	1339
	Variation en %	-16,63	75,68	1,76	56,10	3,84	16,67	-5,09	57,53
Mbao	2018	66821	90	170411	1046	28602	20	265834	1156
	2019	64115	85	146246	1196	21583	17	231944	1298
	Variation en %	-4,05	-5,56	-14,18	14,34	-24,54	-15,00	-12,75	12,28
K Massar	2018	41821	58	106943	937	3437	14	152201	1009
	2019	47293	51	108564	1001	4018	11	159875	1063
	Variation en %	13,08	-12,07	1,52	6,83	16,90	-21,43	5,04	5,35
Yeumbeul	2018	33122	39	72301	487	11651	11	117074	537
	2019	38422	34	86156	726	13879	4	138457	764
	Variation en %	16,00	-12,82	19,16	49,08	19,12	-63,64	18,26	42,27
Rufisque	2018	44273	182	101661	740	18260	5	164194	927
	2019	52311	54	102723	1378	19042	6	174076	1438
	Variation en %	18,16	-70,33	1,04	86,22	4,28	20,00	6,02	55,12
Diamniadio	2018	56582	46	108887	1123	7738	7	173207	1176
	2019	92843	92	126661	1591	7895	5	227399	1688
	Variation en %	64,09	100,00	16,32	41,67	2,03	-28,57	31,29	43,54
Région DAKAR	2018	686102	1219	1786297	13107	154818	174	2627217	14500
	2019	724564	1015	1959392	16034	161357	116	2845313	17165
	Variation en %	5,61	-16,74	9,69	22,33	4,22	-33,33	8,30	18,38

Source : Données 2019, Région médicale de Dakar

Au niveau des districts, le taux de prévalence du paludisme est plus important dans le district sud où il a été de 1,78% en 2018 et 0,95% en 2019. A l'opposé, le district de Guédiawaye a eu le taux de prévalence le plus faible (0,24% en 2018 et 0,29% en 2019) et pour les autres districts, le taux de prévalence le plus grand s'est élevé à 0,83% (à Rufisque en 2019). Par ailleurs, concernant la répartition des patients testés positifs au paludisme dans les différents districts sanitaires, il est noté qu'en 2019,

18% des personnes atteintes du paludisme sont dans le district centre, alors qu'en 2018, la malade a été plus fréquente dans le district sud (26%).

La morbidité (le caractère maladif) proportionnelle palustre est évaluée à 0,57% en 2018 et 0,61% en 2019 et étant donné que le paludisme soit un danger pour la femme enceinte, celle-ci doit être placée automatiquement sous-surveillance après confirmation de la présence de la maladie. Aussi, des dispositions préventives ont été prises en mettant en place un Traitement Préventif Intermittent du paludisme (TPI). Ainsi, 48% et 45% des femmes enceintes ont été sous TPI respectivement en 2018 et 2019. Quant aux décès causés par le paludisme, ils sont passés de 17 à 19 de 2018 à 2019.

Tableau V. 9 : Récapitulatif et évolution des efforts de lutte contre le paludisme

Indicateurs	2018	2019	Variation en %
Morbidité proportionnelle palustre	0,57	0,61	0,04
Nombre de décès par paludisme	17	19	11,76
Pourcentage des femmes sous TPI (%)	48	45	-0,03

Source : Données 2019, Région médicale de Dakar

V.1.3.4. PROGRAMME DE LUTTE CONTRE LA TUBERCULOSE

La tuberculose est une maladie infectieuse potentiellement mortelle due à une bactérie dénommée *Mycobacterium tuberculosis* ou Bacille de Koch (BK), du nom du médecin qui l'a découverte en 1882, Robert Koch. Au Sénégal comme dans le monde, la tuberculose demeure un problème de santé publique. Son ampleur exige une action urgente et efficace. C'est une source de pauvreté et d'inégalité. L'incidence attendue de la TPM+11 est de 110 / 100 000 habitants.

Dans la région de Dakar, de 2018 à 2019, le nombre de cas dépistés a largement augmenté en passant de 3 904 à 5 108. Cependant, il y a eu une diminution drastique de 43 points de pourcentage du taux de détection qui est évalué de 104% en 2018 et de 61% en 2019. Malgré cette diminution du nombre de cas, le taux de guérison des malades est resté constant (93%). Quant aux interruptions (perdus de vue ou abandons), elles ont été plus fréquentes en 2018 avec un taux de 4% contre 3% en 2018.

A l'intérieur des districts, les taux de détection de la tuberculose enregistrés en 2018 ont varié de 143% à 348% et en 2019, de 39% à 82%. Les dépistages ont été augmentés dans tous les districts sauf à Keur Massar et malgré ceci, les taux de

¹¹ TPM+ : Tuberculose Pulmonaire à la Microscopie positive

détection ont fortement diminué en 2019. Quant aux taux de guérison, ils ont augmenté dans la plupart des districts et le plus grand niveau enregistré a été de 97% (en 2019 dans le district de Keur Massar).

Tableau V. 10 : Evolution du Taux de détection de la tuberculose selon le district

	Districts	Année	Population	Cas attendus	Cas dépistés	Taux de détection (%)	Taux de guérison des malades TPM+ (%)	Taux d'interruption de traitement (perdus de vue ou abandons) (%)
Dép. de Dakar	Sud	2018	105 419	106	371	348	92,00	
		2019	203 014	1 097	430	39	89,20	6,25
	Centre	2018	189 847	192	437	228	90,00	4,70
		2019	387 325	1 097	620	56	97,90	2,29
	Nord	2018	254 879	257	367	143	91,00	4,67
		2019	521 710	1 351	938	69	83,00	2,20
	Ouest	2018	118 704	120	232	194	87,40	7,00
		2019	251 398	507	285	56	89,00	4,00
Dép. de Guédiawaye	Guédiawaye	2018	189 083	191	404	212	90,00	3,00
		2019	392 192	760	625	82	97,00	0,40
Dép. de Pikine	Pikine	2018	192 843	195	417	214	94,88	3,10
		2019	391 020	844	447	53	95,60	2,50
	Mbao	2018	200 999	203	530	261	95,90	0,70
		2019	408 063	760	554	73	93,00	2,00
	K Massar	2018	291 012	294	606	206	96,60	2,70
		2019	277 997	1 097	494	45	97,00	2,00
	Yeumbeul	2018		0				
		2019	315 665					
Dép. de Rufisque	Rufisque	2018	208 929	211	403	191	89,72	6,80
		2019	428 847	675	537	80	92,70	4,90
	Diamniadio	2018	75503	76	137	180	93,60	2,30
		2019	154655	253	178	70	93,70	1,60
Région de Dakar	Total région	2018	1827218	3 769	3 904	104	92,50	3,89
		2019	3731886	8 442	5 108	60,5	92,50	2,81

Source : Données 2019, Région médicale de Dakar

V.1.3.5. PROGRAMME DE LUTTE CONTRE LE VIH/SIDA

D'après l'Enquête Démographique de Santé continue de 2017 (EDS-continue), le VIH/Sida a une prévalence basse dans la population générale (âgée de 15-49 ans) qui s'établit à 0,5%. Suivant la région, Dakar se place en 12^{ème} position avec un taux de prévalence de 0,3%. Malgré ce niveau qui est inférieur à la moyenne nationale, la région de Dakar reste une priorité dans la lutte contre cette maladie. Aujourd'hui, le plan stratégique national de lutte contre le Sida affiche une ambition de mettre fin au Sida. En 2019, le nombre de personnes testés au VIH dans la région de Dakar s'est élevé à 133 098 individus (contre 171 375 en 2018). Parmi ceux-ci, il y a eu 94 349

femmes enceintes qui ont fait le test du dépistage du SIDA, sachant que le test a été proposé initialement à 101 488 femmes en état de grossesse. Ainsi, le nombre de cas séropositifs dans le groupe des femmes enceintes a été de 246 en 2018 puis de 201 en 2019.

Tableau V. 11 : Evolution des indicateurs VIH/sida

Indicateurs	Année	Sud	Centre	Nord	Ouest	Guédiawa	Pikine	Mbao	Masar	Yeumbeul	Rufisque	Diamniadio	Région
Nombre de personnes testées	2018	30494	5989	1337	10944	13001	8055	13531	8510	0	8452	5120	171 375
	2019	26612	5401	6000	6703	4626	2307	9337	3090	1070	15129	3323	133 098
Nombre de femmes enceintes chez qui le	2018	7589	7742	1131	7303	9667	9866	11253	8439	5659	14844	4639	98313
	2019	6462	9336		6245	9276	10060	14943	9045	5486	14010	5226	101488
Nombre de femmes enceintes qui ont fait le test de dépistage VIH	2018	7905	6121	8117	5970	8380	6011	7098	4619		7492	4351	66064
	2019	6678	8995	10139	6211	7898	8898	14457	8248	4786	12932	5107	94 349
Nombre de femmes enceintes séropositives	2018	23	12	52	28	39	11	45	12	1	15	8	246
	2019	14	17	25	33	16	7	35	18	8	20	8	201
Nombre de femmes enceintes vues en CPN pour la première fois au niveau du site	2018	7604	7890	1149	7303	8915	10314	11276	8642	5456	15034	4634	98565
	2019	6475	9361	11760	6245	9264	10060	14995	9309	5493	14111	5234	102307
Nombre de femmes enceintes infectées par le VIH bénéficiant d'une prophylaxie ARV pour réduire la transmission mère enfant du VIH	2018	10	12	31	12	15	11	18	9	1	15	8	142
	2019	21	22	39	33	41	28	60	18	5	31	19	317
Nombre de PVVIH bénéficiant d'un diagnostic et d'un traitement des infections opportunistes	2018	11	10	20	10	25	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
	2019	10	67	20	11	15	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Nombre de patients VIH diagnostiqués et suivis pour TB qui ont débuté ou qui continue un	2018	ND	ND	ND	ND	ND	16	19	17	NA	7	5	64
	2019	ND	ND	ND	ND	ND	13	13	13	7	8	4	8

traitement ARV au cours ou à la suite d'un traitement antituberculeux													
Nombre de nouveaux cas de décès	2018	85	4	77	5	16	9	16	8	NA	15	8	243
	2019	20	37	15	3	19	2	11	8	0	10	7	132
Nombre de cas de perdus de vue	2018	142	85	93	18	55	119	68	81	NA	59	39	NA
	2019	147	68 2	15 1	21	59	305	45	58	1	82	18	1569

Source : Données 2019, Région médicale de Dakar

D'après le rapport annuel du Comité national de Lutte contre le Sida (CNLS), l'année 2019 est particulièrement marquée par la mise en œuvre du plan d'accélération de l'élimination de la transmission mère-enfant du VIH/Sida. A cet effet, les femmes enceintes infectées par le VIH sont suivies de près avec une prophylaxie ARV (Antirétroviral) permettant de réduire la transmission mère enfant du VIH. En 2018, 142 femmes séropositives ont bénéficié de ce traitement et en 2019, un nombre de femmes enceintes supérieurs à celui de celles séropositives ont bénéficié d'une prophylaxie ARV (317 femmes). Par ailleurs, il y a des femmes atteintes du VIH qui ont été diagnostiquées et suivi pour tuberculose qui ont débuté ou qui continuent un traitement ARV au cours ou à la suite d'un traitement antituberculeux. Les statistiques correspondantes restent indisponibles dans la plupart des districts mais en observant le tableau V.11, ces cas sont fréquents dans le département de Pikine.

Enfin, le Sida est à l'origine de nombreux cas de décès et il est noté qu'un bon nombre des personnes atteintes du Sida suivies sont perdues de vue (1 569 en 2019). Dans les deux années sous-revues, le VIH a tué respectivement 243 et 132 individus.

V.1.3.6. SURVEILLANCE DES MALADIES A POTENTIEL EPIDEMIQUE

Dans cette partie, les principales maladies à potentiel épidémique étudiées sont : la méningite, la Rougeole, la Fièvre jaune, la Diarrhée sanglante, le Choléra, la Paralysie Flasque Aigues (PFA), Tétanos et les Manifestations Post vaccinales Indésirables (MAPI).

Comme dans les années précédentes, la méningite apparait comme la maladie la plus fréquente parmi les maladies à potentiel épidémiques. De 2018 à 2019, le nombre de cas de méningite est passé de 125 à 302 soit respectivement 25% et 33% des cas de

maladies à potentiel épidémique recensés. En 2018, la maladie de la diarrhée sanglante vient en deuxième position (107 cas) mais en 2019, c'est la rougeole qui a prédominé après la méningite (242 cas). Après la méningite, la rougeole et la diarrhée sanglante, il y a les MAPI qui ont touché 128 enfants en âge de vaccination en 2019 et 88 en 2018. Le choléra reste inexistant comme pour les années précédentes. Quant à la fièvre jaune, respectivement 46 et 54 cas ont été détectés en 2018 et 2019. Enfin, il y a les Paralysies Flaques Aigues (PFA) qui est un syndrome (neurologique) rare mais grave, caractérisé par une maladie inflammatoire aiguë des cellules de la corne de la moelle épinière (matière grise) qui ont au nombre de 30 en 2018 et 35 en 2019. Le tétanos est la maladie la plus rare parmi les maladies à potentiel épidémiques étudiées (3 cas en 2018 et 1 en 2019).

Concernant la répartition des personnes atteintes de ces maladies, il ressort du tableau V.12 que la plupart sont surveillées dans les districts du département de Dakar (225 en 2018 et 441 en 2019). Ensuite, viennent les districts du département de Pikine (141 en 2018 et 252 en 2019), ceux de Rufisque (77 en 2018 et 145 en 2019) puis le district de Guédiawaye (51 en 2018 et 70 en 2019). Le constat général est que le nombre de cas surveillés a augmenté pour toutes les maladies à potentiel épidémique en 2019. D'ailleurs le taux de croissance est évalué globalement à 86%.

Tableau V. 12 : Evolution des résultats de la surveillance des maladies à potentiel épidémique, des maladies à éradiquer et des MAPI dans la région de Dakar selon le département et le district

Département / District	Année	Méningite	Rougeole	Fièvre jaune	Diarrhée sanglante	Choléra	PFA	Tétanos	MAPI
District Centre	2018	81	14	11	10	0	3	1	17
	2019	127	73	10	19	0	2	1	11
District Nord	2018	4	8	4	16	0	4	0	10
	2019	66	25	1	19	0	3	0	9
District Ouest	2018	2	5	1	7	0	3	0	11
	2019	0	15	2	3	0	3	0	5
District Sud	2018	2	4	0	2	0	3	0	2
	2019	3	36	2	1	0	1	0	4
Dakar	2018	89	31	16	35	0	13	1	40
	2019	196	149	15	42	0	9	1	29
District Guédiawaye	2018	11	17	3	9	0	1	0	10
	2019	13	4	2	21	0	2	0	28
Guédiawaye	2018	11	17	3	9	0	1	0	10
	2019	13	4	2	21	0	2	0	28
District Mbao	2018	7	7	9	4	0	2	0	11
	2019	44	29	14	5	0	8	0	26
District Pikine	2018	3	7	3	16	0	7	2	0
	2019	0	22	6	31	0	4	0	3
District Keur Massar	2018	11	19	10	17	0	2	0	4
	2019	1	12	11	14	0	4	0	9
District Yeumbeul	2018	-	-	-	-	-	-	-	-
	2019	0	11	1	3	0	4	0	2
Pikine	2018	21	33	22	37	0	11	2	15
	2019	45	62	32	53	0	20	0	40
District Rufisque	2018	4	9	3	19	0	4	0	17
	2019	1	13	2	37	0	2	0	29
District Diamniadio	2018	0	5	2	7	0	1	0	6
	2019	47	2	3	5	0	2	0	2
Rufisque	2018	4	14	5	26	0	5	0	23
	2019	48	15	5	42	0	4	0	31
Région	2018	125	95	46	107	0	30	3	88
	2019	302	242	54	158	0	35	1	128

Source : Données 2019, Région médicale de Dakar

V.1.3.7. ACTIVITES DE NUTRITION

Les principales activités de nutrition réalisées dans les structures de santé concernent les enfants de moins de 6 ans. Il s'agit notamment des enfants âgés au moins de 6 mois pour la supplémentation en vitamine A et des enfants qui ont au moins 12 mois pour le déparasitage.

Tableau V. 13 : Evolution des résultats des campagnes de supplémentation en vitamine A et de déparasitage menées dans la région de Dakar

Département/District	Année	Supplémentations en vitamine A			Déparasitage		
		Pop cible 6-59 mois	Supplémentés	Taux de couverture (%)	Pop cible 12-59 mois	Déparasités	Taux de couverture (%)
District Centre	2018	55457	29267	53	48826	24022	49
	2019	56240	22165	39	49384	12453	25
District Nord	2018	73683	55406	75	64752	45353	70
	2019	75752	61213	81	66518	26189	39
District Ouest	2018	35482	26048	73	31178	22445	72
	2019	36503	28187	77	32053	4114	13
District Sud	2018	28659	15857	55	25183	12835	51
	2019	29478	11264	38	25884	7802	30
Département Dakar	2018	193281	126578	65	169939	104655	62
	2019	197973	122829	62	173839	50558	29
District de Guédiawaye	2018	55353	32158	58	48639	25460	52
	2019	56946	17241	30	50004	4715	9
Département Guédiawaye	2018	55353	32158	58	48639	25460	52
	2019	56946	17241	30	50004	4715	9
District de Keur Massar	2018	39254	34417	88	34493	30591	89
	2019	40365	33214	82	35445	6670	19
District de Mbao	2018	57595	29880	52	50609	24313	48
	2019	59251	31721	54	52028	18443	35
District de Pikine	2018	55188	26217	48	48494	23056	48
	2019	56776	41775	74	49855	13938	28
District de Yeumbeul	2018	44553	34335	77	39149	32455	83
	2019	45835	9388	20	40247	3327	8
Département Pikine	2018	196590	124849	64	172745	110415	64
	2019	202227	116098	57	177575	42378	24
District de Rufisque	2018	61430	29223	48	53210	26711	50
	2019	62269	29762	48	54678	13962	26
District de Diamniadio	2018	22155	19407	88	19506	16661	85
	2019	22456	21378	95	19719	9273	47
Département Rufisque	2018	83585	48630	58	72716	43372	60
	2019	84725	51140	60	74397	23235	31
Région Dakar	2018	528809	332215	63	464039	283902	61
	2019	541871	307308	57	475815	120886	25

Source : Données 2019, Région médicale de Dakar

Par rapport à la supplémentation en vitamine A, le taux de couverture obtenu au cours de l'année 2019 a été de 57% contre 63% en 2018. L'effectif de la population cible a été estimé à 541 871 en 2019. Quant au déparasitage, le taux de couverture a beaucoup chuté entre 2018 et 2019 (36% points de pourcentage) et a été évalué de 25% en 2019. Pour tous ces deux éléments de nutrition, les taux de couverture varient d'un district à un autre. En 2019, le district de Yeumbeul a enregistré les taux de couverture les plus faibles (20% pour la vitamine A et 8% pour le déparasitage). Parallèlement, le district de Yeumbeul a eu les meilleurs taux de couverture à l'issue des campagnes de supplémentation en vitamine A et de déparasitage (95% pour la vitamine A et 47% pour le déparasitage).

A l'échelle départementale, les résultats obtenus dans le département de Dakar restent les meilleurs : pour la supplémentation en vitamine A, les taux de couverture sont estimés à 65% et 62% et pour le déparasitage 62% et 29% respectivement en 2018 et en 2019. Le département de Guédiawaye a enregistré le taux de couverture moyen le plus faible pour la supplémentation en vitamine A (30% en 2019). C'est le même cas pour le déparasitage où un taux de couverture de 9% a été obtenu dans ce département en 2019. L'année 2019 a été particulièrement marquée par une baisse des taux de couverture dans la plupart des districts de santé.

V.2. HYGIENE PUBLIQUE

Dans la région de Dakar, l'hygiène publique est gérée par la Brigade Régionale de l'Hygiène de Dakar. Cette brigade est une structure du Service national de l'Hygiène (SNH). Elle est constituée par :

- Une Brigade Centrale qui a pour mission d'assurer la coordination de l'ensemble des activités des sous brigades qui sont des unités opérationnelles. Elle assure également l'administration du personnel et la gestion du matériel.
- Des sous brigades d'hygiène qui sont au nombre de six (06) : Dakar, Pikine, Guédiawaye, et Rufisque et deux (02) sous brigades de districts (Mbao et Keur Massar) qui sont des unités opérationnelles dans le département de Pikine.
- Les Equipes techniques légères qui sont spécialisées dans les opérations de désinfection, désinsectisation, dératisation, destruction des reptiles ainsi que les opérations de grande envergure.
- Un dispensaire rattaché au district sud et qui mène des activités de soins et de promotion de la santé.
- Un bureau de vaccination spécialisé dans la délivrance de Certificats Internationaux de vaccination.

Globalement, le Service national de l'Hygiène a pour missions notamment :

- de préparer et de mettre en œuvre la politique de santé, en matière d'hygiène ;
- d'éduquer les populations en matière d'hygiène et de salubrité publique ;
- de faire respecter la législation et la réglementation en matière d'hygiène dans les agglomérations urbaines et en zones rurales ;

- de surveiller les frontières et de contrôler la circulation des personnes en matière d'hygiène sanitaire ;
- de rechercher et de constater des infractions en matière d'hygiène ;
- d'assister les autorités administratives dans le domaine de l'hygiène et de la salubrité publique ;
- de mener la lutte anti-vectorielle et la prophylaxie des maladies endémo-épidémiques.

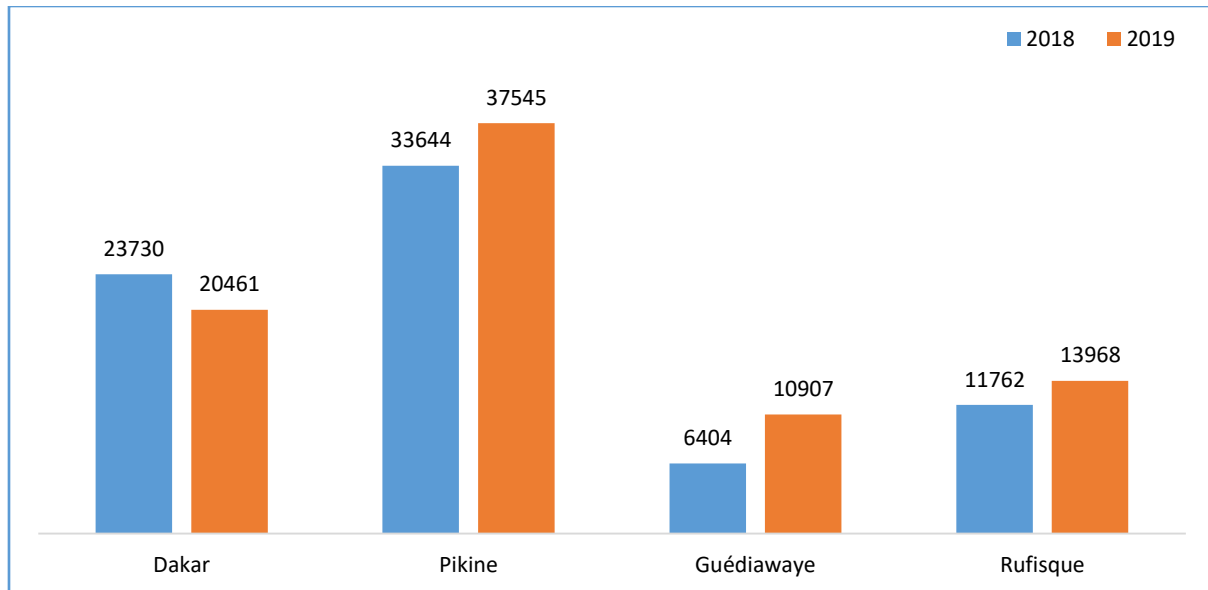
V.2.1. LES VISITES DOMICILIAIRES

Dans le cadre de la mission du Service national d'Hygiène, des visites domiciliaires sont menées chaque année au niveau des concessions. Ces visites ont entre autres pour but d'étudier l'adéquation des systèmes d'assainissement et de relever les différentes infractions commises dans les concessions visitées. En 2019, les concessions à visiter ont été au nombre de 360 346. Cependant, le nombre de concessions effectivement visitées reste encore très faible comme d'ailleurs dans les années précédentes. Au cours de l'année 2019, les visites domiciliaires du Service national d'Hygiène ont concerné au total 83 381 concessions soit un taux de couverture de 23% contre 21% en 2018.

Selon la répartition du nombre de concessions visitées par département consignée dans le graphique V.1 ci-après, la plupart des visites effectuées par le Service national d'Hygiène ont eu lieu dans le département de Pikine bien que celui-ci n'ait pas le plus grand nombre de concessions à visiter. Il s'en est suivi le département de Dakar où 20 461 concessions ont été visitées sur les 136 345 à visiter soit un taux de couverture de 15%. Le département de Guédiawaye a eu le plus petit nombre de concessions visitées (10 907 en 2019) mais avec le meilleur taux de couverture (29%). Quant au département de Rufisque, il occupe la troisième position avec 13 968 concessions visitées équivalent à un taux de couverture de 25%.

Par rapport aux variations survenues entre les années 2018 et 2019, il ressort de l'analyse du graphique que le nombre de concessions visitées a considérablement augmenté dans tous les départements sauf au niveau de Dakar où il a chuté de 14%.

Graphique V. 1 : répartition du nombre de concessions visitées par département en 2018 et en 2019



Source : Rapport annuel 2019 Brigade Régionale de l'Hygiène de Dakar

Parmi l'ensemble des concessions visitées, la majorité voire la quasi-totalité ont un système d'assainissement approprié (96% des concessions visitées). Néanmoins, au niveau du département de Rufisque, des améliorations restent à être faites puisque 11% des concessions visitées n'ont pas encore de système d'assainissement approprié. Aussi, dans le département de Pikine, 5% des concessions visitées sont dans cette situation. Enfin, au niveau de Dakar et Guédiawaye, le nombre de concessions n'ayant pas de système d'assainissement adéquat n'atteint pas 3% des concessions visitées.

Tableau V. 14 : Niveau de couverture, d'adéquation des systèmes d'assainissement et les infractions relevées en 2018

	Dakar	Guédiawaye	Pikine	Rufisque	Région
Concessions à visiter	136 345	37 086	131 712	55 203	360 346
Concessions visitées	20 461	10 907	38 045	13 968	83 381
Taux de couverture (%)	15,01	29,41	28,88	25,30	23,14
Concessions ayant un système approprié d'assainissement	20 453	10 682	36 232	12 385	79 752
Niveau d'assainissement (%)	99,96	97,94	95,23	88,67	95,65
Nombre d'infractions relevés	12 434	5 378	32 776	8 995	59 583
Nombre d'infractions par domicile (%)	60,77	49,31	86,15	64,40	71,46

Source : Rapport annuel 2019 Brigade Régionale de l'Hygiène de Dakar

Malgré la qualité des systèmes d'assainissement observée dans les concessions visitées, de nombreux cas d'infractions ont été relevés au niveau des domiciles. Les infractions sont plus fréquentes dans le département de Pikine avec un pourcentage

de 86%. Après viennent respectivement les départements de Rufisque (64%), Dakar (61%) et Guédiawaye (49%). Ainsi, au niveau régional, 71% de cas d'infractions ont été recensés dans l'ensemble des concessions visitées.

Pour chaque infraction relevée, un montant d'amende forfaitaire est récolté. Globalement, en 2019, le Service régional d'Hygiène de Dakar a encaissé cent vingt-cinq millions quatre-vingts quatre mille FCFA (125 084 000 FCFA) dont les 67% sont provenus du département de Dakar. Ensuite, il y a le département de Pikine qui a fourni les 19% (23 375 000 FCFA). Enfin, les départements de Rufisque et Guédiawaye ont contribué respectivement à hauteur de 8% et 6%.

Tableau V. 15: Distribution des amendes forfaitaires selon le département

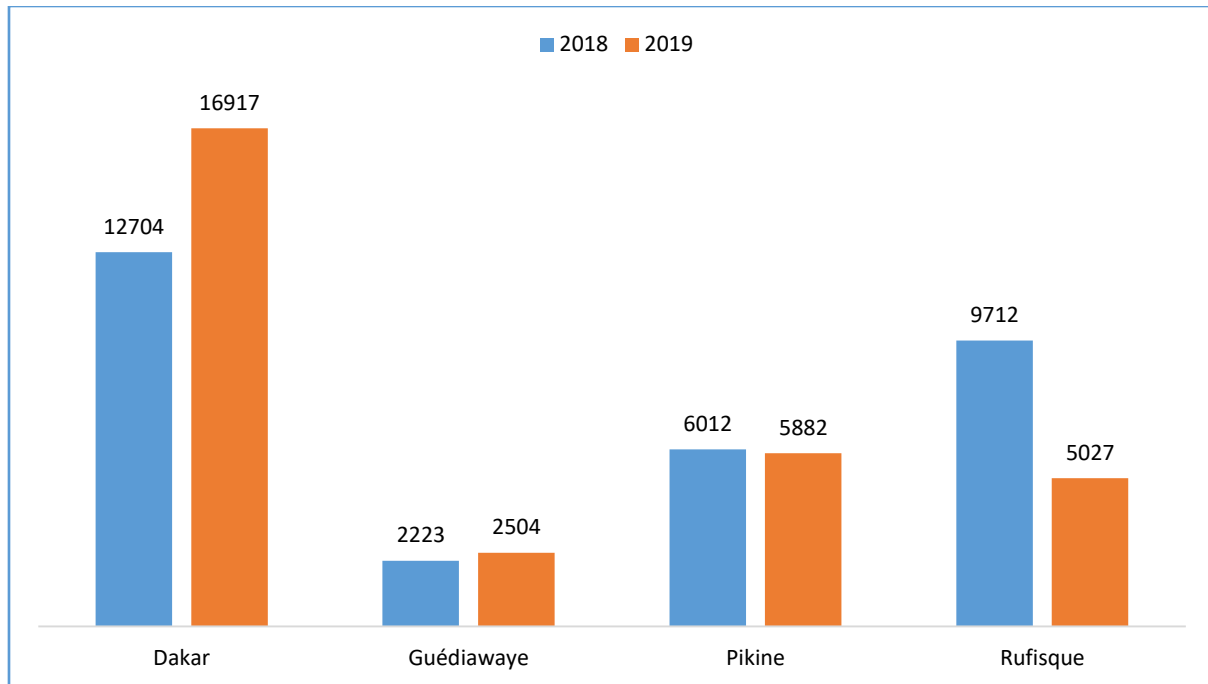
	Dakar	Guédiawaye	Pikine	Rufisque	Région
Montant amende forfaitaire récolté en 2019	84 012 000	7 725 000	23 375 000	9 972 000	125 084 000
Proportion par circonscription administrative (%)	67,16	6,18	18,69	7,97	100,00

Source : Rapport annuel 2019 Brigade Régionale de l'Hygiène de Dakar

V.2.2. LES INSPECTIONS DES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC (ERP)

En dehors des visites domiciliaires, le Service régional d'Hygiène effectue également des visites au niveau des Etablissements Recevant du Public (ERP). Ces ERP sont constitués principalement de structures qui vendent des produits alimentaires. Il s'agit notamment des boutiques, des restaurants, des dibiteries, etc. qui doivent être surveillés afin d'assurer la sécurité alimentaire de la population. C'est ainsi que la Brigade régionale de l'Hygiène de Dakar effectue très souvent des visites au niveau de ces établissements dans tous les départements de la région.

Graphique V. 2 : Répartition des ERP visités selon les départements



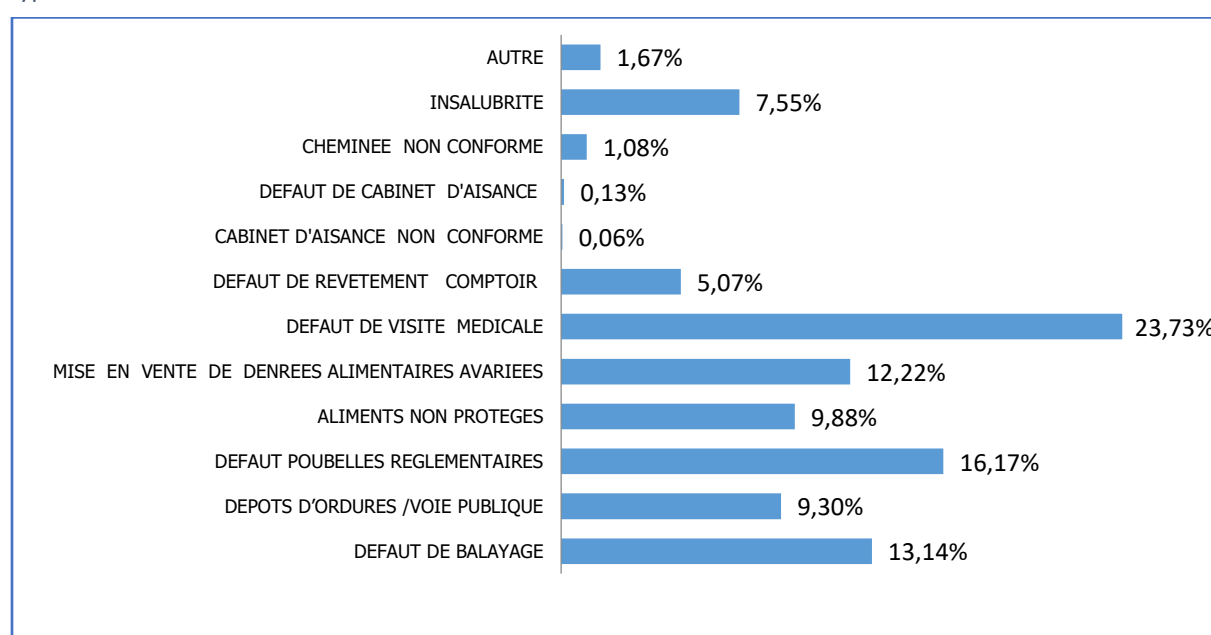
Source : Rapport annuel 2019 Brigade Régionale de l'Hygiène de Dakar

Durant ces deux dernières années, le nombre d'ERP visités par le Service régional d'hygiène a été respectivement de 30 651 en 2018 et 30 330 en 2019. Aussi, plus de la moitié des visites ont eu lieu dans le département de Dakar : 16 917 visites soit 56% des visites d'ERP effectuées dans la région. Par contre, en 2018, cette proportion a été de 41%. Après le département de Dakar, il y a celui de Pikine, qui en 2018, était devancé par Rufisque, qui a enregistré en 2019, 5 882 visites soit 130 visites de moins par rapport à l'année 2018. Egalement, le nombre d'ERP visités dans le département de Rufisque a fortement baissé en passant de 9 712 à 5 027. Enfin, pour Guédiawaye, comme dans le cas des visites domiciliaires, il a eu le nombre de visites d'ERP le faible et ceci en raison particulièrement qu'il soit le département le moins peuplé de la région.

Par ailleurs, comme lors des visites domiciliaires, la recherche et la constatation des infractions sont également effectuées dans les ERP. Les infractions rencontrées dans ces milieux sont de divers motifs. Il s'agit généralement de la mise en vente de denrées alimentaires avariées, des défauts de visites médicales, de poubelles réglementaires, de cabinet d'aisance ou d'une insalubrité tout court. Malheureusement, les statistiques sur la répartition des infractions commises par les ERP lors des visites ne sont pas disponibles durant ces deux dernières années. Ainsi, pour avoir une idée de cette répartition, l'on se contentera des données disponibles notamment celles de l'année

2017. D'après le graphique V.3., en 2017, le défaut de visite médicale a constitué le motif le plus fréquent lors des visites de contrôle de la salubrité des ERP (24%). Ensuite, il y a les défauts de poubelles réglementaires (16%) puis les défauts de balayage (13%) et la mise en vente de denrées alimentaires avariées (12%). Enfin, pour le reste des motifs, chacun a eu un taux inférieur à 10%. Il s'agit notamment des aliments non protégés (10%), des dépôts d'ordures sur les voies publiques (9%), des pratiques insalubres (8%), des défauts de revêtement de comptoir (5%), des cheminées non conformes et des défauts au niveau des cabinets d'aisance non conformes (0,19%).

Graphique V. 3 : Répartition des infractions commises lors des visites de contrôle de la salubrité des ERP selon le type 2017



Source : Rapport annuel 2017 Brigade Régionale de l'Hygiène de Dakar

CONCLUSION

Suite à l'analyse du système sanitaire de la région de Dakar notamment à travers les infrastructures, le personnel de santé et un bilan par rapport au programme de santé, il ressort que beaucoup d'efforts restent à être consentis dans la région et au Sénégal de façon générale. Du côté des infrastructures sanitaires, leur nombre insuffisant engendre de plus en plus un surpeuplement dans les structures de santé. D'ailleurs, la plupart des indicateurs de couverture sanitaires sont en deçà des normes de l'OMS. Cependant, par rapport au personnel de santé, il apparaît que les normes de l'OMS sont couvertes pour les médecins et les sages-femmes uniquement.

Par rapport au bilan des programmes, bien que la situation semble être améliorée d'une année à une autre mais pas dans tous les districts, les sensibilisations doivent être multipliées afin de permettre la couverture complète de tous les programmes de santé.

Il faut noter que concernant l'hygiène, il y a beaucoup d'insuffisances dans le comportement des populations à travers la recrudescence des infractions. Aussi, les visites au niveau des domiciles doivent être renforcées car les taux de couverture restent faibles de même que dans les ERP afin de protéger la population contre les conséquences liées aux infractions qu'ils commettent de jour en jour.

CHAPITRE VI: ASSISTANCE SOCIALE

INTRODUCTION

La protection sociale demeure un droit fondamental à la sécurité sociale des individus. D'ailleurs, les Objectifs de Développement Durable (ODD) recommandent aux différents pays de « mettre en place des systèmes et des mesures de protection sociale pour tous, adaptés au contexte national, y compris des socles de protection sociale¹² ».

Conscient des enjeux liés à la protection sociale surtout dans la lutte contre les inégalités sociales et la pauvreté, le Sénégal s'est engagé à travers le Plan Sénégal Emergent (PSE) de renforcer la sécurité sociale des travailleurs et des retraités, d'améliorer les conditions socio-économiques des groupes vulnérables et d'élargir la protection sociale au secteur informel et aux groupes vulnérables¹³. De même, la nouvelle Stratégie Nationale de Protection Sociale (SNPS-2016-2035) a pour objectif d'améliorer les moyens d'existence des plus vulnérables et de réduire les inégalités sociales de manière durable.

L'assistance sociale représente toutes actions menées pour venir en aide aux personnes en difficulté afin de favoriser leur bien-être, leur insertion sociale (surtout les personnes handicapées), leur autonomie ou pour lutter contre certains risques pouvant porter préjudice à leur intégrité et à leurs biens et aussi œuvrer à l'insertion harmonieuse des personnes du 3e âge. Elle est fondée sur un système non contributif qui est principalement assuré par l'Etat qui l'organise, le finance et le met en œuvre. Ainsi, elle a principalement pour mission d'améliorer le développement social du pays à travers des transferts sociaux octroyés directement aux ménages ou individus vulnérables. Au Sénégal, le gouvernement a défini des politiques sociales qui sont mises en œuvre par des structures de l'Etat dont le Service Régional de l'Action Sociale (SRAS) et le Groupement National des Sapeurs-Pompiers (BNSP).

Le présent chapitre va, dans un premier temps, traiter des activités menées par le Service en charge de l'action sociale dans la région et, dans un second temps, faire la

¹² «Atteindre l'ODD 1.3 et la protection sociale universelle (USP2030) dans le contexte de l'avenir du travail», Atelier technique 4.3, Étudier la faisabilité d'un financement international des systèmes de protection sociale, 2019.

¹³ Systèmes de protection sociale dans les stratégies de lutte contre la pauvreté au Sénégal, Avril 2014

situation des activités du Groupement national des Sapeurs-Pompiers (GNSP) dans la région pour l'année 2019.

VI.1. ACTIONS SOCIALE

En plus des services sociaux logés dans les structures de santé, le Service régional de l'Action Sociale (SRAS) est chargé de traduire en acte, au niveau régional, la politique sociale définie par l'Etat dans sa composante de prise en charge des groupes vulnérables. Pour mener à bien ses missions, le service régional s'appuie sur quatre services départementaux et 14 Centres de Promotion et de Réinsertion sociale (CPRS) dont 8 sont situés dans le département de Dakar, 3 dans Pikine et 3 dans Rufisque. Le département de Guédiawaye n'enregistre aucun. Le personnel est composé : de conseillers en travail social, de travailleurs sociaux spécialisés et d'assistants sociaux.

VI.1.1. APPUI, CONSEIL ET ORIENTATION

Le SRAS accompagne les indigents et groupes vulnérables dans l'acquisition de secours, de prise en charge médicale, de demande d'appareillage, de médiation familiale, d'appui et d'assistance aux daara, de bourse de formation ou d'aide scolaire, et de financement des projets économiques. Ces appuis font le plus souvent l'objet d'une sélection suite aux enquêtes sociales effectuées par les services déconcentrés et soumises aux autorités administratives.

En 2019, le SRAS a reçu au total 3 083 demandes soit 20% de plus que 2018 où le chiffre se situait à 2 574. Pour l'année 2019, ces demandes concernent majoritairement les secours (57%), suivi de demandes de prise en charge médicale (14%), et enfin les demande de bourse de formation ou d'aide scolaire (9%). S'agissant des autres types de demandes, ils ont enregistré respectivement en 2019 : demande d'appareillage (8%), financement de projet (6%), Médiation familiale (5%) et appui et assistance aux "daara" (2%).

L'évolution des autres types de demandes de consultation sociale affichent une hausse en 2019 par rapport au nombre reçu en 2018, hormis, les demandes de prise en charge médicale et de bourse ou aide familiale. Précisément, les demandes de secours (+36%), d'appareillage (+42%), de médiation familiale (+40%), d'appui au Daara (+9%) et de financement (19%) ont augmenté en 2019 contrairement aux demandes de prise en charge médicale (-2%) et de bourse ou aide familiale (-24%) affectées par une baisse.

Concernant les demandes reçues, au total 1 865 consultations sont réalisées en 2019, soit plus de 61% des demandes totales. Ces consultations ont porté sur les différentes formes de demandes reçues. En outre, quel que soit le type de demande considéré, les consultations effectuées en 2019 sont en nette progression en 2019 par rapport à 2018.

Tableau VI. 1 : Répartition et évolution du nombre de consultations sociales effectuées par le SRAS dans la région de Dakar selon le type de demande

Type de demande de consultation sociale	Année	Demandes reçues		Consultations effectuées	
		Nb	%	Nb	%
Secours	2018	1284	49,88	666	51,87
	2019	1744	56,57	1160	66,51
	Variation (en %)	35,83		74,17	
Prise en charge médicale	2018	435	16,90	158	36,32
	2019	429	13,92	160	37,30
	Variation (en %)	-1,38		1,27	
Demande d'appareillage	2018	176	6,84	57	32,39
	2019	249	8,08	171	68,67
	Variation (en %)	41,48		200,00	
Médiation familiale	2018	100	3,89	94	94,00
	2019	140	4,54	123	87,86
	Variation (en %)	40,00		30,85	
Appui et assistance aux "daara[2]"	2018	46	1,79	32	69,57
	2019	50	1,62	44	88,00
	Variation (en %)	8,70		37,50	
Demande de bourse de formation ou d'aide scolaire	2018	378	14,69	267	70,63
	2019	287	9,31	139	48,43
	Variation (en %)	-24,07		-47,94	
Demande de financement de projet	2018	155	6,02	57	36,77
	2019	184	5,97	68	36,96
	Variation (en %)	18,71		19,30	
Total	2018	2574		1331	51,71
	2019	3083		1865	60,49
	Variation (en %)	19,77		40,12	

Source : Données 2019, Service régional à l'Action Sociale

VI.1.2. LA PROMOTION SOCIALE DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP ET DES PERSONNES AGEES

La promotion sociale des personnes en situation de handicap et des personnes âgées se fait par l'intermédiaire du projet d'appui à la promotion des aînés (PAPA). Le programme national de réadaptation à base communautaire a permis de financer des projets pour une valeur de 29 millions, notamment 3,22 millions de Fcfa pour des projets de formations professionnelles, 10 millions pour des projets économiques, 14 millions pour des écoles spéciales et un million pour la subvention aux organisations de personnes handicapées. En plus, le programme enfance déshéritée a appuyé des

centre d'écoute, des femmes veuves et un daara pilote pour un montant de 3,3 millions. Et enfin le programme d'appui aux personnes atteintes par la Lèpre et Famille, a aussi soutenu 3 lépreux pour une valeur de 1,5 millions, et l'ensemble de ces programmes sont financés par l'état à l'exception du centre d'écoute qui est financé par l'UNICEF.

Tableau VI. 2 : Programmes d'appui aux personnes âgées

Projet		Cout (FCFA)	Source de financement	Niveau de réalisation	indicateurs
Projet d'appui aux personnes âgées		7 500 000	Etat	100 %	4 projets financés
Programme National de Réadaptation à Base Communautaire	Formation professionnelle	3 218 000	Etat	100%	11 projets financés
	Projets économiques	10 000 000	Etat	100%	4 projets financés
	Ecoles spéciales	14 900 000	Etat	100%	97 jeunes appuyés
	Subvention aux organisations de Personnes handicapées	1 000 000	Etat	100%	4 fédérations départementales appuyées
Programme Enfance Déshéritée	Appui au Centre d'écoute	1 050 000	Unicef	100%	30 enfants appuyés
	Appui aux femmes veuves	750 000	Etat	30%	10
	Appui à 1 daara pilote	1 500 000	Etat	100%	30 enfants appuyés
Programme d'appui aux personnes atteintes par la Lèpre et Famille	Appui aux lépreux hors village	1 500 000	Etat	100%	3 lépreux financés pour de

Source : Données 2016-2017, Service régional à l'Action Sociale

VI.2. LES SAPEURS-POMPIERS

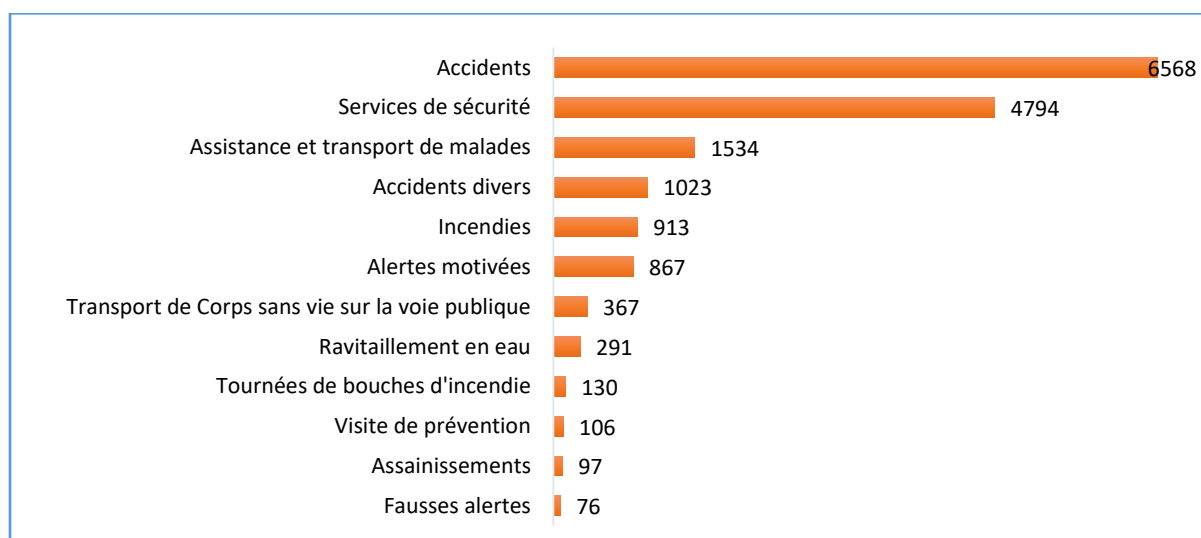
La Brigade Nationale des Sapeurs-Pompiers (BNSP) de la République du Sénégal est placée sous les ordres d'un officier supérieur ou d'un officier général nommé par décret. Le commandant de la brigade est chargé de l'exécution des instructions du Ministre de l'Intérieur pour tout ce qui concerne l'organisation et le fonctionnement des services d'incendie et de secours. Le Commandant de la brigade a, dans le cadre de son commandement, les prérogatives et avantages du Chef d'État-Major de l'Armée de Terre.

Le Groupement national des Sapeurs-Pompiers (BNSP) a pour mission la prévention des risques de toute nature, l'information et l'alerte des populations ainsi que la sauvegarde des personnes, des biens et de l'environnement contre les accidents, les sinistres et les catastrophes par la préparation et la mise en œuvre de mesures et de moyens appropriés relevant de l'Etat, des collectivités territoriales et des autres personnes publiques ou privées.

VI.2.1. LES INTERVENTIONS

En 2019, environ 16 756 interventions sont effectuées au niveau de la BNSP, soit 24% de plus que l'année précédente. Parmi ces interventions, la majorité ont concerné des accidents (6 568 soit 39% de l'ensemble) et des services de sécurité (4 794 soit 29% de l'ensemble) en 2019. Il s'en suit les Assistance et transport de malades (1 534 sorties), les accidents divers (1 023) puis les cas d'incendies (913) et enfin les alertes motivées portées par des personnes de bonne foi (867). Egalement, il y a des interventions portant sur les services de représentation qui ont une part importante dans les sorties de la BNSP (4 794). Outre ceci, il y a les transports de Corps sans vie sur la voie publique qui ont été au nombre de 367. Quant aux fausses alertes, 76 cas ont été dénombrés durant l'année 2019. Aussi, il y a eu des sorties qui concernent des ravitaillements en eau (291) et des tournées de bouche d'incendie (130) et des interventions d'assainissement (97).

Graphique VI. 1 : Répartition des sorties effectuées par le Groupement national des Sapeurs-Pompiers selon la nature en 2018

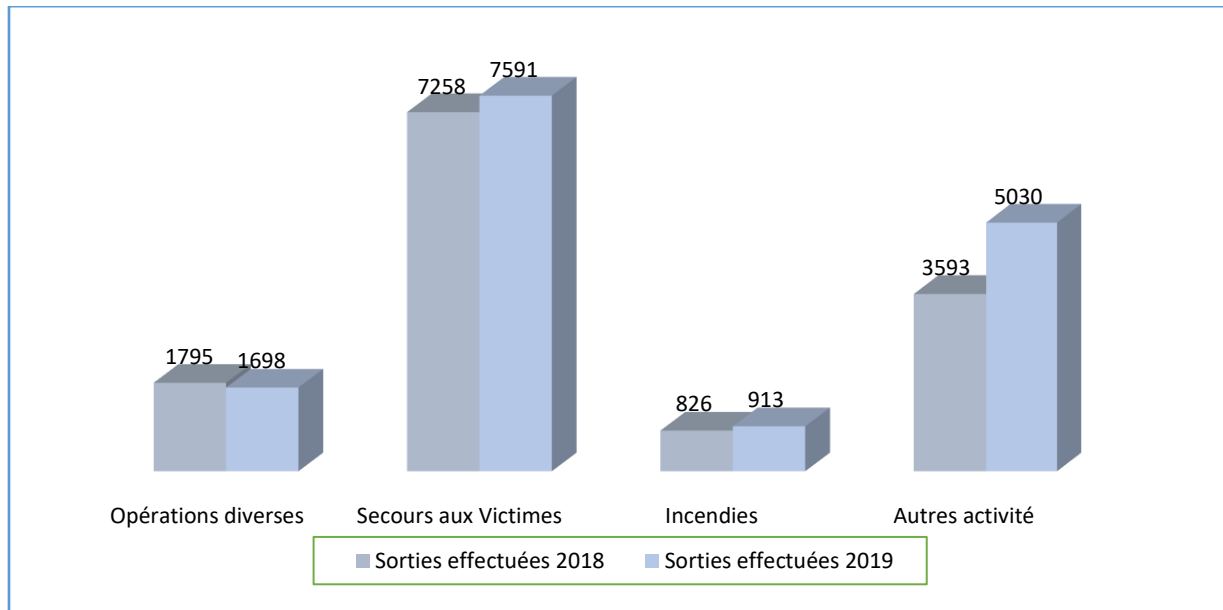


Source : Données 2019, Bilan annuel des interventions de la BNSP

Hormis la baisse de 5% observées au niveau des opérations diverses entre 2018 et 2019, l'évolution des différentes autres sorties enregistre une hausse des interventions

sur la période. En effet, les secours aux victimes ont progressé de 5% en passant de 7 258 cas en 2018 à 7 591 cas en 2019. Même situation de hausse pour les incendies, où 11% de sorties supplémentaires sont enregistrées en 2019 (7 591 interventions) par rapport à l'année précédente (7 258 interventions). Quant aux autres activités, elles ont considérablement accru en 2019 (5 030 cas) par rapport à 2018 (3 593 cas).

Graphique VI. 2 : comparaison des sorties effectuées selon la nature de l'intervention au cours des deux dernières années



Source : Données 2018-2019, Bilan annuel des interventions de la BNSP

VI.2.2. LES SECOURS AUX VICTIMES

Comme mentionné plus haut, la plupart des sorties ont pour motif de secourir des victimes d'accidents. Ainsi, les accidents de circulation constituent la quasi-totalité des sorties pour motifs de secours aux victimes. Précisément, 6 470 interventions de secours effectuées concernent des victimes des accidents sur la voie publique, soit 85% du total. Ceci implique qu'en moyenne, chaque jour, plusieurs accidents se produisent (en moyenne plus d'une quinzaine par jour). Les accidents de circulation prennent de plus en plus de l'ampleur et la principale cause est l'imprudence des conducteurs et la vétusté du parc automobile. Quant aux sorties ayant concerné les autres types d'accidents, ils ont représenté 1121 cas de secours.

Du côté des victimes, 8 720 individus ont été dénombrés comme ayant été secourus par la BNSP. Parmi eux, 8 570 ont été sauvées et 150 ont perdu la vie durant l'année 2019. Parallèlement, il y a les accidents de travail qui ont été de 91 avec 106 victimes dont 4 décès. Egalement, deux accidents maritimes et quatre accidents ferroviaires

sont enregistrés en 2019, avec 2 victimes et zéro décès pour le premier et 47 victimes et 5 décès pour le second. Pour les victimes d'accidents divers, sur les 1 162 victimes assistés, 109 sont décédés. Outre ces types d'accidents, la BNSP a enregistré un accident domestique avec une victime secourue.

Tableau VI. 3 : Répartition des interventions de la BNSP selon la nature de l'accident dans la région de Dakar en 2019

NATURE DES ACCIDENTS	Nombre d'interventions	Nombre de victimes	VICTIMES	
			Sauvées	Décédées
Accidents sur la voie publique	6470	8720	8570	150
Accidents ferroviaires	2	2	2	0
Accidents maritimes	4	47	42	5
Accidents domestiques	1	1	1	0
Accidents de travail	91	106	102	4
Accidents divers	1023	1162	1035	109
TOTAUX	7591	10038	9752	268

Source : Données 2019, Bilan annuel des interventions de la BNSP

VI.2.3. L'ASSISTANCE AUX PERSONNES

Au cours de l'année 2019, les sapeurs-pompiers de la région de Dakar ont effectué 1 635 sorties, soit 14% de plus que l'année précédente. Ces sorties concernent principalement des interventions de secours au profit des personnes malades et des victimes de noyade entre autres.

VI.2.4. LES SORTIES POUR OPERATIONS DIVERSES

Les sorties pour activités diverses effectuées par les sapeurs-pompiers se chiffrent à 5 030 en 2019, soit 40% de plus que l'année précédente. Cette mode de sortie représente plus de 30% sur l'ensemble des interventions de la BNSP. Et elle est constituée de services de représentation (4 794 sorties), de visites de prévention (106 sorties) et de tournées de bouches d'incendies (130 sorties).

Quant aux autres sorties relatives aux opérations diverses, elles sont d'ordre sécuritaire et les alertes motivées y ont été plus nombreuses (867 cas). Ensuite viennent le transport de corps sans vie sur la voie publique (367 cas) puis les ravitaillements en eau (291 cas). Le reste a été constitué des opérations d'assainissement (97 cas) et des fausses alertes (76 cas).

VI.2.5. LA LUTTE CONTRE LES INCENDIES

En 2019, la BNSP a enregistré environ 913 sorties de lutte contre les incendies, soit 11% de plus que l'année précédente. La quasi-totalité des incendies concernent les autres risques (dépôt d'ordures, gaz, divers) les habitations et les établissements recevant du public sont largement touchés par ces catastrophes avec une hausse des interventions respectives de 20% et de 3% en 2019. Néanmoins, pour un grand nombre de ces incendies, les causes sont ignorées ou encore indéterminées.

Tableau VI. 4 : Répartition du nombre de sorties pour la lutte contre les incendies selon la nature des interventions

Nature des interventions	Nombre de sorties 2018	Nombre de sorties 2019	variation (en %)
Habitations	225	270	20,00
Etablissements Recevant du Public	101	104	2,97
Industries	13	9	-30,77
Agriculture	54	32	-40,74
Autres risques	433	498	15,01
Total	826	913	10,53

Source : Données 2019 Bilan annuel des interventions de la BNSP

CONCLUSION

Le Pays se caractérise par une forte solidarité où l'assistance et l'entraide occupent une place importante dans notre société. C'est dans ce sens que le Service régional de l'Action sociale (SRAS) et le groupement national des sapeurs-pompiers orientent leurs activités.

Cependant, le SRAS participe à la lutte contre la pauvreté à travers des programmes et des projets permettant de secourir des personnes en situations de handicap, des personnes âgées et nécessiteuses. S'agissant des sapeurs-pompiers, ils luttent contre les dangers qui peuvent porter préjudice aux personnes et à leurs biens.

Néanmoins l'année 2019 est caractérisée par un accroissement des interventions de secours par rapport à l'année 2018. En outre le bilan en termes de victime est beaucoup plus lourd même constat pour les décès.

CHAPITRE VII: JUSTICE

INTRODUCTION

Selon la Banque Mondiale, la croissance économique seule ne suffira pas pour mettre fin à la pauvreté¹⁴. En effet, le développement comporte également d'autres aspects d'ordre social, culturel, psychologique, etc. Par exemple, l'importance du lien entre la justice, la paix et le développement durable a été encore confirmée dans le cadre des ODD. L'Objectif 16 est spécifiquement dédié aux enjeux de la justice et s'intitule ainsi : « paix, justice et institution efficace » ou « Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous ».

Aussi, la justice est l'un des piliers pour un fonctionnement de la démocratie et constitue alors un des instruments au service de la liberté et de la sécurité. Dans ce sens, le Sénégal, à travers son Plan Sénégal Emergent (PSE), l'a instituée dans son Axe 3 : Gouvernance, institutions, paix et sécurité notamment dans son objectif de « promotion de l'Etat de droit, des droits humains et de la justice ». De ce fait, l'un des objectifs poursuivis est d'améliorer l'accès, la qualité et l'efficacité de la justice, par la réduction de la durée des détentions préventives, l'amélioration des conditions de prises en charge des mineurs, le renforcement des sanctions pour atteinte aux droits des femmes, des enfants et des minorités, l'amélioration des conditions de séjour dans les prisons ainsi que le renforcement de l'accessibilité à une justice de proximité et des capacités institutionnelles et humaines des juridictions et des services centraux et déconcentrés.

Au Sénégal, les détentions sont gérées par la Direction de l'Administration pénitentiaire et celle de l'Education Surveillée et de la Protection Sociale.

VII.1. SITUATION CARCERALE

L'administration pénitentiaire est placée sous le contrôle du ministère de la justice depuis 1998, suite à la décision de l'Etat de confier au pouvoir judiciaire, gardien des

¹⁴ <https://www.banquemondiales.org/fr/news/press-release/2014/04/10/ending-poverty-requires-more-than-growth-says-wbg>

droits et libertés, le contrôle de l'exécution de la peine et de prévoir son intervention dans la mise en œuvre de la sanction pénale tant en détention en milieu ouvert. La mission de l'administration pénitentiaire s'articule essentiellement autour de la sécurité et de la réinsertion sociale des détenus.

VII.1.1. LA POPULATION CARCERALE

VII.1.1.1. LES ECROUES

La région de Dakar compte au total huit (08) lieux de détention à savoir : la Maison Centrale d'Arrêt (MCA) de Rebeuss, les Maisons d'Arrêt et de Correction (MAC) de Hann, du Cap Manuel et du pavillon spécial de l'hôpital Aristide Le Dantec, le Camp Pénal (CP) de Liberté 6, la Maison d'Arrêt pour Femmes (MAF) de Liberté 6, la MAC de Rufisque et la Maison de Correction (MC) de Sébikotane. Il faut noter que plus de la moitié des détenus sont dans la MCA de Rebeuss (2 579 soit 63% des détenus de la région en 2019). Cet établissement pénitentiaire dépasse habituellement sa capacité d'accueil évaluée à 2 300 pensionnaires en 2019. Après Rebeuss, vient le CP de Liberté VI qui a enregistré à la fin de l'année 2019, 974 détenus sur une capacité d'accueil de 1 000 pensionnaires. Ensuite, il y a la MAC de Cap Manuel, la MC de Sébikotane et la MAF de Liberté VI qui ont eu respectivement 143, 144 et 100 détenus au 31 décembre 2019. Le reste des établissements pénitentiaires ont enregistré chacun moins de 100 pensionnaires. De plus, mis à part la MCA de Rebeuss, seule la MAC de Cap Manuel a dépassé sa capacité d'accueil. Globalement, jusqu'à la fin de l'année 2019, la capacité d'accueil des établissements pénitentiaires de la région été évaluée à 3 900 détenus alors qu'ils ont finalement accueilli au total 4 102 détenus. Ceux-ci comprennent les détenus provisoires, les condamnés et les mineurs. En 2019, les mineurs ont été uniquement répertoriés au niveau de la MCA de Rebeuss (14), de la MAC de Hann (76) et à la MAF de Liberté VI (01).

Concernant la répartition des détenus suivant le sexe, il ressort du tableau VII.1 que 94% (3 868) des détenus sont des hommes (les mineurs de sexe masculin exclus). Ainsi, les femmes (majeures) n'ont été qu'au nombre de 143. Elles sont exclusivement détenues au niveau de la MAF de Liberté VI (99), à la MAC de Rufisque (43) et à la MC de Sébikotane (01). Ce qui fait que les autres établissements n'ont été constitués que d'hommes.

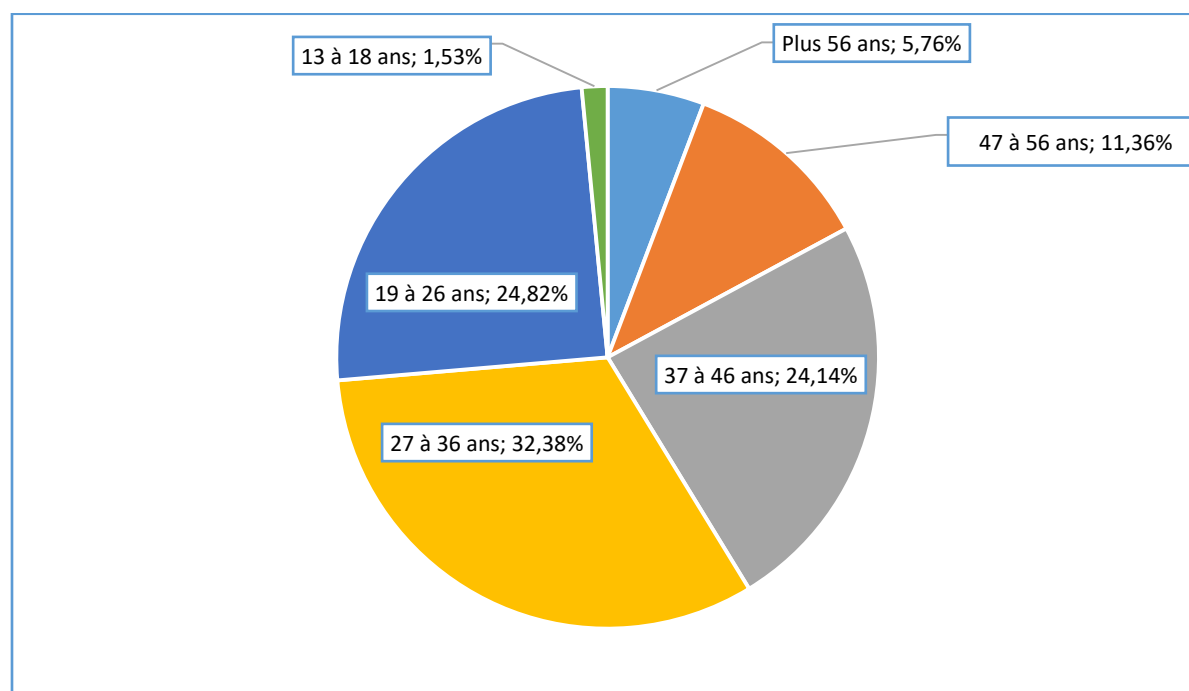
Tableau VII. 1 : Effectif des établissements pénitentiaires au 31 décembre 2019 selon le sexe

Circonscription administrative	Etablissements	Plafond budgétaire	Hommes	Femmes	Mineurs	Total détenus
Département de Dakar	Maison Centrale d'Arrêt de Rebeuss	2300	2565	0	14	2579
	Maison d'Arrêt et de Correction de Hann	80	0	0	76	76
	Maison d'Arrêt et de Correction de Cap Manuel	130	143	0	0	143
	Maison d'Arrêt et de Correction de la Pavillon Spéciale	60	43	0	0	43
	Camp Pénal de Liberté VI	1000	974	0	0	974
	Maison d'Arrêt pour les Femmes de Liberté VI	130	0	99	1	100
Département de Rufisque	Maison d'Arrêt et de Correction de Rufisque	50	0	43	0	43
	Maison de Correction Sébikotane	150	143	1	0	144
Région de Dakar			3868	143	91	4102

Source : Données 2018-2019, Direction de l'Administration pénitentiaire

Par rapport à la tranche d'âge des écroués, le graphique permet de voir que la majeure partie des personnes emprisonnées sont âgées entre 27 et 36 ans et ont constitué 32,38% des écroués des prisons de la région. Ceux-ci sont suivis des personnes âgées de 19 à 26 ans (24,82%) puis de celles ayant entre 37 et 46 ans (24,14%). Ensuite, viennent respectivement les détenus âgés de 47 à 56 ans (11,36%) et les plus de 56 ans (5,76%). Les individus mineurs particulièrement ceux âgés de 13 à 18 ans n'ont représenté que 1,53% des détenus des établissements pénitentiaires de la région.

Graphique VII. 1 : Répartition des écroués dans les prisons de la région de Dakar selon la classe d'âges en 2019



Source : Données 2018-2019, Direction de l'Administration pénitentiaire

VII.1.1.2. LES DETENUS PROVISOIRES

La détention provisoire est l'emprisonnement d'une personne qui n'a pas été jugé. Globalement, les détenus provisoires sont généralement plus nombreux que les condamnés. Dans la région de Dakar, ils ont représenté au total 55% et 59% des prisonniers respectivement en 2018 et 2019 soit un effectif de 2 260 et 2 398 détenus. La quasi-totalité des détenus sont dans le département de Dakar. En 2018, le département de Rufisque n'a compté que 3 détenus provisoires et 17 à l'année suivante. D'ailleurs, ce département compte plus de détenus condamnés que de détenus provisoires.

Concernant le sexe des détenus, la plupart d'entre eux sont naturellement des hommes et ont constitué en moyenne 96% des détenus entre 2018 et 2019. Ceux-ci prédominent quel que soit le profil du détenu. Chez les détenus provisoires, les hommes ont été au nombre de 2 160 sur les 2 263 en 2018 et de 2 318 sur 2 415 en 2019. Au niveau des départements, il est constaté d'après le tableau ci-après, que tous les détenus provisoires du département de Rufisque sont des femmes aussi bien en 2018 qu'en 2019. Par contre, dans le département de Dakar, les femmes en détention provisoire ont été respectivement de 100 et 80 en 2018 et en 2019.

Tableau VII. 2 : Répartition des détenus selon le sexe et le département en 2018 et en 2019

Circonscription administrative	Année	Détenus provisoires			Détenus condamnés			Total		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Département de Dakar	2018	2160	100	2260	1586	30	1616	3746	130	3876
	2019	2318	80	2398	1497	20	1517	3815	100	3915
	Variation (en %)	7,31	-20,00	6,11	-5,61	-33,33	-6,13	1,84	-23,08	1,01
Département de Rufisque	2018	0	3	3	192	37	229	192	40	232
	2019	0	17	17	143	27	170	143	44	187
	Variation (en %)		466,67	466,67	-25,52	-27,03	-25,76	-25,52	10,00	-19,40
Région de Dakar	2018	2160	103	2263	1778	67	1845	3938	170	4108
	2019	2318	97	2415	1640	47	1687	3958	143	4102
	Variation (en %)	7,31	-5,83	6,72	-7,76	-29,85	-8,56	0,51	-15,88	-0,15

Source : Données 2018-2019, Direction de l'Administration pénitentiaire

Par ailleurs, il faut noter que les détenus sont répartis dans les différentes prisons de la région selon leur capacité d'accueil. En 2019, la MCA de Rebeuss qui a compté, 63%

des détenus, présente particulièrement un fort pourcentage de détenus provisoires par rapport aux autres prisons de la région. En effet, les détenus provisoires ont représenté 86% des détenus et ne sont constitués que d'hommes. Parallèlement, la MAF de Liberté VI qui n'est composée que de femmes a eu 79 détenus provisoires sur 100 détenus. Mis à part ces deux prisons, les détenus condamnés prédominent dans l'ensemble des autres prisons.

Quant aux mineurs, ils sont concentrés à la MAC de Hann (76 sur 91 détenus en 2019) et les 62 sont en détention provisoire avec 61 à la MAC de Hann et 1 à la MAF de Liberté VI. La prison de Rebeuss ne compte que des mineurs condamnés et donc aucun en détention provisoire.

Tableau VII. 3 : Répartition des détenus dans les différentes prisons de la région en 2019

Circonscription administrative	Etablissements	Plafond budgétaire	Détenus provisoires			Détenus condamnés			Total
			Hommes	Femmes	Mineurs	Hommes	Femmes	Mineurs	
Département de Dakar	MCA de Rebeuss	2300	2226	0	0	339	0	14	2579
	MAC Hann	80	0	0	61	0	0	15	76
	MAC Cap Manuel	130	6	0	0	137	0	0	143
	MAC Pavillon Spécial	60	12	0	0	31	0	0	43
	CP Liberté VI	1000	13	0	0	961	0	0	974
	MAF Liberté VI	130	0	79	1	0	20	0	100
Département de Rufisque	MAC Rufisque	50	0	17	0	0	26	0	43
	MC Sébikotane	150	0	0	0	143	1	0	144
Région de Dakar			2257	96	62	1611	47	29	4102

Source : Données 2019, Direction de l'Administration pénitentiaire

L'ensemble de ces détenus ont été écroués en prison pour diverses raisons. Etant donné que les statistiques sur leur répartition selon la nature des infractions commises ne sont pas disponibles pour la région de Dakar, il s'agira d'analyser celles du Sénégal sachant qu'en général que la région de Dakar a la même structure de répartition que le pays. Ainsi, d'après le tableau VII.4, le vol et le recel constitue l'infraction la plus fréquente commise par les écroués : en 2019, 30% des détenus adultes et 67% chez les mineurs ont été écroués pour ce motif. Chez les adultes, cette infraction est suivie de la détention et de l'usage du chanvre indien (25%) puis de l'escroquerie, abus de confiance, faux et usage de faux (10%). Par contre, chez les mineurs, c'est le trafic de drogue qui a constitué en 2019, la deuxième infraction la plus fréquente (13%). Le reste des autres infractions y fait moins de 5% chacun (cf. tableau VII.4).

Tableau VII. 4 : Répartition en pourcentage des détenus écroués du Sénégal selon la nature des infractions en 2019

	Adultes (%)	Mineurs (%)
1- Vol et Recel	30,35	66,82
2-Détention-usage de chanvre indien	24,55	4,65
3-Trafic de drogue	3,85	13,36
4-Détournement de deniers publics	0,22	0,15
5-Coups et blessures volontaires	5,86	4,95
6-Escoquerie, Abus de confiance Faux et usage de faux	10,39	1,50
7-Viol-attentat à la pudeur-pédophilie	1,58	1,50
8-Défaut de carnet sanitaire et social- proxénétisme	1,17	0,00
9-Infanticide	0,07	0,00
10-Avortement	0,07	0,15
11-Meurtre- Assassinat-parricide.	0,24	1,50
12-Homicide volontaire ou involontaire	0,62	0,30
13-Menaces -violences -voies de faits-injures	1,85	1,65
14-Outrage et rébellion	0,99	1,20
15-Vagabondage et mendicité	0,39	2,25
16-Evasion et tentative	0,05	0,00
17-Fraude	0,09	0,00
18-Débit de boissons	0,47	0,00
19-Terrorisme	0,14	0,00
20-Autres	17,05	0,00

Source : Données 2019, Direction de l'Administration pénitentiaire

VII.1.2. LES CONDITIONS DE DETENTION

La région de Dakar compte au total huit (08) prisons dont la plupart sont héritées de la colonisation. D'autres sont des structures transformées pour la cause. Depuis plusieurs décennies le nombre de prisons à Dakar n'a pas beaucoup évolué, les conditions de détention non plus. Alors que la population carcérale augmente. La Maison Centrale d'Arrêt de Rebeuss, créée en 1914, est la plus grande du pays. Elle était prévue pour recevoir 475 détenus mais accueille actuellement un nombre qui dépasse sa capacité.

A part les travaux de réfection de Rebeuss en 2006, les prisons sénégalaises sont, en général, dans un état déplorable. Leur capacité d'accueil est restreinte. « La promiscuité et le manque d'hygiène dans les cellules favorisent la propagation des maladies dermatologiques et d'autres types. Il n'existe pas de médecin dans les prisons. Il n'y a que des infirmiers pour prodiguer les premiers soins. Les malades en état critique sont transférés au pavillon spécial de l'hôpital Aristide Le Dantec », Le régime diététique conduit à l'avitaminose et favorise l'émergence de maladies telles que les œdèmes, le Kwashiorkor, l'anémie, etc. Les œdèmes à côté des maladies

infectieuses comme la tuberculose sont les premières causes de décès des personnes en détention.

VII.2. EDUCATION SURVEILLEE

La Direction de l'Éducation Surveillée et de la Protection Sociale (DESPS) est un service public de protection judiciaire à vocation éducative et sociale. Elle est chargée de la prévention, de la protection, de la stabilisation, de l'accompagnement et de la réinsertion sociale des enfants en conflit avec la loi et des enfants en danger.

Elle est composée de services centraux et de services extérieurs. Les services centraux jouent un rôle clé dans le dispositif de fonctionnement. Ils sont chargés de la conception, de l'orientation de la politique éducative, du suivi et de la coordination des différentes activités développées par les services extérieurs.

VII.2.1. INFRASTRUCTURES ET PERSONNELS

Les structures de prise en charge de l'éducation surveillée de la région de Dakar sont chargées de la mise en œuvre des politiques et programmes conçus en matière de prise en charge de l'enfance. Elles ont un rôle de protection, de rééducation et de formation des jeunes âgés de moins de 21 ans en danger ou en conflit avec la loi.

Le tableau montre que la région dispose de douze (12) structures de prise en charge de l'éducation surveillée soit le tiers des trente-six (36) structures fonctionnelles que compte la DESPS au niveau national.

Ces services extérieurs se répartissent comme suit : quatre (04) sections AEMO¹⁵, deux (02) centres de sauvegarde, un (01) centre polyvalent, un (01) Centre d'Adaptation sociale, un (01) Centre de Premier Accueil (CPA), deux (2) secteurs AEMO et une coordination AEMO.

Cependant, le tableau ci-dessous révèle une prédominance du département de Dakar qui abrite six (06) structures sur les douze (12) soit 50% des services extérieurs de l'éducation surveillée. Il est suivi du département de Guédiawaye avec 25% ; le département de Pikine enregistre deux structures de prise en charge et celui de Rufisque n'en dispose qu'une. L'effectif de ces structures est resté le même sur la période 2017-2018.

¹⁵ Action Educative en Milieu Ouvert

Tableau VII. 5 : Répartition des structures de prise en charge de l'éducation surveillée dans la région de Dakar en 2018

Circonscription administrative	IESPS	Coord. AEMO	Section AEMO	Secteur AEMO	CS	CP	CAS	CPA	Total
Dakar	1	1	1	2	0	0	0	1	6
Guédiawaye	0	0	1	0	2	0	0	0	3
Pikine	0	0	1	0	0	1	0	0	2
Rufisque	0	0	1	0	0	0	0	0	1
Région de Dakar	1	1	4	2	2	1	1	1	12

Source : Rapports statistiques de la région de Dakar 2017 et 2018 de la DESPS

L'effectif total du personnel de la DESPS, dans la région de Dakar, est passé de 114 à 96 agents sur la période de 2017 à 2018. D'ailleurs, environ 70% du personnel sont des femmes et les hommes ne représentent que 30%, durant l'année 2017 et 2018. Par ailleurs, l'effectif du personnel de la DESPS est composé principalement d'éducateurs spécialisés (43 agents en 2017 et 37 agents en 2018), de maîtres enseignants techniques et professionnels (17 agents en 2017 et 15 agents en 2018) et « autres personnels » regroupant plusieurs corps et représentant plus de 40% du personnel durant cette période. Il y a également les techniciens et agents horticoles (07 en 2017 et 03 en 2018), les Maîtresses et Monitrices d'Economie Familiale (01 pour les deux années). Comparativement à l'année dernière, l'effectif de 2018 a connu une baisse de 16%.

Tableau VII. 6 : Evolution des effectifs du personnel de l'éducation surveillée dans la région de Dakar selon la formation et le sexe, par circonscription administrative

Corps	Sexe	Dakar			Guédiawaye			Pikine			Rufisque			Région Dakar		
		2017	2018	Variation en %	2017	2018	Variation en %	2017	2018	Variation en %	2017	2018	Variation en %	2017	2018	Variation en %
Educateur spécialisé	Masc.	3			2			3			1			12	6	50,00
	Fem.	9			10			7			2			31	31	0,00
	Ens.	12			2			10			3			43	37	13,95
Maître d'Enseignement Technique et Professionnel	Masc.	0			2			0			1			3	4	33,33
	Fem.	0			9			5			0			14	11	21,43
	Ens.	0			11			5			0			17	15	11,76
Technicien et Agent horticole	Masc.	0			0			1			3			4	2	50,00
	Fem.	0			2			0			1			3	1	66,67
	Ens.	0			2			1			4			7	3	57,14
Maîtresse et Monitrice d'Economie Familiale	Masc.	0			0			0			0			0	0	
	Fem.	0			1			0			0			1	1	0,00
	Ens.	0			1			0			0			1	1	0,00
Assistant (e) social (e)	Masc.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Fem.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Ens.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres personnels	Masc.	13			5			3			0			18	18	0
	Fem.	11			9			8			3			28	22	21,43
	Ens.	24			24			11			4			46	40	13,04
Total	Masc.	16			9			7			5			37	30	18,92
	Fem.	20			31			20			6			77	66	14,29
	Ens.	36			40			27			11			114	96	15,79

Source : Rapports statistiques de la région de Dakar 2017 et 2018 de la DESPS

Les structures de l'éducation surveillée de la région de Dakar sont composées de 114 agents répartis dans les différents centres et secteurs.

Dans cet effectif, les 37 agents travaillent dans les centres de sauvegarde, les autres structures comme les centres polyvalents enregistrent un effectif de 20 personnes, la Direction général 19 personnes, et les services de l'Action Educative en Milieu Ouvert (AEMO) de la région totalisent un effectif de 14 personnes, et le reste des services ont entre 4 et 8 agents.

Il révèle qu'une bonne partie du personnel soit 69% se trouve dans les départements de Guédiawaye et Dakar.

Tableau VII. 7 : Evolution des effectifs du personnel de l'éducation surveillée selon la structure, par circonscription administrative

Circonscription administrative	Année	Direction centrale	Coord. AEMO	Section AEMO	Secteur AEMO	CS ¹⁶	CP ¹⁷	CAS ¹⁸	Centre de Premier accueil	Total
Dakar	2016	19	2	0	5	0	0	0	7	33
	2017	19	4	4	5	0	0	0	7	39
	Variation en %	0,00	100,00		0,00				0,00	18,18
Guédiawaye	2016	0	0	3	0	36	0	0	0	39
	2017	0	0	3	0	37	0	0	0	40
	Variation en %			0,00		2,78				2,56
Pikine	2016	0	0	3	0	0	19	0	0	22
	2017	0	0	4	0	0	20	0	0	24
	Variation en %			33,33			5,26			9,09
Rufisque	2016	0	0	2	0	0	0	15	0	17
	2017	0	0	3	0	0	0	8	0	11
	Variation en %			50,00				-		-
Région de Dakar	2016	19	2	8	5	36	19	15	7	111
	2017	19	4	14	5	37	20	8	7	114
	Variation en %	0,00	100,00	75,00	0,00	2,78	5,26	46,67	0,00	2,70

Source : Rapports statistiques de la région de Dakar 2017 et 2018 de la DESPS

VII.2.2. ENFANTS EN CONFLIT AVEC LA LOI ET ENFANTS EN DANGER

Le mineur en danger moral est celui dont l'éducation, la santé, la moralité et la sécurité sont compromises ou insuffisamment sauvegardées. Ce sont généralement des enfants exposés ou en situation de vulnérabilité avérée au sens des articles 293 du Code de la Famille (CF) et 594 du Code de Procédure Pénale (CPP).

L'Enfant en Conflit avec la Loi (ECL) désigne toute personne de moins de 18 ans qui a commis seul ou en coaction une infraction ou qui est complice ou accusée. Il s'agit d'un enfant dont les agissements tombent sous le coup de la loi et qui est appelé à faire face au système institutionnel de réparation des torts causés à autrui ou à la société.

¹⁶ CS = Centre de Sauvegarde

¹⁷ CP = Centre Polyvalent

¹⁸ CAS = Centre d'Adaptation Sociale

Pour l'année 2018, 2 047 enfants ont été pris en charge dans les centres et services AEMO de la région, contre 2 530 pour l'année précédente chez les mineurs en danger ou en conflit avec la loi. Aussi bien en 2017 qu'en 2018, les enfants en danger sont majoritaires parmi ceux qui sont pris en charge. Toutefois, cet effectif a baissé de près de 13% en 2018 en comparaison à l'effectif de 2017, passant de 2 340 enfants à 2 042. Au sujet de ceux en conflit avec la loi, 5 mineurs ont été pris en charge en 2018 contre 190 en 2017, soit une baisse de 97%. Par ailleurs, aussi bien en 2017 qu'en 2018, la plupart de ces enfants sont abrités au niveau des centres et services du département de Pikine soit respectivement 1 923 et 1 786. Quant au reste, ils sont logés dans les centres du département de Dakar.

Selon le sexe, les filles sont majoritaires au niveau des pris en charge soit 1 278 mineures en 2017 et 1 146 en 2018. Cependant, il est important de signaler que la baisse de la prise en charge des enfants est constatée dans les deux sexes. Pour ce qui est des garçons, il est passé de 1 252 personnes à 901 accusant une baisse de 28%. S'agissant des filles, un repli de 10% est observé.

Tableau VII. 8 : Evolution des effectifs pris en charge dans les structures d'éducation surveillée selon la catégorie et le sexe, par circonscription administrative

Circonscription administrative	Année	Enfants en conflits avec la loi			Enfants en dangers			Total		
		G.	F.	Ens.	G.	F.	Ens.	G.	F.	Ens.
Dakar	2017	55	7	62	184	108	292	239	115	354
	2018	1	0	0	112	148	260	113	148	260
	Variation en %	-98,18	-100,00	-100,00	-39,13	37,04	-10,96	-52,72	28,70	-26,55
Guédiawaye	2017	21	1	22	87	97	184	108	98	206
	2018									
	Variation en %									
Pikine	2017	80	9	89	786	1048	1834	866	1057	1923
	2018	2	2	4	786	996	1782	788	998	1786
	Variation en %	-97,50	-77,78	-95,51	0,00	-4,96	-2,84	-9,01	-5,58	-7,12
Rufisque	2017	16	1	17	23	7	30	39	8	47
	2018									
	Variation en %									
Région de Dakar	2017	172	18	190	1080	1260	2340	1252	1278	2530
	2018	3	2	5	898	1144	2042	901	1146	2046
	Variation en %	-98,26	-88,89	-97,37	16,85	-9,21	12,74	28,04	-10,33	19,13

Source : Rapports statistiques de la région de Dakar 2017 et 2018 de la DESPS

VII.2.3. L'EFFECTIF SCOLAIRE

L'effectif scolaire des structures de l'Education surveillée est constitué de 935 élèves dont 438 filles et 497 garçons. Cet effectif a connu une hausse de 28,1% soit 205 élèves comparé à celui de l'année précédente qui se chiffrait à 730 élèves. Cela est imputable à la baisse drastique des ressources extrabudgétaires destinées aux honoraires des prestataires des sections scolaires.

S'agissant de la répartition des effectifs scolaires par structures le Centre de sauvegarde de Pikine a comptabilisé plus de 82,52% de l'effectif scolaire et centre polyvalent de Thiaroye 17,48% donc le département de Pikine qui abritent l'ensemble des élèves pour l'année 2017, cette situation peut s'expliquer par plusieurs raisons notamment son environnement, parce que se situant au carrefour de banlieues, son approche pédagogique, son organisation entre autres.

En ce qui concerne la section scolaire du centre de sauvegarde de Cambérène, elle est provisoirement fermée pour causes de réhabilitation et équipement des salles de classe.

Tableau VII. 9 : Répartition et évolution des effectifs scolaires de l'éducation surveillée selon la structure et le sexe, par circonscription administrative

Circonscription administrative	Année	CS ¹⁹			CP ²⁰			CAS ²¹			Total		
		G	F	Ens	G	F	Ens	G	F	Ens	G	F	Ens
Dakar	2016	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	2017	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Variation en %	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Guédiawaye	2016	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	2017	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Variation en %	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Pikine	2016	310	253	563	79	79	158	0	0	0	389	332	721
	2017	432	340	772	65	98	164	0	0	0	497	438	935
	Variation en %	39,4	34,4	37,1	-17,7	24,05	3,80	0	0	0	27,76	31,92	29,68
Rufisque	2016	0	0	0	0	0	0	9	0	9	9	0	9
	2017	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Variation en %	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Région de Dakar	2016	310	253	563	79	79	158	9	0	9	398	332	730
	2017	432	340	772	65	98	163	0	0	0	497	438	935
	Variation en %	39,4	34,4	37,1	-17,7	24,1	3,2	0	0	0	24,9	31,9	28,1

Source : Rapports statistiques de la région de Dakar 2017 et 2018 de la DESPS

¹⁹ CS = Centre de Sauvegarde

²⁰ CP = Centre Polyvalent

²¹ CAS = Centre d'Adaptation Sociale

CONCLUSION

Du 31 décembre 2018 au 31 décembre 2019, la population carcérale de la région de Dakar n'a presque pas évolué bien qu'il ait une recrudescence des délits. En effet, elle est juste passée de 4 108 à 4 102 détenus et ceci s'explique simplement par les grâces qu'avait effectué le Président de la République au cours de l'année 2019. Malgré que ce fait, les prisons de la région de Dakar abritant la population carcérale la plus importante continuent à être caractérisées par leur promiscuité et leur condition de détention extrêmement difficiles. D'ailleurs, ceci impacte également la sécurité pénitentiaire. Aussi, les détentions provisoires devenant de plus en plus fréquentes à cause de la lenteur des procédures judiciaires demeurent une question urgente que les autorités doivent régler.

En ce qui concerne l'éducation surveillée, la DESPS développe une politique de veille, de protection, d'accompagnement et de rééducation des jeunes de plus en plus fragilisée et en perte de repères. Cependant, malgré la volonté des intervenants, des écarts sont notés dans la prise en charge des mineurs au Sénégal. Dans la région, le nombre de mineurs en conflits avec la loi a enregistré une augmentation significative de 36% en 2017.

CHAPITRE VIII: EAU ET ASSAINISSEMENT

INTRODUCTION

Les questions de l'eau et de l'assainissement sont au cœur du nouvel agenda post-2015 d'ici à l'horizon 2030. D'ailleurs, « Garantir l'accès à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau » constitue le sixième objectif du programme de développement durable.

Selon l'OMS, accéder à l'eau signifie bénéficier d'une source située à moins d'un kilomètre de l'endroit de son utilisation et avoir la possibilité d'obtenir régulièrement au moins 20 litres d'eau par habitant et par jour. Quant à l'assainissement, elle correspond à la technologie permettant l'évacuation hygiénique des excréments et des eaux ménagères et assurant un milieu de vie propre et sain tant à domicile que dans le voisinage des utilisateurs.

Au Sénégal, l'accès à l'eau potable et aux services d'assainissement représente l'une des grandes priorités de l'Etat dans sa politique de développement illustré par l'axe 2 du PSE. L'objectif du gouvernement cadre parfaitement avec l'ODD 6 et vise à réduire, la proportion de la population n'ayant pas accès à l'eau potable et aux services adéquats d'assainissement.

La gestion de l'hydraulique et de l'assainissement est confiée au Ministère de l'hydraulique et de l'Assainissement auquel sont rattachés la Société Nationale des Eaux du Sénégal (SONES), l'Office National de l'Assainissement du Sénégal (ONAS) et la Sénégalaise Des Eaux (SEN'EAU). Egalement, depuis 2005, l'Etat a mis en place le Programme Eau Potable et Assainissement du Millénaire (PEPAM) afin d'améliorer la desserte en eau potable et l'assainissement des populations en milieu rural.

Le présent chapitre est articulé autour de deux séquences, dans un premier temps nous allons voir la situation du secteur de l'hydraulique dans la région de Dakar (2017-2018)²², ensuite celle du secteur de l'assainissement pour l'année 2019.

²² Malgré plusieurs courriers et appels téléphoniques auprès de la Sen'eau, nous n'avons pas pu avoir les données de 2019.

VIII.1. L'EAU

L'approvisionnement des populations en eau est une réelle préoccupation pour les autorités. Face à la demande croissante, l'Etat a mis en place des politiques dans le secteur de l'eau permettant de venir à bout du déficit.

Cependant, le secteur de l'eau est placé sous la tutelle du Ministère de l'hydraulique qui assure la préparation et l'exécution des politiques définies par le gouvernement. Le ministère de l'hydraulique assure à travers la Direction de l'hydraulique, la tutelle de la Sénégalaises Des Eaux (SDE) et de la Société Nationale des Eaux du Sénégal (SONES).

VIII.1.1. LES SERVICES TECHNIQUES, AUTRES INTERVENANTS ET INFRASTRUCTURES

VIII.1.1.1. LES SERVICES TECHNIQUES

La gestion courante du secteur est assurée par les deux entités issues de la réforme institutionnelle réalisée par le PSE à savoir : la SONES et la SDE²³.

La SONES est responsable de la gestion du patrimoine de l'hydraulique urbaine et de la maîtrise d'ouvrage des investissements, du contrôle la qualité de l'exploitation et de la sensibilisation du public. La Sénégalaise des eaux (SDE) quant à elle, est chargée de l'exploitation de l'entretien, du renouvellement de l'infrastructure et du matériel d'exploitation ainsi que du recouvrement des factures d'eau.

VIII.1.1.2. LES AUTRES INTERVENANTS

A l'exception de la SDE et de la SONES d'autres acteurs interviennent dans le secteur de l'eau dans la région notamment l'USUFOR qui assure la gestion du service de l'eau dans le milieu rural. La Direction de l'hydraulique et celle de l'Assainissement assurent la coordination générale des activités du secteur eau et assainissement en lien avec les services déconcentrés au niveau régional (appui conseil, coordination régionale) à savoir :

- les communes ne sont pas maîtres d'ouvrage du service de l'eau potable mais sont les acteurs pivots de la programmation communale, à travers l'élaboration et le suivi de la mise en œuvre du Plan Local d'Hydraulique et d'Assainissement (PLHA) ;

²³ La SDE a été remplacée par Sen 'Eau depuis le 1^{er} janvier 2020.

- les agences de développement régionales, organes d'assistance technique aux collectivités en matière de programmation et de concertation régionale.

VIII.1.2. LES RESSOURCES EN EAU

Il existe deux types de ressources en eau dans la région de Dakar : les eaux de surface et les eaux souterraines.

VIII.1.2.1. LES EAUX DE SURFACE

L'hydrologie de la région est constituée :

- d'une série de lacs asséchés n'ayant de l'eau qu'en hivernage (Lac Thiourour, Lac Warouwaye, Lac Mbeubeuss qui est salé et Lac Mbouane, douce) et d'une seule source pérenne, le Lac Retba (Lac rose), qui est salée ;
- d'un réseau de marigots et ruisseaux souvent asséchés, même en hivernage.

VIII.1.2.2. LES EAUX SOUTERRAINES

La région de Dakar ne dispose pas de sources d'eau proches, en quantité et en qualité suffisantes. C'est ainsi que les ressources locales sont composées des aquifères de la nappe infra basaltique (Mamelles Point B) contenue dans les sables marins emprisonnés sur les coulées volcaniques des mamelles, les nappes des sables du quaternaire (Thiaroye) contenues dans les formations continentales qui longent le littoral nord et les calcaires de Sébikhotane.

Les sources externes sont composées :

- des nappes du Maestrichtien (Pout Nord, Pout Sud et Pout Kiréne) ;
- des aquifères des sables quaternaires de Dakar à kayar ;
- des aquifères paléocènes à Maestrichtiens du horst de Diass ;
- des aquifères des sables et de calcaires du littoral Nord.

Ce sont ces eaux souterraines qui sont mobilisées pour l'approvisionnement en eau potable de la région. Mais elles n'arrivent pas à satisfaire les besoins de la région. Pour compléter il a été fait recours aux eaux de surface.

VIII.1.3. L'ACCES A L'EAU

La région de Dakar dispose globalement des ressources en eau relativement suffisantes pour l'alimentation de la population. C'est ainsi que la production est passée de 114 799 595 m³ en 2017 à 82 789 094 m³ en 2018 soit une baisse de 28% en valeur relative. Malgré cela, la consommation a augmenté entre 2017 et 2018 passant

de 92 228 391 m³ à 93 407 660m³ soit une hausse de 1%. La population de Dakar est souvent confrontée à des pénuries d'eau du fait d'une part à la vétusté des installations mais aussi d'autre part à des pertes sur les réseaux engendrant l'inaccessibilité de la production aux consommateurs.

L'augmentation du volume de consommation est étroitement liée à l'accroissement de la population car la région de Dakar est une zone de destination surtout pour l'immigration dans la sous-région et l'exode rural pour les localités voisines.

Concernant le nombre de réseaux d'Adduction à l'Eau Potable(AEP), la région en dispose qu'un.

Pour ce qui est de la longueur du réseau, elle s'est étendu sur 5 731 713 mètres en 2018 contre 3 653 384 mètres en 2017 soit une augmentation de 57%.

Concernant la production en eau et du volume de consommation, excepté le département de Dakar (baisse de production de 11% et de consommation de 1%), les départements de Guédiawaye, Pikine et Rufisque ont connu une hausse par rapport à ces indicateurs d'où la production a connu une baisse de 11%.

Tableau VIII. 1 : Evolution de la situation de l'hydraulique urbaine selon divers indicateurs, par circonscription administrative

Circonscription Administrative	Année	Nombre de réseaux d'adduction à l'eau Potable (AEP)	Longueur Réseau d'AEP (m)	Production (m ³)	Consommation (m ³)
Dakar	2017		1 241 993	63 555 910	53 048 928
	2018		2 725 352	56 625 756	52 697 986
	Variation en %		119,43	-10,90	-0,66
Dakar Banlieue (Guédiawaye 1 et Guédiawaye 2)	2017		429 867	28 592 502	6 765 158
	2018		586 041		6 878 347
	Variation en %		36,33		1,67
Dakar Banlieue (Pikine et Thiaroye)	2017		946 519		14 030 968
	2018		1 151 793	33 134 132	14 179 964
	Variation en %		21,69	15,88	1,1
Rufisque	2017		1 981 524	22 651 183	18 383 337
	2018		2 420 320	26 163 338	19 651 363
	Variation en %		22,14	15,51	6,90
Région de Dakar	2017		3 653 384	114 799 595	92 228 391
	2018		5 731 713	82 789 094	93 407 660
	Variation en %		56,89	-27,88	1,28

Source : Données 2017-2018, SDE

L'effectif des clients de la société des eaux du Sénégal passe de 438 479 abonnés en 2017 pour s'établir à 457 591 en 2018, soit un accroissement du nombre d'abonnés de 4% en 2018. Le département de Dakar enregistre le plus grand nombre de clients, avec 216 975 d'abonnés en 2017 et 225 292 en 2018, soit presque 50% de l'effectif global. Il est suivi du département de Rufisque qui dispose presque du quart des abonnés de la région (103 066 clients en 2018) et de 95 696).

Les départements de Pikine et Guédiawaye enregistrent les parts les plus faibles d'abonnés avec respectivement 84 133 et 45 160 en 2018 contre 81 665 et 44 143 en 2017.

Sur la période 2017-2018, la majeure partie des clients de la SDE est constituée de privés soit 98%, ensuite viennent les clients de types affaires avec environ 2% de l'effectif, et en dernière position les clients de type officiel qui sont minoritaires avec moins de 1%.

Tableau VIII. 2 : Répartition et évolution du nombre d'abonnés et de la consommation d'eau potable en milieu urbain selon le type d'abonnés, par circonscription administrative

Circonscription Administrative	Année	Type d'abonnés						Total	
		Affaires		Officiels		Privés		Nb abonnés	Cons (m ³)
		Nb abonnés	Cons (m ³)	Nb abonnés	Cons (m ³)	Nb abonnés	Cons (m ³)		
Dakar	2017	1 775	5 453 588	1 815	6 252 452	213 385	41 342 888	216 975	53 048 928
	2018	1 755	4 854 441	1 829	6 347 659	221 708	41 495 886	225 292	52 697 986
	Variation en %	-1,13	-10,99	0,77	1,52	3,90	0,37	3,83	-0,66
Guédiawaye	2017	346	126 692	181	140 158	43 616	6 498 308	44 143	6 765 158
	2018	347	122 457	181	159 317	44 632	6 596 573	45 160	6 878 347
	Variation en %	0,29	-3,34	0,00	13,67	2,33	1,51	2,30	1,67
Pikine	2017	1 031	1 762 179	219	628 384	80 415	11 640 405	81 665	14 030 968
	2018	1 045	1 720 393	219	650 714	82 869	11 808 857	84 133	14 179 964
	Variation en %	1,36	-2,37	0,00	3,55	3,05	1,45	3,02	1,06
Rufisque	2017	3 564	4 573 611	305	529 579	91 827	13 280 147	95 696	18 383 337
	2018	3 617	4 874 303	306	535 360	99 083	14 241 700	103 006	19 651 363
	Variation %	1,49	6,57	0,33	1,09	7,90	7,24	7,64	6,90
Région de Dakar	2017	6 716	11 916 070	2 520	7 550 573	429 243	72 761 748	438 479	92 228 391
	2018	6 764	11 571 594	2 535	7 693 050	448 292	74 143 016	457 591	93 407 660
	Variation %	0,71	-2,89	0,60	1,89	4,44	1,90	4,36	1,28

Source : Données 2017-2018, SDE

VIII.1.4. LA QUALITE DE L'EAU

Malgré les efforts faits, la Banlieue continue toujours à avoir une « perception négative » de la qualité de l'eau distribuée avec une présence de fer qui rend l'eau rougeâtre en certains endroits du réseau de distribution. Le fer qui dépasse le taux de conformité, influence la turbidité de l'eau.

La SDE effectuée, dans certaines zones où l'eau est rougeâtre, des dilutions et des purges pour améliorer la qualité des eaux distribuées.

Il existe également d'autres unités agréées de production d'eau minérale ou de source, conditionnée en bouteille ou en sachets (Kirène, Safy, Fontaine, Si Belle, la casamançaise, etc.), qui commercialisent leurs produits dans la région en plus des célèbres marques importées (Pierval, Cristaline, etc.). Mais, la qualité microbiologique de certaines de ces eaux de boisson commercialisées sur le marché sénégalais en général et dakarais en particulier serait douteuse. Plusieurs d'entre elles ne respecteraient pas les normes établies et seraient impropres à la consommation, démontrés par des analyses chimiques et microbiologiques effectuées au Laboratoire d'Analyse et d'Essais de l'Université Cheikh Anta Diop.

VIII.2. L'ASSAINISSEMENT

L'amélioration des conditions de vie des populations sénégalaises s'inscrit en droite ligne des objectifs et des axes du Plan Sénégal Emergent (PSE). D'ailleurs, le gouvernement a initié l'élaboration d'une stratégie nationale d'assainissement urbain avec la participation de tous les acteurs. Cette stratégie met l'accent sur les approches participatives axées sur la demande pour une meilleure couverture des besoins en assainissement des populations.

VIII.2.1. LES SERVICES TECHNIQUES, AUTRES INTERVENANTS ET INFRASTRUCTURES

VIII.1.1.1. LES SERVICES TECHNIQUES

L'Office National de l'Assainissement du Sénégal (ONAS) est l'opérateur public en charge de la maîtrise d'ouvrage, de l'exploitation, de la maintenance et du développement des installations collectives et individuelles d'assainissement d'eaux usées et pluviales dans les grands centres urbains.

L'ONAS est administré par un conseil d'administration comprenant des membres de certains ministères, et des représentants des maires et ceux des usagers et des travailleurs, il est dirigé par un Directeur Général.

VIII.1.1.2. LES AUTRES INTERVENANTS

Dans la région de Dakar, l'ONAS est appuyé par les Directions et les structures telle que : La Direction de l'Assainissement – ADM – Ageroute – Municipalités – APIX – PEPAM – UE (Union Européenne) –GBAD (Groupe de la Banque Africaine de Développement) – BIS (Banque Islamique du Sénégal) – BADEA (Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique) –BM (Banque Mondiale) – Bill & Melinda Gates –JICA – WSP²⁴, Coopération d'Espagne, Fonds Nordique de Développement, OFID, Etat du Sénégal, BOAD (Banque Ouest-Africaine de Développement), Banques Commerciales, BID (Banque Islamique de Développement) etc.

VIII.2.2. L'ACCES

Les indicateurs sur l'accès d'assainissement dans la région de Dakar sont en légère hausse en 2019 par rapport à l'année 2018, hormis le taux de dépollution de l'eau affecté par une baisse de 2 points de pourcentages durant cette période. En effet, l'allongement du réseau d'assainissement a progressé de 7% passant de 1 264 883 mètres en 2018 à 1 356 476 mètres en 2019 ; même constat pour le nombre d'abonnés qui a augmenté de 4% en 2019, soit 49 010 d'abonnés de plus que 2018 (1 098 080 abonnés). Pour le taux d'accès, il est en hausse de 0,5 point de pourcentage en 2019 (31,86%) par rapport à 2018 (32%). S'agissant du taux de traitement des eaux usées, il est passé de 54% à 60%, soit une augmentation de 5,5 points de pourcentage. Toutefois, il est important de noter que le nombre de réseaux d'assainissements de la région ainsi que leur localisation géographique n'ont pas évolué durant la période (06 de réseaux d'assainissement existants en 2018 et 2019).

²⁴ <https://www.onas.sn/nos-partenaires>

Tableau VIII. 3 : Evolution des principaux indicateurs d'assainissement selon la circonscription administrative

Circonscription administrative	Année	Nombre de réseaux d'assainissement existants	Longueur réseaux d'assainissement existants (m)	Nombre d'abonnés	Taux d'Accès (en %)	Taux de traitement des eaux usées (en %)	Taux de dépollution de l'eau (en %)
Dakar	2018	Un (1) réseau débouchant à la station d'épuration de Cambérène	914 092	915 590	69,04	51,8	34,6
	2019		978 685	945 590	69,35	55	31,8
Guédiawaye	2018	Un (1) réseau débouchant à la station d'épuration de SHS	91 486	61 560	16,14	100	68,3
	2019		91 486	61 560	15,7	100	92
Pikine	2018	Un (1) réseau débouchant à la station d'épuration des Niayes	142 821	66 180	4,88	100	71,3
	2019		156 821	77 930	5,59	100	79,6
Rufisque	2018	Rufisque (1) Diamniadio (1)	116 484	54 750	12,46	99,9	82,9
	2019	Tivaouane Peulh (1)	129 484	62 010	13,72	99,9	79,9
Région de Dakar	2018	6	1 264 883	1 098 080	31,36	54,2	38,7
	2019	6	1 356 476	1 147 090	31,86	59,7	36,7

Source : Données 2019, ONAS

En 2019, plusieurs projets portés sur l'assainissement financés par l'Etat du Sénégal et des partenaires financiers sont en cours d'exécution dans la région de Dakar. Précisément, il s'agit du projet d'extension et de renforcement du système d'assainissement des eaux usées de la commune de Grand-Yoff, du projet de soutien au changement climatique à la station d'épuration de Cambérène, sans oublier les projets d'assainissement des grandes artères de la région (Pikine, Rufisque, Corniche ouest, etc.). Par ailleurs, tous ces programmes témoignent la volonté de l'Etat de lutter contre la pauvreté et de renforcer des équipements à caractère social dans les zones urbaines et périurbaines de Dakar.

Tableau VIII. 4 : Situation des projets d'assainissement de la région de Dakar en Décembre 2019

Programme	Bailleur
Projet d'extension et de renforcement du système d'assainissement des eaux usées de la commune de Grand-Yoff	Coopération Espagne
Projet de soutien au changement climatique à la station d'épuration de Cambérène	Fonds Nordique de Développement
Projet d'Assainissement des eaux usées et pluviales de la Cité Soleil et environs	BADEA
	OFID
	Etat du Sénégal
Projet d'Assainissement des eaux usées de la ville de Pikine	BOAD
	Banques Commerciales
	Etat du Sénégal
Travaux d'assainissement des eaux usées de la Ville de Rufisque	BOAD
	Banques Commerciales
	Etat du Sénégal
Travaux d'assainissement des eaux usées de la commune de Cambérène	BOAD
	Banques Commerciales
	Etat du Sénégal
Projet d'Assainissement de la Corniche Ouest	BADEA
	Etat du Sénégal
Projet Dépollution Nord Ville de Dakar (PDNVD)	BID
	Etat du Sénégal

Source : Données 2019, SITUATION D'EXECUTION DES PROJETS AU 20 DECEMBRE 2019, DAKAR ONAS

CONCLUSION

A Dakar, l'eau et l'assainissement figurent parmi les priorités du gouvernement. En effet, l'engagement de l'Etat dans le nouveau programme de développement durable conforté par la phase 2 du PSE témoigne de l'exécutif d'améliorer l'accès à l'eau et à l'assainissement de la population. Pourtant, malgré ces nombreux efforts déployés par le gouvernement, la vie à Dakar est rythmée par des pénuries d'eau fréquentes et un manque de système d'évacuation d'assainissement de base.

Concernant l'assainissement, la région enregistre, certes, les meilleurs taux d'accès par rapport à l'intérieur du pays. Néanmoins, l'assainissement par réseaux collectif et semi collectif est encore très peu développé dans la région. L'ONAS semble avoir un penchant pour les ouvrages individuels moins coûteux à réaliser. Cependant, d'importants efforts ont été réalisés pour l'extension des réseaux, la réhabilitation, l'augmentation de la capacité et la modernisation des stations d'épuration existantes, la construction de nouvelles stations, la réalisation de nombreux ouvrages individuels d'assainissement et de réseaux de drainage des eaux pluviales. Cependant, il reste beaucoup à faire pour satisfaire les besoins des populations dans ces domaines

CHAPITRE IX: AGRICULTURE

INTRODUCTION

Selon la Banque Mondiale, l'Agriculture est la principale source de revenu de 80% de la population pauvre dans le monde. C'est un secteur qui joue alors un rôle déterminant dans la réduction de la pauvreté, la hausse des revenus et l'amélioration de la sécurité alimentaire. Ainsi constitue-t-il un véritable enjeu de développement durable. D'ailleurs, la promotion de l'agriculture durable est un objectif tout entier dans les Objectifs de Développement Durable (ODD). Il s'agit notamment de l'ODD2 : « Eliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir le développement durable ». Parallèlement, dans le cadre de la politique de référence au Sénégal (le PSE), il se situe dans le premier axe (transformation structurelle de l'économie et croissance) et occupe une place centrale dans les politiques publiques.

Au Sénégal, l'agriculture repose essentiellement sur des cultures de rentes (coton, arachide, produits horticoles) ainsi que des cultures vivrières de subsistances (mil, sorgho, maïs). A cet effet, l'agriculture est principalement pratiquée en période d'hivernage et est donc saisonnière et pluviale. Dans la région de Dakar en particulier, qui n'a pas de vocation agricole, la seule partie rurale située dans le département de Rufisque permet de cultiver des céréales et des cultures industrielles. En effet, les surfaces cultivables se réduisent considérablement au profit des habitations. Une partie de la région est constituée par les Niayes, caractérisées par une nappe d'eau souterraine peu profonde de 0,5 à 5 mètres de profondeur, des dunes et de dépressions propices aux cultures maraîchères qui fournissent une part importante des produits maraichers consommés dans la région.

Quel que soit le statut agricole de la région, il est important de suivre l'évolution de la campagne agricole afin d'évaluer l'impact des différentes actions et programmes menés. Ainsi, dans cet optique, le présent chapitre s'articulera autour de trois points : (1) les services techniques, (2) la préparation et (3) le bilan des campagnes agricoles 2018-2019 dans la région de Dakar.

IX.1. LES SERVICES TECHNIQUES ET LES AUTRES INTERVENANTS

IX.1.1. LES SERVICES TECHNIQUES

Les services techniques en charge de l'agriculture régionale sont la Direction régionale du Développement rural (DRDR), l'Agence nationale de Conseil Agricole et Rural (ANCAR) et l'Institut national de Pédologie (INP).

La DRDR est une structure déconcentrée du Ministère de l'Agriculture au niveau régional. Elle a pour mission de :

- définir et de proposer les mesures de politique agricole adaptées aux conditions régionales et locales ;
- assurer le contrôle, le suivi et la coordination de la mise en œuvre des politiques et des activités retenues en vue de la réalisation des objectifs de développement agricole et rural de la région ;
- contribuer à l'appui technique aux producteurs et à leurs organisations ainsi qu'aux collectivités locales, dans l'élaboration et la mise en œuvre de programmes locaux et régionaux de développement agricole.

L'Agence nationale de Conseil Agricole et Rural (ANCAR) a été créée en mars 1997 par le Gouvernement du Sénégal avec l'appui de la Banque Mondiale dans le cadre du Programme des Services Agricoles et des Organisations de Producteurs (PSAOP) signé en 1999 dont elle constitue la composante en charge des Services de Conseil Agricole et Rural. L'ANCAR est sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural (MAER) ; elle joue un rôle essentiel dans la promotion de l'innovation technique agricole et le développement de bonnes pratiques agricoles et rurales (BPAR) à travers : l'appui, le conseil, la vulgarisation, l'information, la sensibilisation, l'animation, la diffusion-transfert d'innovations technologiques générées par la recherche vers le monde rural, l'intermédiation et la formation des producteurs.

Enfin, l'INP est un Etablissement public à caractère scientifique et technologique, créé par décret n° 2004-802 du 28 juin 2004 dont le rôle est d'élargir le cadre institutionnel de pilotage du développement rural pour : relever la productivité des terres; renforcer le niveau de technicité des producteurs ruraux ; maîtriser l'occupation des sols et enfin améliorer la qualité des produits agricoles.

IX.1.2. LES AUTRES INTERVENANTS

Les autres intervenants sont constitués des Institutions Financières, de l'Agence de Régulation des Marchés (ARM) et des Organisations de Producteurs (OP).²⁵

IX.2. LA PREPARATION DE LA CAMPAGNE AGRICOLE

IX.2.1. LA MISE EN PLACE DES SEMENCES

Comme pour chaque campagne agricole, le gouvernement du Sénégal fait une distribution de semences. Pour la campagne de l'année 2017-2018, la distribution a concerné les cultures de l'arachide, du maïs local et du niébé. A la campagne suivante (2018-2019), le sorgho local et la pastèque se sont ajoutés à la liste.

Tableau IX. 1 : Situation et évolution des quantités de semences distribuées dans la région de Dakar

Semences		Rufisque			Région		
		Campagne 2017 /2018	Campagne 2018/2019	Variation en %	Campagne 2017/2018	Campagne 2018/2019	Variation en %
Arachide	Reçu (T)	25,5	46,5	82,35	25,5	46,5	82,35
	Vendu (T)	25,5	46,5	82,35	25,5	46,5	82,35
	Reliquat (T)	0	0		0	0	
Maïs local	Reçu (T)	10	5	-50,00	10	5	-50,00
	Vendu (T)	10	5	-50,00	10	5	-50,00
	Reliquat (T)	0	0		0	0	
Sorgho local	Reçu (T)	0	15		0	15	
	Vendu (T)	0	15		0	15	
	Reliquat (T)	0	0		0	0	
Niébé	Reçu (T)	175	95	-45,71	175	95	-45,71
	Vendu (T)	175	95	-45,71	175	95	-45,71
	Reliquat (T)	0	0		0	0	
pastèques	Reçu (T)	0	0,65		0	0,65	
	Vendu (T)	0	0,65		0	0,65	
	Reliquat (T)	0	0		0	0	

Source : Données 2018-2019, DRDR – DAKAR

Pour l'ensemble des types de semences distribuées, il ressort du tableau IX.1 que l'intégralité des semences reçues a été vendue. Cependant, les quantités reçues ont varié d'une campagne à une autre. Par rapport à la culture de l'arachide, les semences reçues ont augmenté de 82% en passant de 25,5 Tonnes à 46,5 Tonnes. Par contre, les semences reçues du maïs local et du niébé ont drastiquement diminué respectivement de 50% et de 47%. En effet, durant la campagne 2017-2018, 10 tonnes de semences de maïs local ont été distribuées dans la région de Dakar alors qu'en 2018-2019, cette quantité est passée à 5 tonnes. De même, pour le niébé, il a été reçu une quantité de 175 tonnes en 2017-2018 contre 95 tonnes en 2018-2019. Quant aux semences de la pastèque et du sorgho local reçues uniquement durant la campagne 2018-2019, les quantités reçues ont été respectivement de 15 Tonnes et

²⁵ La partie sur les infrastructures et les équipements a été supprimée à cause de l'indisponibilité des données.

de 0,65 Tonnes. Il faut noter que la distribution de ces semences n'a concerné que la zone agricole de la région de Dakar en l'occurrence le département de Rufisque.

IX.2.2. LA MISE EN PLACE DES ENGRAIS ET AUTRES FERTILISANTS

Les engrais sont des substances organiques ou minérales, souvent utilisées en mélange, destinées à apporter aux plantes des compléments d'éléments nutritifs, de façon à améliorer leur croissance et à augmenter le rendement ainsi que la qualité des cultures.

Tableau IX. 2 : Situation et évolution des quantités d'engrais et autres fertilisants distribués dans la région de Dakar

Engrais et autres fertilisants		Rufisque			Région		
		Campagne 2017/2018	Campagne 2018/2019	Variation en %	Campagne 2017 /2018	Campagne 2018 /2019	Variation en %
Engrais 6.20.10	Reçu (T)	28	110	292,86	28	110	292,86
	Vendu (T)	28	110	292,86	28	110	292,86
	Reliquat (T)	0	0		0	0	
Engrais 15.10.10	Reçu (T)	0	0		0	0	
	Vendu (T)	0	0		0	0	
	Reliquat (T)	0	0		0	0	
Engrais 15.15.15	Reçu (T)	100	90	-10,00	100	90	-10,00
	Vendu (T)	100	90	-10,00	100	90	-10,00
	Reliquat (T)	0	0		0	0	
Engrais 10.10.20	Reçu (T)	50	0	-100,00	50	0	-50
	Vendu (T)	50	0	-100,00	50	0	-50
	Reliquat (T)	0	0		0	0	
Urée	Reçu (T)	50	80	60,00	50	80	60,00
	Vendu (T)	50	80	60,00	50	80	60,00
	Reliquat (T)	0	0		0	0	
Biofertilisants	Reçu (T)	0	0		0	0	
	Vendu (T)	0	0		0	0	
	Reliquat (T)	0	0		0	0	
Autres engrais et fertilisants	Reçu (T)	0	0		0	0	
	Vendu (T)	0	0		0	0	
	Reliquat (T)	0	0		0	0	

Source : Données 2018-2019, DRDR – DAKAR

Dans la région de Dakar, les différents engrais et autres fertilisants distribués durant les campagnes 2017-2018 et 2018-2019 ont été : engrais 6.20.10, engrais 15.15.15, engrais 10.10.20 et l'urée. Au cours de ces deux campagnes, aucun biofertilisant ou engrais d'autre type n'a été distribué. En 2017-2018, l'engrais 15.15.15 a été le type le plus distribué avec une quantité de 100 Tonnes contre 50 Tonnes pour l'urée, 50 Tonnes pour l'engrais de type 10.10.20 et 28 Tonnes pour l'engrais 6.20.10. Néanmoins, en 2018-2019, le gouvernement a plus donné l'engrais 6.20.10 pour lequel

110 Tonnes ont été distribués. Ainsi, la quantité d'engrais distribuée pour ce type a haussé de 293%. Parallèlement, la quantité d'urée reçue a augmenté de 60% en passant de 50 Tonnes à 80 Tonnes. En revanche, l'engrais de type 15.15.15 et celui de type 10.10.20 ont diminué respectivement de 10% et 100%. A cet effet, l'engrais de type 10.10.20 n'a pas été distribué durant la campagne 2018-2019.

IX.2.3. LA MISE EN PLACE DE MATERIELS AGRICOLES

Les semences et les engrais distribués par l'Etat sont également accompagnés de matériels et équipements agricoles. Le tableau ci-après donne la répartition ainsi que l'évolution des matériels et équipements agricoles mis en place dans la région de Dakar.

Tableau IX. 3 : Répartition et évolution des matériels et équipements agricoles mis en place dans la région

Matériels et équipements agricoles	Rufisque			Région		
	Campagne 2017/2018	Campagne 2018/2019	Variation en %	Campagne 2017 /2018	Campagne 2018/2019	Variation en %
Matériels de culture attelée						
Houe sine 9 3 dents	50	0	-100	50	0	-100
Houe occidentale à 3 dents	0	0		0	0	
Charrue UCF	50	0	-100	50	0	-100
Semoir Super-éco + 3 disques	100	0	-100	100	0	-100
Distributeur semoir						
Equipement souleveur sine50	0	0				
Equipement adaptateur sine50	0	0				
Equipement billonneur Arara	0	0				
Arara souleveur	0	0				
Matériels de transport attelé						
Charrette asine	0	0				
Charrette équine	0	0				
Charrette bovine	0	0				
Matériels de traitement de récolte						
Décortiqueuse à mil CIS- 15	0	0				
Décortiqueuse à riz	0	0				
Moulin Noflay - C Diesel15	0	0				
Batteuse Maïs	0	0				
Batteuse Riz	0	0				
Batteuse Mil	0	0				
Matériels de transformation						
Unité de transformation céréales	0	0				
Matériels de culture tractée						
Multiculteur Sine 4/5 rangs tracté10	0	0				
Multiculteur occi. 4/5 rangs tracté10	0	0				
Semoir tracté 4 rangs	0	0				
Matériels de motorisation						
Tracteur	0	15		0	15	
Matériels d'irrigation						
Groupe Moto pompe & accessoires 96 24	0	0				
Matériels de motorisation intermédiaire						
Motoculteur équipé	0	0				

Source : Données 2018-2019, DRDR - DAKAR

Au cours de la campagne 2018-2019, seuls des matériels de motorisation notamment des tracteurs ont été distribués (15 tracteurs) sachant qu'aucun matériels de ce type n'a été distribué durant la campagne précédente. Plus de matériels ont été mis en place durant la campagne 2017-2018. Il s'agit de matériels de culture attelée tels que des houes sine 9 3 dents (50 unités), des charrues UCF (50 unités) et des semoirs super-éco+ 3 disques (100 unités).

Comme consigné dans le tableau ci-dessus (tableau IX.3), mis à part les types de matériels suscités, aucun autre matériel n'a été distribué par l'Etat pour ces deux dernières campagnes agricoles.

IX.3. BILAN DE LA CAMPAGNE AGRICOLE

IX.3.1. LES CULTURES VIVRIERES

Une culture est dite vivrière lorsqu'elle est essentiellement destinée à l'autoconsommation donc à l'économie de subsistance. Au Sénégal, les principales céréales vivrières sont le riz, le mil, le maïs et le sorgho. Le pays n'est pas encore autosuffisant en céréales. En effet, les importations sont particulièrement fortes durant les années à faibles précipitations.

Dans la région de Dakar, les cultures vivrières pratiquées sont : le mil, le sorgho et le maïs. Pour les deux premières cultures, les données de la campagne 2018-2019 sont indisponibles. Ainsi, il faut noter que la superficie dédiée à la culture du maïs a diminué de 42% en passant de 900 Ha à 524 Ha. Ceci a conduit à une baisse du rendement à l'hectare du maïs ainsi que de la production qui ont diminué respectivement de 71% et de 83%. Le rendement de cette culture passe alors 700 Kg/Ha à 200 Kg/Ha et amenant ainsi le niveau de la production de 630 Tonnes à 150 Tonnes.

Concernant le mil et le sorgho, au cours de la campagne 2017-2018, la superficie destinée à ces cultures a été respectivement de 9 Ha et de 300 Ha. Le rendement à l'hectare du mil a été de 450 Kg et celui du sorgho de 565 Kg. Quant à la production, elle a été estimée à 4 Tonnes pour le mil et à 170 Tonnes pour le sorgho.

Tableau IX. 4 : Répartition et évolution des cultures vivrières selon les superficies, les rendements et les productions par circonscription administrative

Spéculations		Rufisque			Région		
		Campagne 2017/2018	Campagne 2018/2019	Variation en %	Campagne 2017/2018	Campagne 2018/2019	Variation en %
Mil	Sup (Ha)	9	ND	ND	9	ND	ND
	Rdt (Kg/Ha)	450	ND	ND	450	ND	ND
	Prod(T)	4	ND	ND	4	ND	ND
Sorgho	Sup (Ha)	300	ND	ND	300	ND	ND
	Rdt (Kg/Ha)	565	ND	ND	565	ND	ND
	Prod(T)	170	ND	ND	170	ND	ND
Maïs	Sup (Ha)	900	524	-41,78	900	524	-41,78
	Rdt (Kg/Ha)	700	200	-71,43	700	200	-71,43
	Prod(T)	630	105	-83,33			-83,33
Riz	Sup (Ha)	0	0				
	Rdt (Kg/Ha)	0	0				
	Prod(T)	0	0				
Fonio	Sup (Ha)	0	0				
	Rdt (Kg/Ha)	0	0				
	Prod(T)	0	0				

Source : Données 2018-2019, DRDR - DAKAR

IX.3.2. LES CULTURES INDUSTRIELLES

Au Sénégal, les cultures industrielles concernent généralement les spéculations suivantes : l'arachide d'huilerie, le coton, le manioc, la pastèque, la tomate industrielle, le Bissap, le sésame et le niébé. Cependant, les cultures industrielles effectuées dans la région de Dakar sont axées sur l'arachide d'huilerie, le manioc, la pastèque et le niébé.

De la campagne 2017-2018 à celle de 2018-2019, la superficie destinée à la culture d'arachide d'huilerie a fortement diminué en passant de 3 141 Ha à 372 Ha soit une baisse de 88%. Parallèlement, le rendement à l'hectare et la production ont baissé respectivement de 80% et de 97%. Le rendement à l'hectare obtenu de l'arachide d'huilerie a été de 764 Kg en 2017-2018 et de 150 Kg à la campagne suivante.

Concernant le niébé, les variations obtenues entre les deux campagnes n'ont pas été significatives. D'après les résultats consignés dans le tableau IX.5, il est noté que malgré que la superficie dédiée à la culture de cette spéculation soit augmentée de 15 Ha, le rendement est resté le même et la production n'a augmenté que de 5 Tonnes en passant de 61 Tonnes à 68 Tonnes.

Enfin, pour le manioc et la pastèque, les données issues de la campagne 2017-2018 restent toujours indisponibles. Mais, à la campagne de 2018-2019, une production

importante a été notée : 2 859 tonnes pour le manioc sur une superficie de 376 Ha avec un rendement de 7 600 Kg/Ha et 1475 Tonnes de pastèque cultivées sur 98 Ha avec un rendement de 15 000 Kg/ Ha.

Tableau IX. 5 : Répartition et évolution des cultures industrielles selon les superficies, rendements et productions, par circonscription administrative

Spécifications		Rufisque			Région		
		Campagne 2017/2018	Campagne 2018/2019	Variation en %	Campagne 2017/2018	Campagne 2018/2019	Variation en %
Arachide d'huilerie	Sup (Ha)	3141	372	-88,16	3141	372	-88,16
	Rdt (Kg/Ha)	764	150	-80,37	764	150	-80,37
	Prod(T)	1884	56	-97,03	1884	56	-97,03
Coton	Sup (Ha)	0	0		0	0	
	Rdt (Kg/Ha)	0	0		0	0	
	Prod(T)	0	0		0	0	
Manioc	Sup (Ha)	ND	376		ND	376	
	Rdt (Kg/Ha)	ND	7600		ND	7600	
	Prod(T)	ND	2859		ND	2859	
Pastèque	Sup (Ha)	ND	98		ND	98	
	Rdt (Kg/Ha)	ND	15000		ND	15 000	
	Prod(T)	ND	1475		ND	1475	
Tomate industrielle	Sup (Ha)	0	0				
	Rdt (Kg/Ha)	0	0				
	Prod(T)	0	0				
Bissap	Sup (Ha)	0	0				
	Rdt (Kg/Ha)	0	0				
	Prod(T)	0	0				
Sésame	Sup (Ha)	0	0				
	Rdt (Kg/Ha)	0	0				
	Prod(T)	0	0				
Niébé	Sup (Ha)	154	169	9,74	154	169	9,74
	Rdt (Kg/Ha)	400	400	0,00	400	400	0,00
	Prod(T)	61	68	11,48	61	68	11,48
Autres cultures industrielles	Sup (Ha)	0	0				
	Rdt (Kg/Ha)	0	0				
	Prod(T)	0	0				

Source : Données 2018-2019, DRDR - DAKAR

IX.3.3. LES CULTURES MARAICHÈRES

La production de légumes est très diversifiée au niveau de la région. Les structures d'exploitation horticoles sont caractérisées par la prédominance des vergers et jardins de case et des exploitations privées. Cette production maraîchère est le fait de petites exploitations familiales nécessitant beaucoup de main d'œuvre, notamment pour l'irrigation et les récoltes. Les systèmes de production intra et périurbains de Dakar sont très diversifiés en termes de spéculations (légumes, fruits et fleurs), de pression foncière (faible surface, insécurité foncière) et le profil socioéconomique des exploitations.

Tableau IX. 6 : Répartition et évolution de la production²⁶ des cultures maraîchères (Tonnes)

Spéculations	2012/20 13	2013/20 14	2014/20 15	2015/20 16	2016/20 17	2017/20 18	2018/20 19	variation 2019/2018 en %
Oignon	230 000	245 000	367 500	393 225	400 000	434 112	444 871	2,48
Pomme de	20 000	29 680	52 230	67 485	118 783	140 000	158 875	13,48
Tomate industrielle	50 000	97 513	57 700	32 000	70 000	77 000	73047,6	-5,13
Tomate cerise	110 000	83 000	82 500	70 000	68 000	71 000	78 396	10,42
Melon	18 000	20 000	19 000	21 500	28 000	24 532	25 632	4,48
Haricot vert	14 000	10 500	15 500	15 000	18 700	18 815	20 879	10,97
Chou pommé	55 000	51 182	55 500	60 000	76 116	105 096	189 618	80,42
Gombo	15 000	15 000	15 000	15 000	14 500	14 000	22 185	58,46
Patate douce	30 000	28 350	35 000	70 000	72 000	89 397	96 360	7,79
Carotte	9 500	10 500	11 500	12 000	16 000	17 085	24 600	43,99
Bissap	1100	1 200	1 200	1400	1300	1 500	1678	11,87
Autres	168 000	160 500	185 800	207 700	200 000	209 751	215 875	2,92
Total/Légume	710 000	741 925	886 930	953 310	1 083 000	1 202 288	1 349 016	12,20
Mangue (y compris)	130 000	131 500	125 000	130 000	132 000	128 450	130 000	1,21
Banane	35 000	35 575	36 500	37 000	30 000	31 422	33 110	5,37
Agrumes	40 000	50 000	50 000	50 000	45 000	48 500	52 580	8,41
Autres produits	35 000	36 000	35 000	36 500	30 000	35 700	59 750	67,37
Total Fruits	240 000	253 075	246 500	253 500	237 000	244 072	275 440	12,85
Total fruits et légumes	932000	995 000	1 133 430	1 206 810	1 320 399	1 446 360	1 624 456	12,31

Source : Données 2012-2019, DHORT - DAKAR

La campagne 2018-2019 sur l'étendue du territoire est marquée par une hausse de la production de fruits et de légumes pour toutes les spéculations sauf celle de la tomate industrielle. Pour les légumes, la production de légumes est passée de 1 202 288 tonnes à 1 349 016 tonnes soit une hausse de 12,2% et pour les fruits, la production a été de 244 072 tonnes en 2018 puis de 275 440 tonnes en 2019. Les différentes spéculations de légumes cultivées sont : oignon, pomme de terre, tomate industrielle, tomate cerise, melon, haricot vert, chou pommé, Gombo, patate douce, carotte, Bissap, etc. Et pour les fruits, il s'agit principalement de la mangue, de la banane et d'autres produits fruitiers non précisés.

La production de chou et de gombo a fortement augmenté entre 2018 et 2019 avec des taux de variation respectivement de 80,4% et de 58,5%. Aussi, la production de carotte a haussé de 44,0%. De plus, durant la campagne 2018-2019 et tout comme les campagnes précédentes, la production de légumes a été largement dominée par la culture de l'oignon (33%). Elle est suivie de très loin par le Chou « pommé » (14%), de la pomme de terre (12%), de la Patate douce (7%), des tomates cerise (6%) puis

²⁶ Il faut noter que ces valeurs sont pour l'ensemble du Sénégal. Les données de la région de Dakar sont indisponibles.

des tomates industrielles (5%). Les autres légumes ont représenté au total 16% de la récolte.

Par rapport aux fruits, la culture des mangues continue à prédominer depuis plusieurs années et sa part dans la production de fruits a été en 2019 de 47%. Elle est suivie des agrumes (19%) puis de la banane (12%).

Au sujet de l'évolution depuis 2012, le niveau de la production des cultures maraichères augmente et cette hausse constante a concerné particulièrement les légumes de façon globale. Cependant, pour les fruits, la production a baissé durant les campagnes 2014/2015 et 2016/2017.

IX.4. LES IMPORTATIONS ET LES EXPORTATIONS

IX.4.1. LES EXPORTATIONS

Pour la région de Dakar, le volume total des exportations est estimé à 106 200 tonnes pour la campagne 2016-2017, soit une augmentation de 17% par rapport à la campagne 2015-2016. Depuis la campagne 2012-2013, le volume total des exportations ont augmenté d'année en année, passant de 66 064 tonnes à 80 478 tonnes en 2013-2014, à 90 635 tonnes en 2014-2015 et à 106 200 tonnes en 2017.

Pour la campagne 2016-2017, les exportations sont dominées par le maïs doux (21%), la mangue (16%), le melon (14%), le haricot vert (13%) et la Pastèque (9%). Les autres spéculations ont représenté une faible proportion à l'exportation.

Tableau IX. 7 : Répartition et évolution des cultures maraichères destinées à l'exportation

Spéculations	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Variation 2017/2016 en %
Melon	12 057	11 079	14 342	11 364	11 427	14 976	31,1
Pastèque	7 578	11 075	11 838	6 474	7 984	9 112	14,1
Tomate cerise	9 861	9 934	10 639	10 418	11 035	8 306	-24,7
Maïs doux	8 197	8 542	10 124	12 253	16 217	22 373	38
Haricot vert	5 865	8 082	8 854	11 303	11 403	14 192	24,5
Courge	2 714	2 647	2 034	1918	2 043	1 527	-25,3
Patate douce	-	-	-	1 803	3 629	3 704	2,1
Oignon	320	208	166	2 000	2 549	3 214	26,1
Radis	-	-	-	1 178	762	1 175	54,2
Piment	-	-	-	219	345	569	64,9
Autres	638	2 982	6 771	14 768	14 638	8 733	-40,3
UE	47 270	54 549	62 720	67262	79 989	79 189	-1
Sous-région			5192	6 705,23	11 116	5 883	-47,1
Mangue	8 398	11 515	15 710	16937,23	15312	17 168	12,1
Volume total exporté (tout produit confondu)	56 778	67 598	85 000	90 635	91 106	106 200	16,6

Source : Données 2012-2017, DRDR - DAKAR

IX.4.2. LES IMPORTATIONS

Pour la campagne 2016-2017, le volume des importations se chiffre à 239 840,5 tonnes, avec une hausse de 4% par rapport à l'année précédente. Les importations sont dominées par l'oignon (59%), dont la demande intérieure est trop forte en période de fête. Il est suivi de très loin par la pomme de terre (24%), la banane (9%) et la carotte (7%).

Cette baisse des importations est moins importante par rapport à celle observée en 2016. Les variations sont de -2% pour la pomme de terre, 63% pour la carotte et 122% pour la banane. Par contre, l'oignon a connu une baisse de 6% en comparaison de la campagne précédente.

Tableau IX. 8 : Répartition et évolution des cultures maraîchères destinées à l'importation

Spécifications	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Variation 2017/2016 en %
Oignon	123 350	132 182,53	101641,15	130 957,70	151 204,86	142 389,4	-5,83
Pomme de terre	70 470	54 952,50	67 643,45	74 013,28	59 705,14	58 431,71	-2,13
Carotte	8 568	7 907,04	11 911,76	13 706,53	10 137,53	16 562,52	63,3
Banane	15 567	17 065,52	15136,63	16 380,20	10 094,07	22 456,88	122,4
Volume total importé	217 955	212 107,58	196 332,99	235 057,70	231 141,60	23 9840,5	3,7

Source : Données 2012-2017, DRDR - DAKAR

CONCLUSION

Au vu des résultats obtenus durant la campagne 2018-2019, il semble que l'Etat a reculé dans la préparation de la campagne agricole au niveau de la région de Dakar. En effet, la plupart des indicateurs étudiés sur la mise en place des semences, des engrais et des matériels et équipements agricoles ont connu de fortes variations négatives. Cette situation s'est reflétée sur le bilan de la campagne avec la majorité des spéculations associées aux différentes cultures étudiées ont vu leur production et leur rendement baisser.

Ainsi, il faudrait noter que ces baisses ne sont pas de bon augure pour un pays qui cherche à atteindre l'autosuffisance alimentaire et ne permettent pas également d'atteindre notamment l'ODD 2 : « Eliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir le développement durable ».

CHAPITRE X: ELEVAGE

INTRODUCTION

L'élevage occupe une place importante dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Outre la promotion de la production durable, l'élevage renferme une nouvelle dimension consistant au renforcement de la contribution du secteur à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD).

Au Sénégal, l'élevage est un secteur très stratégique dans l'économie de la région de Dakar. En effet, son développement impacte positivement sur les conditions de vie des populations de la capitale en leur assurant une sécurité alimentaire et nutritionnelle, mais aussi une amélioration des revenus, et un vecteur de création d'emplois. D'ailleurs, la région de Dakar n'a pas de vocation pastorale, mais reste le principal centre de commercialisation et de consommation du bétail.

Ainsi, pour booster le secteur, le Plan Sénégal Emergent (PSE) a défini des objectifs stratégiques visant, de manière générale, à l'amélioration de sa compétitivité durable. Mieux, des politiques permettant d'accélérer le développement des filières de production sont mises en œuvre pour améliorer la productivité, créer un environnement favorable au développement des systèmes d'élevage, renforcer les infrastructures de transformation, de conservation et de commercialisation des produits animaux avec une meilleure intégration dans les filières industrielles, améliorer la structuration des segments industriels et familiaux des filières prioritaires, dont les filières bétail-viande et aviculture industrielle, qui offrent des opportunités énormes, pratiquement, au niveau de tous les maillons de la chaîne de valeur.

Le présent chapitre traite les questions liées au secteur de l'élevage dans la région de Dakar en 2019. Ainsi, pour mieux appréhender ce secteur il sera question de voir d'abord la situation de l'élevage durant l'année 2019 en faisant une revue sur les services techniques, le cheptel, la production et les importations et exportations ; Ensuite d'aborder la situation zoo sanitaire et les résultats de la campagne de vaccination.

X.1. LES SERVICES TECHNIQUES, AUTRES INTERVENANTS ET INFRASTRUCTURES

X.1.1. LES SERVICES TECHNIQUES

En 2019, le personnel des inspections de services vétérinaires de la région de Dakar est composé de 70 agents, constitués de 36 hommes et de 34 femmes. L'effectif du personnel n'a pas évolué sur la période 2018-2019. Néanmoins, la composition a changé car en 2018, la parité a été respectée vu qu'il y avait autant d'hommes que de femmes (35 agents partout).

S'agissant du profil du personnel, environ 51% des agents appartiennent au corps des agents techniques d'élevage. Le personnel d'appui, composé d'administratif et de chauffeur, occupe une bonne part de l'effectif du personnel avec 27% des agents des services. Concernant les Docteurs vétérinaires, le service de l'élevage n'en dispose qu'un seul, et les ingénieurs des travaux de l'élevage sont au nombre de quatorze.

Tableau X. 1 : Répartition et évolution des effectifs du personnel des Services Vétérinaires selon le diplôme, par Service

Inspections de Services Vétérinaires	Année	Docteur vétérinaire			Ingénieur des Travaux d'Élevage			Agents Techniques d'Élevage			Autres			Ensemble		
		H	F	Ens.	H	F	Ens.	H	F	Ens.	H	F	Ens.	H	F	Ens.
IRSV ²⁷	2018	1	1	2	7	1	8	12	7	19	2	10	12	22	19	41
	2019	1		1	6	2	8	12	7	19	2	10	12	21	19	40
IDSV ²⁸ de Pikine	2018				1		1	4	2	6		2	2	5	4	9
	2019				2		2	4	2	6		2	2	6	4	10
IDSV de Guédiawaye	2018				1		1		1	1		2	2	1	3	4
	2019				1		1		1	1		2	2	1	3	4
IDSV de Dakar	2018		1	1	1		1		2	2	1	1	2	2	4	6
	2019				1		1	1	2	3	1	1	2	3	3	6
IDSV de Rufisque	2018				1	1	2	4	3	7		1	1	5	5	10
	2019				1	1	2	4	3	7		1	1	5	5	10
Total	2018	1	2	3	11	2	13	20	15	35	3	16	19	35	35	70
	2019	1	0	1	11	3	14	21	15	36	3	16	19	36	34	70
	Variation %	0	-	-66,7	0	50,0	7,7	5,0	0	2,9	0	0	0	2,9	-2,9	0

Source : Données 2019, Service régional de l'Élevage et des Productions animales

²⁷ IRSV = Inspection Régionale des Services Vétérinaires

²⁸ IDSV = Inspection Départementale des Services Vétérinaires

X.1.2. LES AUTRES INTERVENANTS

L'élevage demeure un secteur assez vaste d'où l'intervention de plusieurs acteurs. En effet, hormis les services techniques rattachés au Ministère de l'élevage, il y a des ONG et associations qui interviennent dans le secteur de l'élevage. Ces intervenants sont issus des cabinets et cliniques vétérinaires privés, des infirmiers vétérinaires privés, des ONG, etc.

Tableau X. 2 : Services Vétérinaires selon le diplôme, par Inspection

Intervenants	Statut (ONG, Association, Projet, Programme de développement, etc.)	Domaine d'intervention	Zone d'intervention
Docteurs Vétérinaires privés	Exercice privé de la médecine vétérinaire (Cabinets et cliniques vétérinaires)	Campagne de vaccination de masse du cheptel (mandat sanitaire) Clinique et pharmacie vétérinaires	Pour la Campagne de vaccination : répartition des zones de vaccination entre dix (10) docteurs vétérinaires privés mandataires qui couvrent toute la région.
Autres techniciens d'élevage privés : Ingénieurs des Travaux d'Elevage et Agents Technique d'Elevage	Techniciens d'Elevage autorisés à exercer les soins infirmiers vétérinaires à titre privé	Soins infirmiers vétérinaires	Lieu d'exercice précisé dans l'autorisation d'exercer
World Horse Welfare	ONG	Formation des agents du Service de l'Elevage de Rufisque et des techniciens privés sur la prise en charge des plaies et des boiteries des équidés	Département de Rufisque

Source : Données 2019, Service régional de l'Elevage et des Productions animales

X.1.3. LES INFRASTRUCTURES ET EQUIPEMENTS

La région de Dakar dispose de peu d'infrastructures et d'équipements avicole et pastoral. En effet, lors de la campagne 2018-2019, la région ne dispose que de 04 parcs de vaccination, de 02 abattoirs modernes et de 42 Pharmacies et cliniques vétérinaires. Le département de Rufisque abrite l'ensemble des parcs de vaccination de la région en 2019 et une partie de l'abattoir moderne. Les Pharmacies et cliniques vétérinaires sont retrouvées essentiellement dans les départements de Dakar et de Pikine.

Pour la campagne 2017-2018, la région comptait 04 parcs de vaccination, 01 centre zootechnique et 02 abattoirs modernes.

Tableau X. 3 : Répartition et évolution du nombre d'infrastructures pastorales et avicoles par circonscription administrative

Infrastructures	Dakar		Guédiawaye		Pikine		Rufisque			Région		
	Campagne 2017 / 2018	Campagne 2018 / 2019	Campagne 2017 / 2018	Campagne 2018 / 2019	Campagne 2017 / 2018	Campagne 2018 / 2019	Campagne 2017 / 2018	Campagne 2018 / 2019	Variation %	Campagne 2017 / 2018	Campagne 2018 / 2019	Variation %
Forages agropastoraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Parcs à vaccination	0	0	0	0	0	0	4	4	0	4	4	0
Centres zootechniques	0	0	0	0	1	1	0	0	0	1	0	0
Fermes modernes d'embouche bovine, ovine, caprine, asine, porcine ou équine	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fermes avicoles modernes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Unités de transformation de produits laitiers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abattoirs modernes	0	0	0	0	1	1	1	1	0	2	2	0
Pharmacies et cliniques vétérinaires		18	-	3	-	12		9	-	-	42	-

Source : Données 2019, Service régional de l'Elevage et des Productions animales

X.2. LE CHEPTEL ET LA VOLAILLE

Le cheptel dakarois est riche en sa composition en espèce animale. En effet, il est composé de bovins, d'ovins, de caprins, d'équins, de porcins et de caméliens. L'élevage de la volaille occupe une place importante dans le secteur.

Le capital bétail de Dakar est dominé par l'élevage de l'espèce ovine avec 253 563 têtes, soit 72% de l'effectif total du bétail de la région. L'élevage des caprins et des bovins est très développé également dans la région constituant respectivement 18% et 07% du cheptel. Outre les ruminants, l'élevage de la volaille industrielle demeure le plus important avec 53 042 766 poussins produits en 2019.

Tableau X. 4 : Evolution des effectifs du cheptel et de la volaille selon l'espèce par circonscription administrative

Espèces	Dakar			Guédiawaye/Pikine			Rufisque			Région		
	Campagne 2017 / 2018	Campagne 2018 / 2019	Variation %	Campagne 2017 / 2018	Campagne 2018 / 2019	Variation %	Campagne 2017 / 2018	Campagne 2018 / 2019	Variation %	Campagne 2017 / 2018	Campagne 2018 / 2019	Variation %
Bovins	-	495	-	-	2477	-	-	20 807	-	-	23 779	-
Ovins	-	105 191	-	-	68 633	-	-	79 739	-	-	253 563	-
Caprins	-	-	-	-	15 617	-	-	49 330	-	-	64 947	-
Asins	-	-	-	-	117	-	-	930	-	-	1047	-
Equins	-	2721	-	-	1718	-	-	3972	-	-	8411	-
Porcins	-	-	-	-	185	-	-	1473	-	-	1658	-
Caméliens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total bétail	-	108 407	-	-	88 747	-	-	156 251	-	-	353 405	-
Volaille industrielle (poussins)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	53 042 766	-

Source : Données 2019, Service régional de l'Elevage et des Productions animales

X.3. LES PRODUCTIONS

X.3.1. LA PRODUCTION DE VIANDE ET D'ŒUFS

La campagne 2018-2019 a enregistré un volume global d'abattage de 738 632 bêtes, soit une quantité de viandes de 21 620 507 kilogrammes. Ces abattages contrôlés sont effectués au niveau des abattoirs de la SOGAS (Société de Gestion des Abattoirs du Sénégal), des abattoirs de Rufisque, ainsi que de l'abattage moderne du département de Pikine.

D'ailleurs, l'abattoir de Pikine enregistre le nombre d'abattage le plus élevé en 2019 avec 688 468 bêtes représentant 93 % du nombre d'abattage de la région. Au niveau du département de Rufisque, le nombre de bêtes abattues en 2019 est de 50 164 têtes. S'agissant du tonnage en viande bovine traitée, il s'élève à 8 209,630 Tonnes soit 98,41% du nombre total de bovins abattus dans le département. Le nombre de petits ruminants (ovin-caprin) abattus dans le Département est de 8703 têtes, représentant un poids total de 97,304 Tonnes de viande. Au total 8 439,375 Tonnes de viande ont été contrôlées dans le département de Rufisque en 2019. Les départements de Dakar et de Guédiawaye ne disposent pas d'abattoirs modernes.

La production nationale d'œufs de consommation en 2019 est de 772 462 086 unités en 2019. Cette production a augmenté de 40% cette année par rapport à l'année 2018 où elle se situait à 550 668 000.

Tableau X. 5 : Evolution des statistiques des abattages contrôlés de viande dans les abattoirs de la région de Dakar selon les espèces, par circonscription administrative

Espèces		Dakar		Guédiawaye		Pikine		Rufisque		Région	
		2017 / 2018	2018 / 2019	2017 / 2018	2018 / 2019	2017 / 2018	2018 / 2019	2017 / 2018	2018 / 2019	2017 / 2018	2018 / 2019
Taureaux	Nb								33718		
	Poids (Kg)								543372		
Bœufs	Nb								1918		
	Poids (Kg)								244210		
Vaches	Nb								5214		
	Poids (Kg)								560392		
Veaux / vêles	Nb								801		
	Poids (Kg)								46370		
Total bovins	Nb					75307	77054		41651		118705
	Poids (Kg)					11672320	12306519		1394344		13700863
Ovins	Nb					401244	413649		6529		
	Poids (Kg)					5335070	5656388		76524		
Caprins	Nb					170363	192447		1984		
	Poids (Kg)					1756330	1913940		19996		
Porcins	Nb					5561	5318				
	Poids (Kg)					254570	252796				
Caméliens	Nb										
	Poids (Kg)										
Equins	Nb										
	Poids (Kg)										
Asins	Nb										
	Poids (Kg)										
Total	Nb					652475	688468		50164		738632
	Poids (Kg)					19018290	20129643		1490864		21620507

Source : Données 2019, Service régional de l'Elevage et des Productions animales

X.3.2. LA PRODUCTION CONTROLEE DE LAIT

La production nationale de lait en 2017 porte sur un volume estimé à 243,5 millions de litres. La répartition de cette production par type d'élevage, laisse apparaître que plus de la moitié (54%) provient de l'élevage pastoral, le reste (112 010 000 de litres soit 46%) est issu de l'élevage intensif.

Dans la région de Dakar, la production contrôlée de lait réalisée s'élève à 14,96 millions de litres en 2018 contre 9,74 millions de litres en 2017, soit une forte hausse de 54%. La production de lait est imputable aux différents types d'élevage à savoir l'élevage de races pures exotiques, l'élevage de métisse, et l'élevage pastoral qui est le premier fournisseur de lait au niveau régional.

Tableau X. 6 : Evolution de la production de lait par circonscription administrative

Circonscription administrative	2017		2018		Variation des quantités en %
	Quantité (litres)	%	Quantité (litres)	%	
Dakar	-	-	-	-	-
Guédiawaye	-	-	-	-	-
Pikine	-	-	-	-	-
Rufisque	-	-	-	-	-
Région	9,74 millions		14,96 millions		53,6
Sénégal	243,5 millions				

Source : Données 2017-2018, Service régional de l'Elevage et des Productions animales

X.3.3. LA PRODUCTION CONTROLEE DE MIEL

Les données ne sont pas disponibles pour cette partie.

X.3.4. LA PRODUCTION CONTROLEE DES CUIRS ET PEAUX

Dans le cadre des exportations, les cuirs et les peaux constituent la première filière d'exportation du sous-secteur de l'Elevage. En 2017, environ 2884,232 tonnes de cette matière ont été exportées accusant une baisse de 12,67% par rapport à 2016. Les peaux d'ovin et de caprin représentent une bonne part de cette exportation avec 85% du tonnage.

Les destinations de cette exportation sont la Chine (25%), l'Italie (20%) et l'Inde (16%). On remarque une inversion des parts entre les peaux de petits ruminants qui deviennent plus importantes et les cuirs de bovin qui ne représentent que 8,6% du total des exportations.

X.4. LES IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS

X.4.1. LES IMPORTATIONS ET EXPORTATION DE BETAIL ET VOLAILLE

SUR PIED

Pour l'année 2017, les importations de bétail sur pied se chiffrent à 4 329 têtes composées de ruminants, de canidés et d'animaux sauvages ou exotiques. S'agissant des ruminants, elles sont constituées essentiellement de 1254 bovins, 180 ovins, 136 caprins et d'autres espèces pas précisées d'une totale de 2750 têtes. Les importations de canidé sont assez faibles avec respectivement 5 chiens et 4 chats. Et pour les

animaux sauvages, 300 perroquets et 10 080 d'animaux divers sont importés en 2017. Aussi, il est important de signaler que la région n'a pas vocation d'exportation de bétail.

X.4.2. LES IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS DE VIANDE

En 2017, les importations totales de viande et produits carnés ont été de 8 294,661 tonnes comme le montre le tableau en annexe. Pour cette année les abats maintiennent encore la première place de produit carné importé en termes de tonnage avec 4060,554 tonnes, soit 48,95% des importations contrôlées au profit de la viande de buffle désossée congelée qui ne représente que 35,87%.

X.4.3. LES IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS DE LAIT

Les importations de lait et produits laitiers, enregistrent un volume de 30 660,43 tonnes de lait et produits laitiers en 2017, constituées essentiellement de lait en liquide et en poudre, et des produits laitiers.

Il convient de souligner que le lait en poudre est le premier produit alimentaire d'origine animale importé au Sénégal. Cette année 25 946,84 tonnes de lait en poudre ont fait l'objet de contrôle par les services vétérinaires frontaliers, soit en valeur relative 84,63% du lait et des produits laitiers importés.

Il est important de signaler que cette importation est destinée à la consommation nationale. Comparativement à l'année dernière le volume des importations passe de 29 798,47 tonnes en 2016 pour s'établir à 30 660,43 tonnes en 2017 accusant une augmentation de 2,9%.

X.5. LES MOUVEMENTS DU BETAIL : LES ENTREES ET LES SORTIES

Les statistiques, sur le contrôle de la migration commerciale du bétail, confirment la place leader de la capitale sénégalaise en tant que centre de commercialisation et de consommation par excellence du pays. En 2019, environ 790 309 animaux ont été enregistrés dans le département de Pikine.

Par ailleurs, il est important de souligner que l'affluence des entrées est plus importante chez les ovins où près de 6 bêtes sur 10 appartiennent à cette race de mammifère. Les caprins et les bovins constituent respectivement 25% et 18% du troupeau conduit dans la région

S'agissant des mouvements de sorties d'animaux, l'effectif est de 709 961 dans la région de Dakar en 2019. Les ovins demeurent les mammifères les plus touchés par ce mouvement avec 59% du chiffre total. Les caprins et les bovins constituent respectivement 23% et 18% de ces sorties.

Le solde de ce mouvement (entrées moins sorties) de bétail dans la région n'est pas négatif. Il est de 80 348 bêtes illustrant le caractère de destination privilégiée de la région dans le commerce du bétail.

Tableau X. 7 : Répartition et évolution des mouvements du bétail selon l'espèce dans la région

Espèces		Pikine			Région		
		Campagne 2017 / 2018	Campagne 2018 / 2019	Variation %	Campagne 2017 / 2018	Campagne 2018 / 2019	Variation %
Bovins	Entrées	-	145 970	-	-	145 970	
	Sorties	-	128 003	-	-	128 003	
	Solde	-	17 967	-	-	17 967	
Ovins	Entrées	-	451 089	-	-	451 089	
	Sorties	-	416 798	-	-	416 798	
	Solde	-	34 291	-	-	34 291	
Caprins	Entrées	-	193 250	-	-	193 250	
	Sorties	-	165 160	-	-	165 160	
	Solde	-	28 090	-	-	28 090	
Equins	Entrées	-	-	-	-	-	
	Sorties	-	-	-	-	-	
	Solde	-	-	-	-	-	
Asines	Entrées	-	-	-	-	-	
	Sorties	-	-	-	-	-	
	Solde	-	-	-	-	-	
Caméliens	Entrées	-	-	-	-	-	
	Sorties	-	-	-	-	-	
	Solde	-	-	-	-	-	
Porcins	Entrées	-	-	-	-	-	
	Sorties	-	-	-	-	-	
	Solde	-	-	-	-	-	
Total	Entrées	-	790 309	-	-	790 309	
	Sorties	-	709 961	-	-	709 961	
	Solde	-	80 348	-	-	80 348	

Source : Données 2019, Service régional de l'Elevage et des Productions animales

X.6. LA SITUATION ZOO SANITAIRE

X.6.1. LES FOYERS DECLARES

L'année 2019 est marquée par l'apparition de la gourme et grippe équine dans certaines localités de la région. En effet, les premiers cas de suspicion de gourme

associée à une grippe équine ont été identifiés dans les départements de Rufisque, de Dakar et de Guédiawaye. Cependant le département de Rufisque demeure le plus touché avec 675 cas et un taux de létalité de 19 pour mille (cf. Tableau 2 en annexe).

X.6.2. LES RESULTATS DES CAMPAGNES DE VACCINATION

Dans le cadre de la protection sanitaire du cheptel, une campagne de vaccination a eu lieu en 2018 afin de prévenir certaines affections dans la région. Ainsi, environ 219 440 bêtes ont été vaccinées lors de cette campagne.

Les départements de Pikine et de Rufisque abritent la majeure partie du cheptel vacciné avec respectivement 82 734 et 73 667 de bêtes. Cette situation s'explique par le fait que la majeure partie des ménages éleveurs de la région se trouve dans ces départements notamment avec l'avènement des moutons de races. En plus, le département de Pikine abrite le plus grand parc de la région. Les autres départements ont enregistré, en 2018, respectivement 20 143 bêtes vaccinées à Guédiawaye, et 42 896 bêtes à Dakar.

Au sujet de la campagne de déparasitage dans la région, l'effectif enregistré s'élevait à 11 417 bêtes en 2019.

Tableau X. 8 : Evolution des résultats des campagnes de vaccination et de déparasitage du bétail par circonscription administrative

Circonscription administrative	Effectifs vaccinés			Effectifs déparasités		
	2018	2019	Variation en %	2018	2019	Variation en %
Dakar	42896					
Guédiawaye	20143					
Pikine	82734					
Rufisque	73667					
TOTAL	219440				11 417	

Source : Données 2019, Service régional de l'Elevage et des Productions animales

La campagne de vaccination de 2019 a enrôlé 264 404 bêtes dans la région. Cependant, certaines maladies sont ciblées en l'occurrence les pasteurelloses de petits ruminants, MNC (I2 volailles), la peste des petits ruminants, Dermatose nodulaire contagieuse bovine (DNCB), Peste équine, Pasteurellose bovine, entérostomie.

Toutefois, l'antigène contre l'affection de la peste des petits ruminants reste le vaccin le plus administré au cheptel. En effet, 225 477 sujets soit 85% du cheptel ont été vaccinés à cet antigène en 2019. Suivi de la dermatose nodulaire contagieuse bovine

(DNCB), dont 16 765 bêtes ont reçu ce vaccin en 2019. La prévention des maladies de Newcastle et de peste équine a conduit à une vaccination respective de 3 189 bêtes et de 3 299 dans la région.

Tableau X. 9 : Répartition et évolution des résultats des campagnes de vaccination selon l'affection, par circonscription administrative

Antigènes	Région de Dakar		
	Campagne 2017 / 2015	Campagne 2018 / 2019	Variation %
Pasteurelloses de petits ruminants		2349	
MNC		3189	
Peste des petits ruminants (PPR)		225 477	
Dermatose nodulaire contagieuse bovine (DNCB)		16 765	
Péripneumonie contagieuse bovine (PPCB)		11 186	
Peste équine			
Rage		1408	
Entérotoxémie		731	

Source : Données 2019, Service régional de l'Elevage et des Productions animales

CONCLUSION

L'élevage joue un rôle important dans le développement économique et social de la région. Ce secteur est vecteur d'emplois et son développement peut réduire significativement la pauvreté. L'élevage dans la région se pratique plus dans la zone périurbaine surtout dans les départements de Pikine et de Rufisque où se concentre l'essentiel du Cheptel de la région. Cela s'explique par le fait que la seule zone rurale de la région se situe dans le département de Rufisque. En effet, Keur Massar, Yène et Sangalkam sont les principales zones de développement des fermes avicoles, d'élevage laitier et de l'embouche intensive.

En ce qui concerne la lutte contre les maladies animales, qui reste une des priorités du secteur, les résultats relatifs à la couverture vaccinale sont encore à améliorer pour trois des cinq maladies prioritaires ciblées, en l'occurrence, la peste des petits ruminants, la dermatose nodulaire contagieuse bovine. Il est aussi important de noter le délaissement de l'élevage extensif au profit de l'élevage semi-extensif voire intensif.

L'analyse des performances du secteur de l'élevage malgré les contraintes soulignées laisse apparaître un potentiel insuffisamment exploité. La forte demande en bétail et en volaille pendant les événements religieux, notamment la Tabaski, montre la nécessité d'une meilleure prise en charge de ses difficultés.

CHAPITRE XI: PECHE

INTRODUCTION

La gestion effective et durable des ressources marines constitue l'un des enjeux majeurs de ce siècle surtout pour garantir aux générations actuelles et futures la sécurité alimentaire et la nutrition pour tous²⁹. D'ailleurs la protection et la conservation de l'environnement maritime est au cœur du programme de développement durable à l'horizon 2030. En effet, l'une des priorités absolues de ce programme, à savoir l'ODD 14, est axée à la conservation et l'exploitation de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable.

Au Sénégal, la pêche est un important levier de l'économie nationale et peut contribuer efficacement à la réduction de la pauvreté. En effet, avec 718 Km de côtes, le secteur de la pêche peut permettre au pays d'assurer une bonne partie de la sécurité alimentaire des populations. D'ailleurs, le Plan Sénégal Emergent (PSE) place le secteur de la pêche au cœur des politiques et stratégies de développement économique et social du pays.

La région de Dakar est la troisième région de pêche du Sénégal notamment grâce à sa façade atlantique qui lui confère un micro climat marqué par l'influence de l'alizé maritime. Ce climat est favorable aux remontées d'eaux profondes appelées « upwellings » source d'enrichissement des eaux marines. Au niveau de la région, la pêche artisanale est pratiquée essentiellement par les Lébous et permet d'approvisionner le marché local en assurant presque entièrement la consommation locale.

Dans ce chapitre, il sera question de voir d'abord les services techniques et infrastructures du service ; ensuite la pêche artisanale et industrielle en passant en revue l'armement piroguier, les mises à terre, la ventilation des apports ainsi que les transformations artisanale et industrielle et enfin l'aquaculture dans la région de Dakar.

²⁹ Directeur général de la FAO José Graziano da Silva.

XI.1.LES SERVICES TECHNIQUES, LES AUTRES INTERVENANTS ET LES INFRASTRUCTURES

XI.1.1. LES SERVICES TECHNIQUES

En 2019, le personnel des services de la pêche (SRP) de la région de Dakar est marqué par une légère hausse de 3%. Dans l'ensemble, il est passé de 33 agents en 2018 à 34 agents en 2019.

S'agissant de l'évolution de la composition du personnel selon le genre d'une part, l'effectif masculin de ces services est passé de 20 hommes en 2018 à 23 hommes en 2019 soit une variation à la hausse de 15%. D'autre part, chez les femmes, l'évolution de la courbe de leur effectif n'est pas similaire à celle des hommes en raison de la baisse enregistrée de 15% sur leur nombre en 2019 par rapport à 2018. De même, près de 68% du personnel du service sont des hommes révélant une prédominance masculine dans les services techniques de ce secteur.

Outre le genre, la diversité du profil du personnel des services de pêche de la région selon le diplôme reste moyenne. Pourtant, un secteur exploitable comme la pêche, participant à l'autosuffisance alimentaire et à l'avancé économique du pays, devrait avoir un bon nombre d'appui technique pour assurer le contrôle, le suivi et la coordination de la mise en œuvre des politiques d'améliorations des conditions de pêche. Ainsi, en 2019, les services de la pêche de la capitale comptent 02 Inspecteurs des Pêches et pas de Docteur Vétérinaire (même situation en 2018). Les Techniciens Supérieurs des Pêches représentent 24% du personnel total et un effectif en hausse de 24% entre 2018-2019. Les Agents Techniques des Pêches constituent un corps assez bien représenté au niveau des services du secteur avec plus de 29% du personnel total. Toutefois, leur effectif a baissé de 17% entre 2018-2019. Le personnel type « autres » demeure le plus représenté des services de la pêche de la région avec 41% de l'effectif total. Néanmoins, leur effectif a diminué de 7% entre 2018-2019.

Concernant la répartition du personnel de la pêche, elle n'est pas uniforme à travers les différents services (régional et départemental) de la région de Dakar. En effet, cette répartition cache des disparités. En 2019, le niveau régional, représenté par le Service Régional de la Pêche (SRP) concentre 35% du personnel des services de ce secteur. Le reste du personnel est retrouvé dans les services départementaux de Pikine (24%),

de Dakar (21%) et de Rufisque (21%). Au sujet de la tendance de l'évolution du nombre d'agents dans ces services, elle est à la hausse pour le SRP et le service départemental de Rufisque sur la période 2018-2019. Précisément, pour le premier, l'effectif est passé de 11 agents en 2018 à 12 agents en 2019 soit une hausse de 9% et pour le second, il est passé de 6 à 7 agents soit une augmentation de 17%. Quant aux services restants, celui de Dakar n'as pas connu d'évolution sur son effectif et celui de Pikine enregistre une baisse de 11% de son effectif sur la période 2018-2019.

Tableau XI. 1 : Répartition et évolution des effectifs du personnel des services de pêche selon le diplôme, par

Diplômes	Sexe	SRP			Dakar			Guédiawaye			Pikine			Rufisque			Région		
		2018	2019	Variation en %	2018	2019	Variation en %	2018	2019	Variation en %	2018	2019	Variation en %	2018	2019	Variation en %	2018	2019	Variation en %
Inspecteur des pêches	Masc.	1	1	0,00	0	0											1	1	0,00
	Fem.	1	1	0,00	0	0											1	1	0,00
	Tot.	2	2	0,00	0	0											2	2	0,00
Docteur vétérinaire	Masc.	0	0														0	0	
	Fem.	0	0														0	0	
	Tot.	0	0														0	0	
Technicien supérieur des pêches	Masc.	2	2	0,00	2	2	0,00				1	2	100,00	1	1	0,00	6	7	16,67
	Fem.	1	1		0	0					0	0		0	0		1	1	0,00
	Tot.	3	3	0,00	2	2	0,00				1	2	100,00	1	1	0,00	7	8	14,29
Agent technique des pêches	Masc.	1	1	0,00	3	3	0,00				1	0		4	3	-25,00	9	7	-22,22
	Fem.	0	0	0,00	2	2	0,00				1	1	0,00	0	0		3	3	0,00
	Tot.	1	1	0,00	5	5	0,00				2	1	-50,00	4	3	-25,00	12	10	-16,67
Autres	Masc.	2	4	100,00	0	0					1	2	100,00	6	2	-66,67	9	8	-11,11
	Fem.	3	2	-33,33	0	0					1	3	200,00	2	1	-50,00	6	6	0,00
	Tot.	5	6	20,00	0	0					2	5	150,00	8	3	-62,50	15	14	-6,67
Ensemble	Masc.	6	8	33,33	5	5	0,00				4	4	0,00	5	6	20,00	20	23	15,00
	Fem.	5	4	-20,00	2	2	0,00				5	4	-20,00	1	1	0,00	13	11	-15,38
	Tot.	11	12	9,09	7	7	0,00				9	8	-11,11	6	7	16,67	33	34	3,03

service

Source : Données 2019, Service Régional des Pêches et de la Surveillance de Dakar

XI.1.2. LES AUTRES INTERVENANTS

S'agissant des autres intervenants, il y a les associations CLPA et GIE INTER qui s'activent respectivement dans la gestion locale de la pêche et la gestion du quai intervenant dans les zones de Thiaroye, Mbao et Bada Lo. L'USAID intervient également avec un projet DEEKAL GUEDJI axé sur l'Aménagement Gouvernance Pêcherie dans lesdites zones.

Tableau XI. 2 : Autres intervenants selon le statut, les domaines et zones d'intervention dans la région en 2019

Intervenants	Statut		Domaines d'intervention	Zones d'intervention
	(ONG, Association, Projet, Programme de développement, etc.)			
CLPA	Association		Gestion Local Pêche	Thiaroye-Mbao-Bada Lo
GIE INTER	Association		Gestion Quai	Thiaroye
USAID / DEEKAL GUEDJI	Projet		Aménagement Gouvernance Pêcherie	Thiaroye-Mbao-Bada Lo
	PADESS		AGR	Yene

Source : Données 2019, Service Régional des Pêches et de la Surveillance de Dakar

XI.1.3. LES INFRASTRUCTURES

La région de Dakar est bien dotée en infrastructure de pêches. En 2019, elle compte dans son ensemble 08 quais de pêche, 05 complexes frigorifiques, 10 fabriques glaces, 07 marchés modernes aux poissons et 66 Usines de transformation de produits halieutiques. Ces infrastructures sont marquées par une évolution à la hausse en 2019 par rapport à l'existant en 2018.

Tableau XI. 3 : Répartition et évolution du nombre d'infrastructures de pêche par circonscription administrative

Infrastructures	Dakar			Guédiawaye			Pikine			Rufisque			Région		
	2018	2019	Variation en %	2018	2019	Variation en %	2018	2019	Variation en %	2018	2019	Variation en %	2018	2019	Variation en %
Quais de pêche	3	4	33,33				1	1	0,00	2	3	50,00	6	8	33,33
Complexes frigorifiques	3	4	33,33				1	1	0,00	0	0		4	5	25,00
Fabriques de glace	5	7	40,00				2	2	0,00	1	1	0,00	8	10	25,00
Marchés modernes aux poissons	4	5	25,00				1	1	0,00	1	1	0,00	6	7	16,67
Usines de transformation de produits halieutiques	53	55	3,77				10	10	0,00	1	1	0,00	64	66	3,13

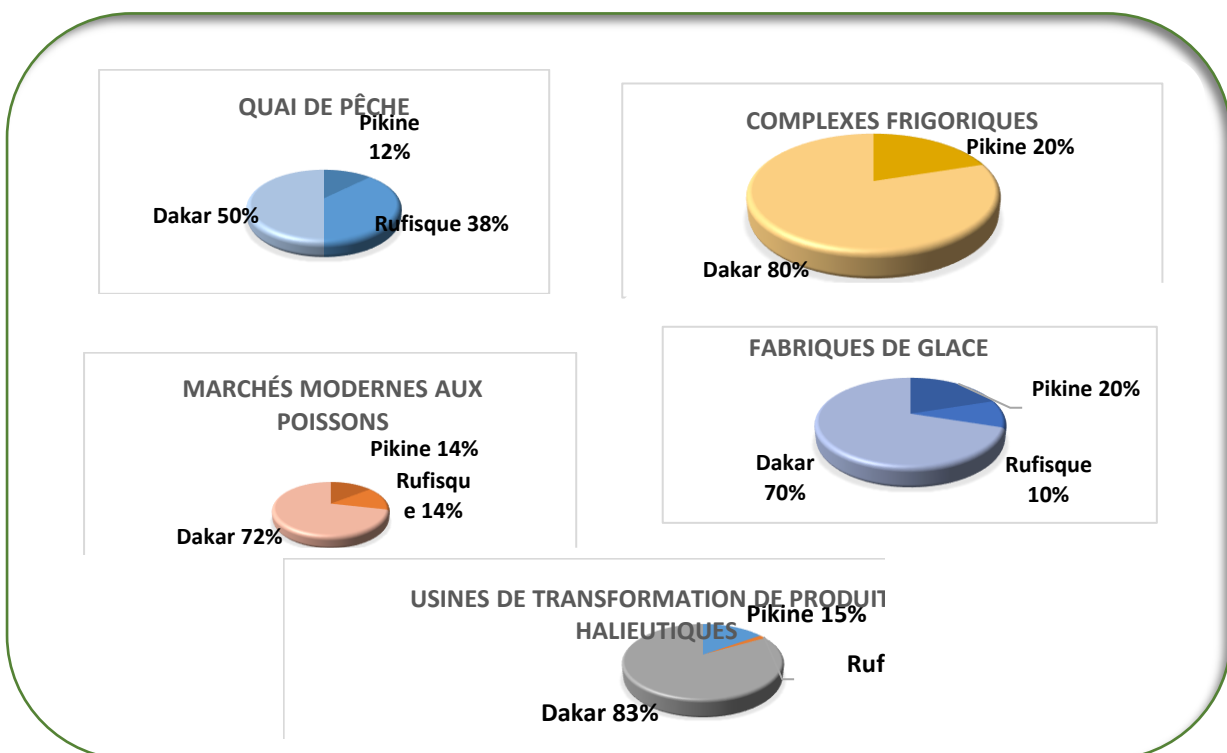
Source : Données 2019, Service Régional des Pêches et de la Surveillance de Dakar

En 2019, la répartition des infrastructures de pêche dans la capitale sénégalaise n'est pas très homogène. En effet, plus de la moitié des infrastructures, quel que soit le type, sont concentrées dans le département de Dakar. Précisément, ce département

abrite 50% des quais de pêche, 80% des complexes frigorifiques, 70% des fabriques glaces, 71% des marchés modernes aux poissons et 83% des Usines de transformation de produits halieutiques. D'ailleurs, ces différentes infrastructures ont toutes connu une hausse de plus 25% entre 2018-2019 dans ce département, à l'exception des Usines de transformation de produits halieutiques accusant seulement 4% de hausse.

Quant aux infrastructures de pêche restantes, elles sont réparties dans les départements de Pikine (13% des quais de pêche, 20% des complexes frigorifiques, 20% des fabriques glaces, 14% des marchés modernes aux poissons et 15% des Usines de transformation de produits halieutiques) et de Rufisque (38% des quais de pêche, pas de complexes frigorifiques, 10% des fabriques glaces, 14% des marchés modernes aux poissons et 2% des Usines de transformation de produits halieutiques). Hormis le nouveau quai de pêche de Rufisque, aucune variation à la hausse ou à la baisse n'est enregistrée sur l'évolution des infrastructures de la pêche dans ces deux départements.

Graphique XI. 1 : Répartition des infrastructures de pêche selon le type dans la région en 2019



XI.2. LA PECHE ARTISANALE

XI.2.1. LES SITES ET L'ARMEMENT DE LA PECHE

En 2019, la région de Dakar compte 14 sites de pêche communément appelés villages de pêcheurs. Ces sites de pêches n'ont enregistré aucune variation sur les différentes circonscriptions administratives de la région entre 2018-2019. S'agissant du nombre de pêcheurs maritimes, leur effectif est de 31 602 individus en 2019 dans la région, soit une baisse de moins de 0,1% (imputable surtout à la diminution de l'effectif du nombre de pêcheurs dans le département de Dakar) par rapport à 2018. Concernant le nombre de pirogues, un total de 4 133 est enregistré en 2019, traduisant une hausse de moins de 0,1% de cette embarcation.

Tableau XI. 4 : Evolution des sites, des pêcheurs et de l'armement selon le type de pêche, par circonscription administrative

Circonscription administrative	Année	Nombre de villages de pêcheurs			Nombre de pêcheurs			Nombre de pirogues		
		PC ³⁰	PM ³¹	Total	PC	PM	Total	PC	PM	Total
Dakar	2018		7	7		12700	12700		2015	2015
	2019		7	7		12620	12620		1962	1962
Guédiawaye	2018									
	2019									
Pikine	2018		3	3		3472	3472		835	835
	2019		3	3		3472	3472		835	835
Rufisque	2018	0	4	4	0	15436	15436	0	1279	1279
	2019	0	4	4	0	15510	15510	0	1336	1336
TOTAL	2018	0	14	14	0	31608	31608	0	4129	4129
	2019	0	14	14	0	31602	31602	0	4133	4133
	Variation en %		0	0		-0,02	-0,02		0,10	0,10

Source : Données 2019, Service Régional des Pêches et de la Surveillance de Dakar

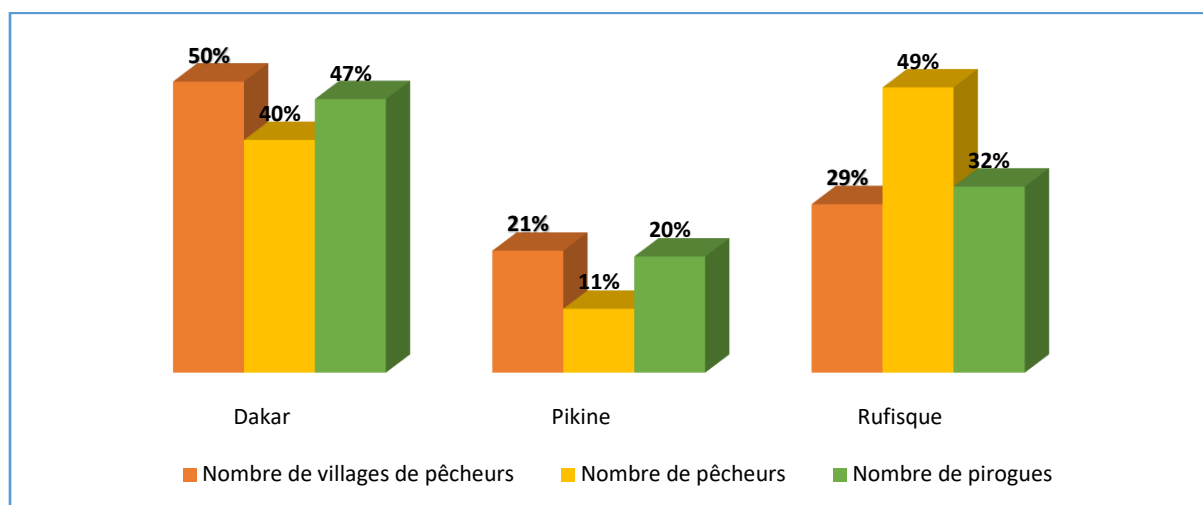
La répartition de ces sites et armements, dans la région en 2019, révèle une forte concentration de ceux-ci dans les départements de Dakar et de Rufisque. En effet, au total, le département de Dakar abrite 50% des sites de pêches, 40% des pêcheurs et 47% des pirogues de la région. Pourtant, en comparaison aux chiffres de 2018, une baisse de 3% et de moins de 1% est observée respectivement au niveau du nombre de pirogue et de l'effectif des pêcheurs dans cette localité. Pour le département de Rufisque, près de 29% des sites de pêches de Dakar y sont concentrés de même que

³⁰ PC = Pêche Continentale

³¹ PM = Pêche Maritime

49% de la population des pêcheurs et 32% des pirogues. Egalement, par rapport aux chiffres de 2018, ce département a enregistré une hausse de près de 1% et de 4% respectivement dans l'effectif de ses pêcheurs et son armement piroguier. Pikine demeure le département le moins doté en matière d'unités et d'armement de pêche. Seul, 21% des sites pêches et 20% des pirogues se trouvent dans ce département sans oublier les 20% de pêcheurs de la région. En outre, ce département n'a enregistré aucune baisse ou hausse au niveau de ses sites ou de ses armements de pêche.

Graphique XI. 2 : Répartition des sites et de l'armement de pêche selon la circonscription administrative dans la région en 2019



Source : Données 2019, Service Régional des Pêches et de la Surveillance de Dakar

L'armement de la pêche artisanale de la région de Dakar est composée d'embarcations locales, d'embarcations saisonnières et divers types d'engins. Les embarcations sont constituées de deux types de pirogues à savoir celle à moteur ou à voile.

En 2019, la région compte au total 4 332 embarcations réparties en 3 816 embarcations locales et 516 embarcations saisonnières. En outre, l'univers des embarcations est marqué par une forte prédominance des pirogues à moteur. Mieux, près de 98% des embarcations locales (3 728) sont constituées de pirogues à moteur et les embarcations saisonnières n'ont enregistré aucune pirogue à voile. Egalement, l'effectif des embarcations surtout saisonnières est marqué par une hausse mirobolante de 195% par rapport à l'effectif de l'année précédente (hausse principalement imputable à l'évolution du nombre de pirogues à moteur passant de 175 en 2018 à 516 en 2019).

Quant aux engins de pêche, la région en possède environ 2 875 en 2019. Ce chiffre illustre l'existence d'un large éventail et différents types d'engins dans le milieu de la pêche de la région de Dakar. Toutefois ces divers types d'engins peuvent être classifiés en deux catégories³² à savoir les engins de pêche passifs (regroupant les Palangres, les Filets maillant dérivant, les Filets maillant encerclant, les Filets dormant, les Lignes, les Pièges etc.) et les engins de pêche actifs (composé de Senne de plage, de Senne tournante etc.). Les Lignes et les Sennes tournantes dominent le paysage des engins de pêche de la région. En effet, elles sont respectivement au nombre de 1 000 et 591 engins soit 35% et 17% du total de la région. Les Filets dormants (484) et les Filets maillants dérivants (427) sont également bien utilisés parmi les engins de pêche. Pourtant, les Lignes et les Filets dormants sont marqués par une baisse respective de leur effectif de 5% et de 9% en 2019, par rapport à l'année 2018. Dans l'ensemble, les engins de pêche enregistrent une hausse de 8% de leur nombre, par rapport à l'année précédente.

Tableau XI. 5 : Evolution de l'armement de la pêche artisanale selon le type, par circonscription administrative

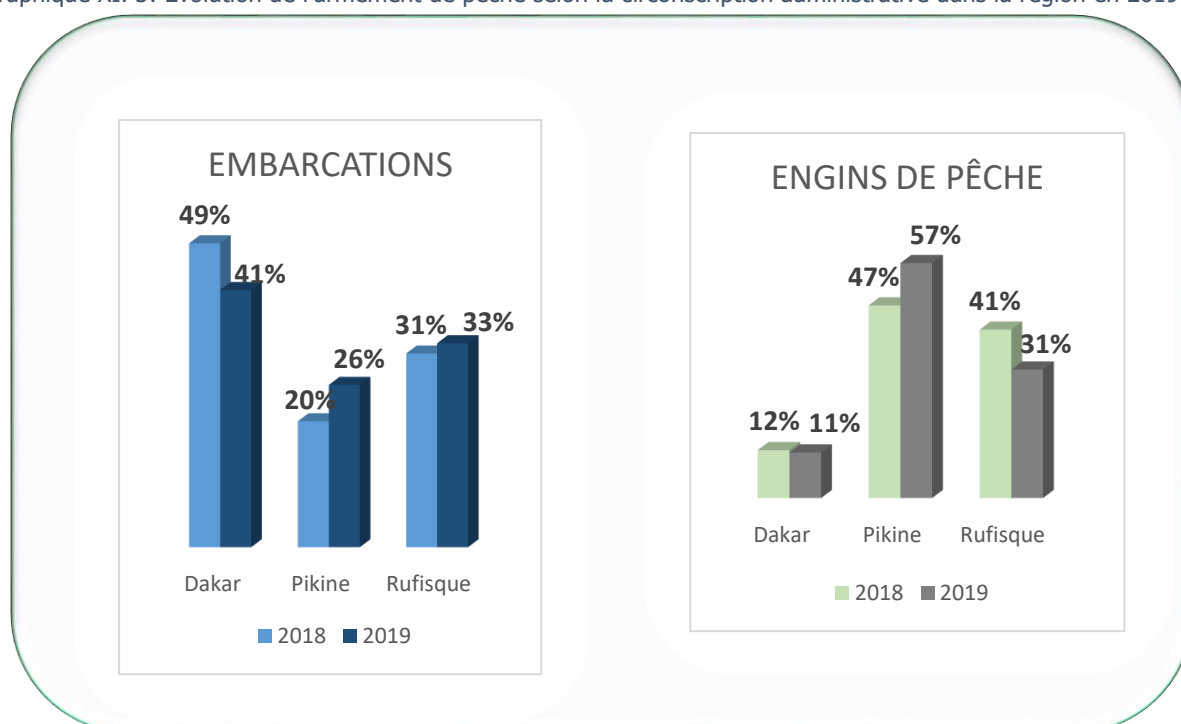
Armement		Dakar			Guédiawaye			Pikine			Rufisque			Région		
		2018	2019	Variation en %	2018	2019	Variation en %	2018	2019	Variation en %	2018	2019	Variation en %	2018	2019	Variation en %
Embarcation locale	Pirogues à moteur	1662	1581	-4,87				811	811	0,00	1250	1336	6,88	3723	3728	0,13
	Pirogues à voile	63	64	1,59				24	24	0,00	0	0		87	88	1,15
	Total embarcations	1725	1645	-4,64				835	835	0,00	1250	1336	6,88	3810	3816	0,16
Embarcation saisonnière	Pirogues à moteur	141	142	0,71				0	293		34	81	138,24	175	516	194,86
	Pirogues à voile	0	0					0	0		0	0		0	0	0,00
	Total embarcations	141	142	0,71				0	293		34	81	138,24	175	516	194,86
Ensemble embarcations	Pirogues à moteur	1874	1723	-8,06				835	1128	35,09	330	1417	329,39	3039	4268	40,44
	Pirogues à voile	141	64	-54,61				0	0		0	0		141	64	-54,61
	Total embarcations	2015	1787	-11,32				835	1128	35,09	1284	1417	10,36	4134	4332	4,79
Engin de pêche	Palangre	15	12	-20,00				12	12	0,00	137	72	-47,45	164	96	-41,46
	Senne de plage	6	9	50,00				13	13	0,00	20	7	-65,00	39	29	-25,64
	Senne tournante	127	117	-7,87				247	247	0,00	207	227	9,66	581	591	1,72
	Filet maillant dérivant	0	0					34	327	861,76	102	100	-1,96	136	427	213,97
	Filet maillant encerclant	34	33	-2,94				39	120	207,69	99	95	-4,04	172	248	44,19
	Filet dormant	105	106	0,95				262	280	6,87	163	98	-39,88	530	484	-8,68
	Filet filtrant à crevette		0					0	0		0	0		0	0	
	Epervier		0					0	0		0	0		0	0	
	Ligne	26	43	65,38				653	653	0,00	373	304	-18,50	1052	1000	-4,94
	Piège	0	0					0	0		0	0		0	0	
	Autres	0	0					0	0		0	0		0	0	
	Total engins de pêche	313	320	2,24				1260	1652	31,11	1101	903	-17,98	2674	2875	7,52

Source : Données 2019, Service Régional des Pêches et de la Surveillance de Dakar

³² <http://www.fao.org/3/y3427f/y3427f04.htm>

L'évolution de ces armements dans les localités de pêche de la région, révèle des variations mitigées en fonction du département. En effet, dans le département de Dakar, une baisse de 11% est enregistrée dans le nombre de ses embarcations en 2019 par rapport à 2018. Par contre, dans les départements de Pikine et de Rufisque, c'est une hausse respective de 35% et de 10% qui est observée pour ces embarcations pendant cette période. Concernant les engins de pêche, hormis Rufisque où une baisse de 18% est enregistrée, une tendance à la hausse s'affiche pour les départements de Dakar (2%) et de Pikine (31%) en 2019 par rapport à 2018.

Graphique XI. 3: Evolution de l'armement de pêche selon la circonscription administrative dans la région en 2019



Source : Données 2019, Service Régional des Pêches et de la Surveillance de Dakar

XI.2.2. LA PRODUCTION

En 2019, la production de la pêche artisanale de la région de Dakar s'élève à 55 384 tonnes de poissons constituant un chiffre d'affaires de 48 602 437 500 FCFA. Cette production a globalement évolué, entre 2018-2019, à la fois en quantités de poissons qu'en valeurs économiques (FCFA). S'agissant de la quantité de poisson produite sur cette période, elle a augmenté de 22% en 2019 avec un volume de production de 45 350 tonnes enregistré en 2018. Concernant le chiffre d'affaire obtenu sur cette période, il a baissé de 1% soit une valeur de 616 155 500 CFA de moins qu'en 2018 (49 218 593 000 FCFA). Pourtant, en 2019 la quantité de la production en poissons a

dépassé de 10 034 tonnes de celle de 2018. Néanmoins, cette baisse du chiffre d'affaire peut être due au type d'espèces débarquées (les espèces nobles coutent plus cher).

Tableau XI. 6 : Evolution de la production de la pêche artisanale selon le type de pêche, par circonscription administrative

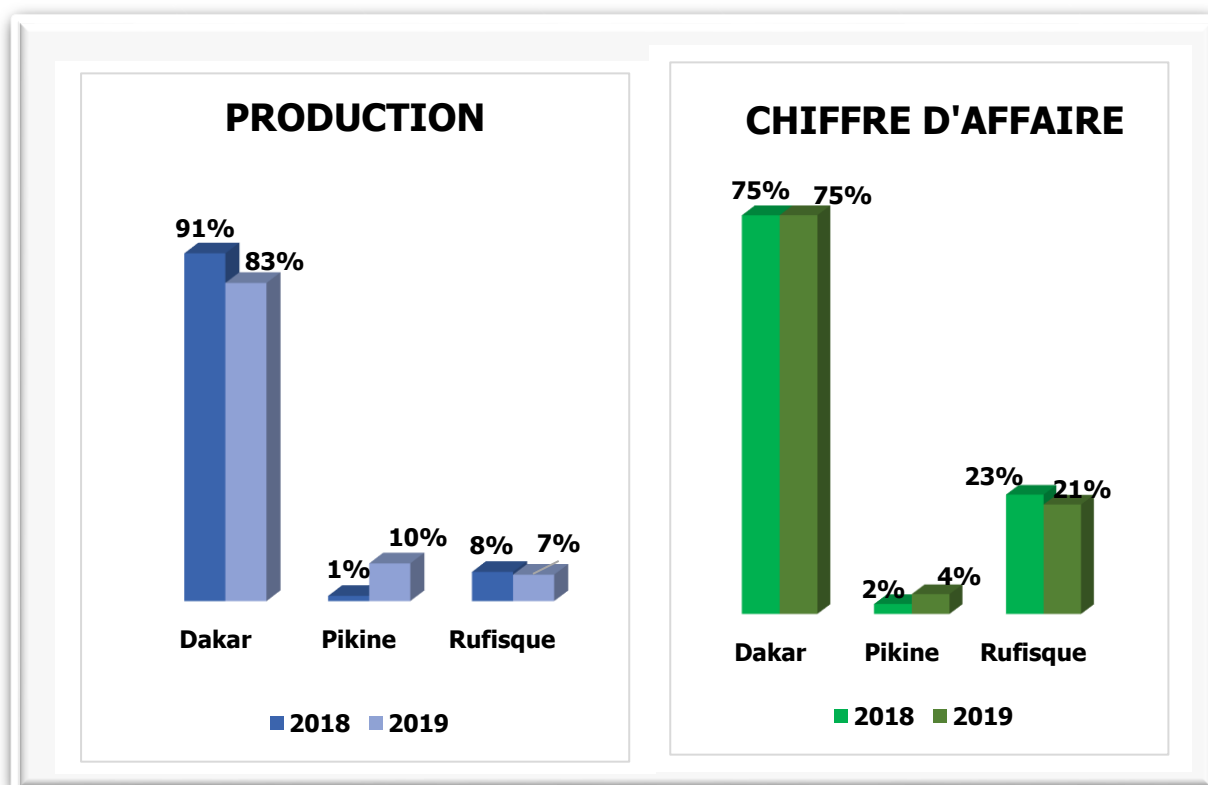
Circonscription administrative	Année	Quantités de poisson (T)			Valeurs (1000 F CFA)		
		PC	PM	Total	PC	PM	Total
Dakar	2018		41278	41278		37094771	37094771
	2019		46115	46115		36632420	36632420
	Variation en %		11,72	11,72		-1,25	-1,25
Guédiawaye	2018						
	2019						
	Variation en %						
Pikine	2018		615	615		931585	931585
	2019		5450	5450		1831707,5	1831707,5
	Variation en %		786,18	786,18		96,62	96,62
Rufisque	2018		3457	3457		11192237	11192237
	2019		3819	3819		10138310	10138310
	Variation en %		10,47	10,47		-9,42	-9,42
TOTAL	2018		45350	45350		49218593	49218593
	2019		55384	55384		48602437,5	48602437,5
	Variation en %		22,13	22,13		-1,25	-1,25

Source : Données 2019, Service Régional des Pêches et de la Surveillance de Dakar

La répartition de cette production en 2019, dans les sites ou localités de pêche, montre une large prédominance du département de Dakar avec une part de 83% du volume total de production régional. Même si cette notoriété a reculé de 8 points de pourcentages par rapport à 2018 (91% du total de la région), la quantité produite dans le département enregistre une hausse de 12% en 2019. Les départements de Pikine et Rufisque ont fourni respectivement une part de 10% et de 7% de la production de la région en quantité de poissons en 2019. Par ailleurs, il est intéressant de signaler cette hausse spectaculaire enregistrée dans la production de poisson dans le département de Pikine en 2019 par rapport à 2018. En effet, une hausse de la production de plus de 786% est enregistrée dans cette localité sur cette période entraînant une évolution de leur part total régional de 1% en 2018 à 10% en 2019. Le département de Rufisque enregistre une variation à la hausse de 11% de sa production et une évolution à la baisse de 1% de sa part de marché car se situant à 8% en 2018. Outre l'accaparement de la production, le département de Dakar enregistre le chiffre d'affaire le plus élevé de la région avec 75% en 2019. Néanmoins le chiffre d'affaire du département a baissé de 1% entre 2018-2019. Quant aux départements de Pikine et de Rufisque, ils enregistrent respectivement environ 4% et 21% du chiffre d'affaire

régional. En outre, le chiffre d'affaire de ces deux départements est marqué par des variations à la hausse pour le premier de 97% et à la baisse pour le second de 9% entre 2018-2019. Concernant Guédiawaye qui ne dispose pas d'infrastructures de pêche, aucun débarquement n'est enregistré durant la même période bien que les eaux maritimes contiguës à cette zone soient fréquentées par les pêcheurs de Dakar.

Graphique XI. 4: Evolution de la production de la pêche artisanale et du chiffre d'affaire selon la circonscription administrative dans la région



Source : Données 2019, Service Régional des Pêches et de la Surveillance de Dakar

La production de la pêche artisanale est plurielle, et varie suivant les espèces. En 2019, les captures totales, toutes espèces confondues, sont estimées à 97 394 tonnes, soit une valeur commerciale de 50 348 623 801 FCFA. Comparés aux nombres de prises de l'année précédente s'élevant à 82 472 tonnes, une hausse de 18% est enregistrée au niveau des captures de 2019. Pourtant le chiffre d'affaire, obtenu, a baissé de 5% par rapport à 2018 où il se situait à 53 078 726 000 FCFA.

S'agissant des espèces capturées, elles sont composées de poissons, de mollusques et de crustacés. D'abord pour les poissons, le nombre pris a augmenté de 19% par rapport à l'année précédente, passant de 78 786 tonnes en 2018 à 93 429 tonnes de

poissons en 2019. Néanmoins, le chiffre d'affaire, enregistré, a baissé de 9% avec 40 122 341 000 FCFA en 2019 contre 43 913 464 000 FCFA en 2018. Au sujet des mollusques, la pêche artisanale a capturé 3 930 tonnes en 2019 contre 3 637 tonnes en 2018, soit une hausse de 8%. Egalement, le chiffre d'affaire de la pêche de cette espèce a augmenté de 13%, passant de 8 183 647 000 FCFA en 2018 à 9 269 458 000 FCFA en 2019. Concernant les crustacés, le nombre pêché a baissé de 28%, soit au total 35 tonnes en 2019 contre 49 tonnes en 2018. Même scénario pour le chiffre d'affaire qui est passé de 981 615 000 FCFA en 2018 à 956 825 000 FCFA en 2019, soit près de 3% de baisse.

Tableau XI. 7 : Evolution des quantités produites par la pêche artisanale selon l'espèce, par circonscription administrative

Circonscription administrative	Année	Poissons		Mollusques		Crustacés	
		Quantité (Tonne)	Valeur (1000 FCFA)	Quantité (Tonne)	Valeur (1000 FCFA)	Quantité (Tonne)	Valeur (1000 FCFA)
Dakar	2018	38407	30120662	2823	6449294	48	524815
	2019	42823	28351412	3259	7899384	33	381624
	Variation en %	11,50	-5,87	15,44	22,48	-31,25	-27,28
Guédiawaye	2018						
	2019						
	Variation en %						
Pikine	2018	239	83470	376	848115	0	0
	2019	5073	1036835	377	794872,5	0	0
	Variation en %	2022,59	1142,16	0,27	-6,28		
Rufisque	2018	40140	13709332	437,818	886238	0,9	456800
	2019	45533	10734094	293,526	575201	2,213	575201,301
	Variation en %	13,44	-21,70	-32,96	-35,10	145,89	25,92
TOTAL	2018	78786	43913464	3637	8183647	49	981615
	2019	93429	40122341	3930	9269458	35	956825
	Variation en %	18,59	-8,63	8,05	13,27	-27,99	-2,53

Source : Données 2019, Service Régional des Pêches et de la Surveillance de Dakar

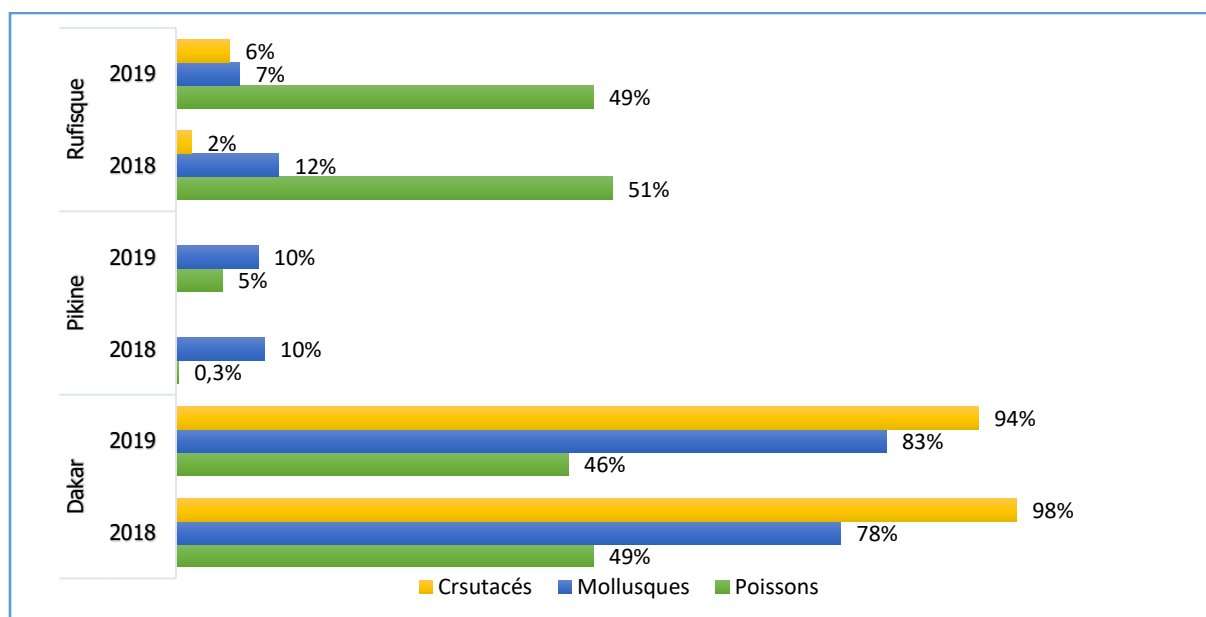
Cette pêche artisanale, toutes espèces confondues, est fortement développée dans le département de Dakar où les plus importantes prises de ces espèces sont enregistrées. En effet, en 2019, près de 46% des poissons pêchés dans la région proviennent de ce département engendrant un chiffre d'affaire de 71% du total régional ; Même si leur part régionale a baissé de 3 points de pourcentages par rapport à 2018 (49%), la quantité de poissons attrapée en 2019 a augmenté de 12%, par contre le gain obtenu sur cette période a baissé de 6%. Pour les mollusques et crustacés, ils sont presque exclusivement pêchés dans les eaux de ce même département. En effet, pour les mollusques, la production est en hausse de 15% ainsi que le chiffre d'affaire de 23% en 2019 par rapport à 2018. D'ailleurs leur part régionale est passée de 78% en 2018

à 83% en 2019. Pour l'espèce crustacée, la production et le chiffre d'affaire sont affectés par une baisse respective de 31% et 27% sur cette même période. De même, leur part régionale a reculé de 4 points de pourcentages, passant de 98% en 2018 à 94% en 2019.

Le département de Rufisque demeure la localité par excellence de pêche en poisson. En effet, en 2019, près de 49% des poissons pêchés dans la région proviennent de ce département. En plus, la production en 2019 marque une variation à la hausse de 13%. Pourtant, le chiffre d'affaire a baissé de 22% par rapport à 2018. Leur part dans la production régionale a aussi diminué de 2 points de pourcentages par rapport à l'année précédente (51%). Quant aux mollusques et crustacés, leur production reste assez moyenne dans ce département. D'abord, pour la première espèce, en 2019 seul 7% de la production régionale proviennent de cette zone contre 12% en 2018, traduisant une baisse de 5 points de pourcentages. Outre la baisse de leur part régionale, la production de mollusque est marquée par une variation à la baisse de 33% dans cette zone entraînant une diminution du chiffre d'affaire de 35% sur cette période. Pour les espèces crustacées, le département a fourni 6% de la production régionale en 2019 contre 2% en 2018, soit un gain de 4 points de pourcentage. D'ailleurs, la production de cette espèce est marquée par une variation à la hausse exponentielle de 146% sur cette période, créant une hausse du chiffre d'affaire de 26%.

Le département de Pikine est une zone où la pêche reste encore peu développée. Leur part dans la production régionale demeure la plus faible de la région pour les deux uniques espèces (poissons et mollusques) pêchés dans ces eaux. En effet, pour les poissons, seul 5% constitue leur part dans la production régionale de 2019. Pourtant, la production de poissons dans ce département a enregistré une hausse mirobolante de 2023% et un chiffre d'affaire de 1142 sur la période. En outre, leur part régionale a presque quintuplé en 2019 par rapport à 2018 (moins de 1%). Pour l'espèce mollusque, leur part régionale reste la même pour 2018 et 2019 à savoir 10%. Précisément, la production a augmenté de moins de 1% mais le chiffre d'affaire a reculé de 6% sur la période. Pour l'espèce crustacée, aucune production n'est enregistrée en 2018 et 2019.

Graphique XI. 5 : Evolution des quantités produites par la pêche artisanale selon l'espèce, par circonscription administrative



Source : Données 2019, Service Régional des Pêches et de la Surveillance de Dakar

XI.2.3. LA VENTILATION DE LA PRODUCTION

En 2019, environ 98 023,081 tonnes de produits de la pêche artisanale sont ventilés suivant la consommation locale, le mareyage, la transformation industrielle et la transformation artisanale dans la région de Dakar. Toutes les destinations de cette ventilation ont enregistré, entre 2018-2019, une variation à la hausse respective de 17%, 45% et 44%, excepté la transformation artisanale affectée par une baisse de 14%. En effet entre 2018-2019, la consommation locale est passée de 7 662,041 tonnes à 8 988,414 tonnes, suivi du mareyage de 142 80,559 tonnes à 20 640,507 tonnes, ensuite la transformation industrielle de 37 036,682 tonnes à 53 334,149 tonnes et enfin la transformation artisanale de 174 45,398 tonnes à 15 060,011 tonnes.

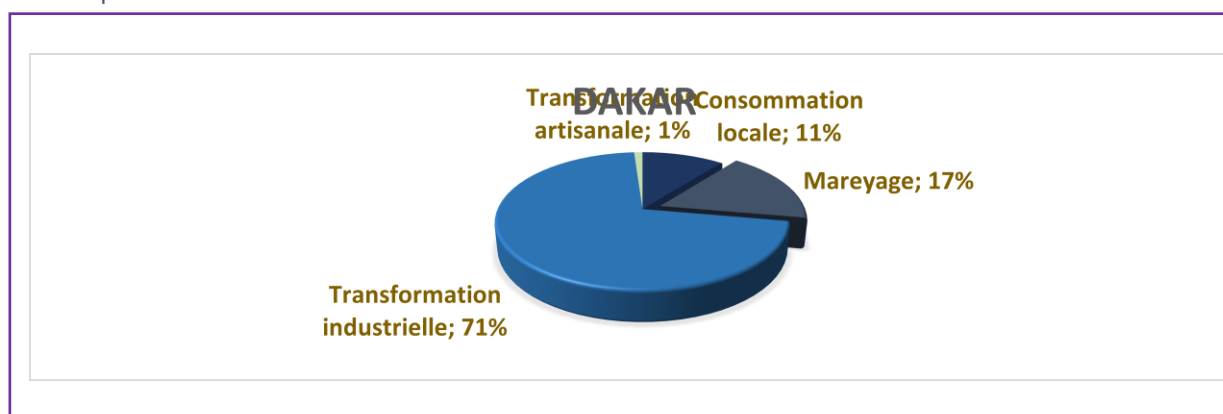
Tableau XI. 8 : Ventilation de la production artisanale(Tonnes) selon la destination et l'année, par circonscription administrative

Destinations	Dakar			Guédiawaye			Pikine			Rufisque			Région		
	2018	2019	Variation en %	2018	2019	Variation en %	2018	2019	Variation en %	2018	2019	Variation en %	2018	2019	Variation en %
Consommation locale	4982	4954	-0,56				6,9	321,81	4563,91	2673,141	3712,604	38,89	7662,041	8988,414	17,31
Mareyage	8448	8037	-4,87				133,05	2179,1	1537,81	5699,509	10424,407	82,90	14280,559	20640,507	44,54
Transformation industrielle	27334	33256	21,67				446,5	2801,7	527,48	9256,182	17276,449	86,65	37036,682	53334,149	44,00
Transformation artisanale	514	509	-0,97				28,9	147,9	411,76	16902,498	14403,111	14,79	17445,398	15060,011	-
Autres	0	0					0	0		0	0		0	0	
Total	41278	46756	13,27				615,35	5450,51	785,76	34531,33	45816,571	32,68	76424,68	98023,081	28,26

Source : Données 2019, Service Régional des Pêches et de la Surveillance de Dakar

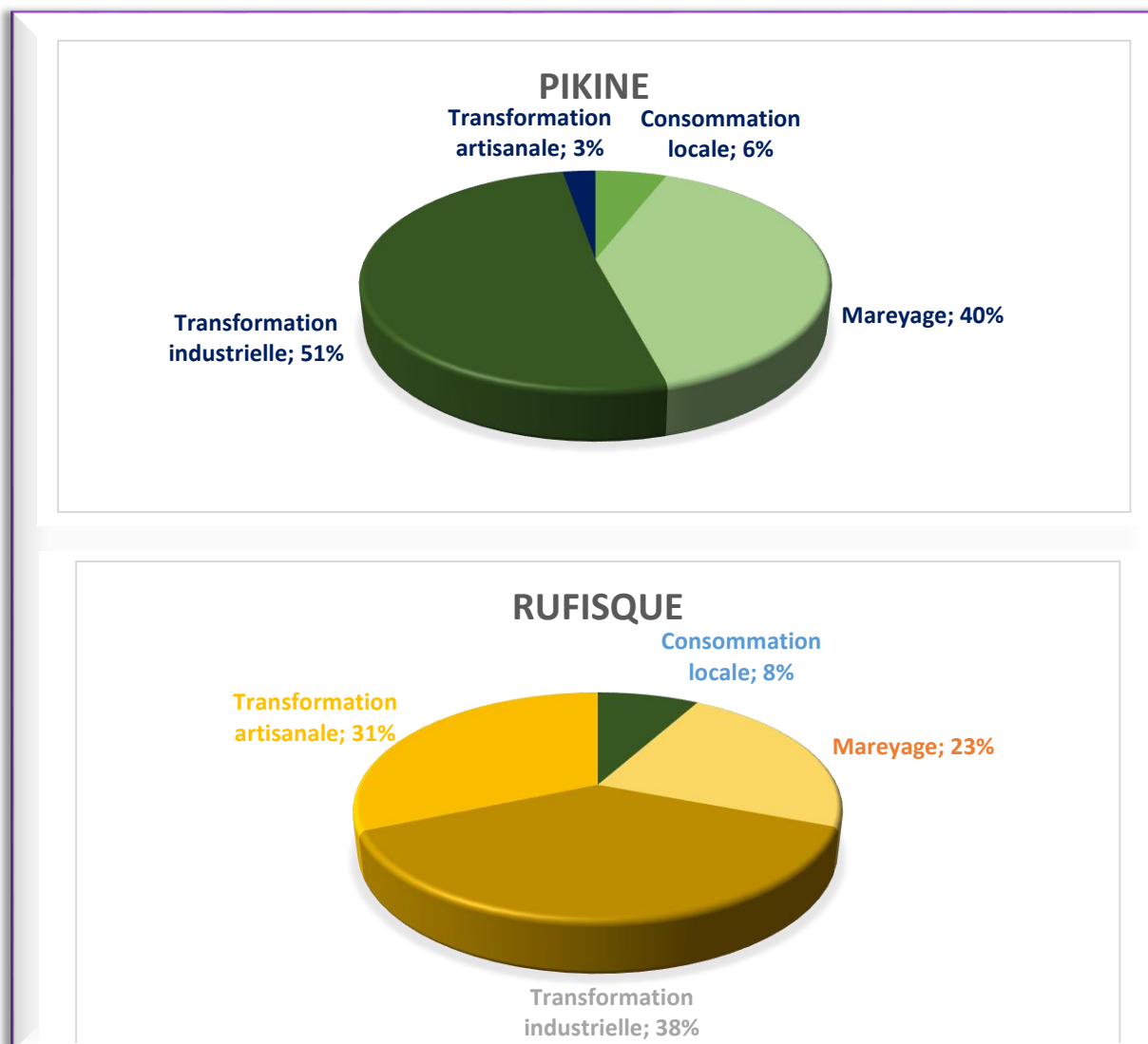
La ventilation des produits de la pêche artisanale au niveau des départements montre une grande part accordée à la transformation industrielle quel que soit le département. En effet, de Dakar à Rufisque, en passant par Pikine, plus ou près de la moitié de la production est destinée à la transformation industrielle illustrée par les chiffres de 2019 à savoir respectivement 71%, 51 et 38%. Outre cette transformation, le mareyage prend une part non négligeable de cette production dans les départements de Dakar (17%), de Pikine (40%) et Rufisque (23%). La consommation locale de ces produits de la pêche est relativement faible avec seulement 11% à Dakar, 6% à Pikine et 8% à Rufisque. Concernant, la transformation artisanale, l'activité est presque inexistante dans les départements de Dakar et Pikine où seul 1% et 3% de leur production y sont destinées. Par contre dans le département de Rufisque, cette activité est très intense, car absorbant 31% de la production de cette localité.

Graphique XI. 6 : Ventilation de la production artisanale(Tonnes) selon la destination et l'année, par circonscription administrative



Source : Données 2019, Service Régional des Pêches et de la Surveillance de Dakar

Graphique XI. 7 : Ventilation de la production artisanale(Tonnes) selon la destination et l'année, par circonscription administrative (suite graphique XI.6)



Source : Données 2019, Service Régional des Pêches et de la Surveillance de Dakar

La production de la pêche artisanale, en poissons, mollusques et crustacés, suit cette traditionnelle destination constituée de consommation locale, de transformation industrielle et de transformation artisanale. De même, les mareyeurs exploitent les produits de cette pêche en établissant des circuits de vente entre les pêcheurs, les ménages et les industries.

D'abord pour les poissons, en 2019, plus de la moitié de la production de cette espèce est attribuée à la transformation industrielle. Précisément, environ 49 703,405 tonnes de poissons sont alloués à cette activité de transformation constituant une variation à

la hausse de 51% par rapport à la quantité allouée en 2018. Egalement, les quantités de poissons destinées à la consommation (8 754,414) et au mareyage (20 549,109) sont marquées par une hausse respective de 17% et 47% en 2019 par rapport à 2018. Concernant, la transformation artisanale, elle est marquée par une baisse de 18% de la quantité en poissons allouée en 2019 (15 004,176) par rapport à 2018.

S'agissant des mollusques et des crustacés, plus de la moitié de la production est absorbée par la transformation industrielle en 2019. Pour la première espèce, environ 3 617,719 tonnes sont destinées à cette activité, soit une hausse de 14% par rapport à 2018. Et pour la seconde espèce, près de 26,893 tonnes sont attribuées toujours à cette activité, soit moins de 35% par rapport à la quantité de l'année 2008. Comparativement à l'année précédente, les quantités de productions de la pêche artisanale pour les mollusques et les crustacés, quel que soit la destination ont augmenté, sauf pour le mareyage (-58%) et la transformation artisanale (-11%) chez les mollusques.

Tableau XI. 9 : Ventilation de la production (tonnes) de la pêche artisanale selon l'espèce, l'année et la destination

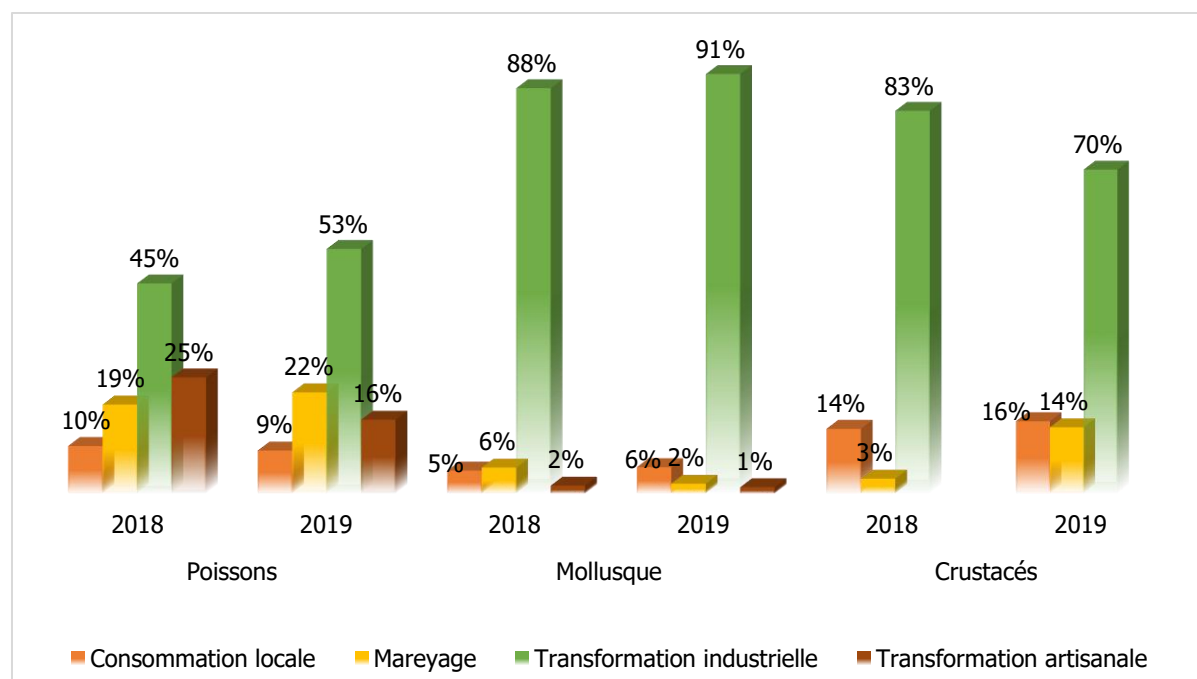
Destinations	Poissons			Mollusques			Crustacés		
	2018	2019	Variation en %	2018	2019	Variation en %	2018	2019	Variation en %
Consommation locale	7474,041	8754,414	17,13	181	228	25,97	7	6	-14,29
Mareyage	13975,21	20549,109	47,04	203,729	86	-57,79	1,62	5,5	239,51
Transformation industrielle	32980,871	49703,405	50,70	3177,138	3617,719	13,87	41,402	26,893	-35,04
Transformation artisanale	18217,611	15004,176	-17,64	62,54	55,593	-11,11	0	0	
Autres	0	0		0	0		0	0	
Total	72647,733	94011,104	29,41	3624,407	3987,312	10,01	50,022	38,393	-23,25

Source : Données 2019, Service Régional des Pêches et de la Surveillance de Dakar

La ventilation de la production artisanale selon l'espèce révèle la part énorme attribuée à la transformation industrielle surtout pour les mollusques et crustacés. D'abord, pour l'espèce mollusque, près de 88% de la production en 2018 et de 91% de celle en 2019 sont destinées à la transformation industrielle. De même, pour les crustacés, plus de la moitié de la production (83% en 2018 et 70% en 2019) est réservée à ladite activité. Les poissons sont aussi très utilisés dans la transformation industrielle, avec 53% de leur production en 2019 contre 45% en 2018. Quant aux activités de mareyage et de

transformation artisanale, elles concernent beaucoup plus les poissons que les autres espèces. En effet, le mareyage a englouti 22% de la production en poisson en 2019 contre 19% en 2018 et la transformation artisanale 16% en 2019 contre 25% en 2018. Pour les deux autres espèces, leur part dans lesdites activités est très faible, sauf pour les crustacés en 2019, où 14% de sa production est destinée pour le mareyage. La consommation locale demeure une destination encore timide pour la production de la pêche artisanale. Hormis les crustacés où 16% de la production en 2019 contre 14% en 2018 sont attribués à la consommation locale, les poissons et les mollusques sont à peine attribués à cette destination (moins de 10% de leur production).

Graphique XI. 8 : Ventilation de la production (tonnes) de la pêche artisanale selon l'espèce, l'année et la destination



Source : Données 2019, Service Régional des Pêches et de la Surveillance de Dakar

XI.2.4. LA TRANSFORMATION DES PRODUITS DE LA PÊCHE ARTISANALE

La transformation des produits de la pêche demeure une activité très importante et diversifiée. En effet, elle offre une large gamme de produits très prisés dans les mets dakarois du GUEJ au KETIAKH en passant au TAMBADJANG, sans oublier le YET, le TOUFA et le SALE SECHE etc. En 2019, près de 5 802,53 tonnes de produits de la pêche ont été transformés, soit moins de 12% par rapport à 2018 où la quantité représentée 6 552,813 tonnes. Cette baisse de la production a aussi affectée le chiffre d'affaire de 17% de moins, passant de 4 395 063 392,67 FCFA en 2018 à 3 658 641 217 FCFA en 2019. Par ailleurs, presque la quasi-totalité de cette

transformation est largement effectuée en KETIAKH et GUEDJ. Mieux, en 2019, près de 4 706,966 tonnes, soit 81% de la production, sont transformées en KETIAKH. Les GUEDJ ont absorbé les 14% de la production soit une valeur de 801,249 tonnes. Les 5% de la production restantes sont réparties entre les TAMBADIANG avec 192,257 tonnes (3%), les YET avec 48,89 tonnes (1%) et le SALE SECHE avec 51,6 tonnes (1%). A l'exception des KETIAKH (-25%) et des TAMBADIANG (-12%), tous les autres produits sont marqués par une hausse au niveau de leur quantité transformée en 2019 par rapport à 2018.

Tableau XI. 10 : Répartition et évolution des quantités (tonne) et valeurs des produits transformés selon le type

Type de Produits transformés	2018		2019		Variation en %	
	Poids (tonne)	Valeur (1000 FCFA)	Poids (tonne)	Valeur (1000 FCFA)	Poids	Valeur
GUEDJ	677,02	723740,2	801,249	845218,967	18,349	16,78
TAMBADIANG	221,025	162456,3	192,257	143377,984	-13,016	-11,74
KETIAKH	5564,631	3395137,45	4706,966	2533600,266	-15,413	-25,38
METORAH	0	0	0	0		
Yet	43,948	57370,943	48,89	77345	11,245	34,82
TOUFFA	0,289	498,5	1,568	2529	442,56 1	407,32
YOKHOS	0	0	0	0		
SALE SECHE	45,8	52060	51,6	56570	12,664	8,66
PAGNE	0	0	0	0		
AILERON	0,1	3800	0	0		- 100,00
CREVETTES	0	0	0	0		
AUTRES	0	0	0	0		
Total	6552,813	4395063,393	5802,53	3658641,217	-11,450	-16,76

Source : Données 2019, Service Régional des Pêches et de la Surveillance de Dakar

La répartition selon la destination finale des produits de pêche dans la région de Dakar montre une hausse au niveau de la consommation et de l'exportation vers les autres régions du pays. En effet, pour la consommation locale, la quantité est passée de 4 982 en 2018 tonnes à 4 954 tonnes en 2019, reflétant une hausse de 16% sur la période. Et pour l'exportation vers les autres régions, le volume a même doublé, passant de 9 930,976 tonnes en 2018 à 15 421,767 en 2019, soit exactement une variation à la hausse de 55%.

Tableau XI. 11 : Répartition et évolution des produits de la pêche artisanale selon la destination finale, par circonscription administrative

Destinations		Dakar			Pikine			Rufisque			Région		
		2018	2019	Variation en %	2018	2019	Variation en %	2018	2019	Variation en %	2018	2019	Variation en %
Consommation locale	Qté (tonne)	498,2	495,4	0,56	116,65	94,3	19,16	2673,141	3983,861	49,03	7771,791	9032,161	16,22
	Valeur (1000 FCFA)				118124,35	90781,88	23,15	140339,9	1991930,5	41,94			
Exportation vers les autres régions	Qté (tonne)	365,1	372,3	1,97	659,42	778,8	18,10	5620,556	10919,967	94,29	9930,976	15421,767	55,29
	Valeur (1000 FCFA)				667751,45	786776,3	17,82	281027,8	5186984,325	84,57			
Exportation vers les autres pays de la sous-région	Qté (tonne)				114	115,6	1,40	4713,377	4029,35	-14,51			
	Valeur (1000 FCFA)				115440,87	131129,4	13,59	282802,62	2115408,75	-25,20			
Exportation vers d'autres pays	Qté (tonne)							8351,315	17911,018	114,47			
	Valeur (1000 FCFA)							125269,73	22388772,5	78,72			
Autres	Qté (tonne)												
	Valeur (1000 FCFA)												
Total	Qté (tonne)												
	Valeur (1000 FCFA)												

Source : Données 2019, Service Régional des Pêches et de la Surveillance de Dakar

XI.3. LA PECHE INDUSTRIELLE

X.3.1. LA FLOTTE

En 2019, la flotte de la pêche industrielle a enregistré 113 bateaux répartis en 100 chalutiers, 8 thoniers et 5 sardiniers. Cependant, la flotte de 2019 est marquée par une baisse de 6% du nombre de bateaux par rapport à 2018 où elle comptait 120 bateaux. Suivant les types de bateaux, les chalutiers sont plus nombreux malgré une légère baisse de 4% par rapport à l'année précédente (104 bateaux en 2018). Il est suivi par les Thoniers touchés par une baisse plus importante de 27%, vient enfin les Sardiniers dont le nombre n'a pas évolué par rapport à 2018.

Tableau XI. 12 : Répartition et évolution du nombre de bateaux de pêche industrielle selon le type

Bateaux de pêche	2018	2019	Variation en %
Chalutiers	104	100	-3,85
Thoniers	11	8	-27,27
Sardiniers	5	5	0,00
Total	120	113	-5,83

Source : Données 2019, Service Régional des Pêches et de la Surveillance de Dakar

X.3.2. LA PRODUCTION

En 2019, la production de la pêche industrielle a enregistré environ 74 341,7151 tonnes d'espèces débarquées. Cependant, cette production débarquée a diminué de 37% par rapport à la quantité récoltée en 2018 (117 591 tonnes). Evidemment, cette baisse a impacté le chiffre d'affaire de 37%, passant de 88 252 308 000 FCFA en 2018 à 55 345 147 841,57 FCFA. D'ailleurs, la répartition et l'évolution des débarquements de la pêche industrielle varient en fonction du type de bateaux de pêche. En effet, les chalutiers ont débarqué 64 292,1051 tonnes en 2019, soit 5% de moins que la production de 2018 (67 606 tonnes). Suivi, des thoniers, dont la quantité débarquée a baissé de 81%, passant de 49 377 tonnes en 2018 à 9 567,19 tonnes en 2019. Enfin, les sardiniers, où 482,42 tonnes sont débarquées en 2019 contre 608 tonnes en 2018, soit une baisse de 21%.

Outre la production, le chiffre d'affaire a baissé pour les chalutiers (14%) et les thoniers (78%), sauf pour les sardiniers où une hausse importante de 293% est enregistrée pour l'année 2019 par rapport à l'année précédente. Précisément, pour les chalutiers, leur chiffre d'affaire est passé de 55 656 310 000 FCFA en 2018 à 47 861 602 603 FCFA en 2019. S'agissant des thoniers, leur chiffre d'affaire est de 7 123 450 102 FCFA en 2019 contre 32 504 273 000 FCFA en 2018. Concernant les sardiniers, ils ont récolté une considérable somme de 360 095 136,1 FCFA en 2019 contre 91 725 000 FCFA en 2018 malgré la baisse de leur production sur cette période.

Tableau XI. 13 : Répartition et évolution des débarquements de la pêche industrielle selon le type de bateau de pêche

Bateaux de pêche	2018		2019 (provisoire)		Variation 2019/2018	
	Poids (tonne)	Valeur (1000 FCFA)	Poids (tonne)	Valeur (1000 FCFA)	Poids %	Valeur %
Chalutiers	67606	55656310	64292,105	47861602,6	-4,90	-14,01
Thoniers	49377	32504273	9567,19	7123450,102	-80,62	-78,08
Sardiniers	608	91725	482,42	360095,1361	-20,65	292,58
Total	117591	88252308	74341,715	55345147,84	-36,78	-37,29

Source : Données 2019, Service Régional des Pêches et de la Surveillance de Dakar

Près de 90% des prises enregistrées aussi bien en 2017 qu'en 2018 sont constituées de poissons, avec une valeur marchande de 56 113 434 920 FCFA en 2017 et 62 060 792 220 FCFA en 2018. Les crustacés et les mollusques représentent presque 3% de la pêche maritime avec respectivement les valeurs commerciales en 2018 de 13 501 091 310 FCFA et 4 991 743 800 FCFA. Par ailleurs, comparativement à l'année précédente, on constate que les débarquements de la pêche industrielle ont connu une baisse en quantité et en valeurs commerciales au niveau des espèces Crustacés et Mollusques. La pêche industrielle en poisson a augmenté de 11% en 2018 par rapport à 2017.

Tableau XI. 14 : Répartition et évolution des débarquements de la pêche industrielle selon l'espèce

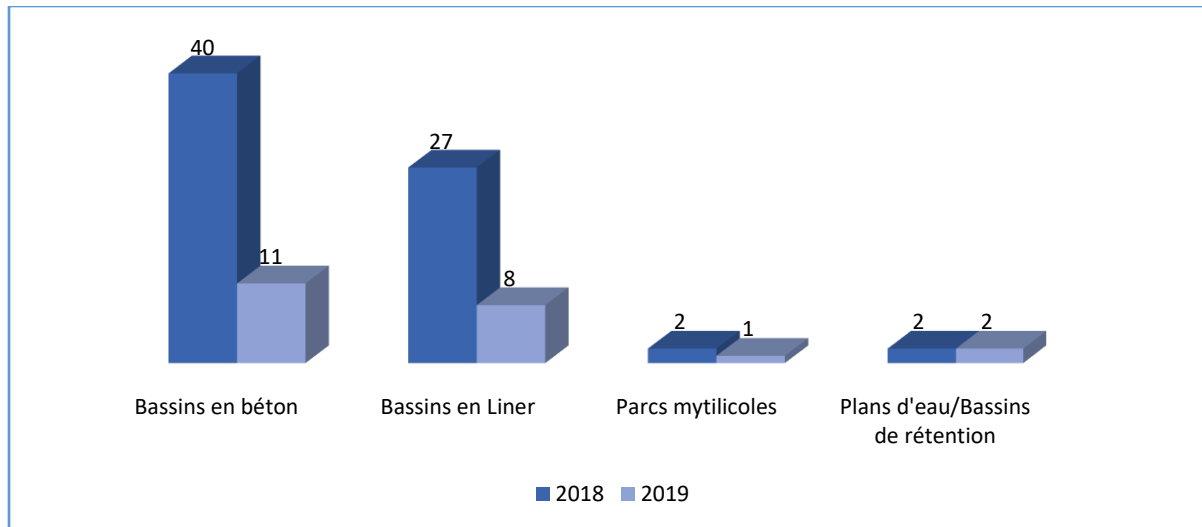
Espèces	2016		2017		2018		Variation 2017/2016		Variation 2017/2018	
	Poids	Valeur	Poids	Valeur	Poids	Valeur	Poids	Valeur	Poids	Valeur
	(tonne)	(1000 FCFA)	(tonne)	(1000 FCFA)	(tonne)	(1000 FCFA)	%	%	%	%
Poissons	83 205	40 514 306	100 897,80	56 113 434,92	111 592,00	62 060 792,22	21,26	38,50	10,6	10,6
Crustacés	3 102	12 495 605	4 163,23	14 710 324,10	3 821,00	13 501 091,31	34,21	17,72	-8,22	-8,22
Mollusques	3 264	4 056 027	3 662,04	5 858 963,29	3 120,00	4 991,743,80	12,19	44,45	-14,8	-14,8
Total	89 571	57 065 937	108 723,08	76 682 722,31	118 533,00	91 739 387,00	21,38	34,38	9,02	19,64

Source : Données 2016-2018, Service Régional des Pêches et de la Surveillance de Dakar

XI.4. L'AQUACULTURE : LES INFRASTRUCTURES ET PRODUCTEURS OU PROMOTEURS AQUACOLES

En 2019, la région de Dakar compte seulement 22 infrastructures de production de poissons réparties en 11 bassins en béton, 08 bassins en liner, 01 parc mytilicole et 02 plans d'eau ou bassins de rétention. Pour ce qui est des étangs, des cages flottantes, des enclos, et des happas, ils sont inexistantes dans la région. D'ailleurs, dans l'ensemble le nombre d'infrastructures de production de la région est en net recul par rapport à l'existant de 2018. En effet, le nombre d'infrastructures de cette année a baissé de 69% par rapport à 2018 où la région en comptait 71. Cette baisse est particulièrement due à la diminution du nombre de bassins en béton (11 en 2019 contre 40 en 2018) et du nombre de Bassins en Liner (08 en 2019 contre 27 en 2018).

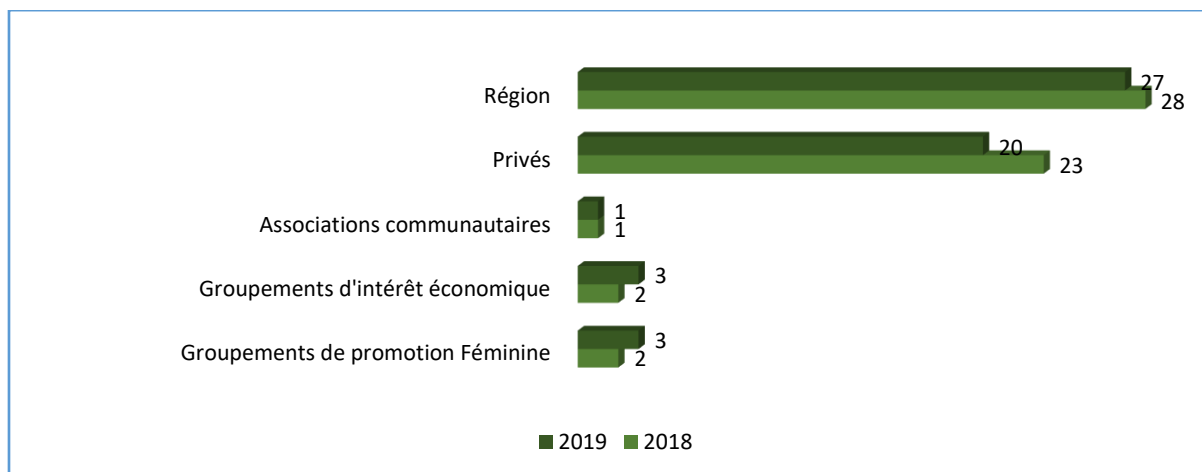
Graphique XI. 9 : Evolution du nombre d'infrastructures de production de poissons selon le type



Source : Données 2019, Agence Nationale de l'Aquaculture (ANA).

La région de Dakar compte au total 27 producteurs ou promoteurs aquacoles pour l'année 2019. Cet effectif est marqué par une baisse de 4% par rapport à 2018 où il se situait à 28. Cette baisse est attribuée au recul du nombre de producteur privé passant de 23 en 2018 à 20 en 2019. Par contre le nombre de producteurs appartenant aux Groupements de promotion féminine ou aux Groupements d'intérêt économique IE augmenté de 50% en 2019.

Graphique XI. 10 : Evolution du nombre de producteurs ou promoteurs aquacoles selon le type



Source : Données 2019, Agence Nationale de l'Aquaculture (ANA)

En 2019, la superficie aquacole empoissonnée s'élève à 3,2 hectares (ha) et la production à 256,67 tonnes. Ces chiffres révèlent une baisse de 19% par rapport à la superficie et de 60% par rapport au rendement de 2018. En effet, près de 4 ha ont

été exploités en 2018 donnant un rendement de 642 tonnes. Concernant le prix de vente au kilogramme, il s'élève à une valeur de 1 500 francs CFA pour le poisson et de 15 000 FCFA pour la moule et reste stable pour 2018 et 2019. En ce qui a trait à la quantité empoisonnée et le nombre d'alevins, ils passent de 44 400 à 40 000 soit une baisse de 10%. Concernant, la quantité d'aliment destinée à la nourriture de ces poissons, elle est de 13 tonnes en 2018.

Tableau XI. 15 : Evolution de la situation de la production aquacole dans la région de Dakar

Indicateurs	2018	2019	variation en %
Superficie aquacole totale aménagés (ha)	5,5	5,5	0,00
Superficie totale empoisonnée (ha)	3,9428	3,2	-18,84
Quantité empoisonnée/ nombre d'alevins (Pm de 15g)	44 400	40000	-9,91
Production aquacole (Tonnes)	642	256,67	-60,02
Prix de vente du poisson (F CFA/Kg)	1500	1500	0,00
Prix de vente de la barquette 1 kg de moules séché	15000	15000	0,00
Aliment local et importé (Tonnes)	13	0	-100,00

Source : Données 2019, Agence Nationale de l'Aquaculture (ANA)

XI.5. DIAGNOSTIC DU SECTEUR

XI.5.1. ATOUTS

- Création d'emplois directs et indirects dans la région
- Maîtrise des techniques de pêche-et de transformation
- Proximité des structures et instituts d'encadrement
- Existence de projets, de programmes, et des partenaires appuyant le secteur aquacole
- Existence d'infrastructures (quais, ports de pêche, sites de transformation, marchés...)
- Existence de cadres de concertation et de promotion de la bonne gouvernance des ressources halieutiques (Conseils Locaux de Pêche Artisanale, Comités Locaux de Pêcheurs)
- Contribution à la sécurité alimentaire
- Premier poste d'exportation du Sénégal
- Initiative locale de gestion durable (création des ZPP, repos biologique et aménagement des pêcheries).

XI.5.2. CONTRAINTES

- Surexploitation : capture et débarquement de juvéniles et surpêche de certaines espèces
- Accès difficile au financement pour la modernisation de l'armement
- Dégradation continue des habitats marins et des zones côtières liées à la pollution, à l'érosion côtière et la submersion marine
- Faible respect des dispositions du code de la pêche
- Insuffisance des infrastructures de base dans certains centres de pêche (aires de transformation, aire de débarquement, moyens de transport et de conservation des produits)
- Développement des pêches prohibées
- Faiblesse des moyens alloués à l'aquaculture.

CONCLUSION

Aujourd'hui, le secteur de la pêche est marqué par une dynamique socio-économique considérable. Pourvoyeur d'emplois, ce secteur occupe une place primordiale dans les politiques de développement. Cependant, au niveau de la région, la répartition des infrastructures de pêche n'est pas homogène car la plupart des infrastructures sont concentrées dans les départements de Dakar et Rufisque. En outre, certaines infrastructures comme les bateaux de pêche et les bassins pour l'aquaculture ont baissé en 2019.

Face à la demande croissante en produits halieutiques et à la raréfaction du poisson, ajouté à la faiblesse du pouvoir d'achat de la population, le développement et la réussite de la pêche artisanale, industrielle et de l'aquaculture est compromise face à ces nombreux défis.

CHAPITRE XII: RESSOURCES NATURELLES

INTRODUCTION

La dégradation continue de l'environnement constitue l'une des problématiques majeures de ce siècle. Les ressources naturelles sont mises en périls et des hectares de forêts sont perdus conduisant à une désertification intense et à la menace de la biodiversité.

Conscient de cette situation, les chefs d'états et de gouvernement ont ratifié en 2015 à New York l'objectif 15 du développement durable visant à préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité.

L'Etat du Sénégal a déployé plusieurs efforts dans la lutte contre la désertification et pour la préservation des forêts. Ainsi, le domaine forestier est composé d'un domaine protégé et d'un domaine classé. Le domaine protégé comprend les unités forestières vouées à l'exploitation forestière. Le domaine classé qui représente 31,71 % de la superficie du Sénégal, renferme les réserves spéciales, les périmètres de reboisement et de restauration, les parcs nationaux, les forêts classées et les réserves naturelles intégrales. Hormis quelques droits d'usage accordés aux populations riveraines, l'exploitation des forêts classées est formellement interdite.

L'Etat du Sénégal a élaboré une politique forestière axée sur la conservation du potentiel forestier et des équilibres socio-écologiques, de la satisfaction des besoins des populations en produits forestiers et de responsabilisation de ces dernières dans la gestion des ressources forestières. Ainsi, il a privilégié le reboisement comme acte majeur dans le cadre de la stratégie de lutte contre la désertification et la pauvreté.

Comme dans toutes les régions du Sénégal, la gestion des eaux et forêts de la région de Dakar relève principalement de l'Inspection Régionale des Eaux et Forêts dont sa mission est de veiller à : (1) la conservation du potentiel forestier et des équilibres écologiques et (2) la satisfaction des besoins des populations en produits forestiers de

façon durable. Elle assure aussi une fonction de contrôle de régularité sur les rentrées des produits forestiers depuis le port, l'aéroport et le poste contrôle de Bargny.

Le présent chapitre décrit les activités réalisées dans le cadre de la gestion des ressources naturelles en quatre sections : la première s'intéresse aux services techniques, la seconde et la troisième sont axées sur la gestion et à l'exploitation des ressources forestières. La dernière section est axée sur la gestion de la faune et de la chasse.

XII.1. LES SERVICES TECHNIQUES ET LES AUTRES INTERVENANTS

XII.1.1. LES SERVICES TECHNIQUES

En 2019, l'effectif du personnel de l'inspection des eaux et forêts de la région de Dakar passe de 55 agents. Il a connu une hausse de 10% par rapport à 2018, où l'effectif du service était à 50 agents. C'est un secteur assez masculin où 89% du personnel est composé d'hommes. Les femmes représentent seulement 11% du personnel malgré l'augmentation de 20% de leur nombre en 2019 par rapport à 2018.

La répartition spatiale du personnel du service des Eaux et forêts de la région de Dakar, montre que le département de Rufisque concentre 44% desdits agents. Le reste du personnel est réparti dans l'IREF (15%) et les départements de Dakar (15%), Guédiawaye (11%), Pikine (16%).

Par ailleurs, la répartition selon la fonction montre que presque la moitié des agents (49%) techniques sont issus du corps de Garde des Eaux et Forêts. Egalement, le service compte un Ingénieur des Eaux et Forêts et neuf (09) Ingénieurs des Travaux des Eaux et Forêts (ITEF). Le personnel technique des eaux et forêts est très important au niveau du service. Il est au nombre de 18 Agents techniques des Eaux et Forêts soit 33% du personnel de service.

Tableau XII. 1 : Evolution des effectifs du personnel des services des Eaux et Forêts selon le diplôme, par service

Diplômes	Sexe	IREF ³³			Dakar			Guédiawaye			Pikine			Rufisque			Région		
		2018	2019	Variation en %	2018	2019	Variation en %	2018	2019	Variation en %	2018	2019	Variation en %	2018	2019	Variation en %	2018	2019	Variation en %
Ingénieur des Eaux et Forêts	Masc.	1	1	-	0	0	-	0	0	-	0	0	-	0	0	-	1	1	-
	Fem.	0	0	-	0	0	-	0	0	-	0	0	-	0	0	-	0	0	-
	Total	1	1	-	0	0	-	0	0	-	0	0	-	0	0	-	1	1	-
ITEF ³⁴	Masc.	1	0	-	1	1	-	1	2	-	2	2	-	2	2	-	7	7	-
	Fem.	0	2	-	0	0	-	1	0	-	0	0	-	0	0	-	1	2	-
	Total	1	2	-	1	1	-	2	2	-	2	2	-	2	2	-	8	9	12,5
ITPN ³⁵	Masc.	0	0	-	0	0	-	0	0	-	0	0	-	0	0	-	0	0	-
	Fem.	0	0	-	0	0	-	0	0	-	0	0	-	0	0	-	0	0	-
	Total	0	0	-	0	0	-	0	0	-	0	0	-	0	0	-	0	0	-
Agent technique des Eaux et Forêts	Masc.	1	1	-	3	3	-	0	0	-	2	2	-	11	11	-	17	17	-
	Fem.	0	0	-	0	0	-	0	0	-	0	0	-	1	1	-	1	1	-
	Total	1	1	-	3	3	-	0	0	-	2	2	-	12	12	-	18	18	-
Garde des Eaux et Forêts	Masc.	2	2	-	4	4	-	4	4	-	2	5	150	8	9	12,5	20	24	33
	Fem.	2	2	-	0	0	-	0	0	-	0	0	-	1	1	-	3	3	-
	Total	4	4	-	4	4	-	4	4	-	2	5	150	9	10	11	23	27	17
Ensemble	Masc.	5	4	-	8	8	-	5	6	20	6	9	50	21	21	-	45	49	5
	Fem.	2	4	-	0	0	-	1	0	-	0	0	-	2	2	-	5	6	-
	Total	7	8	-	8	8	-	6	6	-	6	9	50	23	24	4	50	55	10

Source : Données 2019 de l'IREF/Dakar

XII.1.2. LES AUTRES INTERVENANTS

Il existe souvent d'autres intervenants sur les questions de gestion et de protection des ressources naturelles. L'APIX et l'UNCEFS s'occupent de l'aménagement et de production de plants de la forêt classée de Mbao en collaboration avec la commune. L'ECOPAS est un ONG intervenant dans le reboisement des zones de Pikine et Guédiawaye. La société de SOCETRA et l'entreprise CSE interviennent dans le reboisement respectivement dans les zones de Guédiawaye et Pikine. Les communes de Mbao et de Guédiawaye interviennent respectivement dans l'aménagement de forêt classée Mbao et de l'aménagement de pépinière en régie

³³ Inspection Régionale des Eaux et Forêts

³⁴ Ingénieur des Travaux des Eaux et Forêts

³⁵ Ingénieur des Travaux de la Protection de la Nature

Tableau XII. 2 : Autres intervenants selon le statut, les domaines et zones d'intervention dans la région

Intervenants	Statut (ONG, Association, Projet, Programme de développement, etc.)	Domaines d'intervention	Zones d'intervention
APIX	Agence	Aménagement des Forêts classées de Mbao et de Sébikotane	Forêts classées de Mbao et de Sébikotane
ECOPAS	ONG	Reboisement	Guédiawaye et Pikine
SOCETRA	Société	Reboisement	Guédiawaye
CSE	Entreprise	Reboisement	Pikine
UNCEFS		Production de plants	Forêt classée de Mbao
Commune de Mbao	Collectivité territoriale	Aménagement forêt classée Mbao	Forêt classée de Mbao
Commune de Guédiawaye	Collectivité territoriale	Aménagement pépinière en régie	Guédiawaye

Source : Données 2019 de l'IREF/Dakar

XII.2. GESTION DU DOMAINE FORESTIER

XII.2.1. PRESENTATION DU DOMAINE FORESTIER REGIONAL

Le domaine classé est composé de forêts naturelles ou périmètres de reboisement ayant fait l'objet d'actes de classement durant la période coloniale, sauf le parc national des îles de la madeleine. La région présente cinq types de domaines classés :

- Les forêts classées (Corniches, Mbao, Dény Youssouph et Sébikotane) ;
- les périmètres de reboisement (Lac Retba, Malika et Cambèrène) ;
- la réserve botanique de «Noflaye» ;
- Le parc national des îles de la Madeleine ;
- Le parc forestier et zoologique de Hann.

Les superficies classées sont estimées à 3 964 ha, soit un taux de classement de 7%. Elles ont été fortement entamées avec les fortes pressions anthropiques dues à l'urbanisation galopante.

Les classements originels ont fait l'objet de déclassements partiels dans le cadre de la réalisation de projets d'intérêt public ciaprès : l'autoroute à péage de l'Aéroport International Blaise Diagne; VDN3 ou d'empiètements et d'occupations irrégulières (exemples : 100 ha sur la forêt classée de Mbao, 20 ha sur le parc forestier de Hann, 100 ha forêt classée de la corniche, 13 ha dans la forêt de Sébikotane.

Près des deux tiers des superficies classées de la région de Dakar, se trouve dans le département de Rufisque (68%), le département de Pikine s'octroie 16%, alors que

les départements de Dakar et de Guédiawaye enregistrent les superficies les plus faibles avec respectivement 14% et 2% du total.

Tableau XII. 3 : Situation du domaine classé, par circonscription administrative

Circonscription administrative	Superficie (km ²)	Forêts Classées		Taux de classement (%)
		Nombre	Superficie (Ha)	
Dakar	79	2	180	2,2
Guédiawaye	13	1	111	8,5
Pikine	87	2	1370	15,7
Rufisque	372	4	2303	6,19
Région	551	9	3964	7,10

Source : Données 2019 de l'IREF/Dakar

XII.2.2. LA LUTTE CONTRE LES FEUX DE BROUSSE

XII.2.2.1. LA LUTTE PREVENTIVE

La saison sèche est la période par excellence des feux de brousse. Avec l'assèchement de la végétation et du sol, l'environnement est exposé aux feux de brousse qui causent parfois beaucoup de dégâts humains et matériels. Ainsi, certaines techniques sont utilisées pour faire face ou prévenir ces feux de brousse, comme la mise en place d'un pare feu qui est un espace d'au moins 5 m de large dégarni de végétation, aménagé autour d'une parcelle pour la protéger contre les feux de brousse ou l'utilisation du feu pour lutter contre le feu.

En 2019, des séances d'animation au nombre de 08 ont été déroulées dans la région pour informer et sensibiliser la population sur l'intérêt de la sauvegarde de l'écosystème naturel à Dakar. Précisément ces séances ont consisté à informer et sensibiliser la population sur les feux de brousse, les bandes de filao, l'importance de la forêt et l'urgence de l'aménager, aussi sur la sauvegarde de périmètres de restauration avec la mise en place du centre d'épuration et de la VDN.

Pour l'année 2018, le nombre de séances d'échanges et d'animations ont été au nombre de 04. Par conséquent l'année 2019 a vu ces nombres de séances doublés en comparaison à 2018. Et ces séances ont été exclusivement tenues dans le département de Pikine.

Tableau XII. 4 : Evolution du nombre de séances d'animation et de personnes touchées par celles-ci par circonscription administrative

Circonscription administrative	Année	Séances d'animation		Personnes touchées	
		Nombre	%	Nombre	%
Dakar	2018	0	-	-	-
	2019	0	-	-	-
	Variation en %				
Guédiawaye	2018	0	-	-	-
	2019	0	-	-	-
	Variation en %				
Pikine	2018	4			
	2019	8			
	Variation en %	100			
Rufisque	2018	0			
	2019	0			
	Variation en %				
Région	2018	4			
	2019	8			
	Variation en %	100			

Source : Données 2019 de l'IREF/Dakar

XII.2.2.2. LA LUTTE ACTIVE

Durant la période 2019, aucune action de lutte active contre les feux de brousse, n'a été réalisée par le comité, ni dans la région de Dakar, encore moins dans ses départements. D'ailleurs, sur la même période, aucun cas de feux de brousse n'a été enregistré ni de surfaces brûlées, sur toute l'étendue de la région de Dakar.

Malgré l'absence du nombre de feux de brousse, le service forestier a confronté des difficultés à savoir, l'absence d'unité de lutte contre les feux de brousse dans le département de Rufisque et le manque d'équipement etc.

Cependant, pour une lutte efficace contre les feux de brousse, il est nécessaire de mettre en place une unité de lutte contre les feux de brousse au secteur forestier de Rufisque, de renforcer les comités de lutte pour faciliter l'appropriation de l'activité, d'équiper les comités de lutte en petit matériel, de veiller à la mise en œuvre effective des plans d'aménagement des massifs forestiers etc.

Tableau XII. 5 : Evolution de la situation des feux de brousse par circonscription administrative

Circonscription administrative	2018		2019		Variation en %	
	Nb de cas	Superficies brûlées (ha)	Nb de cas	Superficies brûlées (ha)	Nb de cas	Superficies brûlées
Dakar	0	0	0	0		
Guédiawaye	0	0	0	0		
Pikine	0	0	0	0		
Rufisque	0	0	0	0		
Région	0	0	0	0		

Source : Données 2019 de l'IREF/Dakar

XII.2.3. REBOISEMENT ET CONSERVATION DES SOLS

La campagne de reboisement 2017, a connu un bon démarrage de la phase de production de plants avec la mise en place des gaines et le recrutement d'un personnel temporaire à temps partiel. Il s'agit notamment des plantations d'alignement le long de certaines artères, des opérations de reforestation au périmètre de reboisement des Niayes, des plantations d'arbres d'ombrage dans les mosquées et les écoles, des plantations de haies vives et brise-vent et divers appuis en plants forestiers et fruitiers destinés aux planteurs de la zone des Niayes. Ces opérations de plantation ont été réalisées par des individuels, des organisations à la base, des ONG, des projets, des privés et en régie.

Cependant, la campagne de reboisement de 2017 a confronté quelques difficultés liées au d'une logistique inappropriée pour le transport du terreau récolté au niveau de la bande de filao et l'insuffisant de la main d'œuvre temporaire. En effet ces deux contraintes ont fortement pesé sur la production de plants.

XII 2.4. PRODUCTION DE PLANTS

Dans le cadre de la campagne nationale de reboisement, un important lot de plants a été produit au niveau de la région de Dakar pour l'année 2019. Cette production régionale comprend celle réalisée en régie, celle des privés ou individuels, celle des villageois, celle de projets/programmes.

En 2019, la production totale de plants y compris les pépinières est de 473 249 espèces, soit 14% de plus que l'année dernière (417 083).

La répartition des plants selon les circonscriptions administratives montre que plus de la moitié (56%) des plants sont produits dans le département de Pikine. Quant aux autres départements, Dakar concentre 37% de la production de plants et Guédiawaye

et Rufisque enregistrent respectivement 4% et 2% de ladite production suivi de loin par le département de Dakar avec 36% de la production globale.

Tableau XII. 6 : Répartition et évolution du nombre de pépinières et de plants produits par circonscription administrative

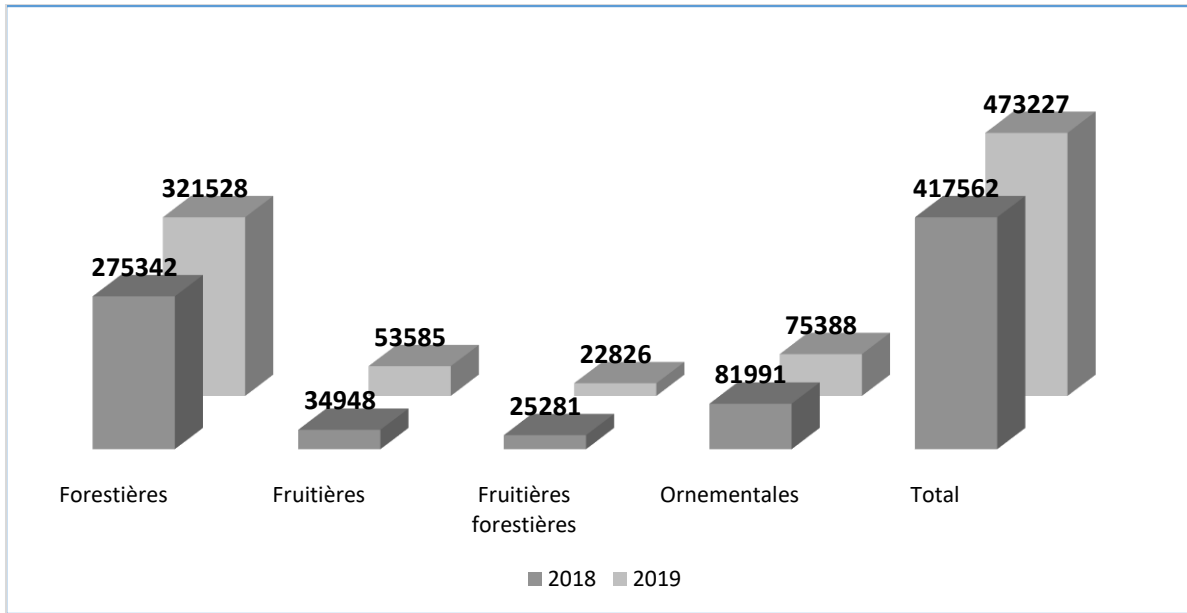
Type de pépinière		Dakar			Guédiawaye			Pikine			Rufisque			Région		
		2018	2019	Variation en %	2018	2019	Variation en %	2018	2019	Variation en %	2018	2019	Variation en %	2018	2019	Variation en %
Régie	pépinières	1	1	-	1	1	-	1	1	-	0	1	-	3	4	33,3
	plants	1267 34	1522 74	- 20	170 00	172 30	1, 4	9127 0	1238 50	35, 7	0	103 29		2350 04	3036 83	29, 2
Villageoises	pépinières															
	plants															
Communautaires	pépinières															
	plants															
Privées / Individuelles	pépinières	10	10	-	0	0	-	8	8	-	0	0	-	18	18	-
	plants	2440 0	2134 0	- 12,5	0	840 0	-	1581 58	1398 04	- 11,6				1825 58	1695 44	- 7,1
Scolaires	pépinières	0	0	-	0	0	-	0	0	-	0	0	-	0	0	-
	plants	0	0	-	0	0	-	0	0	-	0	0	-	0	0	-
Total	pépinières	11	11	-	1	1	-	9	9	-	0	1		21	22	4,8
	plants	1511 34	1736 14	14, 9	170 00	172 30	1, 4	2494 28	2636 54	5,7	0	103 29		4170 62	4732 27	13, 5

Source : Données 2019 de l'IREF/Dakar

La production de plants est composée de plusieurs variétés d'espèces notamment les espèces forestières, les espèces fruitières, les espèces fruitières-forestières et les ornementales. Néanmoins les espèces forestières représentent plus de la moitié de la production totale (68%) en 2019 dans la région ; suivi des ornementales qui représentent 16% de la production de plants. Les espèces fruitières et les fruitières-forestières demeurent les moins produites avec une part respective de 11% et 5% de la production totale de plants dans la région.

Toutefois, il est important de noter que la production de certaines espèces de plants a baissé en 2019 par rapport à la quantité produite en 2018. En effet, même si dans l'ensemble, la production de plants de 2019 est supérieure de 13% à celle de 2018, les espèces fruitières-forestières et celles ornementales n'ont pas suivi cette tendance. Elles ont accusé respectivement des baisses de 10% et 8% en lors de la campagne de 2019.

Graphique XII. 1 : Répartition et évolution du nombre de plants produits selon l'espèce dans la région de Dakar.



Source : Données 2019 de l'IREF/Dakar

S'agissant du nombre de plants produits selon l'espèce par type de plantations, la campagne de 2019 montre que plus de 64% de la production est enregistrée dans la plantation de type régie. Le reste de la production (36%) est retrouvé au niveau du privé/individuel. Les plantations de type villageois, communautaire et scolaires n'ont enregistré aucune production de plants en 2019 dans la région.

Tableau XII. 7 : Répartition du nombre de plants produits selon l'espèce, par type de pépinières

Type de plantation	Espèces								Total	
	Forestières		Fruitières		Fruitières forestières		Ornementales			
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
Régie	265424	78,6	0	0,0	4500	23,6	33759	51,7	303683	64,2
Villageois										
Communautaire										
Privé / Individuelle	72352	21,4	51034	100,0	14582	76,4	31576	48,3	169544	35,8
Scolaire										
Total	337776	100,0	51034	100,0	19082	100,0	65335	100,0	473227	100,0

Source : Données 2019 de l'IREF/Dakar

XII 2.5. PLANTATIONS REALISEES

Les plantations jouent un rôle important dans les défis de l'environnement. En plus des plantations massives, la région de Dakar compte des plantations linéaires et des plantations conservatoires et de réhabilitation.

Au niveau régional en 2018, les réalisations sont de 22 hectares de plantations massives, 9 km de plantations linéaires et 4 ha de plantations conservatoires.

Par rapport à la campagne de 2017, les surfaces de plantations massives ont baissé de 22% au niveau régional. Par contre la longueur des plantations linéaires passe de 6 km à 9 km entre 2017 et 2018 soit une hausse de 65%. S'agissant des plantations conservatoires et de réhabilitation, on note une augmentation par rapport à l'année précédente qui passe de 3 hectares pour s'établir à 4 hectares.

Tableau XII. 8 : Situation et évolution des plantations réalisées par circonscription administrative

Type de plantation	Dakar			Guédiawaye			Pikine			Rufisque			Région		
	2017	2018	Variation en %	2017	2018	Variation en %	2017	2018	Variation en %	2017	2018	Variation en %	2017	2018	Variation en %
Plantations massives (ha)	2,4	2,28	-5	0,7	2,25	221	1,5	2,04	36	23,5	15,1	-36	27,7	21,7	-22
Plantations linéaires (km)	0	1,13	-	1,8	3,6	100	2	3	50	2,5	2,2	-12	5,7	9,39	65
Plantations conservatoires et de réhabilitation (ha)	0	0	-	0	0,03	-	2,9	4,38	51	0	0	-	2,9	4,41	52
Total	2,4	3,41	42	2,5	5,88	135	6,4	9,42	47	26	17,3	-33	36,3	35,5	-2

Source : Données 2019 de l'IREF/Dakar

XII.3. EXPLOITATION FORESTIERE

Dakar n'est pas une zone de production de charbon mais plutôt une région consommatrice de charbon de bois. Le charbon de bois est exclusivement exploité dans les forêts aménagées des régions de Kolda, Tambacounda, Kaffrine et Sédhiou. La région de Dakar est un grand centre de consommation de produits forestiers ligneux et non ligneux. Ainsi, Dakar demeure une destination par excellence d'une bonne partie de la production de charbon du pays

Cependant, pour 2017, les rentrées de charbon de bois enregistrées au niveau du poste de contrôle de Bargny s'élèvent à 1 134 374 quintaux contre 1 187 548 quintaux en 2016 et 1 190 557 quintaux en 2015. Sur les origines du charbon de bois enregistré au poste de contrôle de Bargny, 41% proviennent du quota d'exploitation de 2017 ; 4% des défrichements ; 22% du quota de 2016 ; 26% des dégagements et 6% des ventes de gré à gré.

XII.4. GESTION DE LA FAUNE ET CHASSE

XII.4.1. POTENTIEL FAUNIQUE

Les ressources fauniques sont quasi-inexistantes dans la région de Dakar, du fait de la dégradation du couvert végétal, de l'accroissement considérable de la population et de l'urbanisation galopante. Les quelques spécimens qui existent, sont localisés dans la zone rurale du Département de Rufisque et dans la forêt de Mbao. Ils sont confinés dans les reliques de végétation et autour des points d'eau existants. La faune répertoriée, se résume à de rares espèces constituées essentiellement de lézards, de gibier à poils (les singes, les chacals communs), de gibier à plumes (les canards à plumes) et de gibier d'eau, les pigeons maillés et verts et les francolins.

La région de Dakar est fermée à la chasse. Aucune zone amodiée n'est ouverte dans la région. Néanmoins il existe des sociétés et individuels (oiseleur) qui s'adonnent à la capture et à l'exportation de certaines espèces non protégées.

XII.4.2. RESULTATS DES CAMPAGNES DE CHASSE

La région de Dakar est fermée à la chasse.

XII.5. DIAGNOSTIC DU SECTEUR

XII.5.1. ATOUTS

- Le professionnalisme des agents a permis un bon démarrage de la production de plants
- Récolte de semences dans le parc de Hann et la forêt classée de Mbao
- Dotation de semences par le PRONASEF
- L'utilisation de hautes tiges (taille moyenne 1,5m de hauteur) qui ont bénéficié d'une bonne partie de la saison des pluies, qui a valu une bonne reprise des plants mis en terre surtout au niveau de la VDN 3
- L'implication des collectivités territoriales de Mbao et de Guédiawaye, APIX, ECOPAS, SOCETRA, CSE, UNCEPS.

XII.5.2. CONTRAINTES

- L'insuffisance de la logistique pour la recherche de substrat (sable et terreau)

- La main d'œuvre qui est très insuffisante
- La mise en place tardive des intrants de production et leur insuffisance ;
- L'inexistence d'une pépinière en régie à Rufisque
- L'absence de protection des plantations.

XII.5.3. PERSPECTIVES

- poursuivre la sensibilisation des collectivités locales pour qu'elles prennent en charge les activités de reboisement
- aménager la pépinière en régie de Rufisque pour augmenter la capacité de production du département
- doter des intrants et matériels de qualité, disponibles à temps échu et en quantité suffisante
- mettre à la disposition des trois pépinières en régie un personnel conséquent
- recruter un personnel permanent à la pépinière de Guédiawaye
- renforcer la protection individuelle des plants à travers l'installation de gabions pour chaque arbre et développer le système de parrainage auprès des populations et des sociétés
- doter l'IREF d'un BCI pour les activités de reboisement, de gestion et de réhabilitation des pépinières forestières en régie de la région.

CONCLUSION

La campagne de 2019 est caractérisée par une amélioration des résultats dans le domaine de la gestion de l'environnement et des ressources naturelles. Toutefois, le domaine classé de Dakar est menacé par beaucoup de contraintes. En effet, l'urbanisation galopante de la région et l'accroissement continu de sa population posent le problème d'une forte demande d'espace et de la surexploitation des ressources naturelles disponibles engendrant par ricochet une destruction de la faune et de la flore. Ainsi, la région est touchée davantage par une raréfaction des ressources naturelles, particulièrement les ressources forestières. En plus, les aménagements immobiliers et routiers, qui ont fini d'empiéter sur les formations forestières, s'orientent de plus en plus vers les zones de cultures et les massifs forestiers classés.

CHAPITRE XIII: ENVIRONNEMENT

INTRODUCTION

L'environnement demeure l'un des plus grands défis majeurs de cette décennie d'action. En 2015, l'avènement des Objectifs de Développement Durable (ODD) à l'horizon 2030 a projeté les questions liées à l'environnement, à la construction d'un cadre de vie plus sain et plus agréable, à la protection et la préservation des ressources au cœur du débat international. En 2019, soit quatre ans après la signature des ODD, l'environnement demeure un secteur prioritaire dans les politiques et programmes de l'Etat du Sénégal notamment dans la phase 2 du Plan Sénégal Emergent (PSE) 2019-2023.

Néanmoins, dans certaines villes comme Dakar, le secteur de l'environnement reste confronté à plusieurs contraintes d'ordre physique, institutionnel et économique, en dépit des actions entreprises par les pouvoirs publics. Cependant, il urge de redoubler d'effort pour la protection de l'environnement à travers une bonne politique. Dans la région de Dakar, la Division Régionale de l'Environnement et des Etablissements Classés (DREEC) est chargée de la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière d'environnement, notamment de la protection de la nature et des hommes contre les pollutions et les nuisances.

Ce chapitre aborde la question environnementale dans la région à travers les activités de la Division Régionale de l'Environnement et des Etablissements Classés (DREEC) notamment la préservation et l'amélioration du cadre de vie, la prévention et le contrôle des pollutions et nuisances, la protection de l'environnement ensuite les études d'impact de l'environnement.

XIII.1. PRESERVATION ET AMELIORATION DU CADRE DE VIE

XIII.1.1. LA COLLECTE ET L'EVACUATION DES DECHETS

Dans la région de Dakar, le système de collecte des ordures ménagères qui est mis en place est le ramassage par des camions aux niveaux des quartiers de chaque commune, aussi les véhicules à traction animale « charrettes » participent au ramassage des ordures.

En ce qui concerne les quartiers périphériques non desservis par la collecte, les charrettes collectent les déchets de la population pour les acheminer vers un dépôt transitoire qui deviendra rapidement un dépôt sauvage car ces déchets ne sont ensuite pas acheminés vers la décharge finale.

Les municipalités ont la responsabilité de la gestion des déchets solides ménagères et de la salubrité publique. Elles sont aussi interpellées dans la gestion des déchets biomédicaux car leurs services de nettoyage assurent l'enlèvement des bacs à ordures dans la plupart des structures de santé.

En outre, l'unique décharge de la capitale (Mbeubeuss, ouverte en 1968 est implantée sur le lit desséché du lac de Mbeubeuss). Malheureusement aujourd'hui, il se pose un sérieux problème d'accessibilité physique surtout pendant l'hivernage où les eaux stagnantes et les inondations rendent l'accès à la décharge de Mbeubeuss difficile.

En plus de son inaccessibilité, la décharge ne répond pas aux normes environnementales. Elle se trouve dans une zone marécageuse. La nappe phréatique est atteinte. Ce qui pose un sérieux problème environnemental. En ce qui concerne le volume des déchets, les informations ne sont pas disponibles.

XIII.1.2. LA GESTION DE DECHETS

La gestion des ordures est une chaîne. Elle passe par le ramassage, la collecte, le nettoyage, l'évacuation jusqu'à la décharge.

A Dakar, la gestion des déchets ménagers était sous la responsabilité de l'entente intercommunautaire CADAQ –CAR qui regroupe les villes de Dakar, Rufisque, Pikine et Guédiawaye. Elle était chargée d'assurer la coordination, le suivi et le contrôle de la mise en œuvre des actions complémentaires de nettoyage, collecte et traitement des déchets, d'assurer la maîtrise d'ouvrage du programme complet de gestion de déchets en s'appuyant sur les opérateurs privés et d'impulser une dynamique participative durable des populations autour de l'assainissement de leur cadre de vie. Aujourd'hui, la gestion des déchets solides de Dakar est confiée à l'Unité de coordination de la gestion des déchets (UCG). Le Ministère de la gouvernance Locale a mis en place un Programme d'Urgence de Propreté (PUP) pour permettre à la capitale, avec des résultats très significatifs de se débarrasser de ses ordures. Ceci, s'est fait pas l'injection de moyens financiers et techniques très importants.

XIII.2. GESTION ET RECENSEMENT DES INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (ICPE)

XIII.2.1. GESTION DES INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (ICPE)

On entend par installations classées toute source fixe ou mobile susceptible d'être génératrice d'atteinte à l'environnement, quel que soit son propriétaire ou son affectation. Il y a : les installations de première classe qui sont susceptibles de présenter de graves dangers pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, l'agriculture, la nature et l'environnement en général ou des inconvénients pour la commodité du voisinage, les installations de deuxième classe qui englobent celles ne présentant pas d'inconvénients graves pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, l'agriculture, la nature et l'environnement en général ou des inconvénients pour la commodité du voisinage.

Les premières doivent faire l'objet, avant leur construction ou leur mise en service, d'une autorisation d'exploitation délivrée par arrêté du Ministre chargé de l'environnement dans les conditions fixées par décret selon les articles L9 et L13 du code de l'environnement. Celles de la seconde catégorie sont soumises à déclaration et doivent respecter les prescriptions générales édictées par arrêté du Ministre chargé de l'environnement après avis des Ministres chargés respectivement de la protection civile, des mines et de l'énergie en vue de la protection contre les inconvénients inhérents à leur exploitation (article L9 et L20 du code de l'environnement).

Dans sa mission d'instruction, de gestion et de contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement de deuxième classe, la DREEC a enregistré en 2019 16 unités nouvellement installées. Précisément ces nouvelles installations sont constituées de 07 stations-services, de 05 boulangeries, de 03 dépôts de gaz butane, et d'un Garage pour entretien et air de stationnement. La répartition de ces nouvelles unités selon la circonscription administrative révèle que la plupart de ces dernières sont situées dans les départements de Dakar (06), Pikine (05) et Rufisque (06). Le département de Guédiawaye n'a enregistré qu'une seule nouvelle unité.

Il est important de signaler que le nombre d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) a baissé en 2019 par rapport à 2018. Précisément, le

nombre d'ICPE est passé de 32 unités à 16 unités au niveau de la région. Et ceci correspond à une variation à la baisse de 50%.

Tableau XIII. 1 : Evolution des ICPE selon la nature et la classe

Nature ICPE	Classe	Dakar			Guédiawaye			Pikine			Rufisque			Région		
		2018	2019	Variation (en %)	2018	2019	Variation (en %)	2018	2019	Variation (en %)	2018	2019	Variation (en %)	2018	2019	Variation (en %)
Scieries	2 ^{ième}	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Stations-services	2 ^{ième}	0	2		0	0	0	0	1		3	4	33	3	7	133
Boulangeries	2 ^{ième}	15	2	-86	0	0	0	5	3	-40	3	2	-33	22	5	-77
Dépôts de gaz butane	2 ^{ième}	0	1		0	1		0	1		1	0	-100	1	3	200
Dépôts d'hydrocarbures	2 ^{ième}	0	0	0	0	0	0	3	0	-30	2	0	-200	5	0	-500
Garage pour entretien et air de stationnement	2 ^{ième}	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0
Usines	1 ^{ière}	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		16	6	-62	0	1		8	5	-37	9	6	-33	32	16	-50

Source : Données 2019, Division Régionale de l'Environnement et des Etablissements Classés et Division des Installations Classées (DREEC)

XIII.2.2. RECENSEMENT DES INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (ICPE)

En 2019, la DREEC a entamé un recensement de l'ensemble des ICPE implantées dans la région de Dakar. Cette opération va permettre de géo référencer (coordonnées GPS) toutes les ICPE de la région et d'identifier les ICPE en règle, celles qui sont en cessation d'activité et d'engager, pour celles qui sont dans l'irrégularité, la procédure de régularisation. Étant très fastidieux, le recensement met l'accent pour le moment le sur les ICPE de classe 2.

Actuellement toutes les stations-services du département de Dakar sont géo référencées. Ainsi, la base de données de la DREEC de Dakar compte 509 ICPE. Environ 72% de ces ICPE sont constituées de stations-services et de boulangeries. Et le département de Dakar, à lui-seul, renferme 44% de ces ICPE.

Tableau XIII. 2 : Recensement des ICPE selon la nature et le département en 2019

Nature ICPE	Dakar	Pikine	Guédiawaye	Rufisque	Région
Stations-services	88	39	2	39	168
Boulangeries	84	64	18	30	196
Dépôts de gaz butane	26	36	6	21	89
Garage de stationnement de camion-citerne	7	2	0	2	11
Unité de conditionnement produit chimiques	1	0	2	4	7
Dépôt d'hydrocarbures	1	0	0	3	4
Station de pêche	9	2	0	5	16
Autres ICPE (appareil à pression, fabrique de glace, unité de congélation produit halieutiques, etc.)	8	4	0	5	18
Total	224	147	28	109	509

Source : Données 2019, Division Régionale de l'Environnement et des Etablissements Classés et Division des Installations Classées (DREEC)

XIII.3. ETUDES D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL (EIE)

C'est la première et la principale étude visant la protection de l'environnement dans l'exécution d'un projet. Cette étude permet, au moment des études de faisabilité, de prendre en compte les contraintes environnementales, au même titre que les contraintes techniques, économiques et sociales. Ces données environnementales permettent d'améliorer les choix décisionnels.

Selon les catégories de projets, la législation exige : soit une étude d'impact légère (AEI), soit une étude d'impact approfondie (EIA). Dans le cas d'une étude d'impact approfondie, une étude de danger est exigée par la réglementation. Cette étude de danger fait l'objet d'un guide méthodologique et a pour finalité d'évaluer les risques que peuvent présenter les installations classées et de proposer des mesures de maîtrise correspondantes.

Par ailleurs, au-delà des visites de terrains effectuées pour compléter et améliorer les TDRS, d'autres types d'évaluations environnementales sont réalisées dont EIES, AE et EES. D'ailleurs, dans le cadre des activités de la division régionale de l'environnement et des établissements classés, 38 études d'impact environnemental ont été menées en 2019. Ce chiffre a fortement augmenté par rapport à 2018 où il se situait à 20 études d'impact environnemental soit une variation à la hausse de 90%. Le département de Rufisque présente le nombre d'études le plus élevé avec 21 EIA, suivi du département

de Dakar avec 10 études. Les départements de Pikine et Guédiawaye présentent respectivement 06 et 01 études.

Tableau XIII. 3 : Evolution du nombre d'études d'impact environnemental réalisées par circonscription administrative

Circonscription administrative	Nombre d'études d'impact environnemental		Variation %
	2018	2019	
Dakar	03	10	233
Guédiawaye	00	01	-
Pikine	04	06	50
Rufisque	13	21	62
Région	20	38	90

Source : Données 2019, Division Régionale de l'Environnement et des Etablissements Classés et Division des Installations Classées (DREEC)

XIII.4. GESTION DE L'ENVIRONNEMENT FLUVIAL/MARITIME ET DE LA DEGRADATION DES SOLS

L'accroissement rapide de la population, les migrations vers les côtes, l'expansion rapide du tourisme et de l'industrie ainsi que l'exploitation anarchique du sable marin favorisent un développement rapide des infrastructures qui modifie les caractéristiques physiques des côtes. A ces causes anthropiques, viennent se greffer les effets du changement climatique. En effet, l'élévation du niveau de la mer, consécutive au réchauffement climatique, constitue un grand risque de dégradation pour les côtes africaines. Selon les estimations, l'augmentation du niveau de la mer, au cours des 100 prochaines années, entraînera des grandes inondations ainsi qu'un recul du littoral. La couverture progressive des Niayes par le sable des dunes qui avancent du fait de l'action du vent est une illustration des dangers qui menacent les populations. La coupe de la végétation qui y prospère a fragilisé leur fixation malgré les efforts énormes consentis par l'Etat. Par ailleurs, le littoral subit une érosion très poussée au niveau de la Baie de Hann, de la pointe de Bel Air à Diokoul ; les villages de Thiaroye sur mer, Mbaou, M'batal, Yoff et toute la zone industrielle étant menacée. Ce processus est accentué par le prélèvement inconsidéré et frauduleux de sable de mer par des charretiers.

XIII.5. GESTION DES INSTALLATION CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (ICPE)

Au cours de l'année 2019, la DREEC a enregistré 38 dossiers de demande d'ouverture et d'exploitation d'établissement de deuxième classe. Selon le tableau ci-dessous, il

s'agit entre autres de stations-services, de stations de pêche, de boulangeries, de dépôts de gaz, de dépôts d'hydrocarbures, d'unité de conditionnement de produits chimique, d'unité de fabrication de pavés et de stationnement de camion, d'unité de torréfaction café, de base chantier et de compresseur à air.

Dans le traitement des demandes d'autorisation d'ouverture et d'exploitation d'ICPE la DREEC a émis 21 avis favorables, 04 avis défavorables et 13 dossiers en instances. Plus de la moitié des avis favorables concernent les stations-services et les boulangeries avec 11 autorisations chacun ; s'en suit les dépôts de gaz (03), les bases chantier (02), les stations de pêche (01), les unités de conditionnement de produits chimique (01), les unités de fabrication de pavés et de stationnement de camion (01) et les compresseurs à air (01). S'agissant les avis défavorables, seul deux stations-services et deux boulangeries sont concernés. Concernant les demandes en instance (en cours), elles sont réparties comme suit : 02 stations-services, 01 station de pêche, 04 boulangeries, 01 dépôts de gaz, 03 dépôt d'hydrocarbures, 01 unité de torréfaction café et 01 base chantier. Cependant le nombre élevé d'instances au niveau des boulangeries s'explique par un retard des promoteurs à mettre en œuvre les prescriptions formulées lors des différentes visites de terrain et relatifs au Code de l'Environnement mais et à l'arrêté y afférent.

Tableau XIII. 4 : Situation des installations classées de deuxième classe en 2019

Type ICPE	Avis favorable / Régularisé	Avis défavorable	En instance	Total
Stations-services	7	2	2	11
Stations de pêche	1		1	2
Boulangeries	5	2	4	11
Dépôts de gaz	3		1	4
Dépôt d'hydrocarbures			3	3
Unité de conditionnement de produits chimique	1			1
Unité de fabrication de pavés et de stationnement de camion	1			1
Unité de torréfaction café			1	1
Base chantier	2		1	3
Compresseur à air	1			1
Total	21	4	13	38

Source : Données 2019, Division Régionale de l'Environnement et des Etablissements Classés et Division des Installations Classées (DREEC)

CONCLUSION

Au terme de l'année 2019, la DREEC a mené plusieurs activités relatives à la protection de la nature et des hommes contre les agressions et pollutions environnementales. Mieux la campagne de 2019 a été caractérisée par une amélioration des résultats dans le domaine de la gestion des pollutions et nuisances et des études d'impacts ont été réalisées sur des projets mettant l'accent sur leur impact environnemental, au même titre que les contraintes techniques, économiques et sociales.

La gestion des déchets dans la région de Dakar constitue un défi majeur à relever, il nécessite une large gamme de technologies comme, la construction des centres d'enfouissement technique, le recyclage et réutilisation de certains produits etc. Toutefois, il convient de souligner que la gestion des déchets requiert une action à la fois individuelle et collective, implique la prise en compte de dimensions socioculturelles, et nécessite des investissements coûteux en infrastructures.

CHAPITRE XIV: EMPLOI ET TRAVAIL

INTRODUCTION

Au Sénégal, à l'instar des pays en développement, la dynamisation du marché du travail a toujours constitué une priorité. En effet, les conditions d'accès à l'emploi des jeunes restent affectées par l'ampleur structurelle du chômage ainsi que la précarité de beaucoup de types d'emplois.

Alors, pour faire face à cette problématique, le gouvernement ne cesse de mettre en place des programmes afin de promouvoir la création l'emploi et l'insertion des jeunes dans le marché du travail. Les politiques et programmes du pays étant sous-tendus par le PSE, l'Etat du Sénégal a adopté à travers ce Plan de référence, une politique nationale de l'emploi qui repose sur le renforcement de l'efficacité et la transparence du marché du travail ainsi que sur la promotion de l'auto-emploi, en milieu rural et urbain (voir axe 1 PSE). Cet objectif du PSE prend également en compte l'objectif 8 des ODD : « Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous ». De manière plus précis, il vise à fournir des possibilités pour un plein emploi productif et un travail décent pour tous, tout en éradiquant le travail forcé, la traite d'êtres humains et le travail des enfants.

Aujourd'hui, pour orienter les politiques publiques, il est important de disposer de statistiques sur le secteur en question. C'est dans ce sens qu'un rapport de suivi du marché de travail est élaboré chaque année par la Direction des Statistiques du Travail et des Etudes (DSTE).

En bref, ce document constitue un outil qui offre une vision d'ensemble des différentes tendances du marché du travail se déclinant à travers quatre principaux indicateurs, à savoir : la situation des déclarations d'établissement et de l'emploi, la garantie des droits, le dialogue social et la gestion des relations professionnelles et la protection sociale.

De façon spécifique, ce chapitre va dresser l'état des lieux de la situation de l'emploi et du travail dans la région de Dakar à partir de statistiques tirées du rapport annuel

des statistiques du Travail de 2019. Il s'agit notamment de quatre points : la force de travail, l'activité économique, les contrats de travail et les conflits de travail.

XIV.1. LA FORCE DE TRAVAIL

La force de travail représente la population en âge de travailler. Elle est composée notamment d'individus ayant atteint un âge légal pour exercer une activité économique quelconque ou pour s'engager dans la recherche active d'un emploi. Parmi les personnes en âge de travailler, on distinguera les personnes habituellement actives de celles en situation d'inactivité. L'âge minimum légal pour occuper un emploi salarié ou pour être en apprentissage est fixé à 15 ans au Sénégal et l'âge maximal à 64 ans ; en conformité avec les nouvelles résolutions sur les statistiques du travail.

Dans la région de Dakar, la population en âge de travailler est estimée à 2 291 411 en 2019 contre 2 243 217 en 2018. Comme dans la population globale, les femmes apparaissent plus nombreuses que les hommes et il est noté que la population active grandit d'année en année, ce qui implique que le niveau d'absorption du marché de l'emploi est encore faible.

Tableau XIV. 1 : Répartition de la population en âge de travailler selon le sexe en 2018 et 2019

Année	Population en âge de travailler		
	Hommes	Femmes	Ensemble
2018	1 106 708	1 136 509	2 243 217
2019	1 126 714	1 164 697	2 291 411

Source : SRSD Dakar à partir des données projections démographiques, ANSD

XIV.2. L'ACTIVITE ECONOMIQUE

Selon l'article L.220 du code du travail, au Sénégal, toute personne physique ou morale qui se propose d'ouvrir un établissement ou un chantier de quelque nature que ce soit, doit au préalable, en faire la déclaration auprès de l'inspection du travail. Egalement, les cas de réouverture d'établissement, de cessation d'activité, de fermeture ou de changement de statut juridique/raison sociale/adresse, doivent être déclarés. Ainsi, chaque année des centaines de déclarations de divers objets sont reçus au niveau des Inspections du Travail et de la Sécurité sociale (ITSS) de la région de Dakar.

Tableau XIV. 2 : Répartition des déclarations d'établissement par ITSS selon l'objet en 2019

Circonscription administrative	Ouverture	Réouverture	Cessation d'activité	Fermeture	Change ment de statut juridique	Change ment d'employeur ou de raison sociale	change ment d'activité	Transfert	Total 2019	Total 2018
Dép. Dakar/Pikine/Guédiawaye	771	25	75	1	8	4	1	1	884	808
Dép. Rufisque	44	2	2	5	0	0	0	0	53	43
Région de Dakar	815	27	77	6	8	4	1	1	939	851

Source : Rapport annuel des statistiques du travail, Direction des Statistiques du Travail et des Etudes (DSTE), édition 2019

Au cours de l'année 2019, il a été répertorié 939 déclarations d'établissement dans les ITSS de la région. La majeure partie d'entre elles ont fait l'objet d'ouverture d'établissement (842 cas d'ouvertures dont les 27 ont été des réouvertures). Ils s'en suivent les cessations d'activité qui ont été au nombre de 77 (8%) et le reste des autres types de déclarations d'établissement était évalué à peu près à 5% (cf. tableau XIV.1). Par ailleurs, il faut noter que la quasi-totalité des déclarations enregistrées dans la région ont eu lieu dans l'ITSS de Dakar. L'inspection de Rufisque reçoit très peu de déclaration (53 en 2019 et 43 en 2018). Aussi, de 2018 à 2019, les déclarations d'établissements reçues par les ITSS de Dakar ont augmenté de 10% en passant de 851 à 939 déclarations. Concernant les ouvertures d'établissements qui induisent à une création d'emplois, elles ont passé de 780 à 842 de 2018 à 2019 soit une hausse de 8%. Paradoxalement, cette augmentation du nombre d'établissements ouverts n'a pas généré plus d'emplois qu'en 2018. En effet, d'après le tableau XIV.2, le nombre d'emplois créés en 2019 a été de 3 644 contre 4 033 en 2018 soit un recul de 10%.

Tableau XIV. 3 : Répartition des établissements ouverts et les emplois générés et ceux fermés et les emplois perdus

	Etablissements ouverts	Nombre d'emplois créés	Etablissements fermés	Nombre d'emplois perdus
2018	780	4033	64	959
2019	842	3644	83	920
variation en %	7,95	-9,65	29,69	-4,07

Source : Rapport annuel des statistiques du travail, Direction des Statistiques du Travail et des Etudes (DSTE), édition 2019

Quant aux établissements fermés, ils ont été au nombre de 83 en 2019 et ont augmenté de 30% par rapport à 2018. Ces fermetures ont engendré une perte de 920 emplois mais les emplois perdus ont été plus nombreux en 2018 bien que le nombre d'établissements fermés était moins important.

Tableau XIV. 4 : Répartition des établissements ouverts et fermés ainsi que des emplois créés et perdus par statut juridique

	Etablissements ouverts	Nombre d'emplois créés	Etablissements fermés	Nombre d'emplois perdus
Particulier	325	878		172
SARL	251	1151		626
SUARL	129	600		31
SA	48	656		64
GIE	16	22		26
Association	17	36		0
SAS	37	133		5
Collectivités territoriales	0	0		0
SCI	6	7		0
SAU	2	2		0
ONG	2	2		0
Projet	1	59		0
Etablissement public	1	6		0
Autres	7	21		0
TOTAL	842	3573	83	924

Source : Rapport annuel des statistiques du travail, Direction des Statistiques du Travail et des Etudes (DSTE), édition 2019

Concernant la répartition des établissements ouverts selon le statut juridique, il ressort du tableau XVI.3 que la plupart des établissements ouverts sont des particuliers (325 soit 39%). Néanmoins, ces derniers n'ont pas généré le plus grand nombre d'emplois. Ce sont plutôt les établissements de types SARL qui ont eu à créer plus d'emplois (1 151 emplois pour 251 nouveaux établissements). Ainsi, les particuliers ont généré 878 emplois. Ensuite, il y a les SUARL et les SA pour lesquelles 129 et 48 établissements ont été ouverts et ont généré respectivement 600 et 656 emplois. Après ces établissements ayant les statuts juridiques suscités, d'autres de types Sociétés par Actions Simplifiée-SAS (37 établissements), Associations (17 établissements) et Groupements d'Intérêt Economiques-GIE (16 établissements) ont été également ouverts. Le reste des régimes juridiques des établissements ouverts en 2019 a été constitué de Sociétés Civiles Immobilières-SCI (6), de Sociétés Anonymes Unipersonnelles-SAU (2), d'ONG (2), d'un projet, d'un établissement public et d'autres types non précisés (7). Revenant à la création d'emplois, il faut noter que les établissements de type SAS ont permis de créer 133 nouveaux emplois, les associations (36), les GIE (22), le projet (59), les SCI (7), l'établissement public (6) et enfin les SAU et les ONG ont générés chacun 2 emplois.

Par rapport aux pertes d'emplois qui ont découlé de la fermeture de 83 établissements en 2019, elles ont été au nombre de 924 emplois perdus. Les SARL ont été plus

frappées (626 emplois perdus) puis les établissements particuliers (172). Les pertes d'emplois n'ont pas concerné tous les types d'établissement. Ils ont touché encore notamment les SA (64 emplois perdus), les SUARL (31 emplois perdus), les GIE (26 emplois perdus) et les SAS (5 emplois perdus).

Tableau XIV. 5 : Répartition des emplois créés par ouvertures d'établissements au niveau de l'IRTSS de Dakar selon la branche d'activité (activité principale) en 2019

Branche d'activité	Nombre d'emplois créés
Construction	700
Commerce de gros et de détail, réparations de véhicules automobiles et de motocycles	1011
Activités d'hébergement et de restauration	195
Activités de services administratifs et d'appui	225
Éducation	143
Transport et entreposage	239
Activités professionnelles, scientifiques et techniques	248
Activités de fabrication	95
Information et communication	178
Autres activités de services	151
Agriculture, sylviculture et pêche	45
Industries alimentaires	102
Distribution d'eau ; réseau d'assainissement ; gestion des déchets et activités de remise en état	69
Boulangeries	4
Santé et activités d'action sociale	44
Activités financières et d'assurances	45
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et climatisation	13
Gardiennage	31
Activités immobilières	36
Activités extractives	5
Nettoyement	28
Collectivités locales	0
Arts, spectacles et loisirs	26
Administration publique et défense ; sécurité sociale obligatoire	11
Activités des ménages privés employant du personnel domestique ; activités non différenciées de production de biens et de services des ménages privés pour usage propre	0
Activités des organisations et organismes extraterritoriaux	0
TOTAL	3644

Source : Rapport annuel des statistiques du travail, Direction des Statistiques du Travail et des Etudes (DSTE), édition 2019

L'ensemble de ces établissements aux statuts juridiques divers exercent également dans des branches d'activités diverses. De ce fait, en s'intéressant uniquement à l'activité principale des établissements déclarés ouverts au niveau des ITSS de la région de Dakar, il apparaît que la création d'emplois est plus accentuée au niveau de la branche d'activité du commerce. Après, il y a la branche d'activité relative à la construction qui a accueilli 700 nouveaux employés en 2019. Ces deux branches

dépassent de loin l'ensemble des autres branches d'activité. Néanmoins, l'on peut citer les branches telles que « activités professionnelles, scientifiques et techniques », « transport et entreposage », « activités de services administratifs et d'appui » qui ont reçu chacun plus de 200 nouveaux employés. Par ailleurs, les branches d'activités « activités d'hébergement et de restauration », « Education », « Information et communication », « Autres activités de services » et « industries alimentaires » ont tous générés un nombre d'emplois supérieurs à 100 (et inférieurs à 200).

Pour récapituler, le tableau XIV.5 rend compte des résultats nets annuels en matière de création d'emploi et d'entreprises sur le marché du travail. En d'autres termes, il s'agit de la situation obtenue à partir des établissements ouverts et ceux fermés d'une part et, d'autre part, des emplois générés et ceux perdus. Ainsi, les années 2018 et 2019 ont toutes affichés un différentiel positif lorsqu'on confronte le nombre d'établissements ouverts avec ceux fermés que le nombre d'emplois créés avec ceux perdus. A cet effet, à la fin de l'année 2019, un gain de 757 établissements (contre 716 en 2018) et 2 724 emplois (contre 3 064 en 2018) a été dénombré sur l'ensemble des ITSS de la région. L'on note alors une diminution du solde d'emplois découlant de la baisse du nombre d'emplois générés en 2019. Egalement, le nombre d'emploi perdu a reculé à cette année.

Tableau XIV. 6 : Récapitulatif des variations sur le marché du travail en 2018 et en 2019

	Etablissements ouverts	Etablissements Fermés	Solde établissements	Emplois générés	Emplois perdus	Solde emplois
2018	780	64	716	4033	959	3064
2019	842	83	757	3644	920	2724
Variation (%)	7,95	29,69	5,73	-9,65	-4,07	-11,10

Source : Rapport annuel des statistiques du travail, Direction des Statistiques du Travail et des Etudes (DSTE), édition 2019

XIV.3. LES CONTRATS DE TRAVAIL

Les différents types de contrats rencontrés sur le marché du travail sont : les Contrats à Durée Indéterminée (CDI), les Contrats à Durée Déterminée (CDD), les Contrats saisonniers, les stages, les contrats pour apprentissage, ceux temporaires et d'autres non définis. De 2018 à 2019, le nombre de contrats enregistrés au niveau des ITSS de la région est passé de 37 879 à 44 053 soit une hausse de 16%. Aussi, tout comme les autres déclarations sur les établissements, plus de 95% des déclarations sur les types de contrats ont eu lieu dans l'ITSS de Dakar dédiée aux départements de Dakar, Pikine et Guédiawaye.

Par rapport au sexe, il apparaît clairement que les hommes sont plus fréquents dans le marché du travail en constituant 69% des employés enregistrés en 2018 et 65% à l'année qui suit. D'ailleurs, cette prédominance est observée partout quel que soit le type de contrat.

Tableau XIV. 7 : Evolution du nombre de contrats de travail enregistrés dans les ITSS selon le type de contrat et le sexe

Type de contrat de travail	Sexe	Dakar / Guédiawaye/Pikine			Rufisque			Région		
		2018	2019	Variation en %	2018	2019	Variation en %	2018	2019	Variation en %
CDI	Masc.	7 328	7 802	6,47	453	432	-4,64	7 781	8 234	5,82
	Fém.	3 256	3 704	13,76	105	141	34,29	3 361	3 845	14,40
	Total	10 584	11 506	8,71	558	573	2,69	11 142	12 079	8,41
CDD	Masc.	13 136	14 773	12,46	645	855	32,56	13 781	15 628	13,40
	Fém.	5 019	8 454	68,44	181	159	-12,15	5 200	8 613	65,63
	Total	18 155	23 227	27,94	826	1 014	22,76	18 981	24 241	27,71
Saisonnier	Masc.	104	190	82,69	0	17		104	207	99,04
	Fém.	31	3	-90,32	0	1		31	4	-87,10
	Total	135	193	42,96	0	18		135	211	56,30
Stage	Masc.	1 629	2 048	25,72	10	13	30,00	1 639	2 061	25,75
	Fém.	1 310	1 755	33,97	15	3	-80,00	1 325	1 758	32,68
	Total	2 939	3 803	29,40	25	16	-36,00	2 964	3 819	28,85
Apprentissage	Masc.	519	576	10,98	1	2	100,00	520	578	11,15
	Fém.	969	278	-71,31	0	0		969	278	-71,31
	Total	1 488	854	-42,61	1	2	100,00	1 489	856	-42,51
Temporaire	Masc.	2 167	1 799	-16,98	1	4	300,00	2 168	1 803	-16,84
	Fém.	1 000	1 044	4,40	0	0		1 000	1 044	4,40
	Total	3 167	2 843	-10,23	1	4	300,00	3 168	2 847	-10,13
Ensemble	Masc.	24 883	27 188	9,26	1 110	1 323	19,19	25 993	28 511	9,69
	Fém.	11 585	15 238	31,53	301	304	1,00	11 886	15 542	30,76
	Total	36 468	42 426	16,34	1 411	1 627	15,31	37 879	44 053	16,30

Source : Rapport annuel des statistiques du travail, Direction des Statistiques du Travail et des Etudes (DSTE), édition 2019

Concernant la répartition des types de contrats de travail, il ressort du tableau XIV.6 que plus de la moitié des contrats recensés en 2018 et en 2019 sont des CDD. En effet, ce type de contrat a représenté respectivement 50% et 55% durant les deux années sous revues. Ils s'en suivent les CDI qui ont constitué 27% des contrats enregistrés en 2019. Ainsi, les CDD et les CDI sont les deux principaux types de contrats rencontrés dans le marché du travail de la région.

Mis à part ces deux types de contrats, l'on peut noter que les stagiaires ont constitué le troisième groupe de travailleurs le plus nombreux en 2019 avec 3 819 stagiaires mais en 2018, cette place a été occupée par les travailleurs temporaires (3 168 contrats temporaires). Le reste des autres types de contrats ont représenté chacun moins de 5%.

XIV.4. LES CONFLITS DE TRAVAIL

D'après le document sur les orientations de la législation du Travail définies par l'Organisation Internationale du Travail (OIT), la législation ne donne pas toujours une définition claire de ce qu'est un conflit de travail. En effet, elle laisse aux parties et aux autorités qui les assistent, la capacité de déterminer si la situation justifie d'avoir recours aux procédures existantes. Néanmoins, il a été institué une catégorisation claire des conflits de travail à savoir : celle du conflit individuel et du conflit collectif d'une part et d'autre part, celle du conflit juridique et du conflit d'intérêts. Dans cette partie, il s'agira spécifiquement de parler de la première catégorisation. Les conflits individuels comme les conflits collectifs, peuvent concerner des droits. En effet, un travailleur peut considérer que son contrat de travail n'a pas été respecté et un syndicat peut considérer que ses membres n'ont pas bénéficié de ce qui a été conclu dans le cadre d'une convention collective. Les conflits d'intérêts sont cependant nécessairement collectifs, par nature.

Tableau XIV. 8 : Répartition par sexe des travailleurs concernés par les conflits individuels par ITSS

	Hommes	Femmes	Total
ITSS Dakar	1095	483	1578
ITSS Rufisque	212	6	218
Région de Dakar	1307	489	1796

Source : Rapport annuel des statistiques du travail, Direction des Statistiques du Travail et des Etudes (DSTE), édition 2019

Durant l'année 2019, la région de Dakar a compté 1 796 travailleurs concernés par des conflits individuels dont les 489 sont des femmes. Ces conflits ont différentes issues : certains ont été totalement conciliés, d'autres partiellement et d'autres encore pas du tout conciliés. Ainsi, d'après les statistiques consignées dans le tableau XIV.8, la majorité des conflits recensés ont eu une conciliation totale (54% des conflits ont été totalement réglés en 2019 avec 552 Procès-verbaux délivrés). En revanche, ceux partiellement conciliés ont été minimes avec seulement 30 travailleurs concernés.

Quant aux travailleurs dont leur conflit n'a pas été réglé, ils ont été au nombre de 797 avec 455 PV délivrés.

Tableau XIV. 9 : Répartition des conflits individuels de travail par ITSS selon la suite

	Conciliation totale		Conciliation partielle		Non conciliation		Total	
	PV	Travailleurs concernés	PV	Travailleurs concernés	PV	Travailleurs concernés	PV	Travailleurs concernés
ITSS Dakar	507	861	17	27	426	690	950	1578
ITSS Rufisque	45	108	3	3	29	107	77	218
Région de Dakar	552	969	20	30	455	797	1027	1796

Source : Rapport annuel des statistiques du travail, Direction des Statistiques du Travail et des Etudes (DSTE), édition 2019

Ces conflits conciliés totalement ou partiellement occasionnent à chaque fois des transactions financières au niveau des entreprises. A cet effet, en 2019, un montant de 435 815 549 FCFA a résulté des conflits individuels réglés. Ceci implique qu'en moyenne, il a été dépensé 436 252 FCFA par travailleurs concernés et cette moyenne a été un peu plus importante au niveau des travailleurs déclarés à l'ITSS de Rufisque (448 895 FCFA).

Tableau XIV. 10 : Transactions financières résultant des conflits individuels de travail réglés en 2019 par ITSS.

	Conciliation totale			Conciliation partielle			Montant des transactions en FCFA	
	PV	Homme	Femme	PV	Homme	Femme	Total	Moyenne par travailleurs
ITSS Dakar	507	532	329	17	23	4	360 489 646	404 590
ITSS Rufisque	45	106	2	3	3	0	75 325 903	448 895
Région de Dakar	552	638	331	20	26	4	435 815 549	436 252

Source : Rapport annuel des statistiques du travail, Direction des Statistiques du Travail et des Etudes (DSTE), édition 2019

Par ailleurs, il faut noter que certains de ces conflits individuels déclarés ont été transmis au tribunal par les ITSS pour divers motifs. Ayant fait un total de 452, « l'absence de l'employeur après plusieurs convocations » a constitué le motif de transmission au tribunal le plus fréquent (144 cas en 2019 soit 32%). Aussi, « les contestations des chefs de réclamations par l'employeur » ont également eu de l'ampleur puisque 20% des conflits transmis au tribunal ont eu ce motif. Ensuite, viennent respectivement les motifs relatifs aux « désaccord sur les sommes à payer » (13% des cas) puis les « contestations liées à la situation juridique du travailleur » (12% des cas). Pour le reste des motifs, tous les pourcentages associés ont été de 5% au plus en dehors de la modalité « contestations des chefs de réclamation par travailleurs » qui a constitué 7% des cas.

Tableau XIV. 11 : Répartition des conflits individuels de travail transmis au tribunal par ITSS, selon le motif

ITSS	Absence de l'employeur après plusieurs convocations	Absence du travailleur	Contestations des chefs de réclamations par le travailleur	Contestations des chefs de réclamations par l'employeur	Contestations liées à la situation juridique du travailleur	Demande de transmission du dossier par le travailleur	Désaccord sur les sommes à payer	Difficultés financières de l'employeur	Refus de l'employeur de lever la sanction	Refus de l'employeur de se concilier	Autres	TOTAL
ITSS Dakar	131	8	29	89	51	5	61	18	13	4	9	418
ITSS Rufisque	13		1	2	5	5		6	2			34
Région de Dakar	144	8	30	91	56	10	61	24	15	4	9	452

Source : Rapport annuel des statistiques du travail, Direction des Statistiques du Travail et des Etudes (DSTE), édition 2019

Concernant le climat social des entreprises à travers les conflits collectifs gérés par les ITSS de la région de Dakar, en 2019, il a été dénombré 11 conflits collectifs dont les 6 ont été réglés. Ainsi, le nombre de conflits collectifs a largement diminué par rapport à l'année 2018 où il a été de 36 avec 15 réglés.

CONCLUSION

Globalement, les déclarations reçues au niveau des ITSS de la région de Dakar en 2019 ont connu une hausse de 10% par rapport à l'année 2018. En revanche, bien qu'il ait eu plus d'établissements ouverts en 2019, le nombre d'emplois créés à cette année a baissé de 10% et parallèlement, les établissements fermés ont été plus nombreux en 2019. Aussi, la majorité des établissements ouverts sont des particuliers et exercent dans le commerce.

Concernant les contrats de travail, le nombre enregistré a augmenté dans l'ensemble mais pas dans toutes les catégories. En effet, l'effectif des agents ayant un contrat d'apprentissage ou temporaire a reculé respectivement de 42% et de 10%.

Enfin par rapport aux conflits de travail, ceux individuels restent prédominants et une bonne partie d'entre eux sont encore non réglés.

CHAPITRE XV: TRANSPORT

INTRODUCTION

Le transport désigne le déplacement d'objets, de marchandises, ou d'individus (humains ou animaux) d'un endroit à un autre. Le mode de transport dépend du type de véhicule ou d'infrastructures utilisées. Ainsi, les différents modes sont : le transport routier, le transport ferroviaire, le transport maritime et le transport aérien.

Le transport est un moteur crucial du développement économique et social d'un pays. En effet, il permet notamment l'accès aux emplois, à l'éducation et aux services de santé, la livraison des produits et des services dans le monde, ainsi que les interactions entre individus. Par exemple, en construisant des routes dans les zones rurales, on peut faciliter l'accès aux soins postnataux et, éviter un certain nombre de décès maternels, faire progresser le taux de scolarisation des filles et accroître et diversifier le revenu des agriculteurs en leur permettant d'accéder aux marchés. De ce fait, le transport joue un rôle de premier plan dans la lutte contre la pauvreté et occupe une place transversale dans la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD) puisqu'il est indispensable à l'atteinte de la plupart des ODD (ODD2, ODD3, ODD7, ODD8, ODD9, ODD10, ODD11, ODD12...). Egalement, il est au cœur du Plan Sénégal Emergent (PSE).

Dans la région de Dakar particulièrement, des efforts remarquables ont été fournis dans le domaine du transport avec la construction de nombreuses infrastructures routières. Parallèlement, il y a eu des améliorations dans les autres secteurs du transport à savoir le transport ferroviaire, le transport fluvial et le transport maritime.

Ainsi, au vu de la haute importance du secteur du transport, il est important de disposer de statistiques permettant de suivre l'évolution du secteur mais également d'avoir une idée claire sur la situation de ce secteur afin de pouvoir régler les éventuels problèmes.

Ce chapitre examine la situation des différents sous-secteurs du transport notamment l'évolution qui a eu lieu au cours des dernières années (2017, 2018 et 2019).

XV.1. LES TRANSPORTS TERRESTRES

XV.1.1. LE TRANSPORT ROUTIER

XV.1.1.1. LE RESEAU ROUTIER

Le réseau routier de la région de Dakar est réparti de la manière suivante :

- les routes nationales qui assurent la liaison entre les régions ;
- les routes régionales qui relient les départementales d'une même région ;
- les routes départementales qui relient les communes d'un même département ;
- et les voiries urbaines qui assurent le déplacement dans le centre urbain.

Tableau XV. 1 : Situation et évolution du réseau routier par circonscription administrative

Classification des routes	Type de routes	Dakar			Guédiawaye			Pikine			Rufisque			Région		
		2016	2017	Variation en %	2016	2017	Variation en %	2016	2017	Variation en %	2016	2017	Variation en %	2016	2017	Variation en %
Nationales	Bitumées (Km)	26	26	0				7	7	0	51	51	0	84	84	0
	Non Bitumées (Km)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Total (Km)	26	26	0				7	7	0	51	51	0	84	84	0
Régionales	Bitumées (Km)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	19,5	19,5	0	19,5	19,5	
	Non Bitumées (Km)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Total (Km)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	19,5	19,5	0	19,5	19,5	0
Départementales	Bitumées (Km)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Non Bitumées (Km)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	12,4	12,4	0	12,4	12,4	0
	Total (Km)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	12,4	12,4	0	12,4	12,4	0
Voiries Urbaines	Bitumées (Km)	200,8	200,8	0	55,2	55,2	0	17,4	17,4	0	8,5	8,5	0	281,4	281,4	0
	Non Bitumées (Km)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Total (Km)	200,8	200,8		55,2	55,2		17,4	17,4		8,5	8,5	-	281,4	281,4	-
Ensemble	Bitumées (Km)	226,8	226,8		55,2	55,2		24,4	24,4		79	79	-	384,9	384,9	0
	Non Bitumées (Km)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	12,4	12,4	-	12,4	12,4	0
	Total (Km)	226,8	226,8	0	55,2	55,2	0	24,4	24,4	0	91,4	91,4	0	397,8	397,8	0

Source : Données 2016-2017, Bureau Régional du Transport Terrestre (BRTT)

Le tableau ci-dessus donne la situation du réseau routier selon les types de routes (bitumées et non bitumées) et leur classification dans les différents départements de la région. D'après le Bureau régional du Transport Terrestre (BRTT), en 2017, la distance totale de route bitumée dans la région a été évaluée à 384,9 km et la majeure partie (281,4 km) appartient au réseau des voiries urbaines. Les routes non bitumées sont rencontrées généralement dans les routes de types départementaux reliant les communes d'un même département.

Aujourd'hui, pour améliorer le déplacement et l'accessibilité de la population aux services, plusieurs projets phares de la capitale sont axés dans le secteur du transport. Ainsi, les projets lancés dans ces dernières années au niveau de la région peuvent se résumer comme suit :

Tableau XV. 2 : Projets en cours dans la région

Titre du Projet	Linéaire	Département
Construction de la Voie de Dégagement Nord LOT 2: CICES - Golf Club de Guédiawaye	8,5	Dakar-Guédiawaye
Construction de Voiries à Dakar et autour de l'Institut Islamique Cheikh Ahmadou Bamba à Colobane (ICAB)	4	Dakar
Programme de modernisation des villes du Sénégal (PROMO-VILLES _ LOT 1): Dakar et Banlieue Phase pilote BCI	22	Dakar-Guédiawaye-Pikine-Rufisque
Programme de modernisation des villes du Sénégal (PROMOVILLES BAD ZONE DAKAR)	17	Dakar-Guédiawaye-Pikine-Rufisque
Elargissement et Aménagement de la route des NIAYES y/c les voiries urbaines de connexion lots 1 (Liberté 6 - Cambérène): 4,5 Km de routes en 2x2 voies et 15 km de voiries en pavés,	19,5	Dakar-Guédiawaye
Elargissement et Aménagement de la route des NIAYES y/c les voiries urbaines de connexion lots 2 (Cambérène-thiaroye): 8,5 Km de routes en 2x2 voies et 19 km de voiries en pavés,	27,5	Guédiawaye-Pikine
Elargissement et Aménagement de la route des NIAYES y/c les voiries urbaines de connexion lot 3 (Thiaroye – Keur Massar) 10 Km de routes en 2x2 voies et 11 km de voiries en pavés	21	Pikine-Rufisque
Réhabilitation de routes de connexion à la route des NIAYES: YOUSOU MBARGANE-RN1	1,7	Rufisque

Source : Données 2016-2017, Bureau Régional du Transport Terrestre (BRTT)

XV.1.1.2. LE PARC AUTOMOBILE

Le parc automobile de la région de Dakar est constitué des types de véhicule suivants : voitures particulières, taxis interurbains, autocars (+ de 8 places), camionnettes, camions, tracteurs routiers, semi-remorques, deux roues (motos), tricycles, etc. En 2019, le parc automobile de la région a compté 454 454 véhicules contre 411 664 en 2018 soit une évolution de 10%. La plupart de ces véhicules sont concentrés dans le département de Dakar et ceci quel que soit le type de véhicule : 77% en moyenne au

cours de ces deux dernières années. Après viennent respectivement les départements de Pikine (13%), de Guédiawaye (6%) et de Rufisque (4%).

Tableau XV. 3 : Evolution du parc automobile selon le type de voiture, par circonscription administrative

Type de véhicule	Dakar			Guédiawaye			Pikine			Rufisque			Région		
	2018	2019	Variation %	2018	2019	Variation %	2018	2019	Variation %	2018	2019	Variation %	2018	2019	Variation %
Voitures particulières	172250	198748	15,38	15405	17587	14,16	28963	33498	15,66	9575	11048	15,38	226193	260881	15,34
Taxis interurbains	242	242	0,00	56	56	0,00	140	144	2,86	32	32	0,00	470	474	0,85
Taxis urbains	18838	19897	5,62	3062	3267	6,69	5286	5626	6,43	333	355	6,61	27519	29145	5,91
Autocars (+ de 8 places)	5855	6504	11,08	1027	1102	7,30	2674	2864	7,11	431	462	7,19	9987	10932	9,46
Camionnettes	33849	38099	12,56	1642	2027	23,45	4688	5345	14,01	1752	1934	10,39	41931	47405	13,05
Camions	6192	6999	13,03	388	440	13,40	1537	1648	7,22	515	552	7,18	8632	9639	11,67
Tracteurs routiers	7510	8426	12,20	401	481	19,95	1462	1723	17,85	744	788	5,91	10117	11418	12,86
Semi-remorques	9265	9797	5,74	403	452	12,16	1656	1749	5,62	786	814	3,56	12110	12812	5,80
Deux roues (motos)	26021	30598	17,59	653	880	34,76	1358	1908	40,50	451	600	33,04	28483	33986	19,32
Tricycles	1407	2002	42,29	49	89	81,63	158	241	52,53	80	114	42,50	1694	2446	44,39
Autres	33796	27639	18,22	2479	1861	24,93	6725	4554	32,28	1528	1262	17,41	44528	35316	20,69
Total	315225	348951	10,70	25565	28242	10,47	54647	59300	8,51	16227	17961	10,69	411664	454454	10,39

Source : Données 2018-2019, Bureau Régional du Transport Terrestre (BRTT)

Par rapport aux types de véhicules, il ressort de l'analyse du tableau ci-dessus que la majorité du parc automobile est constituée de voitures particulières (55% en 2018 et 57% en 2019). Elles sont suivies des camionnettes qui ont représenté en moyenne 10% du parc automobile durant ces deux dernières années. Par ailleurs, il y a les deux roues qui prennent de plus en plus de l'ampleur en constituant respectivement 6 puis 7% du parc automobile de la région de Dakar. Quant aux taxis urbains et interurbains, leurs pourcentages sont évalués respectivement à 6% et 0,10% en 2019. Les autocars et les camions ont chacun représenté 2% du parc automobile. Enfin, il y a les semi-remorques qui ont fait près de 3% du parc.

Outre ceci, concernant la répartition par type de véhicule, les mêmes tendances qu'au niveau global sont retrouvées. En effet, quel que soit le type de véhicule, les véhicules sont toujours plus présents dans le département de Dakar avec un pourcentage d'au moins égal à 60%. Aussi, les variations notées entre 2018 et 2019 sont généralement positives reflétant ainsi l'augmentation du volume du parc automobile d'année en année.

Par ailleurs, il faut signaler la vétusté de plus de la moitié du parc automobile. L'analyse du tableau XV.4 permet de voir qu'en moyenne 60% des véhicules de la région sont âgés de plus de 10 ans. Cette vétusté a plus touché d'ailleurs les taxis interurbains dont la quasi-totalité (99%) a eu plus de 10 ans d'existence. Il en est de même pour les taxis urbains pour lesquels 93% d'entre eux ont eu plus de 10 ans en 2019 et 89% en 2018. Concernant les voitures particulières représentant le type de véhicule le plus abondant dans la région, il est noté que 63% d'entre elles ont eu plus de 10 ans, 26% âgés de 6 à 10 ans et seul 11% d'entre elles ont moins de 5 ans d'existence.

Cette vétusté du parc automobile touche moins les tricycles (9% en 2019) et les deux roues (36% en 2019). Aussi, il y a les camionnettes pour lesquelles il est constaté que près de la moitié est âgée de moins de 10 ans. Cependant, pour le reste des types de véhicules non cités, le pourcentage ayant plus de 10 ans a dépassé le niveau de 50%.

Ainsi, au vu de ces résultats, il importe de veiller à l'âge des véhicules qui entre sur le territoire car l'ancienneté des véhicules peut avoir divers conséquences dont les accidents, la pollution, etc.

Tableau XV. 4 : Evolution du parc automobile selon le type de voiture et l'âge des véhicules

Type de véhicule	Age des véhicules								
	De 0 à 5 ans			De 6 à 10 ans			Plus de 10 ans		
	2018	2019	Variation %	2018	2019	Variation %	2018	2019	Variation %
Voitures particulières	27781	30108	8,38	59595	66660	11,86	150336	158244	5,26
Taxis interurbains	0	0		6	6	0,00	466	555	19,10
Taxis urbains	355	388	9,30	2198	1619	-26,34	20664	26138	26,49
Autocars (+ de 8 places)	1721	1796	4,36	1183	1529	29,25	7358	7973	8,36
Camionnettes	11872	13096	10,31	11659	13218	13,37	24217	25596	5,69
Camions	1435	2592	80,63	974	1569	61,09	10665	12295	15,28
Tracteurs routiers	1067	1170	9,65	1195	1337	11,88	8660	8893	2,69
Semi-remorques	1032	1200	16,28	591	649	9,81	10596	11120	4,95
Deux roues (motos)	10817	12844	18,74	8554	9757	14,06	10962	12627	15,19
Tricycles	1129	1804	59,79	422	443	4,98	208	209	0,48
Autres	4957	4992	0,71	5803	4903	-15,51	12945	15900	22,83
Total	62166	69990	12,59	92180	101690	10,32	257077	279550	8,74

Source : Données 2018-2019, Bureau Régional du Transport Terrestre (BRTT)

XV.1.1.3. LES NOUVELLES IMMATICULATIONS ET AUTRES OPERATIONS SUR LES VEHICULES

Chaque année, le nombre de véhicules nouvellement immatriculés augmente. De 2017 à 2018, le taux d'évolution a été estimé à 3% et cette augmentation a été plus considérable entre 2018 et 2019 (31%). Au total, le nombre de véhicules immatriculés

en 2019 s'est chiffré à 42 250 et plus de la moitié d'entre eux sont des voitures particulières (25 038 soit un pourcentage 59%). Paradoxalement, depuis l'année 2017, aucun taxi interurbain n'a été reçu au niveau du Bureau Régional du Transport Terrestre pour immatriculation. Aussi, très peu de taxi urbain ont été nouvellement immatriculés (35 en 2017, 133 en 2018 et 68 en 2019). Ce sont d'ailleurs les véhicules de types deux roues qui viennent après les véhicules particuliers (3 472 en 2017, 3 354 en 2018 et 5 336 en 2019). Ensuite, il y a les camionnettes qui ont représenté 9% des véhicules nouvellement immatriculés en 2019. Enfin, mis à part les types de véhicules regroupés dans la modalité « autres », l'effectif du reste des véhicules fait moins de 1000 pour chaque type.

Tableau VI. 5 : Evolution du nombre de véhicules nouvellement immatriculés selon le type

Types des véhicules immatriculés	2017	2018	2019	variation 2018/2017 en %	variation 2019/2018 en %
Voitures particulières	17856	19391	25038	8,60	29,12
Taxis interurbains	0	0	0	-	-
Taxis urbains	35	133	68	280,00	-48,87
Autocars (+ de 8 places)	261	401	560	53,64	39,65
Camionnettes	3765	3245	3904	-13,81	20,31
Camions	737	875	704	18,72	-19,54
Tracteurs routiers	589	873	956	48,22	9,51
Semi-remorques	654	960	889	46,79	-7,40
Deux roues (motos)	3472	3354	5336	-3,40	59,09
Tricycles	245	501	739	104,49	47,50
Autres	3816	2547	4059	-33,25	59,36
Total	31 430	32 280	42 250	2,70	30,89

Source : Données 2018-2019, Bureau Régional du Transport Terrestre (BRTT)

Ces véhicules nouvellement immatriculés ne sont pas tous neufs. D'ailleurs, la plupart d'entre eux sont des voitures d'occasion. En 2019, sur les 42 250 véhicules immatriculés, seuls 11 726 ont été des véhicules neufs soit 28%. Le nombre de véhicules d'occasion a explosé de 40% entre 2018 et 2019.

Tableau VI. 6 : Evolution du nombre de véhicules nouvellement immatriculés selon l'état

Etat des véhicules immatriculés	2017	2018	2019	variation 2018/2017 en %	variation 2019/2018 en %
Véhicules neufs	10054	10503	11726	4,47	11,64
Véhicules d'occasion	21376	21777	30524	1,88	40,17
Total	31430	32280	42250	2,70	30,89

Source : Données 2018-2019, Bureau Régional du Transport Terrestre (BRTT)

A côté des immatriculations, le Bureau Régional du Transport Terrestre (BRTT) effectue également d'autres opérations telles que les mutations, les duplicata et renouvellements. Globalement, il a été dénombré en 2017, 23 987 opérations sans attribution de nouveau numéro. Ce nombre a augmenté de 12% en 2018 puis a reculé de 7% à l'année 2019. Cette baisse a été constatée dans toutes opérations sans

attribution de numéro en 2019. Ces opérations sont dominées par les mutations qui en ont constitué une proportion égale au moins à 62%.

Tableau VI. 7 : Evolution des opérations sans attribution de nouveau numéro

Opérations	2017	2018	2019	variation 2018/2017 en %	variation 2019/2018 en %
Mutations	14873	17504	15899	17,69	-9,17
Duplicata	4463	5447	5408	22,05	-0,72
Renouvellement	4651	3958	3838	-14,90	-3,03
Total	23 987	26 909	25 145	12,18	-6,56

Source : Données 2018-2019, Bureau Régional du Transport Terrestre (BRTT)

XV.1.1.4. LES PERMIS DE CONDUIRE

Pour avoir un permis de conduire, il faudrait passer l'examen du code de la route puis celui de la conduite. Pour l'examen du code de la route, le pourcentage des admis sur l'ensemble des inscrits a été de 82% en 2019 et 61% en 2018. Quant à la conduite, le taux de réussite a été très faible en 2019 avec un pourcentage de 32% contre 85% en 2018. La plupart des types de permis recherchés concernent les véhicules légers. Le nombre d'inscrit à l'examen du code de la route a été de 54 359 en 2018 et de 40 364 en 2019 soit une baisse de 26%. Cependant, le nombre d'admis a été pratiquement le même avec une légère augmentation de 1,89% en 2019. Aussi, de 2018 à 2019, le nombre d'admis à la conduite pour les véhicules légers a fortement diminué avec un taux de réussite qui passe de 70% à 41%.

Tableau VI. 8 : Evolution du nombre d'inscrits et d'admis aux examens du code de la route et de la conduite selon le type de permis

Type de permis	Année	Code de la route			Conduite		
		Inscrits	Admis	% Admis / Inscrits	Inscrits	Admis	% Admis / Inscrits
Deux roues	2018	1118	606	54,20	790	514	65,06
	2019	743	572	76,99	572	313	54,72
	Variation %	-33,54	-5,61		-27,59	-39,11	
Véhicules légers	2018	54359	33028	60,76	42879	29799	69,50
	2019	40364	33621	83,29	48758	20102	41,23
	Variation %	-25,75	1,80		13,71	-32,54	
Poids lourds	2018	22702	14585	64,25	17525	14443	82,41
	2019	10620	8210	77,31	25864	6208	24,00
	Variation %	-53,22	-43,71		47,58	-57,02	
Transport en commun	2018	5166	2893	56,00	3908	2874	73,54
	2019	2083	1503	72,16	2364	987	41,75
	Variation %	-59,68	-48,05		-39,51	-65,66	
Ensemble	2018	83345	51112	61,33	56250	47630	84,68
	2019	53810	43906	81,59	85086	27617	32,46

	Variation %	-35,44	-14,10		51,26	-42,02	
--	--------------------	--------	--------	--	-------	--------	--

Source : Données 2018-2019, Bureau Régional du Transport Terrestre (BRTT)

Après les véhicules légers, il y a ceux de poids lourds constituant le deuxième type de permis le plus recherché. Egalement, pour ce type de permis, le nombre d'admis obtenus en 2019 a fortement baissé aussi bien pour l'examen du code de la route que celui pour la conduite. Enfin, pour les transports en commun et les deux roues, la même situation est observée c'est-à-dire une baisse simultanée du nombre d'inscrits et d'admis dans les deux examens pour l'obtention du permis de conduire.

XV.1.1.5. LES TYPES DE TRANSPORT ROUTIERS

▪ **Le transport urbain**

Les bus, les « cars rapides », les taxis, les scooters et quelques autres véhicules particuliers assurent une partie des déplacements des Dakarois. Le reste est couvert par les minicars Ndiaga Ndiaye, les bus Tata, les bus de la compagnie nationale Dakar Dem Dikk. Il y a aussi des taxis dits « clandos » et la marche à pied. Les cars rapides et les Ndiaga Ndiaye assurent des dessertes urbaines ou des liaisons interurbaines selon leur type de licence. Cependant, l'Etat envisage de les retirer de la circulation sous peu. Parallèlement, dans le cadre de la modernisation du transport urbain de la région de Dakar, le gouvernement s'est lancé dans la mise en place d'un réseau de Bus Rapide Transit (BRT) et d'un Train Express Régional (TER).

A la périphérie de Dakar, s'est instaurée une catégorie de taxis dits clandos qui n'ont pas de licence mais dont l'existence s'est imposée. Ils pratiquent, dans la plupart des cas, le covoiturage (répartition du prix de la course entre les occupants du taxi).

▪ **Le transport interurbain**

Dans la région de Dakar, le transport interurbain est assuré par les bus Dakar Dem Dikk, les bus Tata, les Taxis, et les Mercedes Ndiaga Ndiaye. On peut noter que le transport collectif assure la majeure partie des déplacements de la population en milieu urbain, ce phénomène est aussi observé pour les déplacements interurbains. Aussi il est important de signaler que le petit train bleu intervient aussi dans le transport en commun sur la ligne Dakar – Rufisque.

XV.1.2. LE RESEAU FERROVIAIRE

La ligne ferroviaire Dakar-Bamako est longue de 1 287 Km. Le Transrail est devenu Dakar-Bamako ferroviaire. Le changement a été effectif depuis mars 2016. Il ne s'agit pas d'une nouvelle société, mais d'un organe de gestion de l'activité ferroviaire Dakar-Bamako après la résiliation de la concession³⁶.

La longueur de la voie ferrée s'étend de 92 kilomètres entre Dakar et Tivaouane. Elle se répartit ainsi :

- ❖ Colobane - Rufisque 24 kilomètres voie unique ;
- ❖ Rufisque - Sébikotane 15 kilomètres voie unique ;
- ❖ Sébikotane - Thiès 33 kilomètres en double voie ;
- ❖ et Thiès - Tivaouane 22 kms en voie unique.

La voie est très vétuste sur une distance, surtout entre Thiès et Lam Lam. La voie ferrée posée depuis 1885 connaît un état de dégradation avancé, faute d'investissement. Cependant, on peut noter 9 gares et 10 haltes. Parmi ces gares, on peut citer : la gare de Colobane, de Hann, de Thiaroye, de Rufisque, de Bargny, de Sébikotane, de Pout, de Thiès, de Tivaouane et de Mbao (fermée à l'exploitation).

Le PTB dispose 6 locomotives dont 3 réversibles et 46 voitures voyageuses. Ce parc lui permet d'effectuer dix-huit (18) rotations par jour. En effet, le nombre de rotations journalières était à vingt-huit (28) réparti en 26 entre Dakar et Rufisque et 2 entre Dakar et Thiès. Le plan de mouvement a été réduit pour les besoins des travaux du projet de Train Express Régional (TER).

XV.2. LE TRANSPORT FLUVIAL ET/OU MARITIME

XV.2.1. LES INFRASTRUCTURES PORTUAIRES

Le transport maritime est largement dominé par les activités du Port de Dakar. Ce dernier, situé dans le département de Dakar, occupe une superficie de 237 hectares et constitue la principale infrastructure de la région et du pays pour ce qui est des

³⁶ Faute de données statistiques, ce point n'est pas traité au détail.

échanges maritimes commerciaux. Avec un plan d'eau de 177 hectares, le port dispose d'infrastructures terrestres réparties sur deux zones distinctes séparées par un port de pêche, des ateliers de réparation navale et une zone militaire.

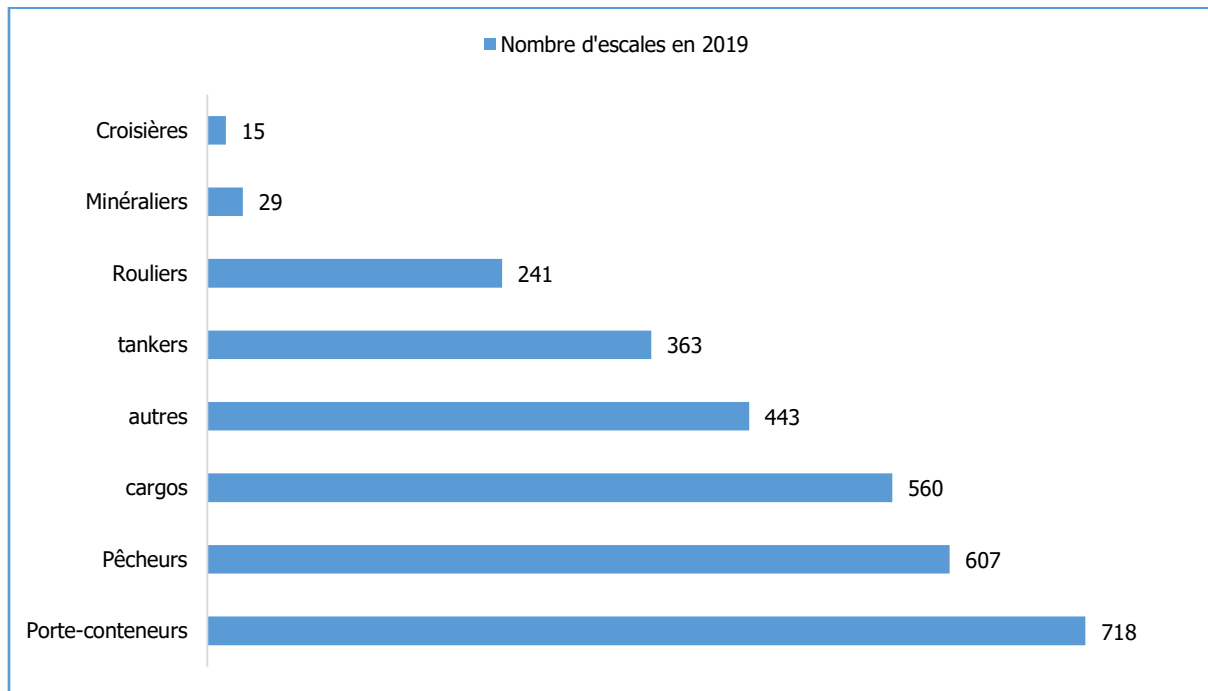
La Zone Sud est composée de trois môtles et est dédiée aux marchandises diverses, au trafic conteneurisé, au transit malien et au trafic de passagers. Elle dispose de 15 postes à quais avec 22,9 ha de terre-pleins. La Zone Nord est composée de 4 môtles, du terminal à conteneurs et du wharf pétrolier. Ses installations sont dédiées aux marchandises diverses, au vrac solides et liquides. Elles sont composées de 23 postes à quais avec 75,8 ha de terre – pleins dont 14 ha pour le terminal à conteneurs qui sera porté à 20 ha après extension. Le Port de Pêche dispose de 9 postes avec une superficie de 10 ha. Elle abrite des unités industrielles de transformation et de conservation de poissons, de congélation de produits halieutiques, de fabrique de glace et d'entrepôts frigorifiques.

XV.2.2. LES MOUVEMENTS DE NAVIRES ET/ OU D'AUTRES

EMBARCATIONS

Avec 2 976 escales réalisées, le trafic navires a atteint 95% des prévisions établies pour 2019 d'après le rapport statistique de l'année 2019 du Port Autonome de Dakar. Selon la répartition du nombre d'escales par type de navire, il y a plus de touchées de porte-conteneurs pour une part de 24,1% contre 20,4% pour les navires de pêche, 18,8% pour les cargos, 14,9% pour les navires autres, 12,2% pour les tankers, 8,1% pour les rouliers, 1% pour les minéraliers et 0,5% pour les croisières.

Graphique XV. 1 : Répartition du nombre d'escales par type de navire en 2019



Source : Rapport statistique 2019, Port Autonome de Dakar (PAD)

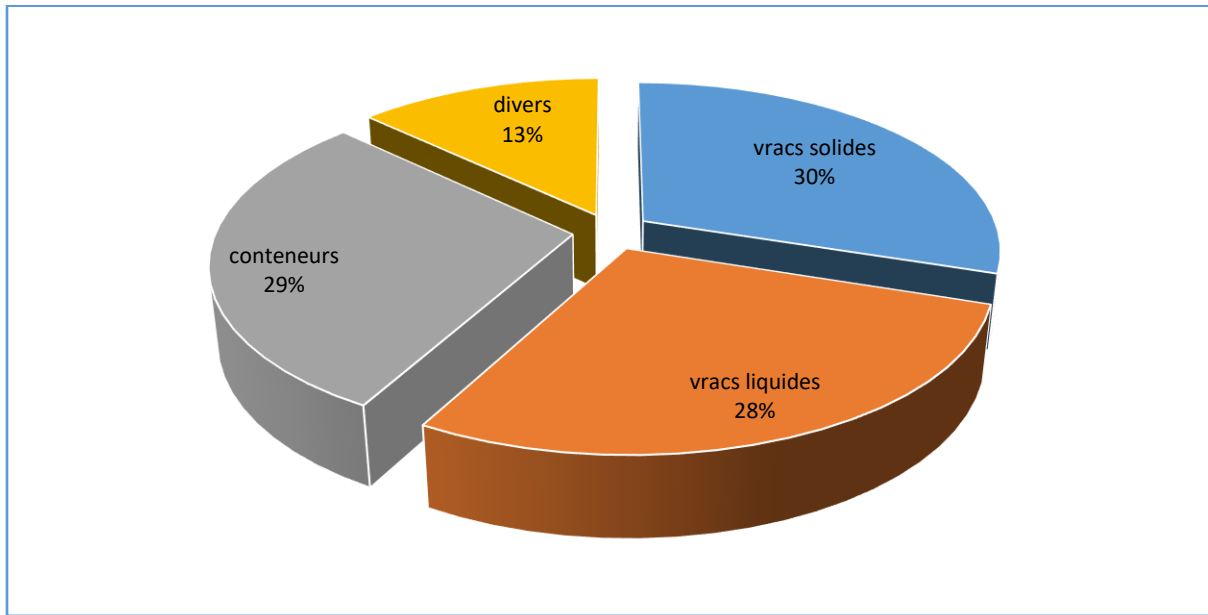
XV.2.3. LE TRANSPORT DES MARCHANDISES

Le port autonome de Dakar a totalisé un trafic de 19 551 914 tonnes de marchandise au terme de l'année 2019 contre 19 220 341 tonnes en 2018. Ce qui équivaut à une hausse de 1,72%. Ce trafic de marchandise peut être analysé par type de conditionnement (vracs solides, vracs liquides, conteneurs, divers) ou selon le sens (débarquements, embarquements, transit).

XV.2.3.1. STRUCTURE DU TRAFIC GLOBAL PAR TYPE DE CONDITIONNEMENT

La structure du trafic de global par type de conditionnement attribue 30% aux vracs solides, 29% au trafic conteneurisé, 28% aux vracs liquides et 13% aux marchandises diverses. Ainsi, le trafic global sans pêche est équivalent à un volume de 18 851 020 tonnes.

Graphique XV. 2 : Structure du trafic global de marchandises du port de Dakar par type de conditionnement en 2019

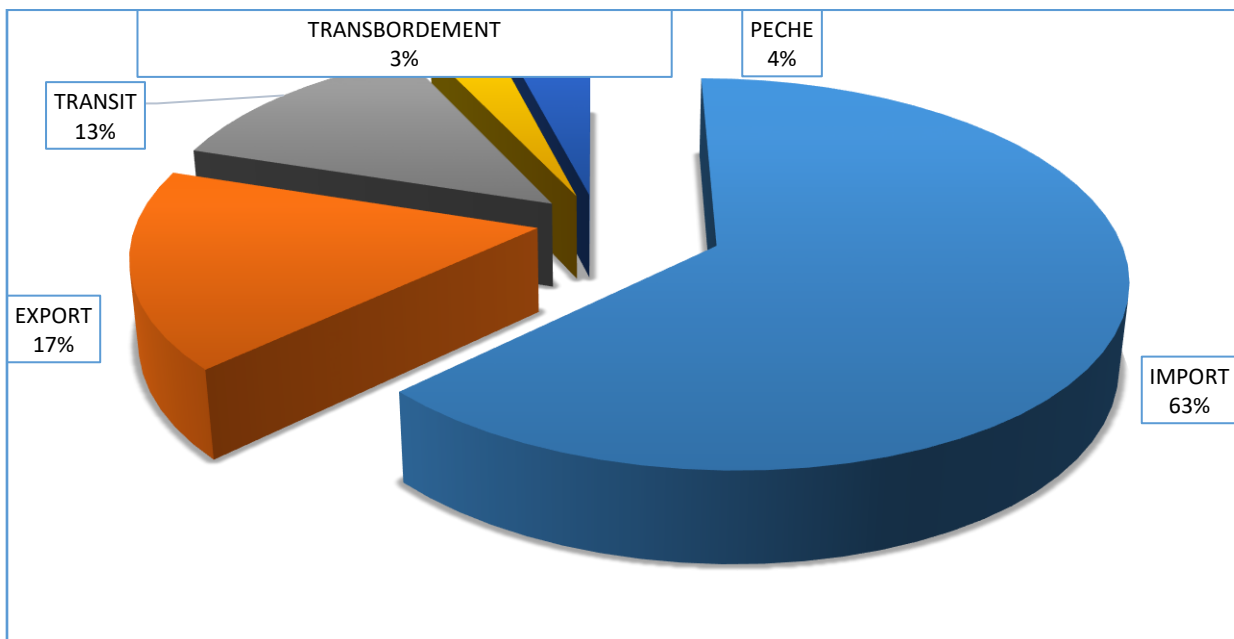


Source : Rapport statistique 2019, Port Autonome de Dakar (PAD)

XV.2.3.2. STRUCTURE DU TRAFIC GLOBAL PAR SENS

La répartition du tonnage global par sens attribue des parts de marché de 63%, 17%, 13%, 3% et 4% respectivement à l'Import, à l'Export, au Transit, au Transbordement et à la Pêche.

Graphique XV. 3 : Structure du trafic global par sens en 2019



Source : Rapport statistique 2019, Port Autonome de Dakar (PAD)

En valeur absolue, au cours de l'année 2019, le volume des imports ont correspondu à 12 336 829 tonnes, les exports à 3 269 409 tonnes, le transit à 2 605 009 tonnes, le transbordement à 639 773 tonnes et la pêche à 700 894 tonnes. Comparativement à l'année 2018, il ressort du tableau XV.5 qu'en dehors du transit, du transbordement et des débarquements, l'ensemble des autres types de trafic ont connu une évolution positive.

Tableau XV. 5 : structure du trafic global par sens en 2018 et en 2019

SENS DE TRAFIC	Tonnage 2018	Tonnage 2019	Variation 2019/2018 en %
Import	12 315 187	12 336 829	0,18
Export	2 907 971	3 269 409	12,43
Transit	2 719 352	2 605 009	-4,20
Transbordement	724 201	639 773	-11,66
Trafic global sans pêche	18 666 711	18 851 020	0,99
Pêche	553 630	700 894	26,60
Trafic global avec pêche	19 220 341	19 551 914	1,73
Dont DEBARQUEMENTS	15 463 221	15 348 394	-0,74
Embarquements	3 757 120	4 203 520	11,88

Source : Rapport statistique 2019, Port Autonome de Dakar (PAD)

▪ Les débarquements

En croissance continue depuis 2010, le trafic des marchandises débarquées en 2019 a connu un repli en valeur absolue de 114 827 tonnes par rapport à 2018. Le tonnage débarqué constitue 94% des prévisions de débarquements. Cette baisse des débarquements se justifie par le recul des importations de produits tels que le soufre (-33%), le riz (-13%), le pétrole brut (-13%), la houille (-9%) et le maïs (-8%). La structure du trafic révèle des contributions de 80,4%, 15,5%, 1,8% et 2,3% respectivement pour l'Import, le Transit Entrée, le Transbordement Entrée et la Pêche Entrée.

▪ Les embarquements

Les embarquements enregistrent 446 400 tonnes de plus qu'en 2018. Ainsi les prévisions de trafic établies pour 2019 (5 035 000 tonnes) sont réalisées à hauteur de 83%. Ces résultats obtenus sont à mettre à l'actif de la progression des exportations qui ont connu une croissance respective de 8%, 11%, 13% et de 12% par rapport 2015, 2016, 2017 et 2018. En effet en 2019 la demande extérieure représente 77,78%

du volume global embarqué contre 5,46%, 8,47% et 8,29% respectivement pour le Transit Sortie, le Transbordement Sortie et la Pêche Sortie. La nette satisfaction des exportations d'arachides (+237%), de sel (+34%), d'acide phosphorique (+21%), de phosphate (+13%) et d'ilménite (+2%) a largement soutenu cette performance réalisée sur ce segment de trafic.

▪ Le transit

Le trafic Transit, qui se chiffre à 2 605 009 tonnes, a accusé un repli de 4% par rapport à 2018. En effet, la décélération du Transit Mali (-4%) explique largement cette situation car il a représenté 96% du transit global en 2019. De plus, le transit Mali, qui s'établit à 2 511 336 tonnes en a connu une baisse considérable aussi bien pour le trafic à destination du Mali (-5%) que pour le trafic de marchandise en provenance du Mali (-4%).

Le « Transit Autres » qui représente 3% du trafic transit en 2018, s'est approprié une part de marché de 4% en 2019. Le Transit Gambie est en pole position avec 54,9% devant le transit Guinée Bissau (23%), le transit Mauritanie (13,9%), et le transit Guinée Conakry (5,4%) et enfin le transit Burkina Faso (2,7%) et Niger dans des proportions négligeables (0,2%).

Tableau XV. 6 : Répartition du transit selon la destination

Transit autres	Tonnage	Pourcentage (%)
Burkina Faso	2 521	2,7
Gambie	51 385	54,9
Guinée Bissau	21 514	23,0
Guinée Conakry	5 096	5,4
Mauritanie	13 009	13,9
Niger	148	0,2
Total transit autres	93 673	100,0

Source : Rapport statistique 2019, Port Autonome de Dakar (PAD)

CONCLUSION

En somme, le parc automobile augmente d'année en année et est majoritairement constitué de voitures particulières âgées de plus de 10 ans et ont été achetées en tant que véhicule d'occasion.

Par ailleurs, d'une manière générale, dans la région de Dakar, des investissements conséquents ont été faits dans le secteur du transport notamment pour la réalisation

des infrastructures comme l'autoroute à péage, la construction de routes de connectivité de l'autoroute à péage et d'aménagement de la RN1, la VDN section 3, la construction de l'échangeur de l'émergence etc. Le parc des bus et minibus s'étoffe et les véhicules desservent des zones très reculées. Le Petit train bleu, malgré les difficultés, déplace encore beaucoup de passagers.

Les transports maritimes sont très développés à Dakar avec le port de Dakar qui est une référence dans la sous-région. Toutefois des efforts restent à faire pour résoudre les problèmes que connaît le secteur et réussir le pari du désenclavement des zones de la banlieue.

CHAPITRE XVI: MINES ET ENERGIE

INTRODUCTION

Dans la course au développement socioéconomique, la disponibilité et l'exploitation des ressources minières et énergétiques constitue un avantage comparatif important. Au Sénégal, la politique de développement accorde une importance capitale à l'exploitation des mines et aux ressources énergétiques. L'intégration du développement d'un hub minier régional comme composante des 27 projets phares du PSE montre l'importance que l'état accorde à ce secteur.

La production énergétique au Sénégal est dominée par les produits pétroliers importés, d'où la dépendance envers l'extérieur et la cherté de l'énergie surtout électrique, influencée par les cours mondiaux. En outre, la croissance démographique très rapide et la modernisation des équipements de consommation entraînent une hausse de la demande en énergie alors que l'offre ne suit pas cette demande.

Concernant les mines, cette augmentation de la population avec ses conséquences font que la région de Dakar offre de grandes opportunités pour le développement minier. Toutefois, l'occupation des zones de production par les projets immobiliers et l'extraction excessive du sable entraînent quelques difficultés.

Ce chapitre fait une analyse de la situation des secteurs minier et énergétique dans la région de Dakar.

XVI.1. MINES

Les activités du Service régional des mines portent essentiellement sur le contrôle administratif et technique de l'exploitation minière, la délivrance d'autorisations d'achat, d'importation et de transport de substances explosives à usage civil et le contrôle des bijoux en or.

XVI.1.1. SITUATION DES CARRIERES ET DES MINES

La région de Dakar compte 44 carrières actives en 2019 contre 43 en 2018. Ces carrières s'activent principalement dans l'extraction du sable, du calcaire, de la latérite,

des coquillages et des moellons durant cette période. La plupart de ces carrières se trouvent dans le département de Rufisque plus particulièrement dans la commune de Bambilor et de Sébikotane. Le département de Pikine abrite aussi des carrières de sable dans la zone de Yeumbeul et celui de Dakar dispose d'une carrière d'exploitation de coquillages à Ngor.

Tableau XVI. 1 : Situation des carrières

2018		2019	
CARRIERES	TOTAL	CARRIERES	TOTAL
SABLE		SABLE	
Daraa D S G	10 557 000	CARREFOUR IMMO SERVICE	116 725 800
Carr immo	178 179 000	AÏCHA ENTREPRISE DENI	47 984 400
Sci invest	2 400 000	AÏCHA ENTREPRISE SEBI	3 460 200
Ets gassama	13 329 700	ETS GASSAMA	2 484 000
Ets fall et fre	23 928 000	SSTC	16 031 100
Entr aicha D	40 594 500	ETDK	9 325 800
Entr aicha S	8 436 400	DIAMENTE TECHNOLOGIE	10 174 800
Tabou servic	18 207 300	RUF UNIVERSAL SERVICE	9 208 500
EMTC	1 017 600	ETS AMADOU DIALLO	28 235 400
EDTS	15 974 400	3 KF	49 791 000
ER TECH	320 200	COMMUNAUTE YEUBEUL	17 373 600
LABAI AGEN	1 000 000	AGIC.CM	5 306 700
Touba bouss	195 300	MASSILATOURS	417 300
Ruf	6 432 700	SOCETRA	150 000
Massilatours	2 698 200	YORO FALL	559 200
K inter	1 891 200	EGIMS	396 600
Cisse amar	120 000	KEBE KHEWEL	10 027 200
EDTK	15 929 200	GLOBAL FALLENE HOLDING SERVICE	1 118 400
Al azar	3 012 845		
GIE Agro pasto	1 445 700		
SSTC	20 110 500		
CALCAIRE		CALCAIRE	
SYPROM	1 562 800	DEMBA DEBELE	50 000
kochman	2 107 600	AMADY SYLLA	68 000
SOCOCIM	123 048 956	SECAMI	310 000
		SYLLA NDIAYE	80 000
		BABACAR GUEYE	36 000
		SYPROM	1 500 000
		SOCOCIM INDUSTRIE	116 875 979
LATERITE		LATERITE	
Ousmane nd	500 000	OUSMANE NDIAYE	2 000 000
G layousse	1 500 000	SOTRABAT	4 000 000
axiom	1 430 000		
smit	2 500 000		
SOECO	100 000		
COQUILLAGE		COQUILLAGE	
complexus	2 600 000	ASSANE BEYE	500 000
Assane beye	650 000	COMPLEXUS	50 000
Galaye top	42 000	ETS AMADOU DIALLO	50 000
Cheikh ly	50 000	BAYE GORA	250 000
Village kaniack	150 000	BABACAR DIOP	50 000
GIE Agro pasto	1 142 400	ABDOLAYE DJIGO	50 000
Modou kane	78 000	CHEIKH LY	50 000
Amadou badiane	58 000		
MOELLONS		MOELLONS	
Centre de la mer	1 200 000	AMADOU BA	20 000
Saliou ba	20 000	CENTRE DE LA MER	3 000 000
Arona gaye	50 000	MAGIC LAND	150 000
Mamadou barry	10 000	FALLOU KA	50 000
Amadou ba	40 000		
Ngone mbaye	50 000		
TOTAL G	502 230 001	TOTAL G	457 369 979

Source : Données 2018-2019, Service régional des mines et de la géologie

XVI.1.2. PRODUCTION DES MINES ET CARRIERES

Les recettes de l'exploitation des ressources minérales s'élèvent à 457 369 979 FCFA en 2019. Ce chiffre a reculé de 9% par rapport aux recettes de 2018 qui s'élevaient à 502 236 001. Cette diminution des recettes provient de la baisse des gains de trois secteurs phares des mines à Dakar. En effet, les recettes de l'extraction du sable ont passé de 365 779 745 FCFA en 2018 à 328 770 000 FCFA soit une baisse de (10%). Egalement, les recettes du calcaire ont baissé de 6%, soit 118 919 979 FCFA en 2019 contre 126 719 356 FCFA. L'exploitation du coquillage est également affectée par un recul de 59% de ces recettes. A l'opposé de cette tendance, on note une augmentation des recettes liées à l'exploitation de la latérite (plus de 1%) et des moellons (135%). Cette tendance haussière pourrait s'expliquer par la mise en œuvre de grands chantiers de concentration dont le pôle urbain de Diamniadio.

Tableau XVI. 2 : Evolution de la production des carrières selon le volume et la valeur

Type	2018		2019		Variation en %	
	Volume (en m ³)	Valeur (en 1000 FCFA)	Volume (en m ³)	Valeur (en 1000 FCFA)	Volume	Valeur
Sable	1 219 266	365 779 745	1 095 900	328 770 000	-10,12	-10,12
Calcaire		126 719 356		118 919 979		-6,15
Latérite		5 930 000	12 000	6 000 000		1,18
Coquillage		2 430 900	920	1 000 000		-58,86
Moellons		1 370 000	6 440	3 220 000		135,04
.....						
Total	1 219 266	502 230 001	1 115 260	457 369 979		

Source : Données 2019, Service régional des mines et de la géologie

XVI.2. ENERGIE

XVI.2.1. ENERGIE ELECTRIQUE

L'alimentation en électricité de la région de Dakar est assurée par la Société Nationale d'Electricité du Sénégal (SENELEC). Sa mission se résume à la production, au transport et à la distribution de l'énergie électrique à des coûts accessibles à la clientèle.

XVI.2.2. LES ABONNES

Le nombre d'abonnés à la SENELEC dans la région de Dakar en 2019 se chiffre à 722 945. Entre 2018 et 2019, l'évolution des abonnés a connu une variation positive de 10%. Cette variation est plus élevée dans les départements de Rufisque et Pikine avec des proportions respectives de 16% et 12%. En termes de répartition géographique, on note des disparités importantes entre les départements. Le

département de Dakar, concentre près de la moitié des abonnés (47%). Il est suivi du département de Pikine, Rufisque et Guédiawaye abritant respectivement 31,5%, 15,6% et 6% d'abonnés.

La quasi-totalité des clients de la région sont abonnés à l'électricité basse tension. Les clients abonnés à l'électricité moyenne tension se retrouve essentiellement dans le département de Dakar alors que ceux abonnés à la haute tension se concentrent à Rufisque.

Tableau XVI. 3 : Evolution du nombre d'abonnés selon le type d'abonnement, par circonscription administrative

Circonscription administrative	Année	BT	MT	HT	Exportations	Total
Département de Dakar	2018	316 184	890			317 074
	2019	339 129	979			340 108
	Variation (en %)	7,26				7,26
Département de Guédiawaye	2018	41 919				41 919
	2019	43 126				43 126
	Variation (en %)	2,88				2,88
Département de Pikine	2018	202 856				202 856
	2019	227 327				227 327
	Variation (en %)	12,06				12,06
Département de Rufisque	2018	96 793		3		96 796
	2019	112 381		3		112 384
	Variation (en %)	16,10		0,00		16,10
Région de Dakar	2018	657 752	890	3		658 645
	2019	721 963	979	3		722 945
	Variation (en %)	9,76	10,00	0,00		9,76
Sénégal	2018	1 444 773	2 648	5	2	1 447 426
	2019	1 593 786	2 983	6	1	1 596 775
	Variation (en %)	10,31	12,65	20,00	-50,00	10,32

Source : Données 2019, SENELEC

XVI.2.3. LA CONSOMMATION

Au cours de l'année 2019, la consommation totale de la région de Dakar en électricité est évaluée à 2 079 723 397,40 KWh ce qui représente 58% de la consommation nationale. Entre 2018 et 2019, la consommation d'énergie au niveau de la région a augmenté de 35%. Cette hausse est observable pour les différentes catégories de clients mais reste particulièrement prononcé pour les clients basse tension (49%) et ceux vivant dans le département de Pikine (59%). Par ailleurs, comparé au niveau national, le rythme d'augmentation de la consommation en électricité demeure nettement plus rapide à Dakar.

Tableau XVI. 4 : Evolution de la consommation d'énergie électrique selon le type d'abonnement, par circonscription administrative

Circonscription administrative	Année	BT (kwh)	MT (kwh)	HT (kwh)	Exportations	Total (kwh)
Département de Dakar	2018	481 937 235	642 424 761	0	0	1 124 361 996
	2019	688 058 738	773 509 895			1 461 568 633
	Variation (en %)	42,77	20,40			29,99
Département de Guédiawaye	2018	38 116 384				38 116 384
	2019	53 666 295				53 666 295
	Variation (en %)	40,80				40,80
Département de Pikine	2018	162 278 736				162 278 736,00
	2019	258 061 723				258 061 723
	Variation (en %)	59,02				59,02
Département de Rufisque	2018	75 966 616		141 195 228		217 161 844,00
	2019	133 442 404		172 984 342		306 426 746
	Variation (en %)	75,7		22,51		41,11
Région de Dakar	2018	758 298 971	642 424 761	141 195 228	0	1 541 918 960,00
	2019	1 133 229 160	773 509 895	172 984 342	0	2 079 723 397,40
	Variation (en %)	49,44	20,40	22,51		34,88
Sénégal	2018	2 092 243 477	1 022 703 965	203 704 428	10 662 442	3 329 314 312,20
	2019	2 280 813 120	1 082 598 704	237 466 143	15 504 986	3 616 382 952,50
	Variation (en %)	9,01	5,86	16,57	45,42	8,62

Source : Données 2019, SENELEC

CONCLUSION

Le secteur minier est en plein essor dans la capitale, avec une exploitation très intense du sable et du calcaire. S'agissant du calcaire, il est plus utilisé pour la production de granulats, de pierre de taille, du ciment et de chaux. Il est important de noter que l'urbanisation galopante de la région engendrant une construction massive d'infrastructures, notamment routières et portuaires, constituent un grand marché pour les ressources minières et sont favorables au développement du secteur.

Outre le minier, le secteur de l'énergie occupe une place capitale dans la région. En effet, la mégapole surpeuplée de Dakar et sa forte concentration en usines, entreprises explique cette forte demande et cette consommation toujours élevée en électricité

Cependant, la Société nationale d'électricité du Sénégal (SENELEC) a amélioré sa capacité de production dans la région de Dakar ce qui a conduit à des avancées significatives par rapport à l'année dernière avec la réduction des coupures d'électricité pour la satisfaction de la clientèle.

CHAPITRE XVII: COMMERCE ET ARTISANAT

INTRODUCTION

Le commerce constitue un levier essentiel dans le développement économique et la réduction de la pauvreté. En tant que mécanisme de stimulation de la croissance, le secteur du commerce a un rôle clé à jouer pour l'atteinte des Objectifs de Développement Durable notamment dans les pays en développement.

Le secteur du commerce englobe toutes les entreprises ou personnes dont l'activité principale est la revente (sans transformation) de biens neufs ou d'occasion destinés à être utilisés par les particuliers ou les ménages dans la dite région.

Au Sénégal, la région de Dakar concentre l'essentiel des activités commerciales du pays. La politique de l'Etat repose essentiellement sur l'exécution des missions de la direction du Commerce Intérieur, qui sous l'autorité du ministre du commerce, de l'entrepreneuriat et du secteur informel est chargée de l'application de la politique commerciale de l'Etat au niveau interne, notamment la protection du consommateur en veillant au bon fonctionnement du marché avec la maîtrise des circuits de distribution, la garantie d'une concurrence saine et loyale entre opérateurs économiques, la réglementation et la régulation des prix ainsi que la maîtrise de l'information commerciale. Le Service régional du Commerce de Dakar est chargé de mettre en œuvre ces impératifs dans la région de Dakar, il est appuyé en cela par ses démembrements au niveau des départements de Pikine, Rufisque et Guédiawaye.

Outre le commerce, le secteur de l'artisanat est également considéré comme un pilier potentiel de croissance durable et inclusif. L'artisanat joue un rôle important dans l'activité économique et sociale de la région de Dakar. Ainsi, sur le plan de l'insertion professionnelle des jeunes, le secteur artisanal offre de la formation, et de la qualification.

Ce chapitre traite de la situation du commerce intérieur et de l'artisanat dans la région de Dakar. L'analyse du commerce intérieur prend en compte les marchés, les commerçants, les principales denrées, les prix et les outils de contrôle. La partie

relative à l'artisanat fait l'état des infrastructures du secteur et la situation des artisans inscrits à la chambre des métiers.

XVII.1. LE COMMERCE

XVII.1.1. LES MARCHES

Entre 2018 et 2019, le nombre de marchés dans la région de Dakar n'a pas connu une évolution. S'agissant de la répartition géographique, les départements de Dakar et Pikine regroupent l'essentiel des équipements marchands avec respectivement 32% et 38% de marchés. Le poids démographiques de ces deux départements pourrait expliquer cette concentration des marchés. Au niveau régional, près de 3 marchés sur 4 sont permanents (73%). Le département de Rufisque enregistre la proportion de marché hebdomadaire la plus élevée avec (42%).

Le marché Sandaga, lieu de prédilection des articles manufacturés divers (produits cosmétiques, appareils électronique, tissus chaussures etc.), représente un pôle commercial de tout premier plan dans le dispositif régional. De par sa renommée internationale, il joue le rôle de pilier dans l'activité commerciale régionale et même nationale. A côté, il existe des marchés spécialisés pour des catégories de produits bien déterminés, en vue de couvrir les besoins de la région.

C'est le cas du marché aux poissons, qui assure le ravitaillement en produits halieutiques, (poissons), en direction des différentes localités de la région. Il joue le rôle de principal fournisseur dans ce domaine. Le ravitaillement de la région en légumes est assuré essentiellement par les marchés de Castors et de Thiaroye.

Le marché Kermel, vitrine des équipements marchands dans l'espace régional, est spécialisé dans la vente de fleurs, de fruits et légumes et de produits divers. D'autres équipements marchands avec des pôles d'influence non moins importants complètent le dispositif régional de par leur multi fonctionnalité et leur caractère spécialisé.

Tableau XVII. 1 : Evolution du nombre de marchés selon le type, par circonscription administrative

Circonscription administrative	Année	Marchés permanents	Marchés hebdomadaires	Total
Département Dakar	2018	18	5	23
	2019	18	5	23
Département Pikine	2018	21	7	28
	2019	21	7	28
Département Guédiawaye	2018	11	3	14
	2019	11	3	14
Département Rufisque	2018	07	5	12
	2019	07	5	12
Région de Dakar	2018	53	20	73
	2019	53	20	73
	Variation en %			

Source : Données 2019, Service régional du commerce intérieur

XVII.1.2. LES COMMERÇANTS

Le nombre de commerçants enregistré dans la région de Dakar est resté constant entre 2018 et 2019 (36 714). Le département de Dakar concentre 70% de cet effectif suivi de Pikine (27%). Dans les départements de Rufisque et Guédiawaye, on retrouve une infime partie de commerçants avec des proportions respectives de 3% et 2%.

En termes de profil, cette population est essentiellement constituée de détaillants (99,7%). Quel que soit le département la proportion de grossistes reste inférieure à 1%.

Tableau XVII. 2 : Evolution du nombre de commerçants selon le type, par circonscription administrative

Circonscription administrative	Année	Grossistes	½ Grossistes	Détaillants	Total
Département Dakar	2018	200	400	25000	25600
	2019	200	400	25000	25600
Département Pikine	2018	30	40	10000	10070
	2019	30	40	10000	10070
Département Guédiawaye	2018	04	25	600	00629
	2019	04	25	600	00629
Département Rufisque	2018	05	10	1000	01015
	2019	05	10	1000	01015
Région de Dakar	2018	239	475	36600	36714
	2019	239	475	36600	36714

Source : Données 2019, Service régional du commerce intérieur

XVII.1.3. LE COMMERCE DES PRINCIPALES DENREES CONSOMMEES

XVII.1.3.1. LES STOCKS

Au cours de l'année 2019, le stock total de riz était évalué à 503 000 tonnes. Le riz brisé non parfumé représente 70% du stock disponible alors que le riz brisé parfumé est évalué à 30%. Le stock de riz local représente 3000 tonnes équivalent à moins de 1% du stock total.

S'agissant du sucre, le stock total (cristallisé et en morceaux) est évalué à 48 000 tonnes en 2019 dont 83% de sucre cristallisé.

Tableau XVII. 3 : Evolution des stocks des principales denrées consommées selon le produit, par circonscription administrative

Produits	Département Dakar			Département Pikine			Département Guédiawaye			Département Rufisque			Région Dakar		
	2018 (en tonnes)	2019 (en tonnes)	Variation en %	2018 (en tonnes)	2019 (en tonnes)	Variation en %	2018 (en tonnes)	2019 (en tonnes)	Variation en %	2018 (en tonnes)	2019 (en tonnes)	Variation en %	2018 (en tonnes)	2019 (en tonnes)	Variation en %
Riz brisé parfumé / kg	150000	150000											150000	150000	
Riz brisé non parfumé / kg	350000	350000											350000	350000	
Riz local / kg	3000	3000											3000	3000	
Sucre en morceaux / kg	8000	8000											8000	8000	
Sucre Cristallisé / kg	40000	40000											40000	40000	
Lait en Poudre / kg													200000	200000	
Huile en fût / litre	200000	200000													
Ciment / tonne															
Gaz Butane de 6 kg / bonbonne															
Gaz Butane de 2,7 kg / bonbonne															

Source : Données 2019, Service régional du commerce intérieur

XVII.1.3.2. LES PRIX

De manière générale, l'année 2017 est marquée par une stabilité des prix dans la région de Dakar. Aussi, il est important de souligner que le niveau des prix est le même dans tous les départements de la région.

Le panier de la ménagère est riche en produits comme le riz, le sucre, l'huile et le ciment. S'agissant du riz, Les brisures parfumées et non parfumées demeurent l'aliment de base de la population. Malgré cela, l'essentiel de la demande est couvert par l'importation, même si le gouvernement s'est engagé dans une politique d'autosuffisance en riz. Ainsi, le prix du riz brisé parfumé s'élevait à 400 FCFA le kilogramme en 2016, mais a connu une hausse de 13% en passant à 450 FCFA en 2017. Pour ce qui est du riz non parfumé, le prix reste stable en 2017 avec 260 FCFA le Kg. Au niveau des circuits de distribution, le prix du litre de l'huile en fût passe de 900 FCFA à 1000 CFA. Les prix des autres produits restent stables entre ces deux périodes.

Tableau XVII. 4 : Evolution des prix des principales denrées consommées selon le produit, par circonscription administrative

Produits	Dakar			Pikine			Guédiawaye			Rufisque			Région Dakar		
	2016 (en tonnes)	2017(en tonnes)	Variation en %	2016 (en tonnes)	2017(en tonnes)	Variation en %	2016 (en tonnes)	2017(en tonnes)	Variation en %	2016 (en tonnes)	2017(en tonnes)	Variation en %	2016 (en tonnes)	2017(en tonnes)	Variation en %
Riz brisé parfumé / kg	400	450	12,50	400	450	12,50	400	450	12,50	425	450	5,88	400	450	12,50
Riz brisé non parfumé / kg	260	260	0	260	300	15,38	260	300	15,38	260	300	15,38	260	300	15,38
Riz local / kg	290	300	3,45	290	300	3,45	280	290	3,57	290	320	10,34	290	320	10,34
Sucre en morceaux / kg	800	800	0										800	800	0
Sucre Cristallisé / kg	560	575	2,68										560	575	2,68
Lait en Poudre / kg	3000	300	-90										3050	3000	-1,64
Huile en fût / litre	900	1000	11,11										900	1000	11,11
Ciment / tonne	65000	65000	0										65000	65000	0
Gaz Butane de 6 kg / bonbonne	2885	2885	0	II) ³⁷	II)								2885	2885	0
Gaz Butane de 2,7 kg / bonbonne	2885	2885	0	II)									1885	2885	53,05

Source : Données 2016-2017, Service régional du commerce intérieur

³⁷ II) : Prix homologués

XVII.1.4. LA VERIFICATION DES INSTRUMENTS DE MESURE ET DE LA QUALITE DES PRODUITS

Le contrôle des instruments de mesures constitue une pratique indispensable pour garantir le respect des normes en matière d'échange commerciale. Les balances, les bascules, les poids, les distributeurs d'huile comestible, les distributeurs de lubrifiants, et les distributeurs de carburant constituent les instruments de mesure ou de pesée. Tous ces appareils ou outils de mesure de pesée doivent répondre à des normes très strictes de qualité, de fiabilité et, surtout, de précision car la moindre défaillance peut avoir des conséquences économiques. C'est pourquoi, la loi sénégalaise exige un contrôle strict et une surveillance sévère.

Au cours de l'année 2019, le service régional du commerce a contrôlé 29 895 instruments de mesure sur lesquels 28 862 instruments sont admis, soit 97% de l'ensemble. Entre 2018 et 2019, le nombre d'instruments contrôlés a légèrement augmenté dans l'ensemble, bien qu'on note, pour certaines catégories, une diminution du nombre de contrôles (distributeurs d'huile comestibles). L'instrument de mesure le plus contrôlé est la balance suivi des poids et des distributeurs d'huile comestible. Les cas de refus semblent plus fréquents parmi les distributeurs de lubrifiants (13% en 2019). Par ailleurs, le pourcentage de refus entre 2018 et 2019 a légèrement augmenté pour cette catégorie. Parmi les balances, bascules et poids, la proportion de refus a diminué entre 2018 et 2019 ce qui pourrait indiquer un meilleur respect des normes en la matière.

Tableau XVII. 5 : Evolution des résultats de la vérification des instruments de mesure

Instruments de mesure	2018			2019			Variation (en %)		
	Présentés	admis	Refusés	Présentés	admis	Refusés	Présentés	admis	Refusés
Balances	20000	18500	1500	20230	19520	710	1,15	5,51	-52,67
Bascules	210	205	5	210	207	3	0,00	0,98	-40,00
Poids	6000	5500	500	6000	5700	300	0,00	3,64	-40,00
Distributeurs d'huile comestible	3000	2980	20	2800	2790	10	-6,67	-6,38	-50,00
Distributeurs de lubrifiants	38	35	4	40	35	5	5,26	0,00	25,00
Distributeurs de carburant	600	598	2	615	610	5	2,50	2,01	150,00
Total	29 848	27 818	2031	29895	28862	1033	0,16	3,75	-49,14

Source : Données 2019, Service régional du commerce intérieur

Le contrôle de la qualité des produits vient compléter la panoplie de mesures mise en place par la direction du commerce pour éviter les fraudes et garantir le respect des droits du consommateur. Au niveau régional, 21 000 tests ont été réalisés en 2019 soit une hausse de 4% par rapport à l'année 2018. Sur l'ensemble des tests effectués en 2019, 6,2% sont revenus négatifs indiquant une nette augmentation de cet indicateur par rapport à 2018 (3,5%).

Tableau XVII. 6 : Evolution des résultats du contrôle de la qualité des produits

Circonscription administrative	Année	Nombre de tests effectués	Résultats positifs		Résultats négatifs
			Nb	Proportion / nb de tests effectués %	
Département Dakar	2018				
	2019				
Département Pikine	2018				
	2019				
Département Guédiawaye	2018				
	2019				
Département Rufisque	2018				
	2019				
Région de Dakar	2018	20200	19500		700
	2019	21000	19700		1300
	Variation (en %)				

Source : Données 2019, Service régional du commerce intérieur

XVII.2. ARTISANAT

XVII.2.1. LES INFRASTRUCTURES

En 2017, la région de Dakar enregistre 3 villages artisanaux dont un village dans chaque département à l'exception du département de Pikine. Par rapport à l'année 2016, l'effectif des villages artisanaux n'a pas connu une évolution.

Le village artisanal de Soubédioune est devenu la vitrine de l'artisanat dakarois. En effet, créé en 1961 et situé au quartier de la Médina de Dakar sur la corniche ouest, il s'est fait un nom au fil du temps.

Tableau XVII. 7 : Evolution du nombre de villages artisanaux par circonscription administrative

Circonscription administrative	Nombre de villages artisanaux		Variation (en %)
	Année 2016	Année 2017	
Dakar	1	1	0
Pikine	0	0	0
Guédiawaye	1	1	0
Rufisque	1	1	0
Région Dakar	3	3	0

Source : Données 2016-2017, Chambre des métiers de Dakar

XVII.2.2. LES ARTISANS INSCRITS A LA CHAMBRE DE METIER

Toute entreprise exerçant une activité artisanale est dans l'obligation d'être immatriculée au Répertoire des métiers. Ce répertoire est tenu par les Chambres de métiers et de l'artisanat et constitue le répertoire des entreprises artisanales. Le nombre d'artisans inscrits à la chambre de métiers selon la section et la forme juridique varie d'une zone à une autre. Toutefois, l'effectif des entreprises individuelles évoluant dans le secteur de la production se chiffre à 105 entreprises, celles menant leurs activités dans le secteur des services sont au nombre de 35 et celles évoluant dans le secteur de l'Art enregistrent un effectif de 15 entreprises.

Les entreprises, évoluant dans le secteur de la production, sont en majorité dans le département de Dakar, soit 79 entreprises sur 105. Les autres sont abritées dans les autres départements avec respectivement 13 entreprises à Pikine, 9 à Guédiawaye et 4 à Rufisque. S'agissant des autres secteurs, la même tendance est observée. Par comparaison, le nombre d'entreprises individuelles a augmenté au niveau de toutes les sections. Par ailleurs, il est important de souligner que les données ne concernent que ceux qui sont inscrits à la chambre des métiers.

Tableau XVII. 8 : Evolution du nombre d'artisans inscrits à la chambre de métiers selon la section et la forme juridique, par circonscription administrative

Circonscription administrative	Section	Entreprise individuelle			G.I.E.			Total		
		Année 2016	Année 2017	Variation %	Année 2015	Année 2016	Variation %	Année 2016	Année n2017	Variation %
Département Dakar	Production	19	79	316	-	-	-	19	79	316
	Service	11	20	82	-	-	-	11	20	82
	Art	4	10	150	-	-	-	4	10	150
Département Pikine	Production	4	13	225	-	-	-	4	13	225
	Service	4	9	125	-	-	-	4	9	125
	Art	0	2	-	-	-	-	0	2	-
Département Guédiawaye	Production	1	9	800	-	-	-	1	9	800
	Service	0	3	-	-	-	-	0	3	-
	Art	0	2	-	-	-	-	0	2	-
Département Rufisque	Production	4	4	0	-	-	-	4	4	0
	Service	0	3	-	-	-	-	0	3	-
	Art	0	1	-	-	-	-	0	1	-
Total	Production	28	105	275	-	-	-	28	105	275
	Service	15	35	133	-	-	-	15	35	133
	Art	4	15	275	-	-	-	4	15	275

Source : Données 2016-2017, Chambre des métiers de Dakar

CONCLUSION

La région de Dakar concentre à elle seule la quasi-totalité des activités commerciales du pays. Le sous-secteur du commerce s'est relativement bien comporté en 2019 avec une stabilisation des prix de la plupart des produits de base entre 2018 et 2019. Un renchérissement du contrôle des produits est observée en 2019 qui est d'ailleurs une activité essentielle pour éviter une flambée des prix.

L'artisanat joue un rôle social important car il absorbe la main-d'œuvre, jeune en particulier. Il est le second employeur des jeunes sénégalais après l'agriculture. Mais il est confronté au problème de la formation. Cependant, le développement de l'artisanat visant à améliorer le revenu des artisans s'inscrit en parfaite harmonie avec les stratégies de la lutte contre la pauvreté.

CHAPITRE XVIII: JEUNESSE ET SPORT

INTRODUCTION

Aujourd'hui, il est urgent d'associer la jeunesse à la prise de décision³⁸ et à l'application du programme de développement durable d'ici l'horizon 2030. Représentant un poids démographique très important (50,5% âgés de moins de 30 ans en 2012³⁹), les jeunes incarnent le changement, la capacité de résilience d'une communauté et l'espoir d'un monde meilleur d'où leur rôle central pour améliorer la vie des gens et la santé de la planète⁴⁰. Conscient de ce fait, au Sénégal à travers la phase II du Plan Sénégal émergent (PSE), le gouvernement a mis en place une politique permettant d'assurer à la jeunesse un plein épanouissement moral, économique et social.

Le sport constitue également un facteur important de développement durable. En effet, vecteur de rapprochement entre les peuples, le sport contribue davantage au développement et à la paix par la tolérance et le respect, à l'autonomisation des femmes et des jeunes, de l'individu et de la collectivité, et à la réalisation des objectifs de santé, d'éducation et d'inclusion sociale⁴¹. Il est devenu un phénomène social de premier ordre, de par l'intérêt et l'engouement qu'il suscite auprès des jeunes et des moins jeunes, des sportifs et des non sportifs. Par la force de la convoitise qu'il suscite, il est devenu également une activité génératrice de revenus. D'ailleurs, le PSE place ce secteur capital au cœur des stratégies pour le développement et de la paix

Ce chapitre traite dans un premier temps la situation des infrastructures de jeunesse de même que les associations et dans un deuxième temps, l'analyse va porter sur le sport.

³⁸ <https://www.un.org/french/ga/special/sids/agenda21/action0.htm>

³⁹ <http://www.unesco.org/new/fr/unesco/events/prizes-and-celebrations/celebrations/international-days/world-radio-day-2013/statistics-on-youth/> (The World's Youngest Populations, Euromonitor International, 2012)

⁴⁰ <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/youth/>

⁴¹ Wilfried Lemke, Le rôle du sport dans la réalisation des objectifs de développement durable, <https://www.un.org/fr/chronicle/article/le-role-du-sport-dans-la-realisation-des-objectifs-de-developpement-durable>.

XVIII.1. JEUNESSE

XVIII.1.1. LES INFRASTRUCTURES DE JEUNESSE

En vue de la promotion de la jeunesse en 2019, la région de Dakar compte, dans l'ensemble, 48 infrastructures. Les Centres Socio-Educatifs (CSE) sont les plus représentés avec 28 structures dans le territoire régional, soit une part de 58% du total. Au niveau de l'espace régional aussi, les Foyer de Jeunes (FJ) sont bien représentés avec 10 structure soit 21% du total des infrastructures. Quant aux Centres Départementaux d'Education Populaire et Sportive (CDEPS), les Espaces Jeunes (EJ) et les Centres Conseil Adolescents (CCA), leurs effectifs demeurent encore faibles. Ils sont au nombre de 04 CDEPS, 03 EJ et 03 CCA, soit respectivement 8% et 6% (chacun des deux derniers) du total des infrastructures de la région. Dans l'ensemble, aucune variation n'est enregistrée au niveau de l'effectif de ces structures durant la période 2018-2019.

Tableau XVIII. 1 : Evolution du nombre d'infrastructures de jeunes selon le type, par circonscription administrative

Circonscription administrative	Année	CDEPS ⁴²	CSE ⁴³	EJ ⁴⁴	FJ ⁴⁵	CCA ⁴⁶	Total
Dakar	2018	1	19	0	4	1	25
	2019	1	19	0	4	1	25
Guédiawaye	2018	1	1	1	3	1	7
	2019	1	1	1	3	1	7
Pikine	2018	1	8	2	1	0	12
	2019	1	8	2	1	0	12
Rufisque	2018	1	0	0	2	1	4
	2019	1	0	0	2	1	4
Région	2018	4	28	3	10	3	48
	2019	4	28	3	10	3	48
	Variation en %	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Source : Données 2019, Service régional de la jeunesse

La répartition de ces infrastructures de la jeunesse dans la région révèle des disparités importantes. En effet, plus de la moitié de ces infrastructures se retrouvent dans le département de Dakar (52%). Les départements de Guédiawaye, de Pikine et de Rufisque concentrent respectivement 15%, 25% et 8% de ces structures. En plus, il est important de signaler que le CDEPS de Pikine est dans un état de délabrement.

⁴² CDEPS = Centre Départemental d'Education Populaire et Sportive

⁴³ CSE = Centre Socio-Educatif

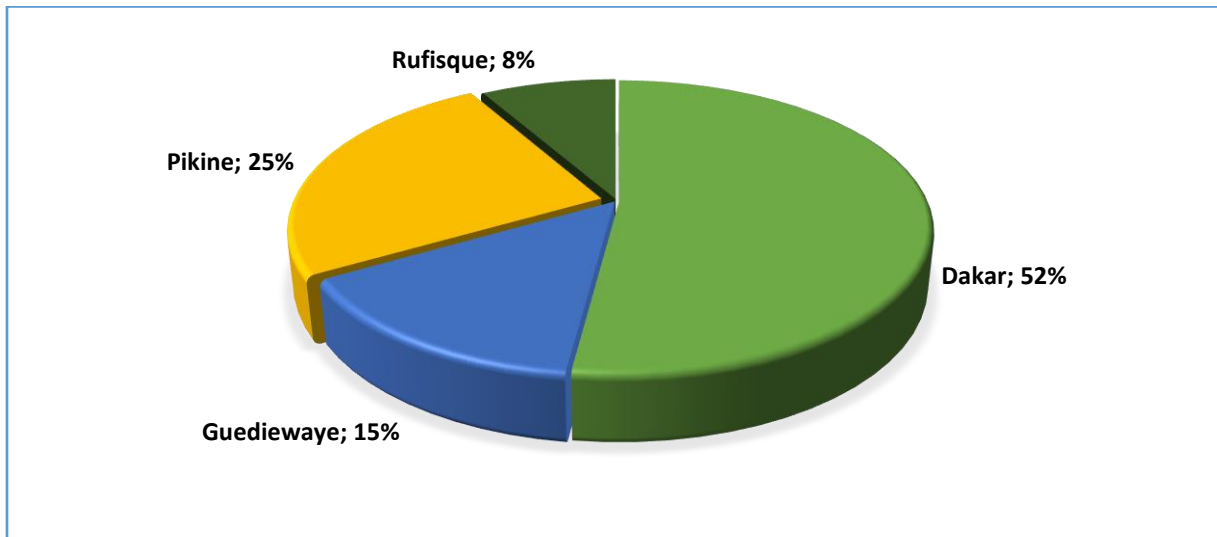
⁴⁴ EJ = Espace Jeunes

⁴⁵ FJ = Foyer de Jeunes

⁴⁶ CCA = Centre Conseil Adolescents

D'ailleurs, dans les quatre départements de la région, aucune nouvelle création n'est enregistrée.

Graphique XVIII. 1 : Répartition du nombre d'infrastructures de jeunes par circonscription administrative en 2019.



Source : Données 2019, Service régional de la jeunesse

XVIII.1.2. LES ASSOCIATIONS DE JEUNES

Relais du Ministère au niveau régional, le Service Régional de la Jeunesse a pour mission d'appliquer les décisions du Ministère de la Jeunesse. En d'autres termes, il est chargé de coordonner l'action des services départementaux de la Jeunesse et des CCA ; aussi d'exercer sa tutelle et son contrôle sur les activités des associations régionales de Jeunesse ; d'évaluer les formations de moniteurs de C.E et contrôler les C.E ; de participer à la protection socio-sanitaire des jeunes et des ados etc.

S'agissant des activités de soutien à la vie associative, le but est d'appuyer, de conseiller et d'encadrer dans la constitution des dossiers de déclaration d'association. Il s'agit aussi d'accompagner des activités de mouvements, de foyers et d'associations de Jeunes et de participer aux rencontres des organisations régionales de jeunesse.

En 2019, la région de Dakar enregistre un taux de 28% de nouvelles créations d'associations de jeunes. En effet, le nombre d'association dans la capitale est passé de 4 185 en 2018 à 5 351 en 2019. Précisément, les 1166 nouvelles créations sont retrouvées presque essentiellement dans les « Autres associations déclarées » d'où le taux de variation par rapport à 2018 est de 33%. D'ailleurs Ces associations se décomposent comme suit en 2019 : 34 Mouvements de jeunes à caractère national,

576 Associations affiliées au mouvement « navétane⁴⁷ » et 4 741 Autres associations déclarées.

Tableau XVIII. 2 : Evolution du nombre d'associations de jeunes selon le type, par circonscription administrative

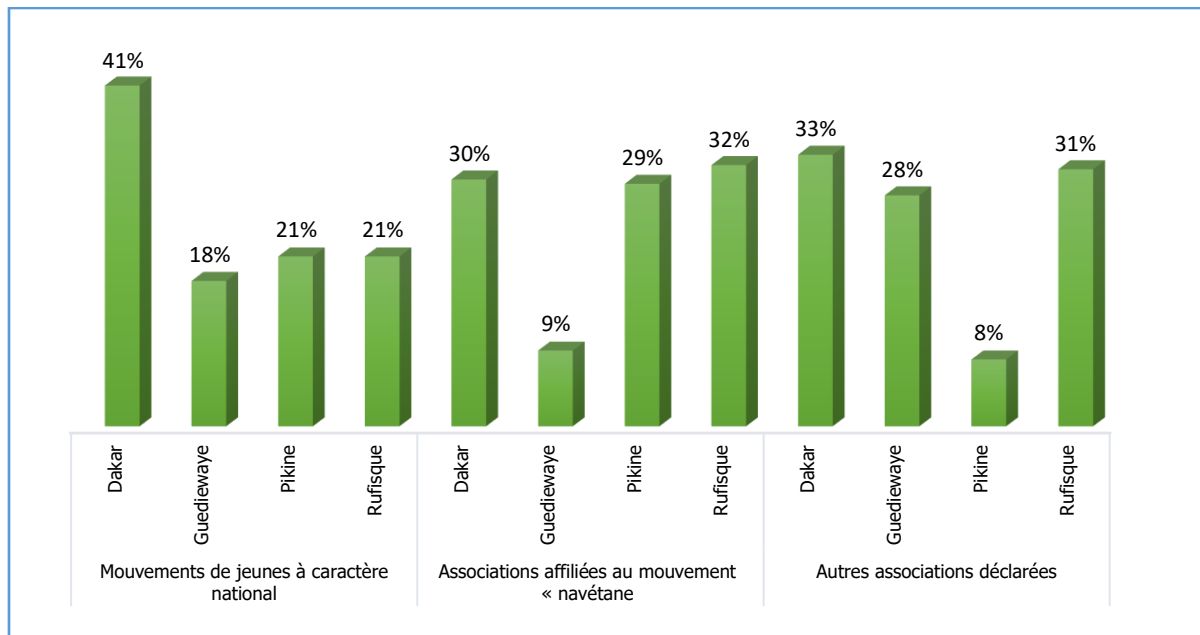
Circonscription administrative	Année	Mouvements de jeunes à caractère national	Associations affiliées au mouvement « navétane »	Autres associations déclarées	Total
Dakar	2018	14	172	960	1146
	2019	14	172	1557	1743
Guédiawaye	2018	6	52	1232	1290
	2019	6	53	1325	1384
Pikine	2018	7	169	327	387
	2019	7	169	385	561
Rufisque	2018	7	182	1057	1246
	2019	7	182	1474	1663
Région	2018	34	575	3576	4185
	2019	34	576	4741	5351
	Variation en %	0,00	0,17	32,58	27,86

Source : Données 2019, Service régional de la jeunesse

La répartition de ces associations dans le territoire régionale, révèle une forte présence de celle-ci dans le département de Dakar. En effet, sur le total de la région, Dakar abrite près de 41% de Mouvements de jeunes à caractère national, 30% d'Associations affiliées au mouvement « navétane » et 33% d'Autres associations déclarées. Situation presque identique dans le département de Rufisque, où environ 21% de Mouvements de jeunes à caractère national, 32% d'Associations affiliées au mouvement « navétane » et 31% d'Autres associations déclarées sont enregistrées. Les départements de Guédiawaye et de Pikine comptabilisent les associations les moins nombreuses de la région, surtout en matière d'Associations affiliées au mouvement « navétane » pour le premier (9%) et d'Autres associations déclarées pour le second (8%). En matière de dynamique de création, hormis le nouveau mouvement de navétane enregistré à Guédiawaye, la quasi-totalité des variations est observée au niveau des nouvelles Autres associations déclarées pour l'ensemble des quatre départements de la région de Dakar

⁴⁷ Navétane : compétition sportive saisonnière

Graphique XVIII. 2 : Répartition du nombre d'associations de jeunes selon le type par circonscription administrative en 2019



Source : Données 2019, Service régional de la jeunesse.

XVIII.1.3. SERVICE REGIONAL DE LA JEUNESSE DE DAKAR

Le Service régional de la Jeunesse et les services départementaux élaborent des plans de travail sectoriel en articulant leurs actions autour des grands domaines d'interventions définis par le Département et qui sont : La promotion sociale des jeunes et de leurs groupements ; la promotion économique des jeunes et de leurs groupements ; l'éducation à la citoyenneté, à la Paix et aux Droits humains / responsabilisation et participation citoyenne.

La mission du service régional de la jeunesse est: Appliquer les décisions du Ministère de la Jeunesse ; Coordonner l'action des services départementaux de la Jeunesse et des CCA ; Exerce sa tutelle et son contrôle sur les activités des associations régionales de Jeunesse ; Evaluer les formations de moniteurs de C.E et contrôler les C.E ; Participer à la lutte contre le VIH/SIDA ; Organiser l'examen écrit d'encadreurs de collectivités éducatives.

XVIII.2. SPORT

XVIII.2.1. LES DISCIPLINES SPORTIVES PRATIQUEES

La région de Dakar capitalise 1 574 clubs qui sont recensés dans toutes les disciplines confondues auxquels 47 467 individus détiennent la licence sportive. Cependant, les

clubs de sports de vacances demeurent plus présents dans la région soit 573 clubs représentant 36% de l'effectif total. Ils sont suivis des clubs de lutte qui enregistre un effectif de 164 clubs, le football vient en troisième position. Les sports de combat comme le karaté et le taekwondo enregistrent chacun 8% de l'effectif global des licenciés. Puis vient le football, composé de 112 clubs mais demeure le sport le plus populaire de la région avec 18 036 licenciés au niveau de la ligue régionale dont 17 822 hommes et 214 femmes.

Les autres disciplines enregistrent globalement une proportion égale ou inférieure à 7%. Par ailleurs dans les différents clubs de la région, le nombre de licenciés hommes est plus important que celui des filles.

Tableau XVIII. 3 : Situation des disciplines sportives pratiquées dans la région

Disciplines sportives	Structures de gestion	Nb de clubs	Nb de licenciés			Observations
			hommes	femmes	Total	
Athlétisme	Ligue régionale	14	733	475	1208	+une école fédérale Lamine Diack
Basketball	Ligue régionale	46				
Handball	Ligue régionale	14	354	383	737	
Volleyball	Ligue régionale	09	-	-	291	
Karaté	Ligue régionale	129			4000	
Taekwondo	Ligue régionale	121			2005	
Natation	Ligue régionale	09			600	
Randonnée pédestre	Comité d'exception	42			2053	Le nombre dépasse le chiffre pour le moment le nombre de licenciés reste peu
Sport Boules	Ligue régionale	17			200	
Sport travailliste	Ligue régionale	12	439	06	445	La ligue n'est pas encore en place
Courses hippiques	CNG ⁴⁸	02	52	00	52	Hippodrome non fonctionnel
Sports de vacances	ORCAV ⁴⁹	573				
Judo	Ligue régionale	31				
Tennis de Table	Ligue régionale	15	350	160	510	
Handisport	CRP	10			317	
Football	Ligue régionale	112	17822	214	18036	09 clubs féminins
Jeux de dames	Ligue régionale	22	264	00	264	
Escrime	Ligue régionale					
Lutte	CRG	164	2336	-	2336	
UASSU	Secrétariat régional	25	1183	206	1389	
Sport de glisse (skate roller)	Ligue régionale	13	300	50	350	
Scrabble	Ligue régionale	08	20	00	20	
Haltérophilie	CNPPH	65	650	01	651	Le comité régional est sur le point d'être installé
Association Mixed Martial Arts(MMA)		15	-		-	Création depuis 6ans avec clubs d'arts martiaux et Sports de combat
Cyclisme	Ligue régionale	04	18	00	18	
Canoë-kayak	Ligue régionale	05			22	
Kung Fu	Ligue régionale	64			3501	
Gold	Ligue régionale	02			200	
Tir et Chasse	Ligue régionale	09			250	
Sport Auto Moto	Ligue régionale	01			55	
Rugby	Ligue régionale	21	5752	2205	7957	
Total		1574				

Source : Données 2017, Service Régional de la Jeunesse

⁴⁸ CNG = Comité National de Gestion

⁴⁹ ORCAV = Organisation Régionale de Coordination des Activités de Vacances

XVIII.2.2. LES INFRASTRUCTURES SPORTIVES

Le développement du sport passe par la présence d'infrastructures sportives qui est un élément fondamental. Cependant, elles sont inégalement réparties sur le territoire régional. Le département de Dakar abrite l'essentiel des infrastructures, présentant les meilleures conditions de la pratique sportive.

Il existe dans la région, 28 stades répartis dans les quatre départements selon le type d'infrastructure. En ce qui concerne les stades nationaux, la région n'en dispose que 3 qui se trouvent dans le département de Dakar. S'agissant des stades municipaux, la région en dispose 22 dont 9 à Dakar, 2 à Rufisque, 10 à Pikine et 1 à Guédiawaye. Par ailleurs, le nombre d'infrastructures a enregistré une augmentation de 2 stades en valeur absolue.

Tableau XVIII. 4 : Evolution du nombre de stades selon le statut, par circonscription administrative

Circonscription administrative	Année	Stades nationaux	Stades régionaux	Stades départementaux	Stades municipaux	Total
Département Dakar	2016	3	-	-	9	12
	2017	3	-	-	9	12
Département Guédiawaye	2016	-	-	1	1	2
	2017	-	-	2	-	2
Département Pikine	2016	-	-	1	4	5
	2017	-	-	1	10	11
Département Rufisque	2016	-	-	1	2	3
	2017	-	-	1	2	3
REGION	2016	3	-	3	20	26
	2017	3	-	3	22	28
	Variation %	0	0	0	0	0

Source : Données 2016-2017, Service Régional de la Jeunesse

XVIII.2.3. LES ASSOCIATIONS ET CENTRES DE FORMATION SPORTIVES

Par rapport aux chiffres disponibles et présentés dans le tableau ci-dessous⁵⁰, les Associations Socio-Culturelles (ASC) constituent le type le plus fréquent avec un effectif de 741 en 2016 et 573 en 2017, soit une baisse de 23%. Après, il y a les écuries de luttas qui ont été au nombre de 150 en 2016 puis 177 en 2017. Ils s'en suivent les équipes de Football pour lesquelles un nombre de 138 et 146 ont été recensés durant les années 2016 et 2017 respectivement. Quant aux équipes des autres types de sport à savoir le Basketball, le Handball et le Volleyball, elles ne sont pas nombreuses dans

⁵⁰ Les statistiques sur les associations et centres de formation sportives ne sont pas à jour et pour beaucoup de ces associations, les données sont indisponibles.

la région et au total, elles ont été de 64 avec 42 pour le Basketball, 12 pour le Handball et 11 pour le volleyball en 2017. Au niveau départemental, le département de Dakar détient la majorité des équipes de football, de Basketball et écuries de lutte.

Tableau XVIII. 5 : Evolution du nombre d'associations et centres de formation sportive selon le type, par circonscription administrative

Type	Dakar			Guédiawaye			Pikine			Rufisque			Région		
	2016	2017	Variation en %	2016	2017	Variation en %	2016	2017	Variation en %	2016	2017	Variation en %	2016	2017	Variation en %
ASC	342	199	-41,80	49	50	2,00	170	160	-5,90	180	164	-8,90	741	573	-22,7
Equipe de football	107	112	4,70		4	-	13	12	-7,70	18	18	0,00	138	146	5,80
Equipe de basketball	39	46	17,90	6	4	-33,30	1	1	0,00	6	6	0,00	39	42	7,70
Equipe de handball	7	5	-28,60	3	4	33,30	1	1	0,00	1	1	0,00	12	12	0,00
Equipe de volleyball	5	5	0,00		0	-	0	0	0	6	6	0,00	11	11	0,00
Ecurie de lutte	138	164	18,80	02	2	-	2	2	0	8	9	12,50	150	177	18,00
Club de judo	31	-	-100,00	1		-	1	1	0	0	0	0	35		-
Club de karaté	16	-	-100,00	27	4	-85,20	44	42	-4,50	8	9	12,50	107		-
Club de Taekwondo	63	-	-100,00		8	-	7	7	0,00	2	2	0,00	80		-
Association Jeux de Dames		264	-			-	-	-	-	3	3	0,00	-	-	-
Club Sports Boules	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	4	33,30	-	-	-
Club de boxe	-	-	-	-		-	5		-	-	-	-	-	-	-
Sports de Vacances		-	-		53	-			-	-	-	-	-	-	-
Randonnée Pédestre		-	-		6	-			-	-	-	-	-	-	-
Club de Viet vodao	13	-	-100,00	1	2	-	1		-100,00	1	1	0,00	16	-	-100,00
Club de Natation	9	-	-100,00		-	-	1		-100,00	0	0	-	9	-	-100,00
Club de Gymnastique	-	-	-	-	-	-	1		-100,00	1	1	-	-	-	-
Handisport	6	10	66,70	1	-	-	1		-100,00	1		-100,00	6	-	-100,00
Sports travailleurs	11	-	-	-	-	-	-		-	-	-	-	11	-	-100,00
Tennis de Table	15	-	-	-	1	-	-		-	-	-	-	15	-	-100,00
Autres associations jeux de l'esprit (scrabble, échec)	-	-	-	-	1	-	1		-100,00	5	5	0,00	-	-	-
Total	224		-	39		-	47		-100,00	235	253	7,70	363		-100,00

Source : Données 2016-2017, Service Régional de la Jeunesse

XVIII.2.4. LES PRATIQUANTS

Le nombre de licenciés de la région de Dakar passe de 122 009 à 129 871 entre 2016 et 2017 accusant une hausse de 6%. Cette hausse est surtout observée dans certaines disciplines telles que : Handisport (176%) ; Lutte (142%) ; Sport Scolaire (119%) ; Natation (116%), etc.

Tableau XVIII. 6 : Evolution du nombre de licenciés selon la discipline et le sexe

Disciplines sportives	2016			2017			Variation en %		
	Licenciés hommes	Licenciées femmes	Total licenciés	Licenciés hommes	Licenciées femmes	Total licenciés	Licenciés hommes	Licenciées femmes	Total licenciés
Athlétisme	642	312	960	733	475	1208	14,2	52,2	25,8
Football	-	-	-	17822	214	18036	-	-	-
Basketball	1194	721	1915	1309	816	2125	9,6	13,2	11,0
Handball	354	383	737	-	-	-	-	-	-
Volleyball	105	145	250	-	-	291	-	-	16,4
Karaté	3200	800	4000	-	-	-	-	-	-
Taekwondo	1631	374	2005	-	-	-	-	-	-
Viet Vo Dao	553	107	660	-	-	-	-	-	-
Jeux de Dames	158	6	264	-	-	-	-	-	-
Natation	150	128	278	-	-	600	-	-	115,8
Randonnée pédestre	13198	7867	21065	-	-	-	-	-	-
Sport Boules	-	-	200	-	-	-	-	-	-
Sport travailiste	-	-	445	-	-	-	-	-	-
Sports de vacances	90000	-	90000	-	-	91000	-	-	1,1
Sport Scolaire	-	-	6542	-	-	14312	-	-	118,8
Auto Moto	-	-	55	-	-	-	-	-	-
Tir et Chasse	-	-	250	-	-	-	-	-	-
Tennis de table	300	150	450	550	200	750	-	-	66,7
Golf	-	-	200	-	-	-	-	-	-
Kung-Fu	2310	1191	3501	-	-	-	-	-	-
Canoë Kayak	-	-	22	-	-	-	-	-	-
Cyclisme	18	0	18	-	-	-	-	-	-
Rugby	5752	2205	7957	-	-	-	-	-	-
Sport de glisse (skate roller)	-	-	350	-	-	-	-	-	-
Lutte	510	-	510	1232	-	1232	-	-	141,6
Handisport	103	12	115	-	-	317	-	-	175,7
Total	105508	5453	122009	-	-	129871	-	-	6,4

Source : Données 2016-2017, Service Régional de la Jeunesse

CONCLUSION

Vu la structure de la population, la région de Dakar est majoritairement composée de jeunes. Cependant, l'émergence de la région est dépendante de l'implication des jeunes dans les divers secteurs de l'économie et de la croissance. Mais encore faudrait-il que ces jeunes reçoivent une bonne formation citoyenne indispensable à l'accomplissement d'acte patriotique et la prise de décision politique favorable au développement socio-économique de la région.

En ce qui concerne le sport dans la région, on voit qu'il est très bien pratiqué même si les statistiques reçues ne couvrent pas l'ensemble des activités sportives du fait, d'une part, qu'il y en a beaucoup qui ne sont pas officielles ou n'ont pas ce caractère qui leur permet d'être suivi et d'autre part du fait du manque de personnel et de moyens du service régional des sports. Concernant les infrastructures, c'est le département de Dakar qui abrite l'essentiel des infrastructures présentant les meilleures conditions de la pratique sportive. Néanmoins, pour avoir un développement harmonieux du sport dans la région et dans le pays d'une manière plus générale, il faut des infrastructures de qualité et en nombre suffisant.

CHAPITRE XIX: TOURISME, CULTURE ET LOISIRS

INTRODUCTION

Le tourisme constitue un secteur prépondérant de l'économie nationale. En fait, il contribue de façon significative au PIB et participe à la création d'emplois. Par ailleurs, le tourisme est le deuxième secteur pourvoyeur de devises. Considérant ces avantages et les atouts du pays, le Sénégal ambitionne de faire du secteur touristique le fer de lance de l'émergence économique.

La région de Dakar, du fait de sa situation géo-climatique, occupe une place centrale dans les activités du secteur du tourisme et de l'hôtellerie. En outre, Dakar constitue une plateforme reliant l'Europe, l'Afrique et l'Amérique, ce qui lui confère une place de choix dans le tourisme d'affaires dans la sous-région.

A travers le projet phare du PSE dénommé Hub aérien, l'ambition de l'Etat est de faire de la région une plateforme aérienne de référence avec un objectif de 6 millions de passagers à l'horizon 2018 et 10 millions en 2035.

Pour traiter ce chapitre, nous allons voir dans un premier temps, la situation du tourisme régional, dans un second temps les types de tourisme, et enfin les activités culturelles.

XIX.1. TOURISME

XIX.1.1. SITUATION DES RECEPTIFS

La région de Dakar occupe une place centrale dans les activités du secteur du tourisme et de l'hôtellerie. Ainsi, elle dispose d'une gamme variée de produits touristiques. En termes de capacité d'hébergement, en 2019 la région capitalise 127 hôtels, 109 résidences/appart-hôtels, 9 campements et 80 auberges, soit un total de 325 réceptifs.

Le pôle compte 7 428 chambres en 2019 contre 6 953 chambres ciblées en 2018, soit une hausse de 7%. La région compte en outre 231 restaurants, 287 agences de voyages et 248 guides. S'agissant des données de 2016, 2017 et 2018, elles ne sont

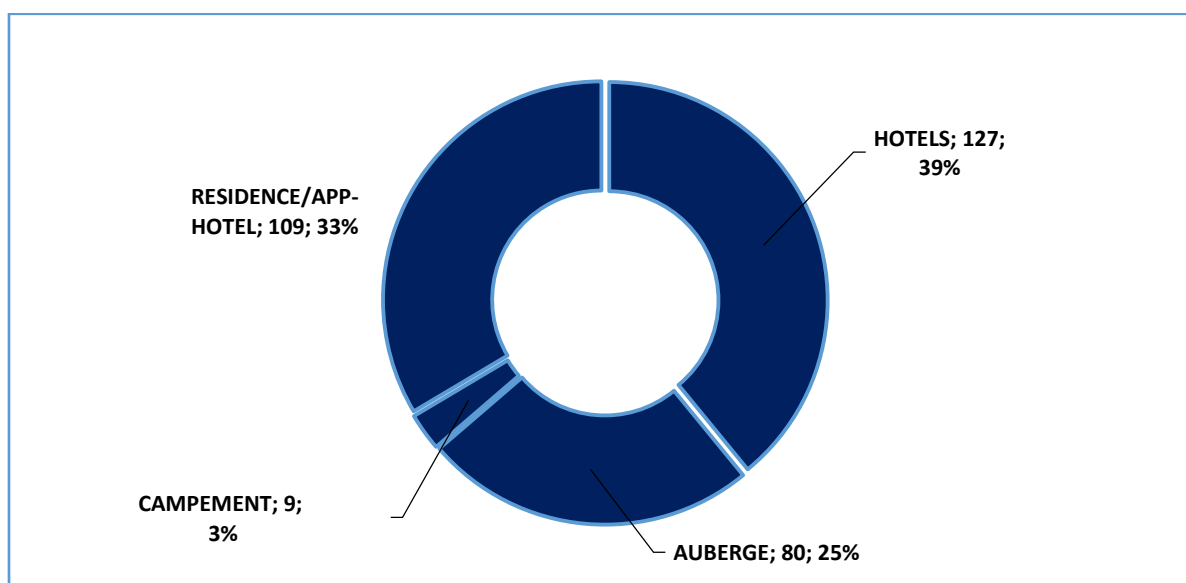
pas encore disponibles, mais l'objectif était d'atteindre 11 500 lits en 2016 et 12 500 lits en 2017.

Tableau XIX. 1 : Evolution du nombre de réceptifs par circonscription administrative

Indicateurs		Réalizations				Cibles		effectif 2019
		2015	2016	2017	2016	2017	2018	
Nombre de réceptifs	Hôtels	83	89	105	ND	ND	127	127
	Auberges	48	55	59	ND	ND	80	80
	Appartements hôtels	29	32	28	ND	ND	109	109
	Campements	14	15	11	ND	ND	9	9
	total	174	191	203	ND	ND	325	325
Nombre de lits		11073	10898	11772	ND	ND	14651	ND
Nombre de chambres		ND	5449	5856	ND	ND	6953	7428

Source : Données 2019, Ministère du Tourisme et des Transports Aériens

Graphique XIX. 1 : répartition du nombre de réceptifs par catégorie



Source : Données 2019, Ministère du Tourisme et des Transports Aériens

XIX.1.2. LES ENTREES DE TOURISTES

En 2018, un total de 1 100 901 arrivées de touristes non-résidents est enregistré sur le territoire régional. Ce chiffre est en hausse de 19% par rapport au nombre d'arrivées non résident dénombré en 2017 (922 492 touristes). Le nombre d'arrivées globales a aussi progressé en 2018 par rapport à l'année précédente, passant de 1 107 427 touristes à 1 387 860 touristes. Cet accroissement du nombre d'arrivées s'explique par

le fait que Dakar accueille chaque année de nombreux congrès, salons professionnels, colloques universitaires et rencontres panafricaines ou internationales.

Tableau XIX. 2 : Evolution des arrivées de touristes

Indicateurs	Réalizations					Variation (en %)
	2015	2016	2017	2018	2019	2018/2017
Arrivées des Non-résidents	429 041	838 603	922 492	1 100 901	ND	19,34
Arrivées globales	517 595	972 910	1 107 427	1 387 860	ND	25,32

Source : Données 2018, Service régional du tourisme

XIX.1.3. L'OCCUPATION DES RECEPTIFS

En 2018, la durée moyenne de séjour des touristes est 1,41 jour dans la région. Cette durée de séjour a reculé par rapport aux deux années précédentes (1,53 jour en 2016 et 1,52 jour en 2017). Pourtant, tous les autres indicateurs sur l'occupation des réceptifs ont accru en 2018 par rapport aux années 2016 et 2017. Ceci s'explique sans doute par la hausse du flux des touristes enregistré dans la région en 2018.

Tableau XIX. 3 : Evolution de l'occupation des réceptifs

Indicateurs	Réalizations			Cibles
	2015	2016	2017	2018
Nuitées des Non-résidents	791290	1 293 934	1 354 853	1 597 068
Nuitées globales	950 388	1 489 120	1 678 679	1 959 978
Durée moyenne de séjour	1,84	1,53	1,52	1,41
Taux d'occupation lits	31,86	43,97	47,22	50,71
Nombre de lits	11 073	10 898	11 772	14 651
Nombre de chambres		5 449	5 856	6 953

Source : Données 2018, Service régional du tourisme

XIX.1.4. CIRCUITS TOURISTIQUE

Le développement du tourisme dans la région de Dakar crée de nombreux circuits touristiques grâce aux programmes d'excursions organisées par les agences et les hôtels de la place, mais aussi du bon état des infrastructures routières. Cependant, l'état de la route d'intérêt touristique de Keur Massar – Ndiakhirat pour aller au Lac Rose est totalement dégradé et crée chez les touristes un danger permanent et un découragement.

Les circuits touristiques sont : Gorée, le Lac Rose et environs, le Palais Présidentiel, le Musée de l'IFAN, le marché Kermel, le Monument de la Renaissance Africaine et le tour de ville.

XIX.1.5. LES TYPES DE TOURISME

XIX.1.5.1. LE BALNEAIRE

La Région de Dakar dispose de nombreux sites balnéaires. Avec ses magnifiques plages dont certaines sont mises en valeur par les complexes hôteliers, ces sites offrent diverses possibilités d'activités balnéaires et de sports nautiques. A cela, s'ajoutent les belles plages de Yenne et de Toubab Dialaw qui par leurs magnifiques falaises rouges et leurs petites criques, offrent d'agréables moments de détente aux baigneurs.

XIX.1.5.2. LE TOURISME D'AFFAIRES

La position géographique du Sénégal (proche de l'Europe et faisant face à l'Amérique), la stabilité politique du pays, les infrastructures de qualité combinées à la douceur du climat et à la légendaire Téranga font du Pays une destination idéale pour le tourisme d'affaires.

La capitale sénégalaise est une grande métropole moderne de l'Afrique de l'Ouest. Elle accueille chaque année de nombreux congrès, salons professionnels, colloques universitaires et rencontres panafricaines ou internationales, sans oublier la Biennale de Dakar dédiée à l'art contemporain.

Ce tourisme d'affaires bénéficie d'infrastructures significatives, tel que le Centre International du Commerce Extérieur du Sénégal (CICES), situé à proximité de l'Aéroport international de Dakar Léopold Sédar Senghor ou l'hôtel King Fahd Palace sur la Pointe des Almadies qui est doté d'un palais des congrès et tout récemment d'hôtels de grands standings comme le « Terroubi » et le « Radisson Blue ». L'équipement des salles de congrès est ultra moderne et comprend des installations pour la traduction simultanée. En plus, la capitale sénégalaise dispose de services de communications internationales (réseau téléphonique international par câble et satellite, réseau télex international, télécopie, internet à haut débit).

XIX.1.5.3. LE TOURISME DE DECOUVERTE

Dakar est le point de départ du tourisme de découverte au Sénégal vue son statut et son histoire à savoir capitale du Sénégal et porte de l'Afrique et surtout ancienne capitale de l'AOF avec ses immeubles, ses marchés typiques et ses musées.

XIX.1.5.4 LA PECHE SPORTIVE

La forte concentration de poissons à rostre dans les eaux sénégalaises et particulièrement les espadons voiliers et marlins bleus mais également la présence d'une dizaine d'espèces, font de Dakar un haut lieu de la pêche sportive où des records mondiaux homologués ont été réalisés. La pêche sportive, organisée à partir de certains hôtels, clubs, centres de pêche est coordonnée par une fédération bien structurée. Elle est pratiquée toute l'année.

XIX.1.5.5 LE TOURISME CULTUREL

La vie culturelle de Dakar est rythmée par une série de manifestations riches et variées dont la mise en valeur peut nous aider à renforcer le produit. Ces manifestations sont d'ordres traditionnels ou modernes. À celles-ci s'ajoutent les rendez-vous de la Biennale des arts, etc.

XIX.2. CULTURE ET LOISIRS

XIX.2.1 INFRASTRUCTURES CULTURELLES

La région de Dakar s'est dotée d'un certain nombre d'infrastructures culturelles importantes. C'est ainsi qu'en 2017, la région a enregistré 44 centres de documentation et bibliothèques dont les 29 sont logés dans le département de Dakar, 8 à Pikine, 6 à Rufisque et 1 à Guédiawaye. En ce qui concerne les cinémas, les effectifs diminuent à cause de leur transformation de plus en plus en lieux de culte. Pour ce qui est des galeries d'art et musée, ils sont tous concentrés dans le département Dakar avec 13 galeries d'art et 8 musées. Par ailleurs on constate que les effectifs n'ont pas évolué entre 2016 et 2017.

Tableau XIX. 4 : Evolution du nombre d'infrastructures culturelles par circonscription administrative

Infrastructures culturelles	Dakar			Pikine			Guédiawaye			Rufisque			Région		
	2016	2017	Variation (en %)	2016	2017	Variation (en %)	2016	2017	Variation (en %)	2016	2017	Variation (en %)	2016	2017	Variation (en %)
Bibliothèque et centre de documentation	29	29	0	8	8		1	1	-	6	6		44	44	-
Centre de lecture et d'animation culturelle (clac)	0	0	0	0	0		0	0	-	0	0		0	0	-
Cinéma	4			1			0		-	0			5	5	-
Théâtre, salle et aire de spectacle	-			-	-		-	-	-	-	-		-	-	-
Centre culturel	-			-	-		-	-	-	-	-		-	-	-
Manufacture	-			-	-		-	-	-	-	-		-	-	-
Galerie d'art	13	13	0	-	-		-	-	-	-	-		13	13	-
Musée	8	8	0	-	-		-	-	-	-	-		8	8	-
Studio d'enregistrement	-	-	-	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-
TOTAL	-	-	-	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-

Source : Données 2016-2017, Ministère de la Culture et de la Communication

XIX.2.2 PATRIMOINE CULTUREL

XIX.2.2.1. PATRIMOINE MATERIEL

Au niveau de la région de Dakar, il existe plusieurs sites pouvant attirer des touristes. C'est ainsi que le Ministère du tourisme a établi une liste des sites et Monuments Historiques Classés.

Tableau XIX. 5: Liste des sites historiques de la région, par département

Département	Sites historiques
Rufisque	Centre historique ou « Vieux Rufisque », compris entre le Canal Est, le Canal Ouest, la ligne de chemin de fer et le front de mer, Imprimerie nationale
	Ex-Ecole Normale William Ponty de Sébikotane, Dunes ogoliennes de Kounoune, site néolithique, Le lac rose, Cap Manuel, site préhistorique et géologique, Île de Gorée, Île de Ngor
Dakar	Secteur nord de la Pointe des Almadies, site préhistorique et protohistorique, Les Mamelles, site géologique, Musée d'Art africain, Place Soweto, Lieux de culte des Layènes (Mausolée, Mosquées à Yoff et Cambéréne, Grotte à Ngor), Pavillon A, Campus universitaire,
	Falaise de Toundeup Riya à Yoff, site géologique, Falaise de Toundeup Riya à Yoff, site géologique, Île des Madeleines, site préhistorique et réserve ornithologique, Assemblée nationale, Place Soweto
	Villa n°1 et 2 Place Soweto, Villa n°10, 30, 33, 35/37, 39 à 57, 60 Avenue Nelson Mandela, Casino du Port, 19, Bd de la Libération x Avenue Abdoulaye Fadiga, Villa n°22, Rue Calmette, Villa n°23 et 25, Avenue Carde
	Ecole Nationale des Douanes, Avenue Carde x Rue René Ndiaye

	Villa n°61/63, 65 Rue J. Bugnicourt (ex. Rue Kléber), Lycée Lamine Guèye, Bâtiment abritant le C.E.M. Abbé Fridoil et l'Ecole élémentaire
	Villa n° 3, 12, 14, 16/18, 21 à 28, 30, Avenue Amadou Cissé Dia (ex. Brière de l'Isle), Immeuble de l'Isle, Avenue Amadou Cissé Dia (ex. Brière de l'Isle)
	Bâtiment de l'Etat-major général des Armées, Cercle Mess des Officiers,
	Villa n° 30, 32/34, 36, 38, 40, Avenue des Jambaar, Villa n° 54 et 55, Avenue Franklin Roosevelt, Bâtiment abritant la Médiature, Avenue Franklin Roosevelt
	Ancien bâtiment abritant le Bureau régional de Dakar de la Croix Rouge, 3, Avenue Franklin Roosevelt, Palais de Justice, Cap Manuel, Institut Pasteur
	Bâtiment la Maternité de l'Hôpital Aristide Le Dantec, Petit Palais
	Villa n° 4, Avenue Pasteur « la Pechardièrre », Villa n° 4 (bis), Avenue Maunory, IFAN, Bâtiment abritant l'Ambassade de la Grande Bretagne, IFAN
	Villa n° 4 (bis), Avenue Maunory, Hôpital Principal, Primature, Chambre de Commerce, Palais de la République et bâtiments annexes, Square Van Vollenhoven, Ministère des Affaires étrangères, Bâtiment abritant la Gouvernance, Bâtiment abritant la Préfecture, Maison des élus locaux,
	Immeuble abritant l'UNICEF, Place du Tirailleur sénégalais, Gare ferroviaire
	Ensemble logements et Direction de l'Océanographie, Boulevard Djily Mbaye
	Bâtiment abritant ENDA Tiers-Monde, Rue Kléber x Rue Joseph Gomis
	Marché et Place Kermel, Ecole Hôtelière Amala Sy, Bâtiment abritant AGF - Sénégal assurances, Ecole Berthe Maubert, Ecole Amadou Assane Ndoye I et II, Ecole Mame Yacine Diagne, Villa n° 13/15, Rue Wagane Diouf, Villa n° 3, Rue Ngalandou Diouf, Hôtel de Ville de Dakar,
	Bâtiment abritant les Etablissements Eiffage, Bâtiment abritant ENDA - Tiers - Monde, Maison des Avocats, Office national des anciens combattants, Villa n° 15, Avenue Emile Zola x Rue Joseph Gomis, Cathédrale du Souvenir Africain, Building Maginot,
	Immeuble abritant le Ministère de l'Economie et des Finances, Villa n°165, Avenue du Président Lamine Guèye, Tribunal Régional
	Théâtre National Daniel Sorano, Hôtel des Députés, Musée de l'Armée
	Ministère de la Communication, Boulevard de la République x Avenue Jean. Jaurès, Bâtiment abritant la Cour de Cassation, Cimetière musulman, Corniche Ouest, Cimetière catholique Bel Air, Ex-Camp Lat Dior et logements,
	Bâtiment abritant le Marché Sandaga, Grande mosquée du Plateau,
	Mosquée des Khadres, Avenue du Président Lamine Guèye x Rue Félix Faure
	Hôtel Saint-Louis Sun, Temple du Protestant, Centre culturel Français,
	Bâtiment du Service régional d'Hygiène, Groupe Scolaire de Médina, Institut d'Hygiène social (Polyclinique), Maison de la Culture Douta Seck,
	Ensemble Grande Mosquée / Institut Islamique de Dakar, Stèle dédiée à Jean Mermoz, Ecole El Hadji Malick Sy, Place de la Nation et Monument de l'Indépendance (Obélisque), Penc de Santhiaba, Mosquée de Thieurigne, Hôpital Abass Ndao, Ancienne tour de contrôle de l'Aéropostale,
	Hangars de l'Aéropostale, au Garage dépôt des bus « DemDik », Bâtiment abritant l'OCLALAV à Hann Maristes
Pikine	Cimetière militaire de Thiaroye.

Source : ARRETE MINISTERIEL n° 1941 MCC/DPC en date du 27 mars 2003 portant Publication de la liste des sites et Monuments Historiques Classés

XIX.2.2.2. PATRIMOINE IMMATERIEL

Le patrimoine culturel immatériel de Dakar est très diversifié. On peut noter entre autres les structures mentionnées suivante :

Tuur de DEUK DAOUR (ou LEUK DAOUR) : Génie de Dakar Communément organisé à la Gueule tapée, à Soumbédioune précisément, en rappel du Génie de Dakar.

Tuur îles Sarpes (îles aux serpents) : Tuur Mame NDiaré (Yoff), le Génie de Yoff La Prêtresse est Penda Diène, le rituel est organisé sous la tutelle des Soumbar

Tuur Mame Coumba Lamb : Organisé par la prêtresse Maimouna Faye, aujourd'hui conservé par sa descendance, en honneur au génie de Rufisque.

Tuur de Bargny et alentours (Sébikhotane, Bambylor, Sendou, Yène, Toubab Dialaw, Déni Birame Ndaw, Déni Malick Guèye, Keur Samba Guèye, etc.) Organisé par feu Daouda Seck, pérennisé par sa descendance Maguette Diop.

Tuur Coumba Castel : de Gorée et Cap Manuel.

Badji Guéweul ou Tambour Major : Griot traditionnel qui véhiculait les messages au son du Tam Tam. En quelque sorte c'était l'annonceur des événements de la communauté léboue.

Goumbé (Siko) : Cette expression culturelle appelée Goumbé et sa musique sont très importantes dans le développement de la culture africaine. D'abord, la danse du Goumbé provient d'un instrument mythique qui fait partie de la répartition des tambours et instruments à percussion particulièrement fabriqués sur cadre quadrangulaire avec fond ouvert, très important dans l'héritage du patrimoine lébou.

Ndawrabine le « Ndawrabine » : dont le rythme traditionnel est le support par excellence de sa danse. Il a le pouvoir de moduler les pas d'une centaine de danseuses en colonne de deux rangées égales. Chacune de ces danseuses porte trois ou quatre différentes sortes de pagnes tissés, superposés.

Warale : Cérémonie nuptiale

Labane : Cérémonie de lune de miel

Beukeuteu : Baptême traditionnel des Lébous. Une semaine après sa naissance, le nouveau-né est baptisé selon un rituel sacré. Le pagne, en rabal appelé « Ndior » dont on avait enveloppé sa maman; à son arrivée au foyer, lors de sa cérémonie nuptiale, est enroulé sous forme de « teigne » et porté par la « badjène » qui super-pose là-dessus un petit canaris et un « layou » sur lequel est porté le bébé et transporté sur 7 portails de maison pour chercher de l'eau de puits. De retour à la maison une poignée de millet est prise avec les mains de sa mère dont toute la famille va moudre dans un mortier à tour de rôle. Humecté d'eau de puits, en faisant une ronde de 7 tours, autour du mortier, en compagnie de la maman du nourrisson rasant tenant à sa bouche une

tige de millet enrobé de fil de coton traditionnel (pokhé) dont la badjène tient l'autre bout. Il va s'en suivre un échange du bébé entre la badjiguène et d'autres membres de la famille 7 fois ! A la suite, le millet moulu est transformé en « nakke » mélangé à du lait caillé et « craché » sur la maman du bébé, etc.

Leul : Cérémonie d'initiation

Panal : Carnaval lébou

Lo lambé : Une expression ludique qui évoque les souvenirs d'enfance en passant par les jeux, nos amis, les parents, etc.

XIX.2.3. ACTIVITES CULTURELLES

La vie culturelle à Dakar est rythmée par plusieurs événements artistiques tel que :

Le BANLIEU RYTHME : Cet événement se positionne comme un véritable moyen de communication sociale et d'épanouissement pour les habitants du Sénégal, plus particulièrement la banlieue de Dakar. Une programmation variée des musiques du monde. Banlieue Rythme : un festival intégré dans son milieu.

Le FESTIVAL AFRICA FETE : Implanté depuis 2001 au Sénégal, le Festival Africa Fête est devenu un rendez-vous incontournable international des musiques africaines. Un événement monté par le Label Africa Fête, de feu Mamadou Konté, qui a produit dans les années 80 de nombreux artistes africains.

Le BARGNY RYTHMES-SUR-MER : Déterminée à militer pour la décentralisation et la démocratisation de l'action culturelle, l'association sportive et culturelle Juure, initiatrice de l'événement

La COMMEMORATION DE L'ANNIVERSAIRE DE LA MORT DE BOB MARLEY : Le Sénégal à l'instar des autres communautés célèbre l'anniversaire de son décès.

Le DAKAR –GOREE JAZZ FESTIVAL : Un désir né après constat que la capitale sénégalaise est absente de la liste des grands festivals, comme si elle renonçait un peu à cette partie de son important patrimoine historique et culturel. C'est de ce constat que l'idée de réparer cette anomalie a germé. Et Dakar aura désormais un festival de haut niveau « afin de recentrer la culture au cœur de la stratégie de la promotion touristique ».

La FETE DE LA MUSIQUE : La journée du 21 juin qui marque la fête de la musique. C'est le ministère de la culture en collaboration avec d'autres structures qui ont offert un cadre aux artistes pour qu'ils puissent exprimer leur passion et faire découvrir leur talent.

La JOURNEE MONDIALE DE LA DANSE : Lancée en 1982 par le Comité international de la danse de l'Institut international de théâtre de l'UNESCO, la date de la Journée internationale de la danse est le 29 avril, soulignant ainsi l'anniversaire de naissance de Jean-Georges Noverre, un éminent chorégraphe à l'origine d'importantes réformes dans la production de ballets.

Le BATTLE NATIONAL : Danse Hip Hop Compétition de danse hip hop (break dance, debout, krump). Désignation champion du Sénégal. 14 régions du Sénégal.

Le FESTIVAL KAAY FECC : tous les deux ans, le rendez-vous de toutes les danses. Chorégraphes et danseurs contemporains, d'ici et d'ailleurs, sont les acteurs de spectacles très attendus, par les passionnés de danse.

Le FESTIVAL INTERNATIONAL DUO SOLO DANSE : Initié par la compagnie Diagn'Art, le Festival international Duo solo danse propose du mouvement, du rythme, des spectacles en duo et solo venant de tous les horizons, mais aussi une exposition, des performances et des formations pour des jeunes danseurs

L'URBANATION BOYS : Monté en 2008, le Battle Urbanation a pour objectif principal de promouvoir la danse Hiphop en Afrique mais surtout d'arriver à professionnaliser cette activité.

Le DALIFORT DANSE FESTIVAL : Plateforme d'expression, de promotion et diffusion artistiques autour de la Danse.

La JOURNEE MONDIALE DU THEATRE : Créée par l'Institut international du théâtre (ITI) en 1961. Elle est célébrée le 27 mars par les Centres ITI et la communauté théâtrale dans le monde entier.

CONCLUSION

Aujourd'hui, le tourisme est devenu l'une des principales industries de l'économie de la région. En effet, Dakar est devenu une plateforme incontournable dans le transport aérien surtout avec la nouvelle compagnie Air Sénégal et une zone de touristification par excellence avec ces nombreuses places paradisiaques, ces restaurants et hôtels de luxe et ces magnifiques salles de conférences.

Cependant le secteur du tourisme est marqué par un contexte mondial très concurrentiel. Toutefois, le souhait affiché par les autorités et qui consiste à faire de la destination Sénégalaise, à l'horizon des cinq à dix prochaines années l'une des premières destinations en Afrique, laisse croire un espoir pour la relance du tourisme.

CHAPITRE XX: POSTE, SYSTEME FINANCIER DECENTRALISE, BANQUES

INTRODUCTION

Dans le cadre du Plan Sénégal Emergent (PSE) l'Etat a défini des orientations claires en matière d'inclusion financière. Ces lignes directrices engagent l'ensemble des parties prenantes à travailler au renforcement d'une offre de services financiers adaptés aux besoins des populations et des Petites et Moyennes Entreprises (PME). Ces nouvelles orientations programmatiques justifient toute l'importance des institutions financières et de la poste dans la mise en œuvre des politiques publiques.

Au Sénégal, la poste a pour rôle de transmettre des informations ou des objets sous forme physique en assurant le transport et la distribution des courriers. Les banques classiques et les Systèmes Financiers Décentralisés (SFD), quant à eux jouent un rôle clé dans le financement des projets de développement aussi bien à l'échelle macro que micro.

Ce chapitre s'intéresse aux activités de la poste, des systèmes Financiers Décentralisés (SFD) et des banques notamment leur couverture, leur clientèle ainsi que les principaux services qu'ils fournissent.

XX.1. POSTES ET AUTRES SOCIETES DE TRANSFERT D'ARGENT

XX.1.1. COUVERTURE

En 2019, au niveau de la région de Dakar, on dénombre 43 886 boîtes postales installées. Ce chiffre a légèrement évolué à la hausse (0,23%) par rapport à l'année 2018. Par ailleurs, cette hausse provient, particulièrement, des 100 nouvelles boîtes installées dans le département de Dakar en 2019. Pour les autres départements, on n'observe pas d'évolution de cet indicateur. En termes de répartition géographique, le département de Dakar concentre plus de la majorité des services postaux de la région (89%).

S'agissant du nombre de boîtes postales attribués, il a progressé de 7% en 2019. En effet, il est passé de 21 453 en 2018 à 22 886 en 2019. Cette augmentation est plus

importante dans le département de Dakar (7%) et elle est de 4% dans les autres départements de la région.

Tableau XX. 1 : Evolution du nombre de bureaux de poste et de boîtes postales par circonscription administrative

Circonscription administrative	Année	Nb bureaux de poste	Nb boîtes postales installées	Nb boîtes postales attribuées
Dakar	2018		39111	20139
	2019		39211	21527
Guédiawaye	2018		1555	425
	2019		1555	440
Pikine	2018		1640	346
	2019		1640	361
Rufisque	2018		1480	543
	2019		1480	558
Région	2018		43786	21453
	2019		43886	22886
	Variation %		0,23	6,68

Source : données 2019, Direction générale de la poste

Parallèlement aux activités liées à l'envoi et à la réception de courrier, la poste effectue également d'autres services financiers à travers : poste One et Poste Cash. En 2017, 1180 structures de transfert d'argent de la poste ont été dénombrées dont les 872 sont dédiées à poste Cash.

Tableau XX. 2 : Evolution du nombre de bureaux de transferts d'argent autres que la poste selon la structure, par circonscription administrative

Structures De transfert d'argent	Dakar			Guédiawaye			Pikine			Rufisque			Région		
	2016	2017	Variation (en %)	2016	2017	Variation (en %)	2016	2017	Variation (en %)	2016	2017	Variation (en %)	2016	2017	Variation (en %)
Poste one	242	102	137,25	95	51	86,27	188	86	118,60	102	69	47,83	627	308	47,83
Poste cash	450	675	33,33	21	56	62,50	38	69	44,93	18	72	75,00	527	872	75,00
Total	692	777	10,94	116	107	-8,41	226	155	-45,81	120	141	14,89	1154	1180	14,89

Source : données 2016-2017, Direction générale de la poste

XX.1.2. MANDATS EMIS

Le mandat postal est un moyen de transfert de fonds par le biais des services postaux. Une fois émis par voie informatique au bureau de poste, le mandat pourra être retiré par le bénéficiaire dans n'importe quel bureau de poste.

En 2019, le montant total des opérations émises dans les structures de transfert d'argent est évalué à 12 691 524 822 FCFA dans la région de Dakar. Ce chiffre a légèrement reculé (moins 1%) par rapport au montant enregistré en 2018 (12 782 584 551 FCFA). En terme de répartition géographique, le département de Dakar concentre plus de la moitié de ces transferts avec 88% en 2018 et 89% en 2019. Par ailleurs, environ 60% du montant des émissions de transfert proviennent des structures de Western Union.

Tableau XX. 3 : Evolution du montant des mandats émis par la poste selon la structure de transfert d'argent, par circonscription administrative

Structure s de transfert d'argent	DAKAR			GUEDIAWAYE			PIKINE			RUFISQUE			REGION		
	2018 (en FCFA)	2019 (en FCFA)	Variation %	2018 (en FCFA)	2019 (en FCFA)	Variation %	2018 (en FCFA)	2019 (en e FCFA)	Variation %	2018 (en FCFA)	2019 (en FCFA)	Variation %	2018 (en FCFA)	2019 (en FCFA)	Variation %
Poste- One	2 706 496 693	2 689 746 740	- 0,6 2	53 609 080	41 947 625	- 21 ,7 5	196 754 175	144 977 810	26 ,3 2	55 969 750	42 814 050	- 23, 51	3 012 829 698	2 919 486 225	- 3, 10
Western	6 688 305 058	6 835 447 239	2,2 0	28 226 499	26 516 812	- 6, 06	384 088 668	333 654 319	13 ,1 3	529 601 623	450 137 287	- 15, 00	7 630 221 848	7 645 755 657	0, 20
RIA	620 636 463	598 735 958	- 3,5 3	20 336 980	14 154 602	- 30 ,4 0	104 080 018	84 568 542	18 ,7 5	33 662 458	71 595 096	112 ,69	778 715 919	769 054 198	- 1, 24
Small World	19 158 932	7 895 973	- 58, 79	0	0		0	0		544 038	0	100 ,00	19 702 970	7 895 973	
IFS	12 909 553	16 132 052	24, 96	0	0		0	0		0	0		12 909 553	16 132 052	24 ,9 6
MONEYG RAM	1 230 104 302	1 196 038 864	- 2,7 7 %	0	0		57 708 993	61 214 477	6, 07 %	40 391 267	75 947 375	88, 03 %	1 328 204 563	1 333 200 716	0, 38
Total	11 277 611 001	11 343 996 827		102 172 559	82 619 039		742 631 855	624 415 148		660 169 137	640 493 808		12 782 584 551	12 691 524 822	- 0, 71

Source : données 2019, Direction générale de la poste

XX.1.3. MANDATS PAYES

En 2019, la valeur des mandats payés par la poste one s'établit à 938 346 949 FCFA. Ce montant est largement inférieur à la valeur des mandats émis par la poste au cours de la même année qui est évalué à 2 919 486 225 FCFA. Entre 2018 et 2019, le

montant des mandats émis et payés par la poste one ont nettement baissé particulièrement pour les mandats payés (-12%).

Outre les services de la poste, d'autres opérateurs tels que Western Union, RIA, Moneygram occupent une place centrale dans le système de transferts d'argent. En effet, ces structures de transferts précitées concentrent à elle seule plus de 56% des montants des mandats payés en 2019. D'ailleurs, le montant global des mandats payés par les structures de transferts autres que la poste est évalué à 39 173 165 403 FCFA en 2019. Néanmoins, ce montant a régressé de 23% par rapport à la valeur de 2018.

Par ailleurs, il est important de noter que les structures utilisées pour les paiements de mandats sont plus nombreuses que celles pour gérer les mandats émis.

Tableau XX. 4 : Evolution du montant des mandats payés par les structures de transfert d'argent autres que la Poste selon la structure, par circonscription administrative

Structures de transfert d'argent	DAKAR			GUEDIAWAYE			PIKINE			RUFISQUE			REGION		
	2018 (en FCFA)	2019 (en FCFA)	Variation (en %)	2018 (en FCFA)	2019 (en FCFA)	Variation (en %)	2018 (en FCFA)	2019 (en FCFA)	Variation (en %)	2018 (en FCFA)	2019 (en FCFA)	Variation (en %)	2018 (en FCFA)	2019 (en FCFA)	Variation (en %)
Poste-One	731 781 402	601 952 502	- 17,74	62 948 621	72 651 832	15,41	169 650 590	168 696 170	-0,56	98 863 322	95 046 445	-3,86	1 063 243 935	938 346 949	- 11,75
Western	7 667 475 758	6 469 032 119	- 15,63	259 209 916	234 860 674	-9,39	1 303 755 568	937 933 564	28,06	2 580 447 458	2 125 041 059	-17,65	11 810 888 700	9 766 867 416	- 17,31
RIA	5 252 884 540	4 560 032 535	- 13,19	602 081 875	483 947 395	- 19,62	1 644 572 730	1 418 982 120	13,72	1 857 300 660	1 743 329 705	-6,14	9 356 839 805	8 206 291 755	- 12,30
Small World	6 322 448 427	3 840 434 600	- 39,26	805 991 888	479 497 618	- 40,51	2 315 248 418	1 318 920 125	43,03	662 835 415	350 013 040	-47,19	10 106 524 148	5 988 865 383	- 40,74
IFS	2 935 500 664	2 385 219 157	- 18,75	30 313 240	14 766 188	- 51,29	66 761 538	62 566 419	-6,28	20 986 708	16 505 537	-21,35	3 053 562 150	2 479 057 301	- 18,81
TRANSFAST	3 667 159 460	2 093 534 820	- 42,91	402 024 893	275 345 061	- 31,51	1 183 101 777	746 585 106	36,90	306 157 213	226 046 857	-26,17	5 558 443 343	3 341 511 843	- 39,88
CASH MINUTE	2 328 797 947	2 013 869 187	- 13,52	221 930 805	167 189 512	- 24,67	567 826 383	477 605 050	15,89	207 605 413	187 376 708	-9,74	3 326 160 548	2 846 040 456	- 14,43
MONEYGRAM	3 133 951 884	2 684 613 979	- 14,34	139 834 810	70 838 580	- 49,34	591 306 681	490 056 762	17,12	959 398 311	740 726 506	-22,79	4 824 491 686	3 986 235 826	- 17,38
SIGUE	1 119 188 892	410 017 372	- 63,36	3 245 173	740 483	77,18	381 584 037	167 753 704	56,04	51 930 541	7 303 162	-85,94	1 555 948 643	585 814 720	- 62,35
JUBA EXPRESS	279 423 642	576 999 713	106,50	5 804 265	80 000	98,62	99 269 847	110 125 658	10,94	8 419 043	16 888 784	100,60	392 916 798	704 094 156	79,20
WORLD REMIT	29 030 007	187 690 154	546,54	0	0	0	2 670 596	20 258 989	658,59	787 148	9 177 271	1065,89	32 487 751	217 126 414	568,33
PLACID	193 983	0	- 100,00	0	0	0	940 000	0	- 100,00	0	0	0	1 133 983	0	- 100,00
MTPAY	52 595 082	57 596 286	9,51	1 309 835	10 893 071	731,64	10 662 542	25 780 013	141,78	1 452 530	18 643 814	1183,54	66 019 989	112 913 184	71,03
Total	33 520 431 690	25 880 992 424	- 22,79	2 534 695 321	1 810 810 414	- 28,56	8 337 350 706	5 945 263 678	- 28,69	6 756 183 761	5 536 098 887	- 18,06	51 148 661 479	39 173 165 403	- 23,41

Source : données 2019, Direction générale de la poste

XX.1.4. ORIGINE ET DESTINATION DES MANDATS

Le tableau cidessous renseigne sur le montant global des mandats émis et payés par les services postaux de la région de Dakar en provenance du Sénégal et du reste du monde qui s'établit à 57 899 millions de FCFA en 2016, contre à 63 909 millions de FCFA en 2017 accusant ainsi une hausse de 10,4% soit 6 010 000 000 FCFA en valeur absolue. Cette hausse est imputable à celle des mandats émis et payés en provenance de l'intérieur du Sénégal et du reste du monde.

En outre, cette augmentation est aussi observée au niveau de tous les départements de la région avec respectivement pour : Dakar (12%), Pikine (8,5%), Guédiawaye (7,9%), Rufisque (3,8%).

D'autre part, il convient de constater que le montant total des mandats émis et payés par les services postaux en destination du Sénégal et du reste du monde est passé de 27 600 millions de FCFA à 29 024 millions de FCFA, soit un accroissement de 5,2%.

Tableau XX. 5 Evolution du montant des mandats émis et payés par la Poste selon la provenance et la destination, par circonscription administrative (**en millions de FCFA**)

Désignation	Dakar		Guédiawaye		Pikine		Rufisque		Région		
	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	
Provenance	Sénégal	286	321	84	102	110	173	84	103	564	699
	Reste du monde	40376	45 211	2198	2 361	8097	8 735	6667	6 903	57335	63210
	Total	40662	45 532	2282	2463	8207	8 908	6751	7 006	57899	63909
Destination	Sénégal	183	302	37	49	67	72	72	81	359	504
	Reste du monde	21829	22354	602	712	2337	2652	2448	2802	27241	28 520
	Total	22012	22656	639	761	2404	2724	2520	2883	27600	29024

Source : données 2016-2017, Direction générale de la poste

XX.1.5. TRAFIC POSTAL

Le trafic postal est très important dans la région de Dakar. C'est ainsi la poste offre une large gamme de services adaptés à tous types d'envois, notamment la lettre qui est définie comme tout envoi de document n'excédant pas 500 grammes, à découvert ou sous enveloppe close ou non close, ayant le caractère de correspondance ou pouvant en tenir lieu. La carte postale : C'est une feuille de carton mince, suffisamment résistante dont au moins la moitié droite du recto est réservée à l'adresse du destinataire. Les cartes postales illustrées sont un moyen unique de rester en contact avec ses proches même en voyage et de leur faire découvrir d'autres horizons et

d'autres cultures. Et les envois de marchandises: sous forme de paquet pouvant peser jusqu'à trois kilos selon la destination.

Globalement, les différents types de désignations utilisés pour le trafic postal sont : les dépêches expédiées et celles reçues, les lettres recommandées expédiées et reçues, les Valeurs Déclarées expédiées et reçues et les colis expédiés et reçus.

Au total, durant l'année 2018, 389 217 trafics ont été dénombrés alors qu'en 2017, un nombre de 379 895 a été répertorié. Parmi tous les types de désignation, les lettres recommandées ont été les plus nombreuses en représentant en moyenne 37%. Ils s'en suivent les paquets expédiés et reçus (7,6% en moyenne) puis les colis et enfin les dépêches. Quant au niveau départemental, les tendances observées plus haut se maintiennent. Le département de Dakar reste en tête et Guédiawaye en dernier position.

Tableau XX. 6 : Evolution du trafic postal selon la nature, par circonscription administrative

Désignation	Dakar		Guédiawaye		Pikine		Rufisque		Région	
	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018
Dépêches Expédiées	4482	4446	249	247	996	988	1245	1235	6972	6916
Dépêches Reçues	4482	4446	249	247	996	988	1245	1235	6972	6916
Lettres Recommandées Expédiées	88115	93096	4998	5174	21350	20688	24049	25860	138512	144818
Lettres Recommandées Reçues	95146	92934	5404	5182	20135	20652	26223	25815	146908	144583
Paquets Recommandés Expédiés	18533	19406	1029	1100	4011	4313	4960	5391	28533	30210
Paquets Recommandés Reçus	18371	19440	1042	1080	3845	4320	4914	5400	28172	30240
V.D. Expédiées	609	900	72	76	186	200	241	250	1108	1426
V.D. Reçues	240	251	19	20	53	56	67	70	379	397
Colis Expédiés	4727	5671	120	149	472	564	590	705	5909	7089
Colis Reçus	13144	13297	334	337	1312	1328	1640	1660	16430	16622
Total	247849	253887	13516	13612	53356	54097	65174	67621	379895	389217

Source : données 2017-2018, Direction générale de la poste

XX.2. SYSTEMES FINANCIERS DECENTRALISES (SFD)

Dans le langage de la microfinance, les Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) représentent une institution dont l'objet principal est d'offrir des services financiers à des personnes qui n'ont généralement pas accès aux opérations des banques et établissements financiers tels que définis par la loi portant réglementation bancaire et habilitée aux termes de la loi portant réglementation des SFD à fournir ces prestations.

La microfinance, quant à elle, fait référence à l'offre de services financiers aux populations pauvres et à faibles revenus, qui ont peu ou n'ont pas accès aux services financiers bancaires, dans le but de satisfaire les besoins de leur ménage ou de leurs activités économiques et professionnelles.

Au Sénégal, la microfinance a connu une nette croissance et un développement rapide ces dernières années. Le réseau est très dense et les encours de crédits dépassent largement les encours de l'épargne, ce qui démontre l'intérêt des populations pour ce mode de financement moins rigide que celui des banques.

XX.2.1. COUVERTURE DE LA REGION EN SFD

Les structures financières décentralisées sont des structures agréées par l'autorité de tutelle, autorisées à exercer des activités d'épargne, de crédit et d'opérations d'engagement par signature sur le territoire national et dotée d'une personnalité juridique.

Les différents types de SFD sont les faitières, les SFD affiliés, IMCEC isolées, les Sociétés Commerciales et les Associations. Entre 2018 et 2019, le nombre de SFD a diminué de 2 unités passant de 104 à 102. Cette baisse concerne uniquement la catégorie IMCEC isolées ; les autres restant constant au cours de la période. Près de la moitié de ces institutions sont de type SFD affiliés.

Au total, 102 SFD ont été dénombrées en 2019 du fait qu'il y a eu des retraits d'autorisation d'exercer de 02 SFD à cause des manquements avérés à la loi portant réglementation des SFD. Ainsi, en 2018, 104 SFD ont été recensées. Toutes les SFD radiées ont été des Institutions Mutualisme Communautaire d'Épargne et de Crédit (IMCEC) isolées. A cet effet, en 2019, les SFD affiliées ont été plus nombreuses que les IMCEC isolées. Quant aux autres types de SFD, à savoir les Faitières (05 en 2018

et en 2019), les SFD affiliés (50 en 2018 et en 2019), les Sociétés commerciales (07 en 2018 et en 2019) et les Associations (01 en 2018 et en 2019), leur nombre est resté inchangé.

Tableau XX. 7 : Evolution du nombre de SFD inscrits selon la nature

Nature SFD	Nombre SFD inscrits		
	2018	2019	Variation (en %)
Faitière	05	05	0
SFD affiliés	50	50	0
IMCEC isolées	41	39	-4,88
Sociétés commerciales	07	07	0
Association	01	01	0
Total	104	102	-1,92

Source : données 2019, DRS-SDF

Le nombre de sociétaires de ces structures de micro finance est estimé à 1 542 411 en 2019 dont 50% d'hommes, 43% de femmes et 7% de personnes morales. En termes d'évolution le nombre de sociétaires enregistre une variation positive de 12% par rapport à 2018.

Tableau XX. 8 : Evolution du nombre de sociétaires des SFD

Circonscription administrative	2018				2019				Variation (en %)			
	Homme	Femme	Personnes morales	Total	Homme	Femme	Personnes morales	Total	Homme	Femme	Personnes morales	Total
Dakar												
Guédiawaye												
Pikine												
Rufisque												
Région	690 223	591 585	93 525	1 375 333	774 073	663 452	104 886	1 542 411	12,15	12,15	12,15	12,15

Source : données 2019, DRS-SDF

XX.2.2. EPARGNES ET CREDITS

Au niveau des institutions financières décentralisées de la région, le nombre d'épargnants se chiffrait à 1 149 572 personnes (physiques ou morales) en 2019. Par rapport à 2018, on note une progression de 6%. La quasi-totalité des épargnants

vivent en milieu urbain. Cette distribution est compréhensible au regard du taux d'urbanisation particulièrement élevé à Dakar.

Le nombre de crédits en cours et le nombre de crédits accordés ont connus une variation moins importante avec des proportions d'accroissement inférieures ou égales à 1%.

Tableau XX. 9 : Evolution du nombre d'épargnants, de crédits en cours et de crédits accordés selon le sexe et la nature du sociétaire

Désignation	Sexe/Nature sociétaire	2018			2019			Variation (en %)		
		Urbain	Rural	Total	Urbain	Rural	Total	Urbain	Rural	Total
Nombre d'épargnants	Hommes	516354	4195	520549	544772	4426	549199	5,50	5,51	5,50
	Femmes	477010	3042	480052	503263	3210	506473	5,50	5,52	5,50
	Personnes morales	88318	693	89011	93179	721	93900	5,50	4,04	5,49
Nombre de crédits en cours	Hommes	54411	184	54595	54933	185	55118	0,96	0,54	0,96
	Femmes	50008	108	50116	50488	109	50596	0,96	0,93	0,96
	Personnes morales	7680	36	7716	7753	36	7789	0,95	0,00	0,95
Nombre de crédits accordés	Hommes	64456	20	64476	64306	20	64326	-0,23	0,00	-0,23
	Femmes	74511	11	74522	74338	11	74349	-0,23	0,00	-0,23
	Personnes morales	18788	3	18791	18744	3	18747	-0,23	0,00	-0,23

Source : données 2019, DRS-SDF

Dans la région, la situation en matière d'épargne, de crédit en cours et de crédits accordés est en progression en 2019. Dans l'ensemble, le montant total de l'épargne auprès des SFD se chiffre à 55 239 541 202 FCFA en 2019. Ce montant a augmenté de 8% par rapport à l'année 2018. S'agissant des crédits en cours, ils sont estimés à 26 222 609 941 FCFA alors que les crédits accordés représentent 26 819 932 350 FCFA. Pour ces derniers, la variation par rapport à la situation de 2018 est respectivement de 9% et 11%.

Que ce soit pour l'épargne ou le crédit, les statistiques restent en faveur des hommes par comparaison aux femmes. Cependant, ceci devrait être relativisé en considérant le poids des hommes et des femmes parmi les sociétaires.

Tableau XX. 10 : Evolution des montants de l'épargne collectée, de l'encours de crédit et des crédits accordés selon le sexe/nature du sociétaire et le milieu de résidence

Désignation	Sexe/Nature sociétaire	2018 (en FCFA)			2019 (en FCFA)			Variation en %		
		Urbain	Rural	Total	Urbain	Rural	Total	Urbain	Rural	Total
Epargne collectée	Hommes	81204060841	444113943	81648174784	87292216021	481129728	87773345749	7,50	8,33	7,50
	Femmes	44836404509	279046343	45115450832	48573406579	302304157	48875710735	8,33	8,33	8,33
	Personnes morales	50824957266	164721833	50989679099	55061090216	178450986	55239541202	8,33	8,33	8,33
Encours de crédit	Hommes	92400712811	396316827	92797029638	10097800000	413106595	101391106595	9,28	4,24	9,26
	Femmes	69679833731	297852779	69977686510	76148156026	325502210	76473658236	9,28	9,28	9,28
	Personnes morales	23994902434	256425649	23995158859	26222329712	280229434	26222609941	9,28	9,28	9,28
Montant des crédits accordés	Hommes	119406012060	823633278	120229645338	136509959566	941612098	137451571664	14,32	9,28	9,28
	Femmes	34674040852	238998687	34913039539	39640817352	273233319	39914050671	14,32	14,32	14,32
	Personnes morales	23299462351	160079911	24159542262	26636922284	183010066	26819932350	14,32	14,32	11,01

Source : données 2019, DRS-SDF

Concernant les types de désignation, le montant des encours de crédits sont plus conséquents que ceux encours d'épargne. Globalement, en 2019, les encours de crédits sont évalués à 204 387 519 810 FCFA et les encours d'épargne à 192 568 597 686 FCFA, soit respectivement 9% et 8% que l'année précédente. Pour les encours de crédits, ceux de type moyen terme ont été plus nombreux (41%), suivi des encours de court termes (30%). Seul 7% des crédits sont en souffrance et les encours de crédit à long terme représentent 23% en 2019.

Tableau XX. 11: Evolution de la valeur des encours de crédit, d'épargne et des emprunts selon leur type

Crédits/épargne	Dakar			Guédiawaye			Pikine			Rufisque			Région		
	2018	2019	Variation (en %)	2018	2019	Variation (en %)	2018	2019	Variation (en %)	2018	2019	Variation (en %)	2018	2019	Variation (en %)
Encours d'épargne (en million de FCFA)													177753304735	192568597686	8,33
Dépôts à vue													77821752824	84308001098	8,33
Dépôts à terme													44253495140	47941913173	8,33
Autres dépôts													55678056771	60318683415	8,33
Encours de crédits (en million de FCFA)													187026044231	204387519810	9,28
Court terme													55897861450	61086814467	9,28
Moyen terme													77405927225	84591456495	9,28
Long terme													41616645228	45479884558	9,28
Crédits en souffrance													12105610328	13229364290	9,28

Source : données 2019, DRS-SDF

XX.2.3. OBJET ET SECTEURS D'ACTIVITE BENEFICIAIRES DES CREDITS ACCORDES

Dans la région de Dakar, les secteurs d'activités bénéficiaires des crédits sont souvent l'immobilier, l'équipement, la consommation et la trésorerie. Toutefois, les crédits destinés à la trésorerie concernent les crédits à court terme accordés aux entreprises ou aux particuliers par les établissements bancaires.

Pour l'année 2019, un montant total de 204 185 554 685 FCFA a été accordé en 2019 contre 178 602 227 139 en 2018 soit une progression de 14%. Quel que soit l'année considéré, la majeure partie de ces crédits reste destinée à la trésorerie (87%). Viennent ensuite les crédits liés à l'équipement qui représente 12%.

Ces différents types de crédits ont été injectés dans des secteurs d'activités différentes dont la plus fréquente est celle du « commerce, restaurant et Hôtels » qui a concentré 78% du montant des crédits. En 2019, les services divers et le secteur de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche ont été les deuxième et troisième destinations des crédits.

Tableau XX. 12 : Evolution de la production de crédits selon l'objet et le secteur d'activités

Désignation	2018 (en FCFA)			2019 (en FCFA)			Variation en %		
	Urbain	Rural	Total	Urbain	Rural	Total	Urbain	Rural	Total
Objet des crédits accordés									
Crédits immobiliers	719339955	4931669	724271624	822379598	5638090	828017688	14,32	14,32	14,32
Crédits d'équipement	20736604450	142882130	20879486580	23706955673	163348841	23870304514	14,32	14,32	14,32
Crédits à la consommation	1397326382	9478000	1406804382	1597482109	10835647	1608317756	14,32	14,32	14,32
Crédits de trésorerie	154314497735	1064163480	155378661215	176418804069	1216596310	177635400379	14,32	14,32	14,32
Autres	211746741	1256597	213003338	242077753	1436595	243514348	14,32	0,14	0,14
Secteurs d'activités bénéficiaires des crédits accordés									
Agriculture, sylviculture et pêche	12561269237	86668967	12647938204	14360569674	99083597	14459653271	14,32	14,32	14,32
Industries extractives	12561269237	92978	12561362215	15395697	106297	15501994	-99,88	14,32	-99,88
Industries manufacturées	12561269237	37837939	12599107176	6269461402	43257919	6312719321	-50,09	14,32	-49,90
BTP	12561269237	15805141	12577074378	2629984471	18069100	2648053571	-79,06	14,32	-78,95
Commerce, restaurants, hôtels	12561269237	956691792	13517961029	158573594344	1093730170	159667324514	1162,40	14,32	1081,15
Electricité, gaz, eau	12561269237	77122	12561346359	14625026	88169	14713195	-99,88	14,32	-99,88
Transport, entrepôts et communication	12561269237	25894140	12587163377	4316725706	29603267	4346328973	-65,63	14,32	-65,47
Assurances, services aux entreprises	12561269237	1122829	12562392066	196774592	1283665	198058257	-98,43	14,32	-98,42
Immobilier	12561269237	11010538	12572279775	1831900558	12587708	1844488266	-85,42	14,32	-85,33
Services divers	12752040807	87510429	12839551236	14578667731	100045592	14678713323	14,32	14,32	14,32

Source : données 2019, DRS-SDF

XX.3. LES BANQUES⁵¹

CONCLUSION

Le secteur postal est devenu incontournable dans le développement économique de la région. En effet, le réseau de la Poste propose beaucoup de services (transfert d'argent et de courrier). En plus, la Poste demeure un partenaire stratégique des pouvoirs publics pour l'exécution des politiques nationales. En 2019, le nombre de bureau postal a augmenté dans la région même si la quasi-totalité des bureaux restent concentrée dans le département de Dakar. Le volume des mandats émis et payés ont, néanmoins, baissé en 2019.

Actuellement, l'intérêt porté aux SFD ne cesse de croître dans la région de Dakar. Étant un moyen de lutte contre la pauvreté, les SFD constituent une réponse aux besoins d'une population désireux d'accès aux crédits. Pourtant, en 2019, le nombre de SFD a diminué dans la région tandis que le nombre de sociétaires ne cesse d'augmenter. De même, le nombre d'épargnants et de montants épargnés et de crédit accordés est en hausse en 2019. Les secteurs du « commerce, restaurant, hôtels », « service » et « agriculture, sylviculture et pêche » détiennent les taux d'investissements en crédit les plus importants en 2019.

⁵¹ Données indisponibles pour cette partie

CHAPITRE XXI: TELECOMMUNICATIONS ET MEDIAS

INTRODUCTION

Les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) constituent un levier important jouant un rôle essentiel pour que la quatrième révolution industrielle devienne réalité. En effet, cette quatrième révolution industrielle qui s'annonce se caractérise par une tendance à l'autonomisation des technologies de fabrication et à l'échange de données sur ces technologies. Ainsi, d'après le Directeur général de l'ONUDI (Organisation des Nations Unies pour le développement Industrielle) LI Yong, cette autonomisation des technologies de fabrication améliorant les procédés de fabrication peuvent conduire à des modes de production plus pérennes, et contribuer alors à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et donc à la réalisation des ODD. Cela concerne particulièrement l'objectif 9 : « bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation ».

Le Plan Sénégal Emergent (PSE) en harmonie avec les ODD, dans son ambition de faire du Sénégal un pays émergent a défini un certain nombre de secteurs indispensable à la réalisation de cette ambition, dont celui de l'économie numérique. Cette dernière constitue un domaine transversal qui représente l'ensemble des activités de production, de distribution et de consommation de biens et services ayant trait aux Télécommunications et aux TIC, à leurs usages en tant que cœur ou support dans les processus industriel, économique et sociétal⁵².

Le numérique est porté par le sous-secteur des Télécommunications qui s'est développé à la faveur de la privatisation de l'opérateur historique SONATEL, la mise en place d'une autorité de régulation (ARTP) mais également, l'ouverture du marché à deux (2) autres opérateurs globaux, TIGO devenu FREE et EXPRESSO et à un (1) opérateur de service universel, le Consortium du Service Universel (CSU).

Egalement, le numérique a un impact important sur les industries culturelles, notamment la musique, le cinéma, la radio et la télévision. Avec le processus de passage à la Télévision Numérique Terrestre (TNT) et le développement de

⁵² Ministère des postes et de télécommunications, Stratégie Sénégal Numérique 2016-2025, octobre 2016

l’interactivité, la convergence entre l’audiovisuel et les TIC a généré de nouvelles pratiques pour les usagers des médias audiovisuels.

Ce présent chapitre fait une analyse de la part de chaque opérateur des réseaux de télécoms puis une évaluation de l’accès de la population aux différentes chaînes de télévision, de radios et de journaux dans la région de Dakar.

XXI.1. TELECOMMUNICATIONS

Les télécommunications sont définies comme la transmission à distance d’informations avec des moyens à base d’électronique et d’informatique et de transmission filaire, optique ou électromagnétique. Le Sénégal est en pointe dans le secteur des télécommunications. En effet, la forte augmentation du taux de pénétration du téléphone mobile puis de l’accès à internet ont dynamisé ce secteur. De grands acteurs mondiaux sont implantés dans le domaine des infrastructures et des services.

XXI.1.1. L’ACCES AUX RESEAUX DES TELECOMMUNICATIONS

Depuis l’arrivée du protocole de transmission numérique à haut débit utilisant le réseau téléphonique (ADSL) dont l’opérateur Sonatel-Orange en est le pionnier au Sénégal, l’internet s’est très vite répandu dans l’ensemble des communes de la région. Ainsi, il faudrait noter que depuis des années, toutes les communes de la région ont été couvertes par les différents services d’internet et de téléphonie fournis par les trois principaux opérateurs à savoir : Sonatel-Orange, Free (ex Tigo) et Expresso.

Tableau XXI. 1 : Evolution du nombre de localités (communes) desservies par les trois opérateurs de téléphonie selon le type de service, par circonscription administrative

Opérateurs	Types de service	Dakar			Guédiawaye			Pikine			Rufisque			Région		
		2018	2019	Variation (en %)	2018	2019	Variation (en %)	2018	2019	Variation (en %)	2018	2019	Variation (en %)	2018	2019	Variation (en %)
SONATEL – « ORANGE »	Internet Haut débit	19	19	0	5	5	0	16	16	0	12	12	0	52	52	0
	Internet Bas débit	19	19	0	5	5	0	16	16	0	12	12	0	52	52	0
	Internet 3 G+	19	19	0	5	5	0	16	16	0	12	12	0	52	52	0
	Internet 4 G	19	19	0	5	5	0	16	16	0	12	12	0	52	52	0
	Téléphonie fixe	19	19	0	5	5	0	16	16	0	12	12	0	52	52	0
Téléphonie mobile	19	19	0	5	5	0	16	16	0	12	12	0	52	52	0	
SUDATEL – « EXPRES- SO »	Internet 3 G+	19	19	0	5	5	0	16	16	0	12	12	0	52	52	0
	Internet 4 G	19	19	0	5	5	0	16	16	0	12	12	0	52	52	0
	Téléphonie fixe	19	19	0	5	5	0	16	16	0	12	12	0	52	52	0
	Téléphonie mobile	19	19	0	5	5	0	16	16	0	12	12	0	52	52	0
FREE	Internet 3 G+	19	19	0	5	5	0	16	16	0	12	12	0	52	52	0
	Internet 4 G	19	19	0	5	5	0	16	16	0	12	12	0	52	52	0
	Téléphonie mobile	19	19	0	5	5	0	16	16	0	12	12	0	52	52	0

Source : Données 2019, Sonatel-Orange

Néanmoins, bien que toutes les communes aient accès au service de téléphonie mobile et d'internet, les opérateurs de télécommunications continuent à installer leurs antennes au niveau des localités pour améliorer la qualité du réseau. Concernant le cas de l'opérateur Free pour lequel ses données sont disponibles, il a été dénombré au cours de l'année 2019 que 380 antennes du réseau internet 3G+ et 163 pour l'internet 4G ont été installées dans toute la région. A cela s'ajoute les antennes de téléphonie mobile qui ont été au nombre de 382 en 2019. Pour tous les types de services, des évolutions positives ont été relevées. Le nombre d'antenne 3G+ a augmenté de 17% de même que celui de la téléphonie mobile. Ces augmentations ont été plus notées dans le département de Rufisque (24%) qui a détenu 15% des antennes 3G+ et 14,92% de celles de la téléphonie mobile en 2019. Le département de Guédiawaye détient le plus faible nombre d'antennes 3G+ et de téléphonie. Par contre, pour le 4G, il vient après le département de Dakar. Le nombre d'antennes 4G installées dans les départements de Pikine et de Rufisque sont encore très faibles (respectivement 13 et 7). Quant au département de Dakar, il renferme la plupart des antennes implantées dans la région (187 pour le 3G+, 128 pour le 4G et 189 pour la téléphonie mobile).

Tableau XXI. 2 : Evolution du nombre d'antennes implantés par l'opérateur Free ex TIGO selon le type de service, par circonscription administrative

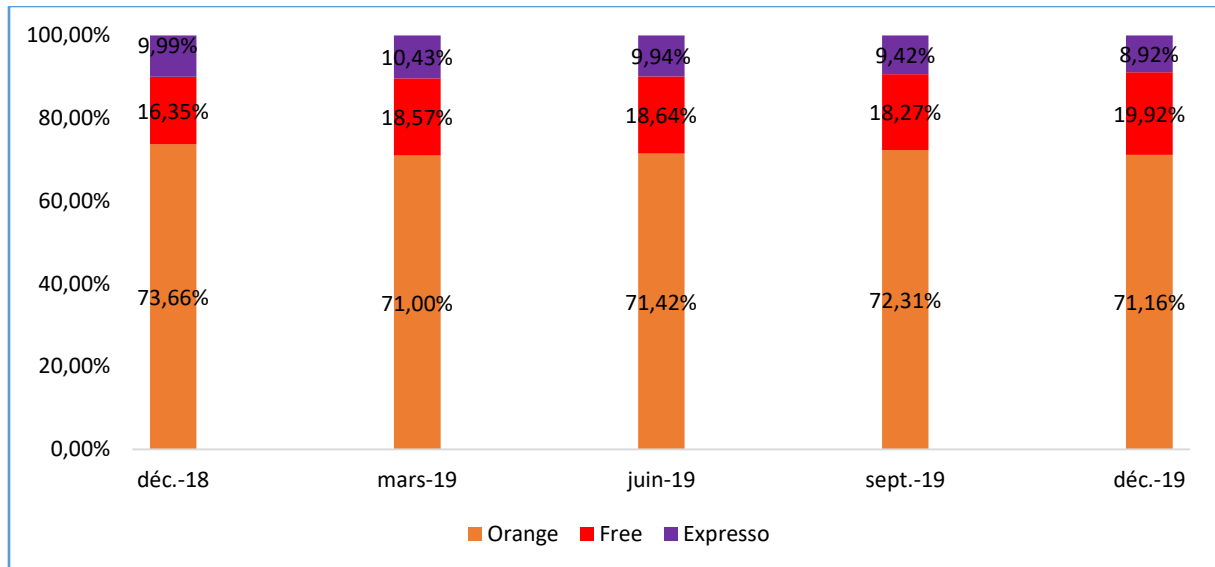
Type de service	Dakar			Guédiawaye			Pikine			Rufisque			Région		
	2018	2019	Variation (en %)	2018	2019	Variation (en %)	2018	2019	Variation (en %)	2018	2019	Variation (en %)	2018	2019	Variation (en %)
Internet 3G+	157	187	19,11	27	31	14,81	95	105	10,53	46	57	23,91	325	380	16,92
Internet 4G		128			15			13			7		0	163	
Téléphonie mobile	158	189	19,62	27	31	14,81	96	105	9,38	46	57	23,91	327	382	16,82

Source : Données 2019, Free

XXI.1.2. LA CLIENTELE

A défaut d'avoir les statistiques exactes sur la clientèle des différents services de télécommunications, cette partie fera l'objet d'une analyse des parts de marché afin de voir la performance des opérateurs et l'intensité de la concurrence. En effet, les trois principaux opérateurs du marché des télécommunications sont permanemment en concurrence. Ainsi, il s'agira de regarder l'évolution des parts de marché de la téléphonie mobile, de la téléphonie fixe et celle de la connexion internet.

Graphique XXI. 1 : Evolution des parts de marché de la téléphonie mobile en volume



Source : ARTP, *Rapport sur le marché des télécommunications électroniques en 2019*, page 39.

L'évolution de la structure du marché de la téléphonie mobile a favorisé une concurrence plus importante entre les opérateurs et le développement de nouveaux services. Toutefois, le réseau Orange reste plus dominant. Il est suivi de Free puis de Expresso.

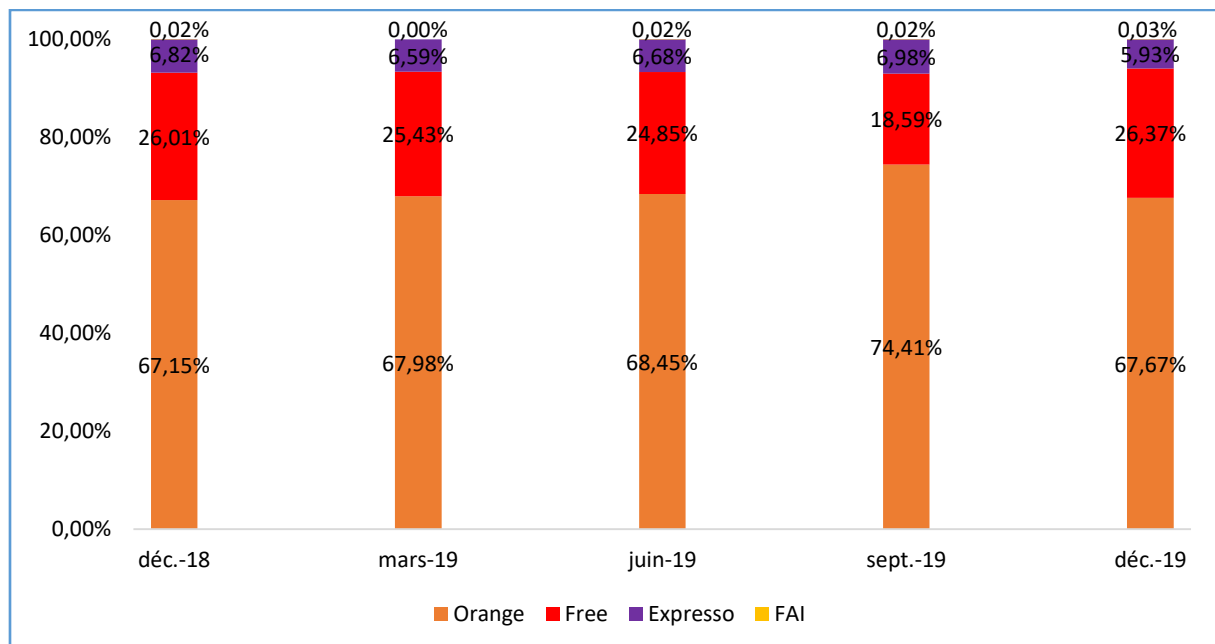
Depuis décembre 2018, ses parts de marchés ont varié entre 71% et 74%. En décembre 2018, ils ont été de 74% et ont diminué jusqu'à 71% au mois de mars de l'année 2019. Parallèlement, les parts de marché des opérateurs Free et Expresso ont augmenté en passant respectivement de 16,35% à 18,57% et de 9,99% à 10,43% entre décembre 2018 et mars 2019. Après ce trimestre, au mois de juin 2019, les parts du réseau Orange ont encore grimpé à 71,42% de même que pour Free qui a détenu 18,64% des parts. Ce qui implique une diminution des parts de marché de l'opérateur Expresso au deuxième trimestre de l'année 2019. D'ailleurs la baisse des parts de marché de l'opérateur Expresso s'est poursuivie jusqu'en décembre 2019 où il s'est retrouvé avec 8,92% des parts de marché de la téléphonie mobile. Concernant le réseau Orange, ses parts de marché ont connu une hausse en septembre puis une baisse au dernier trimestre de l'année 2019. Par contre pour le réseau Free, ses parts de marché ont augmenté entre septembre et décembre 2019 en passant de 18,27% à 19,92%. Cette hausse était particulièrement liée au remplacement de Tigo par Free.

Par rapport au marché de l'internet, d'après le rapport annuel de l'Autorité de Régulation des Télécommunications et des Postes (ARTP) sur le marché des

télécommunications électroniques en 2019, les offres des opérateurs titulaires de licence (SONATEL, SAHL, EXPRESSO) et des FAI (Arc TELECOM, WAW SAS) sont les principaux fournisseurs suivis sur le marché.

Pour la connexion internet, l'opérateur Orange reste dominant sur ce segment de marché. Sur la période décembre 2018 à décembre 2019, ses parts de marché ont varié entre 67,15% à 74,41%. Ce pic de 74,41% a été obtenu en septembre 2019 et a coïncidé avec une baisse considérable des parts de marché de l'opérateur Tigo devenu Free en octobre 2019. Ainsi, après changement de nom, l'opérateur Free a repris progressivement ses parts de marché jusqu'à se retrouver avec 26,37% des parts de marché en décembre 2019. Pendant ce temps, les autres opérateurs à savoir Orange et Espresso ont assisté à une régression de leurs parts de marché avec un recul de 6,74 points pour Orange et de 1,05 point pour Espresso. Quant à FAI, leurs parts de marché sont restés pratiquement constants mis à part le premier trimestre de l'année 2019 où leurs parts ont été quasiment nuls. Egalement, en décembre 2019, ils ont détenu 0,03% des parts de marché et 0,02% pour les autres trimestres.

Graphique XXI. 2 : Evolution des parts de marché de l'internet en volume par trimestre (de décembre 2018 à décembre 2019)

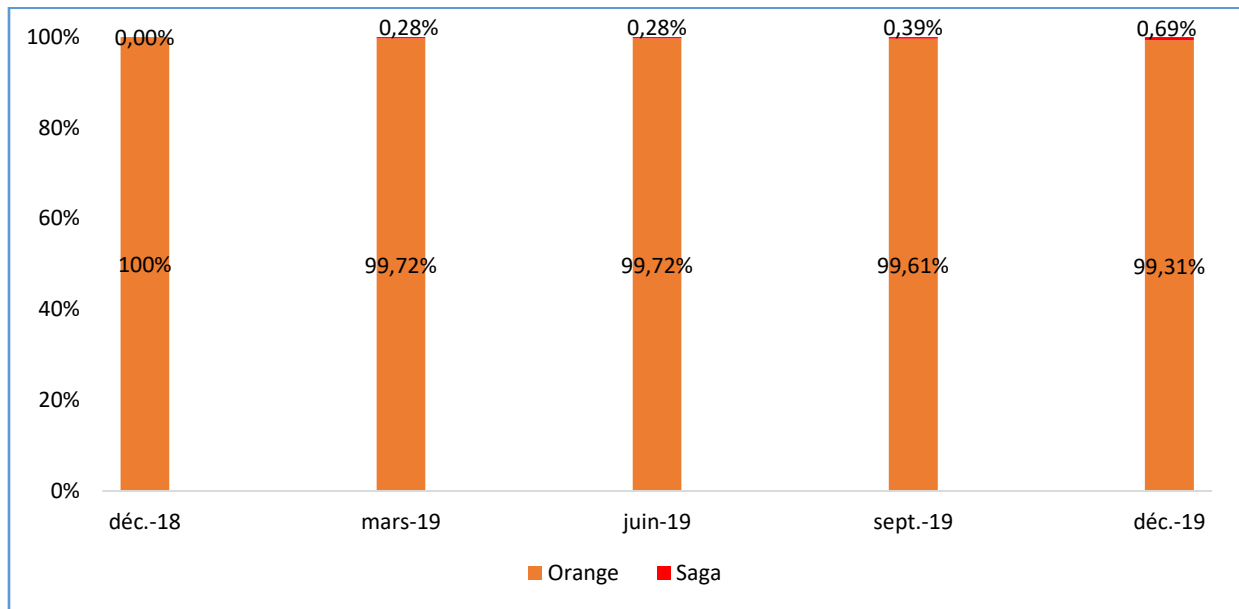


Source : ARTP, Rapport sur le marché des télécommunications électroniques en 2019, page 58.

A côté du marché de la téléphonie mobile et celui de l'internet, il y a le marché de la téléphonie fixe. Dans ce marché, l'opérateur historique SONATEL et SAHL (Saga Africa

Holdings Limited) restent, aujourd'hui, les seuls à offrir des services mais la quasi-totalité des parts de marché sont détenues par la Sonatel.

Graphique XXI. 3 : Evolution des parts de marché de la téléphonie fixe en volume par trimestre (de décembre 2018 à décembre 2019)



Source : ARTP, *Rapport sur le marché des télécommunications électroniques en 2019*, page 33.

XXI.2. MEDIAS⁵³

XXI.2.1. LA TELEVISION

Il n'existait qu'une chaîne nationale qui est la RTS. Mais, la libéralisation progressive du secteur de la télévision a permis à des groupes de communication privés de se positionner sur le marché. Profitant des évolutions technologiques rapides, ils ont connu une forte croissance durant ces 10 dernières années. Etant donné que la radio et la télévision sont disponibles sur Internet, et même sur les téléphones portables, ce qui induit nécessairement une couverture sur l'ensemble des communes de la région.

XXI.2.2. L'ACCES AUX CHAINES DE TELEVISION NATIONALES ET LOCALES

Dans la région de Dakar, les chaînes de télévision nationales et locales sont très présentes. En effet, les communes d'arrondissement du département de Guédiawaye constituées de Golf Sud, de Sam notaire, de Ndiarème Limamoulaye, de Wakhinane Nimzatt, de Médina Gounass et les communes d'arrondissement du département de

⁵³ Cette partie est extraite de la SES 2017-2018 puisqu'en 2019 aucune donnée la traitant n'a été reçue.

Pikine à savoir Yeumbeul nord, Yeumbeul sud, Malika, Keur Massar, Pikine ouest, Pikine est, Pikine sud nord, Dalifort, Djihâd Thiaroye Kao, Guinaw rail nord, Guinaw rail sud, Thiaroye /mer, Diack Sao, Diamaguène/Sicap Mbao, Thiaroye Gare, Mbao sont toutes couvertes par les chaînes de télévision nationales et locales. De même, dans les départements de Dakar et Rufisque, la couverture y est complète.

Enfin, un téléspectateur se trouvant dans la zone de couverture d’Intelsat 801, disposant d’une antenne parabolique d’au moins 3,5 mètres de diamètre, munie d’un récepteur satellite numérique, pourra recevoir tous les programmes de la télévision.

Tableau XXI. 3 : Evolution du nombre de localités (commune) couvertes par les chaînes de télévision nationales et locales

Chaînes de télévision	Dakar			Guédiawaye			Pikine			Rufisque			Région		
	2017	2018	Variation (en %)	2017	2018	Variation (en %)	2017	2018	Variation (en %)	2017	2018	Variation (en %)	2017	2018	Variation (en %)
RTS 1	19	19	0	5	5	0	16	16	0	12	12	0	52	52	0
RTS 2	19	19	0	5	5	0	16	16	0	12	12	0	52	52	0
TFM	19	19	0	5	5	0	16	16	0	12	12	0	52	52	0
WALF TV	19	19	0	5	5	0	16	16	0	12	12	0	52	52	0
2STV	19	19	0	5	5	0	16	16	0	12	12	0	52	52	0
RDV	19	19	0	5	5	0	16	16	0	12	12	0	52	52	0
SENTV	19	19	0	5	5	0	16	16	0	12	12	0	52	52	0
AFRICA 7	19	19	0	5	5	0	16	16	0	12	12	0	52	52	0
LCS	19	19	0	5	5	0	16	16	0	12	12	0	52	52	0
MOURCHID TV	19	19	0	5	5	0	16	16	0	12	12	0	52	52	0
TOUBA TV	19	19	0	5	5	0	16	16	0	12	12	0	52	52	0
DTV	19	19	0	5	5	0	16	16	0	12	12	0	52	52	0
2S RACINES	19	19	0	5	5	0	16	16	0	12	12	0	52	52	0
AL MOURIDYYA TV	19	19	0	5	5	0	16	16	0	12	12	0	52	52	0
LAMP FALL TV	19	19	0	5	5	0	16	16	0	12	12	0	52	52	0

Source : Données 2017-2018, ARTP

XXI.2.3. L'ACCES AUX CHAINES RADIOS NATIONALES ET LOCALES

S’agissant de l’accès aux chaînes radios nationales et locales, la couverture est totale au niveau du territoire régional. D’ailleurs, une présence des radios communautaires est également à noter. C’est un canal de communication qui produit et diffuse dans les langues locales, sur des problématiques propres aux groupes sociaux, culturels, religieux ou socioprofessionnels pour lesquels il a été créé. De même, ces radios permettent à certaines communautés d’avoir accès à l’information.

Tableau XXI. 5 : Evolution du nombre de localités (commune) servies en journaux nationaux et locaux

Journaux	Dakar			Guédiawaye			Pikine			Rufisque			Région				
	2016	2017	2018	2016	2017	2018	2016	2017	2018	2016	2017	2018	2016	2017	2018	Variation (en %) 2017/2016	Variation (en %) 2018/2017
Le Soleil	19	19	19	5	5	5	16	16	16	12	12	12	52	52	52	0,00	0,00
Sud quotidien	19	19	19	5	5	5	16	16	16	12	12	12	52	52	52	0,00	0,00
Walfadjri	19	19	19	5	5	5	16	16	16	12	12	12	52	52	52	0,00	0,00
L'Observateur	19	19	19	5	5	5	16	16	16	12	12	12	52	52	52	0,00	0,00
Le Populaire	19	19	19	5	5	5	16	16	16	12	12	12	52	52	52	0,00	0,00
Le Quotidien	19	19	19	5	5	5	16	16	16	12	12	12	52	52	52	0,00	0,00
L'As	19	19	19	5	5	5	16	16	16	12	12	12	52	52	52	0,00	0,00
L'Enquête	19	19	19	5	5	5	16	16	16	12	12	12	52	52	52	0,00	0,00
La Gazette	19	19	19	5	5	5	16	16	16	12	12	12	52	52	52	0,00	0,00
Ferloo	19	19	19	5	5	5	16	16	16	12	12	12	52	52	52	0,00	0,00
Rewmi	19	19	19	5	5	5	16	16	16	12	12	12	52	52	52	0,00	0,00
Leral	19	19	19	5	5	5	16	16	16	12	12	12	52	52	52	0,00	0,00
Sunu Lamb	19	19	19	5	5	5	16	16	16	12	12	12	52	52	52	0,00	0,00
Xalima	19	19	19	5	5	5	16	16	16	12	12	12	52	52	52	0,00	0,00

Source : Données 2017-2018, ARTP

CONCLUSION

Le secteur des télécommunications est de plus en plus marqué par son caractère concurrentiel et ceci a tendance à faciliter l'accessibilité des services associés. Au Sénégal, le réseau Orange occupe une très grande part dans le marché des télécommunications notamment celui des téléphonies mobile et fixe et celui de l'internet. Depuis des années, toutes les localités sont couvertes par le réseau des télécommunications. Ainsi, il reste à juger de la qualité des services fournis puisque les réseaux ne sont pas performants dans tous les coins.

En ce qui concerne les médias, le pays a opéré des réformes démocratiques majeures au fil des années. Le développement des médias pendant les 10 dernières années a vu naitre des médias de tous genres. La radio reste le véritable média de masse avec la prolifération de radios à travers la région. La RTS qui a longtemps bénéficié d'un monopole, doit aujourd'hui compter avec des chaînes de télévision privées de plus en plus concurrentielles, telles que 2STV, RDV, Walf TV, TFM, LCS, Sen TV etc. Les télés, les radios et journaux couvrent l'ensemble des localités de la région de Dakar

CHAPITRE XXII: INDICE HARMONISE DES PRIX À LA CONSOMMATION A DAKAR

INTRODUCTION

L'évolution des prix à la consommation constitue un enjeu majeur de politique économique. Dans l'optique d'assurer la stabilité des prix dans la zone, l'UEMOA a initié, depuis 1994, le projet d'amélioration et d'harmonisation des statistiques de prix dans les pays membres. Il s'agit de l'utilisation de la même nomenclature, de la même méthodologie et du même logiciel Phoenix-UEMOA pour la production de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC). C'est dans ce cadre qu'un dispositif de suivi régulier de qualité est adopté dans les pays de l'union afin de surveiller et de mesurer l'évolution des prix.

S'inscrivant dans cette dynamique sous régionale, le Sénégal depuis 1998, à travers l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD), produit mensuellement l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) en conformité avec la méthodologie mise en place par l'UEMOA. A Dakar les statistiques sont produites en permanence et permettent un suivi de l'évolution des prix dans la capitale sénégalaise.

Le présent chapitre analyse les statistiques de l'IHPC dans la région de Dakar. Il est structuré en trois parties :

- 1- la présentation de la méthodologie de construction de l'IHPC ;
- 2- l'analyse de la tendance annuelle de l'indice global ;
- 3- l'analyse de l'évolution des douze fonctions de consommation.

XXII.1. CONSTRUCTION DE L'INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION (IHPC)

XXII.1.1. PERIODE DE BASE DE L'INDICE

L'environnement issu de la modification de la parité du Franc de la Communauté Financière Africaine (FCFA) a imposé l'impératif de disposer des données fiables pour

la surveillance des prix à la consommation. Néanmoins, les IHPC base 1996 et base 2008 souffraient d'insuffisances liées à la couverture (limités à la principale agglomération tandis que la norme mondiale étant la couverture nationale). De ce fait, au Sénégal, la méthodologie de l'indice base 2008 a été revue en 2014 avec la prise en compte des contributions géographiques dans le calcul de l'IHPC. La production d'un indice national harmonisé, prenant en compte la collecte en zone rurale fait partie des critères pour qu'un pays puisse adhérer à la norme spéciale de diffusion du FMI (NSDD). Cet indice national est construit sur la base d'une moyenne arithmétique des indices régionaux pondérée par le poids de chaque zone.

La région de Dakar, disposait de l'IHPC depuis 1996 qui était considéré comme proxy de l'indice national. Seulement, il était construit à partir des données collectées dans les départements de Dakar, Guédiawaye et Pikine. Ainsi, l'amélioration de la méthodologie en 2014, nouvelle année de base de l'indice a entraîné l'élargissement de l'échantillon avec l'ajout du département de Rufisque et de la zone rurale de Dakar. D'ailleurs, l'échantillon a été considérablement augmenté dans cette zone.

Tableau XXII. 1 : Répartition et évolution des statistiques des points de vente, des relevés et des séries entre IHPC-08 et INHPC-14

ECHANTILLON	Dakar			
	IHPC-08	INHPC-14	variation	
			N	%
Nombre de séries	3 947	5 374	1 427	36,15
Nombre de PV	1134	1 575	441	38,89
Nombre de relevés	4231	9 192	4 961	117,25
Nombre de variétés	650	650	0	0,00

Source : Données 2019, ANSD.

XXII.1.2. METHODE DE CALCUL DE L'INDICE

Pour élaborer l'IHPC, un panier fixe, composé d'échantillon de biens et services représentatifs de la consommation des ménages à la période de base, est mis en place. En raison des changements dans les habitudes de dépenses des consommateurs, ce panier a été actualisé dernièrement avec la base 2008 à travers les résultats obtenus de l'enquête sur les dépenses ménage de la capitale (EDMC 2008). Du coup, le nombre de variétés est passé de 340 produits (base 1996) à 650 produits actuellement. Ces variétés sont réparties en 12 fonctions de consommations à savoir :

1. Produits alimentaires et boissons non alcoolisées
2. Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants
3. Articles d'habillement et chaussures
4. Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles
5. Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer
6. Santé
7. Transports
8. Communication
9. Loisirs et culture
10. Enseignement
11. Restaurants et hôtels
12. Biens et services divers.

Ce panier est visité régulièrement (presque 4 fois par semaine) à l'aide d'un questionnaire pour collecter les prix des variétés de produits qui le composent dans les différents points de collecte de la capitale. Ainsi, l'IHPC est calculé mensuellement sur la base de la période de référence des prix allant du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2014. L'indice global au niveau de la région est calculé selon la formule **des indices de type** de LASPEYRES qui est une moyenne arithmétique des indices élémentaires des variétés pondérées par la structure de consommation de l'année de base :

$$I_{t/0} = \sum_i \omega_{i0} I_i^{t/0}$$

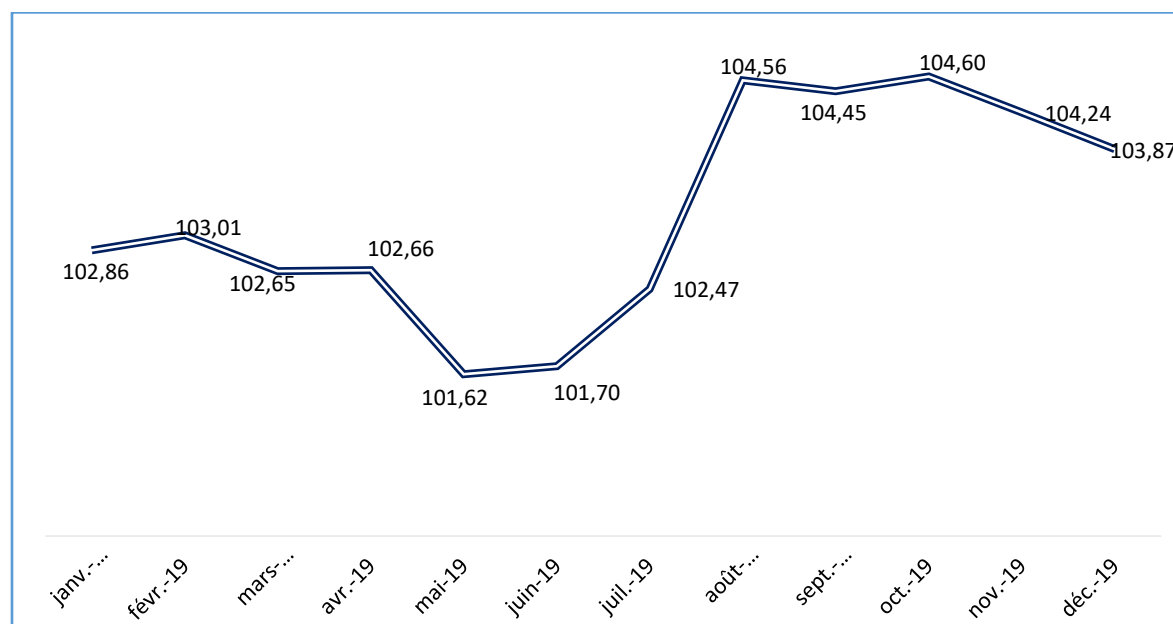
où ω_{i0} est la part de la dépense de la variété dans la dépense globale des ménages à la période de référence des pondérations. $\sum_i \omega_{i0} = 1$

Et $I_i^{t/0}$ représente l'indice élémentaire correspondant.

XXII.2. EVOLUTION ANNUELLE DE L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION

Dans la région de Dakar, les prix ont progressé en 2019 de 0,7% passant de 103,2 en 2018 contre X en 2018. Cette fluctuation des prix est principalement due à la hausse de l'inflation de toutes les fonctions de consommations excepté les « articles d'habillement et chaussures » et de « meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer » affichant tous les deux une baisse de leur prix de 0,5%. L'indice est passé de 102,9 en Janvier 2019 à 103,9 en Décembre 2019, soit une hausse de 1,0%. L'évolution de l'indice au cours de l'année 2019 reflète également un recul des prix à certaines périodes. En effet, les mois de mai et de juin enregistrent des niveaux d'indices les plus faibles de l'année soit une baisse respective de 1,2% et de 0,4% des prix en comparaison à la situation de Janvier. D'ailleurs, l'inflation est surtout notée entre août, où la hausse des prix a presque atteint les 2,0% et octobre 2019.

Graphique XXII. 1 : Evolution de l'indice des prix à la consommation dans la région de Dakar en 2019



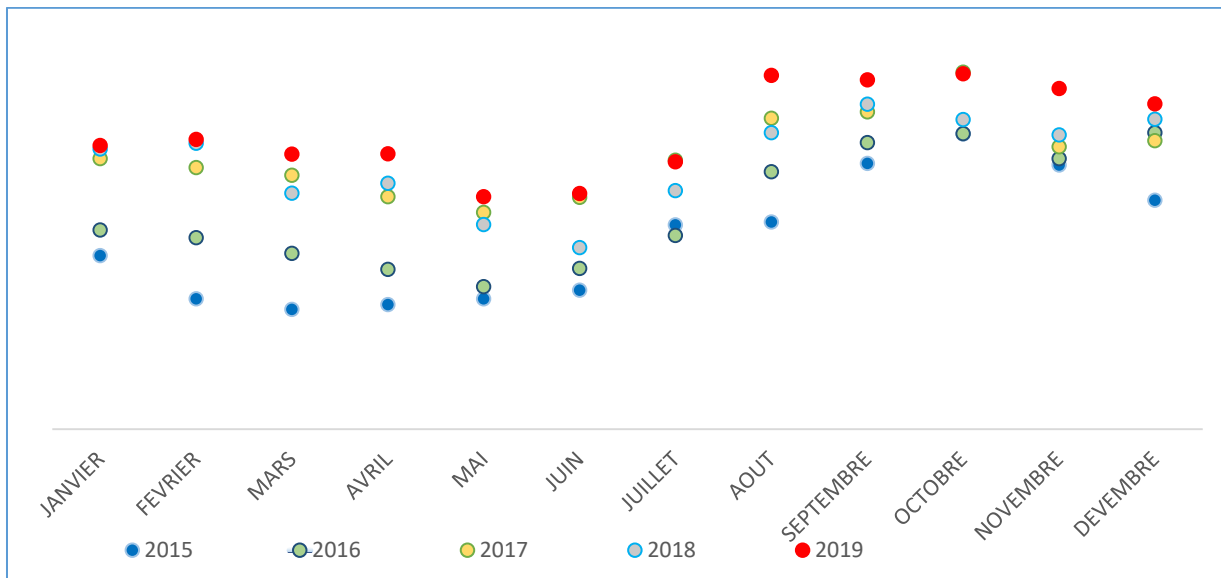
Source : Données 2019, ANSD.

XXII.3. Dynamisme de l'indice des prix à la consommation depuis 2015

Dans la région de Dakar, la tendance de l'évolution des indices au cours des cinq dernières années est presque similaire. Celle-ci est particulièrement marquée par une fluctuation générale des prix entre Février et Novembre. Néanmoins, les indices de prix

des années 2015, 2016 et 2018 demeurent les plus faibles au cours de ces cinq dernières années. Autrement dit, les années 2017 et 2019 affichent les prix les plus élevés de ce quinquennat avec une hausse de l'inflation de plus de 2% par rapport à 2015 et de plus de 1% par rapport à 2016. Cette hausse de l'indice est, de manière générale, imputable à l'augmentation des prix au niveau des denrées alimentaires (+7% entre 2015-2019), de la santé (+2% entre 2015-2019) et de l'enseignement (+4% entre 2015-2019).

Graphique XXII. 2 : Tendence de l'évolution de l'indice des prix à la consommation dans la région de Dakar de 2015 à 2019



Source : Données 2019, ANSD

XXII.4. ANALYSE DE L'ÉVOLUTION DES DOUZE FONCTIONS DE CONSOMMATION

La variation des prix à la consommation affecte le pouvoir d'achat des ménages et par ricochet leur bien-être. L'analyse du cours de l'indice en 2019 dans la région révèle beaucoup de flux ou de reflux au niveau des prix des fonctions de consommations composant le panier ménager.

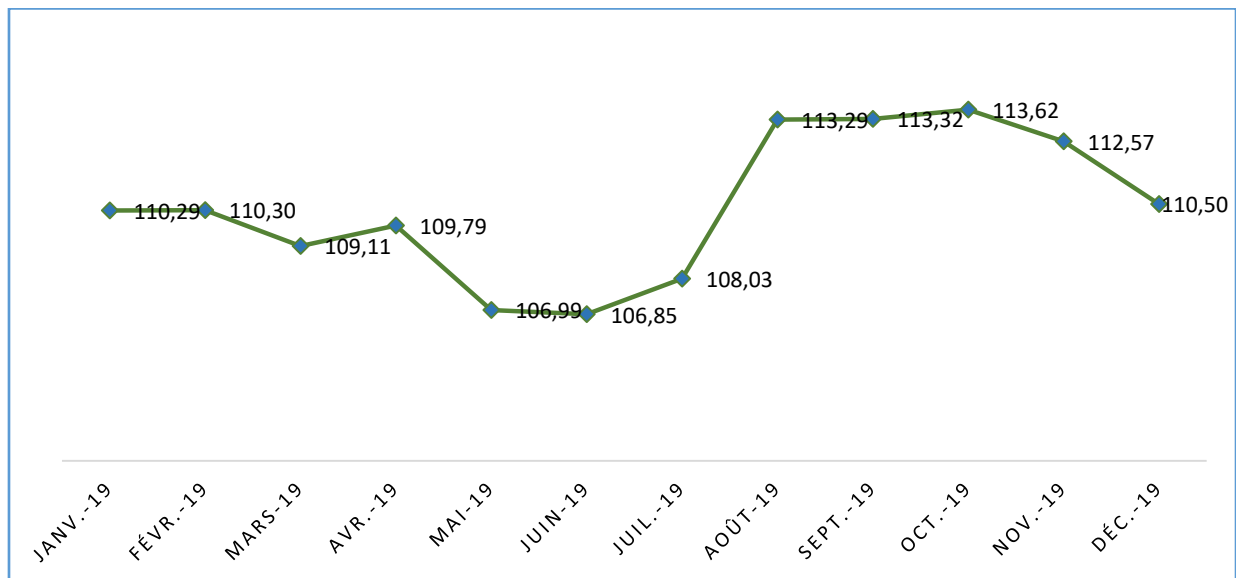
XXII.4.1. UNE HAUSSE DES PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES ET BOISSONS NON ALCOOLISÉES

Les prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées ont progressé de 0,8% en 2019 (110,4) par rapport à 2018 où l'indice se situe à 109,5 dans la région de

Dakar. D'une part, cette hausse est le résultat de l'augmentation des prix des légumes, des pains et céréales, ainsi que de la viande.

Au cours de l'année 2019, l'indice de prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées est marqué par des fluctuations de prix. Elles peuvent être classées en trois phases. La première phase couvre les mois de Janvier et de Février et se caractérise par une quasi-stagnation de l'indice. La seconde phase est marquée d'abord par une baisse au mois de Mars suivie d'une légère hausse au mois d'Avril avant de reprendre une baisse soutenue aux mois de Mai et de Juin atteignant même le record de la baisse des prix de l'année (-2,6% en Mai). Enfin, la troisième phase s'étale du mois de Juillet au mois de Décembre où sont observées les plus importantes hausses des prix de l'année de ces produits (+4,9% en Août).

Graphique XXII. 3 : Evolution de l'indice de la fonction alimentaire et de ses composantes dans la région en 2019



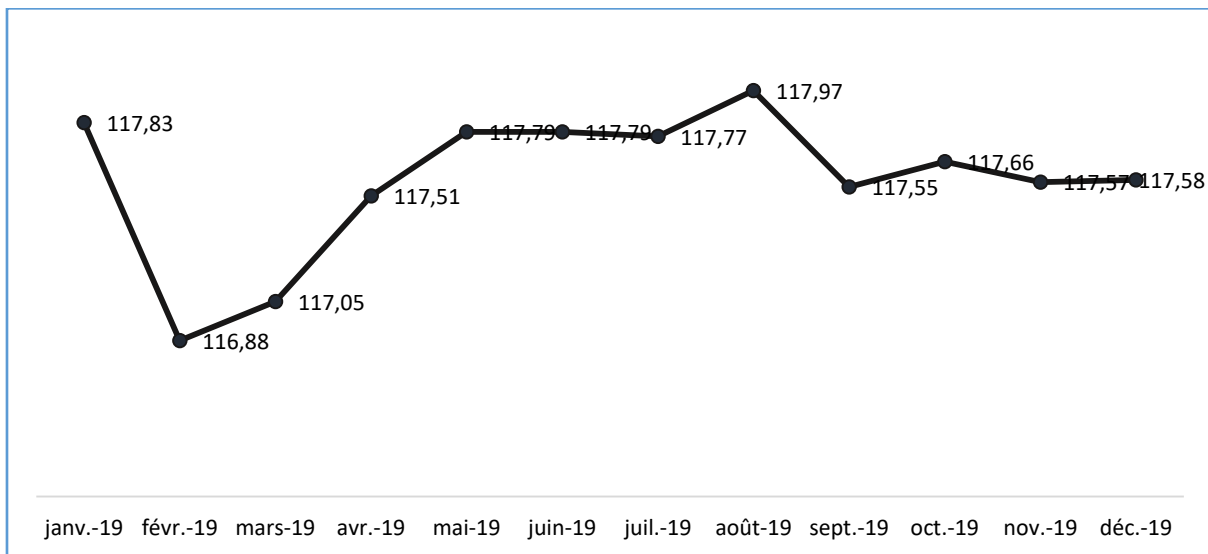
Source : Données 2019, ANSD

XXII.4.2. UNE ACCELERATION DES PRIX DES BOISSONS ALCOOLISEES, TABACS ET STUPEFIANTS

Les prix des boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants affichent une tendance haussière dans la région en 2019. En effet, l'indice des prix des boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants a augmenté de 13,0% en 2019 (117,6) par rapport aux prix de 2018 (104,0). Il a enregistré la croissance de prix la plus forte.. Cette flambée des prix provient principalement d'un renchérissement des tabacs et stupéfiants avec la hausse de 20% sur les droits d'accises sur les tabacs en juillet 2018.

Au cours de l'année 2019, un mouvement des prix est observé à plusieurs périodes entraînant des variations croissantes ou décroissantes au niveau de l'indice. Précisément, entre Janvier et Février un cycle baissier est enregistré au niveau des prix des boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants avec un recul de 0,8%. Ensuite, un cycle haussier des prix est observé entre Mars et Août positionnant l'indice au-delà de la barre des 117,50.

Graphique XXII. 4 : Evolution de l'indice de la fonction « boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants » et de ses composantes dans la région de Dakar en 2019

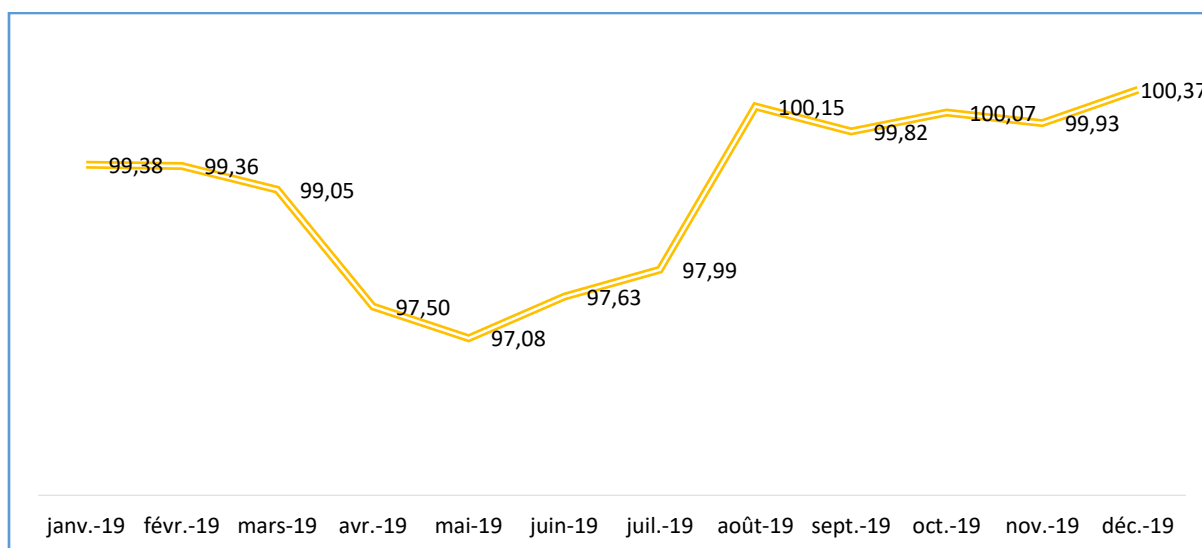


Source : Données 2019, ANSD

XXII.4.3. UNE BAISSÉ DES PRIX DES ARTICLES D'HABILLEMENT ET DE CHAUSSURES

En 2019, l'indice de prix des articles d'habillement et de chaussures est de 99,0 dans la région. Par rapport au niveau de l'indice de 2018 (99,5), l'indice de cette fonction de consommation enregistre un recul de 0,5% en 2019. S'agissant de l'évolution de l'indice de la fonction au cours de l'année 2019, elle est plus marquée par une baisse des prix observée durant les six premiers mois de l'année. Toutefois, Une flambée des prix des articles d'habillement et de chaussures est notée à partir du mois de Juillet où l'indice a dépassé la barre des 100 aux mois d'août (100,1), Octobre (100,1) et Décembre (100,4).

Graphique XXII. 5 : Evolution de l'indice des prix à la consommation de la fonction « articles d'habillement et chaussures » et de ses composantes dans la région de Dakar en 2019



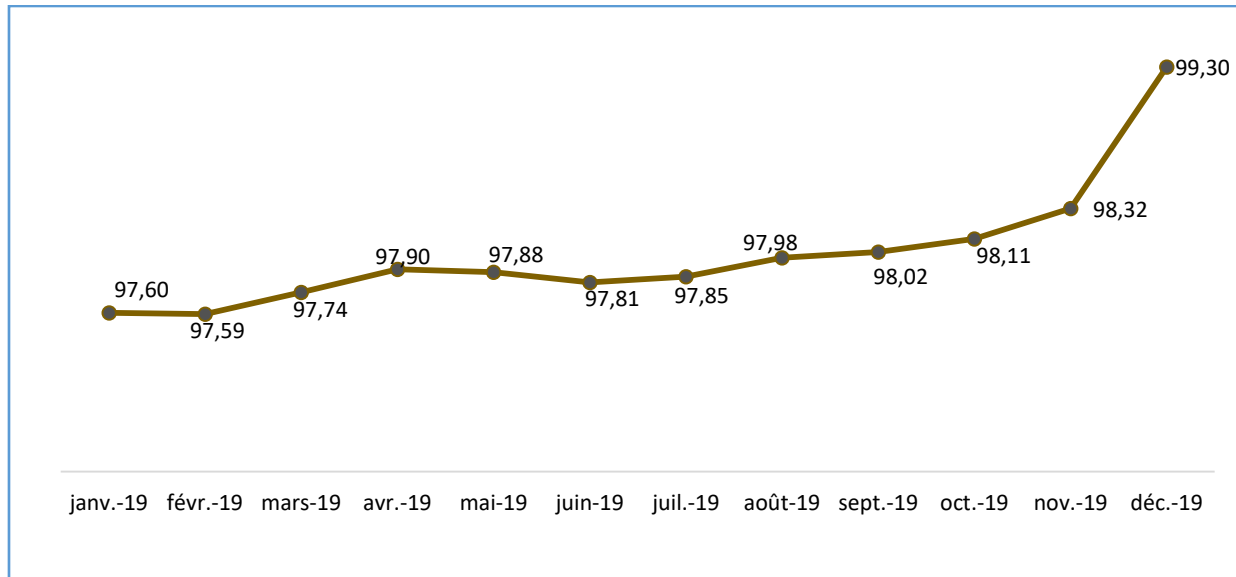
Source : Données 2019, ANSD

XXII.4.4. UN RENCHERISSEMENT DES SERVICES DE « LOGEMENT, EAU, ELECTRICITE, GAZ ET AUTRES COMBUSTIBLES »

Les prix des services de logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles enregistrent une hausse de 0,4% en 2019 (98,0) par rapport à ceux de 2018 où le niveau d'indice se situait à 97,6 dans la région de Dakar. Cette hausse est fortement soutenue par celle des prix des services de loyers effectifs et d'entretien et réparation des logements.

L'évolution intra annuelle de l'indice des services de logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles révèle une évolution modérée des prix, hormis un relèvement de 1,0% des prix en Décembre.

Graphique XXII. 6 : Evolution de l'indice des prix à la consommation de la fonction « logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » et de ses composantes dans la région de Dakar en 2019

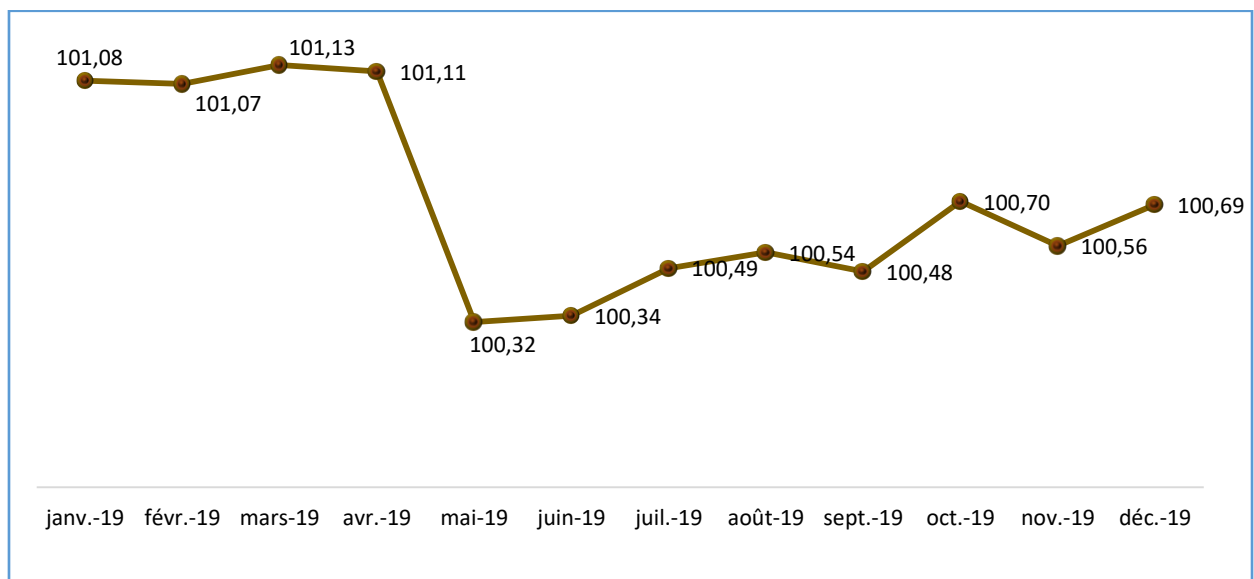


Source : Données 2019, ANSD

XXII.4.5. UN RELEVEMENT DES PRIX DES MEUBLES, ARTICLES DE MENAGE ET ENTRETIEN COURANT DU FOYER

En 2019, les prix de cette fonction ont progressé de 0,4% par rapport à l'année précédente. En effet, l'indice des prix de ces services est passé de 97,6 en 2018 à 98,0 en 2019 dans la région de Dakar. Cet accroissement résulte de celui des prix des meubles, articles d'ameublement, tapis et autres revêtement, etc.

Graphique XXII. 7 : Variation des prix de la fonction « meubles, articles de ménages et entretien courant de foyer » et de ses principales composantes dans la région de Dakar en 2019



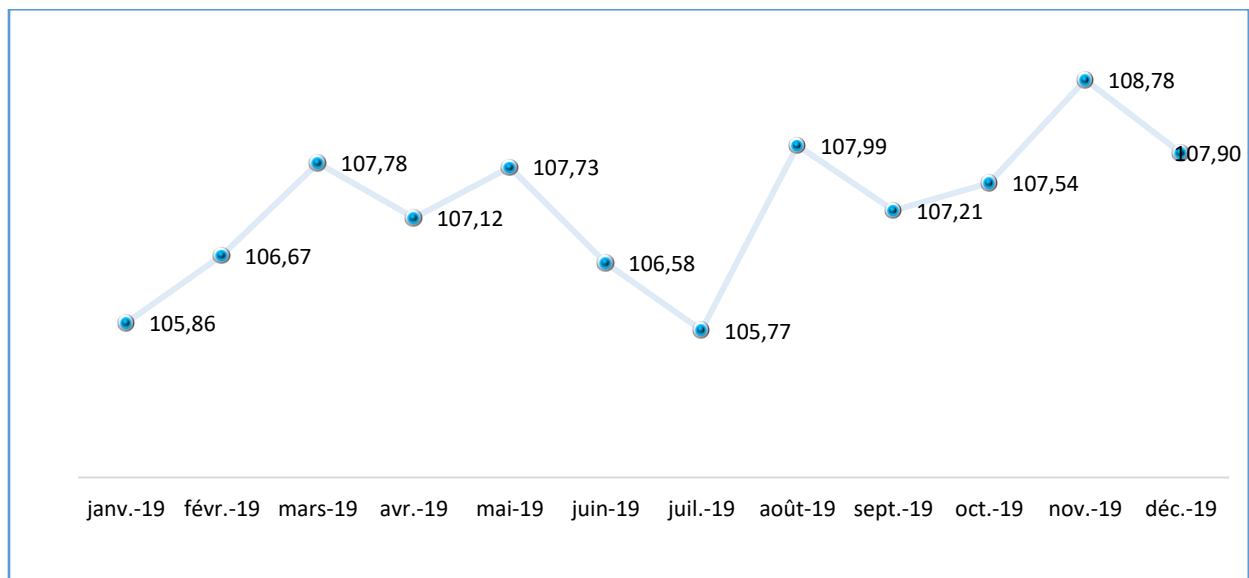
Source : Données 2019, ANSD

XXII.4.6. UNE AUGMENTATION DES PRIX DES SERVICES DE SANTE

Les prix des services de la santé se sont relevés de 0,7% en 2019 passant de 106,5 en 2018 à 107,2 en 2019. Cette progression des prix provient de la conjugaison de plusieurs facteurs importants entre autres l'augmentation des prix des services ambulatoires et hospitaliers, la hausse des coûts des services de laboratoires et de radiologie et de ceux des auxiliaires médicaux.

S'agissant de l'année 2019 particulièrement, l'évolution des fluctuations de prix des services de la santé se présente sous forme de dents de scie. En d'autres termes, les prix sont affectés par des hausses et des baisses régulières. Entre Janvier-Mars, une accélération des prix est enregistrée avec une importante hausse de 1,0% enregistrée au mois de Mars. Une baisse non négligeable des prix est observée de Mai à Juillet, entraînant même un recul net de 1,1% des coûts de services de santé au mois de Juin. La fin de l'année est plus marquée par une flambée des prix avec d'importantes variations à la hausse constatée surtout aux mois d'Août (+2,1%) et de Novembre (+1,2%).

Graphique XXII. 8 : Evolution de l'indice des prix à la consommation de la fonction « santé » et de ses composantes dans la région de Dakar en 2019



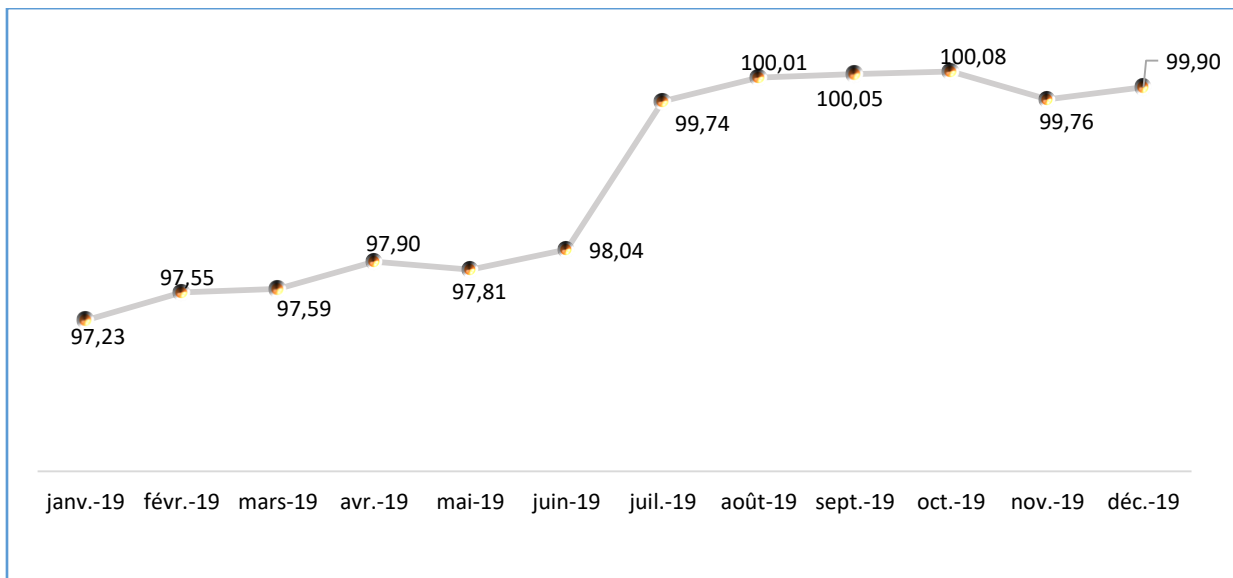
Source : Données 2019, ANSD

XXII.4.7. UNE HAUSSE DES PRIX DES SERVICES DE TRANSPORTS

Les prix des services de transports à Dakar ont progressé de 1,4% par rapport à l'année précédente. En effet, l'indice des prix est passé de 97,4 en 2018 à 98,8 en 2019.

L'évolution des prix de cette fonction au cours de l'année 2019, est marquée par deux cycles. Le premier cycle est marqué par une baisse des prix s'étendant de Janvier à juillet 2019 avec une interruption au mois d'avril. Le second est caractérisé par une flambée des prix allant des mois d'août à Octobre, avec une interruption au mois de Novembre, avant de reprendre au mois de Décembre 2019.

Graphique XXII. 9 : Evolution de l'indice des prix à la consommation de la fonction « transport » et de ses composantes dans la région de Dakar en 2019



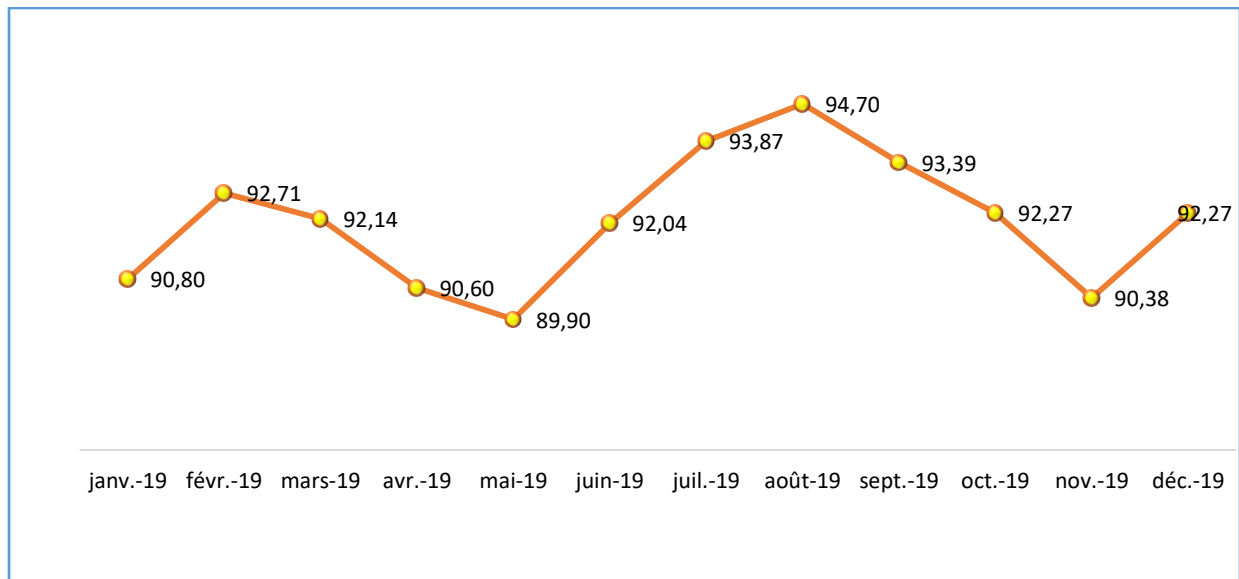
Source : Données 2019, ANSD

XXII.4.8. UNE AUGMENTATION DES PRIX DES SERVICES DE COMMUNICATION

Les prix des services de communication ont augmenté de 0,8% en 2019 dans la région. En effet, il se situait à 91,4 en 2018 pour atteindre 92,1 en 2019.

L'évolution des prix au cours de l'année est marquée par quelques cycles baissiers et haussiers. De ce fait, le premier cycle haussier est enregistré en début d'année entre Janvier-Février avec une variation à la hausse de 2,1%. Le second cycle est marqué par une baisse des prix et s'étend de Mars à Mai entraînant des baisses de prix respectives de 0,6% entre Mars-Février, de 1,7% entre Avril-Mars et de 0,8% entre Mai-Mars. Le troisième cycle s'étend de Juin à Août avec une flambée des prix captée par les variations en hausse de 2,4% entre Juin-Mai, de 1,988% entre Juillet-Juin et de 0,884 entre Juillet-Août. Le quatrième cycle renseigne un recul important des prix allant de Septembre à Novembre avec des baisses de -1,383% entre Septembre-Août, de -1,199% entre Octobre-Septembre et de -2,0% entre Novembre-October. Enfin, une phase de renchérissement des prix est observée au mois de Décembre (+2,1%).

Graphique XXII. 10 : Evolution de l'indice des prix à la consommation de la fonction communication et de ses composantes dans la région de Dakar 2019



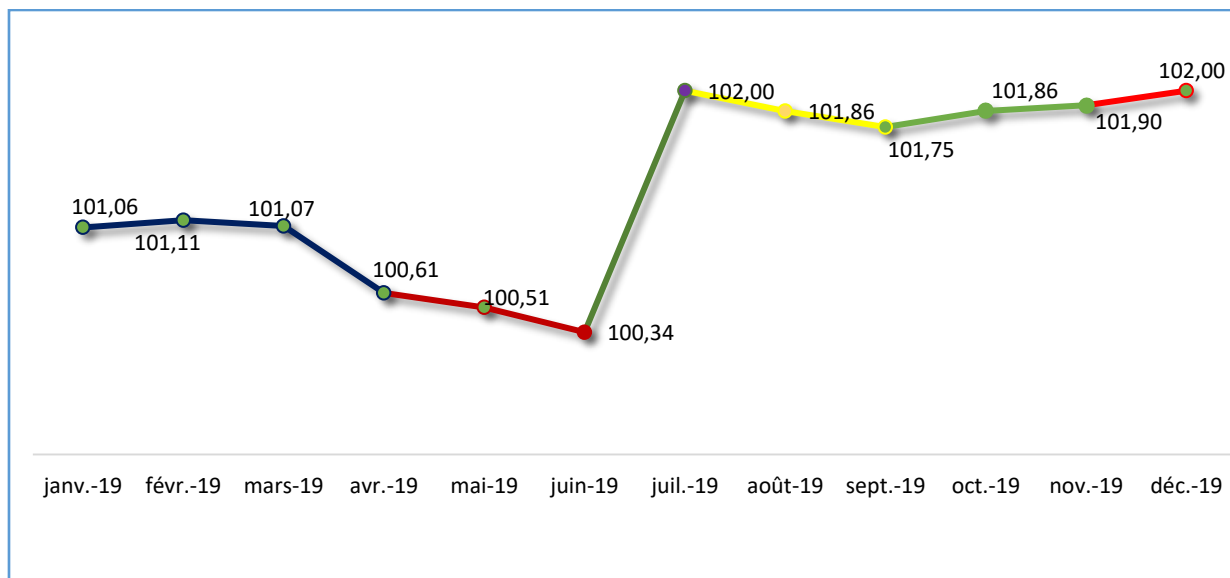
Source : Données 2019, ANSD

XXII.4.9. UNE ACCELERATION DES PRIX DES SERVICES DE LOISIRS ET DE LA CULTURE

Les prix des services des loisirs et de la culture se sont accrus de 1,3% en 2019. En effet, l'indice des prix de cette fonction est passé de 100,1 en 2018 à 101,3 en 2019 dans la région de Dakar. Cette hausse des prix résulte principalement d'un renchérissement des forfaits touristiques suite au réajustement annuel des frais de voyage à la Mecque et à l'augmentation des prix des articles et matériel de loisirs, de jardinages et d'animaux.

L'évolution des prix au cours de l'année 2019 révèle quelques fluctuations regroupées en deux principaux cycles. Le premier cycle est caractérisé par des baisses de moins de 1% au niveau des prix et s'étend de Février à Juin, avec une interruption au mois de Juillet (+1,654%), avant de reprendre d'Août à Septembre. L'autre cycle symbolise une hausse des prix de cette fonction et il est plus remarqué aux mois d'Octobre, Novembre et Décembre 2019.

Graphique XXII. 11 : Evolution de l'indice des prix à la consommation de la fonction « loisirs et cultures » et de ses composantes dans la région de Dakar en 2019



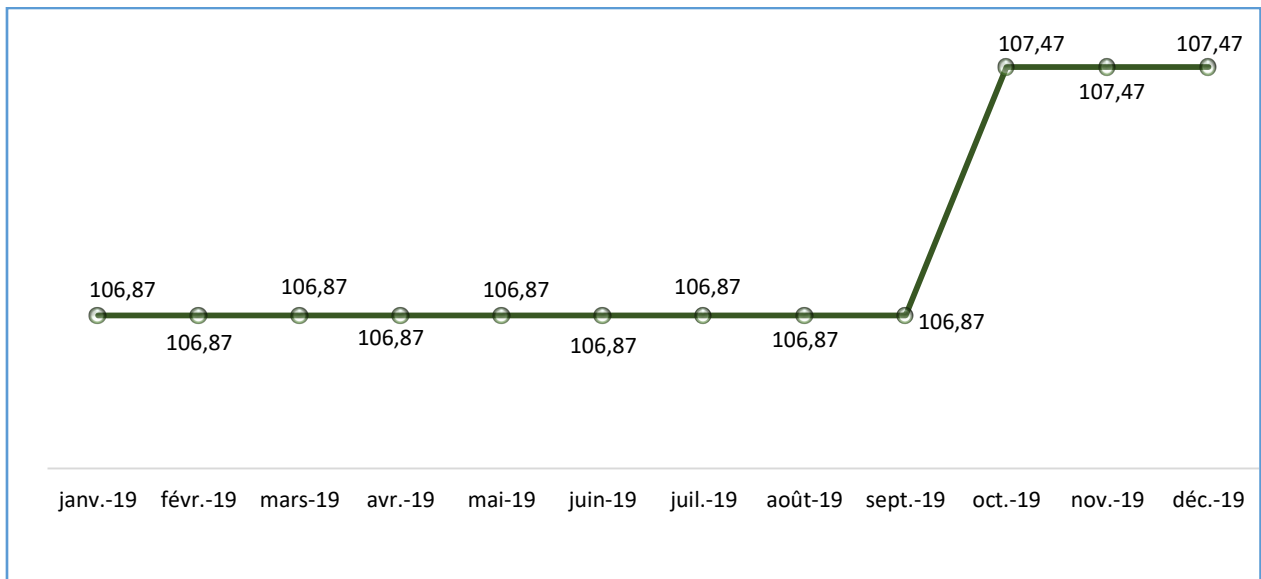
Source : Données 2019, ANSD

XXII.4.10. UNE PROGRESSION DES PRIX DES SERVICES DE L'ENSEIGNEMENT

Les prix des services de l'enseignement ont progressé de 2,0% en 2019 par rapport à l'année précédente. En effet l'indice des prix est passé de 105,0 à 107,0.

L'évolution de l'indice au cours de l'année 2019, révèle un long cycle de stabilité des prix entre Janvier-Septembre où aucune variation n'est notée. Ensuite, une hausse de 0,6% est enregistrée entre Septembre-Août ; suivi d'une stabilité des prix d'octobre à Décembre. La révision annuelle des frais d'inscription et de scolarité est à l'origine du pic constaté sur la courbe de cette fonction.

Graphique XXII. 12 : Evolution de l'indice des prix à la consommation de l'enseignement et de ses composantes dans la région de Dakar en 2019



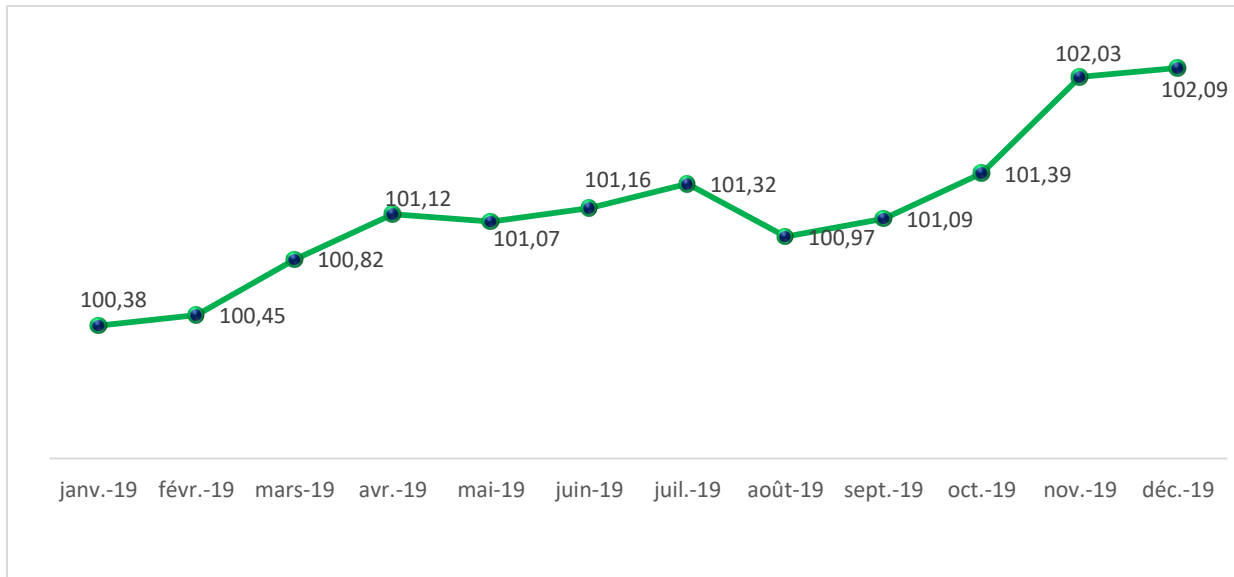
Source : Données 2019, ANSD

XXII.4.11. UNE HAUSSE DES PRIX DES SERVICES DE RESTAURANTS ET D'HOTELS

En 2019, les prix des services de restaurants et d'hôtels ont grimpé de 1,2% dans la région. Précisément, l'indice est passé de 100,0 en 2018 à 101,2 en 2019 dans la région. Cette hausse est due au renchérissement des services de restaurations et d'hébergement.

L'évolution des prix des services de cette fonction est marquée par une tendance haussière quasiment continue au cours de l'année 2019.

Graphique XXII. 13 : Evolution de l'indice des prix à la consommation de la fonction « restaurants et hôtels » et de ses composantes dans la région de Dakar en 2019



Source : Données 2019, ANSD

XXII.4.12. UN ACCROISSEMENT DES PRIX DES BIENS ET SERVICES

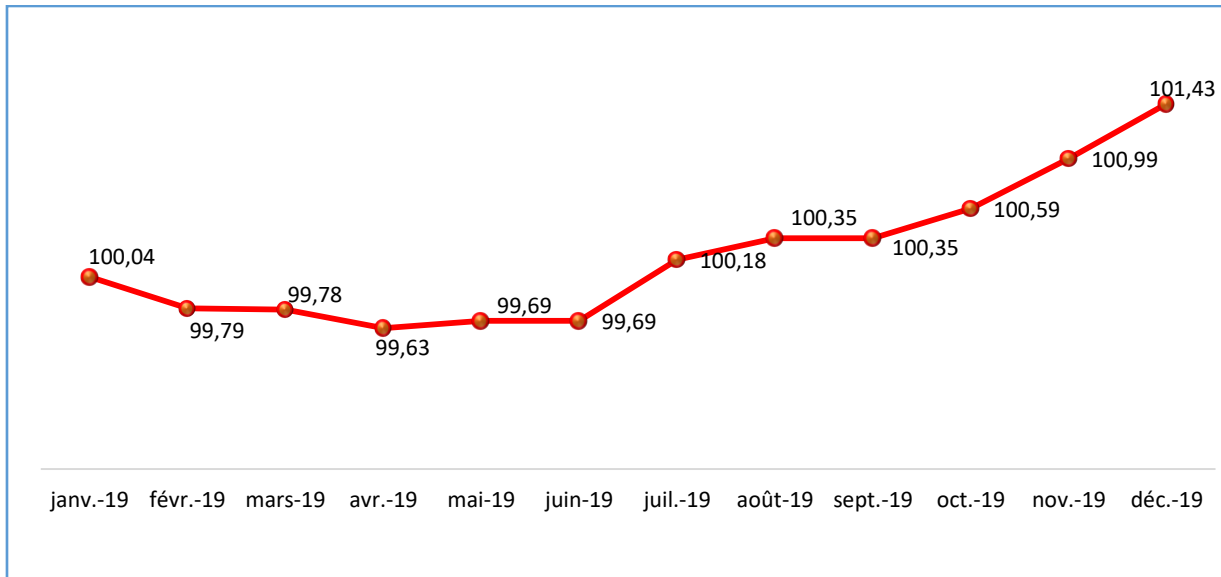
DIVERS

En 2019, les prix de cette fonction ont accru de 0,8%. En effet, l'indice est passé de 99,4 en 2018 à 100,2 en 2019 dans la région. Cette hausse est en partie imputable à l'augmentation des prix des effets personnels n.c.a.⁵⁴ et les autres services n.c.a. et au relèvement des prix des articles de bijouterie et d'horlogerie de façon concomitante avec celui des cours mondiaux des métaux.

L'évolution du cours des prix au cours de l'année est marquée par un cycle baissier s'étendant de Janvier à Avril, suivi d'un cycle haussier des prix allant de Mai à Décembre 2019.

⁵⁴ n.c.a : non classés ailleurs

Graphique XXII. 14: Evolution de l'indice des prix à la consommation de la fonction « biens et services divers » et de ses composantes dans la région de Dakar en 2019



Source : Données 2019, ANSD

CONCLUSION

L'Indice harmonisé des prix à la consommation est un outil courant et incontournable dans la mesure et le suivi des prix à la consommation dans l'espace UEMOA. D'ailleurs son utilisation résulte des effets immédiats issus de la dévaluation de Janvier 1994, avec des prix passant du simple au double du jour, posant ainsi l'équation sur la nécessité de la maîtrise des tensions inflationnistes.

En 2019, le bilan de l'indice global de la région de Dakar enregistre une hausse de 0,7% des prix à la consommation. Cette hausse est en partie due à la flambée des prix au niveau des boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants (+13%), au renchérissement des prix de transports (+1,4%), à l'augmentation du coût de l'enseignement (+2,%), à la progression des prix des services de loisirs et cultures (+1,3%) et à l'accroissement des coûts des restaurants et hôtels (+1,2%) dans la région. D'autres fonctions de consommations sont également touchées par cette hausse des prix à savoir l'alimentation (+0,8%), la santé (0,7%), la communication (+0,8%) et les biens et services (+0,8%). Toutefois, cette hausse des prix enregistrée en 2019 dans la région n'est pas indifférente à l'environnement international des affaires et la conjoncture économique interne.

CONCLUSION GENERALE

Actuellement, la conurbation de Dakar fait face à de nombreux défis majeurs. D'abord, du point de vue démographique, l'agglomération dakaroise abrite le quart de la population du pays avec une densité de 6 786 hbts/km² en 2019 et une forte croissance urbaine (96% de sa population vivant en zone urbaine). Ce défi issu de la croissance démographique de la région nécessite une politique d'aménagement du territoire régional adéquate mais aussi une valorisation de ce capital humain en améliorant les politiques sur l'accès aux soins de santé, à l'éducation, à l'emploi et également promouvoir l'égalité des sexes.

Au plan économique, le climat des affaires de la région ne cesse de s'améliorer ces dernières décennies. Actuellement, la capitale sénégalaise est devenue le principal carrefour économique du pays. Elle concentre la quasi-totalité des unités administratives et économiques du pays en regroupant près de 90% des services, des sièges sociaux et des entreprises.

Du secteur formel au secteur informel, l'activité économique de la région de Dakar est très dense illustré par la forte présence des infrastructures industrielles et du secteur tertiaire. Le secteur primaire est également très intense à Dakar, notamment avec l'agriculture périurbaine et la pêche, qui constituent des leviers stratégiques pour le développement économique de la région.

Cependant, l'attractivité de la région de Dakar a également ses effets pervers notamment sur les prix à la consommation (+ 0,7% en 2019), etc.

Concernant les politiques sociales et environnementales dans la région de Dakar, d'importants progrès ont été réalisés, malgré les nombreux défis à relever. En effet, sur le plan du capital humain, le système éducatif et sanitaire est confronté à une forte demande au niveau de la région de Dakar. En outre, ces deux secteurs sont largement touchés par des grèves intempestives et une privatisation progressive de ces services. Pourtant, une évolution positive est enregistrée en 2019 sur certains indicateurs de suivi relatifs aux secteurs de l'éducation et de la Santé. D'abord pour l'éducation, les taux de scolarisation à l'élémentaire et au secondaire sont en hausse en 2019. Même constat, pour la santé, où une amélioration notoire est enregistrée au niveau des indicateurs de couverture sanitaire. Pour la protection sociale, le sous-secteur de la

justice est confronté à une augmentation de la population carcérale qui constitue un groupe vulnérable.

En matière de développement durable, L'hydraulique et l'assainissement demeurent un grand défi dans la région de Dakar surtout en matière d'accessibilité d'une eau de qualité et des systèmes d'évacuation d'assainissement de base. Même si d'importantes réalisations ont été faites dans ces secteurs, de gros efforts sont à fournir pour endiguer les coupures d'eaux et les problèmes d'inondations dans la région. Pour les ressources naturelles et l'environnement, les défis sont majeurs surtout au niveau de la sauvegarde du domaine classé de Dakar et de la protection des ressources naturelles.

Pour le transport, il constitue un secteur clé dans le contexte de l'accroissement rapide de la population de la région. Actuellement les parties semi-urbaines sont en pleine expansion d'où une forte mobilité de la population dans le territoire régional. Toutefois il faut souligner que des progrès ont été faits pour faciliter la mobilité urbaine comme la VDN section 3 ou la construction de l'échangeur de l'émergence entre autre. En outre, le parc des bus et minibus a été renforcé de nouveaux véhicules apportant un nouveau souffle à ce secteur. Le transport maritime a été également renforcé.

En perspective, la maîtrise de l'expansion démographique de la région combinée à une politique d'aménagement du territoire apparaît comme des enjeux majeurs du développement économique, social et durable de la région de Dakar.

ANNEXES

Chapitre II : Démographie

Tableau XXIII. 1 : Répartition de la population de la région de Dakar selon le département de résidence en 2017 et 2018

Départements	2018			2019		
	Masculin	Féminin	Ensemble	Masculin	Féminin	Ensemble
Dakar	668851	657346	1326197	675808	687636	1363444
Pikine	684855	669970	1354825	197795	194395	392190
Guédiawaye	189084	192392	381476	688786	704089	1392875
Rufisque	284432	283394	567826	291353	292420	583773
Région Dakar	1805476	1824848	3630324	1853742	1878540	3732282

Source : ANSD, projections de 2018 et 2019

Tableau XXIII. 2 : Répartition de la population du Département de Guédiawaye selon la localité de résidence en 2018 et 2019

NOM LOCALITE	2018			2019		
	Homme	Femme	Ensemble	Homme	Femme	Ensemble
DEPARTEMENT DE GUEDIAWAYE	189084	192392	381476	194395	197795	392190
ARRONDISSEMENT GUEDIAWAYE	189084	192392	381476	194395	197795	392190
CA. GOLF SUD	52200	54660	106860	53666	56195	109862
CA. SAM NOTAIRE	45147	45877	91024	46415	47166	93581
CA. N'DIAREME LIMAMOULAYE	20330	20368	40699	20901	20940	41843
CA. WAKHINANE NIMZATT	51474	52350	103824	52920	53820	106740
CA. MEDINA GOUNASS	19932	19137	39069	20492	19674	40166

Source : ANSD, projections de 2018 et 2019

Tableau XXIII. 3 : Répartition de la population du département de Dakar selon la localité de résidence en 2018 et 2019

NOM LOCALITE	2018			2019		
	Homme	Femme	Ensemble	Homme	Femme	Ensemble
DEPARTEMENT DE DAKAR	668851	657346	1326197	687636	675808	1363444
ARRONDISSEMENT DAKAR-PLATEAU	116235	103035	219270	119499	105929	225428
CA. GOREE	912	1032	1944	937	1061	1999
CA. PLATEAU	20754	19415	40169	21337	19961	41298
CA. MEDINA	51851	43017	94869	53308	44225	97533
CA. COLOBANE/FASS/GUEULE TAPEE	31902	28583	60485	32798	29386	62184
CA. FANN/POINT E/ AMITIE	10815	10987	21803	11119	11296	22415
ARRONDISSEMENT GRAND DAKAR	179033	175906	354939	184061	180847	364908
CA. GRAND DAKAR	28815	25587	54402	29624	26305	55930
CA. BISCUITERIE	42537	36784	79322	43732	37817	81550
CA. HLM	21858	23418	45276	22472	24075	46548
CA. HANN/ BEL AIR	39340	39303	78644	40445	40407	80852
CA. SICAP LIBERTE	25799	28778	54578	26524	29586	56110
CA. DIEUPPEUL DERKLE	20683	22037	42720	21264	22656	43920
ARRONDISSEMENT ALMADIES	118704	125826	244530	122038	129360	251398
CA. OUAKAM	43071	43361	86433	44281	44579	88860
CA. N'GOR	10107	10008	20115	10391	10290	20680
CA. YOFF	49341	54160	103501	50727	55681	106408
CA.MERMOZ/ SACRE -COEUR	16185	18296	34482	16640	18810	35450
ARRONDISSEMENT PARCELLES ASSAINIE	254879	252579	507458	262037	259673	521710
CA. GRAND YOFF	107680	106982	214662	110704	109987	220691
CA. PATTE D'OIE	23289	24278	47567	23943	24960	48903
CA. PARCELLES ASSAINIES	93491	91078	184569	96117	93636	189753
CA. CAMBERENE	30419	30241	60660	31273	31091	62363

Source : ANSD, projections de 2018 et 2019

Tableau XXIII. 4 : Répartition de la population du département de Pikine selon la localité de résidence en 2018 et 2019

NOM LOCALITE	2018			2019		
	Homme	Femme	Ensemble	Homme	Femme	Ensemble
DEPARTEMENT DE PIKINE	684855	669970	1354825	704089	688786	1392876
ARRONDISSEMENT NIAYES	291013	286561	577573	299186	294609	593795
CA. YEUMBEUL NORD	98493	96352	194846	101260	99058	200318
CA. YEUMBEUL SUD	57145	55051	112196	58750	56597	115347
CA. MALIKA	18555	18626	37180	19076	19149	38225
CA. KEUR MASSAR	116819	116532	233350	120100	119805	239904
ARRONDISSEMENT PIKINE DAGOUDA	192842	187494	380336	198259	192760	391018
CA. PIKINE OUEST	29967	30385	60352	30809	31239	62047
CA. PIKINE EST	18936	18617	37553	19467	19140	38608
CA. PIKINE SUD	26971	27163	54133	27728	27926	55654
CA. DALIFORD	18231	16968	35199	18743	17445	36188
CA. DJIDAH THIAROYE KAO	56899	55292	112192	58497	56845	115343
CA. GUINAW RAIL NORD	17893	16890	34783	18395	17364	35760
CA. GUINAW RAIL SUD	23946	22178	46124	24619	22801	47420
ARRONDISSEMENT THIAROYE	201000	195915	396915	206645	201417	408063
CA. THIAROYE /MER	30310	30758	61068	31162	31622	62783
CA. DIACK SAO	24097	22839	46937	24774	23480	48255
CA. DIAMAGUENE/SICAP M'BAO	76454	72259	148712	78601	74288	152889
CA. THIAROYE GARE	14610	14127	28738	15021	14524	29545
CA. M'BAO	55528	55932	111460	57087	57503	114591

Source : ANSD, projections de 2018 et 2019

Tableau XXIII. 5 : Répartition de la population du département de Rufisque selon la localité de résidence en 2018 et 2019

NOM LOCALITE	2018			2019		
	Homme	Femme	Ensemble	Homme	Femme	Ensemble
DEPARTEMENT DE RUFISQUE	284432	283394	567826	292421	291353	583774
ARRONDISSEMENT BAMBYLOR	64640	63669	128310	66456	65457	131913
CR. YENE	14239	14454	28692	14638	14860	29498
CR. BAMBYLOR	26305	25725	52029	27044	26447	53491
CR. TIVAOUANE PEULH-NIAGHA	24096	23490	47587	24773	24150	48924
ARRONDISSEMENT RUFISQUE	219792	219725	439516	225965	225896	451860
CA. RUFISQUE CENTRE (NORD)	53582	52938	106520	55086	54425	109512
CA. RUFISQUE EST	40624	40524	81148	41765	41662	83427
CA. RUFISQUE OUEST	33331	34816	68147	34267	35794	70061
COM. BARGNY	29688	29546	59234	30522	30376	60898
COM. SEBIKOTANE	15823	15886	31709	16267	16332	32600
COM. DIAMNIADIO	13876	13372	27248	14266	13748	28014
COM. JAXAAY PARCELLE NIAKOUL RAP	23940	24164	48104	24613	24843	49455
COM. SANGALKAM	7051	6738	13789	7249	6927	14176
COM. SENDOU	1877	1740	3616	1929	1789	3718

Source : ANSD, projections de 2018 et 2019

Chapitre V : Santé et hygiène publique

Tableau XXIII. 6 : Evolution des principaux indicateurs de santé de la reproduction de la région selon les districts.

Indicateurs	Année	Département de Dakar				Département de Guédiawaye	Département de Pikine				Département de Rufisque		Total Région
		Centre	Nord	Ouest	Sud	Guédiawaye	Keur Massar	Mbao	Pikine	Yeumbeul	Rufisque	Diamniadio	
Nombre de premiers contacts	2018	10521	12404	7303	8178	11726	9385	12444	10446	7219	14675	4634	108935
	2019	10180	12146	6313	7614	12300	10791	12112	10057	8246	15930	5249	110938
	Variation en %	-3,24	-2,08	-13,56	-6,90	4,90	14,98	-2,67	-3,72	14,23	8,55	13,27	1,84
CPN1	2018	7700	8430	5004	6003	8908	6623	8956	7331	4428	10161	3139	76683
	2019	7561	8221	4190	5592	9147	7517	8757	7652	6194	11279	3342	79452
	Variation en %	-1,81	-2,48	-16,27	-6,85	2,68	13,50	-2,22	4,38	39,88	11,00	6,47	3,61
CPN2	2018	8230	9711	6055	6830	9231	7304	9642	7569	4555	11408	3752	84287
	2019	7835	9770	5299	5954	9694	8459	10000	8136	6263	13163	4118	88691
	Variation en %	-4,80	0,61	-12,49	-12,83	5,02	15,81	3,71	7,49	37,50	15,38	9,75	5,23
CPN3	2018	6737	7825	5075	5409	8179	6451	8564	6913	4239	10087	3457	72936
	2019	6641	8572	4502	5180	8620	7539	9159	7387	5809	11735	3830	78974
	Variation en %	-1,42	9,55	-11,29	-4,23	5,39	16,87	6,95	6,86	37,04	16,34	10,79	8,28
CPN4	2018	5147	6162	3704	4717	7300	5088	7142	5405	3533	7744	3282	59224
	2019	5030	6105	3581	4152	7850	6029	8155	5863	5122	9400	3895	65182
	Variation en %	-2,27	-0,93	-3,32	-11,98	7,53	18,49	14,18	8,47	44,98	21,38	18,68	10,06
CPN4 correctes	2018	3713	4211	2126	3297	4766	3068	4700	3695	4766	1899	1942	36205
	2019	3779	3907	2234	3183	5333	4115	5618	4249	4025	2904	2357	41704
	Variation en %	1,78	-7,22	5,08	-3,46	11,90	34,13	19,53	14,99	44,37	52,92	21,37	15,19
CPON1	2018	8553	9511	9322	11340	9492	6895	11112	4532	3241	12260	3112	89370
	2019	8140	10240	9753	10750	9974	7757	9837	4650	4685	14080	4141	94007
	Variation en %	-4,83	7,66	4,62	-5,20	5,08	12,50	-11,47	2,60	44,55	14,85	33,07	5,19
CPON2	2018	9778	4981	3551	4752	4875	4963	6698	3763	2694	10061	2493	58609
	2019	6624	5751	3441	6069	6422	5328	6484	4167	3222	11093	2836	61437
	Variation en %	-32,26	15,46	-3,10	27,71	31,73	7,35	-3,19	10,74	19,60	10,26	13,76	4,83
CPON3	2018	6032	3160	2138	2430	2744	2572	3946	2743	1918	3176	1135	31994
	2019	3183	3263	2219	2758	3839	3000	4354	2910	2513	4008	1342	33389
	Variation en %	-47,23	3,26	3,79	13,50	39,91	16,64	10,34	6,09	31,02	26,20	18,24	4,36
SP1	2018	7723	9434	5202	6349	8761	6598	7628	7528	4149	10245	3699	77316
	2019	7622	9528	5192	5480	9592	7816	9377	7732	5701	12147	4060	84247
	Variation en %	-1,31	1,00	-0,19	-13,69	9,49	18,46	22,93	2,71	37,41	18,57	9,76	8,96
SP2	2018	6393	8097	4319	5437	7976	5739	6811	6693	3868	9008	3308	67649
	2019	6435	7926	4475	5166	8669	6497	8660	6919	5072	10705	4052	74576
	Variation en %	0,66	-2,11	3,61	-4,98	8,69	13,21	27,15	3,38	31,13	18,84	22,49	10,24

Source : Données 2019, Région médicale de Dakar

Chapitre VI : Assistance sociale

Tableau XXIII. 7 : Répartition des sorties effectuées par le Groupement National des Sapeurs-Pompiers dans la région de Dakar selon la nature

Activités	Sorties effectuées 2018	Sorties effectuées 2019	Variation (en %)
Opérations diverses	1795	1698	-5,404
Secours aux Victimes	7258	7591	4,588
Incendies	826	913	10,533
Autres activité	3593	5030	39,994

Source : Données 2019 Bilan annuel des interventions de la BNSP

Tableau XXIII. 8 : Répartition des interventions de la BNSP selon la nature de l'accident au Sénégal en 2019

NATURE DES ACCIDENTS SENEGAL	Nombre d'interventions	Nombre de victimes	VICTIMES	
			Sauvées	Décédées
ACCIDENTS SUR LA VOIE PUBLIQUE	17112	27693	26712	745
ACCIDENTS FERROVIAIRES	5	5	5	0
ACCIDENTS MARITIMES	6	50	42	8
CRASH D'AVION	0	0	0	0
ACCIDENTS DOMESTIQUES	29	28	27	1
ACCIDENTS DE TRAVAIL	217	240	232	8
ACCIDENTS DIVERS	2607	2851	2475	368
TOTAUX	19976	30867	29493	1130

Source : Données 2019 Bilan annuel des interventions de la BNSP

Chapitre VI : Justice

Tableau XXIII. 9 : Répartition des détenus écroués du Sénégal selon la nature des infractions et le sexe de l'année 2019

INFRACTIONS	SENEGALAIS				ETRANGERS			
	H	F	MG	MF	H	F	MG	MF
1- Vol et Recel	3249	113	430	13	351	9	0	2
2-Détention-usage de chanvre indien	2543	20	30	1	443	4	0	0
3-Trafic de drogue	425	2	89	0	44	1	0	0
4-Détournement de deniers publics	24	2	1	0	1	0	0	0
5-Coups et blessures volontaires	551	127	25	7	28	12	0	1
6-Escoquerie. Abus de confiance Faux et usage de faux	1104	103	10	0	60	7	0	0
7-Viol-attentat à la pudeur-pédophilie	177	0	10	0	15	2	0	0
8-Défaut de carnet sanitaire et social- proxénétisme	52	83	0	0	3	6	0	0
9-Infanticide	0	7	0	0	0	1	0	0
10-Avortement	0	9	0	1	0	0	0	0
11-Meurtre- Assassinat-parricide.	23	4	10	0	2	0	0	0
12-Homicide volontaire ou involontaire	69	4	2	0	3	0	0	0
13-Menaces -violences -voies de faits-injures	203	9	10	1	11	4	0	0
14-Outrage et rébellion	104	7	8	0	9	1	0	0
15-Vagabondage et mendicité	27	2	15	0	19	0	0	0
16-Evasion et tentative	1	1	0	0	4	0	0	0
17-Fraude	10	0	0	0	0	1	0	0
18-Débit de boissons	35	18	0	0	4	1	0	0
19-Terrorisme	16	0	0	0	1	0	0	0
20-Autres	1517	52	0	0	509	13	0	0
TOTAUX	10130	563	640	23	1507	62	0	3
TOTAL GENERAL				11356				1572
								12.928

Chapitre X : Elevage

Tableau XXIII. 10 : Répartition et évolution de la production de viande de volaille et d'œufs selon l'espèce, par circonscription administrative

Espèces	Dakar			Guédiawaye			Pikine			Rufisque			Région		
	Campagne 2017 / 2018	Campagne 2018 / 2019	Variation (en %)	Campagne 2017 / 2018	Campagne 2018 / 2019	Variation (en %)	Campagne 2017 / 2018	Campagne 2018 / 2019	Variation (en %)	Campagne 2017 / 2018	Campagne 2018 / 2019	Variation (en %)	Campagne 2017 / 2018	Campagne 2018 / 2019	Variation (en %)
Poulets de chair	Nb														
	Poids (T.)													79 157 ⁵⁵	
Pondeuses réformées	Nb														
	Poids (T.)														
Total poulets	Nb														
	Poids (T.)														
Œufs	Nb											550668000	772 462 086	40,28	

Source : Rapport 2019, Service régional de l'Elevage et des Productions animales

Tableau XXIII. 11 : Epidémiologie des différentes affections

Affections	Foyers	Nombre malade	de	Nombre mort	de	Effectif touché	Localisation		
						(soumis à risque)	Localités	Commune	Département
Gourme et Grippe équine	12	675			13	1500	Rufisque	Les 12 communes du département	Rufisque
Gourme et Grippe équine	1				2	714			Dakar

⁵⁵ Volaille industrielle

Gourme et Grippe équine	1	20		500	Wakhinane Nimzat, Ndiaréme Limamoulaye		Guédiawaye
Total	14		15	2714			

Source : Rapport 2019, Service régional de l'Élevage et des Productions animales

Chapitre XI : Pêche

Tableau XXIII. 12 : Evolution du nombre d'infrastructures de production de poissons selon le type

Types	2018	2019	variation en %
Etangs	0	0	0,00
Bassins en béton	40	11	-72,50
Bassins en Liner	27	8	-70,37
Cages flottantes	0	0	0,00
Parcs mytilicoles	2	1	-50,00
Enclos	0	0	0,00
Happas	0	0	0,00
Plans d'eau/Bassins de rétention	2	2	0,00
Region	71	22	-69,01

Source : Données 2019, Agence Nationale de l'Aquaculture (ANA)

Tableau XXIII. 13 : Evolution du nombre de producteurs ou promoteurs aquacoles selon le type

Types	2018	2019	variation en %
Groupements de promotion Féminine	2	3	50,00
Groupements d'intérêt économique	2	3	50,00
Associations communautaires	1	1	0,00
Privés	23	20	-13,04
Région	28	27	-3,57

Source : Données 2019, Agence Nationale de l'Aquaculture (ANA)

Chapitre XII : Ressources naturelles

Tableau XXIII. 14 : Répartition et évolution du nombre de plants produits selon l'espèce, par circonscription administrative

Espèces	Dakar			Guédiawaye			Pikine			Rufisque			Région		
	2018	2019	Variation en %	2018	2019	Variation en %	2018	2019	Variation en %	2018	2019	Variation en %	2018	2019	Variation en %
Forestières	ND	122 580	ND	ND	21100	ND	ND	167519	ND	ND	10329	ND	275342	321528	16,8
Fruitières	ND	2 000	ND	ND	400	ND	ND	51185	ND	ND		ND	34948	53585	53,3
Fruitières forestières	ND	6 069	ND	ND	2800	ND	ND	13957	ND	ND		ND	25281	22826	-9,7
Ornementales	ND	42965	ND	ND	1430	ND	ND	30993	ND	ND		ND	81991	75388	-8,1
Total	ND	173614	ND	ND	25730	ND	ND	263654	ND	ND	10329	ND	417562	473227	13,3

Source : Données 2019 de l'IREF/Dakar

Chapitre XIX : Tourisme, culture et loisirs

Tableau XXIII. 15 : arrivées des non-résidents selon la nationalité

	ARRIVEES DES NON RESIDENTS		
	2018	2019	VAR 18/19
EUROPE			
Français	400 161	ND	ND
Belges	36 514	ND	ND
Espagnols	19 428	ND	ND
Italiens	19 587	ND	ND
Autres pays européens	59 350	ND	ND
TOTAL EUROPE (1)	535 040	ND	ND
AMERIQUE			
Américains des USA	34 329	ND	ND
Canadiens	7 735	ND	ND
Autres pays américains	6 522	ND	ND
TOTAL AMERIQUE (2)	48 586	ND	ND
ASIE			
Chinois	3 244	ND	ND
Japonais	1 213	ND	ND
Indiens	2 306	ND	ND
Emiriens (Emirat Arab Unis)	7 014	ND	ND
Autres Pays Asiatiques	24 110	ND	ND
TOTAL ASIE (3)	37 887	ND	ND
AFRIQUE			
Béninois	35 339	ND	ND
Burkinabés	2 028	ND	ND
Ivoiriens (Cote d'Ivoire)	1 117	ND	ND
Bissau Guinéens	2 320	ND	ND
Maliens	3 792	ND	ND
Nigériens	200	ND	ND
Togolais	173	ND	ND
Sénégalais (Non-Résidents)	24 092	ND	ND
ZONE UEMOA	69 061	ND	ND
HORS UEMOA	260 706	ND	ND
TOTAL AFRIQUE (4)	329 767	ND	ND
RESTE DU MONDE	473 541	ND	ND
TOTAL RESTE DU MONDE (5)	473 541	ND	ND
(1) +(2) + (3) +(4) + (5)	1 424 821	ND	ND

Source : Données 2018, Ministère du Tourisme et des Transports Aériens

Chapitre XXII : Indice Harmonisé Des Prix À La Consommation

Tableau XXIII. 16 : évolution des indices des 12 fonctions de consommation au cours de l'année 2019 dans la région de Dakar.

	Pondération	Moy 18	janv-19	févr-19	mars-19	avr-19	mai-19	juin-19	juil-19	août-19	sept-19	oct-19	nov-19	déc-19	Moy 19	variation % 2019-2018
Indice Global	10000	102,5	102,86	103,01	102,65	102,66	101,62	101,70	102,47	104,56	104,45	104,60	104,24	103,87	103,2	0,74
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	3286	109,5	110,29	110,30	109,11	109,79	106,99	106,85	108,03	113,29	113,32	113,62	112,57	110,50	110,4	0,85
Tabac et stupéfiants	41	104,0	117,83	116,88	117,05	117,51	117,79	117,79	117,77	117,97	117,55	117,66	117,57	117,58	117,6	13,02
Articles d'habillement et chaussures	973	99,5	99,38	99,36	99,05	97,50	97,08	97,63	97,99	100,15	99,82	100,07	99,93	100,37	99,0	-0,48
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	1524	97,6	97,60	97,59	97,74	97,90	97,88	97,81	97,85	97,98	98,02	98,11	98,32	99,30	98,0	0,40
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	587	101,2	101,08	101,07	101,13	101,11	100,32	100,34	100,49	100,54	100,48	100,70	100,56	100,69	100,7	-0,46
Santé	379	106,5	105,86	106,67	107,78	107,12	107,73	106,58	105,77	107,99	107,21	107,54	108,78	107,90	107,2	0,69
Transports	833	97,4	97,23	97,55	97,59	97,90	97,81	98,04	99,74	100,01	100,05	100,08	99,76	99,90	98,8	1,41
Communication	535	91,4	90,80	92,71	92,14	90,60	89,90	92,04	93,87	94,70	93,39	92,27	90,38	92,27	92,1	0,78
Loisirs et culture	555	100,1	101,06	101,11	101,07	100,61	100,51	100,34	102,00	101,86	101,75	101,86	101,90	102,00	101,3	1,25
Enseignement	270	105,0	106,87	106,87	106,87	106,87	106,87	106,87	106,87	106,87	106,87	107,47	107,47	107,47	107,0	1,95
Restaurants et Hôtels	617	100,0	100,38	100,45	100,82	101,12	101,07	101,16	101,32	100,97	101,09	101,39	102,03	102,09	101,2	1,17
Biens et services divers	400	99,4	100,04	99,79	99,78	99,63	99,69	99,69	100,18	100,35	100,35	100,59	100,99	101,43	100,2	0,82

Source : Données 2019, ANSD

Tableau XXIII. 17 : évolution des indices des 12 fonctions de consommation au cours des 5 dernières années dans la région de Dakar

	Pondération	Moyenne 2015	Variation 2016/2015	Moyenne 2016	Variation 2017/2016	Moyenne 2017	Variation 2018/2017	Moyenne 2018	Variation 2019/2018	Moyenne 2019
Indice Global	10000	100,6	0,70	101,3	1,32	102,6	-0,16	102,5	0,74	103,2
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	3286	102,3	3,04	105,5	4,06	109,7	-0,25	109,5	0,85	110,4
Tabac et stupéfiants	41	99,2	-0,38	98,8	-0,04	98,8	5,29	104,0	13,02	117,6
Articles d'habillement et chaussures	973	100,1	-0,38	99,7	0,01	99,7	-0,21	99,5	-0,48	99,0
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	1524	99,6	-1,41	98,2	-0,84	97,4	0,23	97,6	0,40	98,0
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	587	100,6	0,60	101,2	-0,02	101,2	-0,02	101,2	-0,46	100,7
Santé	379	103,8	0,69	104,5	1,36	105,9	0,54	106,5	0,69	107,2
Transports	833	97,7	-0,77	96,9	0,21	97,1	0,30	97,4	1,41	98,8
Communication	535	99,6	0,09	99,7	-2,23	97,4	-6,23	91,4	0,78	92,1
Loisirs et culture	555	100,0	-2,20	97,8	0,45	98,3	1,87	100,1	1,25	101,3
Enseignement	270	100,2	1,73	101,9	2,44	104,4	0,55	105,0	1,95	107,0
Restaurants et Hôtels	617	99,1	0,06	99,2	0,37	99,6	0,44	100,0	1,17	101,2
Biens et services divers	400	99,5	-0,38	99,1	-0,27	98,8	0,56	99,4	0,82	100,2

Source : Données 2019, ANSD

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. ANSD, rapport de projection de la population du Sénégal 2016
2. ANSD, rapport EDS-continue 2017, Chapitre fécondité
3. ANSD, rapport RGPHAE 2013
4. ANSD, SRSD de DAKAR, SES 2017-2018
5. Bulletins agro météorologique décadaire de l'ANACIM de l'année 2019 (disponible sur <http://www.anacim.sn/produits-du-gtp/>)
6. <http://www.fao.org/3/y3427f/y3427f04.htm>
7. <http://www.unesco.org/new/fr/unesco/events/prizes-and-celebrations/celebrations/international-days/world-radio-day-2013/statistics-on-youth/> (The World's Youngest Populations, Euromonitor International, 2012)
8. <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2014/04/10/ending-poverty-requires-more-than-growth-says-wbg>
9. <https://www.infoclimat.fr/climatologie/annee/2019/dakar-yoff/valeurs/61641.html> (visité le 08/07/2020)
10. <https://www.onas.sn/nos-partenaires>
11. <https://www.un.org/french/ga/special/sids/agenda21/action0.htm>
12. <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/youth/>
13. Le secteur des pêches au Sénégal : Tendances, enjeux et orientations politiques
Par Moustapha Kébé, Economiste des pêches: Programme KURUKAN FUGAN
(Union Européenne/Gouvernement du Sénégal/Enda Graf/GRET) ; Juillet 2008
14. Ministère des postes et de télécommunications, Stratégie Sénégal Numérique 2016-2025, octobre 2016
15. Rapport annuel des statistiques du travail, Direction des Statistiques du Travail et des Etudes (DSTE), édition 2019
16. Rapport statistique 2019, Port Autonome de Dakar (PAD)
17. Rapport sur le marché des télécommunications électroniques en 2019

18. Wilfried Lemke, Le rôle du sport dans la réalisation des objectifs de développement durable, <https://www.un.org/fr/chronicle/article/le-role-du-sport-dans-la-realisation-des-objectifs-de-developpement-durable>
19. Wilfried Lemke, Le rôle du sport dans la réalisation des objectifs de développement durable, <https://www.un.org/fr/chronicle/article/le-role-du-sport-dans-la-realisation-des-objectifs-de-developpement-durable>
20. www.servicepublic.gouv.sn